



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai légèrement modifié (simplifié ou allégé) la page d'accueil.

La causerie du jour est particulièrement dense, elle m'a épuisé !

- Causerie au format pdf (45 pages)

[De la destruction de l'Etat le plus progressiste d'Afrique \(La Libye\) et sans doute du monde... à l'élection de Macron.](#)

Il est de bon ton de mettre cela et bien d'autres choses encore sur le compte de l'impérialisme américain, du Pentagone, de l'OTAN, de l'oligarchie, etc. nous y ajouterons le mouvement ouvrier tel qu'il est devenu, corporatiste, communautariste, bourgeois, impérialiste, corrompu, à l'exception toutefois des rares militants qui sont restés fidèles au socialisme, bien qu'ici ou là la plupart ont participé à des opérations destinées à servir les intérêts de la réaction ou les ont soutenues, parce que leurs dirigeants y étaient favorables ou n'avaient pas mis à leur disposition les arguments disponibles pour s'opposer et briser la propagande officielle...

Quand vous lirez plus loin les articles de la rubrique *Dans quel monde vivons-nous ?*, vous aurez peut-être comme moi l'impression que la situation se tend à l'extrême presque partout, et que cette tension extrême s'accompagne de la montée de l'extrême droite, et vous constaterez également qu'à l'opposé l'extrême gauche se délite et demeure marginale comme si elle était coupée de la société ou du monde, des masses.

L'extrême gauche s'est totalement fourvoyée en bâtissant sa stratégie sur des facteurs qui devaient finir par s'épuiser et la réduire à l'impuissance, parce qu'elle avait adopté une théorie qui ne correspondait pas à la réalité, aux faits. Elle a bénéficié de mille occasions pour prendre conscience au cours des longues décennies passées qu'elle avait surestimé ou sous-estimé certains facteurs pour corriger son analyse du développement de la situation depuis le premier tiers du XXe siècle, qui fut marqué à la fois par la montée en puissance du mouvement ouvrier et de l'opportunisme qui devait concourir à sa dislocation ou à sa destruction, dès lors qu'il n'était plus orienté vers le socialisme ou qu'il avait abandonné la perspective de changer de société, il devait être réduit à l'impuissance ou pour ainsi dire être neutralisé, condition qui devait permettre au néolibéralisme de s'épanouir et d'étendre son pouvoir au monde entier.

Ce constat, nos dirigeants refusent de l'admettre, leurs militants également. Ils ne veulent pas admettre que la montée en

puissance du mouvement ouvrier et les succès qu'il allait remporter sur le plan social devait se traduire par l'embourgeoisement ou la corruption des masses et du mouvement ouvrier lui-même, et qu'il en fut ainsi lors de chacune de ses offensives, de sorte qu'au lieu d'avancer vers l'émancipation du capital ou de s'en servir comme levier pour avancer dans cette voie, la classe ouvrière fut rivée plus solidement encore au capitalisme, ce qui était pratiquement inévitable ou prévisible du fait que les dirigeants du mouvement ouvrier étaient des agents du capital, le PS et le PCF.

Nos dirigeants passèrent leur temps à vouloir leur faire jouer un autre rôle, à leur prêter des intentions qu'ils n'avaient jamais eu, en vain à chaque fois bien entendu, de sorte qu'ils les confortèrent à la direction du mouvement ouvrier tandis qu'ils prenaient de plus en plus ouvertement en charge les contradictions du capitalisme, ce qui les amènera à gérer la société pour son compte une fois parvenu au pouvoir, que ce soit en 36, 47, 81.

Ils ne comprirent pas ou ils ne voulurent pas comprendre que lorsque les masses bénéficient de conditions qui leur permettent de vivre à peu près normalement, elles vont s'accommoder du capitalisme, y compris de ses excès tant qu'elles n'y sont pas confrontées elles-mêmes. En fait ce qu'ils ignorent, c'est de quoi sont constitués les hommes, principalement leurs faiblesses, quelle influence peut avoir sur leur mode de pensée et leur comportement le monde extérieur, la société, de quelle manière les modifications objectives de la société se traduisent subjectivement dans leurs têtes, pour généralement se contenter du sort qu'on leur a réservé dès lors que leurs besoins les plus élémentaires sont satisfaits, peu leur importe comment, tant que leur condition sera supportable ils estimeront inutiles de passer à l'action. Tout au plus une fraction d'entre eux se mobiliseront pour préserver leur statut ou leur mode de vie ou tenter de l'améliorer à la marge, sans jamais envisager la nécessité de changer les bases sur lesquelles repose la société, puisqu'elles leur conviennent telles qu'elles sont, ou ils se sont résignés à ignorer les aspirations qui avaient pu naître chez eux lors de leur jeunesse et qui sont incompatibles avec l'existence du capitalisme.

Le cours emprunté par le mouvement ouvrier une fois totalement gangrené par la social-démocratie et le stalinisme, devait justement reposer sur la négation de ces aspirations révolutionnaires qui coïncidait avec le combat pour changer de société ou le socialisme. Les masses exploitées, les travailleurs en général ne pouvaient pas aborder la situation d'un point de vue socialiste, ils ne pouvaient pas imaginer spontanément qu'il était nécessaire de changer la société de fond en comble pour mettre un terme aux maux qui les accablaient malgré tout, à des degrés divers, et que la seule manière pour qu'ils en prennent conscience résidait dans le fait que sous aucun prétexte ils ne devaient abandonner les aspirations à la justice sociale, à davantage de liberté, profondément humanistes qui leur avaient traversé l'esprit lors de leur jeunesse, sans quoi ils se condamneraient à subir indéfiniment le joug de l'exploitation et de l'oppression, pour finalement s'apercevoir au crépuscule de leur vie qu'elle n'avait eu aucun sens, qu'ils étaient passés à côté de l'essentiel ou pire, en arriver à la conclusion qu'ils auraient préféré ne jamais venir au monde comme me l'a rapporté un jour un camarade à propos de son frère mourant.

Les travailleurs ne pouvaient pas comprendre spontanément que le combat pour l'amélioration de leur condition immédiate n'était qu'une étape de la lutte pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et que cet objectif était à leur portée, qui plus est que personne d'autres ne le mènerait à leur place. Ils n'ont pas pu saisir que le progrès social dont ils bénéficiaient, et qui était en grande partie dû à leur lutte de classe, ne constituait pas un acquis définitif, et qu'à défaut de poursuivre leur combat jusqu'à l'abolition du capitalisme, il précéderait une longue période de régression sociale qui les mènerait à la situation actuelle.

Nos dirigeants, une fois de plus, au lieu de partir de ce constat dramatique qui tourne dorénavant au cauchemar et que chacun a quotidiennement sous les yeux, s'emploient à le nier, se réfugient dans un déni suicidaire, criminel, en refusant obstinément de modifier leur analyse de la situation, leur conception de la lutte de classe qui nécessite de toute urgence de prendre en compte les profondes transformations qu'ont subi la société et le monde au cours des 7 ou 8 dernières décennies ou depuis l'avènement de l'impérialisme au tournant du XXe siècle, dont les prémisses remontent à la fin du XIXe siècle ou au tout début du XXe siècle, même antérieurement si on tient compte de l'analyse du développement du capitalisme en Grande-Bretagne qu'avait produit Marx et Engels.

La majorité des travailleurs ont encore les moyens de vivre à peu près normalement selon les normes qu'ils ont adoptées, travailleurs issus de la classe ouvrière ou des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, ils constituent le socle sur lequel s'appuient les représentants du régime pour assurer sa stabilité ou pérenniser l'existence du capitalisme.

En revanche, ils ne peuvent pas ne pas savoir que plus le temps passe, plus personne n'est à l'abri des mauvais coups du capitalisme, tous connaissent parmi leurs proches des travailleurs qui en sont victimes, qui ont vu leur vie brisée du jour au lendemain (chômage, expulsion, endettement, etc.), sinon ils en entendent parler absolument partout, aucun ne peut désormais l'ignorer, c'est un des aspects de la situation que je considère déterminant et que nos dirigeants s'emploient à ignorer. Ceux qui suivent également.

Tous se sentent aussi directement concernés par la chasse aux sorcières organisée par les chiens de garde du régime, qui menacent quiconque ayant des pensées ou des comportements qui dévient de ceux imposés par ces nouveaux inquisiteurs, qui auraient conservé des préjugés archaïques ou inavouables, au point de se sentir mal à l'aise ou gênés pour s'exprimer en public, de crainte d'une dénonciation ou de représailles, de sanctions, qui peuvent ternir leur réputation ou briser leur vie dans les cas extrêmes.

Tous aussi se sentent concernés par toutes les guerres qui se poursuivent, le terrorisme qui peut frapper n'importe où ou presque, l'insécurité croissante ou la violence aveugle, l'incivilité qui tend à se généraliser, tous ces actes sont autant de signes témoignant de la décomposition accélérée de la société qui ne peut que les angoisser et les questionner.

Il ressort de ce constat ou de ces faits, puisqu'on a décidé de demeurer strictement sur ce terrain, que bien que la majorité des travailleurs bénéficient de conditions matérielles ou financières qui leur permettent de ne pas sombrer dans la pauvreté ou la déchéance, il n'en demeure pas moins que leur condition d'existence ne peut que se dégrader à l'instar de la société en général, prendre une tournure problématique, incertaine, angoissante, à côté de laquelle les satisfactions qu'ils en tiraient apparaissent de plus en plus superficielles, éphémères, réduites à peu de choses, voire compromises...

Autrement dit, l'orientation générale de la société s'écarte toujours plus de leurs aspirations, des aspirations légitimes qui leur avaient traversé l'esprit autrefois et avec lesquelles ils doivent justement renouer, leur salut en dépend en grande partie. Ils ont abandonné ces aspirations au profit d'un mode de vie relativement confortable tout en conservant leur statut d'esclaves, compromis qui aujourd'hui les menace, aussi le seul moyen d'y mettre un terme c'est de reprendre ou de poursuivre leur combat jusqu'au bout cette fois, et il faut bien qu'ils prennent conscience qu'il n'existe pas d'autres alternatives ou que personne ne mènera ce combat à leur place.

Soit ils se résignent à vivre dans une société ou un monde promis à la déchéance dans absolument tous les domaines, au chaos, à la guerre, à la barbarie et à en subir toutes les conséquences à venir, y compris pour les générations futures, leurs enfants ou petits enfants, soit ils décident de s'engager sur le champ dans le combat politique pour en finir le plus tôt possible avec le capitalisme et ses institutions, sans condition ou réserve.

Je pense que de très nombreux travailleurs sont prêts à entendre ce discours et à s'en saisir, parce qu'il correspond à ce qu'ils vivent au quotidien. Maintenant on peut l'étayer facilement ou le moduler en fonction du travailleur avec lequel on discute, ce ne sont pas les arguments qui manquent.

Très souvent et cela depuis des années, on nous dit que les travailleurs en ont marre, mais de quoi au juste ? De tout et parfois de presque rien, parce qu'ils sont excédés qu'on leur impose un mode de vie, des conditions de travail qu'ils n'ont pas choisies, qui ne correspondent pas à leurs aspirations. Car en réalité, ils ne décident de rien, ils ne disposent d'aucune liberté, tout leur est imposé de leur naissance à leur mort, et j'irais même jusqu'à affirmer que ce sont ceux qui ont le moins à se plaindre de leur condition qui sont le plus à même de s'en apercevoir parce qu'ils n'ont rien d'autres à penser, logique, non ?

Cela signifie que ce discours est adapté aux conditions de toutes les couches d'exploités.

En complément.

Le mouvement ouvrier a fait tout un plat de la retraite à 60 ans en 81, la panacée, une grande victoire, etc. Tu parles, un ouvrier qui a commencé à travailler dès 16 ans et qui est employé sur un chantier, à la chaîne en usine, en fonderie, à la mine, etc. est usé jusqu'à la corde dès 40 ou 45 ans. Quant à l'employé ou au cadre qui travaille dans un bureau, un commerce, etc. qui pendant des décennies effectue des tâches répétitives, abrutissantes ou sans aucun intérêt, qui plus est dans des conditions détestables, il n'a qu'une hâte, c'est que cela s'arrête le plus tôt possible, avant de devenir vieux et de voir ses forces déclinées.

Tous auraient voulu faire autre chose de leur vie, mais la société ne leur en a pas donné l'occasion. Tous ou presque sont profondément frustrés, deviennent mélancoliques, neurasthéniques, aigris, vieux avant l'âge. Aucun n'a l'impression d'avoir profité de la vie quand sonne l'heure de faire les comptes, aucun ne s'estime heureux de son sort, certains s'en rendent compte très tôt puis n'y pensent plus ou plutôt s'efforcent de ne plus y penser, d'autres s'en aperçoivent quand il est trop tard, alors pour faire bonne figure ils tourment le sujet en dérision ou passent à autres choses, ils peuvent mentir sauf à eux-mêmes, ne parlons pas de ceux qui arrivent à se convaincre qu'ils ont eu une existence merveilleuse, ce sont des psychopathes, ils sont irrécupérables, heureusement ils ne sont qu'une infime minorité.

Je prétends qu'il faut lier ce genre de discours au discours politique pour atteindre le point le plus sensible de chaque travailleur de manière à les faire réagir ou tout du moins se questionner dans un premier temps, parce qu'il n'aborde ni leur condition, ni la situation de la même manière qu'un militant. Et le principal défaut ou la principale faiblesse des militants, c'est qu'ils sont incapables d'aborder tranquillement le sujet que nous venons de traiter ou d'aborder les travailleurs autrement que sur le plan strictement politique.

L'exercice auquel je viens de me livrer et que je vous ai invité à partager, à consister à montrer qu'à défaut d'une guerre, d'avoir 15 ou 20 millions de travailleurs jetés brutalement à la rue accompagné d'une misère noire frappant des millions et millions de travailleurs et leurs familles, il était possible d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience, et donc d'organisation, pour que la nécessité de changer de société ou d'en finir avec le capitalisme cesse d'être une utopie.

Vous noterez que je ne me suis pas détourné de la lutte de classe, je n'ai pas tourné le dos aux enseignements de la lutte de classe du passé, je n'ai pas renié le socialisme, j'ai juste adopté une tactique et une stratégie de combat qui prend en compte

les profondes transformations qu'ont connu toutes les classes et toutes les couches de la société, adaptée à la réalité tout simplement. Et j'ose ajouter que s'en détourner nous serait fatal !

Je vous ferais également observer qu'à aucun moment je n'ai cherché à vous imposer une théorie ou une doctrine gravée dans le marbre. Les arguments que j'ai avancés étaient suffisamment souples pour constituer la trame ou l'ébauche d'une nouvelle théorie qui reste à finaliser. Quant aux seuls principes intangibles ou non négociables auxquels j'ai fait référence et qui structurent notre stratégie, ils sous-entendent qu'au préalable nous envisagions sincèrement, loyalement ou sérieusement la nécessité d'en finir avec le capitalisme, et que nous admettions, que pour y parvenir il fallait impérativement rassembler et organiser dans un parti politique tous les travailleurs qui partageaient cet objectif ou qui avaient atteint ce niveau de conscience politique, autrement dit, qui assumaient librement leurs convictions ou leur engagement politique.

Notre mot d'ordre fédérateur de tous les opposants résolu au capitalisme pourrait être : Stop ou encore, organisons-nous pour mettre fin au capitalisme ! La suite de la causerie nous fournira amplement matière à le justifier si nécessaire.

Bienvenue dans le meilleur des mondes et ses courtisans.

Un article à lire à jeun tant le degré de servilité atteint par la journaliste qui l'a rédigé est à vomir.

- Philippe Grangeon, l'hémisphère gauche de Macron - leparisien.fr 30 septembre 2018

Le futur conseiller spécial du président le presse de renouer avec son ancrage à gauche (Qui n'a jamais existé. - LVOG) et la bienveillance de sa campagne. (Macron "bienveillant", envers qui ? - LVOG) Portrait d'un influent homme de l'ombre.

Son arrivée à l'Elysée devrait être rapidement officialisée (Ca urge, à croire que 67 millions de Français l'attendent aussi ! - LVOG), assure-t-on en haut lieu (Il est toujours bon de rappeler que Jupiter se situe au-dessus de la plèbe. - LVOG). « Dans les quinze jours », croit savoir un éminent macroniste. (Son excellence dispose d'éminences qu'est-ce que vous croyez ? - LVOG) L'intéressé, si attaché à sa liberté chérie (Qui a un prix, nous verrons lequel plus loin. - LVOG), répète qu'il n'a pas encore dit oui. (Il se fait prier, c'est qu'il doit être modeste, qualité partagée par Macron ! - LVOG) Mais que ne ferait-il pas pour ce jeune président (Et beau, intelligent, etc. s'il vous plaît. - LVOG), dont il parle avec l'autorité et la bienveillance d'un père ? (Que c'est touchant, il ne manque plus que le saint esprit ! - LVOG) « Je veux qu'il réussisse » (Sans blague ? Même les pires crapules sont loyales! - LVOG), dit-il, hanté par « le chaos » d'une France qui se serait donnée un jour aux extrêmes. (C'est déjà fait, ce que ne peut pas admettre cette journaliste puisqu'elle partage la même idéologie que Macron. - LVOG)

« Il sera le Jérôme Monod d'Emmanuel Macron », résume l'un de ses amis. Philippe Grangeon n'a pas connu l'ex-éminence grise de l'ancien président Jacques Chirac, mais il les a vus déambuler rue de Verneuil, à Paris. « J'ai le sentiment qu'il y avait beaucoup d'amitié entre eux. Si c'est ça, oui. » Son futur titre ? Conseiller spécial du président, rien que ça. Ce jeune sexagénaire — 61 ans — sera l'un des rares « seniors » du cabinet élyséen et de la macronie avec le président du Modem, François Bayrou et, jusqu'à récemment, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. (Comme les nouveaux philosophes à une autre époque, jeune et vieux réactionnaire. - LVOG)

« Si j'y vais », insiste-t-il. Il sera chargé d'amener un peu de « séniorité », comme il dit, une fibre de gauche réformiste (Un des nombreux masques de la droite en fait. - LVOG), et beaucoup d'empathie chez les cassants quadras de la start-up nation (Ici vous avez confirmation que la journaliste a adopté jusqu'à la rhétorique de Macron. - LVOG). A l'Elysée, où il disposerait d'un bureau, il devrait occuper un poste transversal à cheval entre la com, la stratégie et les sujets économiques et sociaux, en lien avec Matignon. Tout en restant bénévole, pour préserver sa liberté. « Une ancre, une boussole »

Signe de l'importance du bonhomme, Ismaël Emelien, autre conseiller spécial et grand taiseux, accepte d'évoquer ce « coup de foudre amical ». « Philippe, c'est une ancre, ça fait écho à son tropisme breton, loue-t-il. C'est assez rare les boussoles qui indiquent toujours le Nord, y compris dans la tempête. » On a beaucoup dit de Macron qu'il dirigeait la France avec Ismaël Emelien et Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Elysée. Ils sont quatre désormais. ("Les boussoles qui indiquent toujours le Nord" sont inutiles quand le champ magnétique s'inverse, c'est déjà arrivé dans le passé, à la planète, à Louis XVI ou à Nicolas II aussi. - LVOG)

Car Grangeon a déjà son rond de serviette dans les réunions au sommet à l'Elysée (Et cela ne date pas d'hier, la suite plus loin le confirmera. - LVOG), où l'on a pris l'habitude de croiser sa haute silhouette. Omniprésent mais invisible, il a son mot à dire sur chaque réforme, chaque remaniement, chaque nomination : l'un des DRH officieux, il a soufflé le nom de Florence Parly pour la Défense. (Liée aux cercles néocons, là ça commence à puer. - LVOG) Et une ligne directe avec le chef de l'Etat, comme lui insomniaque (Pas étonnant au côté de sa Barbie toute fripée, il y a de quoi faire des cauchemars ! - LVOG). « Philippe, c'est un coup de fil qui commence à 23h30 et se finit à 1h30 », se marre Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement. (Comme c'est guilleret! - LVOG)

Sa complicité avec Macron remonte à 2012, quand le jeune homme était numéro trois du Palais (Il ne manque plus que la couronne ! Elle ira loin cette journaliste. - LVOG). Ces deux intuitifs, grands affectifs, devaient se voir une heure. Ce fut trois.

(Quelle intelligence, quelle bonté ce Macron, il a tant d'autres qualités ! - LVOG) « On ne s'est jamais vraiment quittés », souffle Grangeon. Quoi de commun entre l'inspecteur des finances passé chez Rothschild et le gamin peu diplômé d'une cité HLM du Val-d'Oise ? « Une forme d'ostracisme », dit-il (Oh les malheureux, comme c'est injuste! - LVOG). Il tutoie Macron. Lui parle cash. Parce qu'il est plus âgé et qu'il était là dès le début.

Macron doit cesser d'être Juppé pour redevenir Rocard (Qui occupera au sein du PS la place de Delors et qui prise par la suite par Hollande. Giscardiens ou centristes, farouches partisans de l'UE et du néolibéralisme.- LVOG)

Il n'a pas du tout aimé, par exemple, que le président s'en prenne à un chômeur. Trop humiliant. Fait rare, Macron a reconnu que sa sortie sur les « Gaulois réfractaires » était une erreur. L'effet Grangeon, qui veut renouer avec la bienveillance de sa campagne ? « Les Français ont pris des risques, on leur doit tout, martèle-t-il. Chaque phrase doit être aimante. » (Le rôle de Grangeon se résume donc à masquer autant le véritable état d'esprit de Macron que ses réelles intentions, un démagogue professionnel, quoi. - LVOG)

De même cet homme de gauche (Traduire de droite - LVOG), qui a eu épisodiquement sa carte au Parti socialiste (PS) (Confirmation. - LVOG), le somme de ne pas oublier d'où il vient (Cela ne risque pas d'arriver ! - LVOG). Grangeon, dingue de chanson française, qui truffe ses analyses de paroles de Brassens et Louis Chedid, a son idée sur celle qui colle le mieux à Macron : « Une très jolie chanson de Julien Clerc qui s'appelle Utile. » Flagornerie ? Un message, plutôt. Le texte, signé Étienne Roda-Gil, est un vibrant plaidoyer de gauche (Julien Clerc de gauche, ça c'est la meilleure. - LVOG). « Macron, c'est un homme de gauche qui vient d'un gouvernement de gauche, qui tend la main à des gens de droite. C'est un Rocard 4.0 qui fait le big bang », scande-t-il de son timbre hypnotique. (La voilà hypnotisée, à croire qu'elle serait sa confidente! En réalité c'est exactement l'inverse, Macron, c'est un homme de droite qui vient d'un gouvernement de droite, qui tend la main à des gens de la gauche social-impérialiste. - LVOG)

Son diagnostic tient en quelques mots : Macron doit cesser d'être Juppé pour redevenir Rocard. « Je suis un gardien scrupuleux du et en même temps », achève-t-il. Il était très favorable, ainsi, aux plans pauvreté et santé et à la loi Pacte, qui donne de nouveaux pouvoirs aux salariés (De nouveaux instruments de la collaboration de classes en réalité. -LVOG) . Encarté CFDT depuis 1994 et ex-bras droit de l'ancienne secrétaire générale Nicole Notat, il veut aussi renouer avec les syndicats. (Un rocardien en somme, la pire pourriture. - LVOG)

Il a repéré Delanoë

Rarement homme de l'ombre a si bien porté son nom (Autrement dit, ce sont des personnalités non élues qui décident de la politique adoptée par ceux qui nous gouvernent à l'insu de tous puisqu'ils demeurent dans l'ombre ou toute le monde ignore leur véritable fonction, après cela qui complot ? - LVOG). Totalemment inconnu, ce faux timide a pourtant trente ans de politique dans les veines. Dénicheur de talents, il a repéré Bertrand Delanoë - qui dit : « C'est lui qui m'a fait élire maire de Paris » -, conseillé DSK, Lionel Jospin à Matignon et, surtout, l'ancien président François Hollande. (On est bien en présence d'un illusionniste professionnel, il n'y a pas de doute à avoir. - LVOG)

Entre 2012 et 2017, tous les samedis à 11 heures, avec son grand complice Robert Zarader, ils retrouvaient le président dans son bureau du salon doré, pour parler élections et stratégie. Ça finissait toujours pareil, avec Hollande qui lançait : « On déjeune ! » C'est peu dire qu'ils l'ont poussé à l'audace, lui soufflant en 2016 de remplacer Valls par Macron à Matignon. Puis, le voyant plonger dans les sondages, de faire campagne en ticket avec Macron, et de saborder le PS au profit d'un mouvement citoyen sur le modèle de SOS-Racisme, dont ils furent parmi les premiers encartés avec leur pote Julien Dray. (Il a écumé parmi les pires immondices, il est digne de figurer parmi les éminences de Macron assurément. - LVOG)

Il faut les imaginer ces trois-là, dans les années 1990, qui faisaient tous les samedis un kilomètre en piscine. Grangeon, toujours plié en quatre, a gardé la carrure, lui. « On a presque envie de lui donner cent euros pour qu'il s'achète un costard ! », se moque un des deux autres. (C'est la recette pour durer quand on est un roturier, ce qui a échappé à Sarkozy. - LVOG)

« Agent double » pour les hollandais

Les hollandais rient moins : « double jeu », « trahison », « agent double ». Tous évoquent cette réunion du 2 avril 2016, élargie à Ségolène Royal et... Emmanuel Macron, où Hollande a pour la première fois évoqué une candidature. Quatre jours après, Macron lançait En marche, dont Grangeon est membre fondateur (Le voile de l'ombre se déchire. - LVOG). Par la suite, il se portera candidat aux sénatoriales pour La République en marche, avant d'échouer à huit voix près. Son soutien à Macron a « déçu » Stéphane Le Foll. « Il a fait un choix que je ne partageais pas », poursuit-il. L'ancien ministre des PTT, Paul Quilès, qui l'a eu à son cabinet, n'est pas plus tendre sur ses « contorsions ». (Il doit en connaître un rayon en la matière celui-là. Il y a ceux qui ont pour vocation ou ambition d'apparaître au premier plan quitte ensuite à être grillés et rétrograder sans changer de rôle ou d'étiquette, et il y a ceux qui demeurent dans l'ombre indéfiniment et qui peuvent en changer en fonction des besoins du régime, ce dont en quelque sorte des VRP multiscartes du régime. - LVOG)

Grangeon laisse dire, mais refuse le procès en trahison de Hollande (Il a d'excellentes raisons pour cela, tout à fait justifiés. -

LVOG) , pour qui il a « une grande tendresse ». (Pour ce cynique, alors que la journaliste nous a présenté à deux reprises Grangeon comme quelqu'un de bienveillant ? C'est qu'il ne doit rien avoir à envier à Hollande, Macron a fait le bon choix. - LVOG) « Lui sait que je ne l'ai pas trahi. » « Il n'aime pas le mensonge, la malhonnêteté, la perversité » (On s'étouffe en entendant cela, grotesque ! Là il s'est dévoilé, quel crétin! - LVOG) , le défend Bruno Julliard, son ami (Une autre ordure finie. - LVOG). Beaucoup lui souhaitent donc bon courage pour l'Elysée ! (Ah ben nous aussi pendant qu'on y est ! - LVOG) Grangeon espère ne pas être trop malheureux. (Il ne le mérite pas ! - LVOG) La chanson fétiche de ce faux retraité ? Louis Chedid, « Chaque jour est une vie » : « Pas une minute à perdre, pas une seconde, chaque jour est une vie. » Avec Macron, il sera servi. (La soupe est bonne à l'Elysée paraît-il, quel bonheur ! Comment vous n'avez pas envie de le partager avec eux ? - LVOG) leparisien.fr 30 septembre 2018

A chaud, en terme de "bienveillance", de saloperie ou d'injustice en réalité, voilà de quoi Macron est capable.

- Oui, le gouvernement économise bien sur le handicap - Liberation.fr 29 septembre 2018

Sous couvert de «rationaliser» et en changeant les règles de la revalorisation des prestations, le gouvernement supprime le «complément de ressources», l'une des deux aides complémentaires possibles pour les personnes qui ont un taux d'incapacité au moins égal à 80 %. Les plus lourdement handicapées, donc. Cette prestation - de 179 euros par mois - disparaîtra au 1er janvier pour les nouveaux allocataires, elle continuera d'exister pendant dix ans pour les bénéficiaires actuels. Liberation.fr 29 septembre 2018

Excusez-moi, j'allais faire inutilement un procès d'intention à Macron, rectifions immédiatement.

- Les armées justifient leur budget urbi et orbi - Liberation.fr 27.09

L'une des administrations les mieux, sinon la mieux lotie par le budget 2019 proposé par le gouvernement, elle se retrouve aujourd'hui dans la position délicate du «chouchou», poussant ses hauts responsables à s'activer pour justifier ce traitement largement favorable dans un contexte par ailleurs maussade. Pour 2019, le projet de loi de finances envisage une hausse de 1,7 milliard d'euros pour les armées, soit 5% de plus qu'en 2018, lui-même en augmentation par rapport à l'année précédente. En 2019, elles devraient obtenir 35,9 milliards d'euros, contre 32,4 en 2017.

Ces chiffres figuraient déjà dans la loi de programmation militaire (LPM), votée au début de l'été après avoir beaucoup occupé la ministre des Armées, Florence Parly tout au long de l'année. Le projet de loi de finance confirme donc cette hausse qui doit conduire, en 2025, à 50 milliards d'euros, soit les 2% du PIB réclamés par l'Otan. Voilà les armées comblées, ainsi que ses chefs le reconnaissent volontiers, tout en rappelant à quel point elles en avaient besoin. Liberation.fr 27.09

Ils leur servent tous la soupe côté jardin...

Devinez qui est le champion des "valeurs universelles des droits de l'homme" et du "nouvel humanisme contemporain". Macron évidemment !

- Les trois quarts des Français (74%) sont d'accord avec Emmanuel Macron qui a refusé lundi 24 septembre d'accueillir l'Aquarius et ses 58 migrants à Marseille, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi 27 septembre. francetvinfo.fr 27.09

- Un pavillon pour l'Aquarius: MSF lance un appel mondial - Lexpress.fr 27.09

Sur les rangs, deux paradis fiscaux : Le Vatican et la Suisse ! On n'arrête plus le populisme... de gauche !

Sinon, il y a le pavillon de l'OTAN !

... et il en a bien besoin côté cour...

- La popularité d'Emmanuel Macron continue de s'éroder - AFP 27.09

- La popularité d'Emmanuel Macron continue de s'éroder - Franceinfo 27.09

- Le recul d'Emmanuel Macron dans l'opinion se poursuit, selon le baromètre BVA - Reuters 27.09

La cote de popularité d'Emmanuel Macron a perdu deux points en septembre pour s'établir à 32% de bonnes opinions, un plus bas inédit depuis son entrée à l'Elysée, selon le baromètre mensuel BVA-Orange pour RTL et La Tribune publié vendredi. Reuters 27.09

"Aucun Etat n'est ni libre, ni populaire". Peu importe : Vive la France libre !

Pour une meilleure répartition des richesses (les profits des capitalistes diminueraient) afin d'assurer la survie du capitalisme, périodiquement en panne d'imagination et bien davantage encore, il y en a toujours un pour nous ressortir cette théorie foireuse dont Marx et Engels s'étaient employés à démontrer l'inconsistance.

Produire toujours plus pour consommer toujours plus, le capitalisme ne demande pas mieux, c'est d'ailleurs le seul moyen d'assurer sa survie à l'échelle mondiale ou de compenser la baisse du taux de profit, pour le comprendre il faut considérer le capitalisme à cette échelle et non sur le plan national.

Produire sans cesse de nouveaux besoins pour que les produits précédemment acquis par les acheteurs leur semblent obsolètes ou dépassés pour les inciter à s'en séparer au profit de nouveaux produits dont ils ne feront pas forcément un meilleur usage, cela présente au moins l'avantage de permettre d'alimenter la machine capitaliste, et inclut généralement mais pas obligatoirement, que ce seront toujours les mêmes couches de la population qui se les procureront tandis que d'autres dans le même pays ou ailleurs dans le monde en seront privés ou n'y auront pas accès pour cause d'insolvabilité ou de pauvreté.

Le capitalisme ne serait pas réformable, vous l'avez cru, et bien vous vous êtes lourdement trompés, en voici la preuve, mais bon, vous n'êtes pas obligés de souscrire aveuglément à cette thèse populiste, de gauche évidemment.

- "La reprise économique, c'est tout simplement la croissance, à nouveau, de la production des marchandises." (D. Gluckstein, éditorial de La Tribune des travailleurs du 27 septembre 2018)

Et nous, crétiens que nous étions, nous avons cru que la crise du capitalisme coïncidait avec la surcapacité des unités de production et la surproduction de marchandises à l'échelle mondiale...

Après "l'union libre des peuples libres d'Europe", "l'union libre des peuples et des travailleurs de toute l'Europe", "l'union libre des Républiques libres d'Europe", voilà venu le temps du "gouvernement libre de toute attache avec les banques, les multinationales et l'Union européenne", un gouvernement sorti de nulle part qui réaliserait "la relance de l'économie par la relance de la consommation ouvrière, donc par l'augmentation générale des revenus ouvriers", quel monde merveilleux que voilà... qui ressemble étrangement à celui que nous promettent LFI et le PCF, ce qu'il y a de pratique avec ce genre de mirage, c'est qu'il suffit que le soleil se couche pour qu'il disparaisse !

Ainsi un carterons de dirigeants décideraient de rompre les amarres avec les banques, les multinationales et l'Union européenne, sans qu'ils résistent ou s'y opposent férocement, pendant qu'ils continueraient tranquillement leur business et tandis que leur immense pouvoir de nuisance ne serait nullement entamé, une fable en somme, car on ignore par quels moyens ou à l'issue de quel processus politique ces dirigeants seraient parvenus au pouvoir ou à former un tel gouvernement.

Ainsi il pourrait exister un gouvernement "libre de toute attache avec les banques, les multinationales et l'Union européenne" qui le seraient donc également il ne faut pas oublier de préciser, et ces puissants acteurs économiques qui ont investi l'ensemble des institutions conserveraient leur formidable pouvoir de nuisance, pouvoir qui s'étend à absolument tous les secteurs économiques, pouvoir qu'il n'est nullement question de leur ôter mais dont ils se sépareraient de bonne grâce dès lors qu'on leur demanderait poliment, qui peut croire de pareilles balivernes.

Un gouvernement qui ne serait pas libre mais socialiste et révolutionnaire, issu d'un processus révolutionnaire s'appuierait sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées et les organes de pouvoir indépendants qu'elles auraient créés pour confisquer les clés de leurs coffres, saisir leurs biens et les avoirs, les obliger à déposer les armes, les neutraliser, les réprimer, les juger, les pendre si nécessaire, une fois dissout l'appareil de répression de l'Etat (des capitalistes), la police, les CRS, les services de renseignement, l'armée, la magistrature, car à moins de se faire des illusions fatales, on ne peut pas imaginer un seul instant que spontanément et dans la bonne humeur ils se mettraient au service d'un tel gouvernement, question déterminante qu'élude notre illusionniste de service, et pour cause car ne pas la résoudre revient à réduire à néant son argumentation.

Pourquoi ne pourrait-on pas soumettre cette perspective politique aux travailleurs et aux militants ? Pour différentes raisons affirment ses opposants.

A leur époque Marx et Engels proposèrent le socialisme aux travailleurs, dans son intégralité, sans fard ou sans le maquiller par crainte de les effrayer, on se demande bien de quoi, une réaction de petits bourgeois, c'était quelque chose de nouveau qui pouvait éveiller la curiosité, mais de nos jours, après l'expérience épouvantable de la social-démocratie et du stalinisme pendant un siècle ce genre de discours ne passerait plus, il serait très difficile à caser, encore plus à défendre. Si vous dites aux travailleurs et aux militants que vous n'avez rien trouvé de mieux à leur proposer, vous prenez le risque qu'ils vous répondent que vous n'auriez pas pu trouver pire.

Que répondre à cela ? Rien généralement, les militants qui n'ont acquis aucune base théorique solide du socialisme se contentent de bredouiller quelques mots incompréhensibles ou s'embrouillent à vouloir démontrer des contradictions que l'on attribue au socialisme, alors qu'elles lui sont étrangers ou ont été inventés par ses ennemis, bref, vaut mieux laisser tomber ou avancer lentement et masqué pour ne pas les choquer, autrement dit il est préférable de se rallier au réformisme bourgeois en attendant des jours meilleurs, et tant pis si c'est l'antithèse du socialisme...

Attendez, qui a dit aux travailleurs et aux militants que la social-démocratie et le stalinisme ont représenté le socialisme, qui à part leurs dirigeants et les ennemis du socialisme, c'est-à-dire les représentants du capitalisme, et il faudrait croire les uns et les autres, c'est cela que vous faites et que vous nous demandez de faire. Mais nous sommes pas d'accord, la social-démocratie et le stalinisme sont étrangers au socialisme ou leurs dirigeants s'en sont écartés, l'ont abandonné, renié, pire, ils en sont devenus également les pires ennemis, donc ne confondez pas ou n'attribuez pas au socialisme les tares de ceux qui finalement ne l'avaient jamais réellement adopté ou pas intégralement.

Cela ne vous est-il jamais venu à l'esprit que nos ennemis avaient tout intérêt à vous mentir sur ce plan-là aussi ? Ils passent leur temps à tenter de vous écarter de la lutte de classe et à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas en agitant le chiffon du communautarisme, et vous voudriez qu'ils vous disent la vérité sur le socialisme, vous rêvez ou vous avez perdu la tête ou quoi ?

On peut poser la question du gouvernement ouvrier, à condition d'avoir défini les conditions à réunir pour y parvenir, car sans théorie, sans programme, sans drapeau et sans parti on n'arrivera jamais à rien, on ne pourra jamais changer de société ou simplement en finir avec les difficultés qui nous accablent. C'est ce qu'il faut dire en face aux travailleurs et aux militants pour qu'ils connaissent le processus à suivre, ensuite ils pourront juger si cela valait le coup ou non, au lieu d'accorder le bénéfice du doute au régime en place qui leur pourrit la vie. Il faut dire les choses telles qu'elles sont, c'est ma théorie.

J'ai une autre théorie : Tout ce qu'on peut faire soi-même dans la vie, on doit le faire. Pourquoi ? Parce que, soit que personne ne le fera à notre place, soit que personne ne pourra le faire à notre place. C'est seulement ainsi qu'on se réalise, qu'on progresse sur la voie de notre émancipation. C'est en quelque sorte un acte libérateur à la portée de tous. On comprend dès lors que laisser le soin à d'autres de s'en charger revient à abdiquer le peu de liberté dont nous disposons, et que dans ces conditions on se prive de la capacité d'agir pour changer de société ou on se résigne à subir le triste destin qu'on nous a réservé.

S'il y a une chose que les travailleurs peuvent accomplir, c'est parvenir à se donner les moyens politiques pour renverser le régime, prendre le pouvoir, instaurer une République sociale, dont le premier acte sera, non pas de rompre avec le capitalisme, expression que nous avons employé longtemps, trop longtemps même et dépassée de nos jours, de le briser, de lui ôter tout pouvoir économique et politique.

Rompre, ce serait le laisser vivre, cela ne changerait fondamentalement rien en somme par rapport à la situation actuelle, le briser, c'est résolument s'engager dans un changement de société, changer les bases sociales sur lesquelles elle repose, décréter que les moyens de production appartiennent dorénavant à la communauté du peuple travailleur et que personne ne peut les accaparer ou en prendre le contrôle à son profit, les rapports sociaux de production de la nouvelle société, les biens produits et les services proposés étant déterminés exclusivement par les besoins et les aspirations de l'ensemble de la population afin de pouvoir les satisfaire dans une large mesure dans un premier temps ou faire disparaître les inégalités les plus criantes, de sorte que la question de la répartition des richesses serait largement résolue, non pas temporairement et partiellement comme ce fut le cas jusqu'à présent, mais définitivement.

Les discours sur la croissance, la reprise économique, la relance de l'économie, sont empruntés à nos ennemis de classe, alors il est normal qu'ils finissent par échouer sur leur terrain de classe. Répétons-le, on voudrait nous faire croire que ce serait le seul discours à la portée des travailleurs, pour finalement leur servir le sophisme d'un gouvernement libre dont on ignore comment il pourrait voir le jour, non, ce n'est pas sérieux, c'est flatter leurs pires penchants ou instincts qui justement font les beaux jours du capitalisme.

Nous pensons au contraire que les travailleurs méritent mieux. Ce n'est pas en les prenant pour plus ignorants ou inconscients qu'ils ne sont, qu'on les aidera à progresser ou à trouver la voie de l'affrontement avec le régime, de la révolution prolétarienne pour le renverser.

Le gouvernement libre nous renvoie deux siècles en arrière, quand Marx et Engels ferraillaient avec les anarchistes, les lassalliens, les proudhoniens, à l'époque antérieure à la Commune, après leur compte était bon!

Lénine - L'"Etat populaire libre" était une revendication inscrite au programme des social-démocrates allemands des années 70 et qui était devenue chez eux une formule courante. Ce mot d'ordre, dépourvu de tout contenu politique, ne renferme qu'une traduction petite-bourgeoise et emphatique du concept de démocratie. Dans la mesure où l'on y faisait légalement allusion à la république démocratique, Engels était disposé à "justifier", "pour un temps", ce mot d'ordre à des fins d'agitation. Mais c'était un mot d'ordre opportuniste, car il ne tendait pas seulement à farder la démocratie bourgeoise; il marquait encore l'incompréhension de la critique socialiste de tout Etat en général. Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'Etat pour le prolétariat en régime capitaliste; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans

la république bourgeoise la plus démocratique. Ensuite, tout Etat est un "pouvoir spécial de répression" dirigé contre la classe opprimée. Par conséquent, aucun Etat n'est ni libre, ni populaire. Cela, Marx et Engels l'ont maintes fois expliqué à leurs camarades de parti dans les années 70. (L'Etat et la révolution - V. Lénine)

Lénine - Engels écrivait à Bebel pour critiquer le projet de programme de Gotha (que Marx a également critiqué dans sa fameuse lettre à Bracke). Parlant spécialement de la question de l'Etat, Engels disait ceci :

"L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'Etat populaire, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le Manifeste communiste, disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste l'Etat se dissout de lui-même (sich auflöst) et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot Etat le mot "communauté" (Gemeinwesen), excellent vieux mot allemand, répondant au mot français "commune" (pp. 321-322 de l'original allemand). (L'Etat et la révolution - V. Lénine)

En complément.

Lénine - Comme l'on sait, l'activité pratique des social-démocrates s'assigne pour tâche de diriger la lutte de classe du prolétariat et d'organiser cette lutte sous ses deux aspects : socialiste (lutte contre la classe des capitalistes en vue de détruire le régime des classes et d'organiser une société socialiste), et démocratique (lutte contre l'absolutisme en vue d'instaurer en Russie la liberté politique et de démocratiser le régime politique et social du pays). Nous avons dit : comme l'on sait. En effet, dès leur apparition en tant que courant social et révolutionnaire distinct, les social-démocrates russes ont toujours très nettement indiqué cet objectif de leur activité; ils ont toujours souligné les deux aspects et le double contenu de la lutte de classe du prolétariat; ils ont toujours insisté sur la liaison indissoluble de leurs tâches socialistes et démocratiques, liaison qui s'exprime concrètement dans le nom qu'ils se sont donné. Néanmoins, vous rencontrerez souvent encore des socialistes qui se font une idée complètement fautive des social-démocrates, qui les accusent de négliger la lutte politique, etc.

LVOG - Cette confusion fut l'une des raisons qui conduisit Marx et Engels après la Commune à se réclamer du communisme.

Lénine - Convaincus que seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte des classes peut à l'heure actuelle être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire, les social-démocrates russes la diffuseront de toutes leurs forces et la défendront contre les fausses interprétations; ils se dresseront contre toutes les tentatives de rattacher le mouvement ouvrier encore jeune de la Russie à des doctrines moins précises. Les considérations théoriques prouvent, et l'activité pratique des social-démocrates démontre, que tous les socialistes de Russie doivent devenir des social-démocrates.

LVOG - Avis à ceux qui adoptent "des doctrines moins précises" ou tiennent un discours approximatif ou ambigu...

Lénine - Outre la propagande du socialisme scientifique, les social-démocrates russes s'assignent pour tâche la propagande dans les masses ouvrières des idées démocratiques ; ils s'attachent à mettre en lumière toutes les manifestations de l'absolutisme, son contenu de classe, la nécessité de le renverser...

LVOG - Pour ce qui est de "la nécessité de le renverser", il n'y a plus que les gauchistes pour y faire référence...

Lénine - S'il n'est pas une question de la vie ouvrière, dans le domaine économique, qui ne doit être utilisée aux fins d'agitation économique, il n'est pas non plus de question, en matière politique, qui ne doit faire l'objet d'une agitation politique. Ces deux formes d'agitation sont indissolublement liées dans l'activité des social-démocrates, comme les deux côtés d'une médaille. L'agitation économique et l'agitation politique sont, au même titre, indispensables au développement de la conscience de classe du prolétariat; elles sont l'une et l'autre, au même titre, indispensables pour guider la lutte de classe des ouvriers russes, car toute lutte de classe est une lutte politique.

LVOG - On retiendra ou on se remémorera que "toute lutte de classe est une lutte politique.

Lénine - Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme.

Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

LVOG - Il fallait entendre par "le socialisme", la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, l'expropriation des capitalistes.

On remplacera de nos jours "les éléments d'opposition de la bourgeoisie", par les capitalistes (et leurs représentants) qui tentent de résister au mondialisme ou au néolibéralisme qui les réduit en simples commis des banquiers ou qui menace de les faire disparaître.

Lénine- Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combattant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratisme, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé.

Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

LVOG - "Les social-démocrates soutiennent (...) toute religion persécutée", voilà qui va en mettre plus d'un mal à l'aise ! Et c'est vrai qu'on a manqué d'a propos sur cette question, observant qu'elles étaient toutes attaquées, hormis une, le judaïsme qui participe à la persécution de toutes les autres. On a laissé le terrain libre à l'extrême droite ou aux opportunistes en tous genres, une faiblesse ou une erreur politique, un manque de courage la plupart du temps de la part de nos dirigeants...

(...)

Lénine- Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

LVOG - Alliance que l'on doit encourager évidemment, sauf quand s'y trouvent mêlés des éléments de la réaction afin d'atteindre de tout autre objectif que celui affiché, ce à quoi s'emploie presque systématiquement le NPA par exemple.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

LVOG - "Tout escamotage de ces intérêts de classe" semble approprié à la formule du "gouvernement libre"...

Lénine - En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social ; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire ; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat

pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique. En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratism des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates. (Lénine : Les tâches des social-démocrates russes - 1897)

LVOG - "La fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratism des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis", lorsqu'elle est poussée à l'extrême jusqu'à constituer la nature d'un parti ouvrier ou influencer sa ligne politique, elle conduit à sa décomposition, à son éclatement ou le condamne à végéter, à justifier ses compromis honteux par d'autres compromis ou reniements et ainsi de suite, à l'instar du PT par exemple.

Capitalisme : Stop ou encore ? Dans quel monde vivons-nous ?

En lisant ces articles, je n'ai pas pu empêcher de me dire que dans mes causeries j'étais encore largement en dessous de la réalité, alors que l'on m'a reproché mon discours outrancier, du coup je me dis qu'il y a de quoi s'interroger sur la manière dont les gens interprètent la situation.

En fait ce qu'on nous demande, c'est de les ménager, alors qu'ils s'en prennent mille fois plus dans la gueule de la part des capitalistes ou de leur société immonde. La description qu'on en a dans les articles suivants se passe de commentaires ou d'interprétations tellement elle est saisissante, à peine croyable...

- Etats-Unis. La ploutocratie c'est maintenant ! par Michael Brenner - Les Crises.fr 29 septembre 2018

Extraits.

Les Crises - Les États-Unis peuvent être qualifiés aujourd'hui de ploutocratie – pour un certain nombre de raisons, et cela a un impact profond sur les médias, l'éducation et les groupes de réflexion – et même sur l'ensemble de la société, dit Michael Brenner.

Michael Brenner - Ploutocratie signifie littéralement le pouvoir des riches. Le « pouvoir » peut avoir diverses nuances de signification : ceux qui exercent l'autorité d'une fonction publique sont riches ; leur richesse explique pourquoi ils occupent cette fonction ; ils exercent cette autorité dans l'intérêt des riches ; ils ont la principale influence sur qui occupe ces fonctions et sur les mesures qu'ils prennent.

Aujourd'hui, les États-Unis remplissent les critères d'une ploutocratie – pour plusieurs raisons. Regardons quelques éléments de preuve frappants. La redistribution du revenu brut vers le haut de la hiérarchie a été une caractéristique de la société américaine au cours des dernières décennies. Des statistiques bien connues nous indiquent que près de 80 % de la richesse nationale générée depuis 1973 est passée aux 2 % les plus riches et 65 % aux 1 % supérieurs. Les estimations de l'augmentation du revenu réel des travailleurs salariés au cours des 40 dernières années varient de 20 à 28 %. Au cours de cette période, le PIB réel a augmenté de 110 % – il a plus que doublé.

En bref, l'écrasante fraction de toute la richesse créée sur deux générations est allée à ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide des revenus.

Cette tendance s'est nettement accélérée depuis la crise financière de 2008. Entre 2000 et 2012, la richesse nette réelle de 90 %

des Américains a diminué de 25 %. Warren Buffet, Jeff Bezos et Bill Gates et al, c'est-à-dire le 1% le plus riche de la population mondiale, possèdent aujourd'hui plus de la moitié de la richesse mondiale (selon un rapport du Crédit Suisse en novembre 2017). Crésus est vert de jalousie.

Ce n'est pas un accident

Théoriquement, il est possible que ce changement soit dû à des caractéristiques économiques structurelles opérant à l'échelle nationale et internationale. Cet argument ne tient pas, cependant, pour trois raisons.

Tout d'abord, il y a tout lieu de penser qu'un tel processus s'est accéléré au cours des neuf dernières années, au cours desquelles les disparités se sont accrues à un rythme plus rapide. Deuxièmement, d'autres pays (beaucoup plus imbriqués dans l'économie mondiale) n'ont rien vu de tel que le phénomène spectaculaire qui se produit aux États-Unis. Troisièmement, la volonté de la classe politique du pays d'ignorer ce qui s'est passé et l'absence de mesures correctives qui auraient pu être prises sont en soi des indicateurs clairs de qui façonne la pensée et détermine la politique publique.

En outre, plusieurs mesures gouvernementales importantes ont été prises qui favorisent directement les intérêts financiers. Cela comprend le démantèlement de l'appareil de réglementation des activités financières en particulier et les grandes entreprises en général.

L'exploitation effrénée du système par les banques prédatrices a été rendue possible par les « réformes » Clinton des années 1990 et l'application laxiste de ces règles qui prévalaient encore. L'ancien procureur général Eric Holder, rappelons-le, est allé jusqu'à admettre que les décisions du ministère de la Justice quant au moment d'intenter des poursuites criminelles contre les plus grandes institutions financières ne dépendront pas seulement de la question des violations juridiques, mais incluront les effets hypothétiques de ces poursuites sur la stabilité économique. (Ces effets négatifs sont grandement exagérés).

Auparavant, M. Holder avait accordé une immunité générale à la Bank of America et à d'autres prêteurs hypothécaires pour leur apparente criminalité en falsifiant par la signature robotisée des documents de saisie sur des millions de propriétaires de maisons. En résumé, l'égalité de protection et d'application de la loi a été suspendue. C'est de la ploutocratie.

De plus, les exacerbations d'une culture réglementaire qui, en fait, fait des fonctionnaires des complices apprivoisés de l'exploitation financière sont apparues avec force lors des audiences du Comité Levin sur le scandale « London Whale » de J. P. Morgan Chase en 2013. Les responsables de Morgan ont déclaré de façon désinvolte qu'ils avaient choisi de ne pas informer le Controller of the Currency [organisme étatique, sous la tutelle du département du Trésor des États-Unis, chargé de réguler et de surveiller les banques nationales implantées aux États-Unis, NdT] des incohérences de leur comptes de négociation, sans aucunement se soucier du fait qu'ils enfreignaient peut-être la loi, étant convaincus que c'était la prérogative de J.P. Morgan de ne pas le faire.

Les hauts responsables des autorités de régulation ont expliqué qu'ils ne considéraient pas qu'il était de leur devoir de surveiller la conformité ou de vérifier si les déclarations faites par leurs homologues de Morgan étaient exactes. Ils ont également accepté d'être traités de manière insultante, par exemple d'être traités de « stupides » en face par des cadres supérieurs de Morgan. C'est de la ploutocratie à l'œuvre. L'audition de la Commission sénatoriale des finances n'a rassemblé que trois sénateurs – encore un autre signe de ploutocratie à l'œuvre. Quand les méga-banques font des profits illicites en blanchissant de l'argent pour les cartels de la drogue et s'en tirent avec une tape sur la main, comme HSBC et d'autres, c'est aussi de la ploutocratie. Franklin Delano Roosevelt, dit-on à juste titre, a sauvé le capitalisme américain. Barack Obama a sauvé le capitalisme financier prédateur.

Le système juridique est censé réguler le fonctionnement de la société indépendamment des personnes appartenant à une catégorie de nantis ; s'il est rendu malléable entre les mains des fonctionnaires pour servir les intérêts privilégiés de certains, il cesse de constituer un instrument neutre pour le bien commun. Dans la société d'aujourd'hui, il devient l'instrument d'une ploutocratie.

Les géants de la finance et les grandes entreprises en général peuvent compter sur des juges compréhensifs pour les tirer d'affaire lorsqu'ils sont acculés par les procureurs. Le procureur du district sud de New York, Preet Bharara, faisait une tentative sérieuse de demander des comptes à plusieurs prédateurs lorsque la Cour suprême de New York lui a coupé l'herbe sous le pied. Leur interprétation généreuse de la décision douteuse de la Cour suprême dans des affaires de commerce illicite a confirmé l'annulation de la condamnation de Michael S. Steinberg, le plus haut dirigeant du célèbre fonds de couverture SAC Capital Advisors. Bharara a été obligé d'abandonner sept affaires en suspens contre les gros bonnets de Wall Street.

Fraude fiscale des sociétés

Il existe une myriade d'autres exemples de complicité entre législateurs ou régulateurs, d'une part, et intérêts commerciaux particuliers, d'autre part. Les jugements de l'Agence de protection de l'environnement qui sont renversés sous la pression combinée des intérêts commerciaux des politiciens concernés et redevables en sont un. La décision du gouvernement de ne pas demander le pouvoir de négocier avec les compagnies pharmaceutiques sur le prix des médicaments payés avec des fonds publics en est un autre. La tolérance à l'égard de la dissimulation de profits à l'étranger de l'ordre de dizaines de milliards

de dollars est le troisième. Ce dernier est le plus scandaleux. Certaines des entreprises les plus juteuses paient peu ou pas d'impôt fédéral. Apple se distingue parmi elles – elle n'a rien payé. Facebook et Microsoft suivent de près. General Electric a reçu un remboursement d'impôt en 2015 – après des revenus de 8 milliards de dollars. Son taux d'imposition global dans toutes les juridictions était de 3,2 %.

En Californie, plusieurs géants du secteur privé (dont Apple et Genentech) ont lancé une campagne agressive dans un effort sans précédent pour se faire rembourser les impôts fonciers au motif que leurs actifs ont été surévalués – et que leurs bénéficiaires ont été injustement réduits. La ville de Cupertino, dans la Silicon Valley, accueille le siège mondial d'Apple, qui y a construit son vaste campus en 2014. Elle compte 13 000 employés.

Combien la société paie-t-elle à la ville de Cupertino pour les services qu'elle fournit ? 6 000 \$.

Apple a rejeté les suggestions polies selon lesquelles elle pourrait augmenter ce montant au motif que cela serait en contradiction avec son modèle commercial. La menace de déménager et déplacer le tout à Sheboygan n'est guère crédible étant donné ses investissements de plusieurs milliards de dollars dans le béton et le verre. Le pouvoir d'Apple d'obtenir ce qu'il veut est politique et culturel. Cupertino, soit dit en passant, était une ville prospère avant qu'Apple ne s'y installe.

Même à Seattle, bastion de la politique progressiste, Amazon a montré combien il est facile d'intimider et de contraindre les politiciens à la soumission. En mai, une mesure novatrice a été promulguée en matière d'impôt des sociétés, qui permettrait de recueillir 50 millions de dollars par année pour aider à couvrir le coût des programmes de logement abordable dont le pays a désespérément besoin. Il a été adopté à l'unanimité par le conseil municipal et a été acclamé à l'échelle nationale.

En juin, le projet a été rejeté par un vote de 7 contre 2. Que s'était-il passé pour produire ce 'miracle' ? Simple – Amazon a annoncé qu'elle suspendait tous ses plans d'expansion pour Seattle, et a été rejointe par Microsoft, Starbucks et d'autres dans une déclaration de guerre contre la ville. La maire Jenny Durkin a cédé : « Nous vous avons entendu », dit-elle en agitant le drapeau blanc et en s'inclinant devant ses maîtres.

Bref, une ville assiégée par les barbares s'est sauvée en s'asservissant. Ainsi, Seattle n'est guère différente d'une vieille ville industrielle dirigée par une entreprise comme Bethlehem ou Scranton, en Pennsylvanie. C'est là notre brillant avenir high-tech sous la ploutocratie.

Veuillez noter : Seattle et la Silicon Valley sont les endroits où Barack Obama, Hillary Clinton et d'autres dirigeants démocrates vont plaider pour l'argent des vautours des fonds spéculatifs et des milliardaires de l'informatique afin de financer leurs campagnes de réformes « républicaines allégées ».

Über Alles

[Références aux paroles de l'hymne allemand « Deutschland, Deutschland über alles », où « über alles » signifie « par-dessus tout » dans le sens de priorité et non de primauté ou supériorité, NdT]

L'éthique du « droit d'entreprise » est portée à son paroxysme par Uber. L'entreprise fait bien sûr fi des lois et des règlements. Elle exploite ses employés jetables pour se constituer une clientèle et dit ensuite aux autorités locales que s'ils appliquent les règles, Uber partira – et laissera les électeurs en colère derrière elle. Actuellement, ils contestent avec véhémence une décision de la Cour suprême de Californie selon laquelle ses travailleurs jetables ne sont pas des « entrepreneurs indépendants ». De manière typiquement agressive, les dirigeants d'Uber achètent les politiciens et incitent ses partisans à obtenir une exception législative. Ariana Huffington, ancienne militante progressiste, membre du conseil d'administration, est entièrement d'accord. C'est ce qui se passe dans une ploutocratie.

Des interprétations assouplies des lois fiscales par l'IRS [Internal Revenue Service] à l'avantage des personnes à revenu élevé peuvent être ajoutées à la liste. Il en va de même pour les cadeaux offerts aux sous-traitants fournisseurs exclusifs pour les dizaines de milliards de dollars gaspillés en Irak et en Afghanistan. Le nombre de ces aides directes aux grandes entreprises et aux riches est infini.

Le fait est que le gouvernement, à tous les niveaux, sert des intérêts égoïstes particuliers, peu importe qui occupe des postes élevés. Bien qu'il y ait une certaine différence entre les républicains et les démocrates à cet égard, elle s'est rétrécie sur la plupart des principaux points, au point que les propriétés fondamentales du système de favoritisme sont si bien établies qu'elles sont imperméables aux résultats électoraux. L'expérience la plus révélatrice que nous avons de cette dure réalité est la décision stratégique de l'administration Obama de permettre à Wall Street de déterminer comment et par qui la crise financière de 2008 serait gérée.

La partialité systémique est le facteur le plus crucial dans la création et le maintien des orientations ploutocratiques du gouvernement. Elle est confirmée et renforcée par l'identité et l'identification des personnes qui occupent effectivement de

hautes fonctions électives.

Nos dirigeants sont presque tous riches selon n'importe quelle norme raisonnable. La plupart sont très riches. Le cabinet de Trump est dominé par des milliardaires. Ceux qui n'étaient pas déjà riches ont aspiré à le devenir et ont réussi. Les Clinton en sont un exemple frappant. Cette aspiration se manifeste dans la manière dont ils se conduisent en fonction.

Le Congrès, pour sa part, est composé de deux clubs d'hommes/femmes riches. Dans de nombreux cas, la richesse personnelle les a aidés à gagner leurs postes. Dans beaucoup d'autres, ils nouent des liens avec des lobbies qui fournissent les fonds nécessaires. L'ancien sénateur Max Baucus aurait dû porter un chandail Big Pharma, comme les joueurs de football, si les règles sur la publicité étaient appliquées. Qu'ils soient « achetés » d'une manière ou d'une autre, ils sont sûrement souvent cooptés. L'aspect le plus insidieux de la cooptation est de voir le monde du point de vue des intérêts économiques privilégiés et particuliers.

La transformation des Démocrates

La transformation du Parti démocrate, qui est passé du rôle de représentant des gens simples à celui de n'être qu'une « autre clique », est un commentaire révélateur de la manière dont la politique américaine a dégénéré en ploutocratie. Le renouvellement du parti pour satisfaire les intérêts des riches a été un thème de la dernière décennie ou plus.

De la Maison-Blanche d'Obama aux salles du Congrès, les chefs du parti (et la plupart des partisans) ont reconnu la domination des idées conservatrices sur la stratégie macro-économique (le dogme de l'austérité), sur le maintien du « non-système » des soins de santé à but lucratif, sur le sauvetage des grands acteurs financiers au détriment des autres et de la stabilité économique, sur la dégradation de la sécurité sociale et du système de santé. Le dernier point est le plus flagrant – et le plus révélateur – de nos voies et moyens ploutocratiques. Car elle implique une combinaison de tromperies intellectuelles, de manipulations flagrantes des chiffres et de mépris pour les conséquences humaines à une époque de détresse croissante pour des dizaines de millions de personnes. En d'autres termes, il est impossible de dissimuler ou de détourner les compromis qui ont été faits, qui serait lésé et qui continuerait de bénéficier des avantages de politiques budgétaires partiales.

La preuve la plus convaincante de la façon dont les intérêts financiers façonnent la politique américaine est le désintérêt systématique pour les manifestations les plus flagrantes du capitalisme prédateur. Pensez à l'exonération fiscale que les dirigeants d'entreprises se sont accordée en concevant des moyens ingénieux de se faire enregistrer dans des paradis fiscaux (ou même dans un cyber espace sans impôt) où tous les profits sont enregistrés via la manipulation des prix de transfert – comme indiqué ci-dessus. Pourtant, aucun projet de loi n'a été proposé pour remédier à ce détournement flagrant de la richesse que l'une ou l'autre des deux chambres du Congrès des États-Unis examine actuellement. Elle n'a été soulevée, quoique marginalement et brièvement, que par un seul candidat aux élections de 2016, Bernie Sanders.

Personne n'en parle cette année de mi-mandat. Quant aux vautours des hedge funds/private equity, Newt Gingrich les a dénoncés – lui, entre tous – lors des primaires républicaines de 2012 contre Mitt Romney. C'est la principale raison de sa victoire surprise en Caroline du Sud. Puis vint le débat très médiatisé en Floride. À la surprise générale, M. Gingrich n'a jamais parlé de la carrière de Romney en tant que prédateur de fonds spéculatifs. Que s'est-il passé ? Les poids lourds du Parti lui ont fait une proposition qu'il ne pouvait pas refuser : soit vous la fermez, soit vous ne déjeunerez plus jamais à Washington. Fermez votre cabinet de consultant lucratif, rendez votre carte de célébrité, et commencez à habituer votre nouvelle femme à dîner chez Eat & Park [chaîne de restaurants bon marché, NdT].

Le travail des médias

Il y a une autre dimension, absolument cruciale, à la consécration de la ploutocratie de l'Amérique. C'est contrôler les moyens de façonner la façon dont la population comprend les affaires publiques et, par conséquent, canaliser la pensée et le comportement dans la direction souhaitée. Nos guides ploutocratiques, nos prophètes et nos formateurs ont grandement réussi à y parvenir. L'un des objectifs de leurs efforts a été de faire des médias des alliés conscients ou de les dénaturer en détracteurs ou en sceptiques. Leur succès est bien visible.

Qui, dans les médias, a contesté la ploutocratie propageant le mensonge selon lequel la sécurité sociale et l'assurance-maladie sont la principale cause de nos déficits dont la faillite imminente met en péril l'économie américaine ? Qui se donne la peine d'informer le public que les fonds fiduciaires de ces deux programmes proviennent d'une source de revenus distincte du reste du budget ? Réponse : Personne à bord ou à proximité des médias grand public.

Qui a rendu le service le plus élémentaire en soulignant que de tous les emplois créés depuis 2009, aussi peu nombreux soient-ils, 60 % au moins ont été à temps partiel ou temporaires ? Réponse : encore une fois, personne. Qui s'est donné la peine de mettre en lumière les failles logiques de la vision intégriste du marché qui a tant déformé les perceptions de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas dans la gestion macro-économique ? Oui, Paul Krugman, Joseph Stiglitz et une poignée d'autres – bien que même les collègues de Krugman qui écrivent sur les affaires et l'économie au New York Times ne semblent pas avoir le temps de le lire ou bien manquent d'esprit pour comprendre ce qu'il dit.

Prises de contrôle des groupes de réflexion

Dans le même ordre d'idées, un deuxième objectif a été de dominer le monde des groupes de réflexion et des fondations. Aujourd'hui, presque tous les grands groupes de réflexion de Washington dépendent de l'argent des entreprises. Des hommes d'affaires siègent aux conseils d'administration et façonnent les programmes de recherche. Peter G. Peterson, le milliardaire du fonds de couverture, a choisi la voie la plus directe pour acquérir l'Institut international d'économie, en le renommant d'après son nom. Il s'est ensuite mis à l'utiliser comme un instrument pour poursuivre la campagne contre la sécurité sociale qui est devenue l'œuvre de sa vie.

Et puis il y a Robert Rubin. Rubin est l'essence même de la malversation financière et l'incarnation du lien entre le gouvernement et Wall Street qui a conduit le pays à la ruine. Auteur du programme de déréglementation de Clinton alors qu'il était secrétaire au Trésor, puis super lobbyiste et président de la super banque conglomérée CITI (seulement grâce à sa déréglementation) dans les années avant qu'elle ne soit sauvée de la faillite par Ben Bernanke, Hank Paulson et Tim Geithner, et conseiller de Barack Obama qui a rempli la nouvelle administration de ses protégés. Depuis, il s'est installé en tant que président du Council on Foreign Relations et directeur du très prestigieux et généreusement financé Hamilton Project à Brookings. À la fin de l'année dernière, comme par hasard, les deux organismes ont programmé une conférence de Jaime Dimon, président et directeur général de J.P. Morgan Chase, la plus grande banque américaine. La conférence a été présentée comme un forum permettant à un PDG mondial de premier plan de partager ses priorités et ses idées devant un auditoire de haut niveau composé de membres du CFR. C'est la ploutocratie en action.

L'enseignement démoli

Le troisième objectif a été d'affaiblir l'enseignement public. Nous avons été témoins de l'attaque contre notre système d'écoles primaires publiques au nom de l'efficacité, de l'efficacité et de l'innovation. Les « charter schools » [écoles américaines laïques à gestion privée bénéficiant d'une très large autonomie dans l'enseignement et dans les programmes scolaires ; leur financement est public, NdT] sont le mot d'ordre. Les enseignants sont accusés d'être au cœur du problème. Ainsi, la privatisation, une privatisation très rentable, est vendue comme la solution pour sauver la jeunesse américaine en dépit de nombreuses preuves du contraire. La vérité historique est mise de côté : notre système scolaire public est la seule institution, par-dessus toutes les autres, qui a fait la démocratie américaine. C'est aussi un bastion de la pensée sociale éclairée. Elle peut donc être considérée comme une cible.

Il en va de même pour le prestigieux réseau des universités publiques du pays. D'État en État, elles sont affamées de financement et deviennent des agneaux sacrificiels sur l'autel du culte de l'austérité. Elles aussi sont stigmatisées comme étant « dépassés », comme ne faisant plus le travail de fournir au monde des affaires les travailleurs qualifiés, obéissants et pratiques qu'il désire. Les écoles de commerce, longtemps dépendantes du monde de l'entreprise, sont considérées comme le modèle de partenariat public-privé dans l'enseignement supérieur. L'enseignement à distance, souvent géré par des consultants « experts » ou des « entrepreneurs » à but lucratif, est présenté comme la vague d'un avenir prometteur – un avenir avec moins de professeurs à tendances libérales ayant des idées confuses concernant la vie en société. L'enseignement à distance est le compagnon de l'enseignement supérieur à la mode des écoles à charte. Beaucoup de promesses, peu de réalisations, mais bien conçues pour faire avancer un programme favorable à la ploutocratie.

Ici aussi, les conseils d'administration sont dirigés par des hommes ou des femmes d'affaires. Le coup d'état avorté à l'Université de Virginie a été provoqué par le recteur qui est un promoteur immobilier à Virginia Beach. Le président du conseil d'administration de l'Université du Texas, où les tensions sont au plus haut, est un promoteur immobilier. Le président du conseil d'administration de l'Université de Californie est le PDG de deux sociétés de capital-investissement – et le mari de la sénatrice Diane Feinstein. Son projet favori était de placer l'argent de la caisse de retraite des enseignants de Californie (CALPERS) sous la tutelle d'affaires financières privées. Deux anciens administrateurs du fonds font actuellement l'objet d'une enquête criminelle pour avoir reçu d'importants pots-de-vin d'autres sociétés de capital-investissement auxquelles ils ont versé des fonds – et qui les ont ensuite employés comme « fourgues ». C'est de la ploutocratie à l'œuvre.

L'argent comme mesure de toutes les choses

L'accomplissement ultime d'une ploutocratie est de se légitimer en ancrant dans l'esprit de la société l'idée que l'argent est la mesure de toutes choses. Cela représente l'accomplissement, c'est la condition sine qua non pour donner aux gens ce qu'ils veulent le plus. C'est la mesure de la valeur d'un individu. C'est la marque du statut dans une culture anxigène du statut. Cette façon de voir le monde décrit les conceptions de Bill Clinton, Barack Obama et Donald Trump. C'est Obama qui, au plus fort de la crise financière, a salué Jaime Dimon et Lloyd Blankfein, PDG de Goldman Sachs, comme des « hommes d'affaires avisés et prospères ». C'est Obama qui est devenu avec empressement le copain de golf de Dimon – un Obama qui, deux fois dans sa carrière, a pris des emplois dans des cabinets d'avocats d'affaires. C'est Bill Clinton qui a parcouru le monde en avion d'affaires au cours des douze dernières années. Ce sont eux deux qui ont poussé Alan Simpson et Erskine Bowles à faire pression en faveur de la paralysie de la sécurité sociale. C'est la ploutocratie qui envahit les rangs des dirigeants des deux partis de ce qui était autrefois la république américaine.

La réalisation peut-être la plus extraordinaire de l'aile financière de la ploutocratie a été de convaincre la classe politique que

ses activités largement spéculatives sont normales. En effet, elles sont considérées comme la principale raison de la croissance économique. Leur stratagème consiste à dire que leur propre bien-être est essentiel au bien-être de l'économie nationale et qu'ils méritent donc un traitement privilégié.

La subtilité, la discrétion et la retenue sont étrangères à leur style de flibustier profondément enraciné dans la culture et l'histoire du pays. Leur comportement est souvent impulsif et vorace : avides de montrer ce qu'ils peuvent faire impunément et qu'ils sont les chefs de la meute. Ils jouent avec la richesse de la nation pour s'enrichir plutôt que de faire tourner une économie.

Il y a peu d'intérêt à construire quoi que ce soit qui puisse durer – pas de « nouvel ordre », pas de nouveau parti, pas de nouvelles institutions. Pas même des statues pour eux-mêmes. Pourquoi s'embêter alors que le système existant fonctionne si bien maintenant à votre avantage et à celui de vos associés partageant les mêmes idées et les mêmes intérêts qui peuvent facilement orienter les idées, l'argent et les politiques à leur avantage.

Pendant ce temps, le public est aveugle à la façon dont il est trompé et maltraité, en grande partie grâce à des médias d'information couchés à leurs pieds. Peu de changements dans un pays dont l'idéologie civique imprègne la population de la ferme conviction que ses principes et ses institutions incarnent une vertu exceptionnelle. Le fait de contester cela constitue une menace pour les ploutocrates et les médias et le système éducatif qu'ils dirigent ou influencent.

Un État policier au service de Wall Street

L'un des exemples les plus stupéfiants de l'implication ploutocratique directe dans l'État a été l'audace de Wall Street qui a coopté une partie du service de police de New York se dotant d'une unité semi autonome pour contrôler le quartier financier.

Financée par Goldman Sachs et consorts, dirigée en partie par des employés de banques privées occupant des postes administratifs clés et ayant pour mandat explicite de prévenir et de traiter toute activité qui les menace, elle fonctionne avec du matériel à la pointe de la technologie, dans un établissement dédié fourni par ses commanditaires. Pendant des années, l'installation a été gardée « sous le comptoir » afin de ne pas inciter les personnes curieuses à la dénoncer. C'est l'unité qui a coordonné la répression des manifestations du mouvement Occupy à Manhattan. Elle représente l'appropriation d'un organisme public pour servir des intérêts privés.

L'hyper-anxiété de l'après-11 septembre 2001 a servi de couverture politique et idéologique à un accord conçu par le maire Mike Bloomberg (lui-même un milliardaire de Wall Street qui a défendu Wall Street contre toute accusation d'abus financier) en collusion avec ses anciens associés. S'agit-il simplement de Bloomberg exposant la dépendance fiscale de la ville de New York à l'égard des emplois du secteur financier ?

C'est le même Bloomberg qui a tué dans l'œuf une initiative largement soutenue visant à fixer un salaire minimum décent de 10 \$ l'heure avec assurance maladie (11,50 \$ sans) pour les projets de développement qui reçoivent plus d'un million de dollars en subventions des contribuables. Il a stigmatisé la mesure comme « un retour à l'époque où le gouvernement considérait le secteur privé comme une vache à lait... La dernière fois que nous avons vraiment eu une grande économie dirigée, c'était l'URSS et ça n'a pas si bien marché ». On pourrait difficilement être plus ploutocratique – et dans le New York de gauche.

Pas besoin de conspiration

Par ailleurs, les rouages de la ploutocratie ne sont pas bien organisés. Il n'y a pas de complot en tant que tel. C'est la convergence des points de vue et des intérêts personnels de personnes disparates dans différentes parties du système qui a révolutionné la vie publique américaine, le discours public et la philosophie publique.

Personne n'a eu à endoctriner Barack Obama en 2008-2009, à l'intimider ou à le soudoyer. Il s'est rapproché des ploutocrates de son plein gré avec son état d'esprit et ses valeurs déjà conformes à la vision qu'avait la ploutocratie d'elle-même et de l'Amérique. C'est l'homme qui, pendant les deux premières années de sa présidence, a à plusieurs reprises donné une représentation inexacte dans les médias du Social Security Act de 1935 – ignorant et ne prenant pas la peine de le découvrir, ou faisant semblant d'être ignorant afin de faire une comparaison pratique avec son pseudo plan pour les soins médicaux rempli de failles fatales. Après tout, c'est cet homme qui a cité Ronald Reagan comme modèle pour le type de présidence dont l'Amérique avait besoin. Il a été la preuve vivante de l'efficacité avec laquelle les Américains ont été mis en conformité avec la vision ploutocratique.

Cela ne veut pas dire que le succès des ploutocrates était inévitable – ou qu'ils étaient diaboliquement intelligents pour manipuler tout et chacun à leur avantage. Il y a eu un fort élément de chance dans leur victoire. Leur coup de chance le plus remarquable a été l'incompétence et la myopie de leur opposition potentielle – démocrates progressistes, intellectuels, associations professionnelles, etc. Les ploutocrates ont poursuivi leurs objectifs d'une manière désorganisée et diffuse. Cependant, l'absence d'un adversaire sur le terrain contesté a assuré leur succès.

Pas malins

Quant à l'intelligence, la ploutocratie américaine est en fait une ploutocratie stupide. Premièrement, elle va trop loin. Mieux vaut laisser quelques friandises sur la table pour les 99 pour cent et même quelques miettes pour les 47 pour cent que de risquer de générer du ressentiment et des actes de vengeance.

Depuis l'effondrement financier, les intérêts financiers et commerciaux n'ont pas pu résister à l'envie de s'en prendre aux plus faibles. Aller pêcher la petite monnaie dans le sillage du vol qualifié, c'est froter les plaies avec du sel. Pourquoi lutter contre une petite augmentation du salaire minimum ? Pourquoi exploiter impitoyablement tous ces intérimaires et travailleurs à temps partiel qui ont si peu de pouvoir économique ou politique de toute façon ? Pourquoi soutirer jusqu'au dernier sou aux petits épargnants et aux détenteurs de cartes de crédit que vous volez déjà systématiquement ? Si l'on prend les choses dans leur ensemble, ce genre de comportement est stupide.

Pour l'expliquer, il faut considérer l'obsession du statut des audacieux flibustiers d'entreprise américains. Ces traits particuliers s'intensifient au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des richesses. L'une est l'impulsion de montrer à tous votre supériorité en montrant ce que vous pouvez faire pour vous en tirer. Le « Sharp dealing » [expression péjorative pour décrire un comportement sournois ou rusé qui est techniquement conforme aux règles de la loi, mais qui ne respecte pas l'éthique, NdT] a toujours été très prisé par certains segments de la société américaine. C'est l'homme qui se démène, qui manque d'assurance et qui doit prouver au monde – et à lui-même – qu'il peut agir en toute impunité. Il n'est pas très différent du voyou qui se montre à ses copains et à sa nana.

Au fond, ces gens sont des arnaqueurs – ils recherchent des sensations fortes en montant une arnaque, et non en construisant quelque chose. Ainsi, Lloyd Blankfein [chief executive officer de Goldman Sachs, NdT] ne s'est pas présenté aux réunions de la Maison-Blanche, mais Obama l'a remercié d'avoir fait savoir au président, même si la réunion avait déjà commencé, que Blankfein ne pouvait pas venir. Ainsi pourquoi Jaime Dimon [directeur des opérations chez JPMorgan Chase Co., NdT] a protesté avec indignation contre les mauvais traitements infligés par la presse, par la Maison Blanche et par quiconque.

Ensuite, il y a Jack Welch, le titan de l'industrie américaine qui se pavane, détenant le record Guinness pour le plus grand nombre d'emplois manufacturiers délocalisés par une entreprise, et pourtant il s'est permis d'appeler Obama « anti-business » quand le président a fait son choix à la place du candidat Jeffrey Immelt, qui lui a succédé, et qui a ainsi présidé le Job Council de la Maison blanche. Ou la Banque d'Amérique feignant l'obéissance pour le traitement de faveur obtenu d'Obama sur l'arnaque criminelle sur les saisies hypothécaire.

L'épisode ultime de violation flagrante de la loi est l'affaire MF Holdings – par laquelle, sous la direction de son chef, l'ancien sénateur et gouverneur Jon Corzine, ce fonds de couverture a pris l'initiative illégale de piller quelques milliards sur des comptes de dépôt pour couvrir les pertes subies dans ses opérations pour compte propre. J.P. Morgan, qui détenait des fonds de MF Global dans plusieurs comptes et qui traitait également les opérations sur titres de la société, a résisté au transfert des fonds aux clients de MF jusqu'à ce que des poursuites judiciaires l'y obligent. Action punitive : aucune. Pourquoi ? Le ministère de la Justice et les organismes de réglementation ont invoqué le prétexte boiteux que les décisions du groupe MF étaient si opaques qu'ils ne pouvaient pas déterminer qui avait cliqué sur la souris. Un soupçon de SNL. Monter des coup comme ceux-là et échapper à toute sanction est le trip personnel ultime.

Là où est l'argent

Willie Sutton, le célèbre braqueur de banque des années 1940, a expliqué ainsi pourquoi il ciblait les banques : « C'est là qu'est l'argent ». Les escrocs financiers d'aujourd'hui s'attaquent aux jeux de paris à haut risque parce que c'est là que les plus gros prennent le plus leur pied. C'est plus important que les plus grosses sommes d'argent – bien qu'elles ajoutent au frisson. Le baron de la finance est un joueur compulsif, qui s'efforce constamment d'améliorer son statut et qui n'est pas sûr de lui. Il a besoin de ses remèdes : de victoire de célébrité, de respect ou de déférence, aussi éphémères soient-ils.

La culture américaine fournit peu d'insignes de rang. Pas de « Messieurs », pas de sièges à la Chambre des Lords, pas de rites de passage qui séparent l'élite blasonnée de nous tous. Comme l'oubli éclipse les plus célèbres et les plus acclamés, ils s'emparent souvent de tout ce qui est à leur portée, aussi ridicule que cela puisse être. Lorsque IR Magazine a décerné à J.P. Morgan le prix de la « meilleure gestion de crise » de 2012 pour sa gestion de la débâcle de la London Whale [littéralement « baleine de Londres » où un trader français a provoqué un vent de panique sur les marchés financiers, les dirigeants de Morgan étaient là pour exprimer leur reconnaissance, plutôt que pour se cacher honteusement. Le seul personnage de Wall Street qui a gagné le vedettariat sans être déconsidéré dans l'esprit du public est Robert Rubin. Grâce à son agilité et à ses liens politiques, il a semi-institutionnalisé son statut de célébrité. Oui, il y a l'ancien président de la Fed, Paul Volcker. Mais sa stature repose sur une réputation inégalée de service au bien commun et d'intégrité incontestée. Les Blankfein, les Dimon, les Welch et les Rubis non seulement n'ont pas les attributs essentiels, mais ils semblent aussi mépriser le public, le rabaisser plutôt que le servir, ce que même les institutions financières privées devraient faire, tout en faisant un profit raisonnable.

Le dénigrement compulsif des pauvres et des dépossédés par les ploutocrates est peut-être la preuve la plus révélatrice

de l'obsession du statut liée à l'insécurité née de leurs acquis souvent mal acquis. C'est au cœur de leur personnalité sociale. Ils semblent trouver nécessaire de stigmatiser tous ceux qui ne sont pas dans leur classe comme des perdants. Ceux du bas de l'échelle sont condamnés comme des dégénérés moraux – toxicomanes, parasites paresseux – plutôt que comme des victimes de leur système financier. Cette posture sert d'une part à souligner leur supériorité et d'autre part à masquer les conséquences humaines de leur rapacité. Un tel comportement est l'antithèse d'une image cultivée du grand patron du commerce – même s'ils paient un prix en termes d'estime publique malgré les efforts des médias pour maintenir leur statut élevé.

Les ploutocrates américains ont un désir profond de croire en leur propre vertu – et de la faire reconnaître par les autres, en dépit des faits. Leur fierté perverse de dominer le système ne ternit pas leur façon de voir leur comportement. Blankfein a dit : « J'ai fait le travail du Seigneur ».

Dimon se pavane à travers le Council on Foreign Relations ou Brookings avec les masses entassées dans son auditoire dont les yeux rayonnent d'adulation alors qu'elles se délectent de sa renommée avides de recevoir sa sagesse sur les grandes affaires du monde. Donnerait-il son avis sur la possibilité que les BRICS puissent truquer le taux LIBOR [(pour London interbank offered rate, en français : taux interbancaire offert à Londres)] avec la connivence de la Banque d'Angleterre et de la Réserve fédérale – ou ignorer les règles de déclaration la réglementation touchant le système de rapport lorsqu'elles menacent de révéler un système de plafonnement insensé qui perd 6 milliards \$?

Les conséquences généralisées

La ploutocratie dans le style américain actuel a des effets pernicious qui vont au-delà de l'influence dominante des riches sur l'économie et le gouvernement du pays. Il crée des précédents et modèle la non-imputabilité et l'irresponsabilité qui imprègnent le pouvoir exécutif dans l'ensemble de la société. Trois administrations présidentielles successives et deux décennies de comportement malhonnête de la part d'élites d'entreprises ont établi des normes aujourd'hui évidentes dans des institutions aussi diverses que les universités et les groupes de réflexion, les associations militaires et professionnelles, voire les clubs privés. Le résultat cumulatif est une dégradation généralisée des normes dans l'utilisation et les abus de pouvoir.

La ploutocratie fait naître des tensions sociales. Logiquement, la principale ligne de tension devrait se situer entre les ploutocrates et le reste d'entre nous – ou, du moins, entre les ploutocrates et tous ceux qui ont des moyens modestes. Mais ce n'est pas le cas aux États-Unis. S'il est vrai qu'il y a eu des propos amers sur les magnats de Wall Street et leurs renflouements au cours de la première année qui a suivi l'effondrement financier, ils ne sont jamais devenus un sujet majeur de clivage politique.

Aujourd'hui, l'indignation s'est apaisée et la politique se résume à l'austérité et à l'endettement plutôt qu'à la distribution de la richesse et du pouvoir qui l'accompagne... Le sentiment profond d'anxiété et de désapprobation qui envahit le peuple se manifeste dans des manifestations de concurrence hostile entre des groupes, tous victimes eux-mêmes des ploutocrates qui prennent en fait une grande part de la richesse nationale, nous laissant tous nous battre pour les déchets. Ce sont donc les employés du secteur privé qui s'opposent aux employés de l'État parce que ces derniers ont une (certaine) assurance-maladie, une certaine retraite et une certaine sécurité par rapport aux premiers qui ont été privés de ces trois éléments. Ce sont les parents qui s'inquiètent de l'éducation de leurs enfants face aux enseignants. Les deux contre les autorités locales à court d'argent. Municipalités contre États. C'est le petit entrepreneur contre les syndicats et les exigences de l'assurance maladie. Les médecins contre les patients contre les administrateurs. Ce sont les directions d'université contre le corps professoral et les étudiants, et le corps professoral contre les étudiants qui se disputent des crédits très réduits.

Tout cela contre les conseils d'administration et les gouverneurs d'État.

Presque tout le monde est irrité par le contraste de plus en plus net entre les espoirs et les aspirations et les sombres réalités de ce à quoi ils pourraient s'attendre pour eux-mêmes et leurs enfants. Pendant ce temps, les gens au sommet attendent avec confiance et dans l'expectative au-dessus de la mêlée qu'ils ont conçue – toujours prêts à se précipiter pour dépouiller ce qui reste au moyen de la privatisation des biens publics, des contrats octroyés sans appels d'offres, des paradis fiscaux et réglementaires, des routes privées à péage, des monopoles des prêts étudiants, des acquisitions rapaces des propriétés saisies avec des mesures incitatives fédérales, et une myriade d'avantages fiscaux.

Le président Obama a utilisé son discours sur l'état de l'Union de 2017 pour envoyer le message haut et fort. « Que les facultés et les universités soient prévenues. Si vous ne pouvez pas empêcher les frais de scolarité d'augmenter, le financement que vous obtenez des contribuables diminuera ». Il a ainsi avancé un raisonnement qui l'a mis sur la même longueur d'onde que Rick Perry parce que la réalité est exactement le contraire. C'est parce que le financement public a diminué des deux tiers au cours des dernières décennies que les facultés et les universités sont obligées d'augmenter les frais de scolarité – malgré la stagnation des salaires des professeurs et du personnel. C'est l'essence même du conditionnement intellectuel au dogme égoïste de la ploutocratie et de la subornation des pouvoirs publics par la ploutocratie. Au-delà de la captation, c'est l'assimilation.

Est-ce que cette sorte de fierté perverse précède la chute ? Aucun signe que cela se produise pour le moment. La ploutocratie en Amérique est plus susceptible d'être notre destin. Le facteur dynastique croissant opérant au sein de la ploutocratie financière milite dans cette direction. La richesse elle-même a toujours été transférée d'une génération à l'autre, bien sûr ; la réduction des

droits de succession ainsi que les taux plus bas dans les tranches de revenus supérieures accentuent généralement cette tendance. Avec le recul de la mobilité socio-économique dans la société américaine, elle prend de l'ampleur.

Quelque chose qui se rapproche d'une identité de caste se forme parmi les élites financières – comme l'incarne Dimon qui est la troisième génération de courtiers en valeurs mobilières et de gestionnaires financiers de Wall Street dans sa famille. Son père était directeur exécutif chez American Express, où le jeune Dimon s'est joint à Sandy Weill. L'an dernier, Dimon a embauché son père de 81 ans pour travailler pour J.P. Morgan Chase, un épilogue révélateur de ce conte générationnel. Le salaire de première année de son père était de 447 000 \$; il devait atteindre 1,6 million de dollars – maintenant que l'apprenti a acquis de l'expérience de travail, vraisemblablement. Le sens des limites ne fait pas partie du personnage de la ploutocratie financière.

Michael Brenner est professeur en affaires internationales à l'Université de Pittsburgh.

Source : Michael Brenner, Consortium News, 05-09-2018

France. Adieu paleron: les bouchers dans le viseur de militants radicaux - AFP 28.09

"Boucher assassin!", "La viande est un meurtre!": radicaux dans leurs paroles et parfois violents dans leur actes, des militants de la cause animale s'en prennent depuis quelques mois à des boucheries, au grand dam de la filière viande qui en appelle à l'Etat pour contrer cette "terreur".

Les nuits sont d'ordinaire calmes à Saint-Arnoult-en-Yvelines, au sud-ouest de Paris. Alors, quand Elisabeth Curé, qui habite au-dessus de son magasin, a entendu l'impact de pavés projetés contre la vitrine de sa boucherie à 03H00 la semaine dernière, elle a "été surprise".

Les inconnus ont aussi tagué "stop répression", "c'est comme ça que j'ai su que c'était des vegan radicaux", explique Mme Curé.

Sa mésaventure est l'un des derniers avatars de la vague de dégradation et destruction de vitrines qui vise boucheries, charcuteries, fromageries et abattoirs, et va du faux sang versé sur la façade des magasins à la pose d'autocollants condamnant le "spécisme" et la "répression".

Dans la nuit de jeudi à vendredi, un abattoir a été partiellement détruit par un incendie apparemment criminel dans l'Ain. Dans la foulée, le président de l'interprofession des viandes bovines Interbev et celui de l'interprofession des viandes porcines Inaporc ont demandé à Emmanuel Macron d'"enrayer immédiatement" les "violences sectaires qui ne peuvent qu'aboutir à une guerre civile".

Pour les antispécistes, le spécisme (du latin "species", l'espèce) est une idéologie qui postule une hiérarchie entre les espèces, notamment entre l'être humain et les animaux. Cette philosophie, qu'accompagne une alimentation végétalienne (qui proscrit tout produit issu des animaux), connaît une fortune aussi fulgurante que récente en France.

"Depuis le début de l'année, on en est à 17 vitrines de boucheries détruites et des dizaines de dégradations", déplore Jean-François Guihard, président de la Confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, traiteurs (CFBCT) qui représente 18.000 points de vente.

"L'Etat doit prendre les mesures nécessaires", juge-t-il en demandant à rencontrer les ministres de l'Intérieur et de la Justice pour endiguer cette "forme de terreur".

Interrogé au début du mois sur RMC-BFM TV, Gérard Collomb, qui les a reçus cet été, a assuré aux bouchers-charcutiers qu'ils pouvaient "compter sur (lui)".

Mi-septembre six personnes ont été interpellées dans l'enquête sur la vandalisation de neuf commerces, dont des boucheries et poissonneries, dans la métropole lilloise.

Mais, si aucun groupe n'a revendiqué ces actions, bouchers et autorités pointent du doigt une frange minoritaire et violente de l'antispécisme militant.

Parmi les mouvements et associations qui ont fait parler d'eux, L214, 269 Life France et Boucherie Abolition ont entrepris les actions les plus spectaculaires.

L214 s'est fait connaître en diffusant des images choc tournées en cachette dans des élevages ou des abattoirs.

Créée il y a deux ans, Boucherie Abolition se bat "pour l'abolition du génocide appelé boucherie", explique sa porte-parole Solveig Halloin. "Eleveur ne devrait pas être un métier. La routine de l'élevage c'est la violence et la persécution. La vache ne rit

pas, elle crie", dit-elle.

Si elle ne revendique aucune dégradation, Solveig Halloin ne les condamne pas, car "les extrémistes de la brutalité, ce sont les bouchers".

Samedi dernier, Boucherie Abolition a organisé avec 269 Life France des happenings devant des boucheries. A Paris, Vincent Aubry et une autre militante de Boucherie Abolition portaient un petit cochon mort qu'ils ont exhibé devant des boucheries pour dénoncer ces commerces qui "vendent du meurtre".

Vincent Aubry ne condamne pas non plus les destructions, mais il se dit "prêt à aller en prison s'il le faut". "Notre seule limite, c'est la violence contre les êtres humains", assure-t-il.

-"Aucune conciliation possible"-

Si en France l'émergence de ces mouvements date d'il y a quelques années, les actions directes antispécistes "ne sont pas récentes" ailleurs en Occident, rappelle Marianne Celka, enseignante-chercheuse à l'université Paul-Valéry de Montpellier.

Dès 1975, l'Australien Peter Singer sort "La libération animale", le livre fondateur des mouvements modernes de défense des droits des animaux. Dans l'Angleterre des années 1960, le Front de libération des animaux sabote des chasses à courre, puis avec le temps certains s'attaquent aux boucheries.

Depuis, le véganisme a gagné du terrain en France, à tel point que certaines grandes surfaces proposent des produits "100% vegan"... parfois à côté de leur rayon boucherie, poursuit Marianne Celka.

Les actions violentes seraient soit le fait "d'anciens activistes échaudés par la manière que le système a eu d'absorber la critique (...), soit dues à d'autres activistes qui sont arrivés là par le biais du véganisme et qui, en creusant, en sont venus à la critique antispéciste".

L'universitaire ne voit "aucune conciliation possible" entre antispécistes et bouchers.

Et pour cause: Solveig Halloin qualifie les bouchers de "vandales". De l'autre côté, Jean-François Guihard, qui les représente et les défend, dit "craindre le pire".

"Ca n'est pas notre souhait, mais certains bouchers pourraient répondre à la violence par la violence", prévient-il. AFP 28.09

C'est ce que ces dégénérés cherchent, créer un climat de guerre civile pour justifier toutes les lois liberticides à venir, accroître le contrôle de la population, etc. Je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur ce sujet.

France. Paris. Bagarres, cambriolages, drogués... la cote d'alerte dépassée dans le Nord-est parisien - sputniknews.com 28.09.2018

Les manifestations de riverains et de commerçants excédés se multiplient dans le nord-est de Paris. Les plaignants pointent une insécurité grandissante, liée notamment à la présence de plus en plus nombreuse de fumeurs de crack. Sputnik France a interrogé forces de l'ordre, habitants et commerçants afin de connaître leur quotidien. Enquête.

«Le soir, ils sont parfois plusieurs dizaines voire une centaine. C'est impressionnant.»

Tirant sur sa cigarette pendant qu'il s'affaire à installer le bar, Raphaël devise sur la présence de plus en plus massive de fumeurs de crack sur la place Stalingrad. L'établissement dans lequel il travaille, lieu branché prisé des fêtards parisiens, se situe dans la célèbre Rotonde qui domine le quartier. C'est à quelques mètres de là, à proximité du cinéma MK2, qu'un migrant afghan en situation irrégulière blessé sept personnes, dont quatre grièvement, à coup de couteau et de barre de fer au soir du 9 septembre. Si l'enquête contredit la piste du fumeur de crack qui a craqué, beaucoup d'habitants et de commerçants dénoncent la montée dans le quartier de l'insécurité liée à ces pratiques.

Mercredi 19/9 17h #paris10 scène d'injection & 1 fumeur de #crack sur la voie publique comme tant d'autres qui font le quotidien de ce quartier sacrifié. Pourtant la salle de shoot était ouverte et une camionnette de CRS stationnait à qlques mètres #scmr @prefpolice @Anne_Hidalgo pic.twitter.com/VYB43Y8i6e

— Riverains Lariboisière Gare du Nord (@LariboisiereGDN) 20 septembre 2018

François Dagnaud, maire PS du XIX^e arrondissement, a réuni ses administrés le 15 septembre pour discuter des problèmes liés à la toxicomanie: «Je le répète. L'urgence absolue, c'est la sécurité des habitants. Mais il faut aussi agir collectivement pour obtenir la mise en œuvre d'autres actions: le démantèlement des réseaux de drogue par les services de police spécialisée, la création de nouveaux dispositifs de prise en charge des toxicomanes...»

L'édile a multiplié ces derniers mois les courriers adressés aux autorités afin d'alerter sur ce «quartier en danger». Des riverains et des commerçants regroupés dans le «Collectif 19 Stop Crack» ont lancé l'été dernier une pétition en ligne, qui a dépassé les 3.300 signatures. Elle a été adressée au préfet de police de Paris afin de dénoncer une situation «qui se dégrade depuis plusieurs mois à un rythme inquiétant». Sputnik France a tenté d'en savoir plus sur la nature de cette insécurité et ses origines en donnant la parole aux forces de l'ordre, aux riverains et aux commerçants.

Plus de présence policière

Le 27 juin 2018, les autorités ont ordonné l'évacuation de la «Colline du crack». Ce haut lieu du trafic de drogue situé à proximité de la porte de la Chapelle concentrait une grande partie des fumeurs de crack parisiens.

«Après l'évacuation de la Colline du crack par les forces de l'ordre, les drogués se sont un peu éclatés partout dans les environs et d'un phénomène plutôt concentré, nous sommes passés à de multiples zones de consommation, ce qui a créé des problèmes d'insécurité», explique Axel Ronde, secrétaire général du syndicat de police Vigi.

Aujourd'hui, une grande partie de ces drogués erre entre la porte de la Chapelle et Stalingrad. D'après Le Parisien, ils seraient environ 8.000 dans le secteur. Mais qui sont-ils? «Des gens totalement désocialisés. Il y a beaucoup de mineurs isolés, dont pas mal de migrants, des sans-domicile fixe, parfois même des habitants de ces quartiers qui vivent majoritairement dans des squats», souligne Axel Ronde.

Difficile d'obtenir des chiffres précis quant à leur nombre ou à l'augmentation réelle ou non de la délinquance. Les données récentes ne sont pas disponibles à cause d'une «préfecture qui communique peu» selon le syndicaliste policier. En janvier 2017, Le Parisien publiait une carte interactive de la délinquance à Paris. Le quotidien s'était basé sur les chiffres de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) pour 2015. Si le nord de Paris était en tête au niveau des faits de violences, une fois les chiffres rapportés au nombre d'habitants, l'hypercentre de la capitale se trouvait être de loin la zone la plus dangereuse.

«Il y a vingt ans, le nord-est de Paris comptait de très nombreux drogués et l'insécurité y était omniprésente. Avec un certain embourgeoisement, la situation s'était calmée au fil des ans», analyse Axel Ronde.

Serait-elle à nouveau en train de dérapage? Sans données précises, reste le sentiment des riverains et des commerçants. Et il est mitigé. Pour certains, il est clair que l'insécurité augmente depuis le début de l'été. Pour d'autres, elle est la même depuis des années. Ava habite à proximité du métro La Chapelle depuis deux ans. Cette trentenaire est excédée par l'atmosphère qui règne dans le quartier:

«Je n'y habite pas par choix, mais par nécessité économique. Je ne pensais pas que ce quartier serait aussi minable que dangereux, et je ne crois pas que les trois CRS qui stationnent depuis quelque temps à l'entrée du métro y changent quelque chose. Absolument toutes les personnes qui vivent dans un périmètre de 100 mètres autour du métro se sont fait agresser l'année dernière. Amis, famille, voisins, ou moi-même, ont fait l'objet d'une agression: tentative de vol de portable, de vélo, de sac à main. Il y a un sentiment d'abandon... les rues sont dégueulasses, les vendeurs de cigarettes sont agressifs, le carrefour en lui-même est une insulte à l'urbanisme et ses habitants.»

La présence policière apaise pourtant certains dans le quartier. Derrière son bar, un employé du «Capucin», situé juste à côté de l'entrée du métro, se félicite d'un changement positif ces derniers temps: «La police est là depuis deux mois et ça va mieux. En général, ils restent jusqu'à minuit, à l'heure où on ferme. Avant, il y avait beaucoup de vols à l'arraché, de bagarres, de gens menacés, mais leur présence a amélioré la situation.»

C'est également l'avis d'Ismaël. Embauché il y a huit mois dans une station essence située entre les métros La Chapelle et Stalingrad, il loue la présence de policiers en civils qui patrouillent régulièrement dans le quartier et qui permettent qu'il ne devienne pas «invivable».

«L'autre jour, un client s'est fait arracher son téléphone juste à côté de la pompe. Le voleur a fait 50 mètres avant d'être arrêté par la police.»

Reste que l'insécurité est une réalité pour beaucoup. Séverine, 24 ans, habitante du quartier de Stalingrad rentrait un soir avec son copain. Un homme «visiblement défoncé» vient demander une cigarette à son conjoint. Le début d'un presque drame: «Mon copain ne fume pas. Il lui a donc signifié et là le type a commencé à s'agiter et l'a frappé au visage. Je n'ai jamais eu aussi

peur. Il l'insultait, mais on ne comprenait pas ce qu'il disait. Il était dans un état second. Heureusement, une bande de jeunes est intervenue et a fait partir l'agresseur. Nous n'avons pas porté plainte. Cela ne sert à rien. Il y en a tellement dans le quartier. Je ne sais même pas si ce type était Français.

Personne ne l'aurait retrouvé.»

«On a affaire à des infractions qui vont des petits larcins comme les vols de vélo ou de portables à des cambriolages et parfois cela va jusqu'à l'agression physique, le viol ou le meurtre, souvent tard la nuit ou tôt le matin», explique Axel Ronde.

Le 7 août, France Bleu relatait qu'un cambrioleur avait été interpellé quai de Loire dans le XIXe arrondissement de Paris. Alerté par des cris, un voisin avait appelé la police. À l'arrivée des forces de l'ordre dans l'appartement, l'agresseur était pantalon baissé et tentait de violer sa victime.

«C'est devenu banal de voir les Autolib se faire détruire la nuit, de voir des gens le visage en sang en pleine après-midi, d'assister à des bagarres géantes: oui géantes, parce que si quelqu'un dans le quartier se fait agresser, c'est toute la communauté indienne ou tamoule qui sort dans la rue défendre l'agressé. C'est très impressionnant. Cette solidarité me rassure plus que les flics qui restent plantés devant le square qui abrite les camés du quartier. Mais elle m'effraie aussi parce que, pour en arriver à une telle organisation massive d'autodéfense, c'est que le quartier doit être délaissé depuis bien des années», s'indigne Ava.

Bagarres entre «crackers» et migrants

Du côté de Stalingrad et Jaurès, qui concentrent une grande partie des «crackers» ou fumeurs de crack, les commerçants vivent des moments difficiles. Pauline, jeune serveuse du Grand Marché Stalingrad de la Rotonde parle de clients harcelés et apeurés: «Les "crackers" viennent en terrasse demander des cigarettes, de l'argent ou du feu aux clients. On a eu des vols dans le restaurant. Honnêtement cela devient compliqué.» Peter*, journaliste sportif habitué de l'établissement, décrit une scène qui l'a récemment marqué, alors qu'il se trouvait en terrasse avec des amis:

«Un soir, il devait être aux alentours de minuit, j'ai vu une femme visiblement droguée avoir une altercation avec les membres de la sécurité. Elle les a menacés et est revenue quelques minutes plus tard armée d'une chaîne qu'elle faisait tourner en l'air. Heureusement une de ses amies est intervenue pour calmer la situation. Je n'irai pas jusqu'à dire que le quartier est devenue une "no go zone", mais il est clair que cet été la situation n'est pas allée en s'arrangeant. Aujourd'hui, dans ces quartiers, si l'on vous demande du feu, c'est plus pour allumer une pipe à crack qu'une cigarette.»

Plusieurs commerçants se plaignent d'avoir de moins en moins de clients dans le nord-est de Paris. À proximité de la gare du Nord, où une salle de shoot a été ouverte il y a deux ans, certains se disent près de mettre la clef sous la porte. Interrogé par nos confrères du Figaro, un restaurateur du quartier n'en peut plus: «Entre 2012 et 2016, mon chiffre d'affaires a augmenté de 300%. Entre 2016 et 2018, il a diminué de 40%», explique-t-il. Avant d'enchaîner: «Nous étions cinq employés et nous ne sommes plus que trois. Je ne me verse plus de salaire depuis deux ans.» D'après lui, «des mecs défoncés entrent parfois dans le restaurant pour demander des clopes» et il assure que de nombreuses bagarres ont lieu quotidiennement: «Beaucoup de clients nous disent qu'ils ne reviendront plus dans notre restaurant à cause de l'insécurité.»

C'est en substance ce que nous ont confié deux employés du Mac Donald de la rue Secrétan à proximité de Stalingrad:

«Au début du mandat de François Hollande, la situation s'était calmée. Depuis cela va en s'empirant et dernièrement on voit plus de drogués, de bagarres et de violences qu'à l'accoutumée dans le secteur.»

Car le crack, ou cocaïne-base, est une drogue qui peut rendre très violent. Si son prix, d'environ six euros le caillou, est si bas, c'est que la drogue est de très mauvaise qualité. «Par ailleurs, dans les heures qui suivent la prise de cocaïne, peuvent apparaître des troubles délirants sous la forme d'épisodes psychotiques avec hallucinations auditives, visuelles et sensorielles. Cette paranoïa induite par la cocaïne peut être accompagnée d'un syndrome de recherche compulsive du produit, plus particulièrement chez les usagers de crack», note sur son site l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

«Le crack est une est pires drogues du monde. Elle est de très mauvaise qualité et a un impact terrible sur le corps et le cerveau de ces personnes qui ne se rendent même plus compte de ce qu'elles font», note Axel Ronde.

C'est précisément le caractère imprévisible des fumeurs de crack qui effraie Pauline et son collègue Jérémy. Ce dernier a reçu un coup de poing d'un «cracker» après lui avoir refusé une cigarette un soir en rentrant du travail. «Les camés au crack peuvent faire très peur, ils sont dans un état second. En plus, ils ont parfois des seringues, etc. Tu te dis "si je tombe sur un fou il va m'attaquer avec"», lance Pauline.

Alors elle s'adapte. Comme de nombreux riverains et travailleurs du Nord-est parisien. En cette chaude fin d'après-midi de septembre, elle porte une jupe longue qui recouvre l'intégralité de ses jambes. Un choix qui n'en n'est pas vraiment un. «J'ai mis

une jupe longue au lieu d'une courte parce que je sais que je termine tard ce soir et que je vais devoir traverser la place. Je ne veux pas céder à la peur alors je rentre en métro, mais je prie pour que rien ne m'arrive», explique-t-elle.

«Par réflexe, quand je sors du métro, je garde toujours mon portable dans une poche intérieure et je choisis mes vêtements en fonction. Je garde aussi ma clé dans la main pour ne pas avoir à chercher dans mon sac dans la cage d'escalier, au risque de tomber sur des gamins défoncés qui m'agressent, comme c'est arrivé à la voisine», raconte Ava.

Certains refusent totalement de céder à la peur. Et jugent même que la situation n'est pas si dramatique. C'est le cas de Marie. Cette jeune fille de 25 ans vit en face du canal de l'Ourcq à proximité de Stalingrad. Elle ne constate pas de dégradation au niveau sécuritaire dans le quartier:

«Je n'ai pas l'impression que le quartier soit moins sûr qu'avant et ça fait deux ans que j'y habite. Je n'ai jamais eu le moindre souci, alors que je suis une nana et que je rentre tard pratiquement tous les soirs, car je travaille en décalé. Il y a en effet beaucoup de mecs qui traînent dans la rue, ce n'est pas toujours très rassurant. Mais il y'a une distinction à faire entre les migrants et drogués. Ces derniers peuvent effectivement poser problème.»

De fait, le nord-est de Paris abrite de nombreux individus issus de la récente crise migratoire qui frappe l'Europe. Les démantèlements de camps qui ont eu lieu avant l'été dans la capitale en ont jeté de nombreux dans les rues de Paris et de sa zone nord-est. Et la cohabitation avec les «crackers» ne se passe pas toujours très bien.

«Il y a deux types de populations qui squattent la Rotonde: les camés et les migrants. Parfois, ils se battent entre eux. C'est terrible, parce que certains migrants essayent d'apprendre le français avec des associations et ils se font attaquer par les fumeurs de crack. Puis des migrants tombent malheureusement dans la came. C'est un cercle vicieux», raconte Pauline.

Fumeurs de crack, migrants, insécurité, commerces en difficulté, mineurs isolés, etc. Le tableau est sombre. Mais quelles solutions mettre en place? Plusieurs associations de quartier et de commerçants demandent plus de policiers.

«Cela tombe bien, nous aussi! Malheureusement, c'est l'inverse qui se passe depuis plusieurs années, avec des diminutions d'effectifs dans Paris intra-muros. Cela devient véritablement problématique. Maintenant, on nous parle de fusions des mairies d'arrondissements donc de fusions de commissariats. Au final, nous avons de moins en moins de policiers», déplore Axel Ronde.

Le projet du gouvernement de fermer certains commissariats parisiens afin de mutualiser les effectifs de la police nationale fait grincer des dents. «Ce n'est que le début d'une grande marche en avant. On sait très bien qu'ils vont vouloir à terme fusionner des arrondissements dans Paris [...] et fusionner des commissariats de plain-pied; ils vont fusionner les brigades anticriminalité [...] c'est un service régalien, ce n'est pas mercantile», s'est notamment désolé Eddy Sid, porte-parole du syndicat Unité SGPpolicie au micro de RT France.

Ouvrir d'autres SCMR dans Paris? Projet hasardeux: voir les nuisances créées par celle de #Paris10 dans le voisinage=afflux de deal & consommation de rue, baisse du chiffre d'affaires des commerces, quotidien dégradé des riverains.Ces salles sont incompatibles avec du voisinage. <https://t.co/ccmZNYaq35>

— Riverains Lariboisière Gare du Nord (@LariboisiereGDN) 26 septembre 2018

Nous avons souhaité connaître la position des maires des XIXe et Xe arrondissements. Mais leurs services n'avaient toujours pas répondu à nos sollicitations au moment de la publication de cet article. Du côté de l'Hôtel de Ville de Paris, on semble vouloir continuer sur la voie de la salle de shoot. Mais cette fois, dédiée aux fumeurs de crack. En août dernier, Anne Souyris, l'adjointe à la Santé (EELV) à la mairie de Paris a émis l'idée de mettre en place des bus itinérants pour les «crackers». Une trouvaille qui ne plaît pas à Axel Ronde:

«C'est bien beau de vouloir autoriser ces personnes à se droguer, mais cela crée de l'insécurité. Je pense que le problème numéro un du Nord-est parisien est la consommation de crack. Il faut une véritable politique de santé publique afin d'aider ces gens à sortir de cette addiction et à les responsabiliser. C'est de là que tout part. Je ne suis pas sûr que les laisser continuer à consommer soit une bonne solution. Il faut également mettre en place une protection de ces mineurs isolés afin de ne pas les laisser livrés à eux-mêmes dans la rue.» sputniknews.com 28.09.2018

Il y a déjà cela environ une vingtaine d'années, le fils de mon oncle Dédé qui habitait à Stalingrad est mort d'une overdose. Dédé produisait autrefois un numéro de perruches qui passait le jeudi à la télé dans la Piste aux étoiles. C'était un type qui respirait la joie de vivre, d'une gentillesse et d'une patience extraordinaire avec les animaux. Pauvre car ayant peu de cachets, devenu vieux il deviendra chauffeur de taxi et terminera sa vie dans la misère torturé par la mort de son fils unique.

Je ne l'ai rencontré qu'une dizaine de fois dans ma vie peut-être, mais je ne l'ai jamais oublié, je suis comme cela aussi. Il était bon

et doux, cela me changeait de mes parents toujours de mauvaise humeur et qui passaient leur temps à me taper dessus pour un rien... Dédé était un poète à sa façon, chez lui un énorme perroquet nous accueillait...

Argentine. Villa Zavaleta, bidonville de Buenos Aires, s'enfonce un peu plus dans la misère - AFP 29.09

A Villa Zavaleta, un bidonville de Buenos Aires ravagé par la drogue, les 1.200 familles avaient déjà du mal à joindre les deux bouts, mais la crise économique de ces derniers mois les a mises à genoux.

Dans les ruelles étroites qui serpentent entre les maisons de briques aux toitures précaires, le sol est jonché de débris et d'excréments. Un chien ronge une mâchoire de vache, une jeune femme droguée titube.

"Beaucoup de gens ont perdu leur travail, ici on vit avec pas grand-chose, de la solidarité et des petits boulots", explique Alejandra Diaz, responsable à Villa Zavaleta de l'ONG La Poderosa, très active dans les zones défavorisées de la capitale argentine.

La pauvreté frappe 90% de la population du bidonville et seuls 10% des habitants ont un emploi déclaré, souvent dans le ramassage des ordures. Des postes prisés, tant l'accès à l'emploi est difficile.

Le "Comedor de Nelly", sur l'avenue Iriarte, est un lieu de réconfort. Nelly Vargas, 60 ans, y sert plus de 300 repas gratuits par jour, avec le sourire et toujours un mot tendre en distribuant ce qu'elle a cuisiné, avec 16 bénévoles.

"J'ai de plus en plus de monde depuis quelques mois, les prix augmentent tellement vite que les gens ont du mal à s'acheter des aliments de base comme du lait, des pâtes ou du sucre", s'alarme-t-elle, en référence à l'inflation qui va dépasser les 40% en 2018.

"Certains jours, je n'en ai pas assez pour que tous puissent manger", dit-elle en sanglots.

- "Violence économique" -

"Elle fait beaucoup pour le quartier, souligne Alejandra Diaz, elle donne une douche aux enfants un peu (délaissés) par leurs parents drogués, elle leur procure des habits, elle a un coeur énorme".

"Vivre dans un bidonville, c'est très dur, c'est violent, tu dois endurer la violence économique, la violence policière, la violence politique. On vit en auto-gestion car l'Etat est absent", témoigne Fidel Ruiz, 23 ans, qui a de plus en plus de mal à trouver des petits boulots.

La semaine dernière, des policiers ont été condamnés pour avoir torturé des jeunes du quartier.

"Je ne vends plus grand-chose. Seulement des produits de première nécessité. Les gens n'ont pas un peso", constate Amelia Corbalan, qui tient une micro-épicerie de 2 m2 dans sa maison de la rue Ernesto Che Guevara, au coeur du bidonville.

Cette femme de 42 ans a recueilli deux voisins, des adolescents de 15 ans, afin qu'ils ne tombent pas dans la drogue et la délinquance.

Sans eau courante ni système efficace d'évacuation des eaux usées, les habitants se retrouvent les pieds dans l'eau à chaque fois qu'il pleut. Tous les toits sont équipés de citernes de stockage, seule solution pour avoir de l'eau tous les jours.

- "Plus pauvres qu'avant" -

Lola Carrera, 46 ans, confectionne des broderies qu'elle essaie de vendre. Elle vit dans un logement précaire avec son frère et son fils de 23 ans. Elle met environ 4.000 pesos (90 euros) par mois dans le pot commun, chacun participe selon ses moyens.

"Nous sommes plus pauvres qu'avant, raconte-t-elle. Je ne peux plus acheter de yaourts, que le docteur me conseillait de manger, ni de beurre. Trop cher". Elle aimerait aussi réparer la toiture de sa maison, car les infiltrations se multiplient.

Avec l'aide de La Poderosa, son fils et d'autres jeunes recyclent des palettes en meubles.

La délinquance liée au trafic de drogue est omniprésente. Les trafiquants règlent leurs comptes dans les ruelles. Un jour de 2013, une balle perdue a tué Kevin Benega, 9 ans.

"On continue de lutter pour un logement digne, une vie meilleure, mais on en est loin. Je ne sais pas si on peut attendre un

avenir meilleur, on l'espère", dit Roxana Benega, la mère de Kevin.

"En quelques mois, la bonbonne de gaz est passée de 95 à 270 pesos. Comment voulez-vous qu'on s'en sorte?", demande-t-elle. AFP 29.09

Fabrique du consentement ou comment tester leur pouvoir de nuisance et de contrôle de la population

36 ans plus tard... l'heure a sonné !

- Le juge Kavanaugh et son accusatrice, chacun sa vérité devant l'Amérique - AFP 28 septembre 2018

Christine Blasey Ford est sûre "à 100%" d'avoir été agressée dans sa jeunesse par le juge Brett Kavanaugh. (Et Brett Kavanaugh est sûr "à 100%" de ne pas avoir été agressé cette femme dans sa jeunesse, c'est ce qui figure à la Une du New York Times - LVOG)

Christine Blasey Ford, une universitaire de 51 ans, fut la première à remonter le temps pour décrire une soirée de l'été 1982 qui, a-t-elle dit, a "radicalement" changé sa vie. (Faux, elle ne se souvenait pas exactement de l'année. - LVOG)

Elle n'avait que 15 ans quand elle s'est retrouvée à une soirée improvisée entre lycéens, dans la banlieue de Washington. Alors qu'elle allait aux toilettes, Brett Kavanaugh et son ami Mark Judge, "totalement ivres" l'ont isolée dans une chambre, a-t-elle raconté aux sénateurs avec une émotion difficilement contenue.

Après l'avoir poussée sur un lit, le futur juge se serait jeté sur elle, tentant de la déshabiller tout en la touchant partout sur le corps. "Je croyais qu'il allait me violer", a-t-elle assuré. (Elle "croyait", ailleurs elle dira qu'elle croyait qu'il voulait la tuer, cela figure dans le Washington Post qui a pris son parti naturellement, à lire plus loin. - LVOG)

Questionnée sur la possibilité qu'elle puisse se tromper d'agresseur, l'universitaire s'est dite "absolument" sûre qu'il s'agissait bien de Brett Kavanaugh. "A 100%". (Ce qui est sûr, c'est que personne ne l'a violée. - LVOG)

"Je n'ai jamais agressé sexuellement quiconque, ni au lycée, ni à l'université", a rétorqué Brett Kavanaugh, réfutant point par point les accusations de Mme Blasey Ford et soulignant les imprécisions de son témoignage.

Visiblement très en colère, parfois submergé par l'émotion, il a estimé que son processus de confirmation était devenu "une honte nationale". "Ma famille et ma réputation ont été détruites à jamais", a-t-il affirmé.

Dénonçant un "coup monté", il a assuré qu'il ne céderait pas aux appels à se retirer. "Vous me vaincrez peut-être lors du vote final, mais vous ne me ferez jamais jeter l'éponge. Jamais"...

Les sénateurs démocrates, qui ont tous loué le "courage" de Mme Blasey Ford, ont passé le juge au gril de leurs questions, sur son amitié avec Mark Judge ou sa consommation d'alcool notamment.

Certes, "j'ai probablement bu trop de bière à l'occasion", a-t-il concédé, mais "je n'ai jamais eu de trou noir". AFP 28 septembre 2018

Epilogue deux jours plus tard.

Jugeant le témoignage de Christine Blasey Ford "puissant" mais la réponse de Kavanaugh "convaincante", les onze élus républicains de la commission, majoritaires face aux dix démocrates, ont confirmé vendredi la nomination du juge. Reuters 30 septembre 2018

Grille de lecture.

Il se peut qu'elle a réellement vécue l'expérience qu'elle décrit, à ceci près qu'elle est manifestement montée en épingle pour nuire à Trump.

On retrouve une fois de plus les mêmes protagonistes, dont le parti démocrate, le FBI, le Washington Post, le New York Times et bien d'autres qui veulent la peau de Trump. Le plus troublant, c'est un euphémisme, c'est que cette affaire sort au moment même où Trump doit nommer un juge à la Cour suprême et que les démocrates s'y opposent farouchement.

Quant aux faits rapportés ou présumés, je dirais qu'ils étaient assez banals 36 ans en arrière.

Un adolescent éméché essaie apparemment d'avoir un rapport sexuel avec une adolescente peut-être aussi éméchée que lui, ou

tout du moins il la pelote, il essaie de la déshabiller sans que cela aille plus loin puisqu'elle réussit à s'enfuir, donc pas de quoi casser une patte à un canard.

Si je n'ai jamais eu ce comportement, je me souviens très bien que ce n'était pas le cas de mes petits camarades ou de leurs copines qui tournaient, qui sortaient avec les uns puis avec les autres ou plusieurs en même temps, certaines tombèrent dans des traquenards sans que jamais se produise le moindre viol je précise. A moins de faire preuve d'une extrême violence ou de tomber sur une femme particulièrement faible, il est impossible d'abuser d'une femme, ou alors il faut la faire boire ou la droguer.

D'ailleurs, cette femme qui 36 ans plus tard prétend toujours être traumatisée par cette expérience, est devenue entre temps professeure de psychologie, elle s'est mariée et elle a eu deux enfants, franchement il y a pire comme vie professionnel et sentimentale brisée. Qu'elle soit détraquée mentalement, cela n'a rien d'étonnant aux Etats-Unis, surtout chez les classes supérieures.

Il semblerait que ce soit une toute autre expérience qui l'ait fragilisée psychologiquement, le mot est faible, on devrait plutôt dire déséquilibrée, car après avoir étudié pendant des années toutes sortes de névroses et psychoses, en 2016 elle se consacra à l'étude des impacts des différents comportements sexuels, y compris les viols d'enfants, que cela ait affecté son état mental est possible. Je me souviens d'un militant de l'OCI de Gennevilliers à la fin des années 70, qui était infirmier psychiatrique et qui en était arrivé à se prendre parfois pour dieu !

Ce qu'il faut savoir aussi, c'est qu'elle a produit plusieurs versions, et elle ne se souvenait ni comment elle avait atterri dans la maison où auraient eu lieu les faits qu'elle rapportait, ni même de quelle maison il s'agissait. Elle ne se souvenait plus non plus de la date ou de l'année, apparemment cela lui est revenu après avoir été pris en charge par le FBI.

Il faut noter également qu'elle a travaillé comme psychologue au service de recherche du Département de psychologie de l'Université Stanford, connu pour servir de laboratoire ou pour collaborer aux expériences secrètes de la CIA en matière de manipulations et de tortures psychologiques.

Et pour finir, elle a suivi récemment un traitement psychiatrique et elle est engagée dans le parti démocrate.

En conclusion, il y a tout lieu de penser qu'elle fait l'objet d'une manipulation de la part des ennemis de Trump et que cette affaire a été montée de toutes pièces avec le concours du FBI que Trump a décidé de mettre au pas.

On retiendra également, que tous ceux qui se sont érigés en inquisiteurs du juge Kavanaugh et qui ont décrété d'emblée qu'il était coupable des faits qui lui étaient imputés, à aucun moment ils n'ont tenu compte de la présomption d'innocence, alors qu'il n'existe absolument aucune preuve matérielle ou témoignage qui corroboreraient les accusations portées contre lui.

Washingtonpost.com - Speaking publicly for the first time, Ford said that one summer in the early 1980s, Kavanaugh and a friend — both “stumbling drunk,” Ford alleges — corralled her into a bedroom during a gathering of teenagers at a house in Montgomery County.

S'exprimant publiquement pour la première fois, Ford a déclaré qu'un été au début des années 1980, Kavanaugh et un ami - tous deux «saouls», affirme Ford - l'ont emmenée dans une chambre lors d'un rassemblement d'adolescents dans le comté de Montgomery.

- While his friend watched, she said, Kavanaugh pinned her to a bed on her back and groped her over her clothes, grinding his body against hers and clumsily attempting to pull off her one-piece bathing suit and the clothing she wore over it. When she tried to scream, she said, he put his hand over her mouth.

“I thought he might inadvertently kill me,” said Ford, now a 51-year-old research psychologist in northern California. “He was trying to attack me and remove my clothing.”

Ford said she was able to escape when Kavanaugh’s friend and classmate at Georgetown Preparatory School, Mark Judge, jumped on top of them, sending all three tumbling. She said she ran from the room, briefly locked herself in a bathroom and then fled the house.

- Pendant que son ami le regardait, dit-elle, Kavanaugh la plaqua contre son lit et la pelotait par-dessus ses vêtements, frottant son corps contre le sien et essayant maladroitement de retirer son maillot de bain une pièce et les vêtements qu'elle portait. Quand elle a essayé de crier, il a mis sa main sur sa bouche.

"Je pensais qu'il pourrait me tuer par inadvertance", a déclaré Ford, maintenant un psychologue de recherche âgé de 51 ans dans le nord de la Californie. "Il essayait de m'attaquer et de retirer mes vêtements."

Ford a dit qu'elle avait été capable de s'échapper lorsque l'ami et camarade de classe de Kavanaugh à l'École préparatoire de Georgetown, Mark Judge, a sauté sur eux, entraînant tous les trois dans leur chute. Elle a dit qu'elle s'était enfuie de la pièce, s'était enfermée brièvement dans une salle de bain et s'était enfuie de la maison.

- Ford said she told no one of the incident in any detail until 2012, when she was in couples therapy with her husband. The therapist's notes, portions of which were provided by Ford and reviewed by The Washington Post, do not mention Kavanaugh's name but say she reported that she was attacked by students "from an elitist boys' school" who went on to become "highly respected and high-ranking members of society in Washington." The notes say four boys were involved, a discrepancy Ford says was an error on the therapist's part. Ford said there were four boys at the party but only two in the room.

Notes from an individual therapy session the following year, when she was being treated for what she says have been long-term effects of the incident, show Ford described a "rape attempt" in her late teens.

- Ford a déclaré qu'elle n'avait parlé à personne de l'incident en détail jusqu'en 2012, alors qu'elle était en couple avec son mari. Les notes du thérapeute, dont certaines parties ont été fournies par Ford et examinées par le Washington Post, ne mentionnent pas le nom de Kavanaugh, mais précisent qu'elle a été attaquée par des élèves «d'une école de garçons élitistes» membres de haut rang de la société à Washington. » Les notes indiquent que quatre garçons étaient impliqués, une divergence que Ford dit être une erreur de la part du thérapeute. Ford a dit qu'il y avait quatre garçons à la fête mais seulement deux dans la salle.

Notes tirées d'une séance de thérapie individuelle l'année suivante, alors qu'elle était soignée pour ce qu'elle considère être les effets à long terme de l'incident, montrent que Ford a décrit une «tentative de viol» à la fin de son adolescence.

- She contacted The Post through a tip line in early July, when it had become clear that Kavanaugh was on the shortlist of possible nominees to replace retiring justice Anthony M. Kennedy but before Trump announced his name publicly. A registered Democrat who has made small contributions to political organizations, she contacted her congresswoman, Democrat Anna G. Eshoo, around the same time. In late July, she sent a letter via Eshoo's office to Sen. Dianne Feinstein of California, the ranking Democrat on the Judiciary Committee.

In the letter, which was read to The Post, Ford described the incident and said she expected her story to be kept confidential. She signed the letter as Christine Blasey, the name she uses professionally.

Though Ford had contacted The Post, she declined to speak on the record for weeks as she grappled with concerns about what going public would mean for her and her family — and what she said was her duty as a citizen to tell the story.

- Au début du mois de juillet, elle a contacté The Post via une ligne téléphonique, alors qu'il était devenu clair que Kavanaugh était sur la liste des candidats possibles pour remplacer le juge sortant Anthony M. Kennedy, mais avant que Trump n'ait annoncé son nom publiquement. Démocrate enregistrée ayant apporté de petites contributions à des organisations politiques, elle a contacté sa députée, la démocrate Anna G. Eshoo, à peu près à la même époque. À la fin du mois de juillet, elle a envoyé une lettre via le bureau d'Eshoo à la sénatrice Dianne Feinstein de Californie, membre du Comité des démocrates pour le pouvoir judiciaire.

Dans la lettre qui a été lue au Post, Ford a décrit l'incident et a déclaré qu'elle s'attendait à ce que son histoire reste confidentielle. Elle a signé la lettre comme Christine Blasey, le nom qu'elle utilise de manière professionnelle.

Bien que Ford ait contacté The Post, elle a refusé de prendre la parole pendant des semaines alors qu'elle s'inquiétait de ce que cela signifierait pour elle et sa famille.

LVOG - Et le principal témoin présumé, que dit-il ?

- Reached by email Sunday, Judge declined to comment. In an interview Friday with The Weekly Standard, before Ford's name was known, he denied that any such incident occurred. "It's just absolutely nuts. I never saw Brett act that way," Judge said. He told the New York Times that Kavanaugh was a "brilliant student" who loved sports and was not "into anything crazy or illegal." Washingtonpost.com September 16

Joint par email dimanche, Judge a refusé de commenter. Dans une interview vendredi au The Weekly Standard, avant que le nom de Ford ne soit connu, il a nié qu'un tel incident s'était produit. «C'est juste absolument fou. Je n'ai jamais vu Brett agir de cette façon », a déclaré le juge. Il a déclaré au New York Times que Kavanaugh était un «étudiant brillant» qui aimait le sport et n'était «pas complètement fou ou illégal». Washingtonpost.com September 16

https://www.washingtonpost.com/investigations/california-professor-writer-of-confidential-brett-kavanaugh-letter-speaks-out-about-her-allegation-of-sexual-assault/2018/09/16/46982194-b846-11e8-94eb-3bd52dfe917b_story.html?noredirect=on&utm_term=.28772994566f

- Ford is a registered Democrat. In 2017 she participated in a local Women's March protesting Trump and attended a March For Science in San Francisco to protest Trump administration cuts to research. According to the Federal Election Commission, she has made campaign contributions totaling \$80.50, which included donations to the Democratic National Committee and Friends of Bernie Sanders.

Ford est une adhérente du parti démocrate. En 2017, elle a participé à une marche locale des femmes pour protester contre Trump et a participé à une marche pour la science à San Francisco pour protester contre les compressions de l'administration Trump dans la recherche. Selon la Commission électorale fédérale, elle a versé des contributions à la campagne totalisant 80,50 dollars, y compris des dons au Comité national démocratique et aux Amis de Bernie Sanders. Wikipédia.org.

38 ans plus tard, qui dit mieux !

- Une accusatrice de Kavanaugh contactée par le FBI - Reuters 30 septembre 2018

L'avocat de Deborah Ramirez, l'une des femmes qui accuse le juge Brett Kavanaugh d'agression ou d'inconduite sexuelle, a déclaré samedi que le FBI avait pris contact avec sa cliente, ce qui signifie que les enquêteurs de la police fédérale américaine ont élargi leurs investigations au-delà des seules accusations de Christine Blasey Ford.

Deborah Ramirez accuse Brett Kavanaugh d'avoir exhibé son sexe devant elle lors d'une soirée universitaire, lorsqu'ils étaient tous deux étudiants à la faculté de droit de Yale dans les années 1980. Kavanaugh qualifie l'accusation de "complètement fausse". Reuters 30 septembre 2018

En complément. Comment ils s'emploient méthodiquement à rendre dingues les Américains.

- Sur les écrans des avions, ceux des bars ou des téléphones, chez eux, au bureau ou dans le métro, des dizaines de millions d'Américains, happés par le spectacle, ont écouté les questions et les réponses, tenté aussi, sans grand succès, d'y voir plus clair dans cette séance de «parole contre parole». Les chiffres des audiences apporteront rapidement une idée plus précise de la foule branchée en direct.

Signe supplémentaire de la dimension historique de cet événement, le New York Times y a consacré vendredi, fait rarissime, l'entièreté de sa une.

Brett Kavanaugh a martelé son innocence et dénoncé «une attaque politique calculée et orchestrée» par les démocrates pour l'empêcher de siéger au sein de la plus haute instance judiciaire des Etats-Unis. Libération 28 septembre 2018

Cependant, on lisant les commentaires publiés à la suite d'un article du Washington Post, je me suis aperçu que l'immense majorité des Américains n'étaient pas dupes de leur grossière machination.

[France. Comme quoi leurs provocations, leur propagande et leurs manipulations des consciences fonctionnent à merveille.](#)

Comment à l'aide d'une expression, un sous-entendu, un silence, un sourire, un regard, ils instrumentalisent le racisme et l'extrême droite au profit de Macron et LREM

- «La zemmourisation de la France est en marche»: un lycée au cœur d'une polémique raciste - Sputnik 30 Septembre 2018

Quand Zemmour a balancé sa provocation à la face de Hapsatou Sy dans l'émission d'Ardisson, il savait pertinemment ce qu'il faisait dans le contexte actuel, marqué par une chasse hystérique aux préjugés en tout genre qui alimente le communautarisme (et l'extrême droite) dont cette misérable créature dévorée par l'ambition est le produit ou la porte-parole.

Incarnant la France catholique profonde de droite, donc réactionnaire, qui s'est employée à inculquer aux masses les préjugés qui avaient déjà cours sous l'Ancien Régime, il était bien trop intelligent pour ne pas savoir que l'usage qui pouvait en être fait n'était pas sans risques, et que dans le contexte actuel cela pourrait prendre la fâcheuse tournure incontrôlable d'un lynchage public pour celui ou ceux qui s'y aviseraient.

Il a semble-t-il sous-estimé que l'arrivée au pouvoir de Macron correspondait à l'avènement d'un régime totalitaire, qui ne supporterait aucune faille idéologique et pourchasserait tous ceux qui s'aviseraient d'en dévier ou d'y porter atteinte, y compris en recourant à la dérision ou à l'humour qui peut être une arme redoutable pour révéler des intentions inavouables, qui en aucun cas ne doivent parvenir à la connaissance de la population, sous peine que d'autres s'y infiltrent et y portent gravement atteinte, car même le scepticisme, le doute, la moindre hésitation quant à la valeur suprême de cette idéologie doivent être absolument bannis, et toute critique doit être systématiquement étouffée, leurs auteurs discrédités par tous les moyens, y compris ou

de préférence par les plus scélérats de sorte qu'ils ne puissent pas répondre aux accusations qu'on porte contre eux.

Zemmour se voit logiquement sanctionner, parce qu'il a commis l'erreur par sa repartie d'enclencher ce mécanisme infernal qui broie même les intellectuels les plus habiles, au lieu de demeurer sur le terrain politique où il aurait pu facilement démontrer la crasse ignorance de cette ignoble créature.

C'est sans doute sa supériorité ou son arrogance qui lui ont joué un sale tour, parce qu'il n'a pas compris que même l'être le plus insignifiant ou médiocre qui soit recèle un pouvoir immense ou peut renverser des montagnes, dès lors qu'il est soutenu par tout un régime.

Ce qu'on pourrait reprocher à Zemmour, c'est d'avoir permis de le démontrer et d'inciter une multitude de gens aussi médiocres que Hapsatou Sy de l'imiter, et ce n'est pas un hasard si la totalité des médias se sont emparés de cette polémique à l'adresse des écervelés ou des cons qui osent tout qui sont ainsi appelés à redoubler d'audace pour nous montrer de quoi ils sont capables, c'est ainsi que la société s'enfoncé un peu plus chaque jour dans la médiocrité pour le bonheur de l'oligarchie qui détient le pouvoir ou tire les ficelles, car il faut bien que cela serve à quelqu'un, n'est-ce pas ?

Ne vous méprenez pas, le sort de Zemmour nous est indifférent, tout comme celui de cette pouffiasse (Le Grand Robert précise que ce terme est "sans péjoration de nature sexuelle", ouf me voilà sauvé!).

Ils ont également réussi à avoir la peau du "roi des forains", Marcel Campion, en usant du même procédé. Pourquoi ?

- Paris: un marché de Noël sans Marcel Campion - AFP 27.09

Marcel Campion ferme la boutique. Après le tollé suscité par ses propos homophobes, il a annoncé jeudi son retrait du marché de Noël et la fin de ses activités foraines, sans pour autant dire son dernier mot. (L'AFP n'a pas rappelé qu'il était un grand ami de Bertrand Delanoé et d'autres personnalités homosexuelles, pour éviter que l'accusation d'homophobie tombe en miettes ou que les véritables raisons de cette cabale remontent à la surface. - LVOG)

"J'en ai un peu assez depuis trois ans de tout ce qu'il se passe autour de moi", a déclaré à RTL, le roi des forains. "Je considère qu'avec toutes ces agressions, ces attaques, c'est nuisible tout ça pour le métier que je représente, et quelque part il faut que je fasse très attention."

Depuis des mois, la guerre est ouverte entre le "roi des forains" et Anne Hidalgo, qui a décidé en 2017 de lui retirer l'autorisation d'installer un marché de Noël sur les Champs-Élysées. La mairie lui reprochait de ne pas vendre des produits artisanaux de la région, mais provenant de Chine, et ce, à un prix excessif.

Actions judiciaires, communication à tout crin et détermination d'acier... Après être allé sur divers terrains, c'est à la bataille politique que songe désormais Marcel Campion qui a annoncé cet été son intention de se présenter aux municipales en 2020, à Paris. AFP 27.09

L'annonce de trop de toute évidence pour la mairie de Paris ou le PS et LREM.

Parole d'Internaute.

1- "- le tour de Paris est infect

- c'est sale
- c'est dangereux la nuit "même le jour aux feux" - avec ceux qui vous cassent les vitres pour vous piquer les sacs
- de partout des mendiants
- de partout des gens qui vous emmerdent aux feux rouges
- des cabanes de migrants tout autour du périphérique
- certains quartiers puent quand vous entrez
- vous voyez des rats de partout - même en plein jour, ils viennent à vos pieds"

LVOG - C'est devenu cela Paris où je suis né et où j'ai vécu jusqu'à l'âge de 13 ans, il y a donc 50 ans en arrière ?

En voilà un argument choc qui colle avec ma théorie ou mon discours.

2- "Revoir le consumérisme c'est bien mais ce que nous consommons est dicté par ce que nous produisons. Or le "nous" qui produit, ce n'est pas nous, c'est ceux qui détiennent les moyens de production et de distribution. Ceux qui contrôlent la création de monnaie; ceux qui grâce à cette position dominante ont une position hégémonique dans les sociétés et nous dictent largement

nos pensées, notre culture, notre style de vie. Ceux-là sont le capitalisme."

LVOG - J'ai félicité l'auteur de ce commentaire dans le blog Les Crises, qui par ailleurs à citer Marx à plusieurs reprises, mais il a obtenu moins de succès que moi, alors qu'à la fin de mon commentaire je posais également la question d'en finir avec le capitalisme, mais en ayant adopté un autre discours, en somme j'ai vérifié la validité de ma théorie.

Ils osent tout

- Macron et les offres d'emploi: le Président enfonce le clou - L'Express.fr 29 septembre 2018

"Je sais comment vous vivez, c'est pour ça que je viens ici (mais) c'est facile pour personne. Je suis toujours aux côtés de ceux pour qui c'est pas facile"

"Mais je ne veux pas, parce que ce n'est pas facile, que certains tombent dans la facilité."

"Quand il y a des offres d'emploi qui existent, même si ce n'est pas exactement ce qu'on veut peut-être au début, (il faut) accepter pendant quelques mois (de) se mettre le pied à l'étrier. Et c'est important. Parce que sinon, on est dans une société qui en quelque sorte demande toujours la solution à l'autre", a jugé le chef de l'Etat. L'Express.fr 29 septembre 2018

Au début, pour "mettre le pied à l'étrier" on m'a proposé de devenir banquier, j'ai accepté sans rechigner moi, ensuite on m'a proposé de devenir ministre, j'ai encore accepté sans faire de chichis, et enfin de devenir président de la République, j'avoue que je n'avais pas le choix et je ne le regrette pas, alors faites comme moi !

Mimétisme.

- Nikki Haley, mégaphone en main lors d'une manifestation, réclame le départ de Maduro - AFP 27.09

- Venezuela: Paris soutient la démarche de six pays auprès de la CPI - Reuters 30.09

La France a apporté son soutien samedi à la démarche de cinq pays latino-américains et du Canada qui ont demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur des accusations de crimes contre l'humanité visant le gouvernement du président vénézuélien Nicolas Maduro. Reuters 30.09

- Hollande condamne la "méthode" Macron: "Moi, j'ai voulu être un président à la hauteur, mais pas hautain" - Le HuffPost

Moi je, pas hautain, il a fini dans la fosse à purain d'où il n'aurait jamais dû sortir...Le HuffPost

- Israël accuse l'Iran de cacher du matériel nucléaire à Téhéran - Reuters 27.09

Les preuves ? Non mais attendez, cette question est stupide, offensante, comment vous osez mettre en doute notre parole, du moment qu'on vous dit que l'Iran cache du matériel nucléaire, c'est qu'il existe et vous n'avez pas d'autres questions à poser, cela suffit comme preuve, cessez d'être antisémite à la fin...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Accord russo-turc: début du retrait d'un premier groupe rebelle dans le nord syrien - AFP 30 septembre 2018

Un premier groupe rebelle pro-Ankara a amorcé dimanche son retrait de la future "zone démilitarisée" dans le nord-ouest de la Syrie, en vertu de l'accord russo-turc du 17 septembre qui a permis de repousser l'imminence d'une offensive du régime sur la province d'Idleb.

"Des unités de Faylaq al-Cham se retirent depuis dimanche matin avec leurs armes lourdes, dont des chars et des canons, dans

le sud de la province d'Alep et dans la banlieue ouest de la ville" du même nom, qui sont situées "dans la zone démilitarisée" prévue par l'accord russo-turc, a indiqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane.

Le groupe, fort de "8.500 à 10.000 combattants", selon M. Abdel Rahmane, fait partie du Front national de libération (FNL), une coalition de groupes rebelles formée début août à l'instigation de la Turquie dans la province d'Idleb et des parties des provinces voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié toujours sous contrôle des insurgés.

"Il s'agit du deuxième groupe le plus puissant dans le nord syrien en termes d'équipements militaires et le troisième au niveau du nombre de combattants", selon le directeur de l'OSDH.

Ce début de retrait intervient au lendemain du rejet de l'accord russo-turc par Jaich al-Ezza, un groupe rebelle extérieur au FNL actif dans le nord de la province de Hama.

Conclu à Sotchi (Russie) le 17 septembre, l'accord entre Ankara et Moscou a permis d'éloigner la perspective d'une offensive militaire du régime syrien, au moins à court terme.

Il prévoit la création d'ici au 15 octobre d'une "zone démilitarisée" de 15 à 20 km de large, sous contrôle de la Russie et de la Turquie, à Idleb et ces zones environnantes, qui constituent le dernier bastion insurgé dans la Syrie en guerre. AFP 30 septembre 2018

- Onu : la Syrie appelle au retrait immédiat des forces d'occupation US, françaises et turques - Réseau Voltaire - 29 septembre 2018

Intervenant à la tribune de la 73ème session de l'Assemblée générale de l'Onu, le Vice-Premier ministre syrien, Walid Al-Moallem, a appelé au retrait immédiat des forces d'occupation états-uniennes, françaises et turques [1].

Cette déclaration intervient après l'attaque conjointe britannico-franco-israélienne et la destruction d'un avion de surveillance russe. Depuis, la Russie livre à forte cadence des matériels militaires de brouillage et de surveillance, ainsi que des batteries anti-aériennes S-300. Tandis que les États-Unis retirent leurs missiles Patriot de la région.

La présence des troupes françaises depuis le début du conflit (à l'exception des trois derniers mois du mandat du président Nicolas Sarkozy) est un secret de polichinelle. Toujours niée par les officiels et les médias français, elle est toujours constatée sur le terrain. Réseau Voltaire - 29 septembre 2018

[Palestine occupée.](#)

- Bande de Gaza : sept Palestiniens tués par des tirs de soldats israéliens - LeParisien.fr 29 septembre 2018

Sept Palestiniens, dont deux garçons de 12 et 14 ans, ont été tués vendredi par des tirs de soldats israéliens lors de manifestations et de heurts à la frontière entre Gaza et Israël. Depuis le 30 mars, des manifestations ont lieu pour réclamer la levée du blocus imposé depuis plus de dix ans par Israël à Gaza et le droit au retour des Palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés ou qu'ils ont fuies à la création d'Israël en 1948.

Selon le ministère palestinien de la Santé, il s'agit de la journée la plus sanglante depuis le 14 mai qui avait vu la mort de plus de 60 Palestiniens lors de violences coïncidant avec l'inauguration de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, un motif d'indignation pour les Palestiniens.

Nasser Mossabeh, 12 ans, a été atteint d'une balle dans la tête à l'est de Khan Younès, a dit le porte-parole du ministère de la Santé à Gaza, Achraf al-Qodra. Mohammed al-Houm, 14 ans, et Iyad Al-Shaer, 18 ans, ont été tués lors d'affrontements distincts dans le centre et le nord du territoire, selon lui.

Il a fait état de la mort de quatre autres Palestiniens d'une vingtaine d'années le long de la barrière de sécurité israélienne séparant la bande de Gaza du territoire israélien.

Les sept Palestiniens « ont été tués par les tirs à balles réelles des forces israéliennes », a affirmé Achraf al-Qodra, en faisant état de plus de 200 blessés, par balle ou par inhalation de gaz lacrymogènes.

L'armée israélienne a fait état de manifestations et de heurts auxquels ont pris part selon elle plus de 20 000 Palestiniens en différents points de l'enclave le long de la barrière de sécurité lourdement gardée. LeParisien.fr 29 septembre 2018

Brésil

Aux petits soins avec l'extrême droite.

- Brésil: Bolsonaro sort de l'hôpital sur fond de manifestations - Reuters 30 septembre 2018

Ancien officier, Jair Bolsonaro, qui a dit son admiration pour la dictature militaire au pouvoir au Brésil entre 1964 et 1985, a convaincu de nombreux Brésiliens de voter pour lui en raison de ses prises de position très dures contre l'insécurité et une carrière exempte d'accusations de corruption.

Mais il fait aussi office de repoussoir pour de nombreux Brésiliens en raison de propos jugés homophobes ou misogynes.

Vendredi, le candidat a été à l'origine d'une nouvelle polémique: il a menacé de ne pas reconnaître le résultat des élections s'il n'était pas élu. «De ce que je vois dans la rue, je n'accepte(rai) pas un résultat aux élections qui soit différent de mon élection», a-t-il déclaré à la chaîne Bandeirantes.

Devenu le poulain des marchés financiers depuis qu'il a embrassé la cause du libéralisme économique pendant sa campagne, Bolsonaro peine en revanche à séduire l'électorat féminin, contrairement à Fernando Haddad, qui a succédé au pied levé à Luiz Inacio Lula da Silva, l'ancien président incarcéré pour corruption. Reuters et Lefigaro.fr 30 septembre 2018

- Au Brésil, les femmes disent «non» au candidat d'extrême droite - LeFigaro.fr 30 septembre 2018

Des centaines de milliers de femmes sont descendues dans les rues pour marquer leurs oppositions à Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite ayant eu, à plusieurs reprises, des propos sexistes, homophobes et racistes.

Une véritable marée humaine. Ce samedi, les rues du Brésil ont été envahies par des milliers de femmes venues manifester contre le candidat d'extrême droite à la présidentielle Jair Bolsonaro. Au cri de «Non, pas lui!», les Brésiliennes entendaient marquer leur farouche opposition au candidat, pourtant favori dans les sondages.

Les plus grandes manifestations se sont déroulées dans les métropoles de Rio de Janeiro, Sao Paulo et Brasilia. Au total 62 villes, selon le site internet d'informations G1, ont vu des femmes descendre dans les rues, à huit jours du premier tour. Alors que les cortèges se dispersaient sans incidents en soirée, les organisateurs ont estimé que 500.000 personnes avaient participé au mouvement lancé sur les réseaux sociaux, tandis que la Police militaire indiquait qu'elle ne fournirait aucun chiffre. LeFigaro.fr 30 septembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

- 10 % à 15 % - Liberation.fr 27.09

10 % à 15 % des enseignants de lycées professionnels étaient en grève jeudi, selon le syndicat Snuep-FSU. Liberation.fr 27.09

- Pays-Bas: le gouvernement veut connaître la religion des propriétaires d'armes à feu - AFP 27.09

Le gouvernement néerlandais veut enregistrer l'origine ethnique et la religion des propriétaires d'armes à feu, selon un projet de loi qui suscite une polémique aux Pays-Bas, a rapporté jeudi le journal de référence De Volkskrant. AFP 27.09

- Grève européenne chez Ryanair, des dizaines de vols annulés - AFP 28.09

La compagnie aérienne à bas coûts Ryanair a été contrainte d'annuler des dizaines de vols vendredi à cause d'une nouvelle grève dans plusieurs pays européens du personnel de cabine et des pilotes, qui réclament de meilleures conditions de travail. AFP 28.09

[Haut de page ↗](#)

Le 5 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

L'abonnement du portail au serveur de la société OVH arrivera à échéance vers le 20 décembre.

Rassurez-vous, je ne vous demanderai pas d'y participer financièrement !

Pour le moment, contrairement aux marxistes qui avaient de bonnes raisons de se sacrifier parce que leur activité politique trouvait un écho dans le mouvement ouvrier, étant donné que ce n'est pas mon cas, je ne vois pas pourquoi je devrais poursuivre cette activité politique. Bien que ma contribution politique ait une valeur limitée par rapport à la leur, si je l'ai poursuivie, c'est parce que je considérais que c'était indispensable compte tenu que j'avais été pratiquement le seul à ma connaissance à prendre en compte l'évolution des différents facteurs qui composaient la situation, et que j'estimais que c'était le seul moyen de demeurer fidèle au marxisme ou au socialisme.

Cela m'a amené à me remettre en cause ou à toujours devoir me justifier quasiment en permanence, ce qui est épuisant à la longue, surtout quand cela ne débouche sur aucun résultat concret. Dans ce cas-là, vaut mieux ne pas insister plus longtemps, puisque cela n'apporte rien à personne. D'autres générations viendront et prendront peut-être le relais, je l'ignore. Tout ce que je sais, c'est que dans l'état actuel de la situation, il n'y a rien à en attendre de bon dans un proche avenir, et comme maintenant je suis vieux, je ferais peut-être mieux de consacrer le peu de temps qu'il me reste à vivre à profiter de la vie ou à faire autres choses, ce qui présentera au moins l'avantage d'être utile à quelqu'un, à moi en l'occurrence. Ils ont réalisé d'immense progrès en paléontologie, ce pourrait être un sujet d'étude passionnant dans la mesure où cela a un rapport avec l'évolution de l'homme pour mieux le comprendre, c'est une idée qui m'a traversé la tête avant-hier.

Je sais que je ne devrais pas vous dire tout cela, mais au point où nous en sommes, qu'est-ce que cela peut bien faire, non ? Vous vous en foutez apparemment, alors pourquoi je devrais me gêner. Mes convictions demeurent intactes, ce n'est pas la question, je suis seulement assez lucide pour m'apercevoir que le temps où elles se réaliseront n'est pas encore venu, donc il est inutile de vouloir forcer inutilement le destin, voilà tout. Je peux me tromper, c'est tout ce que je souhaite.

Extrait d'une lettre adressé à un proche.

J'ai mis au point une théorie politique que tu pourrais m'aider à vérifier si tu n'y vois pas d'inconvénient. En gros, je prétend que puisque une des conditions objectives fait défaut pour que les masses se soulèvent et renversent le régime, une guerre ou une crise sociale se traduisant par des dizaines de millions de chômeurs pour faire bref, je suis parti du constat que malgré le confort relatif dont bénéficie la majorité de la population et qui les conduit à la passivité ou à la neutralité sur le terrain de la lutte des classes, il n'en demeure pas moins que la totalité ne peut échapper aux manifestations de la décomposition de la société qui prennent de plus en plus souvent une tournure violente ou aux conséquences dramatiques de la crise du capitalisme qui frappent des membres de leur famille ou de leur entourage, pour en arriver à la conclusion que leur petit bonheur était de plus en plus précaire ou inconfortable, menacé par cette espèce de gangrène qui ronge l'ensemble de la société au point de lui donner un visage si hideux, si bien qu'ils pourraient en venir à se poser la question d'en changer pour ne plus vivre ce cauchemar, pour peu qu'on leur propose une alternative crédible et surtout, qu'on parvienne à leur présenter sous un angle qui leur permettrait de s'en saisir, le meilleur moyen étant de partir de la manière dont ils perçoivent leur condition ou ils vivent leurs expériences, plutôt que de leur tenir un discours purement idéologique qui les rebuterait. Autrement dit, je m'appuie autant sur les conditions avantageuses dont ils bénéficient que sur les faiblesses qu'elles recèlent et qui font obstacle à leur engagement politique, ne souhaitant nullement que leur condition se dégrade ou que le niveau d'évolution qu'ils ont atteint régresse, au contraire je pense qu'ils peuvent s'en servir pour faire sauter ces obstacles ou envisager de progresser en inscrivant ce processus dans une perspective politique, ce qui soulagerait leur conscience ou leur permettrait de continuer de profiter des avantages que la société a bien voulu leur accorder sans avoir à en rougir ou à se justifier, tout en donnant un sens à leur existence dont ils pourraient être fier, ce qui est plutôt inespéré en vivant dans une telle société.

Ce qu'ils doivent parvenir à admettre ou à comprendre est logique de bout en bout, et repose uniquement sur des faits présents ou passés qu'ils n'ont pas forcément à l'esprit et dont l'enchaînement ou les rapports de cause à effet leur échappe, mais qui apparaissent clairement dès lors qu'on les exprime distinctement ou simplement sans chercher à les interpréter ou du moment qu'on ne cherche pas à les faire coïncider avec une théorie, autrement dit, je m'adresse à leur intelligence, je les incite à faire preuve de logique pour venir à bout de la situation qui semble inextricable ou à laquelle ils ne comprennent pas grand chose pour finalement prendre leur destin entre leurs mains.

L'homme est parvenu à un niveau de développement intellectuel inégalé dans le passé, et il ne serait pas capable de s'en servir pour s'émanciper du règne de la servitude ou de la nécessité. A quoi bon alors, ce serait insensé d'en arriver à cette conclusion. Ils ignorent que ce sont les peuples exploités et opprimés qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine, et non des dieux ou des souverains aussi éclairés qu'ils aient pu être parfois dans le passé, par leur sueur, leur peine et leur sang, bref par leur travail, faisant davantage appel à leurs bras qu'à leur tête qui a toujours eu du mal à suivre le mouvement historique. Et bien de nos jours, c'est à leur tête de prendre le relais pour ainsi dire, afin que l'humanité franchisse une nouvelle étape sur la voie du progrès qui le mènera à sa libération définitive du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la liberté.

Plus directement, quand les ventres sont pleins et les têtes vides, il n'est pas difficile de savoir ce qu'on doit s'atteler à remplir. Attention, sans emprunter la méthode épouvantable des doctrinaires ou des dogmatiques qui conduit à une overdose ou vous donne rapidement la nausée.

Non, il s'agit de s'appuyer sur la capacité de chacun à se servir des instruments logiques qu'il a déjà acquis et de les perfectionner, logique qu'il emploie ou qui se déploie sous ses yeux quotidiennement et dont il n'a pas conscience ou qu'il perçoit confusément au point de confondre cause et effet, par exemple quand il s'en prend à telle ou telle couche de travailleurs au lieu de s'en prendre au capitalisme et ses représentants qui sont responsables de leur condition ou de leur comportement. Et lorsqu'on fait abstraction de ces instruments logiques, forcément on ne peut pas imaginer une société plus juste ou meilleure, on est conduit à abandonner cette perspective ou cela ne présente aucun intérêt de s'engager pour en changer, c'est cruellement logique !

Pour le reste, la conception de la lutte de classe telle qu'elle a été conçue sur la base des enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ainsi que la description du développement de la civilisation humaine et du capitalisme et les conclusions pratiques qu'ils en ont tirées demeurent valables, elles constituent le socle théorique sans lequel nous serions réduits à l'impuissance ou dans l'impossibilité de nous doter d'un programme politique et d'un parti, ni même ne serait-ce qu'entrevoir la possibilité qui existe de changer de société.

L'absence de logique constitue le trait marquant du mode de pensée et du comportement des hommes. Logique sans laquelle on ne peut parvenir à un état de conscience supérieur. Or, il est le seul instrument à notre disposition pour se dépêtrer de la situation inextricable dans laquelle nous sommes, et pour atteindre le niveau de conscience minimum sans lequel il serait inutile ou impossible d'envisager sérieusement un changement de régime et de société. Voilà en gros ma théorie.

Tu m'avais écrit dans un précédent courrier qu'avec de l'argent, cela aidait à avoir une vie relativement agréable même si par ailleurs on avait quelques soucis. C'est vrai que généralement on ne voit pas les choses tout à fait de la même manière que lorsqu'on n'en a pas, on aura davantage tendance à tout relativiser, parfois à l'excès.

On témoignera une attention bienveillante au sort de ceux qui font face à de grandes difficultés, mais cela n'ira pas plus loin pour ne pas gâcher notre petit bonheur, on pourra même aller jusqu'à faire preuve de générosité en se délestant d'une somme d'argent qui en aucun cas nous fera défaut par la suite, un acte gratuit en somme, mais en aucun cas on y consacrerait un peu de notre temps ou on s'engagerait sur le plan politique.

J'en ai fait l'expérience entre 1981 et 2001, car tel fut mon état d'esprit durant toute cette longue période que j'ai eu le loisir d'analyser depuis, donc ne prend pas cela pour toi, je ne te juge pas, jamais, grave-toi cela dans le cerveau. Cela m'intéresserait de savoir ce que tu en penses, prends ton temps, réfléchis bien avant de me répondre, dis-moi franchement ce que t'inspire ma théorie, tu peux aussi la soumettre à ta mère ou à d'autres personnes, leurs avis ne me laisseraient pas indifférent. Autant te dire que les militants qui se connectent sur mon portail la rejettent, mais peut-être que cela ne te surprendra pas.

● Causerie au format pdf (29 pages)

Devinette.

Quel Etat a violé 1 417 fois l'espace aérien et maritime d'un pays et n'a pas respecté 28 résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unis relatives à ces faits ?

Réponse : Israël bien sur.

Propos tenu par le 1er octobre à Beyrouth par le ministre libanais des Affaires étrangères, Gebran Bassil, lors d'une réunion du corps diplomatique. (Source : Les accusations de Netanyahu contre le Liban démenties par les faits - Réseau Voltaire 02.10)

Le saviez-vous ?

Les 2 et 3 décembre 2017, Aurore Bergé s'est rendue avec Gabriel Attal (député, porte parole d'En Marche) et Nicolas Tenzer à Prague, pour animer un séminaire de... l'IRI (International Republican Institute).

Rappelons que l'IRI est le bras armé du Parti Républicain américain pour interférer dans la vie politique des pays étrangers – pardon, pour “Promouvoir la Liberté et la Démocratie dans le monde entier”. Présidé durant 25 ans par John McCain, qui n'a passé la main que moins d'un mois avant son décès (source), cet Institut a été impliqué dans de nombreuses interventions à l'étranger (la plus souvent citée étant son rôle éventuel dans le coup d'État à Haïti en 2004).

Note : signalons que d'autres députés apparentés LREM n'hésitent pas à intervenir à l'IRI, comme... Manuel Valls...

On voit donc qu'il y a des liens assez serrés entre En Marche et l'IRI. Cela devrait réjouir les anciens électeurs socialistes de LREM, de voir leurs nouveaux leaders dans un temple dédié à McCain et à Ronald Reagan... Les Crises.fr 04.10

En complément.

Vers une redevance télé payée par tous ? - Liberation.fr 04.10

Dans un rapport remis jeudi, la députée LREM Aurore Bergé préconise «l'universalisation» de la contribution à l'audiovisuel public. Liberation.fr 04.10

Commentaire d'un internaute.

- "...LREM est une organisation dont les principaux chefs sont littéralement vendus, idéologiquement, politiquement et financièrement, aux États-Unis.

Il ne faut pas s'étonner que le projet macronien consiste avant tout à prôner la "liberté" dans tout ce qu'il touche : on la connaît bien, cette fameuse liberté dont ils nous serinent quotidiennement les oreilles. Liberté d'entreprendre, libération des énergies, liberté d'expression, liberté d'être libre... Tout ceci est du vent, la seule liberté qu'ils comprennent c'est celle des capitaux, de la finance internationale et de la spoliation complète des peuples de leur droit à disposer d'eux-mêmes.

Leur liberté fait froid dans le dos, c'est une liberté de façade destinée à endormir le chaland pendant qu'on lui met de plus en plus de chaînes autour du cou. De la même manière, quand ils évoquent, pleins de lyrisme, vouloir porter "la lumière de la démocratie partout dans le monde", je n'ai qu'une seule image à l'esprit : la lumière des milliers de bombes larguées quotidiennement, au Yémen ou ailleurs, sur les pauvres victimes qui n'osent pas se soumettre à leur magnifique démocratie de menteurs et de corrompus."

[En famille. Ils sont des vôtres, de gauche, quoi.](#)

Qui s'est déclaré «*honoré d'être décoré de l'ordre de la Liberté pour son rôle dans le processus de paix dans l'est de l'Ukraine*» par Porochenko, le président de l'Ukraine issu du coup d'Etat de l'OTAN et des partis néonazis Svoboda et Secteur droit ?

Réponse : François Hollande sur son compte Twitter. (Source : sputniknews.com 03.10)

En France où il est bien connu, dans un sondage, Hollande a obtenu la palme du pire président de la République sous la Ve République, 16%. (huffingtonpost.com 04.10)

La gauche, il faut réduire à néant sa capacité de nuisance.

L'attaque de Trump contre la CPI est le visage inacceptable de l'exceptionnalisme américain. par Simon Tisdall pour The Guardian 10-09-2018 (Publié par Les Crises le 04.10)

The Guardian, de gauche, défend la CPI, quoi de plus naturel en somme.

Que cela ne tienne, tous les lecteurs de cet article se réjouissent de sa disparition annoncée et ne lui reconnaissent aucune légitimité. (lecture de ce matin 4 octobre)

Comme quoi, l'influence de cette saloperie diminue...

[2.000 milliards. Wanted morts ou vifs.](#)

Dans la liste des 400 personnes les plus riches des États-Unis, dressée annuellement par le magazine Forbes, Bill Gates n'arrive plus en tête pour la première fois depuis 24 ans. Cette année, Jeff Bezos, le fondateur de l'entreprise de commerce électronique Amazon, occupe la première place avec une fortune estimée à 160 milliards de dollars (138 mds EUR).

En même temps, la fortune de Bill Gates, l'Américain le plus riche ces dernières décennies, serait passée de 89 milliards de dollars (77 mds EUR) l'année dernière à 97 milliards de dollars (84 mds EUR), mais n'arrive tout de même pas à lui apporter la première place.

Parmi les cinq Américains les plus riches figurent aussi Warren Buffett et Marc Zuckerberg avec des fortunes estimées à 88 milliards de dollars (76 mds EUR) et 61 milliards de dollars (52 mds EUR).

Comme l'indique Forbes, la fortune des 400 personnes les plus riches de la planète a augmenté de 2.000 milliards de dollars au cours de cette dernière année. sputniknews.com 03.10

Que ne feraient-ils pas pour légitimer la Constitution antidémocratique de la Ve République : Des sondages !

La preuve.

Sans rire, selon le baromètre Kantar-Sofres 48% des Français auraient "une bonne image" de Jacques Chirac. Puis ils nous rappellent qu'au moment de son départ il n'était qu'à 30% ! (Source : huffingtonpost.fr 04.10)

Ils ont la mémoire courte ou ils n'ont pas connu le général-président, il est glorifié dans tous les manuels scolaires...

- Le Général de Gaulle, président préféré des Français (et de loin) - Le HuffPost 04.10

En 69, ils l'aimaient un peu moins, ils l'ont viré ! Mais qui le sait, qui s'en souvient ? On appelle cela réécrire ou falsifier l'histoire par des procédés scélérats.

66% pensent le contraire, mais ils s'attardent sur les 33% restants. C'est cela la démocratie !

- François Mitterrand meilleur président de la République de ces quarante dernières années, selon un tiers des Français - Franceinfo 04.10

Par défaut, il fallait bien un premier et un dernier (Hollande).

A bas la Ve République minoritaire et illégitime !

- 56% des Français ne sont plus attachés à la Ve République Le sondage (Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et le Figaro - ndlr) révèle qu'une courte majorité de Français ne tient plus à la Ve République. Les réfractaires absolus sont deux fois plus nombreux que ceux qui y sont très attachés. Dans le détail, 20% des personnes interrogées ne sont pas du tout attachées à ce système, alors que seulement un Français sur dix (11%) se dit "très attaché" à la Ve République.

Ils ne demandent pas plus de "parlementarisme", mais l'instauration d'une véritable démocratie.

53% des Français interrogés jugent que le Sénat n'a pas un rôle utile. En revanche, 66% trouvent l'Assemblée nationale utile, ils sont 64% à penser la même chose pour le Premier ministre. Pour le tiers des sondés qui les jugent inutiles, ils estiment que c'est notre système, la Ve république, qui empêche ces institutions et acteurs d'avoir une quelconque utilité.

Les Français interrogés demandent plus de "parlementarisme" dans notre système. (Interprétation fallacieuse. - LVOG)

Le rejet des institutions et du bonapartisme atteint des sommets.

Quasiment une personne sur deux "seulement" est attachée au suffrage universel (53% sont attachés à cette élection, 44% ne le sont pas).

Les Français (49%) estiment qu'à moyen terme, notre système rend plus difficile la capacité à mener des réformes fondamentales sur la longueur. Notre système favoriserait "les dérives d'un pouvoir trop personnel" pour 62% des Français. Cette élection rend même un peu "fous" les hommes politiques visant la plus haute fonction de l'État, c'est l'avis de 71% des sondés. franceinfo 03.10

En effet, ce sont des psychopathes !

Voyage en macronie avant le naufrage.

Mémoires d'outre-tombe. Macron déjà à titre posthume : Encore un petit effort pour le concrétiser!

- Bruno Roger-Petit est désormais le « conseiller mémoire » de Macron - LePoint.fr 04.10

Fermez-là!

- Marlène Schiappa s'emporte à l'assemblée: "Taisez-vous et écoutez les réponses pour une fois!" - Le HuffPost 03.10

- Macron invite les Français à moins se plaindre. - AFP 04.10

À une retraitée qui se plaignait de sa faible pension, le président a répondu: "Le petit-fils du général (de Gaulle) m'a dit tout à l'heure" que la règle devant son grand-père était: "Vous pouvez parler très librement; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre." AFP 04.10

Mansuétude envers les riches et les puissants, haine viscérale des pauvres et des faibles. Il présente bien les signes d'un furieux psychopathe, il n'y a pas de doute.

C'est le genre de type qui est né avec une cuillère en argent dans la bouche, et qui balance à un miséreux : mais comment avez-vous fait votre compte pour en arriver là, sous-entendant qu'il avait dû y mettre du sien, voyez où j'en suis rendu... Entre nous, on ne l'envie pas !

De quoi se plaignent les retraités, ils auront été en "bonne santé" tout le temps qu'ils étaient exploités !

- 64,9 - Liberation.fr 03.10

L'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire le nombre d'années que peut espérer vivre une personne sans être limitée dans ses activités quotidiennes, a progressé en 2017 en France à 64,9 ans pour les femmes (+ 0,8 an), tandis qu'elle a légèrement reculé à 62,6 ans pour les hommes, selon la Direction de la recherche, de l'évaluation, des études et des statistiques (Drees). Par ailleurs, l'espérance de vie à la naissance s'établit à 85,3 ans pour une femme et 79,5 ans pour les hommes. Liberation.fr 03.10

Confirmation. Je l'ai écrit pas plus tard que dans la dernière causerie.

Comme quoi je suis parfaitement en phase avec la situation, et non hors sol ou coupé de la réalité comme certains l'affirment.

- En faisant la leçon aux Français, Emmanuel Macron se giscardise et abîme son lien avec eux - Le HuffPost 01.10

Même que sa nourrice l'aurait violemment sermonné!

L'épouse du chef de l'État, Brigitte Macron, a récemment fait éclater sa colère contre son mari, déjà déséquilibré par une popularité en chute libre et accablé par les affaires et les déconfitures politiques, a révélé sur Twitter le journaliste Frédéric Helbert.

Frédéric Helbert. - La "tannée" donnée à Macron par son épouse, ex-prof & mentor Brigitte Macron. "C'était un huit-clos derrière la lourde porte du bureau présidentiel. Mais ça cognait si dur qu'on a tout capté dit un officier de sécurité, teneur du propos selon source "Il faut arrêter les conneries maintenant!". sputniknews.com 04.10

Ah ben non alors, pour le coup, pourvu que cela dure, bon pas trop longtemps quand même, le temps de trouver une corde pour le pendre et elle aussi !

Commenceraient-ils à douter ? Profitons-en, coulons-le !

- Le bateau ivre - LeParisien.fr 2 octobre 2018

Y aurait-il quelque chose de pourri dans le nouveau monde d'Emmanuel Macron ? Seize mois après l'instauration au Louvre d'un jeune président solide comme un roc, voilà que tout se délite et part en poussière, comme un palais miné par les maux de la vieille politique. Ses ministres poids lourds s'auto-démissionnent les uns après les autres, qui plus est en prenant de court le président et son Premier ministre qui apprennent la nouvelle en direct dans les médias. Un camouflet, une gifle d'une violence inouïe !

Même sous Hollande, brocardé pour son flou, on n'avait jamais vu cela. Il ne faut pas s'y tromper, c'est bien une crise politique majeure. Un ministère-clé pour la sécurité des Français, l'Intérieur, vacant, un gouvernement dont bien des membres ont la tête ailleurs pour cause d'ambitions municipales ou européennes, un président qui n'arrive décidément plus à imprimer sa boussole, à redonner du sens, à maîtriser les horloges.

Ce sont les collaborateurs démissionnaires qui donnent le tempo. Contraignant désormais le chef de l'Etat, en cette rentrée calamiteuse, au remaniement permanent. Emmanuel Macron, fringuant, avait entamé sa conquête de l'Elysée en

quittant Bercy à bord d'une vedette sur la Seine. Il ballote aujourd'hui sur un bateau ivre. LeParisien.fr 2 octobre 2018

Comme l'a écrit Gluckstein dans son dernier éditorial (La Tribune des travailleurs), heureusement pour Macron qu'au sein du mouvement ouvrier : "En haut, sur le plan politique, les partis de « gauche » semblent tétanisés : par leurs déchirements internes pour les uns ; et pour d'autres, par une stratégie subordonnée au calendrier électoral et donc au maintien en place du président jusqu'en 2022."

Quand l'affairisme alimente la crise politique.

- Collomb a présenté sa démission à Emmanuel Macron qui l'a refusée - AFP 01.10

- Macron réunit son Conseil des ministres, en pleine crise Collomb - AFP 03.10

En pleine crise gouvernementale, Emmanuel Macron réunit mercredi son Conseil des ministres sans Gérard Collomb dont le président a fini par accepter la démission dans la nuit.

"Le Conseil des ministres", mercredi à partir de 10h00, se déroulera "avec le gouvernement ainsi constitué", a ajouté la présidence. En conséquence, et signe de la crise qui agite le plus haut sommet de l'Etat, le Premier ministre a annulé son déplacement en Afrique du Sud prévu jeudi et vendredi, a annoncé Matignon à l'AFP.

La rupture est ainsi définitivement consommée entre le chef de l'Etat et M. Collomb, soutien de la première heure et longtemps considéré comme un "fidèle parmi les fidèles".

Le N.2 du gouvernement avait remis mardi après-midi sa démission pour la deuxième fois en 48 heures afin de reprendre la mairie de la capitale des Gaules, qu'il a dirigée pendant seize ans avant de devenir ministre en 2017.

Le départ de ce poids lourd du dispositif macronien a plongé le pouvoir, déjà fragilisé par une rentrée difficile, dans une nouvelle crise.

A peine rentré de son voyage aux Antilles, Emmanuel Macron perd son troisième ministre d'État depuis son arrivée à l'Élysée après la démission de François Bayrou en juin 2017 et celle de Nicolas Hulot en septembre.

Lundi, M. Macron avait refusé la démission de l'ancien maire PS de Lyon. Mais le "premier flic de France", 71 ans, a continué le bras de fer en maintenant sa décision de quitter le gouvernement.

"Nous constatons aujourd'hui que c'est l'ensemble du pouvoir, l'ensemble de la macronie qui est en cause", a estimé la députée LFI Danièle Obono.

"C'est bien la chute d'un régime, parce que tous les ministres d'Etat sont tombés les uns après les autres. Le président de la République voulait être maître des horloges. Aujourd'hui il a perdu le fil du temps", a abondé Damien Abad, vice-président des Républicains.

La nomination provisoire d'Edouard Philippe à l'Intérieur souligne le manque de réservoir et la difficulté pour l'exécutif de trouver un remplaçant à Gérard Collomb à ce poste stratégique.

Des six principaux ministres dans l'ordre protocolaire en place au début du mandat d'Emmanuel Macron, il ne reste aujourd'hui plus que Jean-Yves Le Drian, aux Affaires étrangères, dont le nom circule également pour prendre le relais de M. Collomb.

"Pour remplacer le numéro 2 du gouvernement, il faut une stature avec si possible un ancrage territorial", indique une source gouvernementale. AFP 03.10

- Gérard Collomb, septième démission de la présidence Macron - LeFigaro.fr 03.10

- Education Nouvelle démission au Conseil des programmes : la vice-présidente d'ATD-Quart monde claque la porte - Liberation.fr 03.10

Troisième départ en un an. Marie-Aleth Grard (photo), vice-présidente d'ATD-Quart monde, quitte à son tour le Conseil supérieur des programmes (CSP), chargé de rédiger les programmes scolaires. Cette démission intervient après celle de son président, Michel Lussault, et celle de sa vice-présidente, Sylvie Plane. «On ne peut plus discuter au CSP. Nous étions un lieu où on écoutait la parole des autres. Ce n'est plus le cas», justifie Marie-Aleth Grard dans un entretien au Café pédagogique, un média spécialisé dans l'éducation. Elle estime que le Conseil supérieur des programmes ne défend plus les intérêts des élèves issus

de familles défavorisées. «On n'est pas proches du tout des parents en général, et encore moins des parents pauvres», assène-t-elle. Liberation.fr 03.10

Je ne vois pas très bien le rapport entre les programmes scolaires et le fait d'être issu de parents pauvres, cela a toujours été le cas, non ? Je n'ai fréquenté que des écoles chics, une connerie de mes parents qui étaient trop arriérés pour m'apporter le moindre soutien scolaire, mon père était menuisier, tandis que mes petits camarades de classe bénéficiaient de celui de leurs parents, le père du plus misérable était au moins ingénieur...

En famille.

- Édouard Philippe à Valls: "La France vous sera toujours reconnaissante" - AFP 03.10

- Ces propos de François de Rugy ont consterné jusque dans les rangs de la majorité - Le HuffPost 03.10

En prime.

- Etat Privatisation en vue pour ADP, Engie et FDJ - Liberation.fr 04.10

Parole d'Internaute.

- "Le but du capitalisme, indépendamment des entreprises exerçant sous ce régime, est exclusivement de maximiser la part du profit.

Du point de vue capitaliste, les Travailleurs et la Planète ne sont que force de travail et ressources physiques, qu'il convient d'exploiter au moindre coût.

Toutes autres considérations (destruction de l'écosystème, paupérisation...) sont sans objet car ignorées du Système.

Le capitalisme n'a pas pour objet de répondre aux besoins réels. Satisfaire les besoins réels n'est qu'une conséquence particulière – et non un cas général comme on le laisse penser – de la recherche de profit.

Bien au contraire, depuis des décennies, la recherche du profit a pour conséquence d'empêcher un nombre croissant d'individus de répondre à leurs besoins élémentaires !"

Dialogue entre internautes.

- Parce que le vrai capitalisme celui de papi et de grand papi, misait au contraire sur le long terme, fabriquait des biens "qui durent", développait l'entreprise au lieu de la vendre au plus offrant des financiers pour dépeçage, et n'allait pas s'installer en Chine ou au Cambodge...

Un internaute lui répond :

- On peut se souvenir de la condition ouvrière sous le régime des capitalistes à la papi. Je ne crois pas qu'ils avaient de congés payés, ni les 35 heures, et pas de sécurité sociale... Et cela s'est terminé par la boucherie de 14, puis de 39.

LVOG - Eh oui, il n'existe pas de bon et de mauvais capitalisme !

Ils osent tout

- Les Américains rejettent à 41% la nomination de Kavanaugh à la Cour suprême - Reuters 03.10

- 6 mois de prison ferme pour avoir giflé une jeune femme dans la rue à Paris - AFP 04.10

- Les Occidentaux accusent la Russie de cyberattaques mondiales - AFP 04.10

- Londres accuse le renseignement militaire russe de mener des cyberattaques - Franceinfo 04.10

- Washington accuse Téhéran d'être le principal soutien du terrorisme - Reuters 04.10

- La Chine juge "ridicules" les accusations d'ingérence du vice-président américain - AFP 04.10

- Brésil: la présidence à portée du candidat d'extrême droite - AFP 04.10

L'AFP exulte, c'est son candidat !

Dossier. Végan ou le fanatisme assumé.

Le totalitarisme néolibéral ou le lobbysme politique permanent. Du reaganisme ou véganisme, les méfaits dévastateurs d'une lobotomie théorisée par l'extrême gauche.

Si vous n'étiez pas encore suffisamment dégoûtés de la politique, du mouvement ouvrier et de la société, afin de laisser à ceux qui détiennent tout le pouvoir le loisir de l'exercer tranquillement à leur guise contre vos intérêts, et bien voilà ce qui devrait y contribuer.

Je crois que j'ai découvert ce que recouvre le véganisme dans un article publié par le blog Les Crises (Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme). Il s'agit d'un article de The Independent, un journal britannique en ligne étiqueté de gauche et réputé pour "*son engagement proeuropéen et ses positions libérales sur les questions de société*" (Courrier International), effectivement cela va ensemble.

Pour mieux situer cet article, il faut également savoir que The Independent a été racheté en 2016 par le groupe de presse britannique Johnston Press qui compte plus de 200 journaux, magazines et sites Internet et plus de 32 millions de lecteurs (<http://www.johnstonpress.co.uk>), et il est évidemment coté en bourse.

On est donc en présence d'une entreprise oligarchique ou d'une question exploitée ou instrumentalisée par l'oligarchie pour son compte, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Dans cet article on peut lire que "*le système alimentaire mondial devra être revu*", et finalement "*les produits laitiers et la viande devraient céder la place à des régimes à base essentiellement végétale*", ce qui correspond à la définition du véganisme.

Après on ne pourra pas m'accuser de divaguer ou de me livrer à un procès d'intention, d'avoir inventé le lien qui existe entre cette campagne violente en faveur du véganisme et l'oligarchie, il est établi.

Un des aspects essentiel de cette nouvelle machination dans l'hypothèse où elle serait menée à son terme, consiste à favoriser la baisse de consommation de viande, donc de la production de viande, logique qui aboutirait à la réduction de l'offre par rapport à la demande, demande qui demeurerait intacte parce que personne ne changerait par décret du jour au lendemain ses habitudes alimentaires, ce qui se traduirait par l'envolée du prix de la viande que seuls les nantis pourraient dès lors encore se procurer, tandis que la masse du peuple serait atteinte de lourdes carences qui précipiterait sa dégénérescence, on pourrait donc assimiler cette opération à une entreprise eugéniste, criminelle, si elle conduisait à cette extrémité. Elle a déjà fait 4 morts en Italie. (Wikipédia)

Pilotée d'en haut et relayée gracieusement par les médias-oligarques, elle a bien d'autres implications ou conséquences (y compris sur le plan politique) qui toutes sont également tournées contre les couches inférieures ou les plus vulnérables de la société, plus largement elle vise l'ensemble des travailleurs, y compris des classes moyennes.

On s'aperçoit que toutes les campagnes qu'ils ont orchestrées sur ce qu'ils appellent des questions de société depuis maintenant des décennies, mais plus particulièrement depuis 2012, étaient destinées à modifier ou briser de gré ou plutôt de force les normes ou les us et les coutumes ou encore préjugés adoptés par l'ensemble de la société depuis des lustres, qui se traduisaient par un certain mode de pensée et de comportement qui se transmettait de génération en génération, ce qui selon leurs propagandistes permettrait de mettre fin à certaines injustices dont leur classe (celle des capitalistes) était responsable il faut préciser, de sorte qu'elle apparaisse progressiste ou pour enfin pouvoir donner un visage plus humain au capitalisme, sans pour autant que disparaissent tous les maux qui accablent l'ensemble de la population hormis les nantis, sans remettre en cause l'existence du régime puisqu'il s'agit au contraire de le présenter sous un angle avantageux.

Conclusion : Tous ceux qui s'engagent dans ces campagnes ou les soutiennent font systématiquement le jeu du régime ou de la réaction.

Bê, bê, bê. Après la théorie foireuse des droits de l'homme, voilà venue celle des droits des animaux qui l'est tout autant.

Encore une fois, elle a été propulsée par les médias appartenant à des oligarques.

Sous l'Ancien Régime, ce fut la religion essentiellement qui servit d'instrument pour monter les peuples les uns contre les autres ou les diviser, pour justifier les pillages, les massacres ou les guerres, afin d'accroître la richesse ou le pouvoir, les territoires des souverains et leur cour. Dans les manuels scolaires, il est encore fait référence aux guerres de religion qui n'ont jamais existé, puisqu'il ne s'agissait que de guerres de rapine, la religion servait uniquement de caution morale pour couvrir les intentions ou intérêts inavouables des féodaux et propriétaires terriens en soutane ou djellaba.

De nos jours, les oligarques, les élites qui les servent, leurs représentants, leurs médias, l'armée supplétive de larbins qu'ils ont recrutés bénévolement au sein du mouvement ouvrier, se servent de tout ce qui leur tombe sous la main pour opposer toutes les couches de la population de toutes les classes, pour détourner les travailleurs de la lutte de classe, pour achever la dislocation du mouvement ouvrier, auquel pour se faire ils ont emprunté un certain nombre d'aspirations, somme toute légitimes mais secondaires dans la mesure où elle ne pourront être satisfaites qu'une fois le capitalisme aboli, ce qui ne peut évidemment pas être l'objet des questions soulevées par l'oligarchie. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point ceux qui y mêlent leurs voix se fourvoient gravement, font preuve d'un aveuglement, d'un opportunisme incroyable ou ne sont pas à une contradiction près.

Cela a commencé avec l'écologie peu de temps après 68. Il fallait absolument briser, disloquer l'unité des masses qui avait commencé à se réaliser, interdire qu'elle ne se rassemblent dans l'avenir et parviennent à poser et à résoudre la question du pouvoir. Cette menace dirigée contre le régime devait être écartée par tous les moyens. C'est ainsi que quelques années plus tard ils en vinrent à concevoir et développer le concept d'ONG, d'association à vocation progressiste, sociale ou humanitaire, qui viendrait empiéter sur le terrain du mouvement ouvrier, entreprise qui serait d'autant plus facilitée du fait qu'il était déjà corrompu, et que le virage néolibéral annoncé signifiait à court terme l'arrêt de mort définitif du réformisme (De ce qu'ils ont appelé les Trente Glorieuses), sur lequel il avait surfé pendant la période de reconstruction qui avait suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qui devait coïncider avec son déclin inexorable. La place était chaude, et comme il n'y avait personne pour la prendre, ils s'en sont chargés en somme. C'était l'Etat, les oligarques ou les aristocrates du régime (Sortis des grandes écoles comme l'ENA) qui allaient les financer.

Pour ne pas être en reste ou s'apercevant que son déclin s'accélérait, les dirigeants du mouvement ouvrier prirent la décision de participer activement à cette opération ou même d'en prendre la direction, précipitant sa décomposition et sa chute jusqu'à le réduire à l'impuissance ou à le neutraliser pour le bonheur des capitalistes. L'avant-garde du mouvement ouvrier résista, mais n'étant pas parvenue à comprendre et à prévoir l'orientation du capitalisme pour modifier à temps sa conception de lutte de classe, elle finit pas craquer complètement, ce qu'on peut observer quotidiennement de nos jours. Elle a sous-estimé la nature et la portée de ces nouvelles représentations idéologiques créées par l'oligarchie, de la même manière qu'elle ne comprendra pas celles des réseaux numériques.

Depuis ils ont rattrapé le temps perdu, ils se sont tous mis au diapason en collaborant à cette formidable machination destinée à enchaîner davantage les masses au char du capitalisme roulant à tombeau ouvert vers l'abîme. Ils sont tous devenus écologistes, antiracistes, homophiles, etc. et les plus dégénérés d'entre eux ont adopté l'écriture inclusive (exemple : militants.es) et le dernier truc à la mode, le véganisme ou végétalisme, sans parler des drogues. En fait, dès que l'oligarchie lance une campagne mondiale, ils sautent à pieds joints dedans, il faut absolument qu'ils en soient ! Et le plus grave, c'est que cela va jusqu'à apporter leur soutien aux guerres impérialistes contre les peuples du Moyen-Orient. On comprend pourquoi après s'être ainsi discrédités, quand ils apportent leur soutien à Maduro ou Morales par exemple, personne ne les prend au sérieux et à juste titre.

La palme nauséabonde de la putréfaction de l'avant-garde du mouvement ouvrier revient incontestablement au NPA, à sa tendance Claire plus précisément, qui a cru bon de publier un article d'une obscure organisation allemande dénommée Bündnis Marxismus und Tierbefreiung ou Alliance pour le marxisme et la libération animale, qui reprend la rhétorique des adeptes cinglés du véganisme ou végétalisme, à grand renfort de références ou citations de Marx ou Engels, versant dans un dogmatisme débridé, fanatique, un délire absolu!

Je déconseille fortement d'adopter ce type d'alimentation, car il peut rapidement se traduire par des carences aux effets irréversibles si elles ne sont pas traitées à temps, elles peuvent même être fatales. J'ai exposé un cas dans la précédente causerie. J'ai aussi précisé que je mangeais peu de viande ou de produits issus de la mer, pour des raisons économiques et parce que je n'en éprouve pas particulièrement le besoin et non pour me conformer à une doctrine. Donc je n'ai aucun parti pris sur ce sujet.

Au passage, autrefois j'ai étudié pendant quelques années la composition des produits destinés à l'alimentation humaine, ainsi que leurs effets sur le métabolisme, sérieusement, à fond comme toujours, il s'agissait d'ouvrages méticuleusement choisis et rédigés par des médecins ou des chercheurs de différents pays, j'ai évidemment mis en pratique ce que j'avais appris, j'ai même été propriétaire d'un petit magasin de diététique pendant 10 mois au milieu des années 80.

Je vous avoue que j'ai parcouru cet article interminable en diagonale seulement pour ne pas perdre mon temps, j'ai franchement plus important à faire. En voici l'adresse (<https://tendanceclaire.org/article.php?id=1431>) pour ceux qui veulent se faire une idée du degré de dégénérescence qu'on peut atteindre tout en se réclamant du marxisme, je les préviens, attention, c'est effrayant, un tel fanatisme, effrayant ! Mais surtout que cela ne serve pas de repoussoir à tous ceux qui envisageaient d'étudier sérieusement le marxisme. Je leur conseille vivement de s'en tenir à Marx, Engels, Lénine et Trotsky, et une fois acquises les bases du matérialisme dialectique ils pourront aborder d'autres auteurs qui se réclament plutôt à tort qu'à raison du marxisme.

J'ai relevé deux passages dans cet article.

- "*Les humains, créatures naturelles qui doivent satisfaire des besoins naturels (comme manger, boire, etc.) ont une différence de degré et non de nature avec les animaux, et cette différence de degré est le résultat de leur propre praxis sociale.*"

Les humains, ces "*créatures naturelles*", elles ne sont pas apparues spontanément à notre connaissance. Elles ont une très longue histoire derrière elles. Elles sont issues d'une espèce animale vieille de dizaines de millions d'années. Elles présentent la particularité d'être composées en grande partie de protéines à l'origine de la formation de la plupart des molécules qui constituent les organismes vivants ainsi que les organes du corps humain. Ces protéines sont donc absolument vitales à leur développement et à leur fonctionnement. Sachant que les protéines d'origine animale ont une valeur supérieure aux protéines d'origine végétale, de par leur composition et la diversité de ses éléments qui ont des fonctions particulières, on peut en déduire que l'alimentation carnée de primates a sans doute joué un rôle déterminant dans l'apparition des hominidés ou les ancêtres de l'Homo sapiens, j'irais même plus loin dans le processus d'évolution de son cerveau et de l'homme tout court...

Un jour après avoir rédigé ce passage de mémoire, j'ai trouvé ceci sur Internet qui apporte quelques détails supplémentaires, notamment sur le rapport entre le développement de la boîte crânienne et l'alimentation carnée de nos ancêtres... bien avant les Gaulois !

Wikipédia - La cuisson de la viande mais surtout des légumes-racines tubéreuses agit comme une forme de « pré-digestion », permettant de consacrer moins d'énergie à la digestion de la viande, des tubercules, ou de protéines telles que le collagène. Le tube digestif a diminué, ce qui a permis d'octroyer plus d'énergie au cerveau humain. Ainsi, par comparaison, si l'homme moderne mangeait seulement des aliments crus et des produits alimentaires non transformés, il aurait besoin de manger 9,3 heures par jour afin d'alimenter son cerveau. Un régime essentiellement crudivore entraîne à long terme de graves carences nutritionnelles (baisse de l'indice de masse corporelle, aménorrhée chez les femmes).

Comme des neuroscientifiques l'ont montré, le nombre de neurones est directement corrélé à la quantité d'énergie (ou de calories) nécessaire pour alimenter le cerveau. La cuisson des aliments a donc permis de faire sauter un verrou physiologique et métabolique, fournissant plus d'énergie au cerveau qui aujourd'hui ne représente que 2 % de la masse corporelle des hommes modernes mais consomme 20 % de l'énergie basale nécessaire au corps humain. Wikipédia

Si j'ai bien compris sans la domestication du feu, l'homme serait demeuré un ruminant ou son espèce aurait disparu!

A propos de l'Homo ergaster qui a vécu il y a 1,9 million d'années.

Son volume endocrânien varie de 750 à 1 050 cm³, avec une tendance à l'augmentation au fil du temps. Cet accroissement du volume du cerveau semble avoir été favorisé par une consommation régulière de viande.

Bien avant la domestication du feu, Homo ergaster aurait consommé de la viande animale sans pouvoir la faire cuire. Or la viande crue est bien plus difficile à mâcher et à digérer que la viande cuite. Elle requiert un appareil masticatoire et un système digestif nettement plus développés que ceux des hommes modernes. Homo ergaster aurait préalablement découpé ou écrasé la viande à l'aide d'outils lithiques, ce qui aurait permis de gagner une partie des avantages de la cuisson. La mise en œuvre de cette forme de prémâchage aurait ouvert la voie à un changement évolutif vers la réduction de la taille des dents, des muscles masticateurs, et de la longueur des intestins. Le visage se serait ainsi modifié en s'affinant. Des dents plus petites auraient favorisé le développement de la parole. Wikipédia

En revanche dans un blog de l'université d'Angers (<http://blog.univ-angers.fr/veeganiisme/lhistoire-de-ce-recent-morale-de-vie>), figure une contrevérité : "*A l'origine les Hommes ne se nourrissaient pas de viande, mais de fruit selon certain texte biblique.*"

Heureusement que des préhistoriens plus méticuleux demeurent strictement sur le terrain de la recherche scientifique au lieu de verser dans l'idéologie.

- Autrefois, les préhistoriens astiquaient la denture des hommes préhistoriques avant d'exposer leurs crânes, pour des raisons esthétiques. Aujourd'hui, ils récoltent soigneusement le tartre pour analyser les bactéries, l'ADN et les micro bribes de végétaux qu'il recèle. Ce nouveau type de fouilles high-tech a permis de découvrir que Neandertal, tout comme Homo sapiens, avait un régime alimentaire beaucoup plus diversifié qu'on ne le pensait. Les dents sont même autrement plus bavardes : placées sous un microscope électronique à balayage, elles peuvent dire ce qu'un homme ou une femme préhistorique a mangé lors de son dernier repas.

Un indice parmi d'autres: "*les stries verticales et longues indiquent une alimentation à base de viande alors que les stries horizontales témoignent d'une alimentation plus riche en végétaux*", explique le paléanthropologue Antoine Balzeau, qui travaille au Musée de l'Homme. (<https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo>)

- A côté des produits de la cueillette, la viande occupe une place importante, indique Marylène Patou-Mathis, chargée de recherche à l'Institut de Paléontologie Humaine (Paris). (...) « *Les Néanderthaliens ont un régime de type loup, dit-elle. Mais les Sapiens Sapiens sont aussi très carnivores.* » La chasse, mais aussi le charognage des gros animaux fournissent des muscles et surtout des abats, très recherchés pour leur haute densité nutritionnelle. Au total, Boyd Eaton estime que les hommes du paléolithique se procuraient 30% de leurs calories sous la forme de protéines, soit deux fois les apports actuellement conseillés pour la population française. (<https://www.lanutrition.fr>)

Marylène Patou-Mathis relève que des femelles ont été chassées, vraisemblablement pour leur viande plus grasse. « *A certaines périodes, les Préhistoriques consomment des femelles gravides, pour leur placenta et leur fœtus. De très jeunes animaux sont abattus, là encore pour la richesse en graisses.* » Ces graisses réalisent un équilibre quasi-idéal entre les deux familles d'acides gras essentiels, Oméga 3 et Oméga 6. (id)

Question : Comment nos lointains ancêtres pouvaient-ils savoir que la consommation de tel organe ou telle molécule était bénéfique à leur santé ? Pardi, instinctivement, ce qu'ignorent ou nient de nos jours des professeurs d'université. Quel bonheur d'être autodidacte ou de ne pas leur ressembler !

- (A partir du début du néolithique) Comme l'alimentation carnée et la part des protéines reculent, cette époque est marquée par une nette diminution de la taille moyenne. (id)

En Asie où les hommes mangent peu de viande, ils sont plus petits que la moyenne, bien que le soja soit riche en protéine, cela pour la Chine et l'Asie du Sud-Est.

Bref, tous les hommes jadis depuis au moins les australopithèques étaient carnivores (vers 7 millions d'années), non pas par le biais de leur éducation ou d'us ou coutumes, mais de manière naturelle ou inné n'en déplaise à ces fanatiques. Ils se mirent à en consommer davantage après la domestication du feu (il y aurait 400.000 ans), puis après celle de bovins lors du passage au néolithique, ils se mirent à consommer également du lait et ses dérivés, des céréales, mais un peu moins de viande, les bienfaits du développement des forces productives, n'en déplaise aux ennemis du marxisme. J'ai le souvenir avec mon ex-épouse d'avoir donné de la viande et du poisson à manger à notre fille dès le plus bas âge, très rapidement, elle devait avoir quelques mois seulement, mélangé à de la purée, et nous remarquâmes qu'elle y prit goût immédiatement, surtout de la sole cuite à la vapeur et agrémentée d'un bout de beurre et un peu de sel.

Nous sommes donc en présence d'un parti pris idéologique, car aucun homme ne devient spontanément végétarien, végétalien ou végétalien.

Dans certains pays, la religion a prescrit aux hommes de ne pas manger certains animaux pour mieux les soumettre à leur autorité, boeuf, vache ou porc, etc. leur immense compassion n'allant tout de même pas au cours de leurs cultes ou rites jusqu'à épargner la vie d'autres animaux, coq, brebis, etc. qu'ils sacrifient et égorgent à tour de bras.

Le second passage de leur document que j'ai relevé ne figure nulle part dans La question juive de Marx ou il a été totalement déformé.

- "*Comme l'écrit Marx, « la façon de percevoir la nature sous la domination de la propriété privée et de l'argent est un véritable mépris et une dégradation pratique à la nature » (Sur la question juive)*"

Voici ce qui figure à la page 14 de la version électronique :

- L'idée que, sous l'empire de la propriété privée et de l'argent, on se fait de la nature, est le mépris réel, l'abaissement effectif de la religion, qui existe bien dans la religion juive, mais n'y existe que dans l'imagination.

Leur document se terminait en apothéose.

- "*La lutte de classe pour la libération des animaux est la lutte pour la libération du prolétariat*", en fait, c'est exactement l'inverse !

Parodions-les par dérision en recourant au même ouvrage de Marx :

Marx - "*les « droits de l'homme », distincts des « droits du citoyen, » ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté*", ajoutons, et les « *droits de l'animal* » ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise de consommer de la viande tandis que le reste de la société en sera privé.

Finalement, et c'est ce que nous retiendrons, leur démarche s'inspire de la théorie selon laquelle il faudrait changer les hommes pour pouvoir ensuite changer la société, alors que tout le développement historique depuis la nuit des temps a démontré

exactement le contraire. La réfutation de cette théorie est justement ce qui caractérise le marxisme ou le socialisme qui n'a fait que décrire, traduire ou retranscrire ce processus matérialiste dialectique.

Vouloir changer les hommes sans changer au préalable de société (Gramsci, Mélenchon, etc.), c'est comme prétendre que les forces productives pourraient se développer indéfiniment de manière à pouvoir satisfaire les besoins de tous les peuples sans avoir à changer de mode de production, c'est d'ailleurs ce qui politiquement sous-tend ou caractérise cette manipulation des esprits, pourquoi devrions-nous nous débarrasser du régime capitalisme puisque malgré ses tares finalement il demeure synonyme de progrès, gardons espoir camarades... dans le capitalisme, et vive le marxisme, le communisme, le trotskysme, le socialisme !

C'est terrible d'en arriver à une telle déchéance.

Le fanatisme d'une secte.

Vous devriez exclure de votre alimentation ou de votre mode de vie : la viande, le poisson, les crustacés, les mollusques, la gélatine, le lait, le beurre, le fromage, la crème fraîche, les glaces, les pâtisseries, les œufs, le miel, le cuir, la fourrure, la laine, la soie, l'alpaga, le cachemire, les perles, la nacre, les plumes, la corne, la cire d'abeille, les cosmétiques et médicaments testés sur des animaux ou contenant des substances animales, etc.

Qu'il faille fuir les zoos, les cirques, les aquariums, les corridas, les centres équestres, les champs de courses, etc. on n'a pas attendu après eux pour cela. Ils ont oublié tous les films dans lesquels des animaux jouent un rôle.

Au fait, je me demande pourquoi il faudrait épargner les animaux dits de compagnie, principalement les chiens et les chats qui ne peuvent pas manger ou pisser quand ils en ont envie, qu'on tient en laisse, qu'on enferme, et je ne parle pas des oiseaux en cage, même dorée comme dirait Prévert, la liberté a un goût amer. Je m'en suis débarrassé et j'ai la conscience plus tranquille.

Avant que cela prenne, les guerres impérialistes auront fait couler beaucoup de sang...

Dans le monde, les végétariens ne représentent rien. 2,3 % au Canada, 1% en Allemagne, 0,5 % en Autriche, 0,3 % en Belgique, 0,27 % aux Pays-Bas, 1,05 % en Grande-Bretagne, 1 % en Suisse, 0,5 % aux Etats-Unis, ce sondage indiquait que 70 % des Américains ayant adopté un régime alimentaire végétarien à un moment donné ont fini par l'abandonner. (Source : Wikipédia) La palme revient comme il se doit à l'Etat sioniste avec 5%, soit 300.000 personnes, sur 7,4 milliards, on a encore de la marge !

On a bien encore affaire ici au mécanisme infernal selon lequel 1% ou moins veut imposer sa loi au 99% restants, cela ne vous dit-il pas quelque chose ? Si, bravo, c'est bien sorti du même tonneau, origine contrôlée s'il vous plaît !

En guise d'épilogue.

Evidemment, aucun d'entre nous ne souhaite infliger des mauvais traitements ou des souffrances inutiles à quelque animal que ce soit, à aucun être vivant. Mais on doit bien admettre que dans certains cas ce soit indispensable de les éliminer, parce qu'ils nuisent à l'environnement de l'homme ou parce que l'homme en a besoin pour se nourrir ou assurer la survie de son espèce, au bout de 7 millions d'années on ne se refait pas, pas même par décret !

Etant l'espèce supérieure ou régnaute sur toutes les espèces vivantes, l'homme et son existence n'en est pas moins vulnérable pour autant, défendant son territoire et ses besoins il entre donc en concurrence avec toutes les espèces qui en font autant de leur côté, à armes inégales puisque l'homme a été le seul en mesure d'en inventer, il est donc naturel qu'ils s'en servent, on lui reprochera seulement d'en user à tort et à travers quand il pourrait s'en passer, ce qui n'a rien de surprenant sachant qu'il n'a même pas conscience de sa propre nature, ne parlons pas des actes de cruauté ou de barbarie que certains peuvent être amenés à commettre gratuitement et qui doivent être condamnés sans réserve. L'homme n'est pas davantage un prédateur que les autres espèces moins évoluées, qu'un magnifique petit oiseau qui déchire et dévore vivant un insecte par exemple.

Il n'est pas encore parvenu au stade supérieur de développement qui permettrait d'envisager d'autres rapports avec les animaux, d'éliminer tous ceux qui sont étrangers à son alimentation. Pourquoi consommer tout ou partie d'un animal quand on pourrait procéder autrement ou s'en passer en recourant à d'autres matériaux, en ayant toujours à l'esprit que l'homme appartient à la longue chaîne de la biodiversité, et que préserver son équilibre intrinsèque ne peut se réaliser qu'en respectant la place et le rôle que chaque espèce assume sous peine d'entraîner la disparition de certaines espèces, y compris l'homme.

Il ne pourra pas atteindre ce stade supérieur sous le régime capitaliste, puisque ce mode de production n'est guidé que par la soif insatiable du profit et du pouvoir. Il faudra mettre un terme au règne de la nécessité pour que les animaux tout comme les hommes bénéficient du respect et du bien-être auquel ils aspirent légitimement ou puissent vivre en harmonie, mais pas avant, ceux qui vous font croire le contraire sont des ignorants ou des charlatans, parfois pire encore.

[Chaque jour les marchands d'esclaves vous vantent leur camelote frelatée.](#)

- L'instant détox : est-ce que l'immigration apporte quelque chose à la France ? - Franceinfo 01.10

"Depuis que la révolution industrielle a amené à avoir un besoin de main-d'oeuvre qui dépasse largement le cadre français, ce qui fait que des gens de l'extérieur sont venus, c'est toujours le même mécanisme : en période de prospérité, il y a des tensions, mais ça se règle. En période de crise, immédiatement l'immigré devient le bouc-émissaire", explique Carl Aderhold, coréalisateur du documentaire Histoire d'une nation, diffusé en ce moment sur France 2. Franceinfo 01.10

Le reste de l'article, soit les trois-quarts, faisait l'apologie de l'immigration, rappelant qu'1 Français sur 2 était d'origine étrangère de par ses aïeux ou ses ancêtres éloignés, comme si nous ne le savions pas, mais le problème n'est pas là. Il réside dans le fait que la survie du capitalisme au-delà des conditions qui auraient dû se traduire par sa disparition ou le passage au socialisme, se traduit dorénavant par l'exacerbation, la putréfaction de tous les rapports sociaux qui se retournent contre l'ensemble de ses acteurs, y compris ceux qui détiennent le pouvoir, le nouvel épisode de la crise politique ouverte depuis l'arrivée de Macron au pouvoir l'illustre quasi quotidiennement.

Ils alimentent en permanence l'immigration ou la pompe à boucs émissaires parce qu'ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ce qui constitue un des deux éléments qui caractérisent une situation révolutionnaire, sans que l'autre ne soit mûr, quand les masses ne peuvent plus vivre comme avant, ce qui par conséquent devrait conforter la droite et se traduire par une poussée de l'extrême droite, or ce n'est pas exactement le scénario qui se produit, on assiste plutôt à une désaffection du terrain du politique de la part des masses, laissant le champ libre à ceux qui ont mis au point cette mise en scène, de sorte qu'ils contrôlent la situation et appliquent leur programme, jusqu'à quand ? C'est la question qui doit les tarauder jour et nuit..

- Adolescents migrants à Paris : Human Rights Watch appelle l'Etat à faire plus - Liberation.fr 04.10

L'organisation internationale dénonçait en juillet la façon dont les adolescents migrants étaient traités par l'administration à Paris. Trois mois plus tard, elle juge que trop peu d'efforts ont été faits par les autorités. Liberation.fr 04.10

Human Rights Watch : elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute. (Wikipédia.org) No comment !

Totalitarisme. Justice sélective ou une interprétation du droit à géométrie variable.

- 6 mois de prison ferme pour avoir giflé une jeune femme dans la rue à Paris - AFP 04.10

L'homme qui avait giflé une jeune femme, Marie Laguerre, fin juillet dans la rue à Paris a été condamné jeudi par le tribunal correctionnel à un an de prison dont six mois avec sursis.

Cet homme de 25 ans, qui comparaisait détenu, reste en prison. Le tribunal a également prononcé une obligation de soin et une interdiction d'entrer en contact avec la victime, à laquelle il devra verser 2.000 euros en réparation du préjudice moral.

Il devra également suivre un stage de sensibilisation aux violences au sein du couple et contre les violences sexistes.

L'affaire avait éclaté fin juillet, lorsque Marie Laguerre, une étudiante de 22 ans, avait publié sur Facebook un billet racontant son agression, images de vidéosurveillance à l'appui. Elle y accusait l'homme de lui avoir adressé des bruits et remarques à connotation sexuelle.

"J'ai donc lâché un +ta gueule+ en traçant ma route. Car je ne tolère pas ce genre de comportement", écrivait-elle. L'homme lui avait alors jeté un cendrier, avant de la gifler violemment devant des témoins, en pleine journée.

Les images avaient suscité l'indignation, aussi bien en France qu'à l'étranger, sur fond de débat sur le harcèlement de rue. AFP 04.10

Ils multiplient les condamnations pour l'exemple pour terroriser la population... Attention, au moindre mot de travers, à la moindre allusion déplacée, au moindre geste douteux, vous pourrez être condamné !

La haine et la vengeance d'un régime corrompu, minoritaire et illégitime

- Le couple molesté par Benalla sera jugé - Reuters 02.10

Le jeune couple molesté par l'ancien chargé de mission de l'Elysée Alexandre Benalla en marge des manifestations du 1er mai à Paris sera jugé pour violences volontaires sur personnes dépositaires de l'autorité publique, a-t-on appris mardi soir de

source judiciaire.

Chloé P. et Georgios D. ont été interrogés sous le régime de la garde à vue une grande partie de la journée et "se sont vus remettre une convocation devant le tribunal correctionnel", a-t-on précisé de même source.

"Aucune plainte n'a été déposée contre eux par les forces de l'ordre et celles-ci n'ont eu à déplorer aucun blessé dans leurs rangs", selon leur avocat Me Sahand Saber sur son compte twitter. Reuters 02.10

Pas de plaintes des policiers, pas de blessés, en revanche ils vont leur faire payer d'avoir chargé Benalla...

Au fait, le voyou Benalla, toujours pas jugé, toujours pas inculpé, toujours en liberté ?

Benalla, le "protégé" de Macron, entre djihadistes, voyous et gangsters ou comment ils recyclent les ordures.

- A Londres, la mystérieuse rencontre entre Alexandre Benalla et Alexandre Djouhri - Libération 2 octobre 2018

L'entrevue devait rester confidentielle. Selon nos informations, Alexandre Benalla a rencontré Alexandre Djouhri le 5 septembre dans un grand hôtel londonien. Ce rendez-vous entre l'ancien proche collaborateur d'Emmanuel Macron et l'homme d'affaires le plus sulfureux de la sarkozie a été organisé par une connaissance commune, un certain Lucas P., 26 ans, dont la mère partage des bureaux en Suisse avec Alexandre Djouhri.

L'apparition de ce jeune homme au côté d'Alexandre Benalla dans une gare de Londres a fait l'objet d'un compte rendu de la police de l'air et des frontières. Comme l'a révélé le Canard enchaîné, les deux hommes ont été aperçus peu avant 19 heures en gare de Saint-Pancras, avant de prendre l'Eurostar ensemble. Selon la note citée par nos confrères, «leurs attitudes laissent entendre qu'ils se connaissent. Ils discutent ensemble». Le renseignement serait alors remonté immédiatement Place Beauvau puis à l'Élysée, en raison du profil de Lucas P., fiché S selon le Canard.

Selon nos informations, le signalement de Lucas P. serait lié à ses connexions avec un marchand d'armes nigérien, Aboubakar H., qui se trouve également être son voisin à Paris. Le jeune homme a été contrôlé il y a quelques mois au Niger avec 50 000 euros en espèces, somme qu'il devait rapatrier en France pour le compte de l'homme d'affaires. Entendu à son retour par la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières, Lucas P. aurait été fiché à cette occasion. Mais le 5 septembre, lorsqu'il fait l'aller-retour à Londres avec Benalla, sa fiche ne fait l'objet d'un signalement qu'au retour, et pas à l'aller.

Quel était l'objectif de cette rencontre au sommet entre les deux Alexandre ? S'agissait-il d'un simple rendez-vous d'affaires, comme le laisse entendre un proche ? Les deux hommes ont une passion commune pour l'Afrique. Considéré comme un «frère» par de nombreux chefs d'Etat africains, Alexandre Djouhri, 59 ans, a tissé des réseaux politiques et industriels aux ramifications multiples, du Gabon au Congo-Brazzaville, de l'Algérie à la Guinée-Equatoriale. Benalla, qui pointe officiellement à Pôle Emploi, ne demanderait qu'à se reconvertir.

Ou bien faut-il voir derrière ce rendez-vous secret une tentative de Djouhri visant à trouver des appuis dans la macronie à la veille d'une confrontation délicate avec la justice française ?

La justice s'intéresse notamment aux conditions dans lesquelles il a vendu une villa de Mougins (Alpes-Maritimes) à un prix largement surestimé à une filiale du fonds souverain libyen dirigé alors par Béchir Saleh, considéré comme le banquier du régime de Kadhafi. En mai 2012, alors que ce même Béchir Saleh était recherché par la justice française, Djouhri aurait participé à son exfiltration secrète de Paris vers le Niger, avec l'aide de l'ex-patron du renseignement intérieur Bernard Squarcini, autre intime de Sarkozy.

Libéré après avoir versé une caution de 1 million de livres (1,13 million d'euros), Djouhri doit être prochainement entendu par les juges français. Libération 2 octobre 2018

[Comment une banale histoire d'espionnage est dénaturée pour être assimilée à une cyberattaque.](#)

- Les Occidentaux accusent la Russie de cyberattaques mondiales - AFP 5 octobre 2018

Les puissances occidentales ont accusé jeudi la Russie d'orchestrer une série de cyberattaques mondiales dont une tentative de piratage du siège de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) aux Pays-Bas, qui ont annoncé avoir expulsé quatre espions russes.

Le tout dans le cadre d'une campagne de mondiale de cyberattaques attribuée au Kremlin et dénoncée par les Pays-Bas, la

Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la France.

"Les faits rapportés sont graves et préoccupants. La France exprime sa pleine solidarité avec ses alliés et avec les organisations internationales visées par de telles attaques", a déclaré le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les autorités néerlandaises ont révélé comment les agents russes avaient positionné un véhicule truffé d'équipements électroniques sur le parking d'un hôtel proche du siège de l'OIAC à La Haye dans le but de pirater à distance son système informatique. (Pirater des informations, ce n'est pas détourner ou détruire des informations, il n'y a donc eu aucune cyberattaque. - LVOG)

La Russie a dénoncé "un acte de propagande", ajoutant que "cette campagne antirusse d'espionnage aiguë" portait "atteinte aux relations bilatérales".

Les services secrets néerlandais et britanniques ont trouvé dans la voiture des agents russes un ordinateur portable et une facture de taxi pour une course du siège du GRU à l'aéroport Cheremetievo de Moscou, a précisé Mme Bijleveld. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

L'ordinateur portable retrouvé présentait en outre des signes de connexion aux réseaux du Brésil, de la Suisse et de la Malaisie, et pour ce dernier pays en liaison avec l'enquête sur la destruction en 2014 de l'avion du vol MH17 au-dessus de l'Ukraine. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

Le chef des services de renseignement néerlandais (MIVD), le général Onno Eichelsheim, a quant à lui affirmé que les quatre Russes, qu'il a identifiés comme étant Alexeï Morenets, Evgueni Serebriakov, Oleg Sotnikov et Alexeï Minine, étaient arrivés à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol le 10 avril avec des passeports diplomatiques russes qu'il a présentés à la presse.

Le 11 avril, ils ont loué une Citroën C3 et effectué une reconnaissance de la zone autour de l'OIAC à La Haye, tandis qu'ils étaient surveillés en permanence par le renseignement néerlandais.

Deux jours plus tard, les agents russes ont garé leur véhicule sur le parking d'un hôtel situé à côté du siège de cette organisation, et pris des photos du bâtiment, a raconté M. Eichelsheim. Dans le coffre de la voiture se trouvait du matériel électronique permettant d'intercepter le réseau wifi de l'OIAC ainsi que les codes de connexion.

Les services néerlandais ont ensuite neutralisé les quatre Russes et trouvé dans leur voiture un ordinateur portable, des téléphones portables et le reçu d'un taxi qui les a emmenés à l'aéroport à Moscou. (Toujours pas trace de cyberattaque. - LVOG)

Dans un communiqué, l'OIAC a dit avoir, depuis début 2018, "observé une augmentation des activités liées à la cybersécurité". (Cybersécurité ne signifie pas forcément cyberattaque, c'est un amalgame. - LVOG)

Les Pays-Bas avaient déjà déclaré en septembre avoir arrêté et expulsé au début de l'année deux Russes, espions présumés, les soupçonnant d'avoir cherché à pirater un laboratoire suisse associé à l'OIAC. (Tous les pays occidentaux pratiquent le piratage dans le cadre de leurs activités d'espionnage, alors pourquoi la Russie ou la Chine par exemple ne pourrait pas en faire autant ? - LVOG)

"Cette tentative d'accéder au système de sécurisé d'une organisation internationale (l'OIAC, ndr) oeuvrant à débarrasser le monde des armes chimiques démontre que le GRU méprise les valeurs et les règles internationales assurant notre sécurité à tous", ont dénoncé la Première ministre britannique Theresa May et son homologue néerlandais Mark Rutte dans une déclaration commune.

"La Russie doit cesser son comportement irresponsable, incluant l'usage de la force contre ses voisins, des tentatives d'immixtion dans des processus électoraux et des campagnes massives de désinformation", a renchéri le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg dans un communiqué. AFP 5 octobre 2018

Quel délire !

- Moscou révèle ce qui se cache derrière les accusations de cyberattaques par les Pays-Bas - sputniknews.com 04.10.2018

Les accusations formulées par les Pays-Bas prouvent qu'ils n'ont rien à opposer aux faits concernant le pays auquel appartenait le missile qui a abattu le vol MH17, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

Les accusations des Pays-Bas contre Moscou prouvent que le pays ne peut rien opposer aux faits concernant le pays auquel appartenait le missile ayant abattu le vol MH17, a déclaré ce jeudi le ministère russe des Affaires étrangères.

Il a fait remarquer que la Russie avait attiré à plusieurs reprises l'attention des Pays-Bas sur la campagne d'espionnage dans le pays qui nuisait aux relations bilatérales.

«Nous avons plus d'une fois informé la partie néerlandaise, notamment par canaux diplomatiques, que la campagne anti-russe d'espionnage déclenchée dans le pays et marquée par des "fuites" dans les médias sur de présumées cyberattaques portait préjudice à nos rapports bilatéraux», a souligné le département de l'information et de la presse du ministère en commentant les accusations que des responsables du ministère néerlandais de la Défense ont portées contre Moscou.

Les Pays-Bas ont expulsé quatre Russes soupçonnés d'une cyberattaque contre l'OIAC Les accusations des Pays-Bas visent à créer un contexte propice à l'adoption à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de décisions qui arrangent l'Occident, selon le ministère russe.

«Les Pays-Bas ont attendu presque six mois avant de publier des informations sur l'expulsion de quatre Russes. Cela ne peut sembler étrange qu'aux personnes ignorantes de la situation», a souligné le ministère russe.

Le ministère a rappelé que la session de l'OIAC s'ouvrira le 9 octobre et qu'elle serait consacrée aux problèmes du financement du mécanisme attributif dans le cadre de son Secrétariat technique.

«La création d'un tel mécanisme de désignation des "coupables" d'utilisation d'armes chimiques en dépit des normes du droit international et en violation des prérogatives du Conseil de sécurité de l'Onu, c'est ce à quoi œuvrent avec persévérance plusieurs pays occidentaux. Il est évident que l'intoxication informationnelle actuelle ne constitue qu'une nouvelle étape de la formation du contexte politique "nécessaire" à l'adoption de cette initiative contraire au droit», a noté le ministère russe. sputniknews.com 04.10.2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Trump se moque de l'accusatrice de son candidat à la Cour suprême - AFP 3 octobre 2018

Le président américain Donald Trump s'est ouvertement moqué mardi soir de la femme qui accuse son candidat à la Cour suprême d'agression sexuelle, ironisant sur le manque de précision de son récit.

Christine Blasey Ford, universitaire de 51 ans, a affirmé la semaine dernière devant le Sénat --et des dizaines de millions d'Américains devant leur écran-- être sûre "à 100%" d'avoir été agressée, à l'été 1982, par Brett Kavanaugh.

"J'avais bu une bière, j'avais bu une bière...", a lancé M. Trump lors d'un meeting de campagne à Southaven, dans le Mississippi, faisant mine d'imiter le témoignage de Mme Blasey Ford.

"Comment êtes-vous rentrée chez vous? Je ne m'en souviens pas. Comment vous êtes-vous rendue sur place? Je ne m'en souviens pas. Il y a combien d'années? Je ne sais pas, je ne sais pas, je ne sais pas", a-t-il lancé, sous les rires et applaudissements nourris.

"Dans quel quartier cela s'est-il passé? Je ne sais pas. Où est la maison? Je ne sais pas. Au premier étage, au rez-de-chaussée, où? Je ne sais pas. Mais j'avais bu une bière, c'est la seule chose dont je me souviens", a-t-il poursuivi.

"Et la vie d'un homme est en lambeaux, la vie d'un homme a été brisée", a ajouté le président américain, qui avait jusqu'ici pris soin de ne pas s'en prendre directement à l'accusatrice.

Qualifiant le juge Kavanaugh d'"être humain parfait", le locataire de la Maison Blanche a longuement dénoncé l'attitude des élus démocrates, qu'il accuse d'obstruction.

Un peu plus tôt dans la journée, M. Trump avait estimé que les hommes se trouvaient désormais dans une situation très délicate

aux Etats-Unis.

"C'est une époque vraiment terrifiante pour les jeunes hommes en Amérique, vous pouvez être coupable de quelque chose dont vous n'êtes pas coupable", avait-il déclaré depuis les jardins de la Maison Blanche.

"C'est vraiment une période difficile", avait-il martelé, estimant que la présomption d'innocence était trop souvent piétinée. AFP 3 octobre 2018

En complément.

- Donald Trump accusé d'évasion fiscale sur l'héritage de ses parents - LeParisien.fr 03.10

- La CIJ suspend certaines sanctions US contre l'Iran - Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Dans un arrêt rendu le 3 octobre 2018, la Cour internationale de Justice (CIJ) a annulé, à titre conservatoire, plusieurs des sanctions unilatérales édictées par les États-Unis à l'encontre de l'Iran.

La CIJ est l'organe arbitral des Nations unies. Elle avait été saisie par la République islamique d'Iran selon qui les sanctions prises par les États-Unis en se retirant du JCPoA contreviennent au Traité bilatéral sur l'Amitié, les Relations économiques et les Droits consulaires du 15 août 1955 [1].

La Cour fait obligation aux États-Unis de respecter leur signature du Traité d'Amitié. À ce titre, elle leur ordonne de faciliter le commerce des médicaments et matériels médicaux ; des denrées alimentaires et des produits agricoles ; ainsi que de tous les matériels nécessaires à la sécurité de l'aviation civile. Washington devra fournir toutes les licences nécessaires à ce commerce.

Enfin, la Cour enjoint aux deux parties de s'abstenir, durant l'attente d'une décision définitive, de toute mesure de nature à aggraver leur différend en l'attente d'une décision définitive. Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Les traités signés, les États-Unis s'asseoient dessus :

- Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a déclaré que ce traité d'amitié, dont Téhéran a selon lui indûment profité pendant des années, était désormais caduc. Reuters 4 octobre 2018

- Les USA se retirent d'une partie de la convention de Vienne - Reuters 4 octobre 2018

Les Etats-Unis se sont retirés mercredi de deux accords internationaux après que l'Iran et les Palestiniens ont déposé des plaintes devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour contester des décisions de l'administration Trump.

Le conseiller de la Maison blanche à la Sécurité nationale, John Bolton, a décrit mercredi la CIJ comme "politisée et inefficace", après avoir le mois dernier menacé de sanctions la juridiction basée à La Haye considérée "comme morte" par Washington.

Plus tôt mercredi, la CIJ, organe judiciaire des Nations unies, a ordonné aux Etats-Unis de s'assurer que leurs sanctions contre Téhéran n'affectaient pas la situation humanitaire en Iran et ne mettaient pas en péril l'aviation civile iranienne.

John Bolton a annoncé que Donald Trump avait décidé de retirer aussi les Etats-Unis du protocole facultatif de résolution des conflits diplomatiques contenu dans la convention de Vienne.

"Nous allons examiner tous les accords internationaux qui pourraient encore exposer les Etats-Unis à une prétendue compétence juridictionnelle, à une résolution de litige devant la Cour internationale de justice", a déclaré le conseiller de la Maison blanche à la Sécurité nationale.

"Les Etats-Unis ne vont pas rester les bras croisés alors que des revendications politiques sans fondement sont déposées contre nous", a-t-il jouté.

Donald Trump a justifié ce retrait du protocole facultatif de résolution des conflits diplomatiques contenu dans la convention de Vienne par la décision des Palestiniens de saisir la Cour internationale de justice, instance compétente selon la convention signée en 1961, pour contester le transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem.

"Cela est lié à la plainte déposée par le soi-disant Etat de Palestine de désigner les Etats-Unis comme un accusé pour contester le transfert de notre ambassade de Tel Aviv à Jérusalem", a dit Bolton.

"Je tiens à souligner que les Etats-Unis demeurent partie prenante à la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et nous attendons des autres membres qu'ils respectent leurs obligations internationales prévues par cette convention", a-t-il ajouté.

La CIJ a annoncé la semaine passée avoir été saisie d'une plainte des autorités palestiniennes qui estiment que le transfert de la représentation diplomatique américaine contrevient au texte de 1961 et doit être annulé.

Ils demandent en outre que la Cour prescrive "aux Etats-Unis d'Amérique de retirer la mission diplomatique de la ville sainte de Jérusalem et de se conformer aux obligations internationales qui découlent de la convention de Vienne". Reuters 4 octobre 2018

Israël

- La communication de Benjamin Netanyahu - Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a retenu les leçons du général Colin Powell. Il est ainsi parvenu à renouveler la rhétorique de son pays qui se limitait jusque là à instrumenter la « solution finale ».

Lorsque les États-Unis et le Royaume-Uni décidèrent d'envahir l'Iraq et de renverser le président Saddam Hussein, le secrétaire d'État US n'hésita pas à brandir au Conseil de sécurité une fiole, prétendument remplie d'anthrax. Pour terrifier son auditoire, il ne manqua pas de préciser qu'elle contenait suffisamment de poison pour tuer tous les new-yorkais.

Sur ce modèle, Benjamin Netanyahu brandit, en 2012, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies un schéma explicatif de l'imminence de la réalisation de la bombe atomique iranienne.

En avril 2018, il révéla le vol par ses services secrets des archives nucléaires iraniennes. Il prétendit détenir ainsi la preuve que Téhéran avait poursuivi ses recherches malgré ses engagements internationaux. Las ! vérification faite, il ne s'agissait pas de recherches, mais d'une étude de faisabilité.

Lors de son dernier discours devant l'Assemblée générale de l'Onu, il a révélé l'existence, en plein Téhéran, d'un lieu de stockage secret de matériel indispensable à la recherche nucléaire. Las ! les journalistes occidentaux (photo du haut de la page : Euronews) qui se sont précipités sur place n'ont trouvé qu'une usine de nettoyage de tapis. Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Macédoine

- Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE - Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Les Macédoniens ont été invités, le 30 septembre 2018, à répondre par référendum à la question suivante : « Êtes-vous favorable à une adhésion à l'Otan et à l'Union européenne en acceptant l'accord passé entre la République de Macédoine et la République de Grèce ? ».

L'accord avec la Grèce avait été négocié par l'ambassadeur des États-Unis à Athènes, Geoffrey R. Pyatt, connu pour avoir préalablement organisé le putsch de Kiev avec l'aide du parti nazi Secteur droit. Il prévoit de transformer le nom de l'« Ex-République yougoslave de Macédoine » en « Macédoine du Nord » et d'abandonner toute référence historique à Alexandre le Grand.

Ce conflit date de l'indépendance de la Grèce (1822), lorsqu'Athènes entendait libérer l'ensemble de la Macédoine de l'occupation ottomane. Aujourd'hui, la Macédoine historique est divisée en une partie grecque et une partie indépendante. La mémoire d'Alexandre le Grand est revendiquée à la fois par Athènes et par Skopje qui a élevé sa statue équestre au centre de la capitale (photo). L'élève d'Aristote qui fonda un empire réunissant l'Orient et l'Occident est né dans la partie grecque de la Macédoine, mais il fut longtemps considéré comme un « barbare » par les Grecs qui ne reconnurent son autorité que par la force.

Alexandre le Grand imagina un Empire qui respecta les particularités culturelles de ses sujets (y compris des Grecs) et laissa les différents souverains vaincus au pouvoir. Au contraire l'Otan et l'UE, dans la tradition de Jules César, se présentent comme des superstructures intégrant chacun de ses membres dans des valeurs communes obligatoires. Ces deux modèles historiques sont inconciliables.

Le secrétaire d'État des États-Unis, le général James Mattis, était venu à Skopje s'assurer du bon fonctionnement du référendum. Cependant, aucun membre du gouvernement n'était venu l'accueillir à sa descente d'avion, seul l'ambassadeur US était présent.

La question posée lors du référendum, associant l'Otan et l'UE, est parfaitement logique puisque, d'un point de vue états-unien,

les deux structures sont les versants militaires et civils d'une même organisation.

Les autorités macédoniennes sont profondément divisées. Les socialistes et musulmans du gouvernement de Zoran Zaev ont appelé à voter « Oui ». Tandis que les nationalistes et majoritairement orthodoxes, dont le président de la République, Gjorge Ivanov, ont appelé au boycott des urnes.

Seuls 33,75 % des électeurs ont répondu « Oui ».

Fort mauvaise joueuse, la presse altantiste et ouest-européenne s'est mensongèrement félicitée de la victoire du « Oui », soulignant que 91,46 % des votants avaient donné leur accord et sans mentionner que 63,09 % des électeurs ne s'étaient pas rendus aux urnes. Conformément à la Constitution qui fixe un quorum pour la validité d'un référendum, la commission électorale a annulé la consultation. Réseau Voltaire 1er octobre 2018

Canada

- Le Québec tourne la page libérale et élit un gouvernement nationaliste - AFP 02.10

Les Québécois ont porté pour la première fois au pouvoir lundi la Coalition Avenir Québec (CAQ), un parti nationaliste non indépendantiste qui souhaite réduire la taille de l'État et l'immigration, tournant la page de près de 15 ans de gouvernement libéral quasi ininterrompu.

"Aujourd'hui on a marqué l'histoire, aujourd'hui il y a beaucoup de Québécois qui ont mis de côté un débat qui nous a divisés pendant 50 ans", soit la question de l'appartenance ou non du Québec au Canada, a lancé, triomphal, François Legault, Premier ministre désigné de la province, lors d'un discours à Québec.

Cet homme d'affaires multimillionnaire a promis "un esprit de rassemblement, pour gouverner pour tous les Québécois", et a dit vouloir "travailler pour un Québec fort au sein du Canada".

La CAQ, formation créée en 2011 par M. Legault, disposera de la majorité absolue à l'Assemblée nationale québécoise, avec 74 députés sur 125 selon des résultats préliminaires. Dans le précédent Parlement, dissous fin août, elle ne comptait que 21 sièges.

Le Premier ministre sortant, le libéral Philippe Couillard, a rapidement concédé sa défaite lundi soir et souhaité à M. Legault "tout le succès", depuis son fief du lac Saint-Jean.

Il s'agit d'un nouveau coup dur pour les Libéraux, la famille politique du Premier ministre fédéral Justin Trudeau. En juin ils avaient perdu l'Ontario, province la plus riche et la plus peuplée, au profit d'une autre formation conservatrice.

Le Canada organise des élections législatives dans un an, et le scrutin s'annonce incertain pour M. Trudeau, dans un contexte de montée du nationalisme.

Entre prospérité économique et quasi-plein emploi, la campagne électorale n'a guère passionné les 8,4 millions d'habitants de la Belle Province. La participation a été d'environ 67%, contre 71% en 2014 et 74% en 2012.

Pour la première fois en plus de 30 ans, la question de l'indépendance du Canada ne constituait pas un enjeu. Les partis favorables au fédéralisme canadien ont totalisé plus de 63% des suffrages.

Le prochain Premier ministre du Québec, François Legault, est un ancien ministre indépendantiste qui assure désormais ne plus vouloir se séparer d'Ottawa. Multimillionnaire, comptable de formation, il a fait fortune après avoir créé en 1986 la compagnie aérienne Air Transat. AFP 02.10

Irak

- Irak: Barham Salih à la présidence, Adel Abdoul Mahdi Premier ministre - Reuters 3 octobre 2018

Barham Salih, vétéran de la scène politique kurde, a été élu mardi à la présidence irakienne par le Parlement, après plusieurs mois de tractations, et a aussitôt chargé Adel Abdoul Mahdi de former un nouveau gouvernement.

"Je promets de préserver l'unité et la sécurité de l'Irak", a déclaré cet ingénieur de 58 ans formé en Grande-Bretagne, qui appartient l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), lors de sa prestation de serment.

Le poste de chef de l'Etat est essentiellement honorifique, mais son attribution est une étape-clé dans la formation d'une nouvelle administration, six mois après les législatives de mai, dont les résultats n'ont pas permis de constituer une majorité parlementaire.

Depuis le renversement de Saddam Hussein, en 2003, la présidence est réservée à un Kurde, le Premier ministre, véritable chef de l'exécutif, doit être chiite et le président du parlement, sunnite.

Le nouveau chef de l'Etat qui succède à Fouad Massoum a recueilli les suffrages de 219 des 329 députés. Il avait quinze jours pour charger un membre du groupe parlementaire le plus important de former un gouvernement, mais il a donc préféré le faire sur le champ.

Adel Abdoul Mahdi, un économiste de 76 ans, dispose quant à lui, de 30 jours pour constituer son équipe et obtenir la confiance du Parlement.

Adel Abdoul Mahdi a quitté l'Irak en 1969 pour s'exiler en France, où il a travaillé pour des cercles de réflexion et des magazines francophones et arabophones. Son père, un membre du clergé chiite très respecté, a été siégé au gouvernement sous la monarchie qui a été renversée en 1958.

Il a été choisi par deux coalitions rivales dirigées pour l'une par l'imam chiite Moqtada al Sadr et le chef du gouvernement sortant Haïdar al Abadi et, pour l'autre, par le chef des milices chiites pro-iraniennes Hadi al Amiri et l'ancien premier ministre Nouri al Maliki. Les deux blocs, nommés respectivement Islah et Binaa, assurent détenir la majorité au parlement.

"La nomination de M. Adel Abdoul Mahdi est intervenue à la suite d'un accord entre le bloc Binaa et le bloc Islah pour faire en sorte qu'il soit désigné par consensus et pas par un bloc majoritaire afin de régler le problème de la détermination du bloc majoritaire", a expliqué Ahmed al Assadi, porte-parole de la coalition d'Amiri et Maliki. Reuters 3 octobre 2018

Syrie

- Des États arabes s'apprentent à renouer avec la Syrie - Réseau Voltaire 3 octobre 2018

Le président syrien démocratiquement élu, Bachar el-Assad, a accordé un entretien au quotidien koweïti Al-Shahed.

Il y révèle que la Syrie et plusieurs États arabes sont sur le point de renouer leurs relations diplomatiques.

Il s'agit de la première interview du président el-Assad à un média du Golfe depuis le début de l'agression étrangère (financée par l'Arabie saoudite et le Qatar), en 2011.

La Syrie a été exclue de la Ligue arabe, dont elle est un membre fondateur, en violation des statuts de l'organisation.

La Syrie a historiquement joué un rôle international important. Le Dr. Henry Kissinger avait coutume de dire : « Au Moyen-Orient, on ne peut faire la guerre sans l'Égypte ni la paix sans la Syrie ». Réseau Voltaire 3 octobre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Hôtel Hyatt : les femmes de chambre aspirent à 3 euros de l'heure en plus - Libération 4 octobre 2018

Une partie du personnel du palace parisien se bat depuis le 25 septembre pour obtenir des hausses de salaire et l'arrêt de la sous-traitance.

Devant le prestigieux hôtel Park Hyatt, à quelques mètres de la place Vendôme à Paris, un groupe de touristes propres observe la scène, mi-intrigués mi-amusés. Sous leurs yeux, une trentaine de salariés de l'établissement s'assoient par terre pour former une chaîne humaine. Ils tapent sur des bidons en plastique et crient : «On lâche rien, on lâche rien !» Une des grévistes leur distribue des tracts en dansant. Siglés de la CGT Hôtels de prestige et économiques (CGT-HPE) : «Hyatt ment à [ses] clients.» «On leur fait croire que c'est du luxe alors qu'on nous exploite», regrette l'une des salariés sous une pancarte «c'est la lutte des classes». Depuis le 25 septembre, une partie du personnel en charge du ménage, de la plonge ou encore de l'entretien de cet hôtel cinq étoiles est entrée dans une grève «illimitée». Chaque matin à 7 heures, ils tapent sur leurs instruments sous les

fenêtres des chambres. «On réveille les clients», rigole une femme de chambre. Avec deux revendications : que l'établissement n'ait plus recours à la sous-traitance et qu'il revalorise les salaires.

«Après deux ans de négociation avec la direction, on a décidé d'entrer en grève, car c'est notre dernier recours», avance Sameh, délégué syndical CGT. Lui est employé par l'hôtel. A ses côtés, d'autres grévistes travaillent pour une société de nettoyage prestataire, STN. Eux en sont à leur troisième grève depuis 2013. «Grâce à leurs actions, ils ont obtenu de la STN qu'elle augmente leur salaire à 1 900 euros net avec des primes supplémentaires», explique le cégétiste.

Résultat : ils sont, selon lui, mieux payés que les salariés embauchés par Park Hyatt. Lesquels réclament une augmentation de 3 euros par heure de salaire et le remboursement à 100 % du ticket de transport. «C'est le palace qui paye le moins de tous», s'agace Sameh. Pourtant, cet hôtel affiche une rentabilité plus que correcte : «On a eu accès aux comptes de l'entreprise. Quand on a vu qu'ils faisaient 8 millions d'euros de bénéfices en 2017 mais refusaient catégoriquement d'augmenter les salaires les plus bas, ça a été le déclic», fustige l'employé.

Tambours. «Vous regardez les autres hôtels de luxe autour, les salariés sont tous payés 300 euros de plus», avance Sofiane, employé pour 1 500 euros net par mois au room-service. Wandé, aussi syndiqué à la CGT, danse à quelques mètres des tambours de fortune. Arrivé en France en 1990, ce Malien qui s'empresse de montrer son titre de séjour fait la plonge à l'hôtel depuis sept ans. Son salaire, 1 300 euros net par mois, n'a jamais été revu à la hausse. Et n'a reçu une prime qu'une seule fois. A 63 ans, et à trois ans de la retraite, le voici embarqué dans sa première grève. «Le bruit, ça marche bien», se délecte-t-il en regardant les fenêtres des chambres de l'hôtel qui se seraient vidées depuis le début du conflit selon lui. De quoi «ne pas lâcher», répète Wandé.

Grillade. Sameh, au Hyatt depuis quatre ans, a vu passer beaucoup de monde. «Le turnover est important, car c'est un hôtel réputé pour être un lieu de formation», note-t-il. Ce qui explique, selon lui, la faiblesse des salaires. Mais aussi que la grève ne soit suivie que par environ 35 % du personnel, selon son estimation. «Comment voulez-vous convaincre des jeunes qui sont là depuis un mois ?» La mobilisation a surtout motivé les plus anciens, ceux qui «ne peuvent pas prendre le risque de changer d'hôtel maintenant». Sans exclure que d'autres salariés viennent gonfler les rangs.

Du côté des employés de la sous-traitance, le taux de grévistes est un peu plus important, autour de 75 % : «Un jour Hyatt peut dire qu'ils changent de prestataire, et nous, on disparaît comme ça», dit l'un d'eux. Cité par l'AFP, le directeur général du palace, Claudio Ceccherelli, affirme que la sous-traitance du ménage «fait partie du modèle économique des hôtels de la chaîne» et ne peut donc être modifiée dans ce seul établissement. Pour tenir, les grévistes peuvent compter sur la caisse de grève qui circule sur le trottoir, complétée par une cagnotte en ligne. La CGT leur a promis 42 euros par jour. Certains clients y glissent parfois un billet. Un riche voisin leur a même adressé un chèque de 20 000 euros.

Au fil des jours, la mobilisation s'organise pour durer. Jeudi, ils ont reçu le soutien de deux cheminots et de la députée LFI Clémentine Autain. Le syndicat avait prévu une grillade, devant l'hôtel, transformée en pique-nique «car le préfet a dit "pas de barbecue rue de la Paix"», raconte un gréviste. Vendredi, ils ont obtenu le droit de manifester jusqu'au Hyatt de la Madeleine. «Si le patron est d'accord [avec leurs revendications], on reprend le travail demain», prévient Wandé. Sinon, «on reste là». Libération 4 octobre 2018

ECONOMIE

Etats-Unis

- Commerce: Trump adore l'AEUMC après avoir brûlé l'Aléna - AFP 02.10

Le président américain Donald Trump a salué lundi l'accord commercial "le plus important de l'histoire des Etats-Unis" conclu in-extremis dimanche avec le Mexique et le Canada, pour remplacer un traité de libre-échange crucial pour les économies des trois pays et vieux de près de 25 ans. AFP 02.10

[Haut de page ↗](#)

Le 9 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (47 pages)

Le mot du jour : Quand une affirmation ou une simple accusation a valeur de preuve, c'est que l'extrême droite est déjà au pouvoir...

Première partie

A propos des photos de la page d'accueil qui illustrent l'actualité politique.

- L'image des Palestiniens, il va falloir que je la retire, il n'y a pas une seule femme pour se faire tirer de dessus, la parité n'est pas respectée, y compris celle des cadavres !

La salle de l'Assemblée générale de l'ONU fait penser à la coque d'un bateau retournée.

Vegan ou le nouveau totalitarisme.

- Samedi 6 octobre sur C8, dans "Les Terriens du samedi!", il devait y avoir un débat opposant "des vegans à des défenseurs de la consommation animale", sauf qu'il n'a pas pu avoir lieu, les deux représentantes du véganisme s'étant mises à beugler et à monopoliser la parole, forçant l'animateur Laurent Baffie à intervenir : "Si vous voulez vous faire entendre, il faut parler moins fort, parce que vous criez et on ne vous écoute plus". (Source : huffingtonpost.fr 06.10)

Il fallait être "naïf" pour être de gauche, un cruel et dramatique euphémisme ! Mais cela en arrangeait plus d'un.

1- Oui, et le Guardian (j'en fut un lecteur régulier) muté en ImMonde continue à défendre le criminel Tony Blair et cette défense hypocrite du CPI est d'abord une attaque exprimant le regret de l'échec de la totalement belliciste et corrompue Hillary Clinton. Ce qui n'empêche que Bolton est aussi répugnant, issu du même marécage Washingtonnesque.

2- Votre commentaire a remué un couteau dans une plaie: il fut un temps déjà lointain où écoeuré par Libération et déçu par Le Monde j'allais chercher de l'information de qualité (pensais-je) sur le Guardian... Quel naïf. Il bien fallu se rendre à l'évidence.

3- Moi aussi, Alfred, je lisais parfois le Guardian... Comme j'ai lu fidèlement Marianne à partir de la guerre du Kosovo, et avec un désappointement croissant jusqu'en 2011, où j'ai arrêté... Il est dur de se défaire d'une addiction.

LVOG - J'ignore quel torchon ils lisent désormais, de gauche évidemment, c'est à se demander si un jour ils comprendront qu'ils se sont totalement fourvoyés depuis le début.

Confirmation. Comme quoi la population n'en a strictement rien à foutre !

- Roumanie: le référendum contre le mariage gay boudé - L'Express.fr 07.10.2018

Le seuil de 30% doit être atteint pour valider le résultat. Au premier jour du scrutin, à peine 5% des électeurs ont voté. L'Express.fr 07.10.2018

Vous devriez imiter l'un des fondateurs d'Apple

- (Un internaute) Quand on voit que Steve Jobs interdisait à ses enfants l'usage des tablettes, on voit mieux le delta entre cette volonté "d'éduquer" les masses et la volonté de préserver ses propres enfants des risques de l'usage de ce type de technologie :

https://www.lepoint.fr/high-tech-internet/les-enfants-de-steve-jobs-privés-d-ipad-20-09-2014-1865015_47.php <http://www.psychologies.com/Culture/Ma-vie-numerique/Articles-et-Dossiers/Trop-d-ecrans-l-alerte/Trop-d-ecrans->

les-risques-pour-les-enfants

Tout est fait pour que personne n'adopte le socialisme.

- Les intellectuels et les membres des classes moyennes en général, et au-delà tous ceux parmi eux qui se réclament de la gauche, estiment que leur destin est indissociable de celui du capitalisme, ils ont réussi à se persuader qu'il n'existait aucune alternative au capitalisme, parce qu'ils pensent que le socialisme aurait échoué.

Force est de constater que rien n'est fait pour tenter de les persuader du contraire ou qu'ils auraient été induits en erreur, comme si les arguments pour le démontrer faisaient défaut ou manquaient de cohérence pour être pris au sérieux et les amener à y réfléchir à nouveau, ce qui leur servira de prétexte pour y renoncer ou ne pourra que les conforter dans leur attitude. Cela vaut également pour la plupart des militants et des syndicalistes.

Je fais le pari que sur les quelques 10.000 militants de ce qu'on appelle l'avant-garde du mouvement ouvrier, il y en a peut-être quelques dizaines seulement et encore, qui sachent ou qui soient capables spontanément de vous expliquer en quelques mots sur quels facteurs repose le socialisme...

Un conseil.

- Quand on étudie le capital, il faut veiller à ne pas confondre quantité et valeur...

Une méthode pour progresser rapidement.

- Sérieusement, je sens que cela va en choquer plus d'un que je continue d'étudier à mon âge, quel ignorant ce mec-là, et il ose nous faire la leçon par dessus le marché, on aura tout vu, remarque sans doute motivée par ceux qui en état de grâce ont accédé à la vérité révélée.

Au cours des 40 dernières années, j'ai eu l'occasion de lire ou plutôt de parcourir l'essentiel du Capital de Marx et Engels. Je n'ai jamais tout lu, j'ai laissé de côté une grande partie du tome II, en revanche j'ai lu et étudié les deux autres tomes. Cependant je ne m'étais pas doté d'une méthode pour l'aborder, par conséquent, autant avouer que je n'en ai pas retenu grand chose en dehors des grandes lignes, il faut bien dire aussi que je n'ai jamais trouvé quelqu'un que cela passionnait ou pour en discuter.

M'y étant remis une énième fois avant-hier à la suite de lecture d'un article de presse, comme très souvent au cours des 17 dernières années j'ai commencé à prendre des notes ou à copier/coller certains passages dans un bloc-notes à l'ordinateur, puis voyant qu'ils s'accumulaient, j'en déduisis que si je voulais progresser ou m'en servir plus tard, ce serait impossible tellement ces notes étaient désordonnées.

Et c'est là que me vint une idée lumineuse, je me suis dit que pour pouvoir aborder n'importe quelle section du capital sans m'embrouiller entre capital total, fixe, constant, circulant, variable, taux de plus-value et taux de profit, etc. bref pour fixer dans ma petite tête les éléments clés du capital, je devais rassembler les passages les plus significatifs et les plus brefs en les classant par catégorie, ce qui me permettrait si nécessaire en quelques secondes de me remémorer ce que j'aurai oublié, ma mémoire étant défaillante et devenant vieux.

J'y ai consacré une grande partie de mon après-midi et je n'ai pas terminé, ensuite je ferai un tri. Plus tard dans la soirée avant de regarder un film, en y repensant, je me suis dit que j'aurais dû y penser plus tôt, d'autant plus que dans le passé j'avais toujours procédé ainsi, mais c'était à l'aide d'un cahier et d'un stylo.

Mon souci, c'était dans l'avenir de ne pas commettre de contresens en employant ces facteurs aux multiples implications et d'en avoir en permanence à l'esprit la définition la plus juste possible, ce qui peut sembler simple au premier abord, mais trompeur, surtout quand Marx ou des auteurs qu'il cita employaient parfois capital fixe pour capital constant par exemple, parce qu'il faisait une distinction entre les bâtiments et les machines, ou parce que certains auteurs mélangeaient tout, ou quand il abordait la partie du capital variable présent dans le capital constant, bref. Et je me suis aperçus qu'en procédant de la sorte, tout soudain devenait beaucoup plus clair ou accessible, c'est là que je voulais en venir.

Il suffisait de savoir très précisément à quoi correspondait chaque élément contenu dans un ensemble pour en comprendre pratiquement spontanément le fonctionnement ou à quoi il était destiné. Si je décris les éléments constitutifs d'un objet et sa fonction, automatiquement on va savoir à quoi je fais référence, un ventilateur, un scooter ou une fusée par exemple, mieux, et comment cela fonctionne, pas forcément en détail mais c'est suffisant dans la plupart des cas pour comprendre son fonctionnement, ce qu'on a absolument besoin pour aborder le capitalisme sereinement, sans appréhension, pour ensuite développer notre argumentation politique.

J'ai donc testé cette méthode, et je peux dire qu'elle est très efficace. Le matérialisme dialectique est une méthode efficace et incontournable pour interpréter le monde dans lequel nous vivons, mais elle n'est pas l'unique méthode. Le matérialisme dialectique relève de la logique pure en quelque sorte, il traduit un processus qui existe à l'état naturel, alors que la méthode que je viens de décrire est un procédé logique qui correspond à quelque chose que les hommes ont conçu ou qui est uniquement sorti de leur tête, ce qui n'est pas la même chose, bien que ce qui sort de la tête des hommes correspond à un besoin, donc là encore il existe un rapport logique de cause à effet, à ceci près qu'ils n'en ont pas forcément conscience, contrairement à celui qui a conçu et assemblé les pièces qui allaient donner un ventilateur, il en connaissait les fonctions et ils savaient qu'en les assemblant l'objet ainsi créé serait apte à remplir une fonction déterminée.

Pourquoi s'attarder sur le capital ? Parce que tout le monde s'emploie à légitimer son existence, tandis que personne n'entend démontrer le contraire en partant de ce qu'il est réellement. Je ne parle pas de tous ceux qui abordent ce sujet sous un angle purement scolastique ou dogmatique qui ne sert finalement strictement à rien, ne prouve rien ou ne convainc personne, ou sert de repoussoir, car on a l'impression désagréable d'avoir affaire à des fanatiques qui se destinent à remplacer les fanatiques au pouvoir.

Macron et son gouvernement ainsi que leurs prédécesseurs ont justifié leur politique au nom de la fatalité, au nom du capitalisme, tous ont expliqué qu'ils étaient de bonne foi et qu'ils étaient tributaire du fonctionnement du capitalisme, c'est aussi le discours que tiennent les patrons quand ils vous licencient ou pour justifier le refus de vous accorder une augmentation de salaire, sans que personne ne sache vraiment pourquoi. Pire, l'argumentation employée pour contester leurs décisions ou mesures renferme des contradictions que ceux qui la formulent sont incapables d'expliquer, parce que cela les amènerait à révéler la véritable nature du capitalisme et contester sa légitimité, à l'affronter, ce à quoi ils ne tiennent pas vraiment parce qu'ils l'ignorent eux-mêmes ou parce qu'ils sont corrompus, de sorte que Macron, le gouvernement ou le patronat ont le beau rôle en les renvoyant à leurs propres contradictions, ce qui contribue à renvoyer dos-à-dos les arguments des uns et des autres, alors que ceux des travailleurs devraient apparaître comme les seuls légitimes, ce qui n'est pas le cas, laissant place à une confusion ou domine un sentiment d'impuissance qui finalement profitera à Macron ou au patronat.

Passons à l'exercice pratique.

Comment le syndicalisme et le mouvement ouvrier a été dévoyé.

Quand les propriétaires ou actionnaires d'une usine décident de mettre la clé sous la porte et de jeter à la rue des centaines ou des milliers d'ouvriers, les syndicats et leurs acolytes des partis dits ouvriers se réjouissent quand se présente un repreneur, que cela se traduise ou non par la suppression de centaines ou milliers d'emplois. Pour eux, et surtout pour les capitalistes il ne faut pas manquer de préciser, l'essentiel c'est que l'usine ne ferme pas. Puis quelque temps plus tard les nouveaux propriétaires annonceront sa fermeture, à moins qu'à leur tour ils trouvent un nouveau repreneur qui procédera comme eux jusqu'à la disparition définitive de cette usine.

Mais à aucun moment il ne sera expliqué aux ouvriers ce qui s'était réellement passé ou de quel jeu de dupes ils avaient été les victimes, et dont les capitalistes successifs étaient destinés à être les seuls bénéficiaires. Personne ne leur expliquera comment cela avait été rendu possible ou s'inscrivait dans le cadre des lois régissant le capitalisme, donc surtout pas que c'était écrit d'avance, non, au contraire ces syndicalistes et ces militants politiques ne cesseront de leur inculquer des illusions, autrement ces ouvriers ne tireront aucun enseignement de cette expérience dramatique.

Quand j'affirme que c'était écrit d'avance ou qu'il était possible d'expliquer aux ouvriers les tenants et les aboutissants de ce processus, je n'invente rien, la preuve :

K. Marx - Lorsque l'outillage, les bâtiments, en un mot le capital fixe sont arrivés à un degré de perfection tel qu'ils peuvent fonctionner pendant de longues années sans devoir subir une modification fondamentale, il intervient une autre dépréciation, due au perfectionnement des méthodes de reproduction du capital fixe. L'outillage voit alors diminuer sa valeur, non parce qu'il doit être rejeté ou qu'il est déprécié par suite de l'introduction de machines plus récentes et plus productives, mais parce qu'il peut être reproduit dorénavant à meilleur marché. Ceci explique comment il arrive fréquemment que de grands établissements ne prospèrent que lorsqu'ils sont remis en exploitation après que ceux qui les ont possédés en premier lieu ont fait faillite ; les capitalistes qui les reprennent les achètent à bas prix et commencent ainsi leurs entreprises avec des avances moindres de capital. (K. Marx : Le Capital - Livre III - Section I)

On doit ajouter qu'en guise de "bas prix", il arrive qu'ils les rachètent pour 1 euro symbolique en reprenant leurs dettes, à condition que la valeur du capital constant ou fixe, l'outillage, les bâtiments, etc., soit supérieure. C'est ce qui explique pourquoi lorsqu'elle est parvenue à 0 aucun repreneur ne se présentera, et pour cause : ils ne reprendraient que des dettes avec rien en échange !

Il faut aussi ajouter qu'en réduisant la masse salariale le repreneur réalise une énorme économie, mais cela tout le monde l'avait compris, encore que, il ne conservera que les machines et la force de travail les plus productifs.

Bref, on aura compris qu'il n'y avait vraiment pas de quoi accueillir les repreneurs les bras ouverts, bien au contraire.

Ce qu'il y a de plus consternant, c'est de constater que ceux qui affirment vouloir en finir avec le capitalisme, s'avèrent totalement inutile quand il s'agit d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience, préférant qu'ils continuent d'entretenir des illusions dans le capitalisme en leur interdisant d'en comprendre le fonctionnement, c'est à se demander quelle est la véritable nature de leur engagement politique.

Quand j'affirme que le mouvement ouvrier doit être reconstruit de fond en comble, cet exemple pris parmi des milliers d'autres illustre que cette conviction est fondée ou correspond à une nécessité.

Le Capital de Marx et Engels devrait servir de base à la formation de tout syndicaliste, de tout militant luttant pour le socialisme.

D'ailleurs, pour revenir sur ce que j'ai écrit dans ma précédente causerie, je me demande si au lieu d'étudier la paléontologie, je ne devrais pas consacrer mon temps à montrer à partir des expériences que sont amenés à vivre les travailleurs, le plus souvent pénibles ou douloureuses, voire dramatiques pour eux et leurs familles, quelles enseignements ils pourraient en tirer à partir du Capital pour mener leur lutte de classe, et parvenir à la conclusion qu'ils n'ont rien à attendre du capitalisme ou que sa liquidation est une nécessité impérieuse et tout à fait à leur portée dès lors qu'ils s'organisent...

Quelques sujets de réflexions.

Mais où se cache le capitalisme ?

Extraits.

- Le vrai pouvoir dans nos sociétés découle de ce qui est fatalement difficile à voir – les structures, l'idéologie et les discours – au lieu des individus.

- L'actuelle élite néolibérale qui dirige effectivement la planète a atteint le pouvoir absolu, de plus près que n'importe quelle élite dans l'histoire humaine. Et parce qu'elle possède un pouvoir presque absolu, elle contrôle presque totalement les discours officiels sur nos sociétés et nos « ennemis », ceux qui font obstacle à sa domination mondiale.

- Les journalistes ont généralement une relation passive avec le pouvoir, en contradiction totale avec leur image de chiens de garde tenaces. Mais c'est l'idéologie qui oriente ces récits qui est plus fondamentale que le contrôle du récit. L'idéologie garantit que le système de pouvoir est invisible non seulement pour nous, qu'il abuse et exploite, mais aussi pour ceux qui en profitent.

C'est précisément parce que le pouvoir réside dans les structures et l'idéologie, plutôt que dans les individus, qu'il est si difficile à voir. Et les structures de pouvoir elles-mêmes sont rendues encore plus difficiles à identifier car les récits créés sur nos sociétés sont conçus pour dissimuler ces structures et cette idéologie – là où réside le véritable pouvoir – en se concentrant plutôt sur les individus.

C'est pour cette raison que les journaux et les émissions de télévision regorgent d'histoires de personnalités : célébrités, familles royales, criminels, politiciens. Ils sont rendus visibles afin que nous ne puissions pas détecter les structures idéologiques internes que nous vivons, qui sont supposées rester invisibles.

Les nouvelles et le divertissement sont les ondes qui se propagent à la surface du lac, non le lac lui-même. Mais ces ondes ne pourraient pas exister sans le lac qui les forme et les façonne.

Collés à l'écran

Cela peut ressembler à une hyperbole. Éloignons-nous de notre système idéologique spécifique – le néolibéralisme – et considérons les systèmes idéologiques antérieurs dans l'espoir qu'ils offrent quelque perspective. Pour le moment, nous ressemblons à une personne qui se tiendrait contre un écran IMAX, si près que nous ne pouvons pas voir qu'il y a un écran, ni même concevoir qu'il y a une image complète. Tout ce que nous voyons, ce sont des couleurs et des pixels en mouvement. Peut-être, Pourrions-nous deviner brièvement une bouche, la roue d'un véhicule, une arme à feu.

Avant le néolibéralisme, il y avait d'autres systèmes de domination. Il y avait par exemple, le système féodal où l'aristocratie s'appropriait exclusivement une ressource commune, la terre. Ce système a exploité les masses en les forçant à travailler péniblement la terre pour une bouchée de pain, afin de produire la richesse pour entretenir les châteaux, le clergé, les manoirs, les collections d'art et les armées. Durant de nombreux siècles, le pouvoir de cette petite élite est resté largement incontesté.

Mais ensuite, une classe d'entrepreneurs a émergé, défiant l'aristocratie terrienne avec de nouveaux moyens de production industrielle. Ils ont construit des usines et ont profité des économies d'échelle qui ont légèrement élargi le cercle des privilèges, en créant une classe moyenne. Cette élite et la classe moyenne qui profitaient des miettes tombées de la table du maître, vivaient de l'exploitation des enfants des « maisons de travail » et de la main-d'œuvre des nouveaux pauvres des zones urbaines dans les bidonvilles.

Ces époques étaient systématiquement corrompues, permettant aux élites de ces temps d'étendre et de pérenniser leur pouvoir. Chaque élite produisait des justifications pour calmer les masses exploitées, pour leur faire croire par un lavage du cerveau, que le système était inscrit dans l'ordre naturel des choses ou même qu'il existait pour leur bien. L'aristocratie s'appuyait sur la monarchie de droit divin, la classe capitaliste sur la main invisible du libre marché et les revendications fallacieuses d'égalité

des chances.

Dans cent ans, si notre espèce continue d'exister, notre système ne sera pas moins corrompu – si ce n'est pire – que ses prédécesseurs.

Le néolibéralisme, le dernier stade du capitalisme, le système ploutocratique des entreprises – quel que soit le nom que vous souhaitez lui donner – a permis à une petite élite d'accumuler plus de richesses et de gagner plus de pouvoir, qu'aucun monarque féodal n'aurait pu en rêver. Et en raison de la portée mondiale de cette élite, sa corruption est plus endémique, plus totale, plus destructrice que ce que l'humanité ait jamais connu.

Une élite politique étrangère peut détruire le monde à plusieurs reprises avec des armes nucléaires. Une élite institutionnelle mondiale remplit les océans des déchets de notre consommation, et détruit les forêts, les poumons de notre planète pour des plantations d'huile de palme afin de satisfaire notre désir insatiable de biscuits et de gâteaux. Et nos médias ainsi que nos services de renseignement fabriquent conjointement un récit sur des pères fouettards et des méchants à la James Bond – à la fois dans les films hollywoodiens et dans nos journaux télévisés – pour nous rendre craintifs et malléables.

Présumée fatalité

Nous abusons pour la plupart de notre petit pouvoir sans réfléchir, avec un hypocrite sens de la morale. Nous nous disons que nous avons donné aux enfants une « bonne fessée » parce qu'ils ont été vilains, plutôt que parce que nous avons établi, assez tôt avec eux, une relation de pouvoir qui génère de la confusion, puisque nous leur avons enseigné que l'usage de la force et de la contrainte allait de pair avec l'approbation parentale.

Ceux qui ont plus de pouvoir, depuis les larbins dans les médias aux dirigeants des grandes entreprises, ne sont pas différents. Ils sont tout aussi incapables de remettre en question l'idéologie et le récit – comment notre système néolibéral est-il incontournable et « juste » – que nous tous. Mais ils jouent un rôle essentiel dans le maintien et la perpétuation de ce système.

David Cromwell et David Edwards de Media Lens ont proposé deux analogies – dans le contexte des médias – qui aident à expliquer comment il est possible pour des individus et des groupes d'aider et de mettre en œuvre des systèmes de pouvoir sans avoir la moindre intention de le faire, et sans être conscients qu'ils contribuent à quelque chose de dangereux. Bref, sans être conscients qu'ils conspirent au sein du système.

Primo : Lorsqu'un banc de poissons change instantanément de direction, il nous semble que le mouvement est synchronisé par une main invisible. Les journalistes – tous formés et sélectionnés pour l'obéissance par les médias, cherchant tous à maximiser les profits au sein de la société capitaliste d'État – ont tendance à réagir aux événements de la même manière.

Secundo :

Placez un cadre carré en bois, sur une surface plane et versez-y des roulements à billes, des billes ou d'autres objets ronds. Certaines des boules peuvent rebondir, mais beaucoup vont former une couche dans la structure en bois ; d'autres trouveront alors une place au sommet de cette première couche. De cette manière, le flux de roulements à billes construit constamment de nouvelles couches qui produisent inévitablement une forme pyramidale. Cette expérience est utilisée pour démontrer à quel point des structures cristallines quasi-parfaites, telles que des flocons de neige, émergent dans la nature sans une conception délibérée.

Le système, qu'il s'agisse du féodalisme, du capitalisme ou du néolibéralisme, émerge des conditions de la vie réelle, de ceux qui recherchent le pouvoir de la façon la plus impitoyable. À une époque où la ressource principale était la terre, une classe a émergé légitimant son droit exclusif au contrôle de cette terre et de la main-d'œuvre nécessaire pour la rendre productive. Lorsque les procédés industriels se sont développés, une classe a émergé pour exiger des droits de propriété sur ces procédés et sur le travail nécessaire pour les rendre productifs

Notre place dans la pyramide

Dans ces conditions, nous devons puiser dans quelque chose comme le principe de l'évolution selon Darwin, de la « survie du plus fort ». Le petit nombre d'individus plus avides de pouvoir, ayant le moins d'empathie, grimpera jusqu'au sommet de la pyramide et se trouvera le mieux placé pour exploiter les personnes en dessous. Il justifiera cette exploitation par un droit divin, ou par l'évidence de capacités intrinsèquement supérieures, ou par la preuve de l'efficacité du marché.

En dessous d'eux, comme les couches des roulements à billes, se trouveront ceux qui peuvent les aider à maintenir et étendre leur pouvoir : ceux qui possèdent les compétences, l'éducation et la socialisation pour augmenter les profits et vendre les marques.

Tout cela devrait être évident, voire non controversé. Cela correspond à ce que nous expérimentons de petit pouvoir dans nos

vies. Est-ce qu'un pouvoir plus grand fonctionne différemment ? Après tout, si ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide n'étaient pas avides de pouvoir ou même des psychopathes dans leur recherche du pouvoir, s'ils étaient bienveillants et humains, s'ils étaient soucieux avant tout du bien-être de leur force de travail et de la planète, ils seraient des travailleurs sociaux et des militants pour la protection de l'environnement, non pas des PDG des empires médiatiques et des fabricants d'armes.

Cependant, fondez votre pensée politique sur ce que devraient être les truismes, articulez une vision du monde qui ne fait pas confiance à ceux qui détiennent le plus de pouvoir, car ils sont les plus capables – et déterminés – de l'utiliser à mauvais escient, et vous serez ridiculisé. Vous serez étiqueté en tant que théoricien du complot, chassé comme une victime d'illusions. Vous serez accusé d'être un fou à entonnoir, d'être de mauvaise foi, d'être anti-américain, d'être un guerrier social, un paranoïaque, un anti-israélien ou un antisémite, un pro-Poutine, un pro-Assad, un marxiste.

Rien de tout cela ne devrait nous surprendre non plus. Parce que le pouvoir – pas seulement les personnes dans le système, mais le système lui-même – utilisera tous les outils dont il a besoin pour se protéger. Il est plus facile de se moquer des critiques et de déstabiliser, en particulier lorsqu'on contrôle les médias, les politiciens et le système éducatif, que de fournir un contre-argument.

En fait, il est essentiel d'empêcher tout argument ou véritable débat. Parce que lorsque nous réfléchissons aux arguments, les pesons, utilisons nos capacités critiques, il existe un réel danger que les écailles nous tombent des yeux. Il existe une menace réelle que nous reculions de l'écran et que nous découvriions toute l'image.

Peut-on voir l'image complète de l'empoisonnement des Skripal à Salisbury ; ou l'élection étasunienne qui a conduit à déclarer Trump président ; ou la révolution en Ukraine ; ou les causes et le parcours des combats en Syrie et avant en Libye et en Irak ; ou la campagne pour discréditer Jeremy Corbyn en tant que chef du parti travailliste ; ou les véritables enjeux de la crise bancaire il y a dix ans ?

Le profit au lieu de l'éthique

Tout comme l'élite féodale n'était pas mue par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse, par le contrôle de la terre ; tout comme les premiers capitalistes n'étaient pas motivés par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse grâce au contrôle de la mécanisation ; ainsi, le néolibéralisme n'est pas dicté par l'éthique mais par la recherche du pouvoir et de la richesse par le contrôle de la planète.

La seule vérité que nous pouvons connaître est que l'élite occidentale au pouvoir est déterminée à achever la tâche de rendre son pouvoir pleinement mondial, en le transformant de quasi-absolu à absolu. Elle ne se soucie pas de vous ou de vos petits-enfants. C'est un système de calcul froid, ce n'est ni un ami ni un voisin. Il vit pour la satisfaction immédiate de l'accumulation de richesses, et non pour le destin de la planète, demain.

Et à cause de cela, il est structurellement tenu de miner ou de discréditer quiconque, tout groupe, tout État qui s'opposerait à la réalisation de sa domination absolue.

Si ce n'est pas cette idée que nous conservons à l'avant-plan de nos préoccupations lorsque nous écoutons un homme politique, lisons un journal, regardons un film ou une émission de télévision, absorbons une publicité ou nous nous livrons aux médias sociaux, alors nous marcherons tels des somnambules vers un avenir, que les plus puissants, les plus impitoyables, les moins empathiques ont conçu pour nous.

Reculez et regardez l'écran en entier. Et décidez si c'est vraiment cet avenir que vous souhaitez à vos petits-enfants. (C'est caché sous nos yeux: pourquoi nous ne pouvons pas voir le système nous détruire par Jonathan Cook (CounterPunch) - Mondialisation.ca 28 septembre 2018)

LVOG - Ce que ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre ce genre d'intellectuels qui ont raison d'affirmer que "le néolibéralisme n'est pas dicté par l'éthique", c'est que "la recherche du pouvoir et de la richesse par le contrôle de la planète" n'est pas une fin en soi ou ne correspond pas à un acte qui serait dicté par une volonté libre.

Bien au contraire, cette "recherche du pouvoir et de la richesse" exprime, coïncide ou est le produit des lois de fonctionnement du capitalisme, qui repose sur une contradiction, les inégalités sociales à l'origine du mode de production capitaliste qui impliquent un type particulier de répartition des richesses, ces deux facteurs étant intimement liés ou inséparables, sans quoi ce système économique ne pourrait pas se développer ou survivre.

Notons au passage qu'habituellement ceux qui critiquent le capitalisme traitent séparément ces deux facteurs ou ne remontent pas à leur origine commune, les inégalités sociales qui constituent le socle sur lequel repose l'ensemble du capitalisme, inégalités sociales entre ceux qui possèdent les moyens de production et accaparent l'essentiel des richesses produites, et ceux qui ne possèdent que leur force de travail pour survivre. Du coup, ils auront tendance à confondre cause et effet ou ils traiteront les conséquences sans s'attaquer aux causes des maux qui accablent les masses exploitées, autrement dit, comme ils ne

remonteront pas à leur origine ou aux fondements du capitalisme leurs critiques s'avèreront inévitablement stériles ou cela les amènera à formuler l'exigence d'une meilleure répartition des richesses qui le sera tout autant, ce qu'on peut vérifier en observant que les inégalités sociales ont tendance à croître ou n'ont jamais atteint un tel sommet.

Le fonctionnement et le développement du capitalisme sont tributaires de ses fondements qui expriment des rapports sociaux, qui à leur tour se sont traduits par un ensemble de lois régies par un processus logique qui leur est imposé, et qui partant de là s'impose aussi bien aux exploités qu'aux exploités, de sorte qu'il est impossible d'envisager de modifier radicalement ces rapports, d'enfreindre ces lois sous peine que ce système économique s'effondre, alors autant dire qu'imaginer une refonte de ses fondements signifierait tout bonnement son arrêt de mort puisqu'il impliquerait une inversion des rapports sociaux établis qui caractériserait un changement de régime ou le passage au socialisme, perspective inenvisageable pour les capitalistes et ceux qui en vivent bien.

Je n'ai pas le temps d'aller plus loin dans mon analyse, mais je ne pouvais pas conclure sans préciser que la satisfaction des besoins ou aspirations de l'ensemble de la population est incompatible avec l'existence ou le fonctionnement du capitalisme, et par conséquent il faut impérativement briser, se libérer de ce carcan.

Cette conclusion est forcément logique puisque nous sommes en présence d'un processus logique. Or le capitalisme ne peut connaître que deux fins possibles, dans la mesure où l'on conçoit que toute chose a un commencement et une fin, ce qui est inévitable, comme la vie et la mort qui est le destin de chaque homme, la comparaison s'arrêtera là puisqu'il n'y a pas d'autre alternative à la fin de la vie des hommes que la mort, soit les exploités parviendront à trouver les moyens en s'appuyant sur les bases du capitalisme de le dépasser en mettant un terme aux rapports sociaux sur lesquels il reposait, soit ils en seront incapables et le capitalisme sera condamné à s'autodétruire en entraînant la destruction de la civilisation humaine.

Ceux qui tiennent à tous prix à conserver le capitalisme, ignorent ce processus logique ou s'en détournent, ce qui inévitablement les conduira à des contradictions inextricables qu'ils ne pourront évidemment pas résoudre, qu'ils s'emploieront par la suite à entretenir et à justifier, en affirmant péremptoirement que les conditions ne sont pas réunies pour en venir à bout, ajoutant qu'ils n'y sont évidemment pour rien... Alors qu'en réalité, c'est seulement leur crasse ignorance ou leur mauvaise foi qui leur interdit de percevoir que c'est une nécessité historique d'en finir avec le capitalisme, et que cette nécessité n'avait cessé de se manifester tout au long de son développement depuis son avènement ou avant même qu'il voie le jour. A suivre.

En guise d'épilogue.

La concentration du capital et de la production est le produit des lois de fonctionnement du capitalisme soumises aux lois de la dialectique, et non le produit de la volonté ou de l'avidité des capitalistes qui n'en sont que les instruments et les destinataires en tant qu'exploiteurs ou sans lesquelles ils ne seraient pas des capitalistes !

K. Marx - Comme la production en grand n'a commencé à se développer que sous la forme capitaliste, où la poursuite du profit et la concurrence poussent à la plus grande réduction possible du coût de production, l'économie dans l'emploi de capital constant semble inhérente à la production capitaliste et paraît y répondre à une fonction spéciale : la production capitaliste développe la productivité du travail social, qui, à son tour, provoque l'emploi économique du capital constant.

La production capitaliste ne se contente pas cependant de faire deux choses séparées, indépendantes l'une de l'autre, du travail vivant, l'ouvrier, et des objets de travail. Par une de ces contradictions qui lui sont propres, elle va jusqu'à compter, parmi les moyens d'économiser le capital constant et d'augmenter le taux du profit, le gaspillage de la vie et de la santé des travailleurs, la réduction de leurs moyens d'existence.

Comme l'ouvrier consacre au procès de production la majeure partie de sa vie, les conditions de la production s'identifient en grande partie avec les conditions de son existence. Toute économie réalisée sur ces dernières doit se traduire par une hausse du taux du profit, absolument comme le surmenage, la transformation du travailleur en bête de somme sont, ainsi que nous l'avons montré précédemment, une méthode d'activer la production de la plus-value. L'économie sur les conditions d'existence des ouvriers se réalise par : l'entassement d'un grand nombre d'hommes dans des salles étroites et malsaines, ce que dans la langue des capitalistes on appelle l'épargne des installations ; l'accumulation, dans ces mêmes salles, de machines dangereuses, sans appareils protecteurs contre les accidents ; l'absence de mesures de précaution dans les industries malsaines et dangereuses, comme les mines par exemple. (Nous ne pensons naturellement pas aux installations qui auraient pour but de rendre le procès de production humain, agréable ou seulement supportable, et qui, aux yeux de tout bon capitaliste, constitueraient un gaspillage sans but et insensé). Malgré sa tendance à la lésinerie, la production capitaliste n'est pas regardante quand il s'agit de la vie des ouvriers, de même qu'elle est dépensière des moyens matériels de production, à cause de son système de distribution des produits par le commerce et de l'application de la méthode de la concurrence, qui aboutissent à faire perdre à la société ce qui est gagné et mis en poche par les individus.

Le capitaliste n'obéit pas seulement à la préoccupation de réduire au minimum strictement indispensable le travail vivant qu'il emploie directement et de raccourcir le plus possible, par l'exploitation de la productivité sociale, le travail indispensable pour l'obtention d'un produit, en un mot de faire le plus d'économie possible sur le travail vivant en lui-même ; il est aussi guidé par

le désir d'appliquer, dans les conditions les plus favorables, le travail ainsi réduit, c'est-à-dire de ramener au minimum le capital constant. Lorsque la valeur des marchandises est déterminée, non par le temps de travail quel qu'il soit, mais par le temps de travail strictement indispensable qui y est incorporé, cette détermination est faite par le capital, qui s'efforce sans cesse à raccourcir le temps de travail socialement nécessaire pour la production. Le prix des marchandises est ainsi amené au minimum, puisque le travail pour les produire est réduit autant que possible.

Il convient enfin de faire la distinction suivante quant à l'économie dans l'emploi du capital constant. L'augmentation simultanée de la masse et de la valeur du capital engagé correspond à la concentration d'une plus grande quantité de capital dans une même main. C'est précisément cette masse plus grande réunie dans une seule main - à laquelle correspond le plus souvent un nombre absolu plus grand (bien que relativement plus petit) de travailleurs - qui permet l'économie du capital constant. Au point de vue du capitaliste, il y a augmentation de l'avance nécessaire de capital, surtout de capital fixe ; il y a diminution (diminution relative), au contraire, au point de vue des matières mises en oeuvre et du travail exploité. (Extrait du Capital)

Comment la population sous influence s'accommode de la guerre ou de la barbarie dès lors qu'elle vit en paix.

Extraits.

- L'Occident rit sous cape des victimes de son endoctrinement, tout en prenant gaillardement le chemin de la banque.

Les mensonges rapportent gros.

Aucune autre partie du monde n'a autant souffert de l'impérialisme occidental après la Seconde Guerre mondiale que l'Asie du Sud-Est, à deux exceptions près peut-être, celles de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Dans ce qui avait été appelé l'Indochine, l'Occident a assassiné près de dix millions de personnes avec des campagnes de bombardements de masse et d'autres formes de terreur — au Vietnam, au Cambodge et au Laos.* Le coup d'État indonésien mentionné plus haut a coûté la vie à au moins un million de personnes. 30% de la population du Timor oriental a été exterminée par l'occupation indonésienne, qui a été pleinement soutenue par l'Occident. Le régime thaïlandais, pleinement asservi à l'Occident, a tué indistinctement ses gauchistes dans le nord et dans la capitale. Toute la région souffre d'un apport de religieux fondamentalistes parrainé par l'Occident et ses alliés du Golfe.

Mais l'Occident y est admiré avec une ferveur presque mystique.

Les agences de presse et les « centres culturels » américains, britanniques et français diffusent de la désinformation par l'intermédiaire de médias locaux appartenant à des « élites » soumises. L'éducation locale a été façonnée par des concepts didactiques occidentaux. Dans des pays comme la Malaisie, l'Indonésie et aussi la Thaïlande, la plus grande réussite est d'obtenir un diplôme universitaire dans l'un des pays qui colonisaient autrefois cette partie du monde.

Les pays victimes, au lieu de demander réparation devant les tribunaux, admirent et plagient l'Occident, tout en recherchant, voire en mendiant des fonds à leurs bourreaux passés et présents.

L'Asie du Sud-Est, aujourd'hui obéissante, soumise, flegmatique et dépouillée des anciennes idéologies révolutionnaires, est un endroit où l'endoctrinement et la propagande occidentale ont remporté une victoire incontestable.

- Rien qu'au cours des deux dernières décennies, des pays entiers ont été ciblés par l'Amérique du Nord et l'Europe, puis à moitié affamés par des embargos et des sanctions, avant d'être finalement attaqués et réduits en pièces : l'Afghanistan, l'Irak, la Libye pour n'en citer que quelques-uns. Les gouvernements de plusieurs nations socialistes ont été renversés soit de l'extérieur, soit par l'intermédiaire de leurs propres élites et médias locaux, dont le Brésil, le Honduras et le Paraguay.

D'innombrables entreprises occidentales et leurs alliés locaux se livrent à un pillage effréné des ressources naturelles dans des endroits tels que Bornéo/Kalimantan ou la République démocratique du Congo (RDC), ruinant totalement les forêts tropicales et assassinant des centaines d'espèces.

Sommes-nous, en tant que planète, vraiment interconnectés ? Que savent les gens les uns des autres, ou de ce qui arrive à leurs frères et sœurs sur d'autres continents ?

- L'empire occidental et ses mensonges ont réussi à fragmenter le monde à un point jamais atteint auparavant. Tout se fait « au grand jour », à la pleine vue du monde, qui est en quelque sorte incapable de voir et d'identifier les menaces les plus urgentes pour sa survie. Les organes de propagande des médias de masse servent de véhicules d'endoctrinement, tout comme les institutions culturelles et « éducatives » de l'Occident ou les institutions locales façonnées par les concepts occidentaux. Cela inclut des « outils » aussi divers que les universités, la manipulation du trafic sur Internet, les censeurs et l'autocensure, les

réseaux sociaux, les agences de publicité et de communication et les « artistes » de la pop culture.

- La barbarie et les mensonges des anciens colonialistes et aujourd'hui, des néocolonialistes occidentaux suivent un schéma clair :

Le président indonésien Sukarno et son plus proche allié, le Parti communiste indonésien (PKI), essayaient de construire un pays progressiste et autonome. Il fallait donc les arrêter, renverser le gouvernement, massacrer les membres du parti, interdire le PKI lui-même et privatiser l'ensemble du pays, le vendre à des intérêts étrangers. La vaste majorité des Indonésiens ont subi un tel lavage de cerveau qu'ils blâment toujours les communistes pour le coup d'État de 1965, bien que les archives de la CIA elle-même disent le contraire.

En Iran, le premier ministre Mossadegh prenait le même chemin. Et il a fini comme Sukarno. Et le monde entier a ensuite charmé par le boucher mis au pouvoir par l'Occident — le Shah et sa somptueuse épouse.

Le Chili en 1973 où par la suite, la même tendance meurtrière s'est installée est une preuve supplémentaire de l'amour de la liberté et la démocratie de l'Occident .

Patrice Lumumba, au Congo, avait nationalisé les ressources naturelles et essayé de nourrir et d'éduquer sa grande nation. Le résultat ? Renversé, tué. Le prix : quelque 8 millions de personnes massacrées au cours des deux dernières décennies, ou peut-être beaucoup plus (voir mon film Rwanda Gambit). Personne ne sait, ou tout le monde refuse de savoir.

La Syrie ! Le plus grand « crime » de ce pays, du moins aux yeux de l'Occident, consistait à essayer d'offrir à ses citoyens une qualité de vie élevée tout en faisant la promotion du panarabisme. Les résultats que nous connaissons tous (ou les connaissons-nous vraiment ?): des centaines de milliers de personnes tuées par des extrémistes meurtriers parrainés par l'Occident, des millions d'exilés et des millions de personnes déplacées internes. Et l'Occident, naturellement, blâme le président syrien et est prêt à le « punir » s'il gagne la guerre.

Irrationnel ? Mais le fascisme mondial peut-il jamais être rationnel ?

Les mensonges répandus par l'Occident s'accumulent. Ils se chevauchent, se contredisent souvent. Mais le public mondial n'est plus formé à la recherche de la vérité. Inconsciemment, il sent qu'on lui ment, mais la vérité est si horripilante que la grande majorité des gens préfèrent simplement prendre des selfies, s'interroger sur leur orientation sexuelle, mettre des écouteurs dans leurs oreilles et écouter de la musique industriellement produite, au lieu de lutter pour la survie de l'humanité. (De la Syrie à l'Asie du Sud-Est, les mensonges de l'Occident par Andre Vltchek - Mondialisation.ca 22 septembre 2018)

Barbarie. Stop ou encore ?

- Le directeur du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, a récemment déclaré que le Yémen serait confronté à une «grande famine» si la guerre dans la péninsule arabique n'était pas immédiatement interrompue. Aujourd'hui encore, sur les 18 millions d'habitants du Yémen, les deux tiers ne savent pas comment ils pourront obtenir leur prochain repas. (Le gouvernement allemand accepte de livrer des armes à l'Arabie saoudite en guerre au Yémen par Sven Heymann - Mondialisation.ca 29 septembre 2018)

Dans quel monde vivons-nous ? Les esclaves des temps modernes ou les salariés taillables et corvéables à merci réduits à l'état de Kleenex.

- Dans la peau d'un forçat d'Amazon - Libération 5 octobre 2018

Le géant du e-commerce est plus que jamais présent dans la vie des consommateurs. Comment le vivent les milliers de chauffeurs-livreurs sous-traitants qui doivent acheminer jusqu'à 200 colis par jour ? Entre indifférence des clients, complications d'accès aux foyers et précarité de l'emploi, «Libération» s'est glissé parmi eux.

Amazon : des sous-traitants livrés à eux-mêmes

Une matinée de juin, notre téléphone clignote. Amazon nous informe que notre colis est «livré en sécurité». Rentré chez nous, pressé comme à Noël de déchirer le carton, on monte les marches de notre escalier quatre à quatre. Pour tomber nez à nez avec notre colis, posé au sol devant la porte d'entrée. Un paquet en carton de près d'un mètre de long et d'une trentaine de centimètres de hauteur censé être «caché» sous notre paillason moitié moins large. Absurde. Il est visible de tous ceux qui passent dans la cage d'escalier. Et à la portée de toute personne voulant s'en emparer.

Abonné Amazon Prime depuis un an, un service qui permet entre autres aux clients d'être livrés en un jour ouvré (voire le soir même dans certaines villes) en illimité, on sait que la rapidité est imposée par l'entreprise, entraînant une frénésie de livraisons.

Après recherches, faute de numéro de téléphone, impossible de retrouver le chauffeur pour avoir des explications sur ce paquet laissé à la vue de tous.

On se rabat sur le service communication d'Amazon pour en savoir plus. Qui nous explique que la livraison dite du «dernier kilomètre» (comprenez du dépôt au client) n'est pas vraiment le cœur de métier de la multinationale. Une entité à part, Amazon Logistics, a bien été créée il y a six ans avec pour objectif d'améliorer «l'expérience client» dans ce domaine. Mais la livraison reste sous-traitée à des entreprises spécialisées, comme TNT ou Chronopost. Amazon assure aussi veiller à ce que les employés «exercent dans de bonnes conditions». Et qu'ils ne subissent pas de pression trop importante.

Début septembre, on a candidaté à une dizaine d'offres d'emploi pour un poste de chauffeur-livreur en CDI. Il a suffi d'une recherche sur la plateforme le Bon Coin pour en trouver. On a, bien entendu, sciemment oublié de mentionner notre activité de journaliste. Deux jours plus tard, le téléphone sonne. Au bout du fil, un homme nous tutoie d'emblée : «J'ai vu ton CV, t'es toujours intéressé ?» Nous acquiesçons.

«Un peu dans le même sac»

Il décline les conditions : «C'est pour un CDI, payé 1 300 euros net. Après, ça peut évoluer si tu livres beaucoup de colis, je ne suis pas fermé à ça.» Seule condition à l'embauche : réaliser une formation de trois jours avec des chauffeurs déjà en poste. Première surprise : elle est non rémunérée et aucun contrat n'est signé. Il faut en revanche transmettre par mail une carte d'identité et un permis valide. Si les deux parties s'entendent à la fin de la «formation», un premier CDD de trois mois sera signé. Puis un CDI.

L'homme au bout du fil, Christophe (1), se justifie de procéder ainsi : «Tu sais, je vais te dire honnêtement, on est un peu dans le même sac. Moi, je ne suis qu'un sous-traitant de sous-traitant. En gros, Amazon sous-traite son activité de livraison à des dizaines de grosses entreprises. Elles ont des filiales dédiées qui, elles aussi, sous-traitent à des centaines de petites entreprises, donc nous. Et c'est là qu'on t'embauche. Donc je préfère faire ça, parce que livreur Amazon, ce n'est pas aussi simple que ça en a l'air.»

Rendez-vous est pris quatre jours plus tard pour entamer notre formation. Le soleil vient tout juste de se lever sur la zone commerciale de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), peu après 7 heures. Entre deux entreprises à l'architecture moderne, des dizaines de camions forment un étrange ballet. Certains chauffeurs en gilet jaune entrent sur un parking. Ils sont guidés par d'autres salariés en gilet orange qui beuglent des informations inintelligibles au mégaphone. Les chauffeurs ressortent quelques minutes plus tard, le coffre rempli de dizaines de colis Amazon pour faire la place à d'autres camionnettes. Garé quelques mètres plus loin en double file, Christophe nous invite à le rejoindre dans son véhicule. Sans badge, impossible pour nous d'entrer dans le dépôt.

Le briefing de notre formation illégale aura donc lieu dans sa voiture, entre dix coups de téléphone de «ses» livreurs. Il pointe du doigt les dizaines d'utilitaires au loin. «Si tu t'en sors bien, t'en auras un pour toi.» Une chose nous étonne néanmoins : elles ont toutes un immense logo Europcar ou Rent A Car accolé sur le flanc. Christophe, bas de jogging et baskets, précise : «Comme je t'ai dit, on est des sous-traitants au dernier échelon. Donc on n'a pas vraiment l'argent pour investir dans un parc d'utilitaires. On loue des véhicules à des entreprises de location, on a des forfaits moins chers.» On apprend dans la foulée que notre employeur a fondé sa société avec des amis. Ils travaillent à 100 % pour l'entreprise de livraison nationale Easy2Go, ou plutôt l'une de ses filiales, nommée Flash. Dont le plus gros client est Amazon, assure Christophe.

Pour nous mettre dans le bain, le jeune chef d'entreprise joue la carte de l'honnêteté : «Amazon nous met la pression. Si un chauffeur ne fait pas l'affaire, n'est pas efficace, ils nous appellent et ils nous disent : "Ton gars, là, il ne rentre plus chez nous." Et ils retirent son badge. Ce ne sont pas eux qui embauchent, donc ils s'en foutent, ils ne licencient pas. Mais nous, derrière, on n'a pas le choix... Donc si tu bosses bien, c'est donnant-donnant pour toi comme pour nous.» En attendant que ses chauffeurs sortent du dépôt, on se gare près d'une station-service et d'un parking Norauto. Un homme en chemise, pantalon de costard et ordinateur sous le bras, débarque à toute allure. Il scrute les camions de location, a l'air de prendre des notes sur son carnet. «Le patron de Norauto a appelé Amazon pour se plaindre que les chauffeurs stationnent là en attendant de récupérer leurs colis. Alors il a interdit de se garer là. Il est en train de prendre le nom de ceux qui le font quand même, pour les sanctionner», éclaire Christophe. Sur la sanction, il précise : «Il va leur retirer leur badge quoi, leur interdire d'entrer.» Comprenez, en langage de sous-traitant : les licencier.

«Comme de l'intérim»

Pour se défendre de créer une économie précaire, Amazon avance être à l'origine de milliers de CDI faciles d'accès. Ceux-là mêmes qui attendraient que l'on «traverse la rue». Rien que pour le dépôt de Vélizy-Villacoublay, ouvert depuis le 3 septembre dans d'anciens entrepôts Peugeot de 13 000 m², près de 580 chauffeurs sont employés, indique Christophe. L'immense majorité en CDI. On a également pu lire dans les médias mi-septembre que «80 nouveaux» CDI seraient créés sur ce dépôt «d'ici 2020» afin de «dispatcher» les colis avec, pour finalité, d'irriguer le sud de la région Ile-de-France. Pour la multinationale, la dureté de la tâche serait donc compensée par l'assurance d'avoir un emploi stable. Sur ce point, notre employeur sous-traitant tient à ce que l'on ne se fasse pas d'illusions : «Oui, c'est un CDI. Mais le dépôt est ici en phase de test. Si ça ne fonctionne pas, en décembre ils le ferment.» Quid des CDI créés donc ? Silence gêné de notre interlocuteur. «Au mieux, ils les dispatchent sur d'autres dépôts.

Au pire...»

Grégoire (1), chef de dépôt dans une grande ville française, confirme : «Ce métier, c'est comme de l'intérim. Car ta boîte peut fermer du jour au lendemain.» Lui en sait quelque chose, l'entreprise qui l'employait avec trois autres chauffeurs a mis la clé sous la porte. La société de transport donneuse d'ordre, Easy2Go (la même qui pourrait nous employer à Vélizy-Villacoublay), a perdu l'appel d'offres avec Amazon aux dépens d'une autre. Résultat, les myriades d'entreprises dans son giron dédiées à la livraison Amazon ont dû fermer en moins de dix jours. La société titulaire du nouveau marché en a bien repris quelques-unes, dont celle de Grégoire. Mais pas suffisamment pour éviter à des dizaines de livreurs en CDI de perdre leur emploi, plaide le chef de dépôt. Contacté, Easy2Go n'a pas souhaité répondre à nos questions et a transféré notre demande directement à Amazon.

«Le dimanche, un jour normal»

Le chauffeur responsable de notre formation est un grand homme longiligne d'une trentaine d'années originaire d'Afrique francophone. Moussa (1) est arrivé en France en 2013. Il est, selon Christophe, «le meilleur chauffeur» de son parc. Voilà un an qu'il travaille pour Amazon, ce qui en fait l'un des plus anciens aussi. Il touche aujourd'hui 1 500 euros net. Moussa nous attend sur un parking un peu plus loin du dépôt. Avec, dans le coffre de sa fourgonnette de location, 120 colis. «Ça fait normalement 82 points d'arrêt», précise-t-il. Avant qu'on monte, Christophe, notre futur employeur, ajoute une dernière chose : «Concernant les horaires, moi je te paye pour sept heures. Maintenant, si tu n'as pas terminé au bout de sept heures, c'est pour toi. Sauf si le retard vient d'Amazon, là je te paye en heures supplémentaires. Tu verras, il y a des jours où tu termineras à 14 heures. D'autres à 20 heures, surtout quand tu débutes. Je peux te demander de travailler le dimanche aussi, mais c'est payé comme un jour normal.» Moussa nous toise, amusé : «Bon, tu as bien compris que ce n'était pas les 35 heures.»

Son camion démarre à toute berzingue en direction de Boulogne-Billancourt, secteur de livraison de la journée. Au pare-brise, un téléphone fourni par Amazon sert de GPS et de terminal pour vérifier les colis. Ici, on ne se fie pas à la feuille de route, mais au sacro-saint terminal. Pour nous mettre dans l'ambiance, Moussa confie rapidement avoir été agressé en banlieue parisienne il y a quelques jours. Plusieurs jeunes l'ont repéré et frappé pour prendre sa cargaison. «C'est fréquent dans certaines zones. Ils repèrent les camions Europcar et les volent», explique notre formateur. Il s'en est tiré avec plusieurs jours d'ITT (incapacité totale de travail) mais a précipité son retour au travail. Amazon ne lui en a pas tenu rigueur, à condition qu'il porte plainte.

Au bout de quinze minutes de route, le fourgon s'arrête une première fois. Moussa en ouvre la porte latérale. Dans le coffre, la centaine de colis est répartie en plusieurs grands sacs en tissu. Les plus gros paquets sont mis à part, à l'arrière du camion. Le terminal indique dans quel sac il faut prélever les colis pour livrer à l'adresse indiquée. On quitte le camion avec douze paquets. En montant les escaliers de la résidence au trot, on croise des livreurs Chronopost. Pas pressés, ils nous interrogent : «Vous êtes d'où pour aller à cette allure ?» «Amazon», lui rétorque Moussa. «Ah ouais, mais vous êtes au-dessus là. Amazon, c'est le "turfu" [futur, ndlr]», plaisante l'un des deux jeunes hommes.

Une fois arrivé au pied de l'immeuble, notre formateur décline sa technique pour livrer rapidement : «Amazon ne veut pas qu'il y ait trop de retours. Il faut livrer le plus possible, et aller vite. Alors, quand il y a un gardien, tu lui donnes les colis. S'il n'y a pas de gardien, on a acheté au marché noir des clés universelles. Elles ouvrent toutes les boîtes aux lettres.» Dans son local, la porte ouverte, le concierge flaire l'entourloupe : «Il faut sonner, hein. Si tu n'arrives pas à livrer, après tu viens me voir.» Puis, agressif, se pose en victime collatérale du système Amazon : «Les résidents laissent les colis quinze jours ici, ils en ont rien à foutre. Moi, j'ai 400 personnes dans la résidence je ne suis pas payé pour ça. A chaque colis Amazon, ils disent : "Laissez chez le gardien." Et bah le gardien, il est pas là.» Avant de temporiser, comme pour s'excuser : «Ils en ont rien à foutre de vous, je sais. Mais de moi non plus, ils en ont rien à foutre.» On sonne à l'interphone plusieurs fois. Aucune réponse. A l'aide d'un badge permettant de déverrouiller les portes d'entrée, on pénètre dans le hall. Lors de son agression, Moussa s'est aussi fait voler son trousseau de clés universelles. Impossible aujourd'hui de livrer les gros colis dans les boîtes aux lettres, tout devra se faire en main propre. «Ça va être long, je le sens», prévient Moussa. Grâce à un voisin, nous pénétrons dans l'immeuble. Direction le deuxième étage, où un résident doit réceptionner deux colis volumineux. Nous frappons. Aucune réponse. «Dans ce cas-là, t'essayes de les donner à un voisin», explique notre formateur. A la porte d'à côté, un «c'est qui ?» résonne dans le hall. «C'est Amazon, on a un colis pour votre voisine mais elle n'est pas là», crie Moussa. Toujours à travers la porte, la voisine répond : «Ah non, mais je ne la connais pas, moi. Je ne lui parle jamais, désolée.» Et Moussa de s'étonner : «C'est comme ça, ils vivent à côté mais ont peur de se parler...» Il tente plusieurs fois d'appeler la cliente, qui ne répond pas. Nous repartons avec le colis, que nous livrerons plus tard.

Dans l'immeuble d'à côté, le gardien accepte volontiers de réceptionner les six paquets de ses résidents. «Bientôt, il n'y aura plus que des colis Amazon, il faut bien se mettre à la page», dit l'homme, l'air circonspect par le ballet quotidien de livreurs. Dans le bâtiment voisin, il faut livrer un gros carton. Le client répond à l'interphone. Nous montons au quatrième. La porte est déjà ouverte, il apparaît en slip et en peignoir, une clope à la main. Moussa rit : «Parfois, ils sont même quasiment nus, je préfère sonner, laisser le colis devant la porte et partir. J'ai peur d'avoir des problèmes, qu'on m'accuse de harcèlement alors que j'ai juste livré un colis».

On prend le Pouls de la France

Les cinq prochaines livraisons sont décrites comme «faciles» par Moussa. Elles sont adressées à des clients sur leur lieu de travail. Au mieux, le service accueil des bureaux les prend en charge. Au pire, il faut monter dans les étages. Mais il n'y a pas à

mener d'enquête de voisinage pour livrer le paquet, comme dans les résidences privées. «Ça nous fait gagner beaucoup de temps», dit notre formateur. Au fil des livraisons, on s'en rend compte : lorsque l'on transporte des colis Amazon, on prend le pouls de la France. Avec plus de 100 millions de clients «Prime» dans le monde, la multinationale vampirise une grande partie du marché. Se faire livrer un disque, un livre, un ordinateur ou de l'antipuces pour chat pour le lendemain est simplissime. Résultat, de plus en plus de gens commandent chez Amazon. Celui qui passe sa journée en slip, celle qui vient d'accoucher, celle qui zieute par le judas, celui dont les pétards embaument la cage d'escalier, celle que l'on réveille de la sieste, celle qui a peur, celle qui propose le café, celui qui ne parle pas français, celle qui commande des colis tous les jours.

On pénètre des open spaces de start-up où les employés travaillent en chaussettes et se déplacent en skate. En pleine réunion, ils ne lèvent pas les yeux sur l'homme au gilet jaune qui vient les livrer. Des entreprises où des joueurs de jeux vidéo ont pour métier de s'affronter en compétition. On constate aussi, un peu amusé, qu'un autre concours que celui du CAC 40 se joue entre certaines grandes sociétés : celui des halls d'accueil. Certains ont des statues de chien en marbre blanc, dans un autre c'est un serpent fait de boules d'inox, ailleurs des murs entièrement recouverts d'aluminium sur 10 mètres de haut ou encore des plafonniers en inox en forme de mouettes géantes. Mais une constante : seuls les agents d'accueil, de ménage et de sécurité parlent aux livreurs. Comme nous, ils prennent le monte-charge sans miroir et les labyrinthiques coursives blanches aux néons blafards pour accéder aux bureaux. On laisse les ascenseurs panoramiques et les couloirs en moquette aux salariés en costard. Les agents s'intéressent, «c'est votre premier jour ?» ; questionnent, «ça fait combien de temps que vous livrez ?» ; s'inquiètent, «ils ne vous regardent pas, c'est dur, même nous ils ne nous regardent pas.» On a l'impression, sous nos yeux, d'assister à la frénésie de deux mondes qui se côtoient sans vraiment se parler. Celui des cadres qui consomment, et celui des personnes employées pour leur rendre service. Les premiers doivent en prendre plein la vue dès le hall d'immeuble. Les seconds doivent être invisibles, pour ne pas déranger. Du clic à la livraison, tout s'opère par magie.

Depuis le début de la journée, Moussa, notre formateur, est malade. Il a des sueurs froides, de la fièvre probablement. Alors que la journée avance, il marche de plus en plus lentement. «Je suis vraiment faible», nous dit-il. Il doit pourtant continuer : personne ne peut le remplacer et il ne veut pas prendre le risque de rapporter des colis au dépôt. Il est presque 17 heures quand la tournée a été réalisée. Pour autant, la journée n'est pas terminée, Moussa tient à retourner livrer chaque colis qu'il n'est pas parvenu à remettre aux clients.

«Ce n'est pas qu'on nous sanctionne si on ramène des paquets. Mais ils vont nous les ajouter à la tournée de demain, du coup j'aurai plus de colis. Donc autant les livrer tous aujourd'hui», explique-t-il. A cette heure ne restent que les livraisons problématiques. Celles où la personne est injoignable car elle a renseigné un mauvais numéro ou une mauvaise adresse. Certains aussi nous demandent d'attendre une demi-heure, le temps qu'ils rentrent du travail, pour ne pas avoir à patienter jusqu'au lendemain pour se faire livrer. La journée se termine finalement à 18 h 30, après onze heures de travail sans aucune pause, et sans même avoir mangé un sandwich sur le pouce. Moussa rentre au dépôt fier, sans colis sur les bras. Il repartira demain pour une nouvelle tournée. Sans nous.

«Fantôme»

Au cours de cette enquête, nous avons été en contact régulier avec six chauffeurs issus de dépôts différents. Sur une période de trois semaines, la moitié nous a affirmé au moins une fois vouloir démissionner. Seul un l'a fait. Jérôme, livreur à Paris, a tenu cinq mois avant de quitter l'entreprise. «Je ne pouvais plus continuer, j'étais épuisé. Le rythme est infernal, il faut toujours être au moins à 200 % et c'est toujours de notre faute, quoi qu'il se passe. Maintenant, je vais prendre quelques jours pour me reposer et ensuite on verra», confie-t-il. Ils disent livrer entre 80 et 180 colis selon les jours. «Parfois, ça peut dépasser les 200, 220», constate un chef de dépôt. Un autre livreur de l'est de la France décrit aussi les pressions subies : «Amazon met en place un système de ce qu'ils appellent des "concessions". Une plainte d'un client pour un colis non reçu ou un mauvais comportement nous vaut une "concession". Au bout de dix ou douze, on est licenciés.»

Le problème, c'est que la livraison prônée par Amazon pousse les livreurs à déposer les paquets dans les boîtes aux lettres ou chez les voisins plutôt que de les remettre en main propre. Résultat, certains disparaissent et c'est la faute des chauffeurs. Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à observer les milliers de plaintes quotidiennes à ce propos sur les réseaux sociaux. L'un des dirigeants d'une grande entreprise de transport sous contrat avec Amazon prophétise : «C'est une profession qui va disparaître à terme. Parce que c'est un travail de fantôme, ils ne sont pas reconnus. Les gens ne les regardent pas.» Certains ont tenté de lancer des débrayages dans leurs dépôts pour protester contre un nombre de paquets trop élevé, mais n'ont pas ou peu été entendus. De son côté, Amazon planche de plus en plus sur la robotisation de ses activités, la rumeur des livraisons par drones prenant corps ces dernières années.

Après de longues recherches, on a finalement trouvé le salarié responsable des livraisons dans notre quartier. Impossible de savoir s'il était bien à l'origine de la livraison de notre colis sous le paillason. A le voir courir régulièrement, on a fini par sympathiser. Aussi parce qu'on sait désormais ce qu'il endure. Libération 5 octobre 2018

[Deuxième partie.](#)

En Marche vers le totalitarisme.

- Les militants En marche !, aisés et surdiplômés, selon une étude - Reuters 8 octobre 2018

Un homme surdiplômé actif au train de vie confortable résidant dans une grande ville : tel est le profil type du militant La République marche (LaRem) dressé au terme d'une grande enquête de l'organisation Terra Nova publiée lundi.

Les adhérents de LaRem, qui revendique 400.000 membres du total, sont avant tout des hommes (68%), plus jeunes et un peu plus urbains que la moyenne des Français avec un niveau de formation très élevé puisque 80% sont diplômés du supérieur, selon cette étude basée sur les réponses de 8.815 "marcheurs".

Les cadres et professions libérales y sont majoritaires (60%), de même que les actifs du secteur privé (71%). Leurs revenus les situent dans la moitié haute de la société.

"Il ne s'agit pas de bourgeoisie patrimoniale mais plutôt de gens dont la caractéristique est d'avoir un niveau d'étude et de compétence culturelle et professionnelle assez solide", a dit à Reuters l'un quatre auteurs du rapport, Bruno Cautrès, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).

En résumé, le "marcheur" type ressemble à Emmanuel Macron, fils de médecins d'Amiens (Somme) ayant fait des études dans les grandes écoles, dont l'Ecole nationale d'administration (Ena), ayant exercé comme banquier avant de briguer la présidence. (Marié à la fille d'un industriel et ex-épouse d'un banquier il faut préciser. - LVOG)

LIBÉRAUX ET PROGRESSISTES

(C'est un oxymore du genre : La guerre, c'est la paix ou la liberté, c'est l'esclavage ou encore l'ignorance, c'est la force (1984 - Orwell) Traduire : néolibéraux et rétrogrades. - LVOG)

Au chapitre des valeurs, les "marcheurs" sont en majorité favorables au libéralisme économique, avec des sentiments positifs vis-à-vis de l'Union européenne. La question la plus importante à leurs yeux est la construction européenne (15%), ex-aequo avec le chômage (15%) et l'éducation (14,5%), suivis des déficits publics (9%) et des inégalités (9%).

"Des thèmes comme l'insécurité, le terrorisme et l'immigration les préoccupent en revanche assez peu, ce qui les distingue d'autres formations, notamment à droite", notent les auteurs.

Le rapport divise les "marcheurs" en cinq sous-catégories.

Le groupe le plus important, "cœur du macronisme", est constitué de progressistes sur le plan des valeurs et libéraux sur le plan économique (31%).

Viennent ensuite les "progressistes-égalitaires" (23%), souvent d'ancien sympathisants socialistes ayant voté pour François Hollande en 2012. "Moins libéraux économiquement que la première catégorie, il se préoccupent avant tout de justice sociale", note Bruno Cautrès.

Un groupe de même taille (23%), les "conservateurs libéraux", proches du centre-droit, mêle adhérents anciens ou actuels des Républicains, anciens électeurs de Nicolas Sarkozy ou soutiens de François Fillon en 2017.

Viennent ensuite les "modérés-conservateurs" (19%) qui "cultivent un centrisme incliné culturellement au centre-droit, voire à droite, et économiquement au centre-gauche, voire à gauche", peut-on lire dans le rapport.

Enfin, 4% des sondés sont classés dans la catégorie des "euro-dubitifs". "Ce ne sont pas des eurosceptiques comme on peut en trouver par exemple au Rassemblement national, mais ils expriment des doutes voire des craintes sur l'intégration européenne", explique Bruno Cautrès.

Quand on les interroge sur les qualités du chef de l'Etat, dont la cote d'opinion recule ces derniers mois, les "marcheurs" louent ses talents oratoires, sa capacité à incarner le rôle du leader et à prendre des risques pour ses idées.

"Les seules critiques qui émergent interrogent son peu de sensibilité aux demandes des Français et sa faible capacité à accepter la contradiction", ajoutent les auteurs de l'étude. Reuters 8 octobre 2018

On retrouve là les différentes couches sociales qui constituent le socle du fascisme.

- Delphine Gény-Stephann, ministre la plus riche - L'Express.fr 8 octobre 2018

Delphine Gény-Stephann secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, est la plus riche des membres du gouvernement, rapporte l'Obs ce lundi.

Cette polytechnicienne, qui va avoir 50 ans, a un patrimoine qui s'élève à plus de 16 millions d'euros.

Selon sa déclaration, Delphine Gény-Stephann possède deux grands appartements à Paris de 240 et 117 mètres carrés ainsi que deux propriétés de 280 et 120 mètres carrés en Bretagne. De plus, elle possède également 7 millions d'instruments financiers et 68% de start-up Alcémon de son mari, Bertrand Stephann. Ce dernier point aurait d'ailleurs été omis dans sa déclaration à l'HATVP selon l'Obs. L'Express.fr 8 octobre 2018

- Le gouvernement teste l'idée d'une retraite à taux plein à 63 ans - Liberation.fr 08.10

Sans toucher à l'âge légal de départ à la retraite fixé à 62 ans, l'exécutif avance la piste d'un an de travail supplémentaire pour partir avec une pension sans décote. Objectif : inciter les Français à travailler plus longtemps. Liberation.fr 08.10

« Je ne souhaite pas construire des places de prison pour les remplir » déclare Nicole Belloubet - Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet confirme que 15000 places de prison seront construites... Publicsenat.fr 08.10

Surenchère.

- Dupont-Aignan propose de taxer les prisonniers - Reuters 08.10

Le président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, a annoncé lundi le dépôt d'une proposition de loi visant à faire participer les prisonniers aux frais d'incarcération, si besoin en travaillant... Reuters 08.10

Appel à la délation.

- Nicole Belloubet confirme qu'une plateforme sera mise en place dès novembre pour signaler en ligne les violences conjugales - Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet a souhaité apporter des réponses concernant le traitement de la justice pour les violences faites aux femmes. Publicsenat.fr 08.10

Fabrique du consentement.

- «La PMA était une promesse de campagne, l'opinion y est favorable : l'issue est certaine» - Liberation.fr 08.10

Confirmation. On ne change pas le mode de pensée et le comportement de la population à coup de décrets ou de canons.

- «L'homophobie et la transphobie demeurent très ancrées.» - Liberation.fr 08.10

C'est là qu'on s'aperçoit que ces campagnes n'étaient pas destinées à bénéficier aux homosexuels ou aux transsexuels, bien au contraire, ce que j'ai toujours affirmé.

[A défaut d'affronter le régime, affairisme ou la course aux places et à la gamelle.](#)

- France: Les européennes aiguisent les divisions à gauche - Reuters 8 octobre 2018

Ils n'ont plus qu'une préoccupation : Désigner celui qui sera le gardien du cadavre nauséabond du stalinisme.

- Au PCF, Pierre Laurent vers la sortie - Liberation.fr 7 octobre 2018

Un choc. Une surprise. Un séisme. Un tourbillon. Les mots ne manquent pas après un résultat inédit : la direction (sortante) communiste a perdu un vote interne. A quelques semaines du congrès, qui se déroulera à Ivry-sur-Seine, les militants du PCF – plus de 30 000 votants – ont placé le texte d'orientation porté par André Chassaigne, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, et Fabien Roussel, patron de la fédération du Nord, devant celui de Pierre Laurent. Pourtant, il y a quelques semaines, le porte-parole du parti, Olivier Dartigolles nous confiait : «C'est serré mais si on fait les choses bien, si on mène une bonne campagne, ça devrait le faire.» Raté. La direction découvre la minorité.

«Un formidable signal d'espoir»

Samedi, a la tombée des résultats, Pierre Laurent a «pris acte» de la décision des militants. La défaite est rude. Le sénateur était en course pour un troisième mandat. Il espérait rassembler autour de lui toutes les générations pour écrire une nouvelle page du PCF et mettre de nouvelles têtes dans la direction afin de donner un nouveau souffle à un parti en difficulté. Sauf qu'il a perdu le fil ces derniers temps. L'année 2017 lui a été fatale. Les reproches sont nombreux, surtout l'absence d'un candidat communiste lors de la présidentielle. Après des mois d'hésitation, il a choisi de soutenir du bout des lèvres La France insoumise (LFI) de Mélenchon : la décision la «plus compliquée» de sa carrière. Il y pense «tous les jours» raconte un proche. Discret, voire mystérieux, Pierre Laurent n'a jamais laissé paraître ses émotions, il a assumé, estimant que c'était la meilleure décision pour sa famille politique.

Pas suffisant pour convaincre. En interne, plusieurs voix se sont élevées. Un de ses adversaires : «Il a couru derrière une alliance de la gauche impossible et Mélenchon nous a ridiculisés !» Un autre le décrit comme un «mou-du-genou qui a peur de prendre la moindre décision». Il prendra la parole lors du conseil national du PCF, samedi 13 novembre, afin d'indiquer ses intentions. Beaucoup parient sur une «démission rapide», très peu l'imaginent rester secrétaire national. Un connaisseur décrypte : «Le texte d'orientation n'est pas lié au poste de secrétaire national mais personne ne l'imagine rester, c'est impossible. Logiquement, il devrait laisser son poste à un signataire du texte vainqueur.»

Pendant ce temps, André Chassaigne a le sourire. Il savoure. Cette victoire a des airs de revanche. «C'est un formidable signal d'espoir», a-t-il déclaré samedi soir. Le député du Puy-de-Dôme, l'un des visages du PCF, court après depuis des années. Pas du tout fan de Jean-Luc Mélenchon, il aurait aimé être candidat lors des deux dernières présidentielles mais la direction a fait barrage. Il l'a mal vécu. Un manque de «respect» ou de «considération» selon son humeur. Un petit fossé s'est creusé entre Pierre Laurent et lui. Pour autant, André Chassaigne ne postule pas au poste de secrétaire national. Il a toujours dit «qu'il n'était pas intéressé» par le job.

La bande à Dédé

Le chef des députés communistes ouvre le champ à l'un de ses proches, Fabien Roussel. Une tête connue des communistes et inconnue du grand public. Un vendredi de septembre, on a croisé le député du Nord dans les travées de la Fête de l'Humanité. Un caractère trempé et un regard malin. L'ancien journaliste tourne à la bière, enchaîne les bises. Il laisse peu de place au silence. Des blagues, des questions, et une présentation : «73 kilos, 49 ans, 13 de tension, je suis en pleine forme.» Très loin du style Pierre Laurent.

Persuadé que la gauche a besoin d'un PCF «fort» pour se relever, il se montre offensif et se démarque de la direction actuelle : «Nous devons affirmer la volonté de présenter un candidat en 2022. Il ne faut pas avoir peur de dire les choses. Sinon, on va passer notre temps à tenter de construire des unions et à la fin on va se retrouver tout seul parce que personne ne voudra de nous.» Fabien Roussel ne cache pas son jeu : il fait comprendre que le poste de secrétaire national du PCF l'intéresse. Mais aucune déclaration officielle. Le malin préfère se replonger dans le passé. «Chez nous, c'est toujours le sortant qui désigne son successeur», dit-il confiant, persuadé que le texte qu'il présente avec ses copains arrivera en tête, et que la direction actuelle libérera le trône. Un mois plus tard, la moitié du chemin est faite.

Les débats s'ouvrent pour l'autre moitié. La bande à «Dédé» Chassaigne compte bien récupérer les clés de la maison, située place du Colonel-Fabien, mais sans les demander. Ils attendent que Pierre Laurent l'annonce. Sans brusquer. Ni provoquer. En septembre, Roussel était déjà dans le futur. Il se voyait déjà en haut de l'affiche, dans le rôle du rassembleur : «Chez nous, les communistes, on débat mais nous sommes tous des camarades, à la fin, comme toujours tous les membres respecteront la ligne décidée lors du congrès et notre famille sera unie.» Sauf que depuis le résultat de samedi, la logique n'existe plus au PCF. Libération.fr 7 octobre 2018

Il ne vous aura pas échappé que les derniers soubresauts du PCF enthousiasme Libération en sous-titrant «Un formidable signal d'espoir»... donc Macron et LREM.

[En famille. Quand les médias penchent pour l'extrême droite.](#)

- Présidentielle au Brésil: les électeurs veulent "du changement" - AFP 08.10

Les Brésiliens votaient nombreux et dans le calme dimanche pour le premier tour de la présidentielle, exprimant l'espoir d'un "changement" dans ce scrutin où Jair Bolsonaro, le candidat d'extrême droite, apparaît en position de force. AFP 08.10

LVOG - Un coup de force ou un coup d'Etat législatif...

- De la plage à la favela, Rio vote en rêvant au changement - AFP 08.10

Dans un Brésil déchiré après une campagne électorale agressive, les habitants de Rio de Janeiro ont voté dimanche avec un crédo: le changement, aussi bien dans les quartiers chics comme Copacabana que dans les favelas comme Rocinha. AFP 08.10

LVOG - L'extrême droite fait rêver les habitants des "quartiers chics", c'est bien connu, on n'en doute pas...

- Un boulevard pour Bolsonaro - Liberation.fr 09.10

- Face à l'ex-militaire ultraconservateur, qui a failli l'emporter dès le premier tour, le Parti des travailleurs a peu de chances de rebondir. Liberation.fr 09.10

LVOG - Libération a exprimé ici un souhait...

- Brésil: la lame de fond Bolsonaro déferle sur le Parlement - AFP 09.10

Le minuscule parti de Jair Bolsonaro, qualifié très facilement pour le second tour de la présidentielle au Brésil, est devenu grand et la poussée du candidat d'extrême droite a totalement redessiné le Parlement. AFP 09.10

LVOG - Question : Comment un "minuscule parti", donc inconnu de la plupart des Brésiliens peut-il parvenir au pouvoir ? Demandez la recette à ceux qui ont porté Macron au pouvoir...

- Brésil : l'extrême droite en route vers la présidence - LeFigaro.fr 09.10

LVOG - Allez Le Figaro , souhaitez-lui bonne route !

- Brésil «Il faut empêcher le retour du PT» - Liberation.fr 09.10

LVOG - Libération ne peut s'empêcher de prendre position...

- Présidentielle au Brésil: duel incertain Bolsonaro/Haddad au 2e tour - AFP 08.10

Le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro s'est qualifié facilement dimanche pour le deuxième tour de la présidentielle au Brésil sur un gros score, mais il se retrouvera face à la gauche dans un duel à l'issue incertaine.

Avant que ne tombent les résultats le situant à 46,06% avec 99,99% des urnes dépouillées, loin devant Fernando Haddad, du Parti des travailleurs (PT) à 29,24%, Bolsonaro a évoqué des "problèmes avec les urnes électroniques".

"Je suis certain que si ça n'avait pas eu lieu, nous aurions eu dès ce soir le nom du président de la République", a lancé le candidat de 63 ans dans une vidéo sur Facebook.

"Nous ne pouvons pas rester sans rien dire. Nous allons réclamer au Tribunal supérieur électoral (TSE) des solutions", a-t-il ajouté.

Si ses partisans ont protesté devant le TSE à Brasilia aux cris de "fraude, fraude!", l'ex-capitaine de l'armée n'est pas allé jusque-là. "Nous devons rester mobilisés. Il reste trois semaines avant le second tour", a-t-il dit. AFP 08.10

- Jair Bolsonaro prétend que des "problèmes dans les urnes" l'ont empêché d'être élu au 1er tour - Le HuffPost 08.10

Jair Bolsonaro a-t-il été dépossédé d'une victoire au 1er tour des présidentielles au Brésil? Le HuffPost 08.10

LVOG - S'il le prétend, c'est sans doute parce qu'il existe de bonnes raisons à cela...

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Le prix Vaclav Havel du Conseil de l'Europe à Oïoub Titiev - Reuters 08.10

Le Russe Oïoub Titiev, président de l'antenne tchétchène de Mémorial, une Organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme, a été honoré lundi à Strasbourg par le prix Vaclav Havel de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Agé de 61 ans, il a été arrêté en janvier dernier et accusé de détention de cannabis, une accusation qu'il accuse la police d'avoir monté de toutes pièces. Il encourt une peine de dix ans de prison.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont réclamé sa libération.

Le prix des droits de l'homme Václav Havel, qui consiste en une somme de 60.000 euros, est décerné chaque année à une personnalité de la société civile oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme. Reuters 08.10

Assassinat ordinaire et un coupable pour des milliers de crimes impunis.

- Trois Palestiniens tués par des tirs israéliens (ministère à Gaza) - AFP 06.10

Trois Palestiniens, dont un adolescent de 14 ans, ont été tués vendredi par des tirs israéliens dans la bande de Gaza lors de manifestations et de heurts le long de la frontière, a indiqué le ministère gazaoui de la Santé. AFP 06.10

- Chicago: Un policier blanc déclaré coupable du meurtre d'un ado noir - Reuters 06.10

Un agent de police blanc de Chicago, Jason Van Dyke, a été reconnu coupable vendredi du meurtre en 2014 d'un adolescent noir, Laquan McDonald, affaire qui avait exposé au grand jour les tensions entre la communauté noire et les services de police dans la troisième ville des Etats-Unis. Reuters 06.10

LVOG - S'il avait été jugé un an plus tôt, il aurait été blanchi, vous devinez pourquoi, n'est-ce pas ?

Ils osent tout

- Au Venezuela, l'inflation atteint 488.865% sur un an, selon un opposant. - Reuters 09.10

"Cela nous donne une projection de 1.030.281% d'inflation à la fin de l'année", a ajouté le député.

Un chiffre qui correspond avec les prévisions du Fonds monétaire international, selon qui l'hyperinflation au Venezuela pourrait dépasser 1.000.000% d'ici la fin de l'année.

LVOG - Qui dit mieux ?

- Lettonie: La diplomatie et la défense cibles de cyberattaques russes - Reuters 09.10

- Oleg Sentsov se réalimente de peur d'être nourri de force - L'Express.fr

- Fracturation hydraulique: Reprise au Royaume-Uni après 7 ans d'arrêt - Reuters

- Christiane Taubira reçoit un prix européen de lutte contre l'homophobie - Franceinfo

- Nadia Murad, prix Nobel de la Paix, "est un étendard de la blessure yézidie" pour l'association des Yézidis de France - Franceinfo

- Espions, Novitchock et "fake news" : on vous explique ce qui se cache derrière les cyberattaques russes dénoncées par les Occidentaux - Franceinfo

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Le juge Kavanaugh entre à la Cour suprême, grande victoire pour Donald Trump - AFP 7 octobre 2018

Le juge Brett Kavanaugh a prêté serment samedi à la Cour suprême, quelques heures après la confirmation de sa nomination par le Sénat, qui constitue une grande victoire pour le président Donald Trump à un mois d'élections de mi-mandat cruciales. AFP 7 octobre 2018

Syrie

- Assad explique «l'hystérie occidentale» autour d'Idlib - sputniknews.com 07.10.2018

Qualifiant la bataille pour Idlib de moment clef pour la Syrie, Bachar el-Assad a estimé que le succès de l'armée gouvernementale dans cette province signera «l'échec» des projets mûris par les pays occidentaux.

Le Président syrien Bachar el-Assad a expliqué l'emballement politique autour de la province d'Idlib par la peur de l'Occident de voir ses projets ruinés.

«L'hystérie occidentale qui précède la bataille d'Idlib s'explique par le fait que c'est quelque chose de fatal pour eux parce que la victoire des Syriens dans ce conflit fera échouer leurs projets», a-t-il indiqué, cité par l'agence syrienne Sana.

Évoquant l'accord russo-turc sur Idlib, M. el-Assad a indiqué que la position de l'État syrien était «claire» et que ce gouvernorat, comme les autres territoires syriens sous le contrôle des terroristes, reviendrait dans le giron de l'État syrien. Il a également estimé que l'accord en question est une mesure provisoire qui a permis à l'État syrien d'éviter l'effusion de sang.sputniknews.com 07.10.2018

- Moscou révèle l'objectif final de la création de la zone de désescalade à Idlib - sputniknews.com 06.10.2018

Le ministère russe des Affaires étrangères a expliqué la raison de la création de la zone de désescalade à Idlib. Selon Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre, «les accords sur Idlib sont temporaires» et leur objectif principal est «d'éliminer le centre terroriste en Syrie».

Moscou espère que tous les accords sur Idlib seront réalisés. Leur objectif principal est d'éliminer le centre terroriste, a déclaré à Sputnik Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères.

«Les accords sur Idlib sont temporaires» et leur objectif final est «d'éliminer le centre terroriste en Syrie en général et dans la région d'Idlib en particulier, ainsi que d'instaurer l'unité et la souveraineté, l'intégrité territoriale de l'État», a-t-il ainsi déclaré.

Selon Mikhaïl Bogdanov, les terroristes qui ne déposeront pas leurs armes seront éliminés.

«Bien sûr, les terroristes qui n'ont pas déposé leurs armes, qui continuent leurs sorties, doivent être arrêtés ou éliminés, comme l'ont clairement indiqué la partie russe et certains nos partenaires, y compris les dirigeants légitimes de Damas», a précisé le diplomate. sputniknews.com 06.10.2018

Bulgarie

- Bulgarie. Une journaliste assassinée Liberation.fr 7 octobre 2018

Viktoria Marinova, 30 ans, qui venait de diffuser dans son émission d'une chaîne de télé locale un reportage sur des suspicions de fraude aux fonds européens, a été retrouvée samedi étranglée dans un parc de la ville de Ruse, dans le nord de la Bulgarie.

Il s'agit de la troisième journaliste victime d'un homicide en un an en Europe, après le meurtre du reporter Jan Kuciak en Slovaquie en février, et celui de la journaliste maltaise Daphné Caruana Galizia en octobre 2017. Liberation.fr 7 octobre 2018

Lettonie

- Lettonie: Un parti pro-russe en tête des législatives, montrent les résultats partiels - Reuters 07.10.2018

La coalition au pouvoir en Lettonie a perdu sa majorité lors des élections législatives organisées samedi, montrent les résultats partiels après 80% des bulletins dépouillés, qui confirment l'installation du parti pro-russe Harmonie donné en tête du scrutin.

Harmonie, crédité de 20% des voix, devrait rester le parti le plus important du pays. Il pourrait ainsi jouer un rôle de pivot dans le prochain paysage politique letton et influencer la ligne du gouvernement à la fois à l'égard de l'Union européenne mais également de l'Otan dont le pays est membre.

Le mécontentement envers la classe politique, considérée comme corrompue et inefficace, a provoqué la désaffection des électeurs vis-à-vis de la coalition sortante, constituée de l'Union des Verts et des paysans, de l'Alliance nationale et du parti Unité.

Selon les résultats partiels, la coalition a perdu plus de la moitié de son électorat, au profit notamment de deux nouveaux venus sur la scène politique, le parti populiste KPV LV et les conservateurs de l'Alliance, qui obtiendraient tous deux environ 14% des suffrages.

La Lettonie, ancienne république soviétique, entretient 276 km de frontière avec la Russie et constitue un pays stratégique au moment où les relations entre Moscou et les Occidentaux sont très tendues.

L'Otan a déployé un millier d'hommes dans le pays.

Harmonie, qui veut maintenir le pays dans l'Union européenne et dans l'Otan, souhaite dans le même temps améliorer les relations économiques avec la Russie et n'a renoncé que l'an dernier à son accord de coopération avec Russie unie, le parti politique du président Vladimir Poutine. Reuters 07.10.2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Un peuple révolutionnaire, non, de propriétaires.

- 10 millions de logements de plus en trente ans - Liberation.fr 7 octobre 2018

Croissance démographique, déplacements de la population vers les zones côtières et les grandes métropoles régionales, divorces... Entre 1988 et 2018, le nombre de logements est passé de 25,6 millions à 35,4 millions en France métropolitaine, selon une nouvelle étude de l'Insee. Près de six ménages sur dix (58 %) sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Liberation.fr 7 octobre 2018

Troisième partie.

Trafic d'esclaves. Comment justifier l'adhésion à une opération montée par l'oligarchie et l'OTAN ?

- Immigration : Clémentine Autain, au ban des Insoumis - Libération 05.10

La députée de Seine-Saint-Denis a vécu une réunion de groupe houleuse à l'Assemblée. Les autres parlementaires de son parti lui ont reproché d'avoir signé le manifeste rédigé par les rédactions de «Mediapart», «Politis» et «Regards» pour l'accueil des migrants. (Signé également par le PCF et Génération.s - LVOG)

Un désaccord sur le fond qui a laissé place à la polémique. Plusieurs têtes à gauche ont regardé de travers les élus LFI, estimant que Mélenchon «minimise le sujet pour ne pas perdre les classes populaires qui s'opposent à la venue des migrants». Une accusation qui passe mal chez les Insoumis. Libération 05.10

Le 30 septembre, sur Facebook, Autain avait publié un texte dans lequel elle tenta de justifier son engouement pour ce trafic moderne d'esclaves. Voici ma réponse.

Chacun sait ou devrait savoir que la soi-disant gauche et gauche de la gauche n'ont pas pour objectif de chasser Macron du pouvoir, l'abolition du capitalisme ou l'abrogation de la Constitution et des institutions de la Ve République.

Chacun a pu observer depuis des décennies et plus particulièrement depuis 2012, qu'elles ont participé à toutes les campagnes basées sur des thèmes communautaires initiées par l'oligarchie anglo-saxonne, les monarchies européennes, les institutions internationales telles que l'ONU et l'UE, l'ensemble des gouvernements des puissances occidentales, les think

tanks néolibéraux ou néoconservateurs, bref, la pire réaction organisée à l'échelle mondiale qui mène un féroce combat de classe sans répit contre le prolétariat mondiale.

Chacun a également pu observer que ces campagnes n'auraient jamais pu être lancées et avoir la répercussion qu'elles ont eu si elles n'avaient pas bénéficié du concours des médias et des réseaux dit sociaux appartenant tous à des oligarques.

Un tel intérêt de la part de l'internationale oligarchique pour les droits ou le bien être de telle ou telle minorité, communauté ou catégorie de la population n'aurait-il pas dû éveiller des soupçons sur les réelles intentions qui recouvraient ces campagnes de la part de ceux qui prétendent représenter leurs intérêts ?

Apparemment non, c'était inutile parce qu'il est bien connu que les puissances coloniales occidentales et les institutions à leur service ou qu'ils contrôlent ont toujours été animés d'intentions généreuses ou philanthropiques envers tous les pays, alors qu'en réalité ils ont fomenté et mené ou soutenu toutes les guerres ou coups d'Etat sur tous les continents semant la terreur et le désespoir ou la désolation derrière eux, n'hésitant pas à recourir à la pire des barbaries pour parvenir à leurs fins.

Que des monstres tels que feu McCain ou Soros parrainent ou financent toutes ces campagnes ne les a pas davantage interpellé. Au contraire, pour soutenir le trafic d'esclaves déguisés en migrants qui se déversent sur l'Europe depuis plus d'un an, Autain va aller jusqu'à emprunter leur méthode en déclarant que "le flux migratoire est globalement stable en Europe depuis plusieurs décennies", affirmation grotesque démenti par les faits qui ont été confirmés par tous les gouvernements et portés à la connaissance de tous par les médias que l'on ne soupçonnera pas d'être opposés à cet ignoble trafic.

Il ne faut "pas céder une once de terrain aux adversaires sur cette question" dit-elle, entendez par "adversaires" nos ennemis, sémantique qui trahit la véritable nature de son engagement politique qu'elle nous révélera plus loin, cette ignare et imposteur ne peut pas comprendre pas qu'elle fait le sale boulot à la place et pour le compte de nos ennemis, qui eux ne montent pas en première ligne, ne s'exposent pas dans les médias, ils restent tranquillement tapis dans l'ombre tandis qu'une armée de larbins s'exposent à leurs places.

On a souvent entend dire que Mélenchon et ses acolytes étaient les idiots utiles du régime. Autain l'a confirmé à sa manière en déclarant que "la façon dont le sujet émerge et s'impose dans le débat public" serait légitime, incontournable, car on ne pouvait pas "échapper au moment politique qui est le nôtre, si bouillant sur la question migratoire", sans jamais se demander qui en était à l'origine et à qui il devait profiter, puisqu'à aucun moment elle n'évoquera la complicité qui existait entre la mafia opérant sur la côte libyenne et l'Otan ainsi que certaines ONG, et la décision concertée prise entre Erdogan et l'Otan dont la Turquie est membre, d'ouvrir ses frontières afin qu'un flot continu de réfugiés syriens et d'autres nationalités dépassant le million s'engouffrent en Europe.

Elle le confirmera encore en poussant le crétinisme jusqu'à affirmer que "le récit que nous faisons, les thèmes que nous choisissons de porter en avant sur la question migratoire ne sont évidemment pas neutres", pardi, ils lui sont dictés par la pire réaction, ce dont elle ne peut s'apercevoir ou qu'elle ne peut que nier après avoir adopté l'attitude du déni ou de l'imposture permanente.

Madame Autain va encore plus loin dans l'imposture.

Elle reprend à son compte le procédé employé par les inquisiteurs du régime qui affirment être victimes d'une propagande déloyale ou de fausses nouvelles de la part de ceux critiquent ou s'opposent à sa politique ou à l'orientation actuelle de la société, alors qu'en réalité ce sont eux qui y recourent pour discréditer, museler, censurer toute voix discordante ou tout opposant au régime.

Cela l'a amenée à cibler ceux qui estiment selon elle qu'il ne faudrait pas "parler des migrants", mais pas de manière anodine anodins, en se disant victime d'une accusation de "diversion" qu'elle a récusée dans ces termes :

- "L'accusation de diversion me rappelle par ailleurs des querelles anciennes, quand on nous expliquait qu'il fallait mener la révolution prolétarienne et les droits des immigrés ou des femmes seraient réglés dans la foulée, quand on nous rabâchait la centralité de la lutte des classes, en ces temps où défendre les lesbiennes et les gays ou l'environnement était perçu comme une entreprise de diversion au regard du combat central. C'était avant Mai 68. Je me bats contre la dichotomie entre le social et le sociétal parce qu'en réalité, les sujets s'entremêlent. "

Comme les classes "s'entremêlent" ou la collaboration de classes, merci pour cet éclaircissement !

Surtout quand on sait qui collabore à cette sordide entreprise :

- "Mettre l'accent sur les causes des migrations ou bannir toute évocation de la liberté de circulation comme horizon, comme s'il s'agissait d'une ligne « no border » – à noter que le spectre des signataires de l'appel Regards, Politis, Mediapart est en l'occurrence si large qu'il me paraît curieux d'y voir une mainmise « gauchiste » - ne me convainc pas."

Il est vrai qu'accuser toutes ces officines de droite de « gauchiste » et tous ceux qui individuellement et de droite s'y sont associés, ne nous viendrait pas un instant à l'esprit, merci d'avoir confirmé notre appréciation précédente.

Finalement elle a lâché le morceau comme on dit, confirmant que "mener la révolution prolétarienne" ou "la centralité de la lutte des classes" étaient dépassés et devait être abandonnés au profit d'une association entre "le social et le sociétal", traduire, une association entre le travail et le capital dont Ensemble, la micro-organisation dont Autain est une ou la seule dirigeante, Regards, Politis, Mediapart sont l'expression.

Bref, tout est dans l'ordre des choses du côté de la réaction.

En complément. On ne peut pas dire que ce soit une question qui mobilise les masses.

- Près d'un millier de personnes se sont rassemblées à Paris pour témoigner leur soutien à l'Aquarius, le navire qui vient en aide aux migrants en mer, affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières. D'autres mobilisations ont également eu lieu en France et en Europe.

Des rassemblements se sont également tenus dans d'autres villes françaises, notamment à Marseille où près de 3.000 manifestants se mobilisés, et en Europe dans des villes comme Berlin, Bruxelles ou Madrid pour réclamer un « pavillon pour l'Aquarius ». sputniknews.com 08.10

Du même tonneau. Appel à la délation.

- Nicole Belloubet confirme qu'une plateforme sera mise en place dès novembre pour signaler en ligne les violences conjugales
- Publicsenat.fr 08.10

Invitée de l'émission « Audition publique » sur Public Sénat et LCP, la ministre de la Justice Nicole Belloubet a souhaité apporter des réponses concernant le traitement de la justice pour les violences faites aux femmes. Publicsenat.fr 08.10

Tenez, cela aussi est pour cette furieuse opportuniste ou affairiste.

- Roumanie: le référendum contre le mariage gay boudé - L'Express.fr 07.10.2018

Le seuil de 30% doit être atteint pour valider le résultat. Au premier jour du scrutin, à peine 5% des électeurs ont voté. L'Express.fr 07.10.2018

Comme quoi la population en a strictement rien à foutre ! Il n'y a que les écervelés dans votre genre pour nous pourrir l'existence ainsi que celle des gens que vous prétendez représenter et que finalement vous avez stigmatisés au sens ancien du terme en les montrant du doigt ou en les jetant en pâture à l'extrême droite et aux tenants des préjugés les plus archaïques et réactionnaire.

Vos maîtres à penser vous ont dicté madame Autain à la fois l'idéologie et le comportement que vous avez adoptée envers leurs opposants, permettez-nous de leur donner la parole.

Allocution de Monsieur Walid al-Mouallem, ministre syrien des Affaires étrangères et vice-Premier ministre, devant la 73ème Assemblée générale des Nations Unies.

Extrait - Maintenant que la situation est devenue plus sûre et plus stable, grâce à ce qui a été accompli contre le terrorisme, et alors que le gouvernement continue à travailler à la réhabilitation des zones dévastées par les terroristes et au retour d'une vie normale, le terrain est désormais prêt au retour volontaire des réfugiés syriens dans leur pays. Un pays qu'ils ont quitté à cause du terrorisme et des mesures économiques unilatérales ayant ciblé les bases fondamentales de leur vie. Et effectivement, nous avons commencé à assister au retour de milliers de Syriens qui s'étaient réfugiés à l'étranger.

Depuis cette tribune, je veux annoncer que le retour de chaque Syrien est une priorité pour l'État syrien, que les portes sont ouvertes à tous les Syriens présents à l'étranger pour un retour volontaire et sécurisé. De plus, j'affirme que ce qui vaut pour les Syriens présents sur le sol de la patrie vaut aussi pour ceux qui se trouvent à l'étranger, et tous sont sous l'autorité d'une même loi. Le gouvernement syrien, aidé par le gouvernement de la Fédération de la Russie, que nous remercions, ne ménagera aucun effort pour faciliter le retour de ces réfugiés et répondre à leurs besoins fondamentaux. C'est pourquoi, un comité spécial a été constitué pour les aider à rentrer chez eux et à retrouver une vie normale.

Mais, bien que nous ayons invité la communauté internationale et les organisations humanitaires à contribuer à la facilitation de ce retour, certains pays occidentaux, dans la droite ligne du sale rôle qu'ils ont joué depuis le début de la guerre sur la Syrie, continuent à lui faire obstacle, en semant la peur parmi les Syriens, en usant de faux prétextes et en politisant ce

dossier strictement humanitaire, afin de s'en servir comme d'une carte qui leur permettrait la mise à exécution de leur propre agenda politique, en subordonnant le retour des réfugiés au processus politique [de règlement de la crise syrienne].

Et aujourd'hui, alors que nous écrivons le dernier chapitre de la crise en Syrie, les Syriens sont déterminés à unir leurs forces pour supprimer les effets de la guerre terroriste et reconstruire leur pays de leurs propres mains, avec l'expérience et les compétences de leurs propres cadres et spécialistes restés au pays ou contraints de partir à l'étranger, du fait des opérations terroristes.

Quant à nous, tout en nous félicitant des initiatives des États et organismes n'ayant pas participé à l'agression contre la Syrie ou ayant adopté une approche claire et explicite contre le terrorisme, nous réaffirmons que la priorité de la participation aux programmes de reconstruction du pays va aux pays amis qui nous ont soutenus dans notre guerre contre le terrorisme. Les États qui posent des conditions restrictives préalables à leur participation ou qui continuent à soutenir le terrorisme ne sont pas les bienvenus et sont indésirables. (Syrie / Il est temps pour certains de sortir de leur déni de la réalité par Walid al-Mouallem - Mondialisation.ca 01 octobre 2018)

Cet après-midi, ma petite voisine d'environ 5 ans m'a interpellé, alors que j'étais en train de nettoyer mon jardin : vellai kara, vellaiki, vellaikai, vellai kara, ce qui signifie homme blanc, étranger blanc. J'en déduis donc que, bien que je vive en Inde depuis plus de deux décennies, que je sois marié et que je vive avec une indienne d'origine tamoul ou dravidienne, je ne serai jamais intégré dans ce pays, nulle part ailleurs qu'en France. Il ne me viendrait évidemment pas à l'esprit de prêter à cette petite fille le moindre a priori ou la moindre mauvaise pensée à mon égard, je pense que tous les lecteurs l'admettrons sans sourciller.

Elle m'a bien fait rire et on a dialogué un moment. Ah ben oui, quand une personne vous interpelle ou vous adresse la parole, vous répondez ! C'est me semble-t-il la moindre des politesses, quand vous respectez tout le monde en général, c'est naturel.

Pourquoi, quelque chose aurait-il dû me choquer ? C'est ce qu'aurait insinué nos chiens de garde de la pensée unique et du régime, si on suivait leur raisonnement, qui par bonheur ne sera jamais le nôtre, comme disait Trotsky : il ne faut pas confondre leur morale et la nôtre.

Et puis c'est comme cela, vous n'y pouvez rien et moi non plus. Cela ne me choque pas de demeurer un Vellai kara dans la mesure où nous sommes différents, c'est justifié et je l'assume. Tous ces gens qui se présentent comme les champions de la tolérance, sont en réalité les pires despotes qui soient pour ne pas respecter nos différences, celles qui existent entre nous tous. S'ils rechignent à défendre ce qu'ils sont, ce qu'on peut comprendre, ils ne sont pas dignes de défendre les droits ou les intérêts de qui que ce soit parmi les exploités ou les opprimés.

[Quatrième partie.](#)

[Mystification ou les aléas climatiques et leur manipulation. Une ode au capitalisme dont l'ONU est l'instrument.](#)

Il ne s'agit ici que d'un brouillon, de notes et de quelques réflexions, je n'ai pas le temps pour vous proposer mieux, désolé.

- Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme par Nafeez Ahmed pour The Independent 12.09 (publié par Les Crises le 30.09)

Cela commence bien, ce ne sont pas "les scientifiques de l'ONU", puisqu'on nous dit plus loin qu'il s'agit d'un "groupe de scientifiques nommés par le secrétaire général de l'ONU", et jusqu'à preuve du contraire l'ONU a vocation à assurer la pérennité du capitalisme plutôt que de se préparer à sa fin, c'est d'ailleurs ce que confirme ce rapport qui n'a pas été du tout conçu dans cette perspective.

Extraits commentés.

Quand, je cite, "la pensée capitaliste" se penche sur le sort de l'humanité, le pire est à craindre, mais on veut nous faire croire que le meilleur pourrait en sortir, ce qui ne colle pas vraiment avec sa fin annoncée. Pourquoi ? Mais pour qu'on partage l'illusion de cette "pensée capitaliste" parce qu'il ne peut pas exister d'autre "pensée", ce n'est pas dit ouvertement, juste sous-entendu.

Toute leur démonstration repose sur le postulat frauduleux que le capitalisme et la société qu'il a façonnée, seraient responsable des perturbations ou des changements climatiques réels ou inventés. Quoi qu'il en soit, ce ne sera évidemment pas au capitalisme d'en supporter les conséquences, mais bien à la société, hormis les capitalistes, cela tout le monde l'aurait deviné.

Ils partent donc d'un constat qu'ils appellent la population à partager. Mieux, à les entendre ils seraient les porte-parole d'un constat que la population aurait dressé elle-même. Or si elle a pu constater des perturbations apparemment anormales du climat, elle n'est certainement pas en mesure d'en découvrir ou d'en connaître les origines. Ce sont des scientifiques à la demande de gouvernements ou d'institutions qui leur ont fourni une version unique de leur origine, à savoir l'activité humaine, qui ensuite a fait l'objet d'une propagande permanente ou hystérique de la part des mêmes gouvernements relayée par les médias aux ordres et les réseaux numériques, évacuant toute critique ou refusant de répondre aux questions qu'elle soulevait, rejetant toute autre version reposant sur d'autres hypothèses ou constatations qui contredisaient la leur, telle l'activité solaire, de sorte que la population s'est retrouvée en présence d'une unique version qu'elle a été sommée d'adopter, ce qu'elle fit largement, ce qui leur permit d'affirmer que la population la cautionnait et qu'elle leur accordait la légitimité nécessaire pour traiter cette question en son nom et la boucle de cette manipulation était bouclée.

Qui est à l'origine de ce constat ?

Un groupe indépendant de scientifiques (IGS) (On verra plus loin de quoi il retourne vraiment - LVOG)

Qui l'a désigné ?

Il a été nommé par le Secrétaire général de l'ONU

En quoi consiste ce constat ?

L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin,

Le Rapport mondial sur le développement durable est basé sur des documents de travail commandés à des experts.

Quelles sont les intentions officielles et inavouables de ceux qui l'ont dressé ?

Quels moyens utilisent-ils pour justifier leurs conclusions ou plutôt nous les imposer ?

Comment ou de quelle manière s'y prennent-ils ?

Quels sont leurs réels objectifs ?

Qui visent-ils et à qui devrait-il profiter ?

Il doit servir à imposer une modification du mode de pensée et de comportement de l'ensemble de la population, à la préparer psychologiquement à vivre plus mal dans l'avenir.

Quelles conséquences faudrait-il en attendre ?

Justifier le nivellement vers le bas du mode de vie de la majorité de la population.

- Alors que l'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin, la pensée capitaliste lutte pour résoudre les énormes problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

LVOG - C'est à "la pensée capitaliste" qu'il est demandé de trouver une issue à la faillite du capitalisme, quelle blague, autant demandé à un capitaliste de cesser de l'être ! Les idéologues au service de l'oligarchie veilleraient au bien-être de l'humanité, il fallait oser le dire !

- Le capitalisme tel que nous le connaissons est terminé. C'est ce que suggère un nouveau rapport publié par un groupe de scientifiques nommés par le secrétaire général de l'ONU.

LVOG - Mais pour autant il n'est pas question de l'abolir, bien au contraire.

Et qu'est-ce qui devrait justifier cette mutation du capitalisme ?

- La transition brutale vers une économie mondiale radicalement différente, en raison de l'exploitation de moins en moins durable des ressources naturelles de la planète et du passage à des sources d'énergie moins efficaces.

Ce ne serait pas plutôt le taux de profit dégagé par la production pétrolière et gazière qui serait "de moins en moins durable" ou qui aurait tendance à diminuer ? Quant aux "sources d'énergie moins efficaces", il ne lui viendra pas à l'esprit que l'oligarchie qui contrôle le marché de l'énergie n'a pas intérêt à ce que l'exploitation des énergies concurrentes du pétrole soit plus efficace ou rentable, alors qu'elles existent à l'état naturel en quantité illimitée et sont facilement accessibles à tous ou presque et gratuites, seuls leur exploitation ou leur stockage ayant un coût. Quand on sait qu'ils ont mis au point des matériaux quasi inusables et inaltérables dans le temps (alliage, caoutchouc, verre, etc.), et qu'ils ne les emploient pas dans la production, leur préférant des matériaux fragiles ou périssables qui entraîneront régulièrement le rachat de biens d'équipement ou tout autre objet dans la composition desquels ils entrent, on a de quoi douter fortement des intentions de ceux qui nous tiennent ce genre de discours...

- Le changement climatique et l'extinction d'espèces s'accélèrent alors même que les sociétés connaissent une augmentation des inégalités et du chômage, une faible croissance économique, des niveaux d'endettement croissants et des gouvernements impuissants. Contrairement à la façon dont les décideurs réfléchissent généralement à ces problèmes, ce ne sont pas du tout des crises distinctes.

LVOG - Au passage ils réalisent un amalgame frauduleux entre des perturbations ou changements climatiques d'origine solaire et qu'ils attribuent au capitalisme et à la société, et les conséquences sociales de la survie du capitalisme en crise.

Une nouvelle fois, les inégalités sociales croissantes et le chômage servent de leitmotiv pour cautionner les bonnes intentions attribuées à l'ONU, qui par ailleurs depuis sa création a soutenu toutes guerres impérialistes, maquillé les guerres civiles, les coups d'Etats, les famines et autres monstruosités causées par les mêmes puissances ou leurs multinationales...

- Ces crises font partie de la même transition fondamentale.

En fait de "transition fondamentale, elle ne concernera pas les rapports sociaux qui caractérisent le mode de production ou les inégalités sociales qui en sont à l'origine.

Toute leur argumentation repose sur le postulat que l'activité humaine est responsable du changement climatique, alors que c'est nullement prouvé.

Chacun sait ou devrait savoir que dans le passé qui ne se réduit pas à l'échelle minuscule de l'histoire des hommes, mais concerne des périodes beaucoup plus considérables ou se mesure en dizaines, centaines ou millions d'années, la terre a connu des périodes plus chaudes ou plus froides qu'aujourd'hui. Ils nient ou occultent systématiquement cet argument qui contredit leur théorie. On est donc en présence d'une imposture.

A quelle conclusion parviennent-ils ? "Les sociétés doivent abandonner les combustibles fossiles en raison de leur impact sur le climat".

"la production de pétrole a atteint un sommet", alors qu'ils en ont encore découvert récemment, sans parler des millions de kilomètres carrés qu'ils n'ont jamais réellement sondé.

Ils nous avaient sorti le même argument lors de la crise pétrolière de 1973, à les entendre les réserves de pétrole devaient commencer à diminuer à partir de l'an 2000, pour finalement augmenter !

Qu'est-ce qui motive ce rapport, tout du moins officiellement ?

- La croissance économique constante à laquelle nous nous sommes habitués est désormais menacée. Ce qui, à son tour, exerce une pression considérable sur notre politique.

En fait, ce qui est menacé, c'est l'existence du capitalisme du fait que ses contradictions sont exacerbées à la limite de la rupture ou de l'insoutenable, et se traduisent par le rejet de la part de tous les peuples. Rappelons que ce qu'ils appellent "croissance économique" correspond vulgairement à la masse de marchandises (biens et services) produites qui se traduit par une augmentation du volume du capital accumulé par les capitalistes, et non la valeur ou taux de profit qui tend à diminuer, du fait que plus la productivité et le capital total entrant dans la production augmente moins les marchandises produites ne renferment de force de travail qui est l'unique source du profit.

Ils crachent le morceau. Ils réalisent moins de profit ou la crise du capitalisme.

- Le concept de « taux de retour énergétique » (TRE) comme un indicateur clé du passage à une nouvelle ère d'énergie peu accessible. Le TRE est un ratio simple qui mesure la quantité d'énergie nécessaire pour extraire davantage d'énergie.

- Il y a des décennies, les combustibles fossiles avaient des valeurs de TRE très élevées – une petite quantité d'énergie nous

permettait d'extraire de grandes quantités de pétrole, de gaz et de charbon..... et ce n'est plus le cas...

- Aujourd'hui, nous utilisons de plus en plus d'énergie pour extraire de moins en moins de combustibles fossiles. Ce qui signifie des coûts plus élevés pour produire ce dont nous avons besoin pour faire tourner l'économie. La ressource est toujours présente dans le sous-sol – des milliards de barils d'une valeur certaine, largement assez pour faire griller plusieurs fois le climat.

-« Le coût de remplacement du cuivre, du phosphate, du pétrole et du sol – et ainsi de suite – que nous utilisons n'est même pas pris en compte. Si c'était le cas, il est probable que ces 10 ou 20 dernières années (pour les pays développés, en tout cas) il n'y a eu aucun profit réel, aucune augmentation de revenus, ça aurait été une baisse. »

Du coup on se demande comment ExxonMobil a pu être propulsé au sommet de Wall Street ou comment les oligarques des principales compagnies pétrolières ont pu s'enrichir comme jamais durant cette période...

- Il est plus difficile et plus cher de l'en extraire.

- Le grand bouleversement dans lequel nous nous trouvons actuellement : la transition vers un avenir à faible TRE dans lequel nous ne pouvons tout simplement pas extraire les mêmes niveaux de surplus en énergie et matériaux qu'il y a quelques décennies.

Qui avance ces arguments ?

Réponse : L'investisseur milliardaire Jeremy Grantham.

Conséquence de leurs conclusions.

- Le renchérissement de l'énergie (rare et chère)

- L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin

Ils font une fixation sur les déchets.

- Plus notre consommation d'énergie et de matériaux est importante, plus nous produisons de déchets, et donc plus les coûts environnementaux sont élevés

La sauvegarde du capitalisme synonyme du "bien commun", il fallait oser le dire.

- Selon Grantham, « nous sommes confrontés à une forme de capitalisme de plus en plus obsédé par la maximisation du profit à court terme et, semble-t-il, peu ou pas intéressée au bien commun ».

D'un aveuglement à l'autre.

- A l'aveuglement de Grantham répond celui du journaliste économique britannique Paul Mason dans son livre Postcapitalism : A Guide to Our Future, qui théorise que les technologies de l'information ouvrent la voie à l'émancipation du travail en réduisant à zéro les coûts de la production du savoir – et potentiellement d'autres types de production qui seront transformés par l'intelligence artificielle, la chaîne de distribution, etc. Ainsi, dit-il, émergera un âge utopique « post-capitaliste » d'abondance absolue, qui dépassera le système de prix et les règles du capitalisme.

- La transition vers le post-capitalisme représente la fin de l'ère qui a rendu possible initialement le capitalisme de croissance sans fin : l'époque de l'énergie abondante et bon marché.

Qu'est-ce qui les affole ?

- Quand la croissance économique a ralenti, les banques centrales ont eu recours à des taux d'intérêt négatifs et à l'achat d'énormes quantités de dette publique pour continuer à faire tourner nos économies. Mais que se passera-t-il une fois ces mesures épuisées ? Les gouvernements et les banquiers sont à court d'options.

On aime bien quand ils confondent dette privée et dette publique ou la socialisation de leurs dettes et la privatisation des profits...

Donc le rachat des dettes (privées) des banques, etc. qui sont devenues des dettes publiques, sauf qu'il arrive un moment où la masse de la population ne peut plus supporter un tel fardeau ou il est impossible d'en rajouter sans prendre le risque que tout l'édifice s'écoule

Quelle solution ? Aucune.

- "Les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires – les gouvernements devront intervenir et les institutions devront façonner activement les marchés pour répondre aux objectifs de survie de l'humanité.

Surtout quand les gouvernements et les institutions sont à la solde des marchés ! - « Une énergie plus chère n'entraîne pas nécessairement l'effondrement de l'économie », affirme l'auteur principal Paavo Järvenivu. « Bien sûr, les gens n'auront pas la même offre de consommation, il n'y a pas assez d'énergie bon marché disponible pour cela, mais ils ne sont pas non plus automatiquement condamnés au chômage et à la misère. »"

Il n'y en aura pas pour tout le monde.

"Pas automatiquement", quel cynisme, un sur deux ou sur trois seulement, vous êtes trop bon monseigneur! En fait "de survie de l'humanité", on les soupçonne plutôt de vouloir assurer la survie de la classe des capitalistes qui ne seront pas concernés ou affectés dans leur mode de vie par l'absence "d'énergie bon marché disponible".

En revanche sur le plan strictement économique, cela devrait entraîner une réduction des besoins des masses, donc se traduire par une diminution de la production, ce qui ne serait pas forcément un problème pour le capitalisme, puisque la réduction des besoins des masses coïnciderait avec la diminution de la valeur de la force de travail ce qui se traduirait par la stagnation ou la baisse des salaires, leur appauvrissement.

Sachant que la population mondiale devrait atteindre 10, 12, 15 milliards d'habitants et qu'ils prévoient qu'il sera "extrêmement difficile, voire impossible, de maintenir le niveau de consommation énergétique actuel", cela signifie qu'en conséquence le mode de vie de tous les peuples sera amené à se dégrader indéfiniment, voilà l'avenir qu'ils nous promettent.

- Dans ce futur à faible taux de rendement énergétique, nous devons simplement accepter le fait que nous ne serons pas en mesure de maintenir les niveaux actuels de croissance économique. « Avec des solutions bas carbone, il sera extrêmement difficile, voire impossible, de maintenir le niveau de consommation énergétique actuel dans les décennies à venir » conclut le document. La transition économique doit s'accompagner d'efforts « pour réduire la consommation totale d'énergie ».

Que préconisent-ils ? Le vélo et la marche à pied !

- La promotion du vélo et de la marche constitue un moyen de réduire la consommation d'énergie (Getty)

Les secteurs clés pour y parvenir comprennent le transport, l'alimentation et la construction. L'urbanisme doit s'adapter à l'avènement de la marche à pied et du vélo, à l'évolution vers les transports publics, ainsi qu'à l'électrification des transports. Les foyers et les lieux de travail seront de plus en plus connectés et proches. Dans le même temps, le transport international de marchandises et l'aviation ne peuvent pas continuer à croître au rythme actuel.

Jusqu'à faire la promotion du véganisme, une forme d'eugénisme déguisé qui vient compléter les OGM.

- Le système alimentaire mondial devra être revu.

- Finalement, les produits laitiers et la viande devraient céder la place à des régimes à base essentiellement végétale.

Nous y voilà !

Ils n'y croient pas eux-mêmes.

- Mais les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires – les gouvernements devront intervenir et les institutions devront résolument remodeler les marchés en fonction des objectifs de survie de l'humanité. Pour l'instant, les perspectives de réussite paraissent minces.

Là l'auteur de cet article se fout de nous ou ne comprend rien, car on ne voit pas pourquoi les capitalistes ne seraient pas capables d'accomplir ces "changements nécessaires" puisque ce sont eux qui les réclament et les gouvernements ou les institutions sont acquis à leur cause! Il faut donc en déduire que la résistance viendrait d'ailleurs sans la nommée, de l'ensemble de la population qui s'opposerait aux mesures qu'ils voudraient lui imposer parce qu'elles se traduiraient par une dégradation ou une régression et non une amélioration de leur mode de vie, d'où cette campagne pour la convaincre du contraire ou de partager la théorie de ces imposteurs.

Quant à la question de savoir ce qu'il faudra faire du capitalisme, elle ne se pose pas, c'est juste une "question sémantique", inutile, on le garde voyons !

- La question de savoir si ce système comprendra toujours une forme de capitalisme est en fin de compte une question sémantique. Cela dépend de la manière dont on définit le capitalisme.

« Le capitalisme, dans cette situation, ne ressemble pas à celui d'aujourd'hui », écrit Järvensivu. « L'activité économique est davantage motivée par le sens – conserver nos chances de mener une vie agréable tout en réduisant considérablement les émissions – plutôt que par le profit, et le sens se construit politiquement et collectivement. Eh bien, je pense que c'est la meilleure situation concevable en termes d'institutions modernes de l'État et du marché. Cela ne peut toutefois se faire sans un recadrage considérable de la pensée politico-économique. »

L'État et le marché oeuvreraient pour "conserver nos chances de mener une vie agréable", plutôt que d'être guidés "par le profit", ce qui devrait vous inciter à les soutenir ou à collaborer avec eux, on avait déjà compris où ils voulaient en venir, mais c'est bien qu'ils le formulent eux-mêmes.

Qui serait concerné par cette "transition économique" ou qui en subirait les conséquences ? Devinez.

- Celui qui se déplace en jet privé ou celui qui prend le bus ou le métro pour aller gratter ?

- Celui qui se déplace en 4x4 ou en berline de luxe ou le pauvre type qui va au boulot dans sa vieille bagnole ?

- Celui qui se goinfre de barbaque dans un hyppopotamus ou celui qui se contente d'un steak haché surgelé ?

- Celui qui tous les midis se restaure dans une brasserie ou une auberge ou celui qui se tape un casse-dalle au bureau ou sa gamelle au chantier ?

- Celui qui organise des surprises parties dans sa villa, son manoir ou son château ou celui qui vit à 5 dans 50m² ?

- Celui qui part en vacances en avion à l'autre bout du monde plusieurs fois par an ou celui qui part en train ou en car pour passer ses vacances en camping ?

- Celui qui tous les week-ends part à sa résidence secondaire dans sa grosse bagnole ou celui qui le passera dans son HLM délabrée ?

- Celui qui regarde la télé dans son salon sur un écran géant de 4m² ou celui qui ne la regarde plus parce qu'il n'a pas réglé la redevance ?

- Celui qui a une garde-robe digne d'un théâtre ou celui qui porte des vêtements usés jusqu'à la corde ?

- Celui qui chaque soir commande des plats préparés chez un traiteur ou celui qui doit se contenter d'un plat de lentilles ?

- Celui qui utilise un climatiseur pour se rafraîchir en été ou celui qui se contente d'un ventilateur parce qu'il n'arrive déjà pas à régler sa note d'électricité ?

- Etc. etc. etc.

Que vient faire ici le changement climatique ?

- Une production inefficace de combustibles fossiles et par l'escalade des coûts dus au changement climatique.

Et nous, pauvres idiots que nous sommes, nous pensions que c'était les lois de fonctionnement du capitalisme qui s'appliquaient également à la production des "combustibles fossiles" !

- Notre soif d'énergie est à l'origine de ce que le texte appelle les « coûts cachés » [ou externalités, NdT]. Plus nous consommons d'énergie et de matériaux, plus nous produisons de déchets, et donc plus le coût environnemental est élevé.

Ce ne serait pas plutôt que la prise en compte des déchets pèseraient sur leurs profits ou participerait à la baisse du taux de profit ?

Et le plus grand « coût caché », c'est, bien sûr, le changement climatique : « Les coûts cachés augmentent également ; les économies ont épuisé la capacité des écosystèmes planétaires à absorber les déchets générés par l'utilisation de l'énergie et des matériaux. Le changement climatique est le coût caché le plus évident. »

Commentaire que j'ai envoyé et qui a été publié par le blog Les Crises :

- "Voilà comment les scientifiques de l'ONU se préparent à la fin du capitalisme"

En réalité quand on lit attentivement cet article, on s'aperçoit que du début à la fin il est destiné uniquement à cautionner sa survie, à aucun moment il n'est remis en cause.

Fabrique du consentement et matraquage quotidien.

- Réchauffement du climat de plus de 1,5°C, et la planète "s'autodétruit" - euronews 08.10 Si l'espèce humaine ne prend pas d'urgence la mesure de l'accélération du réchauffement climatique sur notre bonne vieille Terre, elle sera cuite et recuite. euronews 08.10

- Le rapport glaçant du Giec - Liberation.fr 07.10

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rend publique ce lundi sa première étude sur les effets d'un réchauffement de 1,5 °C des températures mondiales. Cette limite que 197 Etats s'étaient engagés à respecter fin 2015, lors de la COP 21, aura tout de même de graves conséquences. Liberation.fr 07.10

- Lutter pour le climat, c'est lutter pour la survie de notre espèce - Le HuffPost 08.10

LVOG - Pas la vôtre au moins ?

En Famille.

- Des députés de tous bords unissent leurs forces pour le climat - AFP 09.10

Des députés de six groupes politiques ont décidé d'unir leurs forces sur la transition écologique et solidaire, en créant un collectif inédit "pour organiser à l'Assemblée le travail transpartisan" sur ces sujets et l'"accélérer", a annoncé lundi à l'AFP Matthieu Orphelin (LREM).

Parmi les premiers signataires, outre l'élu du Maine-et-Loire, figurent Cédric Villani (LREM), le MoDem Erwan Balanant, Eric Diard (LR), Sophie Auconie (UDI-Agir), Guillaume Garot (PS), ou encore le communiste Jean-Paul Dufrègne, les Insoumis qui composent le septième groupe à l'Assemblée n'ayant pas paraphé le texte à ce stade.

Les experts du Giec soulignent dans leur dernier rapport que le monde devra engager des transformations "rapides" et "sans précédent" s'il veut limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, et mettent en garde contre des risques accrus au-delà de ce seuil.

Le collectif entend se réunir deux fois par mois et notamment unir ses analyses et votes "sur des points clés et des avancées décisives", "y compris en déposant des amendements à l'identique", ainsi qu'initier ou soutenir "des coalitions de projets novatrices". Ses membres comptent être force de proposition dès les discussions sur le projet de loi de finances 2019, sur des sujets comme la mobilité durable, la biodiversité ou par exemple la lutte contre le gaspillage alimentaire. AFP 09.10

Quelle heureuse coïncidence !

- Le 50e prix Nobel d'économie à deux Américains précurseurs de la croissance verte - AFP 09.10

- Le Giec appelle à des transformations «sans précédent» pour limiter le réchauffement - lefigaro.fr 08.10

Le «résumé pour décideurs», qui doit guider les actions des gouvernements du monde entier, a été rédigé par environ 90 chercheurs internationaux, dont un quart on fait le déplacement en Corée. Le texte final a été peaufiné à l'aide des représentants des gouvernements et des représentants de l'Union européenne. lefigaro.fr 08.10

[Arguments pour démonter leur propagande.](#)

Un test qui vaut davantage que de longs discours.

Cet article du Figaro était très long, je l'ai parcouru en diagonal. J'ai tapé le mot "soleil" pour voir s'il y était présent, et bien non, pas une seule fois, à part cela on n'est pas en présence d'une formidable opération de manipulation des consciences.

Je rappelle que je ne nie pas le réchauffement climatique, je soutiens que c'est l'activité du soleil qui en est principalement à l'origine et non l'activité humaine.

Et puis on a tendance à oublier que 75% de la surface de la terre est recouverte par des océans où ne s'exerce aucune activité humaine ou si peu, et qu'une grande partie du reste de la terre est inhabité ou inexploité ou il n'y figure aucune activité industrielle. Donc on voudrait nous faire croire que la population produite sur une surface représentant 10 ou 15% de la superficie de la terre suffirait à modifier le climat qui y règne, qu'il nous soit permis d'en douter fortement.

A les entendre, on croirait que notre planète évoluerait dans un vase clos ou une bulle délimitée par la troposphère, la partie de l'atmosphère comprise entre le sol et la stratosphère, et que tout ce qui se passerait au-delà, c'est-à-dire dans la mésosphère n'aurait aucune influence sur le climat.

- Réflexions hétérodoxes sur le réchauffement climatique - contreponts.org 16 novembre 2014

Par Jacques de Guenin

Ingénieur de formation, ancien élève de l'École des Mines de Paris et titulaire d'un Master of Sciences de l'université de Berkeley (Californie). Il a fait à partir de 1958 sa carrière professionnelle au sein d'ExxonMobil puis de PSA, dont il était un des dirigeants avant sa retraite en 1993. Il a été candidat libéral aux élections législatives en 1993, puis en 1998. Élève de deux prix Nobel d'Économie (Maurice Allais et Robert Solow), il a publié lui-même divers travaux dans cette discipline.

Extraits.

L'entité qui affirme inlassablement la venue d'un réchauffement climatique est une émanation des Nations Unies qui s'appelle en anglais IPPC (intergovernmental panel on climate change), et en français le GIEC (groupe intergouvernemental des experts du climat). Cette traduction est une supercherie, car l'ajout du mot expert laisse croire qu'il s'agit d'une organisation scientifique, alors qu'il s'agit simplement d'un organisme intergouvernemental chargé de représenter les positions politiques des 195 gouvernements qui la composent. Dans son livre *Écologie, la fin*, Christian Gerondeau, donne des détails sur la composition du bureau du GIEC, où l'on découvre avec surprise que ce bureau ne contient aucun expert du climat. Désignés par le ministre de l'écologie de leur pays, les membres du GIEC sont en majorité des croyants et non des scientifiques et lorsque ce sont des scientifiques, leur spécialité n'est pas nécessairement la climatologie. Comme la plupart des politiques qui composent les gouvernements n'ont aucune culture scientifique, beaucoup de membres du GIEC sont nommés sur la recommandation des ONG écologistes comme Greenpeace, WWF, ou les Amis de la Terre. Il y a certes des dissidents dans le GIEC, qui sont de véritables experts en climatologie, mais leurs rapports techniques ne sont pas diffusés, car c'est le bureau du GIEC qui publie le document destiné au public : le résumé à l'intention des décideurs.

A contrario, dans le monde scientifique, nombreux sont les savants qui doutent du réchauffement climatique et a fortiori que si ce réchauffement existe, il soit dû aux activités humaines. Ils constatent que les températures de la terre ont beaucoup varié au cours des siècles, à une époque où les activités humaines dégageaient une quantité de CO2 négligeable, et surtout que la température n'a pas augmenté au cours des 10 dernières années alors même que la teneur en CO2 de l'atmosphère s'est considérablement accrue. On trouvera une liste d'une soixantaine de tels savants à cette adresse. En cliquant sur le nom de tel ou tel, on trouve son curriculum et son opinion sur le réchauffement climatique. Parmi eux, on notera le prix Nobel de physique français Pierre-Gilles de Gennes.

Le lecteur qui voudrait en savoir plus sur le sujet en général pourra parcourir le site pensee-unique.fr, qui contient de nombreuses autres rubriques exposées de façon particulièrement pédagogique et sans passion. Ce site est le violon d'Ingres de Jacques Duran, docteur en physique de l'université Pierre et Marie Curie et ancien directeur des études de l'École supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (de 1996 à 2003) au côté de Pierre-Gilles de Gennes.

Si le réchauffement climatique devait reprendre, il aurait plus d'avantages que d'inconvénients.

D'abord, il y a hélas beaucoup de gens sur cette terre qui meurent de froid et beaucoup qui couchent dehors la nuit, même dans les pays développés. Il ne fait pas de doute que tout réchauffement de l'atmosphère serait pour eux bienvenue.

Ensuite, nous aurions besoin de moins de combustible (fuel, charbon, bois) pour nous chauffer ce qui contribuerait à la diminution de l'émission de CO2, phénomène bienvenu pour ceux qui pensent que ce dernier est le coupable du réchauffement.

Enfin, de nouveaux territoires s'ouvriraient à l'agriculture et des territoires déjà cultivés verraient pour la plupart leur fertilité augmenter. Certes, d'autres pourraient être affectés par la sécheresse, encore que personne n'a encore démontré que le réchauffement climatique engendrerait moins de pluie, mais de toutes façons on pourrait compenser cela par l'irrigation.

Comme inconvénient du réchauffement, il ne reste donc que la montée du niveau des océans. Mais dissipons tout de suite une erreur communément répandue : la fusion de la banquise n'entraînerait aucune augmentation du niveau des océans, car si le haut de la banquise dépasse le niveau de la mer, c'est parce que la glace a une densité un peu inférieure à l'eau liquide. Faire fondre la glace n'entraîne donc aucun accroissement du niveau de l'eau. Pour les sceptiques qui n'auraient pas retenu les leçons de leur cours de physique dans le secondaire, nous leur suggérons de prendre un verre gradué, d'y mettre de l'eau, des glaçons, et de noter le niveau de l'eau. Ils s'apercevront que ce niveau ne change pas lorsque les glaçons ont fondu.

Or l'Arctique, le continent du pôle Nord, est formé exclusivement par la banquise. Donc la fusion de cette banquise n'entraînerait pas d'augmentation du niveau des mers. En revanche, elle permettrait des itinéraires nouveaux et plus économiques pour les bateaux. Le véritable problème est donc l'Antarctique. Celui-ci est un continent de 12,5 millions de km² entouré de quelque 1,5 million de km² de banquise. Sur le continent lui-même la couche de glace est d'environ 31 millions de km³, soit 2,2% du volume total des océans qui est de 1400 millions de km³, pour une profondeur moyenne de 3 800m. Il est estimé que la fusion totale de la couche de glace arctique entraînerait une hausse d'une soixantaine de mètres du niveau de la mer. Après, ce serait fini de l'élévation des eaux de la mer. Mais il faut bien voir que même avec les hypothèses les plus hardies de réchauffement climatique, il faudrait plusieurs siècles pour atteindre ce niveau et les investissements pour se protéger de cette hausse sur la vie d'un homme seraient bien moindres que ceux auxquels voudrait nous entraîner le GIEC pour diminuer la production de CO₂.

En une vingtaine d'années, le niveau de la mer s'est élevé de 3,2 mm/an. Mais entre 1990 et 2000, les valeurs étaient de 3,5 mm/an. À partir du début des années 2000, elles sont tombées à 2,5 mm/an. Un ralentissement qui pourrait être corrélé avec la pause enregistrée dans la hausse de la température terrestre. Mais ce qui montre bien la fragilité des explications dans ce domaine, c'est que d'autres travaux attribuent cette diminution aux variations des courants marins El Niño et La Niña, le premier entraînant plus de précipitations sur mer que sur terre, alors que c'est l'inverse pour le second.

Avec le GIEC, nous assistons probablement à un phénomène d'intoxication collective que nous avons déjà connu dans les années 70 avec le Club de Rome et qui a fini par disparaître avec le temps.

En conclusion :

Les affirmations du GIEC sur le réchauffement climatique dû aux activités humaines sont fortement contestées dans le monde scientifique.

Cela tient à ce que le GIEC est en réalité un simple panel intergouvernemental où chaque gouvernement envoie des représentants qui ne sont pas nécessairement des « experts ».

Si réchauffement climatique il y a, il aurait plus d'avantages que d'inconvénients.

Le seul inconvénient sérieux serait la montée des océans, phénomène qui mériterait plus d'études que la montée du CO₂.

- Climat : 22 vérités qui dérangent... - contrepoints.org 3 juin 2014

Voici 22 raisons de douter des thèses du GIEC.

Par Jean-Pierre Bardinet

Ingénieur ENSEM Nancy (École Nationale Supérieure d'Électricité et de Mécanique).

Selon le discours officiel du GIEC, « la science a parlé », et tout opposant sceptique est passible d'être ostracisé. Car il faut faire vite, et cela fait plus de 20 ans que l'on nous rabâche qu'il y a extrême urgence et que la Planète ne pourra plus être sauvée d'ici trois à cinq ans (et même 500 jours selon Laurent Fabius !...), sinon la Planète risque de devenir une « poêle à frire » (sur le feu, bien sûr) si nous ne réduisons pas drastiquement nos émissions de CO₂, à n'importe quel prix, même au prix de la décroissance, de la misère et de la ruine de nos économies.

Or, toute personne ayant une assez bonne culture scientifique, et qui se donne la peine de travailler la question, en arrive très vite à la conclusion que les thèses du GIEC sont fausses, pour nombre de raisons, dont voici une liste non exhaustive.

1. La TMAG (température moyenne annuelle globale) est stable depuis 1997, malgré une augmentation continue du taux de CO₂ : comment alors soutenir un rapport de causalité entre croissance de concentration du gaz carbonique et température ?

2. Les émissions humaines de CO2 depuis 1997 représentent 40% de ce que l'homme a envoyé dans l'atmosphère depuis le début de la Révolution industrielle. Or, on vient de le voir, pendant cette période, la température s'est stabilisée. Comment alors soutenir un rapport de causalité entre émissions anthropiques de CO2 et augmentation de la TMAG1 ?
3. D'autant que la part anthropique du CO2 atmosphérique n'est que d'environ 5% (analyse isotopique) au lieu de 25-30% pour le GIEC...
4. Et que la durée de vie du CO2 dans l'atmosphère est en moyenne de 5 ans au lieu de 100 ans pour le GIEC.
5. Les variations de la TMAG se font de manière sinusoïdale, avec une période de 60 ans qui correspond aux mouvements du soleil par rapport au centre de gravité du système solaire. Nous sommes au sommet de la sinusoïde, et donc les prochaines années devraient se refroidir, comme ce fut le cas après 1950.
6. Il y a un phénomène de saturation du CO2 sur une épaisseur optique de dix mètres environ. Si vous prenez une source d'IR à large spectre (corps chauffé à 1000°C, par exemple), et que vous mesurez avec un spectromètre le spectre restant après la traversée de quelques mètres d'atmosphère, vous verrez que les bandes du CO2 (4,3 et 15 microns) ont été entièrement absorbées. Donc l'atmosphère au-dessus de quelques dizaines de mètres ne voit plus les bandes d'absorption du CO2, et donc, le rajout de CO2 ne change plus rien, si ce n'est que l'épaisseur optique diminue. C'est cela le processus de saturation du CO2 atmosphérique, confirmée par les satellites, qui ne « voient » quasiment plus les bandes du CO2.
7. Dans le passé (Carbonifère), le taux de CO2 a été 25 fois supérieur au taux de CO2 actuel, et il n'y a pas eu d'emballement des températures, grâce au processus de saturation. Pourquoi nos misérables émissions de CO2 auraient-elles à présent un impact cataclysmique, alors que les lois de la Nature sont invariantes dans le temps et l'espace ?
8. Les niveaux océaniques montent de 1,7 mm/an (d'après les mesures au marégraphe de Brest), de moins 1,6 mm/an à Marseille depuis la fin du dix-neuvième siècle et aucune accélération n'a été mesurée ces dernières années.
9. Le hot spot (« point chaud ») prévu en zone tropicale, qui devait être LA preuve indubitable du rôle du CO2 sur la TMAG, n'a pas été détecté, donc il n'existe pas.
10. Le taux de vapeur d'eau atmosphérique diminue (alors que le GIEC avait prévu l'inverse – rétroaction positive – quand le CO2 augmente). La rétroaction réelle est donc négative.
11. La banquise australe atteint des records de superficie.
12. La somme des surfaces des deux banquises, dont les variations sont en opposition de phase, est à peu près constante, donc l'albedo de la cryosphère aussi.
13. Les mesures des 3000 sondes océaniques ARGO montrent, depuis leur mise en service en 2003, un très léger refroidissement des océans, entre la surface et 700 à 1000 m de profondeur (au mieux aucun gain de chaleur).
14. Le flux IR (infrarouge) quittant la haute atmosphère est supérieur aux prévisions des modèles (Il n'y a pas d'effet couverture par les GES de la troposphère).
15. La loi de Stefan-Boltzmann n'est pas applicable aux gaz, qui ne sont pas des corps noirs, ni des corps gris, alors que le GIEC l'applique aux gaz.
16. Les gaz émissifs, plus froids que la surface terrestre, ne peuvent en aucun cas la réchauffer (second principe de la thermodynamique, qui interdit le réchauffement d'un corps chaud par un corps plus froid).
17. Ce sont les températures qui ont toujours piloté les variations du CO2, jamais l'inverse. À notre époque, le retard du CO2 sur la température est de quelques mois.
18. Le projet CLOUD du CERN teste la théorie de Svensmark-Shaviv (rôle des rayons cosmiques, dont le flux est modulé par l'activité solaire, sur la formation des nuages) et les premiers résultats, assez positifs, ont été publiés dans Nature.
19. Les modèles ne savent pas modéliser la cryosphère, ni l'enneigement, dont les variations ont un impact important sur la TMAG. Le projet Earthshine, qui mesure les variations de la réflectance de la Terre, vue de la lune quand elle n'est éclairée que par notre planète, montre que cette réflectance varie essentiellement en fonction de l'enneigement. Elle a décliné de 1984 à 1998 et augmenté par la suite jusqu'en 2004, ce qui suit assez bien les variations de la TMAG.

20. Les projections des modèles numériques divergent de plus en plus des observations. Un modèle numérique n'est pas une preuve scientifique, et, quand il est réfuté par l'observation, c'est qu'il est faux et doit être mis à la poubelle, ou, au mieux revu en détail. On attend toujours la mise à la poubelle ou la révision des modèles numériques du GIEC, mis en avant par le GIEC et financés par les contribuables...

21. De toute manière, il est impossible que des modèles numériques puissent prévoir les évolutions du climat, car il s'agit d'un système chaotique couplé et non linéaire, comme le précisait le GIEC dans son rapport de 2001, et comme le montrent les instabilités du climat passé et actuel. Pourquoi cela aurait-il changé actuellement ? Sûrement pas pour des raisons scientifiques...

22. Enfin le GIEC n'est ni un organisme scientifique, ni un organisme indépendant : le résumé pour les décideurs (SPM), qui seul est lu par les instances internationales, les politiques et les médias, est rédigé sous le contrôle étroit des représentants des États et la surveillance des ONG. La composition de ses instances dirigeantes montre une minorité de scientifiques très majoritairement engagés dans l'idéologie environnementale, et une majorité ONG + États.

Depuis 1880, la seule période de covariation entre la TMAG et la teneur en CO2 fut 1978-1997. De 1910 à 1940 la TMAG a progressé au même rythme que 1978-1997 alors que les émissions étaient insignifiantes. De 1950 à 1978, alors que les émissions de CO2 s'envolaient, la TMAG a baissé. L'analyse des carottes de Vostock montre que c'est la hausse de la température qui fait augmenter le CO2 dans l'atmosphère (par dégazage) et non l'inverse. Ce processus est toujours valable de nos jours, même pour de petites variations de température (le retard du CO2 étant alors de quelques mois).

- Le changement climatique. - climatechallenge.be

Le climat n'a jamais été stable. La Terre est âgée d'environ 4,6 milliards d'années et au cours de son histoire, elle a connu un nombre incalculable de changements climatiques naturels. Ainsi, il y a eu plusieurs périodes où la Terre était presque entièrement recouverte de neige et de glace : Terre boule de neige. La dernière fois, c'était il y a 650 millions d'années. Il y a aussi eu des périodes où la Terre était beaucoup plus chaude qu'aujourd'hui : par exemple, à l'époque des dinosaures (de 150 à 65 millions d'années), l'Antarctique était entièrement dépourvu de glace.

Voici quelque 2,7 millions d'années, a commencé une ère de passages cycliques de périodes glaciaires (plus froides) à des périodes interglaciaires (plus chaudes) qui duraient environ 100 000 ans. Au cours de la dernière période glaciaire, d'énormes calottes glaciaires recouvraient le nord de l'Europe. En Belgique, des températures moyennes de -20°C en hiver étaient habituelles. Cela a duré jusqu'il y a environ 15 000 ans. C'est alors que la température a augmenté brusquement. Actuellement, nous nous situons dans une période interglaciaire. Les scientifiques l'ont baptisée « Holocène ».

- Quand on sait que la Terre a déjà environ 4,6 milliards d'années, et que l'homme (Homo Sapiens) n'y vit que depuis seulement 200 000 ans, il est clair que les précédents changements climatiques sont survenus de manière naturelle. climatechallenge.be

Les modèles numériques climatiques utilisés par le GIEC ne peuvent pas prédire le climat du 21ème-siècle
- co2thetruth.e-monsite.com

- Les modèles numériques climatiques utilisés par le GIEC ne peuvent pas prédire le climat du 21ème siècle.

Il faut se rappeler que toutes les "prévisions" climatiques du GIEC pour le 21ème siècle sont basées essentiellement sur les résultats issus des modèles numériques.

Pour utilement modéliser mathématiquement le climat il faut d'abord connaître quasi PARFAITEMENT les innombrables paramètres qui le gouvernent, leurs sens d'action, leurs intensités et leurs interactions.

De nombreux climatologues ont constaté que le climat est proche d'un système chaotique et il est donc impossible à modéliser de façon fiable.

Il existe en fait deux écoles de climatologues:

Ceux qui étudient le climat en privilégiant les observations de terrain, beaucoup de ceux-ci sont des "climatosceptiques".

Ceux qui étudient le climat en privilégiant les résultats des modèles numériques, beaucoup de ceux-ci sont des "réchauffistes" appelés aussi "carbocentristes" .

Il y a donc ceux qui se fient au réel et ceux qui se laissent convaincre par leur ordinateur ...dont les résultats sont uniquement fonction de ce qu'ils y ont mis...Ils sont généralement certains de n'avoir rien oublié ! (...)

Pourquoi les analyses par les modèles retenus par le GIEC commencent-elles toutes en 2000 ? Il aurait été facile de les faire débuter en 1900 !

Mais certainement nous aurions vu, dès aujourd'hui, des divergences ...inquiétantes...pour la crédibilité de ces modèles qui sont le pivot des annonces alarmistes du GIEC!

Mais vous verrez ci-après que ces modèles ont été testés (par d'autres chercheurs) sur le siècle dernier :

Résultats ? Ils sont faux !

(...)

Les modélisateurs du GIEC ont retenu dans leurs équations que c'est la variation de température sur Terre qui cause la variation de la couverture nuageuse. Ils n'ont pas prévu l'inverse dans leurs modèles, car ils ne considèrent pas que les variations du Soleil puissent être la cause de changements climatiques. co2thetruth.e-monsite.com

LVOG - S'ils savent de quoi se composent les nuages, ils ne sont pas foutus de savoir si le soleil joue un rôle sur leur formation.

Les devins, charlatans, prophètes du GIEC nous feraient presque marrer, quand on voit que les météorologues disposant d'ordinateurs hyper puissants ou derniers cris dignes de la NASA ne sont pas foutu de prévoir le temps qu'il fera dans 48 heures.

J'ai reçu un courriel du consulat de France à Pondichéry le 5 octobre m'informant que de fortes précipitations auraient lieu à partir du 7 et cela pendant 4 jours, sur Pondichéry, le Tamil Nadu et le Kerala.

Quand j'ai reçu ce courriel, cela faisait déjà plusieurs jours qu'ils pleuvaient sans interruption et il a cessé de pleuvoir le lendemain, le 6, nous sommes le 9 et depuis à part quelques ondées, nous avons un soleil radieux !

- Variabilité de l'activité solaire et impacts climatiques - encyclopedie-environnement.org 23-03-2018

Extrait.

Impacts possibles sur la formation des nuages

L'activité solaire module non seulement le rayonnement du soleil mais également le flux de particules énergétiques qui pénètrent l'atmosphère terrestre. Il s'agit d'une part du rayonnement cosmique galactique, qui est dévié par le champ magnétique solaire (qui dépend lui-même de l'activité du soleil), d'autre part des particules émises par le soleil lui-même notamment lors d'éruptions. Ces particules énergétiques interagissent avec les molécules de l'atmosphère pour former des ions. L'hypothèse que cette ionisation ait un impact climatique date de plus de 50 ans, mais reste très discutée, tant sur le plan théorique que sur celui des observations. Le mécanisme le plus souvent avancé est que ces ions favoriseraient la formation de noyaux de condensation nécessaires à la formation des nuages.

Le rôle des nuages sur les échanges de chaleur dans le système climatique est fondamental, via les flux radiatifs, dans les longueurs d'onde visibles et infra-rouge, mais aussi les flux de chaleur latente. La modulation solaire du flux de particules énergétiques a un impact climatique direct très faible, mais une amplification très forte pourrait exister via ce contrôle sur les nuages. Les différentes corrélations proposées entre les flux de particules énergétiques et la couverture nuageuse restent toutefois très débattues.

- Changement climatique ? Finalement c'est bien le Soleil... - contrepoints.org 22 août 2014

Par Jacques Henry.

Ancien chercheur en biologie au CNRS, dont il a démissionné avec fracas il y a plus de 15 ans, Jacques Henry profite de sa retraite pour porter un regard critique sur certains aspects de la biologie et de la médecine. Ayant travaillé pendant quelques années comme consultant auprès d'EDF dans le domaine nucléaire, il s'intéresse également aux problématiques énergétiques, en particulier l'électricité. Extraits.

- Voilà enfin avancée une preuve irréfutable que c'est bien le Soleil qui commande les fluctuations climatiques que connaît la Terre, et non l'activité humaine. Il était temps que des universitaires démontent le mythe du réchauffement climatique anthropogénique inspiré par les pseudo-scientifiques irresponsables du GIEC, cette émanation des Nations-Unies, organisation

dont on peut de plus en plus douter de l'utilité.

- Bref, toute cette entrée en matière pour dire que cet article paru dans Nature risque de faire grand bruit parce qu'il remet en cause les théories extravagantes clamées à grands coups de prix Nobel (Al Gore et le GIEC) et de déclarations tonitruantes des ONG du genre Greenpeace et autres WWF ou Sierra Club pour répandre la peur planétaire d'un hypothétique réchauffement climatique.

Je m'explique : quand le soleil fait une petite sieste, comme par exemple entre deux cycles d'activité, celle-ci dure environ 11 ans. Le flux des particules émises par le soleil en direction de la Terre diminue d'intensité et donc le champ magnétique terrestre protège moins bien l'atmosphère des rayons cosmiques galactiques. Tout cela à cause des hautes couches de l'atmosphère alors moins ionisées. C'est un peu vite dit, mais c'est à peu près comme ça que les choses se passent. Les rayons cosmiques pénètrent alors mieux dans les profondeurs de l'atmosphère et vont bombarder des atomes d'oxygène ou d'azote pour former un isotope du béryllium, le Be-10, qui se désintègre en bore avec une période de demi-vie de 1,38 million d'années. C'est ultra-pratique pour reconstituer l'activité solaire passée, puisque plus il y a de Be-10, moins le Soleil était actif. On peut dès lors reconstituer les variations d'activité du Soleil sur de longues périodes passées. Même chose pour le carbone-14, radioactif aussi, qui se forme également dans l'atmosphère naturellement par bombardement des atomes d'azote par les rayons cosmiques. Ce carbone se retrouve dans les arbres et les carbonates comme ceux des stalagmites.

Il y a enfin un autre « proxy » pour étudier les variations de l'activité solaire qui dépend cette fois de la température : c'est l'abondance relative de l'isotope naturel 18 de l'oxygène, non radioactif, qui est 12,5% plus lourd que l'isotope du même oxygène le plus abondant, l'oxygène-16. Quand l'eau des océans s'évapore sous l'action du Soleil, celle constituée d'oxygène-18 s'évapore moins vite parce que plus lourde et la différence de teneur entre ces deux isotopes dans les stalagmites, par exemple, permet de reconstituer l'activité solaire passée.

L'activité solaire de ces vingt mille années passées

C'est ce qu'a fait avec des précautions extrêmes une équipe de géophysiciens de l'Université de Lund en Suède en rapprochant les trois observations, béryllium-10, carbone-14 et oxygène-18. Ils ont ainsi reconstitué l'activité solaire au cours des vingt mille années passées, analysé les données obtenues avec le carottage de la glace du Groenland, et rapproché ces dernières des analyses de concrétions calcaires provenant d'une grotte chinoise. Les résultats ont permis d'établir une parfaite corrélation entre l'activité solaire et les subtiles variations climatiques observées et révélées par l'analyse fine des carottes glaciaires permettant de remonter aux variations climatiques se matérialisant par les précipitations neigeuses et leur abondance.

Durant la période glaciaire dite du Würm, s'étalant entre 26000 et 13000 ans avant notre ère, le climat ne fut pas toujours très très froid. Il y eut des épisodes relativement plus chauds, et l'activité solaire y est directement pour quelque chose. L'étude dirigée par le Professeur Raimund Muscheler a permis de préciser ce qui pouvait se passer au niveau atmosphérique pour expliquer l'abondance des chutes de neige au Groenland durant cette période. Au Groenland, mais pas seulement. Toute la région euro-américaine de l'hémisphère nord sous l'influence de l'océan Atlantique également, lui-même, on peut le comprendre aisément, sous l'influence de l'activité solaire et de ses variations cycliques, en particulier le cycle dit de « de Vries » d'une durée moyenne de 207 ans.

Il a été ainsi possible d'aboutir à une modélisation de ce qui a pu se passer au niveau de l'Océan Atlantique pour influencer sur l'intensité des chutes de neige au Groenland avec la persistance d'un anticyclone situé au-dessus du pays : un régime de vents d'ouest dominants pénétrant l'Afrique et apportant de l'humidité depuis l'océan, (le Sahara à l'époque était une vaste prairie), et un vent froid arrivant sur l'Europe du Nord favorisant le maintien de véritables calottes glaciaires en Scandinavie atteignant le nord de l'Allemagne. L'Écosse était recouverte d'un immense glacier.

L'épisode glaciaire du Würm vit le niveau des océans baisser de plus de 130 mètres, ce qui facilita les migrations humaines d'Asie vers l'Amérique du Nord. Cet événement s'explique parfaitement par les variations de l'activité solaire dont on ignore toujours les raisons sur le long terme mise à part l'hypothèse d'un effet de marée de Jupiter et de Saturne sur l'activité solaire interne.

En effet, une année jupitérienne dure 11 ans. Tous les 200 ans environ, Jupiter et Saturne se trouvent alignés par rapport au Soleil, curieuse coïncidence avec la durée du cycle de De Vries, peut-être bien pas si fortuite que ça. Cette direction d'investigation ne fait pas partie de cet article paru dans Nature – et aimablement communiqué par le principal auteur de l'étude – mais elle peut constituer matière à de plus amples investigations de la part des géophysiciens et des spécialistes de la dynamique interne du Soleil.

Tout cela est naturellement très complexe mais à n'en pas douter, un jour ou l'autre, peut-être très prochainement, on comprendra qu'en définitive c'est le Soleil avec ses planètes massives qui commande le climat de la Terre et non la ridicule activité humaine en regard de l'immense énergie qui nous parvient depuis cette étoile paradoxalement vivante et parfois capricieuse...

Sources : Nature, article aimablement communiqué par le Docteur Raimund Muscheler que je tiens à remercier ici.

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Exceptionnellement j'ai ajouté 5 articles dans la rubrique des articles d'actualité tellement leurs contenus sont gravissimes et doivent être connus de tous et à faire circuler au plus grand nombre.

Si nous avions un parti, nous les imprimerions et nous les distribuerions à la population en appelant à une réunion pour en discuter, cela aurait assurément beaucoup plus d'impact que les discours que l'on nous ressasse à longueur de temps, pour finalement aucun résultat.

- [Causerie au format pdf \(26 pages\)](#)

Quelques réflexions politiquement incorrectes.

1- Darwin fut à l'observation, ce que Freud fut à l'écoute, et Marx et Engels en réalisant la fusion de l'observation et de l'écoute découvrirent les lois générales du mouvement ou la dialectique. Entre nous, si je peux me permettre un conseil, on ferait bien de s'en inspirer. Et si Einstein parvint à s'élever au niveau du socialisme, c'est qu'il est à la portée de tous.

Mais, mais, nous sortirons nos contradicteurs, dont au passage on doutera des convictions ou de la confiance qu'ils peuvent avoir dans les masses, ce qui revient au même, tout le monde n'est pas Einstein, en effet, moi non plus ! Alors pourquoi pas vous ?

Ils n'ont jamais assimilé ce que voulait dire Marx lorsqu'il affirma qu'on ne pourrait plus s'emparer du pouvoir par un coup d'Etat orchestré par une minorité, une élite, alors on se demande ce qu'ils ont réellement compris depuis...

2- L'écosocialisme, c'est l'écocapitalisme, la version écologiste du capitalisme, et la gauche éprise ou non d'écologie n'a jamais été autre chose que la caution morale du capitalisme ou de la droite.

3- Chaque fois que le régime adopte des lois progressistes, hormis lorsqu'il y est contraint par la lutte de classe du prolétariat, c'est parce qu'il y trouve son intérêt temporairement ou parce qu'elles présentent plus d'avantages que d'inconvénients, il s'en servira comme caution morale pour imposer par ailleurs son programme antisocial, donc en aucun cas le régime et ses représentants ne peuvent se prévaloir d'être progressistes.

Ils instrumentalisent les discriminations ou préjugés dont font l'objet certaines minorités ou certaines couches de la population, alors qu'avec leur classe ils en sont à l'origine, afin de se présenter comme les champions de la démocratie, de la liberté d'expression, etc. de manière à présenter les Etats ou les peuples qu'ils agressent comme rétrogrades, antidémocratiques et ainsi légitimer leur politique impérialiste.

C'est ainsi par exemple que la loi légalisant l'avortement fut adoptée par la réaction pour redonner un vernis progressiste ou démocratique au régime, alors qu'au même moment les mouvements sociaux se multipliaient dans le pays et les universités étaient en effervescence, fragilisant Giscard par ailleurs en proie à plusieurs scandales et qui sera évincé du pouvoir quelques années plus tard.

Le seul clivage que nous reconnaissons : Pour ou contre un changement de régime, pour ou contre l'abolition du capitalisme.

4- Non, le clivage droite-gauche n'est pas mort ! - [LeParisien.fr 11.10](#)

5- Si jadis l'humanité avait adopté le mode de vie des vegans, l'homme ne serait jamais passé du paléolithique au néolithique, il n'aurait jamais utilisé le boeuf ou le cheval comme moyen de production pour développer l'agriculture, sans parler de l'élevage destiné à l'alimentation humaine, bref, on en serait resté au stade du primate et nous aurions connu le même sort que les autres branches des hominidés qui ont toutes disparues, l'homme moderne, l'homo sapiens, la civilisation humaine n'aurait jamais vu le jour.

On peut donc caractériser les vegans de primates en voie d'extinction, ils doivent appartenir à une sous-espèce de primates que l'on croyait éteinte, située entre l'australopithèque et l'homo sapiens à moins qu'elle soit antérieure de quelques millions d'années !

6- Si on peut changer la mentalité et le comportement de la population sans changer de régime, alors pourquoi devrait-on l'affronter pour en changer, autant le conserver. Autant dire qu'ils prétendent que le verbe précède l'action (Ils sont laïques et matérialistes !), ce qui est contredit par l'évolution de l'espèce humaine ou toute l'histoire antérieure. Voilà comme ces faussaires cautionnent le régime.

Cette argumentation est maladroite ou manque de précision, l'avez-vous remarqué ? Pour qu'elle soit correcte et inattaquable, il ne faut jamais oublier de mentionner qu'ils veulent changer la mentalité et le comportement des gens sans pour autant vouloir changer de régime, puisque lorsqu'on leur pose la question, ils répondent que ce n'est pas leur objectif ou qu'ils y sont opposés, bref, ce sont des partisans du capitalisme et non du socialisme. Cela vaut pour Mélenchon et ses semblables.

7- Le rapport du GIEC sur le climat commandé par l'ONU, n'est rien d'autre qu'un rapport idéologique correspondant aux besoins de l'oligarchie. Que ce thème ait été à l'ordre du jour de la réunion du groupe Bilderberg donne une idée assez précise de son origine et de ceux qui sont destinés à tirer profit de cette propagande, de l'instrumentalisation du réchauffement climatique.

Et chaque jour ces fanatiques en rajoutent une couche.

- Climat: la carte des 60 marches contre le réchauffement de la planète - Le HuffPost 12.10

8- On néglige la portée de la propagande de nos ennemis. On ne comprend pas comment elle s'ordonne. Pire, on a tendance à confondre la propagande et la réalité, au point que lorsqu'on pense à ce qui figure dans les manuels scolaires, à la manière dont l'histoire passée fut interprétée jusqu'à nos jours, bref, à l'interprétation de l'histoire communément admise, on ne s'aperçoit pas qu'en guise de connaissance de la réalité, c'est leur propagande qui nous fut transmise, infusée goutte à goutte. On en parle au passé, alors qu'elle n'a jamais cessé.

On dit aussi que ce sont les hommes qui font l'histoire, sans préciser s'ils sont conscients ou non du processus dialectique auquel ils participent d'une part, et s'ils ont conscience de faire l'histoire ou d'avoir une influence sur l'orientation ou le destin de la société ou du monde d'autre part. Cela s'applique également à la propagande qui est un avatar ou une représentation de l'idéologie de la classe dominante destiné à façonner la conscience des hommes.

Pourquoi c'est important d'étudier ce facteur ? Parce qu'en substituant la propagande à la réalité, on ne peut qu'avoir une idée déformée de la réalité passée ou présente, de l'enchaînement des faits, des rapports qui existent dans la société et leur évolution, et dans ces conditions il sera difficile, voire impossible de s'orienter, de penser librement, bref, d'agir sur le cours des choses ou de changer la société.

La propagande de nos ennemis s'adresse à l'inconscience des hommes, non pas pour qu'ils progressent, mais pour qu'ils demeurent inconscients ou ignorants de ce qu'ils trament dans leurs dos. Pour en avoir une idée plus précise, on doit avoir à l'esprit ce qui caractérise fondamentalement nos ennemis, c'est-à-dire le capitalisme, qui est à la fois leur raison d'être ou leur idéal, ainsi que leur instrument et leur objectif. Figurant en tant qu'idéal, elle correspond à quelque chose qui s'inscrit dans la durée, il faut donc la traiter à cette échelle, en tenant compte de cette dimension, tout en sachant qu'elle est tributaire des contradictions ou de la crise du capitalisme ainsi que du développement de la lutte des classes qu'elle ne fait que traduire à sa manière.

La propagande de nos ennemis s'est substituée à la réalité.

Ce qu'on retiendra et ce qui nous apparaît effarant, c'est que l'histoire telle qu'elle nous parvient ou nous est enseignée, y compris dans les partis dits ouvriers, n'est finalement de nos jours que l'histoire de la propagande. Hier plus généralement on expliquait qu'elle se confondait avec l'interprétation inconsciente qu'en avaient les hommes, plus particulièrement ceux qui détenaient le pouvoir ou détenaient un statut qui leur permettait d'agir sur l'orientation de la société.

A partir de ce facteur, on peut aussi mesurer l'influence de l'idéologie de la classe dominante sur les partis ouvriers. On comprend donc pourquoi ils nient refusent de la traiter ou de la prendre au sérieux, les pires aveugles ou dogmatique allant jusqu'à prétendre que la propagande n'aurait aucune influence sur les masses, alors que les faits n'ont cessé de démontrer le contraire.

On peut tirer de son étude et de son évolution un autre enseignement révélateur de l'opportunisme de ces partis, dans la mesure où la propagande montre clairement la véritable nature de chacun des acteurs de la lutte des classes dès lors qu'on la considère dans son ensemble au lieu de traiter chacune de ses périodes comme autant d'abstractions sans liens entre elles.

L'histoire de la propagande met aussi en lumière la collusion d'intérêt qui a toujours existé entre la droite et la gauche, ce qui peut en choquer plus d'un et on comprend pourquoi.

Par exemple la propagande en faveur du colonialisme jusqu'aux premières années de la Ve République, montrait clairement que le

PS et le PCF étaient des partis fondamentalement réactionnaires, impérialistes, autrement dit qu'ils n'avaient absolument rien à voir avec la gauche ou le socialisme, ce qu'au cours des dernières décennies jusqu'à nos jours ignoreront de nombreux militants ou travailleurs ou ce sur quoi passeront allègrement ceux qui le savaient pertinemment, parce que cela entraine en contradiction avec les rapports qu'ils avaient tissés avec ces partis, en réalité l'intégralité de leur stratégie qui reposait sur une interprétation erronée de la situation.

Et en observant ce qui se passe de nos jours, on peut mesurer les conséquences désastreuses qu'aura bien plus tard ce refus de caractériser ces partis tels qu'ils étaient réellement à partir de la politique et de la propagande qu'ils avaient adoptées, qui se traduira par l'incapacité de modifier leurs rapports avec ces partis, alors qu'ils incarneront ouvertement la pire réaction, de les caractériser de droite après l'avoir nié si longtemps, même aujourd'hui aucun parti dit ouvrier n'y parvient, à ce niveau compte tenu de l'orientation actuelle dramatique de la société, on est en droit d'en conclure qu'on est en présence d'une imposture délibérée.

La plupart des militants refusent de l'admettre, ce qui les condamne à s'enfoncer toujours plus dans l'opportunisme ou à devenir des instruments de la propagande de la réaction, je les invite à y réfléchir tranquillement.

C'est comme si on était en présence d'une sorte d'amnésie collective qui aurait frappé le mouvement ouvrier et dont il serait incapable de se remettre. Eh bien, il faut vous en remettre, réveillez-vous, vous verrez, on n'en meurt pas, j'irais même jusqu'à dire qu'on s'en porte beaucoup mieux ou qu'on s'en trouve soulagé !

9- De la même manière que les scientifiques accrédités par l'ONU en fonction de leur adhésion à la version de l'oligarchie des causes de certains aléas climatiques ayant des conséquences sociales et économiques, dans le domaine de la paléontologie ou de la préhistoire la plupart des scientifiques n'ont pas grand chose dans la tête ou s'en tiennent à des a priori qui relèvent du dogmatisme ou du déni, dans la mesure où ils étudient certains facteurs et en écartent d'autres lorsqu'ils tendent à infirmer ou réfuter leurs propres interprétations ou font ressortir leurs contradictions, bref en un mot ils se comportent comme mes lecteurs, je plaisante, à peine.

En gros cela fonctionne ainsi dans leur petit cerveau, ils étudient un des aspects de la réalité auquel correspond une branche de la connaissance ou des sciences, et ensuite ils se croient autorisés à interpréter la réalité en fonction des conclusions auxquelles ils sont parvenus, ils abusent ainsi de leur statut

C'est ainsi qu'ils refusent d'admettre que les modifications intervenues dans les conditions ou l'environnement dans lesquelles vivaient nos très lointains ancêtres en corrélation avec les brutales variations climatiques ou des modifications physio-chimiques liés à l'activité des planètes ou des phénomènes atmosphériques ont pu intervenir et être à l'origine de modifications de leur mode de vie ayant eu une incidence sur leur morphologie, y compris sur le plan génétique. S'ils expliquent que des modifications génétiques seraient à l'origine de certaines modifications morphologiques, ils sont incapables de nous dire quelles seraient les causes de ces modifications génétiques, dont ils se servent pour nier que ces modifications morphologiques auraient pu être le résultat de changements intervenus dans leur mode de vie ou leur comportement.

Or, il semblerait que ce soit d'importants changements intervenus dans le climat ou dans l'environnement où évoluait la terre qui auraient été à l'origine des modifications génétiques à la base de la création de nouvelles espèces, l'adaptation des espèces existantes à de nouvelles conditions climatiques n'ayant entraîné que des modifications d'ordre morphologique et non génétique, c'est en tout cas à l'heure actuelle l'explication qui semble la plus probante puisque si je ne dis pas de bêtise, une modification morphologique n'est pas de nature à entraîner une modification génétique, c'est plutôt l'inverse qui se produit. En revanche les modifications biochimiques dues à des changements dans le comportement alimentaire ou l'environnement dans lequel évoluaient nos lointains ancêtres peuvent se traduire par des modifications génétiques. Je ne sais pas si j'ai été assez clair.

Pour passionnant que soit ce sujet que j'ai parcouru ces derniers jours (et je continue), il ressort que les découvertes et les études ou recherches qui ont été effectuées au cours des siècles derniers posent davantage de questions qu'elles n'en ont résolues jusqu'à présent, bien que d'immenses découvertes aient été effectuées, autrement dit, dans ce domaine on n'est pas plus avancé que dans la plupart des sciences sociales !

Le principal problème ou obstacle réside dans l'absence de preuves matérielles qui ont été détruites au fil du temps, ou certains chaînons manquant qu'on ne parvient pas à reconstituer pour comprendre l'interaction qu'il a pu y avoir entre les différents facteurs à l'origine de la création et de l'évolution des espèces, ce qui a donné lieu à une multitude d'interprétations fantaisistes.

Si notre espèce est le produit d'une évolution qui remonte à quelque 400 millions d'années quand les premières molécules de protéines apparurent ou donnèrent naissance à des cellules vivantes, c'est l'interaction de phénomènes physico-chimique au niveau de la planète, du système solaire et de l'atmosphère environnante qui est à l'origine de toutes les espèces organiques ou vivantes qui verront le jour à partir de cette période, et dont l'évolution donnera toutes celles qui existent de nos jours, pour ne pas remonter à la formation du système solaire il y a entre 4,5 et 5 milliards d'années qui a donné naissance à la matière inorganique, à partir d'une masse gazeuse qui en s'éloignant du soleil se mit à tourner plus lentement et à se solidifier, créant au

cours des quelques 500 millions d'années suivants les conditions favorables à la formation des océans et des grands fleuves et donc à l'apparition de la vie sous la forme de la faune et de la flore. Si la nature inspirera les poètes, c'est l'univers qui en sera la matrice.

10- On en est arrivé à la conclusion qu'en adoptant la conception de la lutte de classe et l'interprétation de la situation que nos dirigeants nous avaient proposés il y a 40 ans, nous avons été victimes d'une mystification qui dure jusqu'à nos jours, puisqu'à aucun moment malgré la faillite de leur théorie de "l'imminence de la révolution", ils ne daigneront en faire la critique ou les remettre en cause, pour croire encore que la crise du capitalisme menait fatalement à son effondrement mille fois annoncée et qui en réalité ne s'est jamais produite depuis le début du XXe siècle, et la survie du capitalisme a été rendue possible du fait notamment que la classe ouvrière et son avant-garde ont été incapables de se donner les moyens d'accomplir les tâches historiques qui leur étaient dévolues.

11- Rappel.

Médecin du Monde sert de caution morale aux guerres fomentées par l'oligarchie et planifiées depuis ses institutions dont le groupe Bilderberg auquel participera son fondateur, l'un des propagandistes de la théorie des guerres impérialistes dites préventives, Bernard Kouchner, prétexte qui servira par la suite à justifier toutes les agressions impérialistes contre les Etats et les peuples de l'ex-Yougoslavie à la Syrie.

Il faut noter que tous les pays où Médecin du Monde interviendra, correspondront à des Etats que l'impérialisme américain s'était employé à déstabiliser politiquement, à étrangler économiquement...

Médecin du Monde est donc fondamentalement le pendant d'une organisation criminelle à l'échelle mondiale.

Université de Gand (Belgique) - Master na Master Meertalige Bedrijfscommunicatie - Marlène Bragard - Année 2008-2009

En 1971, Bernard Kouchner crée le mouvement des "French Doctors" et avec plusieurs autres médecins, ils fondent « Médecins Sans Frontières ».

En 1979, à l'occasion de l'opération « Un bateau pour le Viêt-nam », Kouchner défend l'idée d'affréter un navire pour faire évacuer un groupe de Vietnamiens qui vivait sous le régime communiste. Le célèbre fondateur voulait ainsi témoigner de la violation des droits de l'homme. Il s'ensuivit une violente querelle avec la direction d'MSF qui s'y opposait. S'en suivra alors en 1980 la création par Kouchner et une dizaine d'autres de « Médecins du Monde ».

12- D'une fable à l'autre

La fable du libéralisme qui sauve le monde par Bruno Guigue - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Présentation par le Réseau Voltaire

Comparant l'état de la Chine populaire, de Cuba et de l'Inde, en s'appuyant sur les travaux de Jean Drèze et d'Amartya Sen, Bruno Guigue montre les progrès sociaux de régimes étatiques par rapport aux retards d'un régime « libéral » (au sens des Chicago Boys). Il n'évoque pas la question des investissements financiers et de l'alliance prônée par Deng Xiaoping entre le Parti communiste et les transnationales et préfère se concentrer sur celle des Biens communs. Si certains régimes étatiques ont échoués, d'autres ont réussi. Et ils l'ont fait mieux que s'ils avaient suivi les recettes « libérales ». Réseau Voltaire 9 octobre 2018

On comprend que pour vanter les mérites de "certains régimes étatiques (qui) ont réussi", il faille passer sous silence "l'alliance prônée par Deng Xiaoping entre le Parti communiste et les transnationales" pour ne pas en donner la signification politique ou le refus d'avancer dans la voie du socialisme, pirouette à laquelle les staliniens nous ont habitués depuis longtemps.

La caste bureaucratique au pouvoir en Chine a tiré les enseignements des erreurs commises par la bureaucratie stalinienne du Kremlin pour se maintenir au pouvoir et continuer à tirer largement profit de l'économie planifiée. Elle s'appuie principalement sur l'importante classe moyenne qui s'est développée au cours des dernières décennies, aujourd'hui endettée jusqu'au cou et qui en retour voue un culte fanatique au régime. Tandis que la majorité des travailleurs chinois fait l'objet d'une surexploitation ou continuent de vivre dans la précarité ou la pauvreté, le tout encadré par un parti et un syndicat unique qui caractérise les pires dictatures, en faire l'apologie, il fallait oser, c'est fait.

Monsieur Guigue a oublié de mentionner les néolibéraux américains qui louent le régime chinois, et qui estiment que moyennant quelques concessions il pourrait servir de modèle à l'établissement du nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs vœux, vous m'excuserez de ne pas fournir les références, j'ai lu cela dans plusieurs articles que je n'ai pas le temps de rechercher.

Bref, que la Chine soit l'un des pays les plus dégueulasses, les plus pollués, les plus corrompus, les plus oppressifs, les plus liberticides de la terre ne gêne pas monsieur Guigue, lui il vit dans un autre monde, c'est un idéologue et non un partisan du socialisme ou du communisme, mais cela tout le monde l'avait compris.

Quand il y a plus d'un siècle en arrière en Europe le capitalisme se développa en prenant une tournure particulièrement monstrueuse envers la classe ouvrière, des voix s'élevèrent pour le renverser et proposer un autre modèle de développement de la société, le socialisme, aujourd'hui ces voix se sont éteintes ou ont été remplacées par une rhétorique rendant hommage au pire esclavagisme qui serait de l'ordre de la fatalité, c'est ainsi que les staliniens se recyclent.

Quant à ce qu'il a écrit sur Inde, n'importe quel voyageur mettant le pied dans ce pays s'apercevrait au premier coup d'oeil qu'il est demeuré semi-féodal et profondément arriéré. Cela dit son constat est correct sur l'Inde, mais pas au point de publier son article dans notre portail.

Entre nous, est-il vraiment sûr que les Chinois sont plus heureux que les Indiens, pour vivre en Inde depuis plus de 20 ans et sachant comment vivent les Chinois, sachant comment les Indiens s'adaptent ou contournent en partie les conditions qui leur sont imposées, personnellement je préférerais encore être Indien plutôt que Chinois. Comment cela ? Oh c'est très simple à comprendre.

Un travailleur chinois est soumis à une surexploitation hystérique, à des conditions de travail abrutissante au-delà de tout ce qu'on peut imaginer en France et en Inde, il est soumis à des cadences de travail infernales, quasi militarisées. En revanche le travailleur indien qui travaille également 8 heures par jour, travaille généralement à son rythme, c'est-à-dire pratiquement le plus lentement possible, alors que le travailleur chinois voue un culte à l'entreprise qui l'emploie, à la production, le travailleur indien s'en fout éperdument. Il s'arrête souvent pour un oui ou un non, il fait une pause pour boire un thé en milieu de matinée et dans l'après-midi, il s'absente aussi souvent que possible sous des prétextes divers. Il faut rappeler qu'il travaille 6 jours sur 7 et ne bénéficie pas de congés payés, mais il peut prendre des congés pour aller en pèlerinage, pour se rendre à une cérémonie familiale, quand on sait que chaque famille comporte souvent plusieurs centaines de membres, on a une petite idée de ce que cela peut donner, mais là les patrons mettent des holà. Sans oublier que souvent ils ont le droit de faire une petite sieste après déjeuner, c'est qu'il fait très chaud en Inde pratiquement toute l'année. Sinon, ils sont assez souvent malades, donc absents, notamment dès le début de la mousson. Bref, vous aurez compris que notre Indien ne manque pas une occasion de résister à l'exploitation dont il fait l'objet, ce qui est totalement inimaginable pour un Chinois. Certes, un Chinois est plus productif qu'un Indien, il a peut-être un niveau de vie plus élevé, mais à quel prix ! Je n'ai pas évoqué les Indiens qui travaillent pour des multinationales occidentales ou autres et qui sont soumis aux mêmes conditions de travail épouvantables que nos malheureux travailleurs chinois, ils sont une infime minorité, ce que doit regretter amèrement notre stalinien de service. Les Indiens font preuve d'une nonchalance, d'une insouciance que ne pourrait pas se permettre un Chinois, en cela il nous est plus sympathique.

Quant aux conditions d'existence, je ne pense pas que globalement les Chinois soient mieux lotis que les Indiens. Les Indiens bénéficient de davantage de liberté, ce qui pour nous est le bien le plus précieux, monsieur Guigue nous excusera de ne pas avoir les mêmes préoccupations que les exploités qu'ils soient libéraux ou appartiennent au parti communiste chinois ou cubain.

Si à l'époque de la Commune de Paris il était impossible d'envisager la fin rapide du capitalisme, parce qu'il n'avait pas encore atteint son plein développement qui sera achevé aux alentours du passage au XXIe siècle, plus d'un siècle plus tard, à notre époque envisager le développement des pays sous-développés ou émergents sur le modèle du capitalisme du XIXe siècle et estimer cela finalement normal, relève de la pire infamie. Voilà en substance ce qu'il ne faut jamais oublier sous peine de cautionner les pires régimes dictatoriaux, y compris ceux qui se réclament du communisme.

Voici l'adresse de l'article de monsieur Guigue : www.voltairenet.org/article203405.html

[Ce qui détruit la planète, ça n'est pas l'« homme » : c'est le capitalisme.](#)

- Appels sans suite par Frédéric Lordon - Les Crises 13 octobre 2018

Extraits. On se demande combien de temps encore il faudra pour que ces appels à sauver la planète deviennent capables d'autre chose que de paroles sans suite, de propos en l'air et de mots qui n'engagent à rien — pas même à articuler le nom de la cause : capitalisme. Il est vrai que, de l'instant même où ils l'articuleraient, ni Laurent Joffrin, ni Le Monde, ni L'Obs, ni aucun de ces lieux qui se sont fait une spécialité de se refaire le plumage à coups d'appels du moment que ce soit pour de rire n'hébergerait quoi que ce soit qui menacerait de dire quoi que ce soit — car depuis maintenant des décennies, tous ces gens et tous ces titres se sont tenus avec la dernière fermeté à une ligne dont aucune force au monde ne pourra les faire dévier : dire rien. Et surtout pas « capitalisme » — sinon pour dire qu'on est tout à fait capable de le dire, et bien sûr de n'en tirer jamais aucune conséquence. À cet égard la catégorie d'« anthropocène » s'est montrée d'une fameuse utilité. Car voilà : le changement climatique, c'est la faute de l'« homme ». L'« homme en général », qui ferait bien d'ailleurs de trier ses déchets et de fermer ses robinets. Il faudra encore un peu de temps pour que, selon le vœu d'Andreas Malme (3), on en finisse avec cette ineptie de l'anthropocène et qu'on nomme vraiment les choses : capitalocène. Ce qui détruit la planète, ça n'est pas l'« homme

» : c'est le capitalisme.

On comprend que de partout, entre niaiserie humaniste des uns et refus catégorique des autres, on peine à se rendre à cette idée qui, si elle était prise au sérieux, serait, en effet, de quelque conséquence. Aussi tout est-il fait pour persévérer dans l'évitement, et faire perdurer quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié.

Avec ce supplément de naïveté qui fait parfois leur charme, les scientifiques des sciences dures, qui ont le plus souvent une conscience politique d'huître (il suffisait d'entendre Cédric Villani parler de politique pour être convaincu d'abandonner l'hypothèse folle d'une sorte de convertibilité automatique des formes d'intelligence entre elles), les scientifiques « durs », donc, se jettent dans la bataille avec pour tout viatique la pensée politique spontanée des savants, c'est-à-dire une sorte de maïzena à base de grands enjeux et d'humanité réconciliée. Au moment précis où les termes du conflit fondamental devraient être aiguisés comme jamais. (...)

On se demande combien de temps encore il faudra pour que ces appels à sauver la planète deviennent capables d'autre chose que de paroles sans suite, de propos en l'air et de mots qui n'engagent à rien — pas même à articuler le nom de la cause : capitalisme. Il est vrai que, de l'instant même où ils l'articuleraient, ni Laurent Joffrin, ni Le Monde, ni L'Obs, ni aucun de ces lieux qui se sont fait une spécialité de se refaire le plumage à coups d'appels du moment que ce soit pour de rire n'hébergerait quoi que ce soit qui menacerait de dire quoi que ce soit — car depuis maintenant des décennies, tous ces gens et tous ces titres se sont tenus avec la dernière fermeté à une ligne dont aucune force au monde ne pourra les faire dévier : dire rien. Et surtout pas « capitalisme » — sinon pour dire qu'on est tout à fait capable de le dire, et bien sûr de n'en tirer jamais aucune conséquence. À cet égard la catégorie d'« anthropocène » s'est montrée d'une fameuse utilité. Car voilà : le changement climatique, c'est la faute de l'« homme ». L'« homme en général », qui ferait bien d'ailleurs de trier ses déchets et de fermer ses robinets. Il faudra encore un peu de temps pour que, selon le vœu d'Andreas Malme (3), on en finisse avec cette ineptie de l'anthropocène et qu'on nomme vraiment les choses : capitalocène. Ce qui détruit la planète, ça n'est pas l'« homme » : c'est le capitalisme.

On comprend que de partout, entre niaiserie humaniste des uns et refus catégorique des autres, on peine à se rendre à cette idée qui, si elle était prise au sérieux, serait, en effet, de quelque conséquence. Aussi tout est-il fait pour persévérer dans l'évitement, et faire perdurer quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié.

Avec ce supplément de naïveté qui fait parfois leur charme, les scientifiques des sciences dures, qui ont le plus souvent une conscience politique d'huître (il suffisait d'entendre Cédric Villani parler de politique pour être convaincu d'abandonner l'hypothèse folle d'une sorte de convertibilité automatique des formes d'intelligence entre elles), les scientifiques « durs », donc, se jettent dans la bataille avec pour tout viatique la pensée politique spontanée des savants, c'est-à-dire une sorte de maïzena à base de grands enjeux et d'humanité réconciliée. Au moment précis où les termes du conflit fondamental devraient être aiguisés comme jamais.

Aussi tout est-il fait pour persévérer dans quelques trafics mutuellement avantageux, les uns encaissant les profits de « grandes consciences » et les autres les profits de donner la parole à des « grandes consciences », le tout avec la certitude que rien de sensible ne sera modifié

Ainsi, Aurélien Barrau, astrophysicien et vedette de la cause climatique, d'abord préempté par Le Monde pour une tribune à célébrités suscitée par la démission de Nicolas Hulot — misère sans fond... —, puis rattrapé par Libération qui lui fait livrer sa pensée politique, enfin justement non : tragiquement dénuée de politique, Aurélien Barrau explique qu'il ne faut surtout pas poser le problème dans les termes du capitalisme : trop conflictuel, trop d'inutiles divisions quand est d'abord requise la bonne volonté, la bonne volonté des hommes de bonne volonté, celle qui a le souci de réunir l'« homme », qui « transcende les divergences d'analyse économique » (4) (en effet, c'est tellement au-delà), et aspire à « un partage apaisé des richesses ». Mais bien sûr, apaisons le partage des richesses. D'ailleurs Bernard Arnault nous le disait pas plus tard qu'hier : il faudrait que s'apaise le partage des richesses. Et Jeff Bezos, si on lui posait la question, serait certainement d'accord lui aussi. Ou pas ? C'est qu'un travail de recherche récent prévoit que les industries de la communication pourraient consommer à elles seules 20 % de la production d'électricité mondiale d'ici 2025 et s'attribuer 3,5 % des émissions de carbone (5). Mais le magnat du cloud est un « homme », qui plus est de « bonne volonté », il devrait donc de lui-même, confronté à l'évidence, réorienter aussitôt Amazon dans une stratégie de décroissance responsable.

C'est d'ailleurs là le mot magique : pour ne pas avoir à dire « capitalisme », il suffit de dire « décroissance » ou, si la chose sent encore un peu trop le macramé, « post-croissance ». Avec « post-croissance » en tout cas, on fait aussi des appels dans Libération (6). On peut même tenir des conférences à Bruxelles — car l'appel est le fait d'un groupe d'universitaires « de toute l'Europe », certifié de la qualité de ses intentions. Et comme on est sur place, et même dans la place, à savoir le Parlement européen, lieu de toutes les insurrections mais avec drapeau étoilé, on va pouvoir faire des propositions à tout casser, comme celle de créer « une commission spéciale sur les avenir post-croissance au niveau du Parlement européen », une riche idée, porteuse de bien des raisons d'espérer, comme d'ailleurs celle de « transformer le pacte de stabilité et de croissance en un pacte de stabilité et de bien-être » — au moins les historiens du futur qui retrouveront ça, s'il en reste d'ailleurs

après la carbonisation générale, auront de quoi se tenir les côtes.

C'est qu'il y a de quoi rire longtemps en effet à l'idée que l'Union européenne, franchise régionale de la mondialisation néolibérale, c'est-à-dire, nous pouvons maintenant l'affirmer, de la formation sociale la plus toxique à l'échelle de l'humanité, pourrait d'elle-même se faire l'exact contraire de ce qu'elle est, pourrait déchirer ses traités, renoncer à sa dogmatique de la déréglementation, à sa vocation réelle qui est de pousser tous les feux du capitalisme, comme d'ailleurs, accordons-le lui, tous les dirigeants nationaux de ses États-membres, Macron en tête, fondé de pouvoir du capital, à qui l'idée de décroissance doit faire l'effet d'une énorme blague de fin de banquet arrosé, dont la réalité des intentions en matière de « faire la planète grande again » est maintenant assez bien documentée, au point que même le vendeur de gel douche qui lui a servi de ministre de l'écologie, normalement réputé parfaitement inoffensif, en a jeté l'éponge de dégoût. Heureusement, après un Hulot, il y a toujours un de Rugy — confirmation en personne de ce que « Vert », comme « Durable », sont les noms mêmes de l'escroquerie en matière d'écologie, la bouffonnerie de l'écologie ralliée au capitalisme, soit à peu près l'équivalent d'un presbytérien s'associant aux plans d'un hôtel-casino à Las Vegas sous couleur d'y aménager une chapelle au quatrième sous-sol (et qui ne dit pas non à l'idée d'occuper la suite king size à l'année).

Et plus le déchaînement du capitalisme explose, plus l'inanité appelliste prospère, plus il s'agit de parler haut pour ne rien dire, de titrer gros pour ne rien voir, d'avertir à la fin des temps pour exiger la fin des touillettes. Ou bien d'échapper au réel en se laissant plonger dans le monde enchanté, le monde des songes où l'on est dispensé de poser la question des causes, comme celles des conditions de possibilité de ce qu'on veut : le monde est bien près de finir, mais nous croyons à la fée Marjolaine. Convenablement disposée, il n'y a pas de raison qu'elle ne nous sauve pas. Même si l'accumulation sauvage est la raison d'être du capitalisme, on demandera au capitalisme de se faire apaisé et décroissant. Même si l'Union européenne est la forme continentale de l'hégémonie du capital, on comptera sur l'« Europe » pour arraisonner la dynamique du capital. Même si toutes les élites politiques nationales sont des hommes du capital en transit au sommet de l'État pour le service du capital, on les enjoindra d'enjoindre — les autres hommes du capital.

Et pendant ce temps, l'hypocrisie médiatique fait son beurre — son beurre symbolique, s'entend, parce que question tirages... Quand les médias soutiennent toutes les insurrections climatologiques en même temps qu'ils font élire un banquier d'affaire, interdisent de questionner le néolibéralisme essentiel de l'Union européenne, disent l'archaïsme des résistances sociales et la modernité des dérégulations, ou bien ils ne savent pas ce qu'ils font ou bien ils savent ce qu'ils font, et aucun des deux cas n'est à leur avantage. Gageons d'ailleurs que, dans les rédactions, les hypothèses concurrentes de la bêtise ou du cynisme doivent se départager différemment selon les étages, si bien qu'aucune ne devrait être écartée a priori. En tout cas le fait est là : il s'agit de travailler à laisser délié ce qui devrait impérativement être relié. Car, non, on ne peut pas éditorialiser simultanément sur le changement climatique et pour faire avaler les déréglementations de Macron ; on ne peut pas expliquer que la planète est en danger et que les magasins doivent ouvrir le dimanche ; alarmer maintenant tous les quinze jours sur le bord du gouffre et célébrer l'efficacité de la privatisation générale, c'est-à-dire la remise aux logiques de l'accumulation du capital de pans entiers d'activité qui lui échappaient. Et l'on ne peut pas non plus laisser benoîtement penser que la question climatique se règlera sitôt que « tous les gars du monde... ». La réalité c'est que pour agir avec l'urgence qui éviterait de tous griller, il va plutôt falloir passer sur le corps de certains gars. Eux ont voué leur argent, leur pouvoir et finalement le sens de leur existence entière à ce jeu même qui détruit la planète. Et comme ils ne lâcheront pas tout seuls l'affaire de leur vie, il va bien falloir la leur faire lâcher. (Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 12-10-2018)

[Leur humanisme est la politesse des salauds... Dans la rubrique : La dictature du 1% dicte sa loi au 99% restant.](#)

Voilà un aphorisme dont les applications sont infinies sous ce régime !

Les vegans, des "crétins"? Non, des mystificateurs qui partagent votre idéologie.

Grille de lecture

Rappelons que le rapport concocté par des scientifiques sélectionnés par l'ONU en fonction de leur adhésion à la théorie adoptée par cette institution du réchauffement climatique du à l'activité humaine, préconise la nécessité de réduire la consommation de viande (et de produits laitiers) à l'échelle mondiale, conclusion qui correspond ou légitime le véganisme dont personne jusque là n'avait entendu parler, ses adeptes représentant entre 0,1 ou moins de 1% de la population, mais qui soudainement depuis 2016 ou la COP21 a donné lieu à des provocation ou des actions violentes gracieusement relayées par les médias-oligarques.

- Antispécistes: Jadot (EELV) dénonce "des crétins" qui s'attaquent aux boucheries - AFP 12 octobre 2018

La tête de liste écologiste pour les européennes Yannick Jadot (EELV) a condamné vendredi "sans ambiguïté" les attaques de boucheries perpétrées par des activistes vegan qu'il a qualifiés de "crétins".

"Oui, je les condamne sans ambiguïté (les violences). Pour moi, ce sont aujourd'hui essentiellement des crétins qui sont en train de remettre en cause le combat ô combien légitime et important contre la souffrance animale", a expliqué l'élue écologiste

sur France Info.

Le député européen réagissait à la multiplication d'actes de vandalisme contre des boucheries et commerces de bouche tagués de revendications antispécistes par des activistes opposés à toute hiérarchie entre les espèces, et qui prônent une alimentation végétalienne.

"Moi, je veux une agriculture qui respecte les paysans, les animaux, l'environnement et notre alimentation. Et ce modèle-là, il existe et c'est celui que je veux mettre au coeur des politiques publiques", a expliqué l'élu après avoir dénoncé l'existence "d'élevages concentrationnaires qui nient la vie, la sensibilité des animaux".

Interrogé sur le slogan "la viande est un meurtre" tagué par des activistes sur la façade de boucheries, le militant écologiste a expliqué avoir personnellement "réduit sa consommation de viande parce que c'est meilleur pour la santé et pour le climat".

"Mais encore une fois, a-t-il insisté, je ne soutiens pas une seconde ces actions". AFP 12 octobre 2018

Parce qu'une "agriculture qui respecte les paysans, les animaux, l'environnement et notre alimentation" serait compatible avec l'existence du capitalisme, la Ve République ?

Il doit être le seul à croire qu'un régime qui ne respecte aucune couche d'hommes ou de femmes qui travaillent et qui méprise la jeunesse, les retraités, les handicapés, etc. pourraient respecter quelque chose ou quoi que ce soit en dehors de ce qui correspond aux besoins de sa survie ou des multinationales.

Totalitarisme. A quand des caméras de surveillance et un policier armé dans les cours des écoles maternelles ?

- Paris: des enfants de 4 ans accusés d'attouchements sur une camarade de classe - BFMTV 11 octobre 2018

Une affaire d'attouchements sur mineur a éclaté au grand jour après le dépôt d'une main courante, en début de semaine, au commissariat du XIII^e arrondissement de Paris. Mi-septembre, une fillette de 4 ans aurait été victime d'attouchements sexuels, révèle Le Parisien. Les faits auraient eu lieu dans la cour d'une école maternelle du même arrondissement où est scolarisée la petite fille.

Trois camarades du même âge l'aurait isolée sous une structure de jeu avant de lui retirer ses vêtements et de lui infliger une "pénétration digitale". L'année précédente, cette même fillette aurait déjà été victime de tels abus, commis par deux autres camarades de classe.

Concernant la responsabilité des auteurs des actes sexuels infligés à la fillette, "les parquets, dans la pratique, n'engagent bien évidemment pas de poursuites contre des enfants aussi petits", précise un policier spécialisé. BFMTV 11 octobre 2018

Comment, et ces "deux autres camarades de classe" sont toujours en liberté ? Quel laxisme de la part de la justice !

Totalitarisme. C'est bien la destruction de l'espèce humaine qu'ils visent, notamment.

Des chercheurs chinois ont réussi à donner naissance à des souriceaux en bonne santé à partir de souris de même sexe. Leurs travaux ont été publiés, jeudi 11 octobre, dans la revue spécialisée américaine Cell Stem Cell. Pour franchir la barrière qui empêche la reproduction entre parents du même sexe chez les mammifères, les chercheurs ont utilisé des cellules souches modifiées afin d'éliminer certains gènes.

Les souriceaux créés à partir de deux mâles n'ont survécu que 48 heures et les chercheurs prévoient une étude plus poussée des raisons pour lesquelles le processus n'a pas fonctionné. L'expérience a été nettement plus concluante pour les souriceaux nés de deux souris femelles : ils sont 29 à avoir été produits ainsi à partir de 210 embryons et ont ensuite vécu jusqu'à l'âge adulte en étant capable se reproduire normalement.

Un processus impensable pour des humains

Pour réussir à créer des souriceaux à partir d'animaux du même sexe, les chercheurs chinois ont utilisé des cellules souches embryonnaires haploïdes (ne contenant qu'un exemplaire de chaque chromosome, et non deux comme pour la reproduction sexuée classique). Ils ont ensuite modifié la composition génétique de ces cellules via un processus complexe, avant de les injecter dans un ovule de souris.

Théoriquement, cette méthode, qui pose de nombreuses questions éthiques, pourrait permettre une nouvelle approche pour

le clonage des mammifères, voire permettre la conception pour les couples humains homosexuels. Ces perspectives restent toutefois lointaines puisqu'en plus des considérations éthiques, ces méthodes se heurtent à des obstacles techniques.

"Il est impensable de créer un bébé humain de cette manière-là", estime le docteur Christophe Galichet, un expert qui n'a pas participé à l'étude. "Si quelqu'un voulait tenter de créer un bébé de couples lesbiens ou gays de cette façon, le seul fait de générer les cellules souches modifiées prendrait un temps considérable, avec une très faible perspective de succès à la fin", analyse-t-il. franceinfo avec AFP 12/10/2018

Pendant qu'ils sont en train de chercher comment ils pourraient détruire la nature humaine, je me remets à l'étude de la préhistoire, à l'opposé puisque mon objectif est de la préserver, donc je ne dois pas changer d'orientation politique.

[Le totalitarisme requiert une soumission absolue.](#)

- Michel Onfray explique que c'est l'Élysée qui est derrière son éviction du service public - Le HuffPost 11 octobre 2018

Michel Onfray est aussi abjecte ou infréquentable que Éric Zemmour ou Alain Finkielkraut, dont Sylvain Fort -qui est la plume du président- avait fait savoir dans le Journal du Dimanche ou dans le Parisien, qu'un certain Éric Zemmour, qu'un certain Alain Finkielkraut et qu'un certain Michel Onfray défendaient des idées nauséabondes et que ça déplaisait en haut lieu à l'Élysée." (Source : Le HuffPost 11 octobre 2018)

- Une étudiante américaine refusée d'entrée en Israël devenue symbole de la droitisation de l'Etat hébreu - Liberation.fr 11.10

L'Américaine de 22 ans, bloquée à l'aéroport Ben-Gourion depuis une semaine malgré son visa, se voit reprocher son activisme propalestinien. Aux Etats-Unis comme en Israël, des voix s'élèvent contre une forme de «police de la pensée». Liberation.fr 10.10

[Totalitarisme. Qui détient le pouvoir ? Qui sert le législateur ? Qui sert le régime ?](#)

- «Pas de McDonald's à Oléron», chronique d'une défaite annoncée - Liberation.fr 12 octobre 2018

Au bout d'un bras de fer de trois ans entre la mairie de Dolus et McDonald's, la cour administrative d'appel de Bordeaux a obligé jeudi la municipalité à accorder un permis de construire au géant de la «malbouffe». La commune doit en plus payer 105 000 euros d'astreinte à la multinationale. Liberation.fr 12 octobre 2018

Même pas besoin d'un traité transatlantique et la mise en place d'un tribunal d'exception par les multinationales et à leur service, le ministère de la Justice en France les remplace.

[Le totalitarisme a un prix : 2,5 millions de dollars.](#)

- Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Les Macédoniens ont refusé l'adhésion à l'Otan et à l'UE que le gouvernement Zaev leur proposait par référendum, le 30 septembre 2018 [1]. Cependant, le soir même les secrétaires généraux de l'Alliance et de l'Union appelaient à contourner la colère populaire et à poursuivre le processus, cette fois par voie parlementaire [2].

Selon Milenko Nedelkovski, Washington a immédiatement débuté un programme d'achat des voix des députés, révèle le Mina Report [3].

Un responsable du département d'État US, « l'agent Tesla » (alias de Mitko Burceski) a ouvert un bureau dans un appartement de luxe appartenant à Sasho Mijalkov, un cousin de l'ancien Premier ministre macédonien Nikola Gruevski. Les députés s'y rendent un à un pour recevoir 2,5 millions de dollars chacun.

L'opération est pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine).

Ils sont parvenus à faire inscrire à l'ordre du jour du Parlement le changement de nom du pays ; condition sine qua non pour l'adhésion à l'Otan et à l'UE. Le vote a été fixé au 16 octobre, c'est-à-dire le jour même de la décision de Justice concernant une dizaine de députés nationalistes poursuivis pour avoir espionné le parti social-démocrate [4]. Le plan des ambassadeurs prévoit de faire lever l'immunité de ces députés de sorte qu'ils ne puissent pas voter. Compte-tenu du nombre de voix achetées,

la majorité du Parlement basculera alors mécaniquement en faveur de la proposition du Premier ministre. Réseau Voltaire 9 octobre 2018

[1] « Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[2] « Déclaration de l'Otan et de l'UE sur le référendum en Macédoine », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[3] "Mitko Burcevski coordinates Cash offers to MPs – \$2.5m in duffel bags", Marija Nikolovska, Mina Report, October 8, 2018.

[4] Des enregistrements illégaux de personnalités politiques ont été opérés entre 2011 et 2014. Personne ne sait par qui et les différents camps se renvoient la balle. Cependant le contenu de 33 enregistrements rendus publics fait apparaître les mœurs d'une classe dirigeante défailante.

[Leur humanisme est la politesse des salauds... Quand l'Arabie saoudite est à la tête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, c'est la barbarie qui est légitimée.](#)

- ONU: élection controversée de Bahreïn, du Cameroun et des Philippines au Conseil des droits de l'homme - AFP 13 octobre 2018

Le Bahreïn, le Cameroun et les Philippines ont été élus vendredi au Conseil des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations unies... AFP 13 octobre 2018

Une bonne nouvelle toutefois, c'est si rare !

Golan: réouverture lundi du point de passage de Qouneitra entre Israël et Syrie, annonce Washington - AFP 13 octobre 2018

ONU, Israël et Syrie ont conclu un accord pour rouvrir le point de passage de Qouneitra sur le plateau du Golan entre ces deux pays, ont annoncé vendredi les Etats-Unis en demandant aux Israéliens et aux Syriens de faciliter le travail de la mission onusienne de paix dans cette zone. AFP 13 octobre 2018

[Totalitarisme. FrançAfrique. L'Organisation internationale de la francophonie atteinte de Francofolie.](#)

- Rwanda Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie - Liberation.fr 12 octobre 2018

Comme attendu, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a nommé à sa tête vendredi la Rwandaise Louise Mushikiwabo au détriment de la sortante canadienne, Michaëlle Jean. Ministre rwandaise des Affaires étrangères, elle a été nommée secrétaire générale de l'OIF par consensus lors d'une réunion à huis clos au dernier jour du sommet à Erevan, malgré les nombreuses critiques qui pointent du doigt le peu de cas que le Rwanda ferait des droits fondamentaux et de la défense du français (lire Libération de vendredi). Sa candidature, soutenue par Emmanuel Macron, avait déclenché des levées de boucliers.

Dans une tribune publiée par le Monde fin août, l'écrivaine ivoirienne Véronique Tadjo regrettait cette nomination annoncée alors «qu'au Rwanda, le français a été remplacé par l'anglais comme langue d'enseignement». Certes, mais le français est toujours l'une des langues officielles du pays. Liberation.fr 12 octobre 2018

Certes, Libération cautionne cette nomination, normal elle a été décidée par Macron la marionnettes des oligarques, dont Drahi le propriétaire de ce torchon.

- La présidence française de la francophonie : un scandale français par Pierre Péant - Réseau Voltaire 8 octobre 2018

L'Union africaine et le président français, Emmanuel Macron, soutiennent la candidature de la ministre des Affaires étrangères rwandaise, Louise Mushikiwabo, à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie. Pierre Péant revient sur cette démarche incompréhensible, condamnée par la presque totalité des anciens ministres des Affaires étrangères français.

En soutenant la candidature de Louise Mushikiwabo – la ministre des Affaires étrangères rwandaises – à la tête de la Francophonie, Emmanuel Macron élève le French Bashing au sommet de l'État. Il demande aux dirigeants francophones de donner plus de poids à une personne dont la célébrité s'est construite sur la haine de la France, qui ne manque jamais une occasion de taper sur les militaires et les politiques français accusés de complicité de génocide. Une dame qui n'a aucun état d'âme pour justifier enlèvements et assassinats d'opposants à l'étranger.

Au journaliste d'Al Jazeera, qui lui posait en juin 2016 une question sur l'étranglement du colonel Patrick Karegeya dans un hôtel

sud-africain, elle répondit : « Pourquoi devrais-je être mécontent pour mes ennemis et les personnes qui nous menacent » (Why should I be unhappy about my enemies and people who threaten ?). Elle a aussi défendu fermement la décision de Kagamé de faire de l'anglais la langue d'enseignement et langue d'administration. Et du Rwanda, le 54ème membre du Commonwealth.

Le 11 septembre 2011, la candidate à la direction de la Francophonie ne déclarait-elle pas à Paris : « c'est un peu un signe des temps. L'anglais est une langue avec laquelle on va plus loin que le français. Sinon le français au Rwanda ne va nulle part ». Et, il y a quatre ans, Louise Mushikiwabo faisait détruire au bulldozer le centre culturel français ! Elle a craché à de nombreuses reprises sur la Justice française qui instruit sur l'attentat contre l'avion de Habyarimana. Le 11 novembre 2016, elle a ainsi menacé de publier « une nouvelle liste de hauts responsables politiques français accusés de complicité dans le génocide de 1994 contre les Tutsis ».

Mais surtout, cette dame est le haut-parleur d'un des pires dictateurs de la planète. Paul Kagamé est élu avec des taux soviétiques, enferme et tue ses opposants, crache sur la liberté de la presse... Les valeurs promues par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ne sont-elles pas « la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit et la justice » ? Par ce soutien Emmanuel Macron condamne l'OIF et envoie un signal très fort aux dictateurs africains : « le mépris de vos peuples ne remettra pas en cause notre soutien... »

Ce soutien est incompréhensible. Sauf d'imaginer que ses dossiers sont mal faits ou influencés par les lobbies puissants de Kagamé qui ont gangrené les principaux médias français et une partie de l'administration. Il n'y a pourtant pas de grands efforts à fournir pour se procurer des enquêtes indépendantes sur la vraie nature du régime de Kigali. À commencer par le rapport Gersony, qui dès septembre 1994 constatait que l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), sous les ordres de Kagamé, s'était livrée à des massacres de masse contre les Hutus. Les Américains aidèrent Kagamé à enterrer ce rapport de l'Onu au point qu'aujourd'hui, il est censé n'avoir jamais existé !

Il y a aussi le rapport Mapping, également rédigé par l'Onu en 2008 et 2009, faisant état de crimes de masse commis en République démocratique du Congo entre 1993 et 2003 par les soldats rwandais. Il n'exclut pas la possibilité d'un génocide. Il y a également la justification par le juge espagnol Merelles du lancement de 40 mandats d'arrêt contre les plus proches collaborateurs de Paul Kagamé (le 6 février 2008), dont je ne citerais que les premiers mots : « Une fois le pouvoir obtenu par la violence, ils ont mis sur pied avec les mêmes méthodes un régime de terreur et une structure criminelle parallèle à l'État de droit... »

Il n'est pas nécessaire de passer beaucoup de temps sur le dossier Rwanda pour comprendre que l'histoire du drame est complètement truquée. Que Paul Kagamé et ses soutiens anglo-saxons ont réussi à imposer que les enquêtes du TPIR soient limitées aux seuls crimes des « génocidaires hutus ». Quelques jours avant le vote d'Erevan pour élire la tête de la Francophonie, un document inédit transmis récemment à la Justice française montre à tous la vraie nature du régime soutenu par Emmanuel Macron. C'est un Rapport du TPIR, daté du 1er octobre 2003 (trente pages) sur les « crimes commis par l'APR ».

Il permet de mieux comprendre Carla del Ponte, ancienne procureure du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), qui, dans son livre *La Traque, les criminels de guerre et moi* [1], raconte que ses problèmes ont commencé quand elle décida de mener une enquête sur le Front patriotique rwandais, « parce que le président Kagamé et d'autres leaders tutsis ont basé une grande partie de leur prétention à la légitimité sur la victoire du FPR contre les génocidaires en 1994 [...]. Ils ont présenté leur conquête du pays comme une lutte juste pour mettre fin à un génocide ». Et d'expliquer dans le détail que les autorités rwandaises tenaient sous contrôle chaque étape de ses enquêtes.

Au bout du compte, Carla del Ponte fut chassée de son poste par l'administration américaine. Furent ainsi abandonnées toutes les enquêtes sur l'APR. Le document résume le gros travail effectué par l'équipe des Investigations spéciales sur les crimes commis par l'APR pendant l'année 1994.

Ce document est effroyable. Il dégoûte du sang des dizaines de milliers de victimes en très grande majorité hutus. Toute la mécanique de la prise de pouvoir par l'APR y est minutieusement décrite. Dix-huit sites de massacres sont recensés. Les techniques d'exécution sont précisément exposées. Sont également analysés le rôle de la DMI (Directorate of Military Intelligence) dans la désignation des victimes et celui des fameux « techniciens » qui dépendaient du Haut commandement de la DMI.

Des commandos qui opéraient habillés en civil, formés à empoisonner l'eau, à tuer avec une corde, avec un sac plastique, à injecter l'huile dans les oreilles, à utiliser l'agafuni, à faire sauter des mines dans des lieux publics... Certains étaient chargés d'infiltrer les interahamwe sur certaines barrières ; « leur rôle était de prendre part aux tueries et d'inciter les interahamwe à commettre davantage de massacres ».

Bref ce rapport met en pièces l'histoire officielle du drame rwandais, telle qu'elle est imposée par le régime de Kigali et ses nombreux soutiens associatifs et médiatiques : un affrontement entre le Bien et le Mal, entre les bons Tutsis et les Hutus génocidaires. Selon ce roman-là, Paul Kagamé aurait mené une guerre de libération nationale, mis un terme au génocide et pris en fine le pouvoir, le 12 juillet 1994, malgré l'aide apportée par les militaires français aux Hutus.

La réalité est évidemment toute autre : le drame rwandais est une guerre civile sauvage entre Tutsis et Hutus, déclenchée en

octobre 1990 par une agression armée des Tutsis du FPR, diaspora installée en Ouganda, soutenue par l'armée ougandaise et relancée en 1994 par l'attentat contre l'avion d'Habyarimana... qui déclencha le génocide des Tutsis et des Hutus modérés.
Réseau Voltaire 8 octobre 2018

[1] La Traque, les criminels de guerre et moi, Carla del Ponte avec la contribution de Chuck Sudetic, Héroïse d'Ormesson ed., 2009.

En famille. Bienvenue chez les affairistes.

- Emmanuel Maurel quitte le PS - LeParisien.fr 12 octobre 2018

Il le confiait souvent : « Mon rêve, c'était d'être premier secrétaire du PS ».

Emmanuel Maurel devrait avec le club politique « Nos causes communes » qu'il a lancé, se rapprocher de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et probablement obtenir une place sur leur liste pour les élections européennes. Maurel et Mélenchon se connaissent bien et sont très proches. Le premier a été l'attaché parlementaire du second, quand il siégeait au Sénat.
LeParisien.fr 12 octobre 2018

Ah ben s'il y a une "place"...

Quand les ennemis du socialisme... veulent faire "vivre la flamme du socialisme historique"...

- Marie-Noëlle Lienemann quitte le PS, devenu "un canard sans tête" - AFP 13 octobre 2018

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann quitte le Parti socialiste, devenu selon elle "un canard sans tête", pour un nouveau parti qui sera lancé en 2019, a-t-elle annoncé dans un entretien avec le JDD samedi.

L'ancienne députée européenne dit ne pas envisager que l'élection européenne de mai puisse faire rebondir le PS. "Olivier Faure n'en prend pas le chemin. Le PS est devenu un canard sans tête", estime-t-elle.

Figure de l'aile gauche du PS, Mme Lienemann, animait le courant L'Union et l'espoir avec le député européen Emmanuel Maurel, qui a également annoncé son départ du parti vendredi.

Les deux anciens socialistes vont "créer un nouveau parti qui fera vivre la flamme du socialisme historique plutôt que d'être le gardien des cendres", formation à laquelle ils travaillent avec le Mouvement républicain et citoyen (MRC).

Les deux élus comptent "participer à une dynamique de convergences avec la France insoumise, à un nouveau Front populaire", précise-t-elle. (Le Front populaire négation ou antithèse du socialisme qui partout fraya la voie à la dictature, au fascisme, à la guerre... - LVOG)

"Ce n'est pas un regroupement d'appareil mais une dynamique plus large; bien sûr, Yannick Jadot, Benoît Hamon y ont toute leur place", ajoute-t-elle. (Alors qu'ils tiennent un discours résolument pro-UE, réactionnaire... - LVOG)

"Jean-Luc Mélenchon a dit que la France insoumise était disponible pour rediscuter du programme. Faisons-le!", ajoute l'ancienne élue de l'Essonne, qui animait la Gauche socialiste avec Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon au début des années 1990. (On ne se refait pas en effet. - LVOG)

Mme Lienemann affirme qu'Emmanuel Macron "mène une politique de droite" et que "l'extrême droite est à nos portes. Il faut construire une alternative à gauche". (Rien ne distingue le programme ou les objectifs de l'extrême droite et du néolibéralisme qu'incarne Macron, hormis les moyens pour le mettre en oeuvre ou pour les atteindre. Autrement dit l'extrême droite a déjà franchi les portes du pouvoir. Quant à "une alternative à gauche", elle sera forcément de droite puisqu'elle refusera d'affronter ou de rompre avec le régime et ses institutions, la suite vous la connaissez... - LVOG)

L'ancienne ministre du Logement rappelle qu'en 1972, le programme commun avec le PCF, "loin d'avoir fait disparaître le socialisme (...) a permis de conquérir ensemble le pouvoir en 1981." AFP 13 octobre 2018

Il leur a permis d'arriver aux affaires comme l'on dit, d'y rester dans l'opposition parlementaire et d'en vivre bien, quant à rompre avec le capitalisme, la Ve République ou changer de société, vous savez tous ce qu'il en est advenu, apparemment cela ne correspondait pas avec leurs intérêts. - LVOG)

Parole d'Internaute

1- "...notre économie est devenue une table de poker menteur où tous les joueurs trichent, mentent, changent les règles en cours de partie, et où ceux qui ont perdu continuent de jouer avec de fausses cartes pour « se refaire ». Allez donc deviner, dans ce contexte, quand s'arrêtera la partie..."

LVOG - Effectivement les devins, prophètes et charlatans en tous genres sont nombreux...

2- "Les grandes crises ont pour but de décrocher les pays dont on souhaite se séparer, dans le peloton de la croissance.

Qu'une grande crise se prépare (pas toute seule évidemment), est évident. Car avec le mur des ressources qui se rapproche, et un Baril de pétrole déjà à 85, le peloton ne peut pas être très fourni. Il faut donc au fur et à mesure que la pente augmente, porter des attaques opportunes, afin que les derniers en course puissent continuer le plus longtemps possible à avancer.

Les crises permettent en outre de rendre au dollar sa valeur refuge, d'attaquer les monnaies émergentes, et d'augmenter la dette qui devient insupportable pour de nombreux pays sauf pour l'Amérique, puisque c'est le monde entier qui porte la sienne. Et de faire redescendre le prix du baril, en raison de la chute de la demande. C'est à mon avis le but principal recherché. Cela permet d'empêcher un transfert des richesses des pays consommateurs (qui contrôlent la finance) vers les pays exportateurs de pétrole."

[Dans quel monde vivons-nous ? La monstruosité du sionisme. Témoignage.](#)

- Ce que j'ai appris au cours d'une journée passée avec Gideon Levy, le journaliste le plus controversé d'Israël. Par Robert Fisk - Les Crises 10.10

Gideon Levy, Israélien de 65 ans, journaliste à Haaretz.

Extraits.

- « En 1986, j'ai écrit un papier sur une bédouine palestinienne qui avait perdu son bébé après avoir accouché à un poste de contrôle. Elle avait essayé de traverser à trois points de contrôle (israéliens) différents, sans succès, et avait dû accoucher dans sa voiture. Les Israéliens ne l'avaient pas laissée amener le bébé à l'hôpital. Elle avait dû l'amener à pied (!) sur deux kilomètres jusqu'à l'hôpital Augusta Victoria de Jérusalem-Est. Le bébé en était mort. Quand j'ai publié cette histoire - je n'irai pas jusqu'à dire qu'Israël « a retenu son souffle », mais cela a causé un énorme scandale, le gouvernement en a discuté, et deux officiers ont été traduits en justice... »

Par la suite, Levy a révélé dix autres histoires de femmes qui avaient perdu leur bébé à des postes de contrôle israéliens. « Et aujourd'hui, tout le monde s'en moque. Je peux bien les publier, ces histoires n'intéressent plus personne, même ceux qui se donnent la peine de les lire. Cette situation est devenue totalement « normale », totalement justifiée. Maintenant nous trouvons une justification pour tout. La déshumanisation des Palestiniens a atteint un point tel que cela nous est devenu complètement égal. Sans aucune exagération, je peux te dire que si un chien israélien est tué par des Palestiniens, cela fera plus de bruit dans les médias israéliens que si 20 jeunes Palestiniens de Gaza sont abattus - sans raison - près de la clôture de séparation par des tireurs de Tsahal. La vie des Palestiniens a perdu toute valeur. Il existe tout un système de diabolisation, de déshumanisation, tout un système pour justifier que "nous" avons toujours raison et que nous ne pouvons jamais avoir tort. »

- ...les libéraux vous trouvent des tas d'arguments rien que pour avoir la conscience tranquille et ne pas se sentir gênés : "Tu ne peux pas savoir ce qui s'est passé là-bas, tu n'y étais pas, et tu sais, tu ne vois qu'un aspect de la question..." Et il est devenu très difficile de raconter ces histoires, c'est le plus frustrant. Ils voient des tireurs d'élite abattre un enfant qui agitait les bras. À la télé, ils montrent des soldats abattant une infirmière en uniforme d'infirmière, une jolie infirmière. Ils voient un enfant de 15 ans aller en prison pendant huit mois pour avoir giflé un soldat. Et ils justifient tout ! »

- « Le pire fléau que nous ayons à combattre est l'indifférence. L'apathie, qui est si répandue en Israël. Alors, si j'arrive à les secouer, même un peu, à leur faire peur, à les mettre en colère contre moi... tu sais, je pense souvent que si je les mets si en colère, ça montre qu'au fond de leur conscience, ils savent que la maison brûle, que quelque chose a mal tourné. Mais il arrive qu'on ait peur, surtout la veille de la publication d'un article. Je me dis toujours : "Oh, ne suis-je pas allé trop loin cette fois-ci ?" Et puis, quand je me relis, je me dis toujours : "J'aurais dû taper plus fort ! Je pense toujours que je ne suis pas allé assez loin."

- « La seule chose qui me manque vraiment – c'est très personnel – j'avais ramené mes meilleures histoires de la bande de Gaza. Ça fait maintenant 11 ans qu'on m'empêche d'y aller – parce que, depuis 11 ans, Israël ne laisse plus les Israéliens entrer à Gaza, même s'ils ont la double nationalité. Même s'il était possible d'aller à Gaza, très, très peu d'Israéliens s'en donneraient la peine. Peut-être que le Hamas les empêcherait de passer. C'est une décision du gouvernement israélien contre laquelle les journalistes israéliens n'ont jamais protesté – sauf moi. Parce qu'ils s'en fichent – le porte-parole de l'armée [israélienne] leur dit tout ce qu'ils doivent savoir – pourquoi se donneraient-ils la peine d'aller à Gaza ? »

- « Écoute, on parle maintenant de 700 000 colons juifs. Il n'est pas réaliste de penser que quiconque va faire évacuer 700 000 colons. Et sans une évacuation totale, aucun État palestinien n'est viable. Tout le monde le sait et tout le monde répète la même rengaine parce que ça arrange tout le monde – l'Autorité palestinienne, l'UE, les USA – “deux États, deux États”, et comme ça on peut maintenir l'occupation encore pendant cent ans, à penser qu'il y aura un jour une solution à deux États. Ça n'arrivera plus jamais. Nous avons manqué ce train-là, et il ne repassera jamais. »

- « Regardons les choses en face – maintenant c'est dans les réseaux sociaux que ça se passe. Notre journalisme se meurt. Il suffit maintenant de savoir écrire un tweet très sophistiqué. Et pour ça, on n'a besoin de se déplacer – on peut rester assis dans son salon avec un verre de whisky, et on peut être très, très sophistiqué, avec un peu d'humour, et beaucoup, beaucoup de cynisme – parce que c'est ça, le problème principal. Je veux dire que les journalistes, sauf une toute petite poignée, ne s'intéressent qu'à une chose : se faire mousser. Je suppose qu'il y a des exceptions. Je n'en connais pas en Israël. Je n'en connais pas en Cisjordanie. Il y a des militants. Il y a beaucoup de jeunes militants, vraiment adorables. »

- « Israël est en train de devenir une des pays les plus ignorants de la planète, »

- « Quelqu'un a dit qu'il vaut mieux maintenir les gens dans l'ignorance... La jeune génération ne sait rien sur rien. Essaie de parler à des jeunes d'ici – ils sont ignares. Même les choses les plus élémentaires : demande-leur qui était Ben Gourion, demande leur qui était Moshe Dayan. Demande-leur ce qu'est la “Ligne Verte”. Demande-leur où est Jénine. Rien. Même avant qu'on leur lave le cerveau, l'ignorance crasse – une partie de ce qu'ils savent est totalement faux. »

- « Parle à un jeune Israélien moyen : un garçon de café européen parle mieux l'anglais que lui, » affirme-t-il. Ce que les jeunes Israéliens savent sur l'Holocauste et les voyages à l'étranger « consiste principalement en un voyage scolaire à Auschwitz, au cours duquel on leur a expliqué que la puissance est la seule chose qui compte – la puissance militaire, c'est la seule garantie, rien d'autre que la puissance militaire ; et qu'Israël a le droit de faire tout ce qu'il veut après l'Holocauste. C'est ce qu'on leur apprend. Mais ça n'a aucun rapport avec le savoir. »

- il y a « une frange étroite d'intellectuels brillants », mais une étude récente a montré que la moitié des jeunes Israéliens reçoivent une éducation digne du Tiers Monde. Nous – et ici je m'inclus dans la génération de Levy – sommes venus au monde après « des événements très dramatiques ». La Seconde Guerre mondiale. Dans ce cas précis, la fondation de l'État d'Israël. Ses parents, en fuyant l'Europe, « se sont sauvés à la dernière minute ».

« Nous avons le poids de l'histoire à porter, et il n'existait ni Twitter ni Facebook pour l'effacer. Aujourd'hui c'est plus vide, en fin de compte, en termes d'événements historiques. Même dans cette région du monde. Que se passe-t-il ici ? Rien – ou toujours la même chose. Cinquante années d'occupation, mais rien d'essentiel n'a changé. Le cadre reste exactement le même... bien sûr, il y a plus de colonies, bien sûr, l'occupation est plus brutale, et bien sûr, on a moins le sentiment que ce n'est que provisoire. Il est désormais très clair que ce ne sera pas provisoire. Ça fait partie de la nature même d'Israël. »

- J'ai demandé à Levy si le système électoral représentatif n'était pas ce qui vaut à Israël ces coalitions gouvernementales consternantes. « Elles sont ce que nous sommes, » répond-il d'une voix lugubre. « Et Israël est très nationaliste, très à droite et très religieux – bien plus qu'on ne le pense – et le gouvernement israélien est un reflet très fidèle du peuple israélien. Et Netanyahu est la meilleure vitrine d'Israël. Il est bien trop éduqué pour Israël – mais à ses yeux, c'est ça, Israël. La puissance, la puissance, la puissance – préserver le statu quo pour l'éternité, ne jamais faire confiance aux Arabes. Ne croire en aucun accord possible avec les Arabes, jamais. Et vivre uniquement de l'épée, dans un état de guerre total. »

- Les rapports avec les USA sont simples. « Je ne sais pas si les gens se rendent compte à quel point Netanyahu dicte leur politique aux USA. Tout ce qu'ils décident aujourd'hui – l'UNRWA [l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine], toutes les coupes budgétaires – tout ça vient d'Israël. Trump s'en moque. Tu crois qu'il savait ce qu'était l'UNRWA avant cela ? Le racisme est devenu politiquement correct. » Alors, à quel moment est-ce que ça a dérapé ? « Tout d'abord, en 1967, ce fut la plus grande faute. C'est là que tout commence. Si tu veux, tu peux dire 1948 – parce que 1948 ne s'est pas arrêté en 1948, jamais. Nous aurions vraiment pu ouvrir un nouveau chapitre. » Les Crises 10.10

En complément.

- Gaza: sept Palestiniens tués, Israël ordonne l'arrêt des livraisons de fioul - AFP 13 octobre 2018

Israël a ordonné l'arrêt des livraisons de fioul à la bande de Gaza en réaction à une nouvelle journée de violences à la frontière entre l'Etat hébreu et cette enclave palestinienne où sept Palestiniens ont été tués vendredi. AFP 13 octobre 2018

Commentaires d'internautes

1- "C'est la connaissance qui libère".

A lire cet entretien, je me dis que, en Israël comme ailleurs dans le monde, ceux qui ont intérêt à maintenir l'espèce humaine en esclavage l'ont très bien compris."

2- "Dans l'Histoire, jamais un pays à la fois raciste, ségrégationniste et colonialiste n'a pu perdurer en l'état. Israël, pendant 60 ans a vécu sur la sympathie qu'il inspirait dans le monde occidental.

Aujourd'hui, le roi est nu, méprisé, détesté, haï.

Personne ne peut nourrir de sympathie pour un état qui utilise des canons, des chars et des bombes contre une population civile, surtout au nom de la race.

Personne ne peut nourrir de respect pour un état qui aligne des dizaines de snippers derrière une butte et donne l'ordre d'assassiner posément des enfants et des femmes, des ados qui ne représentent aucun danger par centaines.

Beuurk.

Il ne tient que par la force.

Et la force ne dure pas.

Personnellement, j'ai adoré Israël. Aujourd'hui il me donne envie de vomir."

3- "La conception américaniste de l'Europe occupée a vidé les cerveaux, éviscéré la diversité culturelle et anesthésié les consciences.

Vive le popcorn, le porno, les bagnoles, les discos, les burgers OGM-hormonés, la connexion GSM "smartisée" aux réseaux vide-ordures narcissiques, les treks labellisés, la dope sous toutes ses formes, la rubrique des chiens écrasés qui ne devraient pas l'être : des hallucinés asexués, lobotomisés et pleurnichards embarqués dans un monde fictionnel.

On n'a jamais tant parlé de "valeurs" depuis qu'elles ont été évacuées par un système exclusivement centré sur le fric, les rapines, le viol des corps et des consciences scientifié."

[Aurait-ils jeté leur dévolu sur Philippe II ?](#)

- Remaniement : pourquoi ça coince entre Emmanuel Macron et Edouard Philippe - LeParisien.fr 11.10

Mais que se passe-t-il donc entre Emmanuel Macron et Édouard Philippe ? Il y a encore trois jours, les macronistes misaient sur un calendrier réglé comme du papier à musique... LeParisien.fr 11.10

- Remaniement : la machine s'enraye - LeFigaro.fr 11.10

Emmanuel Macron et Édouard Philippe peinent à constituer la nouvelle l'équipe gouvernementale. LeFigaro.fr 11.10

La Ve République, bientôt un club d'échangistes ?

- Le président de l'Inserm Yves Lévy nommé conseiller d'État extraordinaire - AFP 11.10

Le médecin et scientifique Yves Lévy, à la tête de l'Inserm depuis 2014 et mari de la ministre de la Santé Agnès Buzyn, a été nommé mercredi conseiller d'Etat extraordinaire, à l'issue du conseil des ministres, sur proposition de la garde de sceaux. AFP 11.10

[En famille ils osent tout. Quand les faussaires crient à "la manipulation de l'information", on est en présence d'une mystification ou d'une imposture.](#)

Grille de lecture.

Quand on sait que quotidiennement les médias se livrent à un traitement de l'information qui relève en réalité de la désinformation, et que par ailleurs ils censurent ou écartent les voix discordantes ou tous ceux qui osent poser des questions qui suggèrent qu'elle serait faussée ou erronée en employant des méthodes scélérates et violentes, quand ils en arrivent à légiférer pour dicter de quelle manière l'information doit être traitée, ils se transforment en inquisiteurs ou en procureurs digne d'un régime autoritaire ou totalitaire.

Tous ceux qui soutiendront ce processus en seront les complices.

Quand on entend dire par Françoise Nyssen que "le premier rempart contre la désinformation et la manipulation de l'information restent les médias et les journalistes", c'est tellement grotesque, qu'on en reste interdit. Du coup, on se demande comment cela est-ce possible qu'elle puisse s'exprimer de la sorte, comme si personne ne viendra la désavouer ou la contredire ou comme si elle ne le craignait pas, parce que les médias et pas seulement la protégée, de telle sorte que son discours semblera légitime ou tout du moins correspondre à la réalité, la sienne, celle de son camp, de son clan, de sa bande, du gang mafieux qui détient le pouvoir au sommet du capitalisme.

Si c'est possible, ce n'est pas seulement parce que la voix de l'opposition de gauche serait bâillonnée ou censurée, c'est surtout parce qu'elle est trop faible ou l'opposition de gauche est désorganisée. Quand Internet et la télévision n'existaient pas, il était possible d'atteindre de larges couches des masses, et maintenant on n'y arrive plus, c'est donc qu'on a déserté les moyens qu'on employait autrefois pour les atteindre, et qu'on ne vienne pas nous dire qu'ils étaient archaïques, car aller à la rencontre des travailleurs pour discuter avec eux et leur proposer différentes formes d'actions, est aussi légitime que d'employer les médias pour faire connaître quelle politique on applique, les militants qui vont à leur rencontre leur proposent une autre politique, si cela est archaïque, autant arrêter de militer tout de suite.

Il faut donc remettre les choses à leurs places.

Si maintenant les travailleurs lisent moins ou sont moins intéressés par un support papier et préfèrent passer par un écran pour s'informer, et bien il faut leur proposer notre politique par le biais de ce support en allant bien au-delà, car on peut développer notre programme et exposer nos idées quasi quotidiennement pour que chacun puisse en vérifier la validité, la cohérence, le sérieux, on peut les confronter à l'actualité, aux faits, en faire l'expérience, ce qui ne peut que renforcer nos convictions et notre détermination, ce qu'on transmet aux lecteurs pour lesquels nous sommes uniquement animés de bonnes intentions, en l'invitant à en faire de même.

Les médias transmettent l'idéologie des exploiters et des oppresseurs, nous, nous transmettons l'idéologie des exploités et des opprimés, ensuite tout le reste est une question de représentations, l'ensemble des instruments ou des institutions qui vont relayer cette idéologie, dès lors on comprend pourquoi on doit s'organiser, on doit disposer d'un parti révolutionnaire, d'une méthode, d'une théorie et d'un programme qui incluent la perspective d'institutions, contrairement aux anarchistes qui prétendent qu'on pourrait s'en passer, alors qu'il a été prouvé que c'était impossible.

- La loi contre les "fake news" adoptée par l'Assemblée nationale - Le HuffPost 10 octobre 2018

Protectrice ou liberticide? L'Assemblée nationale a voté dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 octobre en nouvelle lecture les propositions de loi controversées contre "la manipulation de l'information" en période électorale. La proposition de loi ordinaire a été adoptée par 45 voix contre 20.

Mais, "le premier rempart contre la désinformation et la manipulation de l'information restent les médias et les journalistes", a souligné Françoise Nyssen en annonçant le lancement d'une mission en vue de la création d'un "conseil de déontologie de la presse", confiée à l'ex-PDG de l'AFP Emmanuel Hoog.

"Ce sujet n'existe pas. C'est une mauvaise plaisanterie", a tonné le leader des insoumis Jean-Luc Mélenchon pour qui la loi sur la presse répond déjà à la diffusion des fausses nouvelles. L'ancien candidat à la présidentielle s'est en revanche félicité de voir sa proposition de création d'un conseil de déontologie de la presse reprise tout en s'interrogeant sur les suites de la mission Hoog: "Est-elle faite pour enterrer le sujet ou pour le servir?" Le HuffPost 10 octobre 2018

- Mélenchon voulait un conseil de déontologie pour la presse, Nyssen y est favorable - Le HuffPost 10 octobre 2018

Quel opposant !

[C'est pas moi, c'est l'autre. A qui profite le crime ?](#)

- Pas-de-Calais : une «liste noire» de salariés sème le trouble chez Roquette - Liberation.fr 10 octobre 2018

Un document envoyé par mégarde à des employés du géant de l'amidon par un cabinet de consultant externe révèle un fichage des personnes travaillant sur le site de Lestrem.

Marie Battaglia, chargée de communication pour le groupe en France, se présente à l'entrée du site de Lestrem. «Il n'y a pas de liste noire chez Roquette», répète-t-elle. Elle tend un papier sans en-tête. On y lit : «Nous découvrons qu'un consultant a agi de manière inappropriée [...] et a établi un document non demandé par Roquette.» La société a, depuis, déclenché une

enquête interne.

Lors du comité social extraordinaire qui s'est tenu dans la matinée, les représentants du personnel voulaient en savoir plus sur la finalité d'un tel document. «S'agirait-il d'une première étape d'un plan de départ massif ?» s'interrogent-ils. Dans son compte rendu de réunion, la CFDT indique que l'entreprise exclut tout plan social. Ce qu'a confirmé un peu plus tard un communiqué de la direction. Liberation.fr 10 octobre 2018

Quand les chiens de garde du régime veillent... à l'ordre établi.

Quand les cadres de Force Ouvrière sont fichés en interne - Le HuffPost 10 octobre 2018

Plus d'une centaine de responsables FO ont été fichés dans un document interne, affublés de qualificatifs type "niais", "franc maçon" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral", selon Le Canard Enchaîné à paraître mercredi 10 octobre.

"Cet épais fichier a été constitué en octobre 2016 par des proches de Pascal Pavageau, le nouveau patron de FO, alors en lice pour remplacer Jean-Claude Mailly", écrit l'hebdomadaire, et concerne "126 responsables" du syndicat.

"Bête", "mauvais", "faux", "complètement dingue", "niais", "franc-maçon (...) mais aussi "apprécié par PP (Pascal Pavageau), "déteste JCM (Jean-Claude Mailly)", "trop intelligent pour le faire entrer au bureau confédéral"... ces commentaires étaient inscrits à côté des noms.

Interrogé par l'hebdomadaire, Pascal Pavageau, secrétaire général de FO a expliqué qu'il s'agissait d'une "belle connerie" et d'une "grave erreur". "Pour moi, c'était un mémo, de l'ordre de la prise de notes, mais je n'avais jamais vu ni avalisé le résultat, qui est truffé d'âneries, de raccourcis". Le HuffPost 10 octobre 2018

Ah ces syndicats indépendants !

Ouf, c'est possible !

- La réduction des inégalités, une question de volonté politique - Liberation.fr 10 octobre 2018

Le dernier rapport d'Oxfam publié ce mardi mesure l'effet des politiques publiques sur les écarts de richesse. Et invite les gouvernements à adopter une fiscalité progressive et un haut niveau de dépenses sociales. Liberation.fr 10 octobre 2018

A tous ceux qui vivent dans des cités ghettos, des HLM concentrationnaires, pas vraiment.

- Pamela Anderson en cage pour dénoncer les conditions d'élevage des animaux - sputniknews.com 10.10

Des personnalités politiques, des «people» comme Pamela Anderson et des membres d'associations ont décidé de s'enfermer derrière des barreaux, place de la République, afin de dénoncer l'élevage d'animaux en cage, une pratique régulièrement pointée du doigt pour sa cruauté par les associations de défense animale.

Selon les données de l'ONG CIWF, à l'origine de ce happening baptisé «Pour une nouvelle ère sans cage», 370 millions d'animaux, dont près de 90 millions en France, sont élevés dans des cages à travers l'Europe.

«Aucun animal ne mérite de vivre dans une cage ou être tenu en captivité pour notre divertissement, pour notre nourriture ou pour notre consommation. J'adore cette initiative, car personne ne peut tenir en cage plus de deux minutes, pourtant les animaux vivent toute leur vie dans une cage», explique Pamela Anderson.

Cette action symbolique, place de la République, était surtout l'occasion pour 130 ONG de lancer une initiative citoyenne européenne (ICE) pour mettre fin à cette pratique. sputniknews.com 10.10

Attention, la nourriture et la vermine se recyclent !

- Le SPD allemand veut financer la pornographie féministe - Slate.fr 10.10

- Les Verts, l'autre parti qui monte en Allemagne - AFP 10.10

Ils n'avaient jamais été aussi haut dans les sondages depuis 2011 et Fukushima... AFP 10.10

Aux laudateurs de la "grandeur", de "l'indépendance de la France".

- Essais nucléaires en Polynésie : plainte contre la France pour crimes contre l'humanité - LeParisien.fr 10 octobre 2018

Les indépendantistes polynésiens font valoir que les essais nucléaires menés pendant 30 ans sont à l'origine de très nombreux décès.

De 1966 à 1996, les atolls polynésiens de Mururoa et Fangataufa ont été le théâtre de 193 essais nucléaires français. Ils ont eu des effets sur la santé des populations et sur l'environnement, ce qui vaut aujourd'hui à la France d'être mise en accusation. Le 2 octobre, une plainte a été déposée devant la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité.

« Nous le devons à toutes les personnes décédées des conséquences du colonialisme nucléaire », a expliqué l'indépendantiste Oscar Temaru, ex-président de la Polynésie, qui a annoncé ces poursuites lors d'une réunion à l'ONU. Déjà en 2016, une première plainte pour crime contre l'humanité avait été déposée par l'église protestante polynésienne.

En 2010, une loi a instauré un dispositif d'indemnisation pour les victimes dans cet archipel français du Pacifique qui compte 270 000 habitants. Mais le compte n'y est pas pour les associations de vétérans touchés par des maladies induites.

Selon Oscar Temaru, « cette poursuite en justice a pour objectif de demander des comptes à tous les présidents français vivants depuis le début des essais nucléaires contre notre pays. »

« Les essais nucléaires français ne sont que le résultat direct d'une colonisation, poursuit l'indépendantiste polynésien. Contrairement au discours français, nous n'avons pas accepté d'accueillir ces essais, ils nous ont été imposés avec la menace directe de l'établissement d'une gouvernance militaire si nous refusions. »

Le dirigeant indépendantiste précise qu'un « dialogue responsable » avait été recherché depuis 2013 avec « la puissance administrative » sous la supervision des Nations unies mais que la France les avait ignorés. LeParisien.fr 10 octobre 2018

La véritable nature de l'ONU bientôt dévoilée (sic!).

- Démission surprise de Nikki Haley, l'ambitieuse ambassadrice de Trump à l'ONU - AFP 10.10

L'ambitieuse ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, Nikki Haley, femme la plus en vue du gouvernement de Donald Trump, a annoncé sa démission, à la surprise générale, la dernière d'une longue série parmi l'équipe stratégique du président.

M. Trump a précisé que la démission serait effective "à la fin de l'année" et qu'il dévoilerait le nom d'un successeur "d'ici deux ou trois semaines". AFP 10.10

- Trump songe à Dina Powell pour remplacer Nikki Haley à l'Onu - Reuters 10.10

Donald Trump a déclaré mardi soir qu'il songeait à l'ancienne dirigeante de Goldman Sachs et conseillère de la Maison blanche, Dina Powell, pour succéder à Nikki Haley comme ambassadrice des États-Unis à l'Onu. Reuters 10.10

Espionite aiguë et vassalité

- États-Unis : un espion chinois extradé depuis la Belgique - LeParisien.fr 10.10

Les États-Unis ont à nouveau marqué leur fermeté dans un contexte diplomatique tendu. Le pays a annoncé mercredi l'inculpation d'un espion chinois, arrêté en Belgique et extradé vers le territoire...LeParisien.fr 10.10

- Séoul ne lèvera pas ses sanctions contre Pyongyang sans aval US, dit Trump - Reuters 10.10

Donald Trump a déclaré mercredi que la Corée du Sud ne lèverait pas les sanctions imposées à la Corée du Nord sans l'accord des États-Unis, après que la ministre sud-coréenne des Affaires étrangères a dit envisager de réduire les sanctions contre Pyongyang... Reuters 10.10

Ils osent tout.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Un italien qui vient en aide aux migrants remporte le Prix citoyen européen - euronews 10.10

- Prix Sakharov: le cinéaste Sentsov, le militant marocain Zefzafi et des ONG finalistes - AFP 10.10

Le cinéaste ukrainien emprisonné Oleg Sentsov, le militant marocain incarcéré Nasser Zefzafi et un groupe d'ONG qui portent secours aux migrants en Méditerranée sont les trois finalistes du prix Sakharov 2018, a annoncé mardi le Parlement européen. AFP 10.10

Dehors !

- Indonésie: les équipes de sauveteurs étrangers dénoncent des entraves à leur action - AFP 10.10

Plusieurs ONG ont dénoncé mardi les restrictions d'accès imposées par les autorités indonésiennes aux équipes étrangères de sauveteurs, interdites d'intervenir directement en soutien aux populations des Célèbes touchées par le séisme et le tsunami qui ont fait quelque 2.000 morts. AFP 10.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Caracas sous pression après la mort d'un opposant en prison - AFP 10.10

De l'ONU à l'Union européenne en passant par l'Organisation des États américains, les demandes d'enquête indépendante se multiplient après la mort de l'opposant vénézuélien emprisonné Fernando Alban, un suicide selon les autorités, un assassinat pour l'opposition.

Fernando Alban, 52 ans, était emprisonné depuis vendredi dans l'affaire de l'attaque présumée aux drones explosifs contre le président Nicolas Maduro. Lundi, il "a demandé à aller aux toilettes et une fois là-bas, il s'est jeté dans le vide depuis le dixième étage", a affirmé le procureur général Tarek William Saab, qui a annoncé une "enquête complète".

Le parti de Fernando Alban, Primero Justicia (La Justice d'abord), a dénoncé un "assassinat". "Nous tenons pour responsable Maduro et son régime tortionnaire", a-t-il indiqué dans un communiqué.

Le secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), Luis Almagro, a condamné le décès de l'opposant, incriminant sur Twitter "la responsabilité directe d'un régime tortionnaire et meurtrier".

L'ambassade des États-Unis à Caracas a qualifié de "suspect" le décès de l'opposant, qui constitue, selon elle, "une nouvelle violation des droits de l'Homme".

"Jusqu'à hier (dimanche), on savait qu'il était serein. Il avait même envoyé des directives à son équipe pour continuer à travailler en faveur des pauvres", a souligné l'archidiocèse de Caracas, très critique du gouvernement. Le conseiller municipal participait à des oeuvres sociales au côté de l'Église. AFP 10.10

Syrie

- Défense russe: des bonbonnes de chlore tombent entre les mains de Daech en Syrie (vidéo) - sputniknews.com 10.10.2018

Des terroristes de Daech* se sont emparés de deux bonbonnes de chlore en Syrie en raison des actions irresponsables des pays occidentaux, d'après le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie. Le ministère russe de la Défense a publié une vidéo où l'on voit le moment du vol.

Deux bonbonnes de chlore sont tombées entre les mains des terroristes de Daech* en Syrie lors d'une attaque contre les radicaux du Front al-Nosra* à Latamna, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Une bande pro-Daech* a mené une attaque mardi 9 octobre contre un poste de commandement du groupe terroriste Hayat Tahrir

al-Cham. Quatre radicaux et deux membres des Casques blancs ont été tués. Deux bonbonnes de chlore ont été retirées du poste de commandement», a indiqué le centre dans un communiqué.

Les bonbonnes volées ont été transportées dans le sud du gouvernorat d'Alep et remis «aux terroristes du groupe Hurras ad-Din», d'après le communiqué.

Le ministère russe de la Défense a mis en ligne une vidéo où l'on voit un tracteur jaune retirer les bonbonnes d'une cave.

Selon Vladimir Savtchenko, chef du centre russe, les agents toxiques se sont retrouvés entre les mains des terroristes en raison des actions irresponsables des représentants des pays occidentaux.

«Les pays occidentaux, qui préparent des provocations contre les troupes gouvernementales syriennes avec le concours de bandes, ne tiennent pas compte de la complexité de la situation dans la zone de désescalade d'Idlib. Ces actions irresponsables ont permis aux terroristes de Daech* de se procurer des agents toxiques», a noté M.Savtchenko. sputniknews.com 10.10.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Cette causerie a été réalisée sans tenir compte des infos de la veille, il est déjà 15h18 en Inde et je n'ai pas encore eu le temps de me connecter à Internet.

J'ai juste appris hier soir que les parrains de Macron étaient enfin parvenus à remanier le gouvernement, à resserrer les boulons en fait, en prévision de la tempête à venir, d'après ce que j'ai compris ...

● Causerie au format pdf (15 pages)

Je rappelle que je réalise rapidement ces causeries. J'ai à peine le temps de me relire ou de corriger les fautes. Je néglige parfois la syntaxe au profit des idées qui me viennent à l'esprit ou que je développe, ce que je considère être l'essentiel. Bref, j'y consacre déjà beaucoup trop de temps, tout mon temps libre souvent au détriment de mes affaires ou de mon entourage, ce qui m'épuise évidemment. Hier sur les coups de 16h en France, seulement 45 personnes s'étaient connectées au portail, soit entre 60 et 80 en fin de journée.

Avant-hier, j'ai été obligé de me rendre à Pondichéry pour déposer plainte chez Vodafone parce que ma connexion est très lente ou ne fonctionne pas du tout et j'en ai marre. J'ai calculé que cela me faisait perdre environ 40 heures par mois ce qui est énorme. Depuis j'ai reçu deux coups de fil de Vodafone et j'attends la visite d'un de leurs employés. Pourquoi, je l'ignore ou si je le sais, ils ne croient pas ce que je leur ai raconté, alors que c'est très clair, parfois la connexion est normale et le reste du temps épouvantablement lente, ce qui signifie que le problème ne provient pas du modem ou du logiciel, mais bien de chez eux, ce qu'ils ont du mal à l'admettre, ils sont bornés ou stupides au possible, bref là aussi il faut faire preuve de beaucoup de patience, on passe son temps à faire preuve de patience, c'est usant.

Vulgairement, je me fais vraiment très chier pour actualiser le portail, sans parler des coupures de courant qui font parfois sauter l'onduleur, du coup si je n'ai pas eu le réflexe de sauvegarder au fur et à mesure que j'écrivais, je dois tout recommencer, là j'enrage ! En fait, maintenant dès j'arrive au bout d'une ligne ou de l'écran, je sauvegarde (CTRL + S), j'ai le pouce et l'index de la main gauche en permanence prêts à effectuer cette manoeuvre, tenez, maintenant par exemple, c'est à devenir dingue !

Autre chose.

J'ignore toujours s'il existe en France (ou dans un pays francophone) un portail ou un blog comparable à celui-ci, c'est-à-dire qui publie des articles et qui commente l'actualité en proposant des analyses et une perspective politique.

Hallucinant les programmes de recherche du Pentagone destinés à affamer des peuples ou à détruire l'agriculture de certains pays. C'est le complément de leur arsenal biologique et nucléaire, ainsi que de leur propagande de guerre ou encore leur guerre psychologique contre les peuples exploités et opprimés. Qui a réellement conscience de ce que cela signifie, qui en a pris vraiment la mesure ? Certainement pas ceux qui en sont encore à se livrer à des manoeuvres d'appareil ou à se positionner par rapport à tel ou tel parti qui évolue dans le cadre du parlementarisme, ou dont les tâches de leur parti sont dictés davantage par l'agenda politique des institutions au lieu de correspondre au besoin des masses de prendre conscience de la nature du

régime capitaliste qu'ils édulcorent ou rechignent à mettre en lumière tellement elle est monstrueuse. J'ai l'horrible défaut ou je commets l'erreur politique impardonnable de prétendre que l'on ne peut pas lutter efficacement, donc construire le parti, si on n'articule pas notre combat autour des aspects les plus monstrueux du régime, qui vont des gigantesques inégalités sociales à toutes ses guerres, en mettant l'accent sur les moyens qu'il utilise ou qu'il prépare pour mener sa guerre de classe contre tous les exploités ou opprimés. Pourquoi ? Comment le justifier direz-vous ?

Parce que ces moyens parlent d'eux mêmes tellement ils sont inhumains, monstrueux, barbares, les mots nous manquent parfois pour qualifier ces entreprises criminelles de masse dignes du nazisme, ils présentent l'avantage extraordinaire de témoigner sans avoir besoin de longs discours des intentions de leurs auteurs ou d'illustrer qu'un tel régime ne peut pas oeuvrer au bien-être des peuples, c'est totalement inconcevable, incompatible, toute personne un tant soit peu sensée et honnête ne peut qu'en convenir, et j'ai le défaut de penser que c'est le cas des travailleurs en général, et plus particulièrement des jeunes qui ne comprennent pas comment la civilisation humaine a pu en arriver à produire de tels instruments de destruction, et bien il faut leur expliquer encore et encore et toujours comme aurait dit Lénine.

Le capitalisme pour assurer sa survie ou plutôt les tenants de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit d'une infime minorité de nantis a plus qu'atteint le stade de la barbarie, il a franchi cette limite en justifiant les moyens pour y recourir, car ce sont des centaines de milliers de travailleurs à travers le monde et pas seulement aux Etats-Unis, du simple employé au chercheur ou scientifique, l'ensemble des élites qui y sont associés ou en ont parfaitement conscience, de sorte que ces activités sont connues ou du domaine public, avec Internet depuis ces dernières années tout le monde ou presque a pu y accéder ou en prendre connaissance, et le plus incroyable c'est que cela n'a donné lieu à aucune réaction de masse, hormis quelques réprobations ou indignations sans lendemain de la part de petits bourgeois bornés ou corrompus en mal de bonne conscience, ce qui était somme toute normal puisque le mouvement ouvrier (international) ne s'en est jamais saisi, ce qui est aussi normal puisqu'il en est rendu lui-même au stade de la putréfaction (à l'instar du capitalisme qu'il soutient).

Qu'on se comprenne bien, mon idée n'est pas d'en faire un thème central de notre combat politique, mais d'articuler notre argumentation entre la situation sociale et politique que connaissent les travailleurs et cet argument explosif aux multiples facettes, de manière à produire un électrochoc dans leur conscience qui brisera leur résistance à passer à l'action, à tout engagement politique. Il faut bien comprendre que les discours du type le capitalisme c'est pas bien ou c'est pas beau n'a aucune perspective et qu'il faut en tirer les leçons.

Quoi de plus naturel pour des militants ouvriers que de mettre en lumière en permanence les multiples aspects monstrueux du capitalisme et de les relier au combat pour le socialisme. Ah tout le monde en parle, certes, mais certainement pas dans cette perspective !

Tout le monde en parle nous dira-t-on, c'est vite dit. Ils ne parlent pas de tout ou quand ils l'évoquent, c'est entre le fromage et le dessert et ils s'empressent de passer à autre chose, bref, pour se vautrer dans la collaboration de classes quand ils sont de gauche selon la définition frelatée qu'ils en ont ou vanter les mérites du capitalisme quand ils sont de droite, pour ceux qui l'assument.

Il y a de nombreux militants qui considèrent que ce ne serait pas convenable d'adopter un tel axe politique, beaucoup trop brutal, parce qu'ils en sont encore à se soucier des convenances établies par les tenants du régime qui les a fait exploser sans qu'ils s'en aperçoivent, eux n'ont pas ces scrupules et c'est ce qui fait leur force.

En réalité, inconsciemment ils vous ont inculqué un mode de pensée, et comme vous ne parvenez pas à vous en défaire, vous accusez ceux sur lequel il n'a aucune emprise de gauchisme ou d'extrémisme, de révisionnisme ou de populisme, de tout ce qui vous passe par la tête.

Avant on nous avait expliqué qu'il fallait ménager les susceptibilités des uns et des autres ou encore, qu'il ne fallait pas avancer le programme de la révolution socialiste pour ne pas faire fuir les travailleurs, pour attirer vers nous telle ou telle couche de travailleurs (et au-delà des déçus du PS et du PCF, des élus et j'en passe), et vous avez vu à quoi cela a servi, comment cela s'est traduit, à quoi cela nous a mené, tous ces partis ont dégénéré ou ont scissionné, ils sont pour ainsi dire inexistantes aujourd'hui et sans perspective de développement, au mieux ils végètent ou versent dans un dogmatisme éculé pour ne pas disparaître.

Mais en pratique, comment devrait se traduire votre théorie, car c'est bien beau ce que vous nous racontez, une partie d'entre nous le sait depuis longtemps ou en est convaincu. Et bien par exemple, en admettant que nous aurions un parti, au lieu de pondre un éditorial sur les élections européennes dont les travailleurs n'ont absolument rien à foutre ou sur la manière dont se dispose tel ou tel appareil de partis pourris jusqu'à la moelle, on se serait saisi des derniers articles que j'ai publiés dans la rubrique *Documents d'actualité* qu'on aurait diffusé massivement en appelant les travailleurs à participer à une réunion publique pour en discuter en rapport avec la situation sociale et politique en France, ce qui nous aurait permis de présenter notre politique et notre parti.

Parmi les travailleurs à qui nous aurions distribué ces tracts, forcément il y en aurait eu qui en auraient pris connaissance ailleurs ou à la source, et qui se seraient demandés quoi en faire sans trouver de réponses. D'autres, qui en auraient découvert le contenu par notre tract, auraient été choqués par ce qu'ils auraient lu et se seraient posés des questions sur sa signification sans trouver

de réponses également. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que dans le cas contraire cela signifierait qu'ils en ont tous rien à foutre ou qu'ils se seraient résignés à vivre dans un tel monde, franchement, qui peut croire un instant un truc pareil, c'est ce là que je pars, c'est ce qui est à l'origine de ma théorie, et je crois en cela demeurer fidèle au socialisme, puisque c'est l'un des arguments qui le justifie, ce qu'ignore beaucoup de militants ou ce dont ils se sont écartés, avoir confiance dans les masses à prendre conscience et à réaliser les tâches politiques que le développement du processus historique parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant leur assigne, afin que la civilisation humaine continue de progresser au lieu de sombrer dans la barbarie.

Et comme je l'avais indiqué dans plusieurs causeries, nous ne proposerions pas forcément aux travailleurs qui participeraient à cette réunion de rejoindre notre parti, mais de s'associer à son combat politique ou plutôt à un des aspects de son combat politique en participant à une structure plus souple ou chacun en fonction de son niveau de conscience pourrait y trouver sa place, sur la base du principe que le capitalisme doit être éradiqué de la surface de la planète. Principe je précisais, qui devrait être non négociable, mais qui devrait être appliqué avec suffisamment de souplesse de manière à pouvoir donner lieu si nécessaire à des compromis très circonscrits et temporaires avec des représentants du mouvement ouvrier et au-delà, sans qu'aucun lien ne soit jamais établi avec eux, aucune fusion ou intégration possible dans une structure, contrairement à ce qu'on a pu observer dans des partis comme le PT, le POI, le POID ou le NPA par exemple.

- Quel monde merveilleux que voilà !

- Faire table rase de cette société pourrie devrait s'imposer à tous les esprits... Il y a urgence.

[Apprendre à apprendre ou apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir ?](#)

Lu dans un article. "L'école doit être avant tout le lieu où l'on apprend à apprendre, pas un lieu où l'on vous bourre le crâne", c'est valable pour les militants qui l'ignorent le plus souvent.

Effectivement, la connaissance ne se transmet pas, elle se cultive, à condition d'avoir les outils adaptés. Cela dit il ne faut pas compter sur l'école ou sur l'université pour faire l'apprentissage du matérialisme dialectique bien qu'il s'y applique également, ou acquérir cette méthode ou ce mode de pensée pour interpréter le monde tel qu'il est ou les hommes tels qu'ils sont. C'est le mode de pensée dominant qu'on vous transmet.

Après l'école, il faut donc commencer par déconstruire tout ce qu'on a appris ou remettre le monde sur ses pieds ou le reconstruire conformément à la réalité. Les militants en général feraient bien d'en faire autant ! J'adore me faire des amis parmi mes lecteurs. Je m'y suis mis à l'âge de 21 ans et j'ignore si j'en verrai le bout un jour, sans doute faudra-t-il que cela s'arrête un jour ou l'autre, tout le monde n'est pas académicien ou immortel ! On se détend un peu.

Avec mémé, ma compagne Selvi, elle n'a beau avoir que 48 ans mais elle est déjà grand-mère depuis 12 ans, je me marre bien aussi. Je lui fais remarquer chaque fois qu'elle fait ou dit un truc, bon, parfois ou souvent c'est une connerie, qu'elle pense après ou pas du tout, elle en convient volontiers, c'est qu'elle a compris parce qu'on traite le truc à chaud, à froid cela devient compliquer, il faut se remettre dans le contexte et elle l'a déjà oublié. Tout cela dans la bonne humeur ou au cours d'une grosse rigolade, c'est un peu comme une enfant.

L'air de rien, j'apprends énormément de choses à son contact ou en l'observant, c'est un formidable laboratoire pour comprendre d'où l'on vient tous, ce qu'on a tendance à oublier avec le temps. Dans ces conditions on ne peut pas avoir la grosse tête ou se prendre trop au sérieux. Si je n'étais pas absolument sincère avec elle, cela ne fonctionnerait pas, je m'en tiens donc strictement aux faits, c'est le seul truc abordable pour elle.

Quand on a déblayé le terrain souvent elle me demande ce que cela signifie et je lui explique, si elle ne me le demande pas, je m'abstiens car cela signifie qu'elle n'est pas prête pour m'écouter et cela ne servirait à rien. C'est comme avec un gosse, il faut éveiller sa curiosité.

Un soir elle m'a demandé si c'était vrai que plusieurs fois l'humanité avec veaux, vaches, cochons avaient disparu de la planète avant de renaître, cette version lui semblait étrange ou ne l'avait pas vraiment convaincue, je lui ai répondu que c'était faux, ce qui l'a satisfaite. Je vous passe les détails. Elle m'a demandé de regarder à l'écran de l'ordinateur à quoi ressemblaient nos très lointains ancêtres en me posant un tas de questions pour en arriver à la formation de l'univers. Mes connaissances datant un peu, je me suis connecté à plusieurs portails pour lui fournir ensuite les renseignements les plus précis.

C'était intéressant parce qu'elle est hindoue pratiquante. J'ai observé attentivement sa réaction, j'avais les yeux rivés sur les siens pendant que je débitais ma science, qui en fait n'est pas la mienne, et je me suis aperçu que visiblement cela la passionnait, sans lui avouer je voulais voir si cela aurait une incidence par la suite sur ses croyances et je n'ai pas été déçu : Aucune ! Cela a confirmé ce que je pensais, car cela ne se rattachait à aucune expérience qu'elle avait vécue dans le passé, donc il n'y avait aucune raison pour qu'elle change de comportement, comme quoi quand je parle de la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses (pour renverser le régime en place), j'ai à l'esprit que cela doit impérativement se traduire en pratique par la suite sous peine d'avoir été inutile, et encore, faut-il en tirer un enseignement ou relier ces différentes expériences qui se

situent sur un plan subjectif ou objectif de manière à ancrer profondément cette connaissance ou se forger une solide conviction.

Pendant que j'écrivais elle est venue dans le bureau et je lui en ai parlé, à part du gaz en fusion qui s'était ensuite refroidi à partir de 15 ou 13,5 milliards d'années environ, on n'avait rien trouvé d'autres dans l'univers. Pas un homme, pas une femme me demanda-t-elle. Non, rien de semblable, cela l'a scotchée, elle a tourné les talons et elle est partie sans dire un mot, dans trois jours aura lieu la Sarajwati puja, une des plus grandes fêtes hindoue de l'année, avant je n'avais pas ajouté un mot non plus, hormis que c'était les hommes qui autrefois avaient inventé les dieux parce qu'ils ignoraient de quoi était fait l'univers, et que je comprenais que les croyants en proie à de nombreuses difficultés telle la pauvreté, priaient en espérant que cela servirait à améliorer leur sort, mais qu'en réalité les choses se passaient autrement, qu'en travaillant ou en se battant contre la pauvreté ou cette société injuste, c'était le seul moyen d'améliorer leur condition, de la faire reculer ou de la vaincre, et qu'il n'y avait pas de miracles à attendre.

Pour la petite histoire, le lendemain lors du déjeuner, je lui ai expliqué de quoi était composé l'univers, tout ce qui existe et a existé, de la matière chimique et rien de plus, qui combinée ou selon son environnement a pris la consistance de gaz, de matières liquides ou solides... J'ai ajouté que ceux qui avaient eu la chance d'aller à l'école contrairement à elle, l'avaient peut-être appris un jour pour s'empreser de l'oublier aussi vite... A suivre.

[Quand la soi-disant gauche est chassée du pouvoir, c'est la faute au capitalisme ou à la réaction, et non d'avoir refusé de se tourner résolument vers les masses et de rompre avec le capitalisme.](#)

Ils ont détenu le pouvoir dans pratiquement toute l'Amérique latine et centrale, et qu'est-ce qu'ils en ont fait ? C'est le constat et la question qu'on doit avoir à l'esprit avant d'aborder cet article pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Il n'y a pas de fatalité contrairement à ce qu'affirment les dirigeants de cette prétendue gauche, il n'y a que la faillite de leur idéologie étrangère au socialisme.

Si on suivait jusqu'au bout le raisonnement de Correa, on arriverait à la conclusion que la Commune et la révolution russe de 1917 ont été des accidents de l'histoire, des erreurs ou elles n'auraient jamais dû avoir lieu, et comme les Fronts populaires n'ont jamais permis aux masses d'accéder au pouvoir ou de changer de régime, par conséquent il faudrait qu'elles abandonnent cet objectif et qu'elles l'imitent, c'est à dire qu'elles se résignent à laisser des représentants des capitalistes gouverner à leur place et décider de leur sort.

Ni Chavez, ni Morales, ni Correa, ni Blum, ni Allende, ni Mitterrand n'étaient parvenus au pouvoir au cours d'un processus révolutionnaire, bien au contraire, ils ont tout fait pour qu'il ne parvienne jamais à maturité, ils se sont employés à en étouffer les prémisses, à les détourner pour que les masses ne rompent pas avec le capitalisme et ses institutions. Ils sont parvenus au pouvoir au cours d'un processus législatif dans le cadre des institutions réactionnaires en place qu'ils ont conservées en grande partie par la suite.

A entendre Correa, la hausse ou la baisse brutale des prix des matières premières dont le pétrole serait davantage due à "un retournement du cycle économique" ou à "un contexte économique international défavorable" (Ou à la crise du capitalisme), plutôt que le produit de décisions politiques sciemment prises à cet effet. A aucun moment il ne se demandera si ce n'était pas la conséquence de manipulations de l'oligarchie financière anglo-saxonne parvenue à concentrer des richesses supérieures au PIB de l'ensemble des pays de l'Amérique latine, de sorte qu'avec quelques dizaines de milliards de dollars, des centaines au total, elle n'était pas en mesure de déstabiliser, de paralyser, de faire chuter n'importe quelle économie à des fins politiques. Le Pentagone et la CIA ainsi que l'ensemble des officines qui leur servent de sous-traitants disposant de centaines de milliards de dollars n'avaient pas non plus les moyens de financer des organisations, des partis, des médias, des réseaux numériques qui oeuvreraient aux mêmes fins politiques. Correa est naïf ou idiot, c'est à se demander. Vous voyez comme c'est facile de le faire croire !

Toujours est-il que cela confirme que pour vaincre la réaction au cours d'une révolution prolétarienne et socialiste, la désarmer, la neutraliser, lui ôter tout pouvoir de nuisance, il faudra impérativement exproprier les capitalistes, les museler, les mater, les réprimer si nécessaire, sous peine qu'ils organisent la contre-révolution et nous infligent une défaite sanglante en se servant de leur pouvoir financier et de leurs médias pour retourner les masses... L'expérience de Correa et ses semblables suffit à prouver qu'il n'existe pas d'autre alternative que la révolution pour s'emparer du pouvoir et le conserver, ce qui légitime à la fois la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et les enseignements de la révolution russe de 1917.

- Gouverner sous les bombes... médiatiques par Rafael Cerrea - Investig'Action 11.10.2018

Ce que nous raconte l'ex-président de l'Equateur, c'est l'histoire de la faillite programmée de la gauche réformatrice, la gauche qui refuse de rompre avec le capitalisme, et qui au lieu d'adopter le socialisme verse dans la collaboration de classes, ce qui fait penser aux Fronts populaires des années 30 en France et en Espagne, dans les années 70 au Chili, qui tous se sont soldés par le retour de la réaction au pouvoir ou l'établissement d'une féroce dictature. C'est également le programme de LFI en France de nos jours, comme ce fut celui de Mitterrand quelques décennies plus tôt.

Monsieur Correa ne comprend pas pourquoi après avoir distribué des miettes à la classe ouvrière, elle s'est montrée ingrate envers

lui en exigeant davantage et face à son refus elle lui a tourné le dos. Il semble ne pas comprendre non plus pourquoi les masses ont tant de besoins en souffrance, et pourquoi elles exigent que l'ensemble de leurs aspirations soient satisfaites sans attendre.

En réalité il sait que pour les satisfaire il devrait aller beaucoup plus loin ou s'attaquer aux fondements du capitalisme, alors que cela ne fait pas partie de ses objectifs, dévoilant au passage qu'il n'était rien d'autre qu'un agent du capitalisme et en aucun cas un représentant des exploités et des opprimés, du socialisme.

C'est ce qui caractérise cette gauche sud-américaine qui en réalité est de droite, puisqu'elle est opposée à un changement de régime, elle préfère encore se saborder ainsi que les illusions qu'elle a pu faire naître dans la tête de millions de travailleurs, d'ailleurs vous lirez plus loin que Correa le dit lui-même. Elle ne peut donc pas constituer un modèle politique pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, désolé.

Cette soi-disant gauche s'arrête aux portes de la démocratie, préférant encore que la réaction la cadennasse plutôt que s'en remettre aux masses pour l'imposer. Voilà pour ce qu'il en est de ces fameux progressistes ou démocrates qui servent de modèles à la confrérie des opportunistes. Après avoir été de loyaux serviteurs du régime en place, leur servilité est récompensée en les poursuivant en justice ou en les jetant en prison, et ils échappent encore au pire, pas tous, sans que personne ne bronche pour les défendre ou presque. Sans aller jusqu'à dire qu'ils ont ce qu'ils méritaient, ils récoltent le fruit amer de leur imposture, et ils perdent le peu de dignité qu'il leur restait en étalant leurs états de service dans l'indifférence générale, il n'y a plus qu'à les exécuter ou les bannir pour qu'ils disparaissent ou se taisent définitivement. C'est cruel parce qu'ils ne parviennent même plus à soulager leur bonne conscience qui leur est devenue inutile.

Rafael Cerrea - À la suite de la longue nuit néolibérale des années 1990, et à partir de l'élection d'Hugo Chávez au Venezuela en 1998, les bastions de la droite latino-américaine se sont effondrés comme des châteaux de cartes. À l'apogée du phénomène, en 2009, huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala. Dans ce dernier pays, comme au Paraguay, c'était la première fois que les progressistes parvenaient au pouvoir.

Les premières années du XXI^e siècle ont été marquées par de grandes avancées économiques, sociales et politiques, dans un contexte de souveraineté, de dignité et d'autonomie géopolitique. Ces réussites furent facilitées par la hausse du prix des matières premières, mais encore fallait-il que ces richesses soient investies dans le « bien-vivre » de nos peuples (lire le reportage de Loïc Ramirez, « Difficile construction de la santé publique en Équateur ») (1). C'est ce qui fut fait.

L'Amérique n'a donc pas connu une époque de changement, mais un changement d'époque. Pour les pouvoirs d'hier et pour les États hégémoniques, il devenait urgent d'en finir avec des dynamiques qui annonçaient la seconde étape : celle de l'indépendance régionale.

("Une époque de changement, mais un changement d'époque", traduire par aucun changement de régime ou au niveau des rapports sociaux, ils ont tous conservé le capitalisme, et à l'arrivée il a eu leur peau, c'était écrit d'avance. - LVOG)

Si l'on exclut le coup d'État (raté) contre Chávez en 2002, les tentatives de déstabilisation débutent à la fin des années 2000 : Bolivie (2008), Honduras (2009), Équateur (2010) et Paraguay (2012) (2). À partir de 2014, ces efforts désarticulés profitent d'un retournement du cycle économique pour opérer une restauration conservatrice en bénéficiant d'un soutien international, de financements étrangers, etc. La réaction ne connaît ni limites ni scrupules : elle prend aujourd'hui la forme d'un étouffement économique du Venezuela, d'un coup d'État parlementaire au Brésil ou d'une judiciarisation de la politique, avec les menaces contre les anciens présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil) et Cristina Fernández de Kirchner (Argentine), mais également contre le vice-président Jorge Glas en Équateur (3). De sorte qu'il ne reste plus que trois gouvernements progressistes en Amérique du Sud : au Venezuela, en Bolivie et en Uruguay.

La stratégie réactionnaire repose sur deux arguments : le modèle économique de la gauche aurait échoué ; les gouvernements progressistes auraient démontré leur absence de moralité.

(La réaction a raison d'affirmer que "le modèle économique de la gauche" ne pouvait qu'échouer en demeurant entièrement dépendant du capitalisme et ses aléas. La responsabilité repose entièrement sur vous et les chefs d'État de l'Amérique latine et centrale, car avec "huit des dix principaux pays d'Amérique du Sud étaient gouvernés par la gauche. Sans parler du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de la République dominicaine ou du Guatemala." vous ne pouviez pas dire que vous étiez isolés, que vous manquiez de soutiens extérieurs, que vous étiez étran­glés économiquement et politiquement, non, délibérément au lieu de vous tourner ensemble vers le socialisme, de réaliser la Fédération des États socialistes d'Amérique latine et centrale ou les États-Unis socialistes d'Amérique latine et centrale, vous avez décidé de continuer à gérer la société pour le compte des capitalistes. Votre faillite est avant tout idéologique pour avoir refusé de vous tourner résolument vers les masses exploitées, de s'appuyer sur elles pour affronter et briser le capitalisme... - LVOG)

Depuis fin 2014, la région dans son ensemble subit le contrecoup d'un contexte économique international défavorable. Alors qu'elle connaît une récession, les difficultés spécifiques du Brésil ou du Venezuela viendraient, nous dit-on, illustrer l'échec

du socialisme.

Mais l'Uruguay, gouverné à gauche, n'est-il pas le pays le plus développé au sud du Rio Bravo ? Et la Bolivie n'affiche-t-elle pas les meilleurs indicateurs macroéconomiques de la planète ?

L'Équateur, de son côté, a affronté ce que nous avons appelé « la tempête parfaite » : la chute de nos exportations aggravée par une forte appréciation du dollar, monnaie que nous utilisons depuis 2000. Les chocs externes qui nous ont bousculés en 2015-2016 n'ont pas de précédent dans l'histoire contemporaine de notre pays. Pour la première fois en trente ans, nous avons connu une chute des exportations deux années de suite, soit une perte équivalant à 10% de notre production annuelle. En 2016, la valeur de nos exportations atteignait tout juste 64% du montant enregistré deux ans plus tôt. Au premier trimestre de la même année, le prix du baril de pétrole équatorien enfonçait le plancher des 20 dollars, un chiffre qui ne permet pas de couvrir les coûts de production.

Dans le même temps, le dollar passait de 0,734 à 0,948 euro entre janvier 2014 et décembre 2016, un bond de 30% alors que la monnaie de nos voisins colombiens se dépréciait de plus de 70%, ce qui rendait leurs exportations plus compétitives. Une première : le flux d'argent s'est inversé entre l'État et les sociétés pétrolières publiques ; le gouvernement a dû verser près de 1,6 milliard de dollars à ces entreprises pour les sauver de la banqueroute... Sans compter les litiges perdus devant des tribunaux d'arbitrage iniques qui nous ont contraints à verser plus de 1% du produit intérieur brut (PIB) aux sociétés Oxy et Chevron (4).

Pour couronner le tout, la zone côtière a connu le 16 avril 2016 un tremblement de terre de magnitude 7,8, qui a fait des centaines de victimes. La catastrophe et ses quatre mille répliques ont provoqué un plongeon de 0,7% de la croissance et engendré des pertes équivalentes à 3% du PIB. Raisons pour lesquelles nous sommes passés d'une croissance vigoureuse de 4% en 2014 à tout juste 0,2% en 2015 et à un recul de 1,5% en 2016. Mais, en dépit de difficultés aussi sévères et de l'absence de monnaie nationale, nous avons surmonté la récession en un temps record, et à un coût réduit : pas d'accroissement de la pauvreté, pas d'augmentation des inégalités. Une prouesse inédite en Amérique latine.

En Équateur, les politiques hétérodoxes ont ainsi démontré leur efficacité, tant en période d'expansion que pendant les récessions.

Entre 2007 et 2017, l'économie du pays a plus que doublé, grâce à une croissance supérieure à celle de la région. Le pays a connu la plus importante augmentation des revenus des plus démunis, dont deux millions sont sortis de la pauvreté.

Le prétexte de la corruption

Mais ces analyses économiques comptent peu pour la population. Les gens perçoivent surtout que, ces dernières années, leurs affaires tournent moins bien, leurs enfants ont plus de mal à trouver du travail et leurs revenus ne s'accroissent plus aussi vite. Un sentiment dont profite une presse qui préfère la manipulation à l'information. Une partie des médias présentent cette récession continentale comme le résultat de nos options politiques, et non comme un phénomène lié aux structures mêmes de notre économie. D'autres suggèrent au contraire que nous aurions pu procéder à des transformations plus profondes : que nous n'y soyons pas parvenus signifierait notre échec. Alors qu'ils reprochaient aux gouvernements de droite de n'avoir rien fait, ils nous fustigent pour n'avoir pas tout fait.

"Un phénomène lié aux structures mêmes de notre économie" que vous avez conservé ancrée au dollar, les bases de votre économie sont demeurées les mêmes, donc ce qui devait arriver arriva, cela vous surprend, nous, non, nous l'avions prévu quitte à nous faire de nombreux adversaires dans notre propre camp, nous l'assumons contrairement à ceux qui refusent d'admettre que les faits leur ont donné tort et nous ont donné raison, c'est ainsi.

"D'autres suggèrent au contraire que nous aurions pu procéder à des transformations plus profondes", assurément, mais pas dans le sens où vous l'entendez, celui suggéré par la réaction, dans le sens du socialisme dans lequel vous avez refusé d'avancer.

Ce que nous raconte ensuite monsieur Correa on le connaît par coeur ainsi que son dénouement, c'est ce qui arriva de Blum à Allende. Ils n'ont pas désarmé la réaction, et ensuite ils se plaignent qu'ensuite elle ait retourné les armes dont elle disposait toujours contre eux. Quelle preuve d'inconscience, d'inconsistance ou d'infantilisme ! - LVOG)

Le second axe de la critique des gouvernements progressistes s'organise sur le plan moral. Le thème de la corruption fournit un outil efficace pour fragiliser les processus nationaux-populaires. On pense évidemment au Brésil (5), mais un phénomène similaire s'observe dorénavant en Équateur.

Tout commence par une accusation plus spectaculaire que fondée. Puis vient le bombardement médiatique, qui prive la victime choisie de ses soutiens politiques. La culpabilité présumée du dirigeant poursuivi passe alors au second plan pour les juges, otages consentants de la pression de la droite et des médias : il ne s'agit plus pour eux de condamner sur la base des preuves qu'ils auraient identifiées, mais d'identifier des preuves de façon à pouvoir condamner.

Qui peut se dire opposé à la lutte contre la corruption ? Ce combat a été l'une de nos premières victoires en Équateur : au cours des dix dernières années, nous avons éradiqué la corruption institutionnalisée dont nous avons hérité. Mais, pour la droite, la « lutte contre la corruption » représente surtout les habits neufs d'une même préoccupation : qu'il s'agisse du combat contre le narcotrafic dans les années 1990 ou de la guerre contre le communisme dans les années 1970, il s'agit toujours d'organiser l'offensive politique.

On nous parle de manque de contrôles, de permissivité, de corruption systématique. Mais quels contrôles autorisent les comptes secrets sis dans des paradis fiscaux, par exemple ? En Équateur, les contrôles sont désormais si pointus qu'il faut déclarer l'origine de tout dépôt supérieur à 10 000 dollars. Une obligation que les paradis fiscaux, eux, n'imposent pas... L'Équateur est le premier pays à avoir instauré une loi interdisant aux fonctionnaires et aux élus toute interaction privée avec des paradis fiscaux.

Pour la presse, aucun doute : la corruption naît au coeur de l'État, du système public. Mais, dans les faits, elle provient en grande mesure du secteur privé, comme le prouvent le scandale Odebrecht (6) et cette anecdote : récemment encore, les entreprises allemandes pouvaient déduire de leurs versements illicites à destination de notre pays.

Sans doute la gauche subit-elle également le contrecoup paradoxal de ses réussites. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) des Nations unies, près de 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne au cours de la dernière décennie, en grande partie grâce aux politiques des gouvernements de gauche.

Mais, parmi les 37,5 millions de personnes que le Parti des travailleurs (PT) brésilien a tirées du besoin, peu se sont mobilisées pour soutenir la présidente Dilma Rousseff lorsqu'elle a été menacée de destitution. On peut connaître une prospérité objective et demeurer dans un état de pauvreté subjective : en dépit des améliorations de son niveau de vie, on continue alors à se sentir pauvre, non pas par rapport à ce dont on dispose (ou par rapport à ce dont on disposait hier), mais par rapport à ce à quoi on aspire.

(Tiens, monsieur Correa légitime ma théorie à sa manière. Serais-je dans le vrai ou aurais-je vu juste ?

Même le mode de vie supérieure dont bénéficient les couches moyennes et supérieures du prolétariat des grandes puissances, les classes moyennes, est une misère ou demeure très éloigné de ce que serait en droit d'attendre l'ensemble des exploités en terme de bien-être ou d'épanouissement individuel dans une société démocratique au XXIe siècle, tant les sacrifices qui leur sont imposés en échange sont nombreux, pour finalement ne pas disposer librement de leur destin ou demeurer sous le joug d'un régime d'exploitation et d'oppression qui ne leur permet pas de décider de l'orientation de la société. Donc monsieur Correa vous étiez très loin du compte, je ne parle pas de votre situation personnelle puisque vous vivez confortablement en Grande-Bretagne sans avoir à travailler. - LVOG)

Bien souvent, les exigences de la nouvelle classe moyenne ne s'avèrent pas seulement distinctes de celles des plus pauvres : elles en sont parfois antagoniques, alimentées par le chant des sirènes de la droite, des médias et d'un style de vie imaginé à New York.

La gauche a toujours lutté à contre-courant, en tout cas dans le monde occidental. Lutterait-elle en fait contre la nature humaine ?

Le problème se complique encore si l'on prend en compte les efforts de la droite visant à forger une culture hégémonique — au sens gramscien —, de sorte que les désirs de la majorité servent les intérêts de l'élite. Un exemple, dramatique : le rejet de la loi sur les successions que nous avons tenté d'instaurer en Équateur. Alors que seuls trois Équatoriens sur mille perçoivent un héritage et que le nouvel impôt ne portait que sur les montants les plus importants (moins de 0,5% des successions, ou 172 personnes par an, sur une population de 16 millions), de nombreux pauvres et une grande partie de la classe moyenne, manipulés par les médias, ont manifesté contre un dispositif dont ils auraient pourtant tiré avantage.

De puissants ennemis

Nos démocraties devraient être rebaptisées « démocraties médiatisées ». La presse joue parfois un rôle plus important que les partis politiques lors des processus électoraux : convertie en principale force d'opposition lorsque la gauche gouverne, elle incarne le pouvoir des conservateurs et du secteur privé. Elle a transformé l'État de droit en État d'opinion.

(Mais qui leur a laissé cet extraordinaire pouvoir de nuisance, de conditionnement des masses, vous et vos semblables. - LVOG)

La gauche se heurte également à l'épuisement lié à l'exercice du pouvoir, même lorsque son passage aux affaires a été couronné de succès. Car nul ne peut gouverner en satisfaisant tout le monde. Encore moins lorsque la dette sociale est aussi grande qu'en Équateur. Avoir redonné la parole aux plus humbles, des chances aux pauvres, des droits aux travailleurs, de la dignité aux paysans, avoir arraché leur pouvoir aux banques, aux médias et aux vieux partis nous a valu de puissants ennemis, qui nous ont accusés de « polariser » le pays. Ils oublient que parvenir à la moitié de ce que nous avons réalisé aurait provoqué une

guerre civile il y a quelques décennies.

("Des chances aux pauvres" nous fait penser à la roulette ou au tirage au sort : Attention, il n'y en aura pas pour tout le monde, tenter votre chance un vendredi 13 et malheur aux perdants ! En fait, il n'a pas retiré le pouvoir aux banques et aux médias, ni aux multinationales, il va encore le prouver lui-même plus loin. - LVOG)

La gauche qui se contente de représenter une petite minorité des suffrages ignore ce que gouverner implique : répondre aux tempêtes économiques, subir les trahisons de ceux qui succombent à la tentation du pouvoir ou de l'argent, etc. Nul doute qu'un révolutionnaire n'a pas le droit de perdre la bataille morale. Un gouvernement honnête n'est cependant pas celui qui ne connaît aucun cas de corruption, mais celui qui les sanctionne. Une partie des militants souffre de ne pas percevoir cette différence et se laisse emporter par une démoralisation qui satisfait nos adversaires. Il faut toujours faire preuve d'autocritique. Mais nous devons aussi avoir confiance en nous. Les gouvernements progressistes subissent les attaques constantes des élites et des médias, qui s'emparent de la moindre de leurs erreurs pour les faire douter. Pour cette raison, le principal « défi stratégique » de la gauche latino-américaine consiste peut-être à se souvenir que les contradictions et les erreurs font partie des processus politiques : elles ne doivent pas suffire à nous faire baisser les bras.

(Des "contradictions", des "erreurs", vous vous ménagez dites donc, vous ne manquez pas de toupet pour caractériser un choix idéologique. - LVOG)

Rafael Correa

Président de la République de l'Équateur de 2007 à 2017. (Source: Le Monde diplomatique)

Notes:

(1) Dans le domaine de la santé, par exemple, les dépenses de l'État équatorien sont passées de 0,6% du produit intérieur brut (PIB) en 2000 à 7,5% en 2013. (Toutes les notes sont de la rédaction.)

(2) Lire Maurice Lemoine, « En Amérique latine, l'ère des coups d'État en douce », Le Monde diplomatique, août 2014.

(3) Vice-président de M. Rafael Correa à partir de 2013, M. Jorge Glas a occupé les mêmes fonctions sous la présidence de M. Lenín Moreno, élu en avril 2017 avec le soutien du chef de l'État sortant. Il a été arrêté le 2 octobre 2017 dans le cadre d'une enquête liée au scandale de corruption impliquant la société brésilienne Odebrecht. Les partisans de M. Correa y voient une illustration du conflit opposant l'ancien président à son successeur, le premier reprochant au second de rompre avec son héritage.

(4) Lire Hernando Calvo Ospina, « Chevron, pollueur mais pas payeur en Équateur », Le Monde diplomatique, mars 2014.

(5) Lire Laurent Delcourt, « Printemps trompeur au Brésil », Le Monde diplomatique, mai 2016.

(6) Lire Anne Vigna, « Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht », Le Monde diplomatique, septembre 2017.

Et à la sauce Mélenchonaise cela quoi ? Devinez.

AFP - M. Mélenchon présentait en conférence de presse le "contre-budget" élaboré par les députés LFI avec des économistes, avant le coup d'envoi des débats sur le projet de loi de finances à l'Assemblée. Il s'agit d'un "document d'urgence" : "c'est ce que l'on ferait en cas de dissolution" et "nous sommes prêts", a affirmé le député des Bouches-du-Rhône.

Il comprend "un principe de réparation", avec des crédits augmentés jusqu'au niveau antérieur au mandat d'Emmanuel Macron, et "la question de l'écologie est au premier plan", a expliqué le député Eric Coquerel.

Ce "budget d'urgence", également tourné vers "la réduction des inégalités", prévoit de porter à 14 le nombre de tranches d'impôt sur le revenu, la suppression de niches fiscales et une taxation accrue du capital. AFP 15 octobre 2018

L'oligarchie en tremble déjà, sordides charlatans !

[Crise politique planétaire ou en famille.](#)

- Suède : les conservateurs échouent à former un gouvernement - Liberation.fr

- Portugal: Remaniement après la démission du ministre de la Défense - Reuters

- La coalition de Merkel meurtrie après l'échec électoral bavarois - AFP 15 octobre 2018

Les alliés au gouvernement d'Angela Merkel doivent tirer lundi de premières leçons après leur échec aux élections régionales en Bavière, qui fragilise encore un peu l'instable coalition de la chancelière allemande.

Les instances dirigeantes des chrétiens-démocrates (CDU) d'Angela Merkel se retrouvent dès lundi matin à Berlin tout comme les sociaux-démocrates du SPD.

Les conservateurs vont se pencher sur le camouflet historique qu'a essuyé dimanche la CSU bavaroise, le parti "frère" de la CDU, qui se réunit aussi lundi, après avoir perdu avec 37% des suffrages sa majorité absolue au parlement régional et 10 points par rapport à 2013.

Le SPD a lui reçu une véritable gifle, perdant près de la moitié de ses électeurs pour se retrouver à 9,5%.

- Balayer le gouvernement -

Sept mois après avoir été formée dans la douleur, et après deux crises internes cet été, la grande coalition CDU/CSU-SPD de la chancelière semble au pied du mur.

"L'épicentre de ce séisme politique est en Bavière, mais il peut provoquer un tsunami qui balayera le gouvernement fédéral", assène le magazine de référence Der Spiegel sur son site internet.

Il s'agit pour les intéressés d'enfin résoudre le conflit opposant le chef de la CSU et ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer, au SPD et à Mme Merkel.

Car c'est lui qui a provoqué durant l'été 2018 deux crises gouvernementales afin de pousser des thèmes chers à l'extrême droite et regagner les électeurs charmés par l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) en raison de l'accueil décidé en 2015 par Mme Merkel de plus d'un million de demandeurs d'asile.

Mais au final les gagnants du scrutin bavarois sont les Verts, 2e avec près de 18%, et l'AfD qui fait son entrée dans son 15e parlement régional sur 16 avec 10,6% des voix.

Le baromètre national publié dimanche par le quotidien Bild crédite le couple CDU/CSU d'un piètre 26%, quand le SPD végète à 17%, au même niveau que des Verts et juste devant l'extrême droite (15%). AFP 15 octobre 2018

La protégée de l'AFP "meurtrie"...

En famille. Jaurès, Guesde, Blum "naturellement"... social-impérialistes.

- Marc Vuillemot quitte le PS "plus à même" de rassembler "toutes les sensibilités de la gauche" - franceinfo 14.10

Marc Vuillemot assure demeurer "naturellement socialiste, au sens que donnait à ce terme l'Internationale ouvrière des Jaurès, Guesde et autres Blum". franceinfo 14.10

On n'en doute pas ! Il a oublié Mitterrand, non, ça c'est pour Mélenchon !

... la preuve :

- Faure (PS) plaide pour que l'Aquarius obtienne un pavillon français - AFP 15.10

Le premier secrétaire du PS Olivier Faure a plaidé lundi pour que l'Aquarius, navire privé d'immatriculation, obtienne un pavillon français, "pour que ce bateau puisse continuer à sauver des vies".

A Marseille, le leader de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon avait lui aussi affirmé le 6 octobre que "l'Aquarius (devait) avoir un pavillon et un pavillon français". AFP 15.10

Ces gens-là ont tous un pavillon ou une résidence secondaire, non ?

"Pour que ce bateau puisse continuer à sauver des vies", quelle touchante intention, surtout quand on sait que le PS a soutenu toutes les guerres impérialistes des dernières décennies pour ne pas remonter plus loin, leur humanisme est bien la politesse des salauds, il n'y a pas de doute !

[Dans la rubrique Leur humanisme est la politesse des salauds... Demandez l'ONU.](#)

- Hongrie : les Sans-abri bannis des rues - euronews 15 octobre 2018

Une loi interdisant aux personnes sans domicile fixe (SDF) de dormir dans les espaces publics en Hongrie, promulguée par le gouvernement du Premier ministre hongrois Viktor Orban, entre en vigueur ce lundi.

Un amendement constitutionnel approuvé par le parlement hongrois le 20 juin interdit la "résidence habituelle dans un espace public". Cet amendement durcit une loi de 2013 qui en fait un délit passible d'une amende.

La police est à présent habilitée à faire partir les sans-abri et à démanteler cabanes et abris de fortune.

La loi sert "les intérêts de la société dans son ensemble", a affirmé jeudi Attila Fulop, secrétaire d'Etat aux Affaires sociales. Son objectif est de s'assurer que "les sans-abri ne se trouvent pas dans les rues la nuit et que les citoyens peuvent circuler dans l'espace public sans entraves", a-t-il déclaré à la presse.

Manque de place dans les centres d'hébergements

Les centres d'hébergement d'urgence gérés par l'Etat offrent un nombre de places estimé à 11.000 mais selon des experts, on compte au moins 20.000 sans-abri dans le pays.

"Nous ne savons toujours pas ce qui est prévu pour les animaux, comme les chiens des sans-abri " assure Vera Kovacs membre de l'association "Logement d'abord". "Nous ne savons pas non plus ce qui se passera s'il n'y a pas de place dans les centres d'hébergement. Où iront-ils alors? "

Le gouvernement affirme augmenter les fonds consacrés aux sans abri, mais des organisations internationales et associations de défense des droits de l'homme ont critiqué la nouvelle loi.

Ce dimanche, une manifestation était organisée devant le Parlement Hongrois.

Une mesure "cruelle" selon l'ONU

En juin, la rapporteuse de l'ONU sur le logement Leilani Farha l'a jugée "cruelle et incompatible avec la loi internationale relative aux droits de l'homme". euronews 15 octobre 2018

Cette loi est inique comme toutes celles du même genre qui existent dans un grand nombre de pays où la mendicité a été criminalisée, aux Etats-Unis par exemple. Si on retenait leurs critères, c'est l'existence de l'ONU qui devrait être reconnue comme "cruelle et incompatible avec la loi internationale relative aux droits de l'homme".

[FO ce qu'il faut : Tout faux !](#)

- FO : Pavageau sur un siège éjectable - Libération 15 octobre 2018

Cette semaine pourrait bien être décisive pour l'avenir de Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière (FO). Elu secrétaire général du syndicat le 27 avril, il est déjà poussé vers la sortie après une affaire de fichage qui fait désordre. Le Canard enchaîné a révélé la semaine dernière l'existence d'un fichier interne répertoriant 126 cadres du syndicat et rédigé par des proches de Pavageau au moment où celui-ci faisait campagne pour prendre la direction de FO. A côté des noms de certains fichés figureraient des commentaires douteux : «ordure», «collabo», «mauvais», «niais», «complètement dingue», «trop intelligent pour entrer au bureau confédéral» ou encore «détourne de l'argent»... La vie amoureuse ainsi que l'orientation sexuelle ou les opinions politiques des dirigeants des unions départementales et des fédérations y seraient aussi mentionnées.

Pavageau n'a pas nié l'existence de ce fichier : «Pour moi, c'était un mémo, de l'ordre de la prise de notes, mais je n'avais jamais vu ni avalisé le résultat, qui est truffé d'âneries, de raccourcis.» Pour autant, la faute ne serait pas sienne, mais celle d'une de ses deux collaboratrices proches pour lesquelles il aurait prononcé quelques jours de mise à pied.

Sa réaction rapide n'a pas suffi à calmer les cadres de l'organisation. Vendredi, sur France Inter, Frédéric Homez, secrétaire

général de la puissante fédération de la métallurgie de FO, a assuré : «Il doit rendre des comptes. La meilleure solution, c'est qu'il prenne de lui-même la décision de démissionner.» Un discours tenu aussi en interne, peu avant le début de la traditionnelle réunion hebdomadaire du bureau confédéral qui devait se tenir lundi. La plupart des cadres joints par Libération reconnaissent attendre de voir «comment la situation [allait] évoluer» mais ils souhaitent aussi que Pavageau prenne ses responsabilités.

Une autre réunion, cruciale et plus élargie, de la commission exécutive confédérale de FO, qui réunit 35 membres, doit se tenir ce mercredi. Elle pourrait sceller le sort de Pavageau. Reportée par le secrétaire général au 29 octobre, selon les Echos, elle pourrait tout de même se tenir «sans Pavageau s'il le faut», selon une autre source FO interrogée par l'AFP. «La grande majorité des membres va demander sa démission», assure-t-elle, «probablement dès mercredi». Des proches ont indiqué que Pavageau était actuellement en «arrêt maladie»... Mais lundi, les patrons des fédérations de la métallurgie et de l'enseignement se sont fendus d'une déclaration commune pour exiger le maintien de la réunion de mercredi. Libération 15 octobre 2018

Mais c'est pire que les fichiers de la police ou des renseignements généraux ou de Facebook...

A suivre...

A part cela personne ne sait réellement ce qui se passe dans les syndicats, ils partagent les mêmes pratiques que le patronat, les ministères ou l'armée, secret défense oblige... de l'appareil. Tu parles de syndicats ouvriers, quelle honte de faire croire qu'ils seraient indépendants ou qu'il y aurait quelque chose à en attendre dans l'état où ils sont. Et dire qu'il y en a qui ne l'ont pas encore compris.

C'est la même chose avec les partis ouvriers, ils pratiquent le huis clos. Et après cela ils s'étonnent de ne pas inspirer confiance aux travailleurs, ils osent tout eux aussi. Si nous disposions d'un parti ouvrier digne de ce nom, nous publierions sur Internet l'intégralité des textes circulant en interne pour que les travailleurs ou les autres militants se fassent leur propre idée sur sa politique, son fonctionnement, et puissent juger s'ils sont sérieux ou non pour éventuellement le rejoindre. Pour le moment, c'est du domaine de l'utopie !

Ils osent tout

- Les Pays-Bas sont en "guerre informatique" avec la Russie, dit la ministre de la Défense - AFP 14.10

La ministre néerlandaise de la Défense Ank Bijleveld a estimé dimanche que les Pays-Bas se trouvent en "guerre informatique" avec la Russie après avoir déjoué une cyberattaque russe en avril, rapporte la radio-télévision néerlandaise NPO. AFP 14.10

- Affaire Khashoggi: Ryad ripostera à toute sanction économique - Reuters 14.10

L'Arabie saoudite a prévenu dimanche qu'elle riposterait à toute sanction économique qui pourrait lui être infligée dans le cadre de l'affaire de la disparition du journaliste dissident Jamal Khashoggi, rapporte l'agence officielle SPA en citant un responsable saoudien. Reuters 14.10

- Cisjordanie: feu vert à la construction de 31 logements pour colons à Hébron - AFP 14.10

Le gouvernement israélien a donné dimanche son accord à la construction de 31 logements pour des colons juifs à Hébron, une première depuis 2002 dans cette ville de Cisjordanie occupée où des centaines de colons sont installés au milieu de la population palestinienne. AFP 14.10

- La trêve tient toujours à Idlib - Liberation.fr 15.10

Le cessez-le-feu dans la province syrienne d'Idlib, la seule à être encore contrôlée par l'opposition à Bachar al-Assad, tient. Liberation.fr 15.10

Les barbares qui se servent de la population comme bouclier humain toujours qualifiés d'opposition par cette pourriture...

- Affaire Skripal : Trump affirme que Poutine est «probablement» impliqué - LeParisien.fr 14.10

[Haut de page ↗](#)

Le 19 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rajouté un peu de musique l'après-midi. Ne vous fiez pas aux titres des morceaux ou n'en tenez pas compte, il n'y a pas de paroles, heureusement, c'est juste pour la musique ! Je profite que ma connexion Internet fonctionne à peu près normalement. Oreilles sensibles s'abstenir, dommage, c'est tout simplement génial !

Je rappelle que c'est principalement destiné à ma fille qui ne connaît pas d'autres moyens pour télécharger de la musique.

● Causerie au format pdf (18 pages)

Première partie

Je n'ai pas le temps d'aborder tous les sujets d'actualité, certains nécessitent d'y consacrer beaucoup de temps pour les traiter sérieusement, donc j'en laisse tomber, comme par exemple la situation au Brésil, si vous voulez en avoir une idée assez précise, vous pouvez aller sur le blog de Michel Collon qui propose de nombreux articles.

Quant à Mélenchon et ses démêlés avec la justice politique de Macron, que dire, il se tiendrait à carreau qu'il bénéficierait du même traitement ou acharnement un jour ou l'autre. Là où il est indéfendable, c'est que c'est pour rien puisqu'il ne fait qu'accompagner la crise du régime, on a envie de dire tout cela pour cela, pire, il commet l'erreur de passer de la provocation populiste qui témoigne du manque de consistance du personnage à l'abjection en s'en prenant à l'accent d'une journaliste.

Lui et LFI sont-ils poursuivis dans deux affaires à juste titre pour avoir enfreint la légalité ou il s'agit d'un procès d'intention monté de toutes pièces pour leur nuire, je l'ignore.

Certains commentateurs ont estimé que le remaniement du gouvernement avait pour objectif les élections européennes de 2019, en nommant Castaner à l'Intérieur, j'ai plutôt l'impression que Macron ou plus précisément ses parrains ont désigné des ministres encore plus psychopathes et serviles que les précédents, de manière à ce qu'ils appliquent à la lettre la politique qui leur sera dictée sans manifester le moindre état d'âme contrairement à Hulot ou Collomb ou d'autres encore, c'est une manière de resserrer les boulons avant la tempête qui menace et pour l'affronter dans de meilleures conditions si elle se concrétisait. C'est une manière de concentrer l'exercice du pouvoir autour de Macron et Philippe et certains fidèles, autrement dit la Ve République n'a peut-être jamais pris une tournure aussi réactionnaire ou dictatoriale.

Que l'opération contre LFI et Mélenchon soit déclenchée le jour même de l'annonce de la formation du nouveau gouvernement en est semble-t-il l'illustration, puisque manifestement elle n'avait pas été conçue la veille sur un coin de table, comme elle a pu être reportée après la démission de Collomb.

Celle qui a eu la peau du secrétaire général de Force ouvrière, Pascal Pavageau, a sans doute pour origine un ou des fidèles de Mailly (et du PS) qui fut pour ainsi dire humilié, une revanche entre bureaucrates pourris de l'appareil.

Tout cela nous laisse somme toute indifférent pour être étranger à ces agents du régime, ce serait se compromettre que de pleurer sur leur sort, eux ne se soucient guère de celui des travailleurs, les seuls à qui nous avons des comptes à rendre.

L'époque de la discipline qui nous était imposée par des dirigeants conciliants envers ces crapules est définitivement révolue, discipline qu'ils allèrent jusqu'à appeler républicaine lors des élections en appelant à voter pour les candidats du PS ou du PCF au second tour pour battre les candidats de la droite sur la base d'arguments frelatés ou trompeurs, tandis qu'en réalité ils étaient tous de droite ou anti-ouvriers, antisocialistes, à les entendre cela faisait partie de la tactique du front unique ouvrier qui devait permettre de construire le parti et de préparer les conditions pour que la révolution prolétarienne survienne, en réalité on ne verra la couleur de ni l'un ni l'autre. Qu'en ont-ils tiré comme leçons ? Aucune. Cela vous étonne ? Et ne vous précipitez pas de tourner la page parce que depuis de l'eau aurait coulé sous les ponts ou la crise du capitalisme aurait pris la tournure d'une crise politique ouverte à l'échelle mondiale, car déjà à l'époque et même depuis un demi-siècle le PS et le PCF étaient des partis archi pourris, réactionnaires, aussi étonnant que cela puisse paraître de nos jours malgré tout on s'en accommoda, quand on y repense, on ne peut pas s'empêcher de se dire qu'on manqua singulièrement de discernement ou d'esprit critique, après on comprend mieux pourquoi nous en sommes arrivés là.

On pourrait encore discourir très longtemps sur ce sujet.

Brièvement, je pense qu'aucun de nos dirigeants n'a été capable de mesurer les conséquences ou la portée de l'emprise du réformisme et du stalinisme sur le mouvement ouvrier international au détriment du marxisme ou du socialisme qui permit au capitalisme de réaliser ce qui jusque là s'était avéré impossible ou unimaginable afin d'assurer sa survie, trouver un nouveau

souffle, repousser les limites de ses contradictions, repartir dans un nouveau cycle d'expansion et achever son emprise sur tous les peuples, éliminer les modes de production archaïques qui survivaient, précapitalistes ou encore largement teintés de féodalisme, et c'est ainsi que chaque fois qu'apparurent les signes avant-coureurs de son agonie finale ou de son effondrement, il trouva les moyens de rebondir, de se refaire une santé sur le dos de masses toujours plus considérables d'esclaves, ménageant les uns (Occident), surexploitant les autres (Asie), massacrant ceux qui l'embarrassaient (Afrique et Moyen-Orient), terrorisant ceux qu'il estimait être son arrière-cour (Amérique latine), sans la corruption du mouvement ouvrier dont nous fûmes bien malgré nous des agents il n'y serait peut-être jamais parvenu ou tout du moins nous bénéficierions aujourd'hui de meilleures conditions pour l'affronter, engager le combat final et le vaincre.

Maintenant il ne s'agit pas de réécrire l'histoire ou de spéculer sur ce qui aurait pu arriver si les choses s'étaient passées autrement, ni de se lamenter sur l'état actuel de décomposition du mouvement ouvrier, il faut en tirer les leçons et tourner la page, il faut s'en servir pour continuer le combat politique en renouant avec la méthode du matérialisme dialectique, ce que certains appellent le marxisme, avec la théorie du socialisme qu'il faut adapter à notre époque et aux gigantesques défis que nous avons à relever pour éradiquer le capitalisme de la surface de notre planète, le destin des générations futures et de la civilisation humaine en dépendent.

Répétons-le une énième fois parce que je crois qu'on a du mal à se comprendre sur ce plan-là, nous ne désignons aucun coupable en particulier dans nos rangs, nous n'avons de compte à régler avec personne, nous avons identifié nos ennemis, le capitalisme et ses représentants parmi lesquels figurent les social-démocrates et les staliniens que nous combattons. Quant aux analyses différentes que nous faisons et qui traduisent de réelles divergences que nous avons entre nous, cela fait partie de la vie, chacun devrait l'admettre et pouvoir les exposer en défendant loyalement les arguments qu'il avance, ensuite ce sera l'évolution de la situation qui confirmera les uns et infirmera les autres, sauf que malheureusement c'est rarement le cas, ce qui se traduit par des affrontements ou des polémiques stériles ou sans fins qui conduisent à notre impuissance.

Je viens de dîner avec Selvi et je reprends notre causerie en abordant le même sujet exposé plus haut sous un autre angle. Ce que je vais exposer maintenant m'est venu à l'esprit en prenant ma douche avant de passer à table, je l'ai enregistré dans le iPhone pour ne pas l'oublier, comme quoi je suis pratiquement connecté en permanence à la question qui nous occupe.

J'ai expliqué à Selvi que l'originalité de la situation actuelle consistait en une crise économique et une crise politique mondiale, qui frappe pratiquement tous les pays et dans l'absence d'un mouvement ouvrier international pour y donner une issue qui soit favorable aux exploités et aux opprimés du monde entier. Je lui ai dit ceci : construire un parti, c'est comme construire une maison. Imagine quelqu'un qui voudrait construire une maison et qui n'y parviendrait pas parce que systématiquement elle serait détruite avant qu'elle ne soit achevée et ainsi de suite, et bien voilà ce qui se passe. Cela prend des années ou des décennies pour construire un parti et il est systématiquement détruit avant d'être achevé, parce que ses dirigeants font faillites ou se laissent corrompre, parfois dès les fondations, d'autres fois en cours de construction, voilà en gros le problème que nous ne sommes pas parvenus à résoudre et qui explique la situation actuelle. Parfois il arrive aussi qu'ils soient liquidés physiquement par nos ennemis.

Pour que notre maison s'écroule il faut qu'il y ait eu un défaut dans la conception de ses fondations, les principes sur lesquels repose le parti, à moins qu'un élément extérieur intervienne, un tremblement de terre ou une inondation par exemple, le développement de la lutte des classes qui peut prendre la forme d'une guerre ou d'une révolution qui transforme un théoricien du marxisme en renégat, Kautsky par exemple. Toujours est-il que nous ne sommes pas parvenus à adopter des principes et une structure suffisamment solides pour éviter que notre parti s'effondre. Nous sommes en situation d'échec.

Ensuite j'ai repensé à la situation qui existait quand Lénine rédigea L'impérialisme stade suprême du capitalisme. Il avait observé que l'opportunisme était pratiquement victorieux partout, et il estima que c'était provisoire, sauf que plus d'un siècle plus tard rien n'a changé, hormis que l'opportunisme a également revêtu la forme du stalinisme pour combattre la révolution socialiste mondiale au côté de l'impérialisme pourrissant. On pourrait dire que chaque fois ce fut une guerre qui eut raison de notre maison ou de notre révolution, comme quoi ni la social-démocratie dégénérée ni le stalinisme ne peuvent se revendiquer du socialisme, et c'est une escroquerie politique de les amalgamer, c'est un peu comme prétendre qu'une chatte aurait enfanté des chiots. Le plus navrant, c'est que c'est aussi simple que cela à comprendre, et qu'un grand nombre n'y parviennent pas.

Lénine avait expliqué que cette victoire de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, ainsi que ce qui caractérisait l'époque de l'impérialisme était le produit ou reposait sur l'alliance de l'aristocratie financière avec l'aristocratie ouvrière qui devrait se briser sous les coups de la crise du capitalisme ou du développement de la lutte des classes, or cette alliance existe toujours sans que les principaux intéressés en aient conscience, hormis l'oligarchie évidemment. En réalité depuis l'époque de Lénine la corruption de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier s'est quasiment généralisée chez les puissances occidentales, les anciennes puissances coloniales, au point que plus personne n'envisage la possibilité de changer de société et ignore ce qu'est réellement le socialisme.

A suivre demain ou plus tard, j'ai un torticolis très douloureux et je ne peux plus du tout bouger la tête, j'ai encore passé une nuit blanche et je suis exténué. J'ai quand même fait l'effort d'actualiser le portail.

[On aura tout entendu ou l'art de brasser du vent.](#)

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 24-09-2018

- Jean-Claude Michéa fait partie de ces intellectuels dont la parole est rare et précieuse. Depuis quelques années, chaque ouvrage du philosophe constitue un petit événement pour ses lecteurs, qui sont de plus en plus nombreux. Les Crises 17.10

On imagine le niveau de conscience de ses lecteurs, c'est révélateur de notre époque :

Jean-Claude Michéa, c'est pas lui qui il n'y a pas si longtemps faisait la promotion de la démocratie sortie d'une pochette surprise ou la désignation des représentants du peuple par tirage au sort ?

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le transformer » (K. Marx - Thèses sur Feuerbach, 1845)

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 04-05-2018

- "Force est cependant de reconnaître que s'il nous a livré une analyse d'une pertinence rare, Marx ne nous a pas donné la clé politique pour arriver à son utopie. Pire, toutes les tentatives pour y parvenir ont mené à des situations catastrophiques. Peut-être que la solution est de relire Marx, sans oublier qu'il n'avait pas toutes les réponses."

LVOG - Ah ben non, il n'existe pas de recette miracle, sinon cela se saurait depuis longtemps, quelle perspicacité !

Quand on relie tous les éléments de cette conclusion, on ne peut s'empêcher de se dire qu'on est en présence au mieux d'un opposant au marxisme, au pire d'un de ses ennemis. Car pour réaliser l'oeuvre colossale que nous légua Marx il fallut recourir à beaucoup plus que de la pertinence, à du génie. Ensuite, l'utopie qu'il attribue à Marx était lui faire bien trop d'honneur pour le moins suspect, pour juste ensuite lui faire endosser à demi mot la responsabilité du stalinisme, à moins qu'il visait Lénine qui avait mis en pratique la théorie de Marx et donc la révolution russe de 1917, amalgame auquel nous ont habitué depuis longtemps les ennemis du socialisme.

En fait d'utopie, Marx n'a fait qu'exposer de quelle manière les contradictions issues du processus dialectique qui parcourt toute l'histoire du développement de la civilisation humaine pouvaient se résoudre favorablement, pour que le progrès social qu'elle avait réalisé au cours des derniers millénaires se poursuive au lieu de s'arrêter brutalement en étant livrée à la barbarie, une autre forme d'utopie.

Que cela ait échappé à ce petit monsieur, qui sans doute trouvera les réponses aux questions que Marx n'avait pas pu résoudre pour la bonne raison qu'à son époque elles n'existaient pas, témoigne d'un parti pris idéologique qu'il s'emploie à camoufler, et que l'on retrouve chez tous les opportunistes ou tous ces intellectuels arrogants qui finalement n'ont rien à nous proposer, hormis se livrer à des commentaires inconsistants ou réfutés par les faits en guise d'analyse qui servent la cause des ennemis du socialisme.

L'exercice auquel il s'est livré se réduit à une vulgaire figure de style, qui consiste à dire peu pour suggérer beaucoup entre la litote et la concession, reconnaissant à Marx des qualités pour finalement lui attribuer le contraire sur le plan pratique, réduisant le marxisme à une théorie avec laquelle les intellectuels peuvent se masturber tout en sachant qu'elle ne leur permettra jamais d'atteindre l'orgasme, on comprend qu'une telle frustration soit enrageant, on les plaint sincèrement !

Avant de rédiger ce passage, j'avais écrit quelques lignes hier en fin de soirée que je vous soumetts en guise de complément. J'ai repris plusieurs de ses citations en les replaçant dans une autre perspective que la sienne, celle de Marx ou du communisme, en procédant de la sorte je n'ai aucun mérite, car je n'ai fait que rendre justice à Marx ou remettre les choses à leurs places.

Quand on y réfléchit un peu, on s'aperçoit que ce que monsieur Boucaud-Victoire nomme utopie, n'est rien d'autre que le processus matérialiste dialectique et historique à l'origine du développement de la civilisation humaine, qui devait permettre aux hommes de réunir les conditions pour s'émanciper du règne de la nécessité pour entrevoir celui de la liberté, une fois le développement des forces productives parvenu au stade où le « gouvernement des hommes » pourrait céder la place à « l'administration des choses » (Marx - L'Idéologie allemande, 1845) et où la société pourrait écrire sur ses drapeaux « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (La critique du programme de Gotha, 1875), autrement dit ne pas se fixer comme objectif de réaliser cette utopie qui une fois réalisée n'en serait plus une, se serait remettre en cause l'ensemble du processus historique qui a contribué à sortir, transformer, élever le primate de l'état sauvage à l'être social que nous connaissons aujourd'hui, ce à quoi on ne peut évidemment pas se résoudre.

Je poursuis, il est 4h30 du matin (mercredi), je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit, en ce moment cela m'arrive un jour sur deux.

Source : Le Média, Kévin Boucaud-Victoire, 04-05-2018

Dans le document du 4 mai 2018 que monsieur Boucaud-Victoire, on pouvait lire aussi ceci :

- "Le mode de production capitaliste est donc condamné à termes, même si ce processus peut être extrêmement long, plus que ne le croyait Marx. Pourtant, rien ne garantit qu'il sera remplacé par un système plus juste, comme le pensent les marxistes orthodoxes et autres marxistes-léninistes."

C'est à se demander si le scepticisme ne serait pas devenu le seul moyen pour les intellectuels de prendre leurs pieds ! Quelle illusion ! On avait compris que c'était tout ce que vous aviez retenu de votre étude du marxisme, ce n'était pas la peine d'insister lourdement, vous n'êtes ni un "marxiste orthodoxe", ni un "marxiste-léniniste", dieu vous en garde ! Non mais c'est vrai, libre à lui d'être un réformiste petit bourgeois, tout ce qu'on lui demande c'est de l'assumer.

La révolution russe de 1917 et la prise du pouvoir par le parti bolchevik a validé la théorie de Marx et Engels, et jusqu'à preuve du contraire jamais et nulle part le prolétariat n'était ou n'est parvenu au pouvoir à l'issue d'un autre processus. Que les conditions n'aient pas été remplies à l'échelle mondiale pour qu'il se poursuive, ne remet nullement en cause la théorie ou les moyens qui ont été employés pour permettre à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir politique et procéder à un changement de régime.

Il ne faut pas se tromper, ce genre d'intellectuels le savent pertinemment, mais ils feignent de ne pas le savoir pour se livrer à un amalgame entre le bolchevisme ou le communisme et le stalinisme, parce qu'ils ont été corrompus par l'idéologie du capitalisme à laquelle ils ont finalement adhéré sous la forme du réformisme bourgeois, on les retrouve tous dans ou au tour des partis issus du PS principalement.

Il est facile de comprendre pour un intellectuel que c'est le capitalisme qui a eu raison de la révolution russe et que le stalinisme fut un de ses instruments pour la liquider, quel autre ennemi la classe ouvrière ou le socialisme avait-il, aucun. Faire preuve d'un peu de logique, cela fait du bien parfois, dites-le aux intellectuels qui ne pensent pas, mais ruminent sans cesse les idées qui n'ont jamais existé autre part que dans leurs têtes.

Moi, je suis un modeste ouvrier, donc je suis pragmatique, logique, avant de penser avec ma tête j'ai commencé par observer comment un certain nombre de mécanismes fonctionnaient, donc forcément j'ai fait l'expérience de la dialectique, que ce soit en travaillant la matière brute dans un atelier lors de mon apprentissage, puis dans un garage à réparer des bagnoles, des poids-lourds et des autocars, plus tard des copieurs, des télécopieurs, des imprimantes, du coup j'en suis arrivé à bricoler n'importe quoi, à exercer un tas de métiers ou d'emplois aussi en travaillant dans plus de 40 boîtes de toutes tailles, dans tous les secteurs économiques ou presque, on en voit des choses, on en croise des milliers de travailleurs, et forcément quand on a une soif insatiable de comprendre dans quel monde on vit, on en apprend des choses, on tire un tas d'enseignements de toutes ces expériences, on progresse, quoi.

On acquiert une ouverture d'esprit, une liberté de pensée, un esprit critique pour peu que parallèlement on continue d'étudier inlassablement, dont on ne soupçonnait même pas l'existence autrefois. Effectivement, il arrive même que j'en sois surpris moi-même, bien que j'aie toujours à l'esprit d'où je viens ou d'où je reviens plutôt, de loin, de très loin pour avoir été un arriéré ou un abruti fini à l'âge de 19 ans. Bref, je suis devenu un ouvrier qui pense, c'est à peine concevable pour un intellectuel en général.

N'allez surtout pas croire que je les détesterais, je leur dois tout, Marx et Engels en étaient, plutôt des penseurs ; intellectuel cela manque de dignité tellement ils sont éloignés de la réalité que vivent les ouvriers contrairement à Marx et Engels. On mène notre combat sur le terrain politique et non sur celui des personnes, qu'on ne se méprenne pas. Si maintenant certains de nos opposants ou de nos ennemis tiennent absolument à se ridiculiser en mettant en avant leur médiocre personnalité, qu'ils en assument les conséquences.

A chacun ses qualités et ses défauts, j'ai les miens et je les connais, cela étant, j'ai la modestie de penser que mes qualités l'emportent sur mes défauts, et que mes chers lecteurs soient d'un avis contraire ne me trouble pas, c'est leur droit et je leur accorde volontiers. Je suis bon joueur à condition qu'on soit loyal avec moi, c'est tout ce que je demande, et si cela ne leur convient pas, je n'y peux rien, comme j'ai l'habitude de dire, qu'ils aillent voir ailleurs si cela les incommodent tant que cela, je ne retiens personne, on ne va tout de même pas commencer à se raconter des histoires entre nous, n'est-ce pas ? Et le plus fort, c'est que c'est le reproche qu'on me fait le plus souvent, de ne pas raconter des histoires, un comble ! Eh oui, entre nous au diable les conventions qui ont tendance à rendre respectable ce qui ne l'est pas vraiment, cela a suffisamment fait notre malheur de les respecter, le plus souvent parce que nous n'avions pas le choix, je vous l'accorde !

La vie dans cette société est compliquée, j'en conviens aisément. J'ai déménagé environ 20 fois, j'ai vécu successivement avec trois femmes, j'ai passé deux tiers de ma vie en France et un tiers en Inde, j'ai un peu voyagé en Europe et en Asie, maintenant je ne voyage plus que par le biais d'Internet, je fais le tour du monde quotidiennement l'air de rien pour actualiser le portail, et c'est seulement à 63 ans que je sais avec qui je vais passer mes vieux jours et où je m'éteindrai, c'est sans doute mieux ainsi que de l'avoir su plus tôt.

Ici l'air de rien, je bénéficie d'un mode de vie quasi idéal : Pas de télévision, pas de radio, pas de journaux, pas de conversations oiseuses à supporter puisque je ne maîtrise pas suffisamment le tamoul pour comprendre ce qui se raconte, je ne travaille pas évidemment, mieux, de rentier plutôt pauvre ou ayant tout juste de quoi survivre confortablement, c'est relatif, en se privant d'un tas de choses qui ne me manquent pas du tout, j'ai obtenu le statut de retraité qui m'a permis de figurer dorénavant parmi la couche supérieure de la classe ouvrière, à partir de seulement 230.000 francs en 1996 j'ai réussi à tenir le coup jusqu'en septembre 2017 sans bosser pour une saloperie de patron, je mets de côté les trois années que j'ai passées à enseigner le français à l'Alliance française et au lycée français de Pondichéry où je fus rémunéré moins de 100 euros par mois, je n'ai évidemment aucune dette, je suis propriétaire d'une petite maison que j'ai fait construire et d'un petit jardin magnifique, je vis un peu à l'écart d'un petit village entouré de plantation, je n'ai pour seuls ennemis que les serpents, les scorpions, les rats et les fourmis ou encore les moustiques quand il pleut, j'ai deux voisins avec lesquels je m'entends bien, ma compagne tamoule est d'une gentillesse extraordinaire, ma fille de 37 ans également, je suis un père et un grand-père comblé, depuis maintenant plus de 22 ans je fais ce que je veux de mes journées, bref, je me suis relativement bien démerdé pour un simple ouvrier qui était promis à vivre le même cauchemar que mes parents, en demeurant parfaitement honnête ou en ne devant rien à personne je précise.

J'ai eu beaucoup de chance, c'est vrai, j'ai pris énormément de risques aussi, la preuve que cela paie parfois, souvent paraît-il, je laisse le soin à ceux qui l'affirment de le prouver, surtout quand on part d'aussi bas que moi. J'ai géré mon existence en partant du constat que si je restais en France, je finirais sans doute clochard, c'est pour cette raison que j'ai quitté la France. J'avais vécu autrefois la grande pauvreté et je n'avais pas du tout l'intention de la vivre à nouveau. Donc affirmer que j'aurais fait un choix en quittant la France, ce serait exagéré. En réalité, je n'ai pas saisi une opportunité qui m'aurait été offerte pour échapper au triste sort qui m'était réservé si je demeurais en France, non, je l'ai fabriquée de toutes pièces, et à partir de là tant bien que mal j'ai planifié la suite, parfois en naviguant à vue, les choses se sont enchaînées en profitant des occasions qui se présentaient. Il fallut prendre un tas de décisions dont dépendait mon avenir, il arriva même que ce fut une question de vie ou de mort carrément, car vivre en Inde n'est pas toujours une partie de plaisir, toujours est-il qu'en faisant fonctionner mes petits cellules grises, j'ai réussi à m'en sortir convenablement et proprement, c'est l'essentiel.

Il est vrai aussi qu'à partir du 11 septembre 2001 j'aurais pu continuer à me laisser vivre au lieu de renouer avec la politique et le militantisme, à l'époque je vivais sur une plage, vous imaginez le bonheur, mais je crois que ma vie n'aurait plus eu aucun sens, j'aurais été dégoûté de moi-même, franchement, cela ne m'a pas traversé l'esprit un seul instant, j'ai préféré sacrifier mon petit confort à notre cause et je ne le regrette pas quoi qu'il advienne. A quoi bon direz-vous peut-être, puisque votre activité politique n'a débouché sur rien.

Vous savez ou vous ne savez pas, je n'en sais rien, quand vous avez réussi par chance à sortir de votre condition misérable et que vous côtoyez quotidiennement une multitude de gens qui y seront condamnés jusqu'à la fin de leurs jours, quoi que vous pensiez ou quel que soit votre mode de vie, vous ne pouvez pas être indifférent à leur sort, à cette terrible injustice, vous vous souvenez, ce qui nous hantait quand nous étions jeunes, et bien peut-être que dans ma tête je le suis resté, pour conclure, c'est tout ce que je vous souhaite, bonne journée à tous. Il est 6h55, on a passé une partie de la nuit ensemble, après vous ne pourrez pas dire que vous ne savez pas où vous mettez les pieds en vous connectant à ce portail, n'est-ce pas ?

J'ai rédigé ce passage en pensant aux nouveaux lecteurs qui ne me connaissent pas, c'est normal qu'ils se posent des questions.

Aujourd'hui (jeudi), c'est un jour férié pour cause de Sarajwati puja, les Indiens n'ont pas de bol, il pleut!

[Bienvenue dans le marigot de la macronie.](#)

Alors qu'on en finisse tout de suite : Macron dehors, abolition de la Ve République !

- Macron : sa politique ou la fin du monde - LePoint.fr 18.10

Affairisme et lobbying, c'est du pareil au même.

- Emmanuelle Wargon passe sans transition du lobbying à l'écologie - Liberation.fr 17.10

Passée par Danone comme Muriel Pénicaud et formée à l'ENA avec Edouard Philippe, la nouvelle secrétaire d'Etat auprès de François de Rugy atterrit dans un gouvernement familial mais sur des questions qui lui sont étrangères. Liberation.fr 17.10

- La nouvelle secrétaire d'Etat à l'Ecologie rattrapée par des déclarations sur l'huile de palme - AFP 18.10

Personne ne serait au-dessus des lois ? En êtes-vous sûr ?

- LFI: les élus ne sont "ni au-dessus" ni "au-dessous" des lois (Retailleau, LR) - AFP 17.10

Vérifions-le tout de suite

- Pédophilie dans l'Église : la demande de création d'une commission d'enquête refusée par le Sénat - Publicsenat.fr 17.10

Ah ben non, un miracle ne s'est pas produit au Sénat !

[L'aristocratie financière est en crise, l'aristocratie ouvrière aussi, l'un ne pouvait pas aller sans l'autre.](#)

- Pascal Pavageau démissionne de la tête de Force Ouvrière - Le HuffPost 17.10

Le secrétaire général de Force ouvrière, Pascal Pavageau, a annoncé mercredi sa démission, à la suite de la révélation par Le Canard enchaîné d'un fichier controversé sur les dirigeants du syndicat.

"Je démissionne", a déclaré Pascal Pavageau à l'AFP, indiquant qu'il adressait un courrier à tous les membres du Comité confédéral national (CCN), le "Parlement" de l'organisation, pour les en informer. Le Parlement est composé d'une centaine de responsables de fédérations et d'unions départementales. Ceux-là mêmes qui figurent dans le fichier révélé par Le Canard enchaîné, où certains sont affublés de qualificatifs comme "niais", "complètement dingue", "anarchiste", "bête" ou encore "trop intelligent pour entrer au bureau confédéral".

Dans son message adressé aux adhérents et relayé sur les réseaux sociaux par des journalistes, l'éphémère patron de Force Ouvrière, qui avait été élu à la tête du syndicat en avril dernier, exprime son amertume et ses regrets face à ses "camarades" à qui il reproche d'avoir miné son autorité et sa volonté de porter une ligne contestatrice.

"Je rends le mandat parce que j'y suis contraint face à la violence et à la haine de certains qui exigent de moi des sacrifices que personne ne devrait avoir à faire", déplore-t-il dans ce courrier, évoquant la circulation d'informations malveillantes visant son entourage et sa famille. "A tous les adhérents, je m'excuse de lâcher mais c'est trop dur", tranche-t-il en se définissant comme "un militant, pas un martyr".

"Visiblement, la cabale ne s'arrêtera pas là. Je savais qu'en acceptant le mandat de secrétaire général, tous mes actes seraient passés au crible, mais jamais à ce point", écrit-il en dressant un réquisitoire contre les "camarades", à qui il demande ironiquement d'être "fiers du mal" qu'ils lui ont "fait ainsi qu'à l'organisation, en choisissant de faire passer [leurs] intérêts personnels, [leur] petit pouvoir ou [leur] aigreur avant tout". "Pour l'ensemble de ces documents et ces erreurs de fonctionnement qui ternissent l'image de notre organisation ainsi que mes actions, je vous présente sincèrement mes excuses", assume toutefois le désormais ex-numéro un de FO, dans ce courrier, dont l'AFP a obtenu copie.

La révélation de ce fichier a fait l'effet d'un électrochoc en interne. Dès vendredi, Frédéric Homez, secrétaire général de la fédération métallurgie, avait invité Pascal Pavageau à prendre "lui-même la décision de démissionner". Lundi, le patron de cette puissante fédération, réputé "réformiste", s'était allié à un confrère appartenant au bord "trotskiste" de FO, Hubert Raguin, à la tête de la fédération de l'enseignement, pour réclamer le maintien de la réunion de mercredi.

"Une large majorité au sein de la Commission exécutive souhaite sa démission, à 3-4 exceptions près", assurait un des membres de la direction élargie avant l'annonce de Pascal Pavageau. Le HuffPost 17.10

Complément. Libération 17 octobre 2018.

(FO) réunira, les 21 et 22 novembre, son comité confédéral national, sorte de parlement de FO (regroupant les secrétaires d'unions départementales et de fédérations) afin d'élire un nouveau secrétaire général. En attendant, une commission spéciale assurera, avec le bureau confédéral, l'intérim. Elle sera aussi chargée «d'aider et d'assister le bureau confédéral pour éradiquer ces méthodes et prendre toutes décisions utiles à cet objectif». Une opération de grand nettoyage qui n'est pas sans rappeler celle menée par la CGT, en janvier 2015, après la sortie de son ancien numéro 1, lui aussi poussé au départ après le scandale autour des frais de rénovation de son bureau et de son appartement. A l'époque, l'affaire n'avait pas manqué d'égratigner l'image du syndicat de la Porte de Montreuil.

Dans les rangs de FO, certains craignent aussi que les récents déboires de leur centrale viennent ternir leur image, au moment où le syndicat avait justement repris des couleurs. Orateur confirmé, adepte de formules efficaces, parfois agrémentées de références cinématographiques, Pascal Pavageau, tenant d'une ligne plus dure que son prédécesseur, Jean-Claude Mailly, n'y était pas pour rien. Sous les huées

Les retrouvailles entre sa centrale et la CGT de Philippe Martinez, qu'il appelait de ses vœux, marquaient aussi un tournant dans le paysage syndical. «La majorité présidentielle voyait d'un mauvais œil ce rapprochement alors que va arriver la réforme des retraites, grince Jacky Gontier, secrétaire fédéral de la branche transport de FO. Des histoires comparables à ce fichier, il y en a partout dans les syndicats, les partis, les entreprises, mais on n'en fait pas autant.» Pour ce fidèle du secrétaire général

sortant, «l'affaire a été probablement pilotée par des réformistes de FO proches de la macronie. Pavageau était l'homme à abattre, puisque, ces derniers mois, c'était le seul opposant». (...)

D'autant qu'à FO, le courant trotskiste «lambertiste» est influent. Les proches du déchu racontent une autre histoire. Pour eux, en voulant «faire bouger les lignes» dans l'organisation, Pavageau se serait attiré des ennemis. Ce qui aurait précipité sa chute. «Ecœurés», ses fidèles dénoncent «la mise à mort d'un taureau». «On sait qu'ils envoyaient des fichiers aux rédactions. Quinze jours après le congrès, Pascal a été appelé par le Canard enchaîné. Les journalistes avaient obtenu des informations sur son fils et son chat, avec qui il est allé en déplacement à l'hôtel. C'était un peu niveau caniveau comme histoire, d'autant que tout avait été à ses frais. Ils ont essayé de faire fuiter un nombre incalculable de dossiers», raconte un proche. Ils ? Sur l'identité de ces «ennemis», la même source précise : «Des personnes aigries à titre personnel et aussi des représentants de courants qui ne supportaient plus l'indépendance de Pascal, qui n'est pas tenu par des courants politiques.» Un coup dirigé vers Mailly, longtemps encarté au PS, et désormais jugé «Macron-compatible» par ses détracteurs.

Pour certains soutiens de Pavageau, la fin est aussi brutale. Avec la démission de leur mentor, quatre personnes ont été licenciées. Quatre licenciements opérés par Pascal Pavageau lui-même. «On sentait qu'il se tramait des choses mais on n'a pas les mêmes règles du jeu, on a été naïfs. On ne s'attendait ni à la violence ni aux méthodes : fouiller, voler, on se croirait dans un vieux film», regrette l'un d'eux. Sur la polémique du fichier, qu'ils disent «comprendre nécessairement», ils considèrent néanmoins que cela aurait «pu et dû se gérer en interne». «Les gars qui sont scandalisés devraient relativiser : ça fait quarante ans que ça se fait à FO. C'est juste un prétexte pour le destituer», poursuit ce proche. Et de reconnaître toutefois : «Là où il y a une erreur de notre part, c'est sur les commentaires. Y a pas de quoi être fier...»

Sur la fuite du fichier, chacun a sa petite idée. «La RH s'est fait voler une clé USB qui contenait pas mal de données, alors que sa porte était fermée à clé, donc ça vient de l'interne, il n'y a aucun doute», affirme une autre source. «Une clé USB dérobée dans un sac à main. On est en plein thriller !» s'agace le secrétaire fédéral Jacky Gontier, estimant que le coupable devait être bien au courant du fonctionnement de FO.

Des mystères et suspicions qui ne vont pas faciliter la succession de Pavageau. Et ce, alors que les prétendants au poste commencent déjà à se montrer, note le syndicaliste : «On entend tout et n'importe quoi, mais une chose est sûre : soit le successeur devra être dans la ligne de Pavageau pour mettre en œuvre les résolutions qui ont été adoptées au dernier congrès. Soit, a contrario, s'il s'agit d'un réformiste du style de la fédération de la métallurgie, là, ce sera difficile de les mettre en œuvre. La seule issue, serait alors d'organiser un autre congrès. Mais vu comment s'est passé le dernier...»

Des tractations bien loin du quotidien de certains militants de base. «Secoué» par ce feuilleton, Jean-François Innocenti, délégué syndical au Crédit agricole, s'inquiète «des conséquences que cela va avoir sur le travail de terrain des militants, qui sont à mille lieues de cela». Ces mêmes militants qui «ne comptent pas leur temps et leurs efforts au quotidien» et risquent d'être «salis par les dérives de quelques-uns». Libération 17 octobre 2018

[Une bonne nouvelle de Syrie.](#)

- Les frontières de la Syrie rouvertes avec le Liban, Israël et la Jordanie, bientôt avec l'Iraq. - Réseau Voltaire 16 octobre 2018

Les postes-frontières entre la République arabe syrienne et le Liban ont déjà tous été rouverts.

Le 15 octobre, les postes-frontières de Quneitra avec le Golan occupé par Israël et de Nassib/Jaber avec la Jordanie ont été rouverts.

Le ministre iraquien des Affaires étrangères, Ibrahim Jaafari, est venu préparer le 15 octobre à Damas la réouverture du poste-frontière de Boukamal avec son pays.

La réouverture des postes-frontières avec ses voisins (sauf la Turquie) marque la fin des hostilités internationales contre la Syrie. Elle devrait notamment permettre de contourner les « sanctions » —c'est-à-dire de mettre fin à la guerre économique— et de rétablir le commerce dans la région. Réseau Voltaire 16 octobre 2018

[Deuxième partie.](#)

[Nouvelles du bled où je vis. Fanatisme, entre féodalisme et communautarisme, chez nous aussi ils sévissent.](#)

- Prayagraj - Liberation.fr 18 octobre 2018

C'est le nouveau nom de la ville qui s'appelait Allahabad depuis cinq cents ans. Le changement a été annoncé mardi par le ministre

en chef de l'Uttar Pradesh, le plus grand Etat indien, où se trouve l'immense cité. Il intervient avant l'important pèlerinage hindou de la «jarre sacrée» qui s'y tiendra en janvier. Et marque un pas de plus dans la stratégie d'effacement de l'histoire musulmane de l'Inde.

Le gouvernement de cet Etat de 200 millions d'habitants, dont près de 20 % de musulmans, explique qu'il s'agit de la «correction d'une erreur faite par Akbar», l'empereur moghol qui aurait rebaptisé l'ancienne Prayag à la fin du XVIe siècle. Liberation.fr 18 octobre 2018

Bombay est devenu Mumbai, Calcutta, Kolkatta, Madras, Chennai, etc. Qu'ils effacent les traces laissées par l'empire britannique, on est d'accord, mais là il s'agit d'autre chose. Pour autant que je me souviens, Akbar fut ce qu'on pourrait appeler un empereur éclairé, or, hormis la période qui précéda l'indépendance de l'Inde en 1947, la lumière s'est éteinte sur cet immense pays, et encore, puisque les leaders bourgeois du parti du Congrès étaient uniquement animés d'intentions bassement mercantiles...

- Inde: deuxième jour de confrontation autour du temple de Sabarimala AFP 18 octobre 2018

Des traditionalistes hindous bloquaient jeudi l'accès des femmes à un grand temple hindou du Kerala, dans le sud de l'Inde, au deuxième jour d'une confrontation tendue autour de l'application d'une décision de justice.

La Cour suprême indienne a révoqué le mois dernier la vieille interdiction faite aux femmes en âge d'avoir leurs règles, soit entre 10 et 50 ans, de pénétrer dans le temple hindou d'Ayyappa à Sabarimala.

Mais malgré la réouverture des portes mercredi du sanctuaire, pour la première fois depuis le jugement, des centaines de manifestants empêchent toute femme de cette catégorie d'âge d'y accéder. Des échauffourées ont opposé protestataires et forces de l'ordre.

En dépit de la protection policière autour d'elles, des femmes tentant de monter au temple ont dû rebrousser chemin. Le sanctuaire se trouve au sommet d'une colline dans la nature, à plusieurs heures de marche.

Des femmes journalistes couvrant l'événement ont aussi été prises à partie.

Jeudi, l'ambiance au temple lui-même était calme et festive. Aucune femme entre 10 et 50 ans ne figurait parmi les milliers de pèlerins faisant la queue pour y entrer sur fond de musique, a constaté l'AFP.

"Nous venons ici depuis notre enfance et nous comprenons la riche tradition derrière. Les femmes sont autorisées partout, dans tous les autres temples. Cela ne se fait pas ici pour une bonne raison", a lancé le croyant Sundaravadana, torse nu et tenant une pancarte "Sauvez Sabarimala".

La situation restait en revanche tendue dans la reste de la zone. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des organisations hindoues locales ont appelé à une grève générale de douze heures et menacé quiconque ne la respecterait pas. (Au passage, il en est ainsi de la plupart des grèves générales en Inde ou limitées à certains Etats. - LVOG)

"Quelques hommes sont venus jeudi matin au parking et ont mis en garde les conducteurs de taxis de ne pas défier l'appel à la grève", a déclaré à l'AFP le chauffeur de taxi Praveen dans la ville de Pathanamthitta.

Écoles et commerces étaient fermés dans les alentours de ce sanctuaire visité chaque année par des millions de pèlerins.

Les autorités du Kerala assurent qu'elles sont en mesure de garantir l'accès au temple et ont imposé des restrictions sur les rassemblements de plus de cinq personnes, entrées en oeuvre à minuit jeudi.

Malgré cela, des groupes de 50 à 100 jeunes hommes s'assemblaient aux intersections et inspectaient les véhicules. À certains endroits, des manifestants ont jeté des pierres contre des bus.

"Les traditions existent depuis bien avant que les tribunaux ne puissent les toucher", a déclaré à l'AFP Krishna Kumar, un grand jeune homme musclé montant la garde à un carrefour dans la ville de Kozhencherry.

Les femmes indiennes peuvent accéder à la plupart des temples hindous mais certains leur sont encore fermés, malgré une intensification des campagnes pour obtenir la levée de telles restrictions ces dernières années.

L'interdiction des femmes de Sabarimala était un tabou de longue date et avait été approuvée par un tribunal du Kerala en 1991. Les femmes réglées sont souvent considérées comme impures dans cette société conservatrice et patriarcale.

La révocation de cette mesure par la Cour suprême a enragé les conservateurs, notamment dans les rangs du Bharatiya Janata Party (BJP) du Premier ministre Narendra Modi, au pouvoir à New Delhi.

Le chef marxiste du gouvernement local du Kerala a vu dans l'agitation la main du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Corps des volontaires nationaux), puissante organisation de masse matrice du nationalisme hindou et dont est issu Narendra Modi. (Pour ne pas dire une milice d'extrême droite. - LVOG)

"Ces agresseurs sont motivés par des idéologies féodales et de castes (...) Tous les croyants doivent condamner cette attaque contre Sabarimala", a tweeté Pinarayi Vijayan.

En raison de la fébrilité de la situation, Trupti Desai, une militante du droit des femmes, a reporté sa visite annoncée au temple.

"Si je vais là-bas, il y aura davantage de violence. Le gouvernement a eu assez de temps pour préparer le terrain à l'application du jugement de la Cour mais ils ont échoué à protéger les femmes croyantes", a-t-elle dit à l'AFP par téléphone. AFP 18 octobre 2018

Effectivement. Les faits confirment qu'on est bien en présence d'un régime semi-féodal en Inde...

Dans l'actualité du jour.

Si les médias corrompus le disent...

- Mélenchon : Jupiter, c'est lui ! - LePoint.fr 19.10

Na ou crise d'infantilisme au Point !

- Ces 5 gestes disent qui est vraiment Mélenchon - Le HuffPost 19.10

Qui dit cela, Le HuffPost, le Washington Post...

L'AFP exulte !

- Brésil: Les militaires proches d'un retour au pouvoir, par les urnes - AFP 19.10

... et désespère...

- Après six mois de crise au Nicaragua, Ortega reste accroché au pouvoir - AFP 19.10

En famille. Qui vient d'appeler à voter Macron ou LREM, devinez ?

Qui a dit à propos des retraités : Cette catégorie représente "33% de l'électorat et pas loin de 45% des gens qui votent", avant d'ajouter: "Il faut s'occuper de nous car nous sommes un enjeu important, sur le plan économique certes mais aussi sur le plan politique".

Réponse : Daniel Fargeas, de l'association Loisirs solidarités retraités, affiliée à l'UCR-CGT. (Source : huffingtonpost.fr 18.10)

Mais au fait, si les retraités représentent "45% des gens qui votent", il faut en déduire que ce sont eux qui ont contribué largement à porter Macron au pouvoir.

La vieillesse est un naufrage dit-on, ce qu'on peut effectivement observer autour de nous quand on devient vieux. Qu'il nous soit permis de formuler le vœux d'être épargné par cette triste fin ! Vous aurez remarqué qu'on s'y emploie quotidiennement dans ce portail, on ne passe absolument rien à la réaction et à ses complices. Vous en connaissez beaucoup qui ont cette rigueur sur les principes ? Ne me répondez pas, je connais la réponse. Je dis cela en toute simplicité, un constat, quoi.

On devrait consacrer un article aux vieux, ce ne serait pas vraiment à leur avantage, pour démonter ou briser leurs arguments qui relèvent de la démagogie, genre : moi j'ai vécu de nombreuses expériences, on ne me la fait pas ; j'en ai vu du pays, je sais de quoi je parle à mon âge, etc. tu parles, en règle générale ils n'ont jamais évolué depuis leur scolarité où ils avaient été formatés pour devenir de bons petits soldats de l'impérialisme français.

La logique la plus élémentaire permet de comprendre tout de suite à qui on a affaire : à vous entendre, nous n'en serions pas là

si vous aviez su autant de choses que vous le prétendez... et je me retiens de dire tout ce que je pense, c'est du vitriole, ils sont tellement pitoyables qu'ils n'inspirent que du dégoût et de la pitié quand ils s'acharnent à vouloir nous convaincre qu'on devrait les écouter, cela dit c'est très instructif sans vouloir les juger, ils se sont déjà condamnés eux-mêmes et ils ne méritent pas une double peine, nous non plus, d'où notre légitimité à dire ce qu'on en pense, même si cela choque les âmes sensibles qui se sentiraient visées.

Quand même une bonne nouvelle qui nous vient d'Espagne.

- Manuel Valls est le moins apprécié des candidats à la mairie de Barcelone - LeFigaro.fr 18.10

Manuel Valls est le plus mal placé pour remporter la mairie de Barcelone, d'après un sondage publié par un journal espagnol ce jeudi. Il est pourtant connu par une large majorité des personnes interrogées. LeFigaro.fr 18.10

[Pénétrer dans la matrice de la macronie. Psychopathie et mégalomanie aggravée.](#)

- Quelle trace un président peut-il laisser dans l'Histoire ? par Jacques Attali - L'Express 17.10

Selon le banquier membre du PS, idéologue néolibéral et ultra sioniste, Jacques Attali, un des parrains de Macron, "*il existe, pour un dirigeant politique, cinq façons de laisser une trace*", on en retiendra trois qui valent leur pesant d'or dur ou liquide, Attali n'est pas regardant.

La guerre menace, vous devez vous y préparer et soutenir l'armée.

- "Mener une guerre ou affronter une situation tragique : on ne peut qu'espérer que l'actuel président et ses successeurs n'aient pas à démontrer leur lucidité et leur courage dans ce genre d'épreuve, militaire ou terroriste. Il leur appartient cependant d'y préparer les Français en leur parlant sans cesse des dangers du monde, en même temps que de ses potentialités, et en veillant à renforcer nos armées, en particulier avec les armes de l'avenir, tant négligées.

Adoptez le communautarisme au détriment de nos droits collectifs afin de créer un climat de guerre civile permanent.

- Mener des réformes vraiment profondes de la société française, en disant son ambition. Par exemple, aujourd'hui, en faisant de l'accès à la connaissance, de tous et à tout âge, la priorité absolue de son mandat. Ou en entreprenant un grand balayage de l'ensemble de notre droit, pour en chasser les innombrables traces de machisme qui y restent encore.

Maintenir nous-mêmes en esclavage les Africains en continuant de piller leurs richesses.

- Un grand projet international. A côté du projet européen, si désespérant, et en particulier celui de l'Europe de la sécurité, dont tout président français doit se faire le champion, on devrait aussi voir lancer aujourd'hui un grand projet vers l'Afrique. Comme le président chinois a lancé l'extraordinaire "nouvelle route de la soie", qui structure pour trente ans l'ambition internationale de la Chine, un président français devrait lancer une "nouvelle route de la Méditerranée" qui relierait l'Europe et l'Afrique, dans un projet à trente ans, au bénéfice de tous. On y ferait la carte et la planification de toutes les infrastructures qui permettraient le développement conjoint des deux continents. Sinon, c'est la nouvelle route de la soie qui le fera, et l'Europe, déjà moribonde, sera définitivement sortie de l'Histoire.

Et de conclure.

- Si un pouvoir veut être utile, il doit créer les conditions pour qu'on se souvienne de lui avec gratitude et non pas en le maudissant.

LVOG - Là il a dû avoir une tendre pensée pour sa monstrueuse créature en difficulté, Macron, haï par la majorité des masses !

[Ils vous expliquent comment la fabrication du consentement fonctionne.](#)

- L'irrésistible ascension de l'opinion publique - Slate.fr 18 octobre 2018

Extraits. L'opinion publique est l'un de ces éléments si insérés dans notre environnement qu'ils font partie de notre quotidien. On la retrouve partout, tout le temps et sous différentes formes. Omniprésente, l'opinion publique est parvenue à se rendre indispensable... (Envahissante ! Indispensable pour qui, pour quoi ? Ils vont l'avouer eux-mêmes plus loin. - LVOG)

Vous n'arrivez à choisir pour qui voter à la prochaine élection? Telle personne est pourtant beaucoup mieux placée que l'autre

pour l'emporter. (Voilà, on va vous aider à choisir pour qui voter... pour notre candidat ! - LVOG)

L'opinion publique est mobilisée dans tous les champs de la société: émissions de divertissement, publicité, marketing, discours politiques, ONG, institutions publiques, etc. (Que des représentations idéologique du régime, au mois on sait à qui et à quoi elle doit servir. - LVOG)

L'opinion publique est d'abord une construction médiévale, qui trouve ses origines aux XIIe et XIIIe siècles. Ce que l'on appelait alors la fama communis ou publica apparaît avec le développement de l'Inquisition et acquiert une fonction centrale dans l'exercice de la justice. (L'Inquisition rendant la justice, voilà l'origine des sondages, je vous l'aurai dit que vous ne l'auriez pas cru ! - LVOG)

La fama correspond à une sorte «d'étiquette» qui, si elle est collée à un individu par des personnes à la réputation respectable, va pouvoir entraîner à l'encontre de celui-ci l'ouverture d'une procédure judiciaire et éventuellement la prise de sanctions, telle que la destitution de certaines responsabilités. L'opinion publique, dès ses origines, possède donc une dimension de validation sociale. (Fama ou fatwa qui va détruire injustement la réputation d'une personne, et ils osent affirmer qu'elle aurait une "vocation sociale", on est bien en présence de monstrueux psychopathes ! - LVOG)

Elle va prendre un autre sens sous le régime de la monarchie absolue. Le gouvernement, soucieux de se tenir au courant des mouvements en cours dans la société, va envoyer des agents aux quatre coins de la ville –dans les marchés, les cafés ou les places les plus fréquentées– pour écouter et rapporter les échanges potentiellement hostiles au pouvoir. (Une entreprise policière, quoi ! - LVOG)

L'objectif de cette politique n'est pas tant de réprimer les personnes représentant un danger pour la monarchie, mais plutôt de posséder une information sur «l'état de l'opinion» –bien que le terme soit ici anachronique– afin de pouvoir l'orienter, notamment en disséminant des informations contraires ou en discréditant les éventuels fauteurs et fauteuses de trouble. L'opinion est alors collectée dans un but politique, celui de garder un contrôle sur les populations. Mais ce n'est que bien plus tard que l'on va chercher à la mesurer scientifiquement. (Extraordinaire, ils avouent que le but des sondages est "*de garder un contrôle sur les populations*", ils ont donc un caractère antidémocratique, c'est un euphémisme ! - LVOG)

Méthode initialement américaine, le sondage va très vite s'exporter, et notamment en France par l'intermédiaire de Jean Stoetzel. Au milieu des années 1930, ce jeune docteur en psychologie sociale passe une année en tant que professeur détaché à l'Université Columbia de New York, grâce à une bourse de la Fondation Rockefeller. (Tiens donc, une entreprise financée par Rockefeller ! - LVOG)

Il s'y forme aux méthodes statistiques et fait la rencontre de Georges Gallup, qui l'informe que personne ne réalise de sondage en Europe et l'encourage à le faire. En 1938, à son retour en France, Jean Stoetzel fonde l'Institut français d'opinion publique (Ifop). (Que cette saloperie vienne des Etats-Unis n'étonnera personne. - LVOG)

Dans un premier temps, la presse contribue largement à faire connaître les sondages. Dans les années 1950, des revues comme Réalités, L'Express ou encore France Observateur (ancêtre de l'actuel L'Obs) commande et diffuse de nombreuses études réalisées par l'Ifop.

L'opinion publique parvient au cours du XXe siècle à s'imposer comme incontournable, au fur et à mesure que se développent les outils permettant de la mesurer.

Entre 1945 et 1963, on recensait en moyenne 450 sondages par an dans le monde. En 1983, on pouvait en décompter 500 uniquement en France. Et en 2017, selon un rapport de la Commission nationale des sondages, 560 sondages ont été publiés sur la seule thématique de l'élection présidentielle. (Cela les rend littéralement dingue de penser qu'ils pourraient perdre le contrôle de la population, on comprend pourquoi et justifie mon travail. - LVOG)

Cette inflation du nombre des sondages médiatisés est d'autant plus impressionnante que la majorité des enquêtes d'opinion ne sont jamais publiées. Elles constituent une source d'information que la clientèle des instituts se garde bien de diffuser et utilise pour définir ses stratégies –électorales ou commerciales– et ses investissements. (Bref, pour comploter ! - LVOG)

L'industrialisation croissante de la fabrication des sondages est rendue possible par l'évolution des modes d'administration des questionnaires.

L'ensemble de ces évolutions nous offre la possibilité d'une connaissance plus fine des représentations individuelles et collectives, des valeurs et des préférences qui traversent la société. (Un complément aux fichiers des renseignements généraux, merci on avait compris ! - LVOG) Slate.fr 18 octobre 2018

[Dans la même rubrique.](#)

C'est bien une affaire de l'oligarchie, ils le confirment eux-mêmes.

- Réchauffement climatique : Bill Gates et Bruxelles s'unissent - LePoint.fr 19.10

Ou quand la véritable nature de l'UE s'expose au grand jour...

Si vous détestez le travail forcé et l'esclavage : Fuyez la France !

- "Des gens qui fuient la torture, le viol, le travail forcé, l'esclavage..." : le témoignage de Tanguy Louppe, sauveteur sur "L'Aquarius"
- Franceinfo 19.10

Ne venez pas ici en Inde, vous serez logés à la même enseigne, alors jetez-vous à la mer, c'est ce que suggère ce décérébré !

Frères et soeurs d'infortune, n'écoutez pas ces nantis, ces abrutis, cultivez la solidarité entre vous pour survivre dans votre pays et mener votre lutte de classe contre vos propres exploiters et oppresseurs, y compris les impérialistes qui veulent maintenir votre pays dans un état de sous-développement, expropriez-les, puis jetez-les dehors !

Allez, ils en rajoutent une couche toute fraîche dans la rubrique En Marche vers le totalitarisme.

- Vie privée. Le Conseil d'Etat valide le mégafichier controversé - Liberation.fr 19.10

Le Conseil d'Etat a rejeté jeudi les requêtes dirigées contre le décret instaurant le mégafichier qui regroupe les données personnelles de tous les Français... Liberation.fr 19.10

Et pour qu'on ne se trompe pas sur la nature de Macron et son gouvernement, ils s'attaquent aux plus faibles.

- Le Sénat rejette une proposition de loi visant à mieux indemniser les allocataires de l'Allocation adultes handicapés - Publicsenat.fr 19.10

- Le retour d'une demi-part supplémentaire pour les veuves « n'est pas soutenable », estime Le Maire - Publicsenat.fr 19.10

Ah ben c'est que l'existence du capitalisme « n'est pas soutenable », abolissons-le !

[Le peuple exploité résiste.](#)

- Les femmes de chambres du Park Hyatt ne lâchent rien - Liberation.fr 19 octobre 2018

- Retraités : «Macron nous considère comme des "nantis"» - Liberation.fr 19 octobre 2018

Dénonçant la baisse de leur pouvoir d'achat, ils ont manifesté, ce jeudi, à l'appel notamment de la CGT et de FO. Leurs craintes sont partagées par les actifs, selon une enquête de la CFDT. Liberation.fr 19 octobre 2018

- A l'aciérie Ascoval près de Valenciennes : «Si on ferme, c'est un scandale d'Etat» - liberation.fr 18 octobre 2018

[Flagrant délit. Libération ou la vraie fausse nouvelle.](#)

LVOG - Ce matin Yahoo news proposait deux articles, où Libération s'employait à expliquer que Macron et la ministre des Transports n'avaient pas du tout l'intention d'imposer des péages urbains, non, ils l'ont suggéré tellement fort qu'ils ont été jusqu'à suggérer aux maires des grandes villes un "tarif des péages"... à 50 centimes d'euro près !

Mieux encore dans le déni, Libération s'est employé maladroitement à vouloir faire croire que la possibilité de recourir à cette nouvelle taxe daterait de l'époque de Sarkozy, ce qui est exact, à ceci près qu'elle avait été enterrée depuis et que c'est bien Macron qui la réactive en recourant à un "avant-projet de loi d'orientation des mobilités (LOM)" (Publicsenat.fr). Lisez attentivement, c'est très tordu, mais instructif.

Les faussaires de Libération en sont arrivés là pour ménager Macron.

- Péages urbains : la fausse annonce - Liberation.fr 19 octobre 2018

L'instauration de péages aux portes des agglomérations a été présentée dans les médias comme une nouveauté de la future loi sur les mobilités. La ministre des Transports, Elisabeth Borne (photo), a rappelé que cette taxe était possible depuis les lois Grenelle de 2010, que le nouveau cadre légal «va préciser les conditions dans lesquelles les péages urbains pourront s'appliquer» et que ce sont les collectivités qui décideront, pas l'Etat. Liberation.fr 19 octobre 2018

- Péages urbains : c'est pour demain ? - Publicsenat.fr 18 octobre 2018

Alors que vient d'être dévoilé par le média « Contexte » l'avant-projet de loi d'orientation des mobilités (LOM), qui prévoit la possibilité pour certaines agglomérations de se doter d'un péage urbain, la sénatrice LR Fabienne Keller présentait ce jeudi son rapport sur les outils financiers permettant de réguler le trafic automobile.

Le péage urbain - ou « tarif de congestion » selon le texte gouvernemental - n'est en effet pas une mesure des plus populaires. De quoi expliquer la réticence des grandes villes que sont Lyon, Marseille et Paris vis-à-vis de cette disposition de la loi LOM.

L'avant-projet de loi LOM s'en tient pour l'instant à laisser la liberté aux élus locaux d'opter, ou pas, pour le péage urbain, qui se matérialiserait par un système de téléservice, avec une facture envoyée aux automobilistes en fin de mois. « Aujourd'hui, aucune collectivité n'a annoncé son souhait de mettre en place à court terme une tarification de congestion. Mais c'est demain comme aujourd'hui un outil à leur disposition », précise Elisabeth Borne, ministre des Transports.

Un projet qui serait donc tué dans l'œuf? Fabienne Keller ne s'y résout pas et préfère vanter les systèmes étrangers...

L'avant-projet de la loi LOM prévoit d'ailleurs des tarifs réduits, voire gratuits pour certains usagers, notamment pour « ceux dont le domicile ou le lieu de travail est situé dans la zone soumise à tarif de congestion ». Si la collectivité sera chargée de définir les heures d'application du tarif des péages et d'en déterminer le prix, le texte du gouvernement fixe un plafond à 2,50 euros pour les villes de 100 000 à 500 000 habitants, et de 5 euros au-delà. L'Ademe et la direction générale du Trésor, dont les conclusions sont reprises dans le rapport de Fabienne Keller, recommandent toutefois que seules les agglomérations de plus de 300 000 habitants mettent en place un péage urbain. Publicsenat.fr 18 octobre 2018

- Pour ou contre les péages urbains ? - Capital 18.10

Le gouvernement souhaite favoriser l'implantation de péages urbains à l'entrées des grandes villes... Capital 18.10

[Ils osent tout](#)

- Trump estime que Jamal Khashoggi est "certainement" mort - Reuters 19.10

Non, il a seulement été découpé en morceaux...

- L'Equateur expulse l'ambassadrice du Venezuela en représailles à des "insultes" envers son président - Franceinfo 19.10

En régime totalitaire, la moindre critique est dénoncée comme une insulte...

- Pays-Bas, pays libre - L'Express.fr 19.10

Cela existe ?

[Haut de page ↗](#)

Le 21 octobre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Ici, grosse pluie ininterrompue, la mousson quoi ! Mais miracle du développement, je plaisante, on a du courant, pourvu que cela dure !

J'aborde certains sujets par morceaux, sinon je ne pourrais pas consacrer de temps à l'actualité.

Un courriel de menace reçu.

J'ignore d'où il provient il m'a été envoyé en empruntant mon adresse électronique.

jctardieu@outlook.fr

Sam 20/10/2018, 12:05

Hello!

My nickname in darknet is des53.

I hacked this mailbox more than six months ago. Through it I infected your operating system with a virus (trojan) created by me and have been monitoring you for a long time.

Your password for jctardieu@outlook.fr is 247dmf4

Even if you changed the password after that - it does not matter, my virus intercepted all the caching data on your computer and automatically saved access for me.

I have access to all your accounts, social networks, email, browsing history.
Accordingly, I have the data of all your contacts, files from your computer, photos and videos.

I was most struck by the adult sites that you occasionally visit.
You have a very wild imagination, I tell you!

During your pastime and entertainment there, I took screenshot through the camera of your device, synchronizing with what you are watching.
Oh my god! You were so funny and excited!

I think that you do not want all your contacts to get these files, right?
If you are of the same opinion, then I think that \$880 is quite a fair price to destroy the dirt I created.

Send the above amount to my Bitcoin wallet: 3G6jQA6D6haG5oq6KvHG5fAbwrCebVT8dR

As soon as the above amount is received, I guarantee that the data will be deleted, I do not need it.

Otherwise, these files and history of visiting sites will get all your contacts from your device.
Also, I'll send to everyone your contact access to your email and access logs, which I have carefully saved.

Since reading this letter you have 48 hours! (Il me donne 48 heures avant de saccager mon disque dur ! - LVOG)
After your reading this message, I'll receive an automatic notification that you have seen the letter.

I hope I taught you a good lesson.
Visit safe websites only, and don't enter your passwords anywhere!

Good luck!

Ma réponse : Fuck you !

● Causerie au format pdf (22 pages)

Quelques éléments pour alimenter notre réflexion politique... et agir.

Syndicalisme

Un mot d'ordre que nos dirigeants ont abandonné depuis longtemps, non, plus précisément qu'ils n'ont jamais adopté, ce qui n'est pas du tout pareil.

Trotsky - Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats. (L. Trotsky. Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - Août 1940)

Sur le parti.

Si on doit construire un parti qui regroupe les éléments les plus déterminés ou les plus conscients de la classe ouvrière, des classes moyennes et des intellectuels, et non un parti de masse, ce parti doit être résolument tourné vers les masses, vers toutes les couches des masses exploitées, y compris ses couches inférieures ou les plus défavorisées.

Nos dirigeants ne l'ont pas compris, et ils se sont lancés dans la construction d'un parti composé d'une élite destinée aux élites que les masses devraient suivre, et évidemment cela n'a jamais pris.

Ce n'était pas parce que le parti ne devait pas être un parti de masse qu'il ne devait pas s'adresser aux masses, or c'est ainsi qu'ils l'ont interprété et le résultat à l'arrivée est nul, c'était inévitable. S'il était inévitable que le parti recrute au sein des couches supérieures de la classe ouvrière et des classes moyennes, parmi les intellectuels dans un premier temps, cela ne signifiait nullement que c'était vers ses couches ou classes que le parti devait se tourner, il y a eu une confusion dramatique sur ce plan-là.

Et qu'on ne vienne pas nous sortir l'histoire du parti bolchevik qui pendant près de 10 ans après la scission avec les mencheviks demeura un courant du parti ouvrier social-démocrate de Russie, qui connut des hauts et des bas de 1903 jusqu'à la Première guerre mondiale, étape qu'il aborda tandis que ses effectifs étaient au plus haut, pour retomber au cours de la guerre et se retrouver ultra minoritaire pour aborder la révolution de février 1917, et ce n'est qu'au cours des 8 mois qui précédèrent la révolution d'octobre qu'il connut un développement fulgurant pour devenir majoritaire au sein des soviets.

On ne peut pas comparer cette époque à la nôtre ou celle des 3 ou 5 décennies précédentes, puisque dans les années 10, il y a donc un siècle, la classe ouvrière et la paysannerie russe était en grande partie illettrée, tandis que le prolétariat français ou des puissances occidentales de la seconde moitié du XXe siècle était instruit ou avait été scolarisé, sans parler des multiples et profondes transformations qu'a connu la société durant cette longue période. Donc se servir de l'histoire du parti bolchevik pour justifier l'état actuel de l'avant-garde du mouvement ouvrier en France ne tient pas la route.

L'autre argument avancé par nos dirigeants consiste à dire qu'en période de reflux du mouvement ouvrier ou de la lutte de classe, il est impossible de construire le parti, sauf que nous ne sommes pas dans cette période, puisque les mouvements sociaux ou les grèves se multiplient dans le pays, en réalité ils n'ont jamais réellement cessé tout au long des décennies antérieures jusqu'en 2018. Donc là encore, cet argument n'est pas sérieux.

Jamais à cours d'arguments pour avoir le dernier mot ou refuser d'admettre leurs erreurs, ils nous sortent encore qu'en période de réaction sur toute la ligne, il est très difficile de recruter de nouveaux militants, ce qui est exact, sauf que lorsque la période de réaction sur toute la ligne dure des décennies, voire plus d'un demi-siècle aux Etats-Unis par exemple, que doit-on en conclure si on les écoute, qu'on n'a plus qu'à prendre notre mal en patience en attendant des jours meilleurs qui ne viendront peut-être jamais partant de là. Donc c'est un argument fallacieux, autant dire que la barbarie a triomphé et qu'on devra s'habituer à faire avec dorénavant, qui peut s'y résoudre, personne, ce qui suffit à montrer à quel point cet argument est déplacé.

Qu'ils aient l'honnêteté d'avouer qu'ils ne savent pas comment s'y prendre pour s'adresser aux masses et construire le parti, et peut-être qu'on arrivera à cerner et résoudre le problème auquel nous sommes confrontés, dans le cas contraire, répétons-le cela reviendrait à dire qu'il n'existe aucune solution, ce qui reviendrait à abandonner cet objectif et du même coup la perspective du socialisme.

On ne doit pas oublier également leur argument fétiche, le stalinisme qui serait un obstacle ou servirait de repoussoir à la construction du parti. Or depuis déjà des décennies le stalinisme n'est plus qu'un cadavre puant ou son influence sur les masses a été réduite à néant ou presque. Donc cet argument qui a pu être d'actualité juste après-guerre, ne l'est plus depuis longtemps.

Quelle influence a de nos jours le stalinisme sur le prolétariat américain, aucune ou presque, en revanche le maccarthysme ou la propagande anticommunisme ont fait bien plus de ravages au sein du mouvement ouvrier, et plus particulièrement chez les

classes moyennes ou les intellectuels, ainsi que leur embourgeoisement. C'est ce qui fera dire à Trotsky à la fin des années 30, que tant que les ouvriers s'intéresseront davantage au dernier modèle de chez Ford plutôt qu'à leur santé ou leur retraite, il serait impossible d'entrevoir une issue politique avant longtemps, je cite en substance, j'ai égaré le texte d'où est issue cette citation. Qu'est-ce que cela signifiait au juste ? Personne n'a cherché à le savoir par la suite. Ceci n'expliquerait-il pas cela ? Trotsky ne renonçait pas à la construction du parti ou au socialisme, bien au contraire, il s'efforça de cerner quels obstacles se dressaient pour y parvenir. Et il expliqua aux militants américains de la IVe Internationale, qu'au-delà de leur engagement dans la lutte de classe au côté du prolétariat, leur tâche consistait à expliquer inlassablement, encore et encore aux ouvriers américains en quoi consistait la situation et le programme de la IVe Internationale, etc. pour les gagner un à un au socialisme, travail ingrat qui exigeait beaucoup de patience sans qu'il soit forcément couronné de succès, mais il n'existait pas d'autre voie pour aller de l'avant...

Quant à la social-démocratie dégénérée, elle a pratiquement cessé de recruter dans la classe ouvrière dans les années 70. Quand j'habitais et je militais à l'OCI à Clichy-sur-Seine à cette époque, un bastion ouvrier, je me souviens que le PS avait perdu sa dernière militante issue de la classe ouvrière, ce qui évidemment n'était pas sans signification politique.

Allez dire cela à des dirigeants bornés ou dogmatiques qui s'imaginent qu'on pourrait parvenir à construire le parti en tenant le même discours à la virgule près pendant 50 ans sans tenir compte des transformations intervenues dans la société ou à l'intérieur des classes, qui s'est soldé par un échec retentissant, c'est avoir du temps à perdre ou de l'énergie à gaspiller.

Ah la bonne conscience face à ses contradictions !

Un internaute - "Sinon, au milieu de l'émission (De Russia Today - LVOG) j'ai eu droit à une "publicité" d'au moins une minute qui consistait en une interview d'Alain Afflelou sur la nécessité d'accueillir les réfugiés. Je suis toujours un peu gêné par la philanthropie des millionnaires, mais j'étais surtout surpris de voir ça au milieu d'un débat qui traitait d'immigration."

LVOG - Pourquoi cela devrait-il vous gêner, au contraire c'est révélateur, mais vous êtes apparemment passé à côté, rassurez-vous, vous êtes loin d'être le seul!

Il n'y a pas que les oligarques philanthropes qui seraient bourrés de qualités et de valeurs, leurs représentants aussi.

- Le macronisme se trouve beaucoup de valeurs - Liberation.fr 21.10

Pure infantilisme de lapereau sans doute.

- Alexandre Benalla sur le selfie à St-Martin: Macron "s'est fait avoir comme un lapin de six semaines" - Le HuffPost 18 octobre 2018

Je crois que depuis le type qui figurait à ses côtés a été arrêté et est en tôle ! Le prochain coup du lapin, ce sera pour Macron, à moins qu'il se fasse la belle comme Benalla, qu'on le foute dehors !

Cela dit certains dans le camp de nos ennemis s'inquiètent sérieusement de la tournure que prend la situation sociale et politique en France.

- Laurent Wauquiez : «Les gens sont en colère, ça va finir par exploser» - LeParisien.fr 21.10

Ils en viennent même à douter pour un oui ou pour un non, ils sont au bord de la crise de nerf !

- Brigitte et Emmanuel Macron : cette photo du couple qui ne rassure pas - Voici.fr 20 octobre 2018

- Mort de Jamal Khashoggi les doutes sur la crédibilité de la version saoudienne - Le Figaro 21.10

[De nombreux intellectuels flirtent avec le socialisme, mais quelque chose d'indéfinissable les retient de franchir le pas. Essayons d'y voir un peu plus clair.](#)

Un commentaire que je vais envoyer au portail Saker Francophone.

En lisant les articles publiés par le Saker Francophone, j'ai du mal à comprendre où tous ces intellectuels veulent en venir ou plutôt, j'ai l'impression qu'ils ne le savent pas eux-mêmes, ou pour être plus précis encore, s'ils le savent, en revanche les moyens d'y parvenir semblent leur échapper totalement.

C'est un peu comme s'ils étaient attirés par le socialisme, parce que quelque part ils savent ou pressentent que c'est la seule alternative possible au capitalisme, mais au moment de franchir l'ultime étape pour l'adopter, ils s'arrêtent nets et n'iront pas plus loin. Ils sont soudains comme traumatisés inconsciemment par quelque chose qui les empêcheraient de concrétiser leurs idées ou leurs convictions sans pouvoir le nommer. Toute leur construction théorique s'en trouve ébranlée et réduite à l'impuissance puisque ne débouchant sur aucune réalisation pratique, hormis diffuser ou publier leurs réflexions parfois ou même souvent d'une profondeur hors du commun, qui témoignent une compréhension remarquable des principaux facteurs ou acteurs qui influencent l'orientation de la société ou du monde.

En écrivant ces lignes et après avoir lu quelques articles que vous avez publiés - je vais en lire d'autres dans les semaines qui viennent pour m'assurer qu'ils confirment l'impression que m'ont laissé ceux que j'ai déjà lus ou dans le cas contraire l'infirmier ou m'obliger à la modifier, j'ai peut-être une explication à vous proposer. Je crois avoir observé que vous consacrez davantage d'importance aux acteurs institutionnels, mais que vous négligez ceux qui font réellement l'histoire, les masses exploitées et opprimées, les travailleurs, la classe ouvrière ou le prolétariat, qui n'existeraient qu'en période électorale ou épisodiquement quand ils se manifestent au bon souvenir de ceux qui les gouvernent en s'opposant à leur politique, tandis que ce sont eux qui produisent les richesses ou assurent des services à l'ensemble des membres de la société quotidiennement.

Votre attention se porte uniquement sur les partis démocrate et républicain issus de la classe dominante.

Ils sont traités comme une masse négligeable ou ignorée, comme si elle ne pouvait pas prendre son destin en mains, s'organiser pour décider elle-même l'orientation de la société. Peut-être que vous ne vous en rendez pas compte, ce qui serait logique, puisque votre engagement politique ne dépasse pas le stade des idées finalement ou ne se concrétise pas en terme d'organisation au côté des masses dans un ou des partis politiques, ou alors je l'ignore et je voudrais bien savoir lesquels.

J'avoue ne pas connaître tous les partis politiques qui existent dans tous les pays, aussi ce serait intéressant que vous éclairiez ma lanterne sur ce point, ou que je sache ce que vous pensez des partis qui sont les plus proches de votre sensibilité et pourquoi vous ne souhaitez pas les rejoindre ou participer à leur combat politique. Ne voyez pas dans ma démarche une curiosité malsaine, je suis moi-même inorganisé et j'ai déjà expliqué pourquoi dans mon portail à de multiples reprises, si cela vous intéressait de le savoir, je prendrais le temps de vous en fournir les raisons, c'est assez long à expliquer.

Lu dans *Les forces et les faiblesses des gauchistes par rapport aux conservateurs* par Brandon Smith - Saker Francophone 8 août 2018

- "*Ce n'est un secret pour personne que je considère la position conservatrice comme étant de loin supérieure à celle de la gauche*", bref, apparemment vous êtes de droite ou un conservateur (De gauche peut-être !), vous devez donc l'assumer jusqu'au bout, ce qui est manifestement loin d'être le cas.

Car dans cet article, quand vous parlez de la gauche et des conservateurs ou de la droite, vous faites preuve de démagogie en évitant soigneusement de rappeler qu'ils correspondent à l'existence de classes distinctes aux intérêts opposés et inconciliables, bref, au lieu de tenir compte du développement des forces productives et de la lutte des classes qui en sont à l'origine, à vous écouter elles seraient le "prolongement naturel de processus humains" sur lesquels évidemment nous n'aurions aucune emprise puisqu'il s'agirait d'un processus "naturel" qui se diluerait ou se déclinerait à l'infini dans des "processus humains", dont on ignorerait fatalement les lois qui y président, de telle sorte qu'il serait impossible de concevoir une théorie pour transformer consciemment la société.

On comprend à partir de là votre obsession à imputer à la gauche, j'entends la véritable gauche, celle qui combat pour un changement de régime par une révolution prolétarienne ou l'abolition du capitalisme, un égalitarisme autoritaire qu'elle voudrait imposer à toute la société, un principe ou un objectif qui lui est étranger depuis au moins la critique du programme de Gotha de Marx en 1875, où il expliqua que pour être le plus juste possible ou pour satisfaire les besoins ou aspirations de chaque travailleur qui somme toute étaient différents d'un travailleur à l'autre, je cite, "le droit devrait être non pas égal, mais inégal", après avoir rappeler que "les rapports juridiques naissent des rapports économiques" et non l'inverse, et que par conséquent aucun "partage équitable" des richesses ne pourrait dans l'avenir satisfaire les besoins ou aspirations de l'ensemble des masses exploités sans abolir le mode de production capitaliste.

Au passage, c'est l'unique critère qui permet de distinguer la gauche de la droite, combattre pour un changement de régime ou s'accommoder du régime en place en voulant le réformer, mission impossible évidemment.

Quand on s'en écarte ou qu'on le nie, on en arrive à la confusion qui conduit à imputer à la gauche ce qui lui est totalement étranger. Que cet égalitarisme hystérique appartienne à certains gauchistes, je vous l'accorde volontiers, mais ne confondez pas ou ne faites pas un amalgame entre la gauche et les gauchistes, ou encore la fausse gauche, la gauche institutionnelle, la gauche issue de la social-démocratie ou du stalinisme.

Maintenant on peut comprendre cette confusion du fait qu'il existe désormais un mélange des genres ou une collusion entre la gauche institutionnelle et la gauche qui se veut radicale, mais qui issue de la gauche parlementaire ou dite traditionnelle en a

conservé l'idéologie qu'elle partage finalement avec la droite, ainsi que l'extrême gauche décomposée issue du trotskysme ou du maoïsme qui oscille entre le gauchisme ou l'opportunisme pour avoir été influencée par la social-démocratie dégénérée ou par le stalinisme, aucun de ces courants politiques n'étant demeurée fidèle au marxisme ou au socialisme qu'ils ont renié ou défiguré au point de devenir méconnaissable ou servir de repoussoir aux travailleurs et aux jeunes qui ont pu à un moment donné être attirés par le socialisme ou qui ont cherché s'il existait une issue ou un moyen pour en finir avec le capitalisme.

En résumé, vous incarnez les classes moyennes, qui à défaut de s'allier à la classe ouvrière tentent de survivre en se tournant vers les éléments soi-disant progressiste ou démocratique de la classe des capitalistes qu'incarnent ceux qui prétendent de manière frauduleuse représenter la gauche.

- "*La meilleure partie de la nouvelle génération des intellectuels américains ne peut avancer sur la large route historique qu'à la condition d'une complète rupture avec les oracles de la « démocratie » demi-vérité.*" (Léon Trotsky. Coyoacan, 19 mars 1938)

Numéro d'illusionnisme. Quand ils ne cautionnent pas l'UE, c'est au tour de l'ONU, les Palestiniens apprécieront !

- Impunité « made in Europe » : pourquoi l'UE s'oppose à un traité sur la responsabilité des multinationales - multinationales.org 15.10

"Pourquoi l'Europe fait-elle obstruction, au sein de l'ONU, à l'adoption d'un traité international ambitieux sur les multinationales et leur responsabilité en matière de droits humains et d'environnement ? Un nouveau rapport publié dans le cadre du réseau européen d'investigation ENCO, dont l'Observatoire des multinationales est l'un des fondateurs, se penche sur la troublante proximité entre l'Union européenne et les lobbies des multinationales, et sur ce qu'elle révèle : une conception du monde où le secteur privé est associé à toutes les décisions, et où lui imposer des règles contraignantes devient quasi inimaginable."

Ce rapport comprend un ensemble d'études de cas (dont la version intégrale est disponible en ligne) rédigées par des experts et des organisations de la société civile d'Europe (dans le cadre du réseau ENCO) et par des organisations du sud directement impliqués aux côtés des communautés affectées. Ces cas démontrent que quoiqu'en disent les politiques et les cadres dirigeants du vieux continent sur leur « exemplarité », les multinationales européennes restent impliquées dans des violations des droits humains et de l'environnement tout autour de la planète, sans être mises face à leurs responsabilités. Le souci de « respectabilité » du vieux continent se traduit trop souvent par une délocalisation des pires impacts sociaux et environnementaux des multinationales et des consommateurs européens vers les pays du sud. Une tendance facilitée, si ce n'est encouragée, par certaines politiques de l'UE comme la poursuite effrénée d'accords de libre échange ou la promotion des marchés carbone. multinationales.org 15.10

L'Observatoire des multinationales est animés par des gens de gauche, cela vous surprend ? Moi, non. Sauf que moi je n'attends rien des institutions internationales financières ou politiques du capital et pourtant je suis de gauche.

Alors qu'est-ce que la gauche, qui est et qui n'est pas de gauche ? Vous avez deviné, bravo !

Lu dans un article rédigé par une activiste canadienne de gauche.

- "Jair Bolsonaro est devenu populaire malgré son discours raciste, misogyne, anti LGBT, anti-pauvres ... et certainement anti-socialiste, anti PT (Parti des travailleurs) et anti luliste."

Alors que Bolsonaro est un militaire à la retraite d'extrême droite, est-il "certainement" ou sûrement "anti-socialiste", un doute subsisterait-il, que signifie cette hésitation ? Elle est révélatrice. Avant d'y venir on doit se demander ce qui se passe dans la tête de ce genre de militante. Si maintenant on évacue des intentions de cette militante la perspective du socialisme, son discours s'éclaire ou se tient, devient logique.

Car en effet, plus loin elle va consacrer une grande partie de son article à nous expliquer que "les Brésiliens se sont sentis trahis par le PT" sans pour autant proposer une autre politique, puisqu'il n'existe pas d'autre alternative que le socialisme, ainsi la boucle de l'opportunisme qui conduit à la dictature est bouclée, en dehors du PT et de l'armée, point de salut ! C'est imparable.

En complément Le candidat-militaire brésilien d'extrême droite Bolsonaro a été fabriqué par les parrains du gang mafieux des oligarques anglo-saxons qui ont hissé Macron au pouvoir.

Au passage, pour la énième fois on peut observer que la "gauche" a préparé le terrain au retour de la réaction au pouvoir. On pourrait nous rétorquer qu'il aurait pu en être de même en URSS si Lénine n'était pas décédé en 1924... C'est un argument légitime que nous devons traiter sérieusement au lieu de le mépriser comme le font les gauchistes.

Certes, à ceci près qui change tout radicalement, que personne n'aurait pu imputer à Lénine et au parti bolchevik, à l'Internationale communiste les faiblesses du mouvement ouvrier et le manque de préparation du prolétariat mondial pour pouvoir passer au socialisme, de les avoir trahis, de ne pas avoir oeuvré en permanence à élever leur niveau de conscience

politique en ayant continué de combattre inlassablement sur tous les fronts l'impérialisme mondial, ce qui n'a jamais été le cas de la gauche opportuniste qui a trahi, capitulé en rase campagne.

D'autre part, en URSS, avec Lénine et le parti bolchevik la voix du combat pour le socialisme ainsi que les enseignements de la révolution russe de 1917 ne se seraient jamais éteints et auraient continué de porter de génération en génération, et avec l'Internationale communiste le prolétariat mondial et le mouvement ouvrier international auraient disposé d'un formidable instrument pour s'organiser sur les bases du socialisme et affronter le capitalisme et ses institutions internationales. A chaque instant partout dans le monde, les travailleurs les plus déterminés ou les plus conscients auraient pu adopter les tâches et les objectifs de la révolution socialiste mondiale, ce qui aurait facilité la construction de véritables partis communistes dans chaque pays et aurait contribué à renforcer l'Internationale communiste, en fait, c'est l'ensemble de la lutte de classe du prolétariat mondial, les rapports entre les classes à l'échelle mondiale qui auraient été modifiés au profit des exploités et des opprimés, perspective.

On comprend dès lors pourquoi notre comparaison ne pouvait pas aller plus loin, puisqu'aussi bien la social-démocratie que le stalinisme ne serviront pas la cause du socialisme, bien au contraire, ils ne cesseront de le combattre au côté de la réaction internationale. Au passage, on peut mesurer la portée historique et criminelle du stalinisme et la raison pour laquelle les militants restés fidèles au socialisme lui vouent une haine aussi intense que les souffrances qu'endurent injustement tous les peuples de nos jours.

A bas la "**civilisation industrielle**", vive la civilisation de l'Age de la pierre ! La nostalgie n'est pas humaniste, mais cruelle.

- Non, l'humanité n'a pas toujours détruit l'environnement - Reporterre 3 octobre 2018

Extraits.

- L'homme serait-il un destructeur invétéré, ne laissant à la Terre qu'une perspective d'anéantissement ? Les auteurs de cette tribune contestent cette vision fataliste et réductrice, qui ignore la diversité des sociétés humaines et qui légitime « l'idéologie capitaliste dominante ».

LVOG - A première vue, on pourrait penser qu'on serait en présence d'anticapitalistes, à ceci près qu'au lieu de vouloir faire tourner la roue de l'histoire dans le sens du développement de la civilisation humaine ou des forces productives, ils préfèrent la faire tourner en sens inverse et nous ramener à l'Age de la pierre !

- Les cultures autres que la civilisation industrielle sont ou étaient autant d'exemples de natures humaines foncièrement différentes. (Eh ô combien contraignante pour ceux qui travaillaient la terre autrefois, sans tracteur, sans cheval ni boeuf, attention les vegans veillent ! L'apologie - LVOG)

- Les seuls exemples de sociétés humaines véritablement soutenables que nous connaissons appartiennent à cette catégorie des sociétés non industrialisées, non civilisées. L'occulter nous condamne à ignorer la seule manière pour l'être humain de vivre sur la planète Terre sans la détruire. (Vive l'époque où l'espèce humaine en était encore au stade de la sauvagerie élevée au rang d'idéal ! - LVOG)

- Voilà une manière confortable d'occulter les différences fondamentales entre les organisations sociales des peuples du passé, des peuples actuels non industrialisés, et le fonctionnement de l'organisation sociale technocapitaliste de notre civilisation. Il est facile de définir une seule nature humaine, qui serait destructrice, lorsqu'on ignore la pluralité des cultures et sociétés. (A bas le progrès social qui est le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes ! - LVOG)

- Le capitalisme n'a rien de naturel. (Cela ne vous fait-il pas penser à ce que nous avons lu dans un autre article à propos d'un "prolongement naturel de processus humains" ? Le progrès social non plus n'a rien de "naturel", et il a dû en passer par bien des destructions et autres vicissitudes, devrait-on le bannir également ? - LVOG)

- Le mouvement écologiste ne doit pas se laisser envahir par cette idéologie fataliste et excessivement réductrice de notre passé commun. Homo sapiens ne détruit pas la planète depuis des centaines de milliers d'années, il n'est pas non plus intrinsèquement destructeur. 50.000 ans après le premier peuplement humain de Bornéo, l'île était encore recouverte d'une forêt luxuriante. La destruction de la forêt de Bornéo a véritablement commencé au XXe siècle, avec l'exploitation induite par la civilisation industrielle. Ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui encore 80 % des zones les plus riches en biodiversité sont des territoires où vivent des peuples autochtones. En matière de relations avec le milieu naturel, nous avons énormément à apprendre de notre passé et des cultures non industrialisées et non civilisées qui subsistent encore aujourd'hui, malgré l'incessante expansion de la civilisation industrielle, cette monoculture mortifère. Nous ne devons pas les laisser disparaître. Par éthique et solidarité avant tout, bien sûr, mais aussi pour notre propre futur. Elles emporteraient avec elles une grande partie de ce qu'il nous faut réapprendre. Reporterre 3 octobre 2018

L'auteur de cet article, Ana Minski est artiste ; Nicolas Casaux est traducteur aux éditions Libre et membre de l'organisation écologiste Deep Green Resistance.

Deep Green Resistance, Qu'est-ce que c'est ?

Les deux principaux objectifs affichés du mouvement sont la restauration des écosystèmes et le démantèlement de la civilisation industrielle.

La théorie Deep Green s'appuie sur des éléments d'anthropologie, de phénoménologie, d'écologie profonde et d'écoféminisme.

"L'organisation indique sur son site internet que "Deep Green Resistance est une organisation radicalement féministe. Les hommes forment une classe qui mène une guerre contre les femmes. (...) En tant que radicaux, nous avons l'intention de démanteler le genre et tout le système patriarcal qu'il incarne. La liberté des femmes - en tant que classe - ne peut être dissociée de la résistance à l'ensemble de la culture dominante.". (Wikipédia.org)

Dans leur blog ils proclament : "La civilisation n'est pas et ne sera jamais soutenable." ou encore : "Deep Green Resistance remet en cause la nécessité même de l'existence de la civilisation. DGR demande « Et si on faisait sans la civilisation, tous ensemble? »

- Le réchauffement climatique a lieu en ce moment même, à une vitesse vertigineuse. La seule solution honnête est de stopper la civilisation industrielle dans ses extractions d'énergies fossiles. (deepgreenresistance.fr)

Tiens, c'est marrant ils ont les mêmes préoccupations ou ils sont arrivés aux mêmes conclusions que les oligarques, le GIEC, l'ONU...

Totalitarisme. Bienvenue chez les esclavagistes et les inquisiteurs des temps modernes.

- A Deliveroo, «c'est de l'esclavagisme» - Libération.fr 19.10

A 14 heures vendredi, une nuée d'hommes vêtus de bleu convergent vers le centre de la place de la République, à Paris. C'est là que les livreurs Deliveroo se sont donné rendez-vous à l'initiative du Collectif des livreurs autonomes parisiens (Clap).

Certains terminent tout juste une commande, d'autres se sont déplacés pour l'occasion, mais tous partagent une revendication : que les tarifs appliqués par l'entreprise de livraison de repas soient augmentés.

Alexandre et Pierre (leurs prénoms ont été modifiés) sont parmi les premiers arrivés sur la place. Ils sont livreurs depuis plus d'un an et leur rémunération constitue un apport complémentaire. «C'est un travail que je fais en plus de donner des cours», explique le premier. Sur son portable il déroule le montant des transactions : 5,13 euros, 4,98 euros, 5,23 euros, 4,87 euros... «En août, Deliveroo a changé son système de tarification. Maintenant, pour une même course, l'algorithme peut nous payer 10 centimes de moins ou de plus», explique-t-il.

Surtout, selon lui, le tarif minimum a été abaissé à 4,80 euros. «Ça fait plusieurs fois qu'ils changent la tarification. Et à chaque fois, c'est nous qui sommes perdants», dit-il. A côté de lui, Adil clame que c'est «son dernier week-end». «Ça fait deux mois que j'ai commencé. On m'a dit que ça payait bien. Le mois dernier j'ai fait 2 400 euros net pour cinq heures par jour pendant sept jours. Mais maintenant on est payés au lance-pierres. La réalité, c'est qu'il y a trop de travail, c'est de l'esclavagisme moderne», regrette-t-il. Sans compter l'absence de congés payés, de congé maladie et de chômage qu'impose leur statut d'auto-entrepreneur.

«A Paris, il y a des accidents tous les jours», ajoute Adil. Avec le temps aussi, ils seraient de plus en plus livrés à eux-mêmes face à l'algorithme de l'application. «Avant, on avait des distances assez courtes et on travaillait dans des zones bien définies. Aujourd'hui, on te propose des distances beaucoup plus longues pour pas grand-chose», avance Pierre.

Leur mobilisation en est à ses débuts. «80 % des livreurs sont satisfaits de leur collaboration. Les revendications ne sont pas représentatives», argue de son côté la direction. Qui assure que l'évolution de la tarification a été faite à la demande des livreurs qui souhaitent réaliser des courses plus longues. «En France, on travaille constamment avec des nouveaux livreurs, la semaine dernière, on a eu 4 000 demandes d'inscription.» En clair : ceux qui ne sont pas contents peuvent vite être remplacés.
- Libération.fr 19.10

Totalitarisme. Leurs intentions inavouables dévoilées (pour les naïfs), mais révélateurs.

- Mémo interne de Google : les firmes technologiques se « détournent de la liberté d'expression pour se tourner vers la censure ».

"Mardi, le site internet d'extrême droite Breitbart News a rendu public un mémo interne confidentiel, écrit par des employés du géant de la technologie Google, qui parle ouvertement de censure politique. Le document note que «les firmes technologiques se

sont détournées progressivement de la liberté directe d'expression pour se tourner vers la censure et le contrôle». Ce faisant, Google, Facebook et Twitter ont cherché à mettre l'accent sur la création «d'espaces visant à garantir la sécurité et la courtoisie» et à minimiser le concept de «marchés d'idées sans intermédiaires». Breitbart a déclaré que Google n'avait pas nié la véracité du document, mais il a écrit qu'«une source officielle de Google a déclaré que le document devait être considéré comme un exercice interne de recherche et non comme une position officielle de la compagnie»."

Source : WORLD SOCIALIST WEB SITE

Si ce sont des employés de Google qui l'affirment, ils sont les mieux placés pour en parler ou savoir de quoi ils causent...

Totalitarisme. Extermination (démocratique) de masse de civils innocents made in USA.

Les États-Unis recommencent : des avions ont bombardé la Syrie au phosphore blanc.

"Le 13 octobre, la coalition dirigée par les États-Unis a utilisé des munitions au phosphore blanc au cours de frappes aériennes dans la province syrienne de Deir Ez-Zor, et fait des victimes parmi les civils. Le mois dernier, du phosphore blanc avait également été utilisé par deux F-15 de l'US Air Force (USAF) dans une attaque contre la ville de Hajin, à Deir-ez-Zor. Le gouvernement syrien a condamné à plusieurs reprises la coalition dirigée par les États-Unis, qui affirme que la nécessité de combattre Daech justifie ses actions militaires, tout en niant l'emploi de phosphore blanc. Le phosphore blanc n'entre pas dans la catégorie des armes chimiques interdites par la Convention sur les armes chimiques, mais c'est une arme incendiaire. En tant que telle, il ne peut pas être utilisé contre des non-combattants."

Source : ENTELEKHEIA

[Psychopathe, tyran, totalitarisme, définition et mode d'emploi.](#)

Voici un article ou plutôt une analyse remarquable, il n'y a rien à retrancher ou rien à ajouter ou presque.

Je vous invite vivement à le télécharger et à le diffuser à toutes les personnes que vous croiserez sans exception. Quel parti ouvrier va le reproduire, en faire un outil pédagogique pour former ses militants ? Il mériterait de faire l'objet d'une conférence publique.

- Comment les gens sont facilement contrôlés par les tyrans par Brandon Smith (alt-market.com 5 septembre 2018) - Mondialisation.ca (Ou Saker Francophone) 18 octobre 2018

La question se pose souvent dans les cercles du mouvement de la liberté de savoir comment nous en arrivons au point d'une tyrannie totale au sein d'une société. De nombreux facteurs déterminent ce résultat, mais à travers tous les différents systèmes totalitaires de l'histoire, il existe des dénominateurs communs – des éléments qui doivent être présents pour que les tyrans l'emportent. Lorsque nous pouvons identifier ces éléments communs de manière objective, nous rendons beaucoup plus difficile l'enracinement de ces structures despotiques.

C'est une question très complexe, mais je vais la décomposer du mieux possible...

La psychologie du tyran

Pour comprendre comment les tyrans contrôlent la société, nous devons d'abord examiner comment l'esprit d'un tyran fonctionne, car ces personnes ne pensent pas dans la plupart des cas comme pensent les êtres humains moyens. C'est l'un des rares cas où j'encouragerais les gens à « altérer » un autre groupe. Les tyrans sont psychologiquement anormaux à un point tel qu'il est difficile de les classer comme humains.

Je crois que la clé pour comprendre les motivations des tyrans et l'origine de ces gens repose sur notre compréhension de la sociopathie narcissique. J'ai beaucoup écrit à ce sujet dans mon article « Les élites globalistes ne sont pas humaines », donc je vais seulement en faire un résumé ici.

Les traits narcissiques et sociopathiques, comme beaucoup de traits psychologiques, sont innés. Ils sont présents chez environ 5% à 10% des personnes dans toute une société à un moment donné. Dans la grande majorité des cas, ces traits demeurent « latents » et n'affectent pas beaucoup les actions ou les relations d'une personne. Dans une minorité de cas, cependant, le narcissisme et la sociopathie deviennent les facteurs déterminants du psychisme d'une personne. Cela se produit chez moins de 1% de la population.

Pour être clair, tous les narcissiques ne sont pas des sociopathes et tous les sociopathes ne sont pas narcissiques. Il y a des gens qui sont des narcissiques de bas niveau qui excellent dans la société et qui conservent une conscience. Il y a des sociopathes de bas niveau dans la société qui remplissent des fonctions importantes dans des carrières que les personnes empathiques

trouveraient difficiles, comme certains emplois dans l'armée ou dans le domaine médical. Je parle ici de sociopathes narcissiques de HAUT NIVEAU – le genre de personnes qui deviennent des meurtriers, des violeurs, des pédophiles et, oui, des tyrans.

Un narcissique sociopathe n'est motivé que par un désir personnel. Il est incapable d'empathie pour les autres et considère les gens comme une sorte de source de nourriture et de carburant plutôt que comme des compagnons de route dans la vie. Il considère son manque de conscience comme un avantage évolutif ; un outil qui l'aide à survivre et à prospérer en piétinant, volant, manipulant et tuant si nécessaire sans culpabilité ni regret.

On pourrait penser que ces créatures seraient faciles à repérer dans une foule, mais ce n'est pas toujours aussi simple. Elles ont la capacité d'imiter les comportements de ceux qui les entourent afin de paraître plus humaines. Parfois, cela les trahit parce qu'elles ne peuvent s'empêcher de faire le perroquet ou de plagier les comportements et les manières des gens qu'elles rencontrent au point de rendre leur comportement visible. Pour ceux qui n'ont pas d'expérience avec les sociopathes narcissiques, cependant, la tactique fonctionne pendant un certain temps, parce que les gens pensent voir quelqu'un comme eux ; un reflet. Imaginez-le comme un mécanisme de survie, comme un caméléon.

Pour certains tyrans, cette capacité les rend attachants aux yeux du public pendant un certain temps. Ils peuvent être beaucoup de choses pour beaucoup de groupes, et leur capacité à mentir de façon convaincante est exceptionnelle. Ils grimpent rapidement les échelons du succès et construisent des systèmes qui leur permettent de prospérer. Mais ils ont des doutes et des faiblesses.

Dans la plupart des cas, ils sont lâches. Ils préfèrent obtenir ce qu'ils veulent par la subversion et la supercherie, et ils fuient la confrontation directe. Ils préfèrent utiliser d'autres personnes (des idiots utiles) comme armes ou boucliers plutôt que de risquer de se mesurer à leurs adversaires idéologiques. En tant que parasites, ils se concentrent sur les faibles d'esprit ou les personnes fragiles.

Ils veulent désespérément l'admiration des gens qu'ils victimisent. Par conséquent, ils sont constamment forcés de jouer des rôles afin de paraître normaux. Ils n'aiment pas ça. Ils ont l'impression que c'est au-dessous de leur statut que de se laisser aller à la pitié, et ils sont convaincus qu'ils devraient être vénérés pour ce qu'ils sont, et non pour l'image frauduleuse qu'ils ont construite. Ils veulent « sortir du placard », dans un sens, comme un sociopathe narcissique, mais s'ils le font dans un climat social stable, ils seront rejetés ou brûlés sur le bûcher. Ils se regroupent parfois pour se protéger et sont prêts à travailler ensemble tant qu'il y a un avantage mutuel.

Ainsi, ces « gens » cherchent à créer le chaos, puis à réorganiser la société pour agir davantage comme ils agissent, ou penser davantage comme ils pensent. Quand les masses ont été convaincues d'abandonner leur conscience, alors les monstres peuvent sortir à la lumière du jour sans crainte.

Voici comment ils atteignent cet objectif et comment les gens ordinaires les aident à le réaliser...

Fausse hypothèse

Presque toutes les mauvaises situations commencent par de fausses hypothèses fondées sur des préjugés plutôt que sur des faits ou des preuves. L'hypothèse la plus dangereuse quand il s'agit de tyrannie est de dire « nous avons raison, donc nous ne soutenons pas la tyrannie ». La question qu'il faut se poser, cependant, est de savoir si notre cause est vraiment si « juste » en se basant sur les faits. Si la réponse est « non », alors vous allez probablement alimenter un système tyrannique.

D'abord et avant tout, beaucoup d'êtres humains veulent avoir « raison » plus qu'ils ne veulent être exacts. C'est-à-dire qu'ils sont heureux de « gagner » sur des arguments et autour de conflits, que la vérité soit de leur côté ou non. Ce biais est à l'origine de nombreuses catastrophes de l'histoire.

Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de conscience. En fait, la plupart des gens ont une conscience qui leur dit que leurs suppositions sont fausses, mais ils peuvent quand même commettre des actes stupides et des atrocités. C'est là que les manipulateurs tyranniques ont tendance à les aider.

Les tyrans trouvent un grand plaisir à créer toutes sortes de sophismes logiques, de gymnastique mentale et d'arguments vendeurs moralement relatifs afin de convaincre un groupe de personnes que leurs idées fausses sont fondées. La vérité devient brumeuse et les preuves deviennent inutiles. Dans cet état d'esprit, lorsque les individus se fondent dans une foule, les suppositions deviennent des diktats sectaires et « gagner » devient primordial. Les fausses suppositions et les préjugés peuvent être utilisés pour transformer des gens normaux en monstres, tout cela parce qu'ils ont refusé d'accepter que leur position idéologique est erronée ; tout cela parce qu'ils avaient peur de se sentir gênés ou d'admettre s'être fait avoir.

Fausser la prise de position

Le fait de prendre parti dans le discours politique est naturel et normal. Même lorsque les gens sont tout à fait honnêtes sur les faits

et s'entendent sur les principes de base de la décence humaine et de la liberté, ils ne s'entendront pas toujours sur les solutions qui devraient être utilisées pour régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. Cela crée un éventail de pensées au sein de la société qui est toujours présent ; on ne peut ni changer cela ni l'éviter. Les tyrans comprennent la base de cet éventail et essaient de l'utiliser à leur avantage pour manipuler les gens afin de les éloigner du discours réfléchi et de les amener à des conflits insensés.

Les tyrans exploitent les masses plus facilement quand les gens supposent que les dirigeants politiques et sociaux corrompus travaillent pour « leur côté » contre « l'autre côté ». Souvent, ces dirigeants peuvent être achetés ou menacés de soumission. Les tyrans s'en servent ensuite pour pousser les supporters des différentes opinions jusqu'aux extrêmes opposés, jusqu'à ce que les deux camps adoptent une attitude de fanatisme.

Cela se produit non seulement en politique, mais aussi en géopolitique, alors que des nations entières sont poussées à se faire la guerre par des présidents et des gouvernements fantoches pour des conflits techniques qui ne profitent qu'à la cabale des tyrans derrière le rideau.

Fanatisme et faux récits

Je considère la fanatisme comme une sorte de maladie psychologique qui est en fait transmissible – elle se propage comme un virus à travers une culture jusqu'à ce que tout le monde soit infecté. Le zèle arrive lorsqu'une personne embrasse une idéologie au point de la laisser se substituer à sa personnalité et son âme, et qu'elle n'est plus capable de penser clairement en tant qu'individu. Cela inclut la possibilité qu'elle soit du mauvais côté de l'histoire et de la morale.

Le fanatisme à l'échelle de la masse dépend d'un certain nombre de dominos successifs. La menace de l'effondrement de la société civile et des souffrances économiques aident. Les opposants idéologiques doivent être présentés comme une menace imminente et vile pour le tissu même de la société. Dans certains cas, il s'agit d'une menace réelle et créée (opposition contrôlée) ; dans d'autres cas, il s'agit d'un tigre de papier destiné à pousser un autre groupe à soutenir des mesures tyranniques.

Les tyrans construisent de faux récits. C'est ce qu'ils font de mieux. Ils encouragent les gens à devenir des méchants sans le savoir, ou ils accusent des groupes innocents de méchanceté afin de semer la division. Ils ont besoin que toutes les parties voient les autres comme un allié ou un ennemi. Il n'y a pas d'entre-deux. Si une personne ne se conforme pas à l'opinion du fanatique, elle doit être immédiatement traitée comme une menace. Cela provoque une chambre d'écho sans fin qui détruit toute dissidence ou désaccord, aussi rationnel soit-il.

Les fanatiques opèrent principalement par peur, ce qui en fait des proies faciles pour les tyrans. Et comme l'a dit un intello quelque part : « La peur est le tueur de l'esprit ; la peur est la petite mort qui efface tout. » Apathie et faux espoirs Plus que tout, les tyrans veulent une population apathique. L'apathie engendre la complaisance et l'inaction, et elle encourage également la pensée délirante. Les personnes apathiques ont tendance à considérer la philosophie du pacifisme comme un moyen de revendiquer leur propre comportement, mais ce n'est qu'un masque conçu pour cacher leur peur. Elles peuvent craindre la souffrance, elles peuvent craindre la perte, elles peuvent craindre l'échec, mais elles ont certainement peur, et cela les empêche de s'opposer à des développements dont elles savent qu'ils sont mauvais par nature et qui exigent une réaction agressive. L'apathie peut aussi être introduite dans une société par l'utilisation de faux espoirs. Les tyrans évoquent des scénarios dans lesquels le public est amené à croire qu'un « changement » positif est sur le point de se produire, généralement par la politique. Mais, il n'y aura pas de changement pour le mieux au-delà de la cosmétique. Les choses ne font qu'empirer. Dans ce processus de conditionnement, les tyrans soulèvent les espoirs des masses, puis les anéantissent encore et encore, jusqu'à ce que le public abandonne.

Le problème n'est pas que les choses ne peuvent pas changer pour le mieux, mais que le public continue à jouer selon les règles d'un jeu fabriqué par les gens mêmes qui causent leur misère. Sortir des contraintes de ce jeu nous oblige à prendre les choses en main plutôt que d'attendre que les autres fassent des changements pour nous. Il faut prendre des risques. Si la farce de la tyrannie doit finir un jour, tous les gens éveillés et conscients devront prendre de nombreux risques.

J'ai entendu dire que la tyrannie est un produit naturel et inévitable de la société humaine. Que les tyrans ne peuvent être évités, qu'ils existeront toujours et que toute tentative de les éliminer ne fera que les remplacer par d'autres tyrans. C'est le sommet de l'état d'esprit pathétique. C'est le sombre vide du nihilisme.

On pourrait aussi dire qu'il ne sert à rien de se laver soi-même parce que nous allons nous salir à nouveau demain. Mais ces gens finiraient par mourir de maladie. Si la tyrannie est une constante humaine, alors la rébellion doit aussi être une constante humaine, sinon, l'humanité mourrait ou se transformerait en quelque chose de méconnaissable. Brandon Smith - 5 septembre 2018

[Pourquoi nous rejetons l'argument du partage équitable ou d'une meilleure répartition des richesses au détriment d'un changement de mode de production ou de régime.](#)

Extraits de la *Critique du programme de Gotha* par K.Marx (1875)

- Qu'est-ce que le « partage équitable (20) » ?

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? (...)

Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

20 - Voir l'article critique d'Engels « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », dans l'ouvrage de Marx : Salaire, prix et profit.

Pourquoi les escrocs de la pseudo-gauche ou gauche de la gauche se focalisent sur le mode de répartition des richesses au détriment du mode de production qui devrait demeurer inchangé ?

Ou ce qui distingue la vraie et la fausse gauche.

- A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production (23) sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition.

23 - C'est-à-dire les instruments de production (terre, bâtiments, outillage, etc).

ACTUALITÉ DU JOUR

La meute enragée de la réaction est lachée !

En avant-propos, la parole à la défense, Mélenchon.

- Mélenchon samedi 20 octobre à propos de Franceinfo et Mediapart - "*Alors ils sont pires que les flics. Personne ne nous accuse d'enrichissement personnel, personne, nulle part, dans aucune procédure. Et elle n'est pas ma compagne.*" huffingtonpost.fr 20.10

- Franceinfo "n'est pas une radio d'Etat, mais de service public" : le directeur de la station répond à Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo 20.10

- Perquisitions à LFI : la procureure dénonce «un coup de force» du camp Mélenchon - LeParisien.fr 20.10

- Eva Joly : « Le comportement de Jean-Luc Mélenchon est indigne » - LePoint.fr 20.10

Députée européenne pour encore quelques mois, l'ancienne candidate écologiste réaffirme ses convictions et ne mâche pas ses mots contre la gauche. LePoint.fr 20.10

- Critiques de Mélenchon : Generation.s appelle la gauche à défendre la liberté de la presse - AFP 21.10

Le mouvement fondé par Benoît Hamon, Génération.s, a appelé samedi la gauche à "respecter et défendre la liberté de la presse", en dénonçant les attaques de la France Insoumise contre franceinfo, Mediapart et Quotidien. AFP 21.10

A bas la liberté de la presse quand elle s'érige en juge d'instruction à charge au détriment du principe de la présomption d'innocence et devient diffamatoire !

Quand le procureur général de gauche Mediapart mène l'enquête pour le compte du parquet.

- "Agression" et "ignominie" : Mélenchon s'en prend à Mediapart, qui révèle sa "relation extra-professionnelle" avec sa conseillère Sophia Chikirou - Franceinfo 20.10

Dans une enquête publiée vendredi soir, Mediapart affirme que le leader de La France insoumise entretient une relation avec la dirigeante de Mediascop, société au cœur de l'enquête sur les comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon.

"Le patron de La France insoumise et la communicante entretiennent en réalité de longue date, selon nos informations, une relation extra-professionnelle", indique Mediapart. "Celle-ci pourrait relever de la seule vie privée des deux intéressés mais prend désormais, à la lueur des investigations judiciaires, une dimension d'intérêt général", précise le site d'information. Victime d'un système "Macronie-parquet-médias"

Mediapart enfonce le clou : "Si l'enquête devait confirmer le soupçon qui a présidé à son ouverture, cela signifierait que les sommes incriminées perçues par madame Chikirou l'auraient été à l'occasion d'une campagne présidentielle dirigée par un homme politique avec lequel elle partage une relation intime régulière." Franceinfo 20.10

Propagande de la terreur et faux pronostics qui prennent l'allure de fausses nouvelles.

- Faut-il s'attendre à une crise financière majeure ? par Jean-Michel Naulot - Mediapart 18.10

Depuis quelques mois, tout le monde prévoit une grave crise financière, même d'anciens gouverneurs de banques centrales comme Jacques de Larrosière et Jean-Claude Trichet, même le FMI... Et pourtant, sur les marchés, on continue de danser ! Le président de la Banque centrale américaine semble lui-même assez inquiet et maintient un rythme soutenu de hausses de taux pour calmer cet emballement.

Même Jacques de Larrosière, ancien banquier central...

L'économiste libéral Charles Gave...

Crise financière internationale ou non, il est clair que l'euro peut disparaître...

PS : les mesures qu'il faudrait prendre à l'échelon international et en Europe pour éviter une grave crise financière, ou pour remédier à la crise qui arrive, sont exposées dans mon livre « Eviter l'effondrement », au Seuil (2017).

Le commentaire que j'ai envoyé au blog Les Crises qui a eu l'amabilité de le publier.

A quoi se réduit "tout le monde" :

- Jacques de Larrosière, ancien banquier central...
- Charles Gave, économiste libéral ...
- Jean-Claude Trichet, ex-président de la BCE et invité du groupe Bilderberg...
- Le FMI...
- Crise financière internationale ou non...

Là, c'est trop n'en jetez plus la cour est pleine !

PS : les mesures qu'il faudrait prendre à l'échelon international et en Europe pour éviter une grave crise financière, ou pour remédier à la crise qui arrive, sont exposées dans mon livre « Eviter l'effondrement », au Seuil (2017).

Vous avez compris la supercherie ?

Quand ils ne s'amuse pas à vous faire peur avec une Troisième Guerre mondiale à coups de bombes atomiques, ils vous

sortent que la Troisième Guerre mondiale financière...

Le tout pour justifier leurs dépenses militaires pharaoniques ou les dizaines de milliers de milliards de dollars, euros, yens, livres, etc. versés généreusement aux banques, institutions financières, compagnies d'assurance, etc. sans oublier les politiques d'austérité drastiques ou liberticides tournées contre tous les peuples...

[Ils osent tout. Désinformation de médias-oligarques . Quand des infos manipulées finissent par se substituer à la réalité.](#)

Le changement de nom de la Macédoine approuvé par le Parlement - Reuters 20.10

Le Parlement macédonien a adopté vendredi une proposition pour changer le nom du pays en vertu d'un accord conclu en juin avec la Grèce et qui pourrait permettre à terme à la Macédoine de se porter candidate pour intégrer l'Otan et l'Union européenne.

Le texte, approuvé par 80 élus sur 120, soit exactement la majorité des deux tiers requise pour adopter une modification de la Constitution, est la première étape d'un long processus qui requiert plusieurs votes et pourrait se terminer au plus tôt en janvier prochain.

L'Ancienne république yougoslave de Macédoine (FYROM) doit être rebaptisée République de Macédoine du Nord en échange de quoi Athènes ne s'opposera plus à son intégration au sein de l'Union européenne et de l'Otan.

"Aujourd'hui est un jour historique pour le pays", a déclaré le Premier ministre Zoran Zaev.

"La Macédoine fera part de la famille européenne. Nos rêves et notre vision d'une vie meilleure dans un pays meilleur vont se concrétiser", a-t-il ajouté.

Une fois que le changement de nom sera entériné à Skopje, le Parlement grec devra à son tour se prononcer.

"C'est un grand jour pour la démocratie à Skopje", a déclaré le commissaire européen chargé de l'Elargissement.

"Félicitations à tous ceux qui ont choisi d'emprunter la voie de l'UE", a ajouté Johannes Hahn sur Twitter. Reuters 20.10

[Rappel de ce qui s'est réellement passé en Macédoine et que les agences de presse et les médias censurent.](#)

- Washington corrompt des parlementaires macédoniens pour obtenir l'adhésion à l'Otan et à l'UE - Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Les Macédoniens ont refusé l'adhésion à l'Otan et à l'UE que le gouvernement Zaev leur proposait par référendum, le 30 septembre 2018 [1]. Cependant, le soir même les secrétaires généraux de l'Alliance et de l'Union appelaient à contourner la colère populaire et à poursuivre le processus, cette fois par voie parlementaire [2].

Selon Milenko Nedelkovski, Washington a immédiatement débuté un programme d'achat des voix des députés, révèle le Mina Report [3]. Un responsable du département d'État US, « l'agent Tesla » (alias de Mitko Burceski) a ouvert un bureau dans un appartement de luxe appartenant à Sasho Mijalkov, un cousin de l'ancien Premier ministre macédonien Nikola Gruevski. Les députés s'y rendent un à un pour recevoir 2,5 millions de dollars chacun.

L'opération est pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine).

Ils sont parvenus à faire inscrire à l'ordre du jour du Parlement le changement de nom du pays ; condition sine qua non pour l'adhésion à l'Otan et à l'UE. Le vote a été fixé au 16 octobre, c'est-à-dire le jour même de la décision de Justice concernant une dizaine de députés nationalistes poursuivis pour avoir espionné le parti social-démocrate [4]. Le plan des ambassadeurs prévoit de faire lever l'immunité de ces députés de sorte qu'ils ne puissent pas voter. Compte-tenu du nombre de voix achetées, la majorité du Parlement basculera alors mécaniquement en faveur de la proposition du Premier ministre. Réseau Voltaire 9 octobre 2018

Notes.

[1] « Les Macédoniens se prononcent contre l'adhésion à l'Otan et à l'UE », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[2] « Déclaration de l'Otan et de l'UE sur le référendum en Macédoine », Réseau Voltaire, 1er octobre 2018.

[3] "Mitko Burcevski coordinates Cash offers to MPs – \$2.5m in duffel bags", Marija Nikolovska, Mina Report, October 8, 2018.

[4] Des enregistrements illégaux de personnalités politiques ont été opérés entre 2011 et 2014. Personne ne sait par qui et les différents camps se renvoient la balle. Cependant le contenu de 33 enregistrements rendus publics fait apparaître les mœurs d'une classe dirigeante défailante.

Alors qu'on sait déjà qu'il a été torturé, puis liquidé et finalement découpé en morceaux pour faire disparaître son corps.

Source : « Jamal Khashoggi et le complot manqué contre MBS », Réseau Voltaire, 15 octobre 2018, www.voltairenet.org/article203484.html

[La fable maintenant ou la version officielle.](#)

- L'Arabie saoudite admet que Khashoggi a été tué dans son consulat d'Istanbul - AFP 20.10

- Khashoggi: Trump estime que l'explication de Ryad est crédible - Reuters 20 octobre 2018

Le président américain Donald Trump a déclaré vendredi soir penser que l'explication donnée par l'Arabie saoudite sur la mort du journaliste et dissident saoudien Jamal Khashoggi était crédible, ajoutant que ce qui s'est passé était inacceptable.

S'adressant aux journalistes en marge d'un déplacement dans l'Arizona pour un meeting de campagne d'un candidat républicain, Donald Trump a estimé que l'annonce de Ryad était "un bon premier pas".

"C'est une grande avancée. Beaucoup, beaucoup de gens sont impliqués et je pense que c'est un très bon premier pas", a-t-il ajouté.

Le président américain a de nouveau dit ne pas vouloir que d'éventuelles sanctions contre l'Arabie saoudite affectent les contrats d'armement.

Il a aussi souligné le rôle important de Ryad dans la lutte contre l'influence de l'Iran au Moyen-Orient.

"L'Arabie saoudite est une excellente alliée. Ce qui s'est passé est inacceptable", a poursuivi Trump, ajoutant qu'il s'entretiendrait avec le prince héritier Mohamed ben Salman. Reuters 20 octobre 2018

[La gauche : Quel cauchemar!](#)

Gauche : ils rêvent d'un nouveau «Front populaire» - LeParisien.fr 20.10

Au Brésil, cela ne les fait plus "rêver" !

- Maurel et Lienemann lancent leur mouvement, "Après" - Reuters 19 octobre 2018

L'eurodéputé Emmanuel Maurel et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, deux transfuges du Parti socialiste, ont lancé vendredi leur mouvement provisoirement baptisé "Après", a-t-on appris auprès des intéressés.

Les deux anciens membres de l'aile gauche du PS ont choisi de se rapprocher du Mouvement républicain et citoyen (MRC) et envisagent une alliance avec La France insoumise pour les élections européennes de mai 2019.

"Nous avons réuni 650 personnalités en quatre jours, dont 50 élus ou cadres du PS. Nous en aurons plus de mille la semaine prochaine et nous nous engageons dans la création d'une formation politique nouvelle et commune", a dit Marie-Noëlle Lienemann à Reuters.

"On procède par ordre. D'abord le rapprochement avec le MRC et la fondation d'un nouveau parti", avait expliqué jeudi à Reuters Emmanuel Maurel, ancien membre du bureau national du PS. "Un nom définitif sera trouvé à la fin de l'année".

L'eurodéputé a confirmé son souhait d'un rapprochement avec La France insoumise en vue des élections européennes, en dépit des remous nés des coups d'éclat de Jean-Luc Mélenchon après les perquisitions menées mardi à son domicile et au siège de

La France insoumise.

"Sur les questions européennes, on a des idées, on est d'accord sur le programme, ça ne sert à rien de se mentir", a-t-il souligné.

Alors qu'un PS très affaibli cherche sa tête de liste pour les européennes, l'ancien candidat du parti à l'élection présidentielle de 2017, Benoît Hamon, compte se lancer dans la course en novembre avec son mouvement Génération.s. Il envisage une alliance avec les communistes, mais pas avec LFI.

Dans une tribune intitulée "Pourquoi je quitte le Parti socialiste" publiée vendredi dans Libération, Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université de Lille, explique son choix de rejoindre la "dynamique collective" de Marie-Noëlle Lienemann et Emmanuel Maurel dont il dit avoir "mesuré depuis des années les convictions viscéralement de gauche".

"J'ai la conviction que des convergences sont possibles, qu'idéologiquement les diverses chapelles de la gauche sont finalement assez proches et qu'elles vont reprendre langue. Le PS est mort, pas le socialisme", écrit-il.

- Maurel, Lienemann, MRC : un nouveau parti pour que «ça bouge à gauche» - publicsenat.fr 19.10

A peine partis du PS, Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann se lancent dans la création d'un nouveau mouvement avec le MRC en vue d'unir la gauche. La colère de Jean-Luc Mélenchon, lors de la perquisition de la France insoumise, « ne remet en rien en cause » le rapprochement prévu avec FI pour les européennes.

Il ne manque plus que les faire-part. Le député européen Emmanuel Maurel et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, qui viennent tout juste de quitter le PS, ont annoncé vendredi 19 octobre leur future union avec le Mouvement républicain et citoyens (MRC), composé d'anciens chevènementistes (voir le sujet de Flora Sauvage).

Le nouveau mouvement, qui doit se constituer début 2019, a un nom, pour l'heure provisoire : APRES. Pour L'Alternative pour un programme républicain, écologiste et socialiste. Et des troupes ? Maurel et Lienemann amènent dans leur corbeille « 650 » élus et militants socialistes, assure Emmanuel Maurel, et vite « un petit millier ». L'ancien sénateur PS Gaëtan Gorce suit le mouvement, tout comme le maire de la Seyne-sur-Mer, Marc Vuillemot, la première fédérale de la Haute-Marne, Eloïse Venancio, ou le politologue Rémi Lefebvre. L'ancien leader de l'aile gauche du PS annonce d'autres parlementaires ou d'autres conseillers régionaux à venir. « Il y a plus de socialistes en dehors du PS que de socialistes dans le PS » raille Emmanuel Maurel. On n'y est pas encore, mais c'est bien l'objectif. Du côté du MRC, où la nouvelle union a été validée à 67% lors d'un vote interne, on compte deux parlementaires : le député du Nord Christian Hutin et la sénatrice du Pas-de-Calais, Sabine Van Heghe.

Le rapprochement est à l'œuvre depuis quelques mois. Un séminaire au Sénat, en juin dernier, a lancé le club « Nos causes communes », socle de leur nouvelle union, suivi d'une université d'été, début septembre, à Marseille. Club transformé en association de loi de 1901, préalable à la création du parti.

Famille reconstituée

Une famille recomposée, ou plutôt reconstituée. « Il y a une histoire des départs de l'aile gauche du PS », rappelle Bastien Faudot, porte-parole du MRC, « en 1993 avec le départ de Jean-Pierre Chevènement qui donne le MDC, Jean-Luc Mélenchon en 2008, Benoît Hamon l'an dernier et maintenant Union et Espoir », qui rassemblait les amis d'Emmanuel Maurel. Le point commun, à l'exception de Benoît Hamon : ces scissions se font sur un fort désaccord sur l'Europe. Emmanuel Maurel appelle à une « rupture brutale et radicale avec l'Europe d'aujourd'hui », à commencer par une remise en cause des traités existants. « La concurrence libre et non faussée va à l'encontre des idées progressistes que nous portons ». A savoir « défendre les classes populaires, les gens modestes » dit Bastien Faudot.

Posés derrière la table d'une brasserie, à deux pas de l'Assemblée, ils imaginent déjà créer « le chemin » qui mènera à nouveau la gauche au pouvoir. Alors que la gauche est parfois plus proche du fond du gouffre, ils vont chercher dans les heures glorieuses de son histoire. Marie-Noëlle Lienemann parle de « nouveau front populaire ». Jean-Luc Laurent, président du MRC, évoque « un nouveau cycle politique », alors que celui « ouvert à Epinay est définitivement clos avec l'élection d'Emmanuel Macron ». Emmanuel Maurel ne cache pas l'ambition de cette nouvelle bande, qui voit (trop ?) grand : préparer « un programme alternatif commun en vue de l'élection (présidentielle) de 2022 ». On pense au programme commun qui mena François Mitterrand à l'Élysée.

Perquisition à la France insoumise : Maurel dénonce une « opération politique »

Pour l'heure, la prochaine échéance électorale des européennes suffira, avec l'idée d'une liste commune avec la France insoumise. Emmanuel Maurel pourrait occuper une des toutes premières places, le MRC devrait aussi en être. Reste que l'actualité se télescope avec ce projet. La perquisition à la France insoumise, doublée de la colère très spectaculaire de Jean-Luc Mélenchon, tombent plutôt mal et ne font pas leurs affaires.

Mais pour eux, il n'y a pas de sujet. « Ça ne remet en rien en cause le choix stratégique que nous avons fait de converger les forces de gauche. Rien ne justifie le moindre changement » assure Marie-Noëlle Lienemann, qui s'étonne de la « coïncidence des dates » de la perquisition et rappelle que « le parquet n'est pas indépendant dans notre pays ». « Ça tombe bien politiquement » ajoute la sénatrice de Paris. Emmanuel Maurel prend moins de pincettes : « Il n'y a que les hypocrites et les naïfs qui considèrent que ce n'est pas une opération politique ». Il ajoute : « La seule différence peut-être entre la Macronie et l'Etat RPR, c'est qu'au moins avec Pasqua il y avait un peu de malice... »

Outre l'écueil de la personnalité de Jean-Luc Mélenchon, sur le fond, l'ambition de rassembler à terme la gauche semble encore complexe. Elle pourrait notamment buter sur ce qui lie aujourd'hui Maurel/Lienemann et le MRC : l'Europe. Pour EELV ou Génération.s, la vision du projet européen n'est pas la même. « Est-ce que l'Europe doit être fédérale ou pas n'est pas la question des européennes » répond Emmanuel Maurel, « je ne crois pas que les points de vue soient irréconciliables ». « Il faudra bien que chacun fasse un pas » veut croire Marie-Noëlle Lienemann. Premier signe encourageant : le chef de fil du Parti communiste pour les européennes, Ian Brossat, a réitéré son appel au rassemblement, lancé en septembre sur Public Sénat, en écrivant à Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon, Olivier Besancenot, David Cormand et Emmanuel Maurel pour tenter de « dépasser l'état de dispersion qui est celui de la gauche aujourd'hui ».

S'il est difficile de dire si cette énième relance de la gauche fera pschitt ou sera le début de la reconquête, à la fin de la conférence de presse, Jean-Luc Laurent voit au moins une raison de se réjouir : « Ça bouge à gauche ». Mais le chemin peut être encore long. Entre la création du programme commun, en 1972, et la victoire de la gauche, en 1981, neuf années se sont écoulées. publicsénat.fr 19.10

Le cadavre de la gauche bouge encore, hélas ! Quant aux millions de travailleurs pauvres et leurs familles, ils sont prévenus "le chemin peut être encore long" avant que leurs souffrances cessent, ceux qui l'affirment s'en foutent, ils vivent confortablement...

Ils osent tout

L'AFP s'extasie !

- Ces Américains qui défient l'âge de la retraite - AFP

Ils rangent les chariots à bagages des aéroports. Ils sont vendeurs de vêtements ou caissiers dans des supermarchés à un âge où d'autres ont pris leur retraite depuis bien longtemps: aux États-Unis, l'emploi des personnes de plus de 75 ans relève de moins en moins de la singularité. AFP

Ah l'Amérique, quel modèle de démocratie, d'humanisme, de liberté !

L'AFP exulte une nouvelle fois, son candidat va être élu !

- Bolsonaro, le chantre de la dictature en passe de présider le Brésil - AFP

- Promis à la victoire lors du second tour de la présidentielle au Brésil, Jair Bolsonaro a séduit des millions d'électeurs avec un discours sécuritaire qui a fait mouche, malgré ses dérapages racistes, misogynes et homophobes. AFP

- Le Canada va accueillir des Casques blancs syriens - AFP

- Honduras: manifestation à Tegucigalpa en solidarité avec la "caravane" de migrants - AFP

- Les révoltés anti-Brexit pourraient provoquer un nouveau référendum - Le HuffPost

- Londres: manifestation pour un nouveau vote sur le Brexit - AFP

Plus d'un demi-million de personnes ont bruyamment participé à "la plus grande manifestation sur le Brexit", selon les organisateurs, samedi à Londres, pour réclamer un référendum sur l'accord final, encore négocié entre Londres et Bruxelles à cinq mois de l'échéance. AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 22 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rapidement actualisé le portail parce qu'une pluie torrentielle s'est abattue ici la nuit dernière et ils viennent juste de rétablir l'électricité. Du coup, j'ai quelques travaux à faire dans le jardin.

● Causerie au format pdf (10 pages)

[La dérive totalitaire du régime se confirme. La condamner sous toutes ses formes est la moindre des choses pour un militant ouvrier.](#)

- 15 octobre 2018 – Le POID exige l'arrêt immédiat des poursuites contre La France insoumise

Le Parti ouvrier indépendant démocratique condamne avec la plus grande fermeté les perquisitions opérées ce jour au siège de La France insoumise et au domicile de plusieurs de ses responsables.

Cette tentative de transférer le débat politique sur un plan judiciaire s'inscrit dans une dérive générale du pouvoir en place pour qui les partis politiques et les organisations syndicales, formes élémentaires de la démocratie, devraient être mis sous le boisseau et soumis aux institutions du régime de la Ve République.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique exige l'arrêt immédiat des poursuites contre La France insoumise et ses dirigeants, l'arrêt des perquisitions policières, le respect des libertés démocratiques, de l'indépendance des partis et des organisations syndicales. Il se tient à disposition de toute proposition d'action dans l'unité pour faire prévaloir ces exigences. POID 15.10

Aucun article ou communiqué de LO, un article minable du NPA dans lequel il n'apporte aucun soutien à LFI et Mélenchon.

- RTL a sondé les internautes qui se connectaient sur son portail, et il en est ressorti que 57% des personnes qui s'étaient exprimés sur l'attitude de Mélenchon l'approuvaient. (Source : yetiblog.org 19.10)

- De son côté, l'organisation VIGI-CGT Police a pris la défense de M. Mélenchon, dénonçant une « utilisation de la justice et de la police nationale à des fins politiques par le pouvoir en place ». agoravox.tv 20.10

On comprend pourquoi ils s'inquiètent en haut lieu.

- Mauvaise nouvelle pour le président de la République, Emmanuel Macron ! Son principal opposant, Jean-Luc Mélenchon, lui ravit la première place dans un sondage OpinionWay pour Europe Elects réalisé entre le 19 et le 20 septembre dernier sur 1 061 personnes.

Macron dégringole en plus de... 14 points depuis juin 2018. De son côté, Jean-Luc Mélenchon peut être satisfait. Tandis que Macron dégringole, il gagne 4 points et prend la tête de l'approbation des Français pour les personnalités leaders d'organisations politiques. anti-k.org 24.09.2018

- 2017 : Mélenchon ferait mieux qu'en 2012... voire que Hollande
<https://www.marianne.net/.../2017-melenchon-ferait-mieux-que-2012-voire-que-holl...>

- Jean-Luc Mélenchon, nouvelle personnalité politique préférée des Français...
<https://www.levif.be/actualite/belgique/jean-luc-melenchon.../video-rtl-645181.html>

Etc. etc. etc.

[Les masques tombent \(pour les naïfs\). Mediapart et Plenel pris à leur propre piège ?](#)

Ils n'ont pas pu empêcher que le texte ci-dessous soit publié... par leur soin !

Peut-être n'avaient-ils pas les moyens de le censurer, à moins qu'ils se soient dits que leurs abonnés étaient comme eux de fieffés réactionnaires, et que cela n'aurait aucune incidence sur leur misérable boutique, ou encore que cela permettrait d'épurer leurs blogs, de faire fuir ceux qui penchaient à gauche, ce qui serait contrebalancer par ceux de droite qui les remplaceraient avantageusement, ils seraient davantage en famille, en période de réaction sur toute la ligne c'est sans doute la meilleure explication... mais qui risque de se retourner contre eux rapidement, qui sait ?

- Les valeurs perdues d'Edwy Plenel - blogs.mediapart.fr 21 octobre 2018

Edwy Plenel,

Où sont passées vos valeurs ? Où sont vos indignations, vos protestations, vos combats ? Il s'est passé, il y a cinq jours, un fait grave dans une démocratie républicaine et vous n'en dites rien ! Vous vous taisez ! Les faits les voici : un mouvement politique d'opposition, légal, représenté à l'assemblée nationale a été l'objet, de bon matin, de QUINZE perquisitions simultanées ! Tous ses ordinateurs saisis, tous ses documents, fichiers aux mains de la police. JAMAIS, dans toute l'histoire de la république un parti politique n'avait été victime d'une opération d'une telle ampleur ! JAMAIS ! C'est totalement inédit et vous ne dites rien ! Ni indignation, ni protestation, pas même un étonnement !

Nous sommes, vous et moi, de la même génération. Imaginez-vous qu'une opération pareille ait pu se dérouler du temps de de Gaulle, de Pompidou, de Giscard - par exemple au Parti Communiste ou au PS - sans qu'immédiatement tout ce que ce pays compte de démocrates sincères, de progressistes - et vous le premier !- ne se lève vent debout ? Mais non ! de telles choses n'étaient même pas envisageables à cette époque, aussi "fachos" que ces pouvoirs nous semblaient alors ! Aujourd'hui, une limite a été franchie. Toutes les données, documents, listes d'adhérents, de sympathisants, de donateurs, jusqu'aux documents privés les plus intimes sont dépouillés, scrutés, analysés par la police. Toute la vie d'un mouvement politique d'opposition est en possession du pouvoir. Jamais on avait vu ça, jamais ! Et pour quel crime gravissime, pour quel menace pour la république une telle mesure aussi exceptionnelle est elle prise ? Pour d'hypothétiques "irrégularités financières", pour de supposées "surfacturations"...sur un compte de campagne pourtant validé par une commission !

Et vous, monsieur Plenel, vous ne dites rien. Rien ne vous choque ? Un mouvement politique d'opposition est traité comme un gang du grand banditisme, comme une organisation terroriste pour un simple soupçon de surfacturations et vous, lanceur d'alerte intransigeant, démocrate sourcilieux, vous ne levez pas même un sourcil ! Vous vous taisez mais vous laissez écrire vos collaborateurs, ce qui vous engage. Or, qu'écrivent vos collaborateurs ? Soulignent-ils seulement le caractère inédit, totalement disproportionné de cette opération ? A peine. Tout juste concède-t-on que les liens entre le parquet et le pouvoir posent un problème qu'il faudrait résoudre un jour. Point. Pour le reste tout est à charge contre ... le perquisiteur ? Non. Contre le perquisitionné ! Le scandale, ce n'est pas l'abus manifeste et totalement disproportionné d'un pouvoir, même agissant légalement, le scandale, le vrai, le seul, c'est les hurlements de Mélenchon, c'est un doigt qui s'agite, une main qui se pose sur un substitut, des expressions républicaines trop antiques, trop hugoliennes pour être comprises par les ignorants de notre époque. Le scandale c'est la colère d'un homme et ses excès, sans que l'on se donne même la peine d'interroger les raisons, la source et peut-être la légitimité de cette colère. Voilà où en est arrivé Mediapart en l'an 2 de l'ère Macron. En attendant, monsieur Arfi "enquête". On en a vu les premiers résultats...

Tout ceci est grave, monsieur Plenel. Grave pour la démocratie, grave pour mediapart, grave pour vous. Vous pouvez ne pas aimer un homme politique, vous pouvez ne pas être en accord avec l'orientation politique de son mouvement, mais cette hostilité ne peut vous faire oublier votre devoir. Or le devoir le plus élémentaire d'un homme libre, d'un démocrate, d'un journaliste citoyen aurait été de protester contre l'absurde disproportion d'une opération qu'on ne devrait même pas croire possible dans une démocratie. La haine, la détestation d'un homme a-t-elle rendu Mediapart aveugle ? Aveugle au point de voir la poutre là où est la paille et la paille là où est la poutre ? Aveugle au point d'en oublier ses principes, ses valeurs fondamentales, au point de se renier soi-même ?

Monsieur Plenel, vous ressaisirez vous ?

(<https://blogs.mediapart.fr/ermler/blog/201018/les-valeurs-perdues-dedwy-plenel>)

Là vous rêvez ou vous êtes bourré d'illusion, Plenel s'est laissé corrompre par le régime depuis belle lurette, sinon il ne serait jamais devenu directeur du Monde, réfléchissez un peu ou faites preuve d'un minimum de logique.

Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est que cela révèle la pourriture de Mediapart, et devrait inciter ses abonnés ou sympathisants à s'interroger sur toutes ses prises de position antérieures, qui, s'ils les examinent attentivement, devrait les amener à la conclusion qu'ils ont été manipulés pendant des années pour le compte du régime en place.

On ne se refait pas, Mediapart vient de l'illustrer de manière magistrale.

Corruptions passées, corruptions présentes (réponses à Laurent Mauduit) par Frédéric Lordon - blog.mondediplo.net 19.07.2012

Extraits. - Il n'y a généralement pas plus révélateur de quelque embarras de conscience que la comédie de la vertu outragée. Laurent Mauduit n'a pas aimé que, évoquant son dernier ouvrage dénonciateur de corruptions présentes, je lui fasse l'affront de lui rappeler quelques corruptions passées (1), à savoir l'itinéraire zigzaguant qui l'avait conduit jusqu'ici (2). De cette gêne

lancinante, on pouvait déjà avoir un avant-goût à la réception passablement entortillée par Médiapart du documentaire de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat Les nouveaux chiens de garde : impossible de le traîner dans la boue, comme s'y étaient employés tous les médias (Le Monde en tête, oui celui d'Edwy Plenel à l'époque) en 1998 avec le livre éponyme de Serge Halimi (3), impossible donc sauf à s'aliéner un public auprès duquel on a maintenant décidé d'occuper vaillamment une ferme position de gauche ; mais impossible également de l'endosser, cette fois non par une délibération de la raison politique-marchande mais par un mouvement de répugnance proprement incoercible. C'est que ces gens-là (au nombre desquels Acrimed ou la fine équipe du Plan B) n'ont jamais lâché d'une semelle Le Monde de la mondialisation heureuse, de la gauche molle qui trahit et du Traité constitutionnel européen, et pire encore : ils ont de la mémoire, ne sont pas des enfants de Marie, et ne croient pas plus aux effacements de l'ardoise magique qu'aux propriétés curatives des caramels mous. Dit autrement, ils sont l'inaltérable rappel aux archives des convertis de trop fraîche date. (...)

Mais pourquoi se gêner puisque le pouvoir autorise tout ? Matthieu Pigasse, patron de la banque d'affaire Lazard Frères publie un livre intitulé Révolutions — Pigasse ! Lazard ! Révolutions ! C'est sans doute un trait d'époque que ces gens se permettent tout et à ce degré d'impudence — Pigasse, goudron, plumes oui ! On gage que même Edwy Plenel et Laurent Mauduit doivent trouver énorme ce genre d'énormité. Il faut leur dire cependant, fussent-ils en être attristés, qu'il passe parfois autour d'eux quelque parfum d'asphalte, sans doute moins fort mais tout de même entêtant, et quelques plumes voletantes. Car c'est une chose qu'ils ne pourront pas enlever : avant Médiapart de gauche, il y a eu un Monde de droite. Et ils en ont été les chefs.

En fait c'est ça le point important. Tout le monde sait bien que les journaux ne sont pas des blocs monolithiques, qu'ils ont leur part de luttes internes, que les soutiers ne pensent pas comme les éditocrates, et que du bas on tente comme on peut de peser sur la ligne. Mais il y a des chefs ; et la responsabilité de la ligne en question leur échoit — d'autant plus justement que la ligne... ce sont eux qui la font. Aussi est-on conduit à poser la question simple que voici : quelle a été la ligne du Monde de 1996 (date d'arrivée d'Edwy Plenel à la direction de la rédaction) à fin 2004, et, spécialement, quelle a été sa ligne économique sous la gouverne de Laurent Mauduit, chef du service Economie, pardon Entreprises, de 2001 à 2003, puis directeur adjoint de la rédaction à partir de 2003, enfin éditorialiste à partir de 2006 ? Quelles positions Le Monde et ses chefs ont-ils affichées et défendues, pour quoi se sont-ils battus ?

Répondre comme il convient à cette question demanderait de prendre le temps du florilège — la seule manière, et encore, de faire taire la dénégation. Mais c'est un florilège impossible puisqu'il devrait convoquer quasiment l'intégralité des archives du Monde sur la période, où, quotidiennement, étaient répétées les vérités quasi-gravitationnelles de la mondialisation (8), l'inéptie de toute idée protectionniste, le poison de toute velléité souveraine, les vertus de la concurrence (9), les charmes du dynamisme entrepreneurial (10), l'évidence des dérèglementations (11), l'enthousiasmante perspective de la construction européenne (12), le devoir sacré de lui donner une constitution, soit pour tout dire l'impératif catégorique d'accompagner, non : de précéder, enfin d'être à la hauteur « d'un monde qui change » (13). Jour après jour, pendant quinze ans, ces couillonnades nous ont été répétées à longueur de colonnes — et MM. Plenel et Mauduit voudraient qu'elles nous soient déjà sorties de la tête —, jour après jour ceux qui avaient la moindre intention de les contester ont été agonis pour archaïsme, parfois pour xénophobie, quand ils n'étaient pas en fait purement et simplement ignorés et brossés à grands coups hors du paysage de la « gauche ». (...)

Qui étaient leurs chefs ? Qui dirigeait le service Economie, pardon Entreprises ? A qui revenait-il en dernière instance de valider ces « analyses » et de les reconduire indéfectiblement pour leur donner la consistance d'une ligne ? Si l'on tient le référendum du Traité constitutionnel de 2005 pour l'événement politique le plus puissant et le plus classant de ces deux dernières décennies, on demandera, au titre de cette épreuve décisive, où était Le Monde dans cette affaire, où étaient MM. Plenel et Mauduit (15) (car ce qu'eux-mêmes ont voté dans le secret de l'isoloir et de leur conscience, on s'en fout) ?

Mais on trouverait par centaines les illustrations de ce que fut Le Monde sous la gouverne des futurs Médiapartiens, entre psalmodie quotidienne du canon de l'époque (finance = modernité ; entreprise = la vie ; protectionnisme = guerre ; Europe = paix, raison et progrès) et vomissures de circonstances contre tout ce qui était du ressort de la pensée critique, notamment de la critique des médias, puisque les médias, fiers de prétendre critiquer tous les pouvoirs, et quoique en fait ils n'en critiquent jamais (vraiment) aucun, ne détestent rien tant que la critique de leur propre pouvoir. Le Monde des Livres sous la plume de Nicolas Weill en avril 2004 (16) laisse lourdement sous-entendre que Bourdieu et sa critique des médias ont quelques penchants antisémites. Qui dirige Le Monde et répond du Monde des Livres ? A qui appartient-il de laisser faire ou de barrer ces petites ignominies ? Ne serait-ce au directeur de la rédaction ? (...)

Ce que Le Monde de toutes ces années a pensé ne fait pas le moindre doute ; aussi peut-on dire, par une métonymie bien fondée, assimilant l'institution à ses organes de direction, que ce que le journal a défendu, ce sont ses chefs qui l'ont défendu. Rendu en ce point, il ne reste alors aux responsables mal à l'aise avec leur bilan politique qu'un seul et dernier recours : la comédie des « résistants de l'intérieur ». Sans doute, ils étaient chefs, mais il y avait d'autres chefs, plus chefs qu'eux, et eux souffraient en secret, en osmose avec leurs humbles troupes, vaillantes et combattantes, contre la chefferie des plus chefs, dans des luttes obscures, souterraines, injustement méconnues, pour « peser », arracher ici une concession à la tyrannie ambiante (« les partisans du protectionnisme sont parfois xénophobes »), faire passer là une audace conquise de haute lutte (« la mondialisation est heureuse, mais... »), bref, on ne s'en rendait pas bien compte du dehors, mais ils étaient dans le maquis. Chefs, oui (ça c'est difficile à nier...), mais chefs en lutte, pour ainsi dire chefs minoritaires, merveilleux oxymore qui ne pouvait convenir qu'à des personnalités ayant toujours déjà « pris le maquis »...

On n'imagine pas à quel point ce fantasme du résistant de l'intérieur est commun dans la chefferie médiatique, et à tous les degrés de conscience, du cynisme pur au parfait mensonge à soi-même, syndrome évidemment réservé aux chefs des médias de « gauche », entendre : de fausse gauche. Car un média de droite, par construction, n'éprouve aucun complexe à être de droite ! Les embarras de conscience n'affligent donc que les médias de gauche de droite (17) dont les chefs sont condamnés à l'être-clivé du résistant fantasmé qu'ils voudraient être et de l'homme de pouvoir qu'ils sont vraiment. (...)

De temps en temps sortent des choses plus drôles. C'est évidemment un plaisir assez goûteux de relire la critique que fait Laurent Mauduit, dans Le Monde des Livres, de l'essai de rentrée (bâclé) d'Alain Minc (22) en 2000, dont il salue « le talent et l'honnêteté », qu'il compare avantageusement à John Rawls (rien que ça !), fustigeant au passage les benêts de « la gauche radicale » qui n'ont rien d'autre à dire que « horreur économique » à l'endroit de la mondialisation, le tout sous un titre faux-cul comme pas deux qui en fait résume à soi seul toutes les hypocrisies du Monde de l'époque : « La société de marché au service de l'équité » (23)... blog.mondediplo.net 19.07.2012

<https://blog.mondediplo.net/2012-07-19-Corruptions-passees-corruptions-presentes>

Notes.

(1) Sur le sens exact à donner au mot « corruption », voir Frédéric Lordon, « Economistes, institutions, pouvoirs », communication au Congrès de l'AFEP, Paris, Université Paris-1, 5-8 mai 2012, bientôt en ligne sur ce blog.

(2) Laurent Mauduit, « Les maladroites imprécations de Frédéric Lordon », Médiapart, 9 mai 2012.

(3) Paru en 1997 (Raisons d'agir) mais qui devra attendre 1998 pour sortir du black out total et avoir le privilège de se faire éreinter.

(8) Editorial : « Il n'y a pas de recette miracle, sinon de faire ce que veulent les marchés lorsque l'on se met entre leurs mains », 14 juillet 2001.

(9) Editorial : « Les monopoles anciens sont destinés à mourir. Le changement de statut de France Télécom [...] apparaît comme un impératif. Le devoir du gouvernement est de prendre un peu de temps, non pour le cacher, mais pour le dire, et préparer au plus vite les fonctionnaires à ce changement » (13 juillet 1995).

(10) Edwy Plenel : « J'ai envie de me faire l'avocat du diable pour relancer ce débat. Est-ce que, finalement, le libéral ce serait les péchés ? Est-ce que quand même la situation dans laquelle nous sommes ne prouve pas et ne donne pas des gages de réussite à cette alliance d'un libéralisme économique et d'un libéralisme politique, à la fois du dynamisme des entrepreneurs et de la liberté des individus au nom de laquelle, d'une certaine manière, nous nous sommes battus au Kosovo » (LCI, 12 juin 1999).

(11) « La France adopte enfin la loi sur la concurrence dans l'électricité. Avec un an de retard sur ses partenaires, Paris se conforme aux règles européennes. Les députés doivent voter mardi un texte minimaliste, alors que plusieurs pays ont opté pour une déréglementation totale », Le Monde, 2 février 2000.

(12) Pierre-Antoine Delhommais et Arnaud Leparmentier : « Il reste maintenant à M. Strauss-Kahn et à ses collègues européens à suivre la voie économique américaine, caractérisée depuis des années par des réformes de structures, une baisse de la pression fiscale, des coupes claires des dans les dépenses de l'Etat et un retour à l'excédent budgétaire » (Le Monde, 5 décembre 1998).

(13) Laurent Mauduit (critique de La fin de l'eurolibéralisme de Jacques Sapir), « Comme dans un choc en retour, cette pensée unique a visiblement nourri un sectarisme antilibéral, voire même un intégrisme antilibéral [...] Les Français auront tout intérêt à s'apercevoir que le monde bouge sans eux » (Le Monde 3 février 2006). Laurent Mauduit s'abrite ici derrière une citation de Marx, curieusement sa phrase à lui ne rend pas du tout pareil...

(15) A l'époque, Edwy Plenel n'est plus directeur de la rédaction du Monde mais exilé au Monde 2... d'où il fait néanmoins campagne pour le « oui ». Laurent Mauduit, lui, est toujours directeur adjoint de la rédaction il est même en passe de devenir éditorialiste.

(16) Nicolas Weill, « Du journalisme en démocratie », Le Monde des Livres, 2 avril 2004.

(17) Voir Frédéric Lordon « Gauche de gauche, gauche de droite », Télérama, 2 mars 2012.

(18) Pierre-Antoine Delhommais, Eric Le Boucher, Eric Izraelewicz, s'ils permettent.

(22) Alain Minc, [www. capitalisme.fr](http://www.capitalisme.fr), Grasset, 2000.

(23) Le Monde des Livres, 15 septembre 2000.

LVOG - Frédéric Lordon est un pur intellectuel, ce qui n'est pas forcément un défaut, mais pas forcément une qualité non plus, on peut avoir la tête bien pleine, mais pas forcément bien faite, c'est bien connu. Il fait partie des intellectuels qui pourraient jouer un rôle dirigeant dans un parti ouvrier révolutionnaire pour peu qu'il s'en tienne au socialisme...

Cynisme sans fond. Quand Fabius (PS) révélait avoir armé les barbares qui ont détruit la Libye.

- La désinvolture de Laurent Fabius - Réseau Voltaire 21 octobre 2018

Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a accordé un entretien à Russia Today. Dans celui-ci, il révèle un entretien téléphonique avec son homologue français lors de l'« Opération Serval » au Mali, Laurent Fabius.

« La France voulait que son contingent au Mali obtienne l'approbation du Conseil de sécurité de l'Onu pour lutter contre cette menace terroriste. Laurent [Fabius] m'a appelé et m'a demandé de ne pas nous y opposer [...] Mais il faut garder à l'esprit, lui ai-je dit, que vous allez réprimer les activités des gens que vous avez armés en Libye. Il a ri et m'a dit : "C'est la vie." Et il faut dire quand-même que "c'est la vie" ce n'est pas de la politique. Évidemment, c'est le principe du deux poids, deux mesures », a déclaré Sergueï Lavrov. Réseau Voltaire 21 octobre 2018

C'est ce qui a toujours fondamentalement caractérisé le PS depuis 1914, et qu'on s'est employé à faire passer au second plan ou à occulter. Qui sème l'opportunisme récolte le totalitarisme

Totalitarisme. Une société toujours plus liberticide.

- Gérard Larcher : «La réaction de Mélenchon est nulle» - LeParisien.fr 21.10

- Agressions homophobes : "Il y a vraiment urgence absolue à renforcer l'arsenal juridique et pénal" - Franceinfo 21.10

Ils osent tout. Quand ils en arrivent à faire l'apologie du travail des vieillards.

- "Ce qui compte, c'est l'énergie et l'envie" : à 70 ans ou plus, ils ont dépassé l'âge de la retraite mais refusent d'arrêter de travailler - Franceinfo 21.10

Sur les 16,1 millions de retraités recensés en France en 2016, 3,3% déclarent exercer une activité professionnelle. Parmi ces derniers, 2,5% ont plus de 70 ans, selon une enquête de la Dress (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques). Si certains sont obligés de poursuivre leur activité pour des raisons économiques, d'autres ne s'imaginent simplement pas lâcher leur quotidien d'actifs et travaillent par passion. Franceinfo 21.10 Conclusion : L'esclavage est une passion ou la liberté aurait dit Orwell, et cela se respecte !

Macron ou l'instrument de l'oligarchie félicité par ses pairs.

- Compétitivité de la France: les réformes Macron saluées par le Forum économique mondial -sputniknews.com 21.10

La France entre dans le club des 20 premières économies mondiales, en matière de compétitivité. C'est ce qu'il ressort du dernier rapport annuel dressé par les analystes du Forum économique mondial. En comparaison à l'édition 2017 de ce classement, regroupant 140 pays, la France passe de la 22e à la 17e place des économies les plus performantes.

Parmi les points clefs soulignés par les auteurs de ce pavé de 671 pages afin d'expliquer cette dynamique positive, l'«ambitieux programme de réforme» attendant à la législation du travail, la réforme des services publics (particulièrement celle de la SCNF) ainsi que la volonté du gouvernement de faire du pays une destination plus attractive pour les investissements en matière de high-tech. (...)

Autre point noir au tableau: le marché du travail. Si la France se distingue en matière de droits des salariés (18e), ainsi que pour son pourcentage de femmes au sein de la force de travail (21e), la mobilité interne (112e), les pratiques en matière d'embauche et de licenciement (130e) sans parler du taux d'imposition du travail (où la France apparaît bonne dernière), sont autant d'éléments qui viennent tirer l'hexagone vers le bas. sputniknews.com 21.10

Fake news d'Etat.

- Ryad dit ne pas savoir comment Jamal Khashoggi a été tué - Reuters 21.10

Les autorités saoudienne ignorent comment le journaliste et opposant Jamal Khashoggi a été tué dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul et l'endroit où se trouve son corps, a déclaré dimanche le ministre saoudien des Affaires étrangères. Reuters 21.10

- Les Saoudiens reconnaissent le meurtre de Khashoggi, la dissimulation ne convainc pas - Moon of Alabama 20.10

L'État profond aux États-Unis et au Washington Post, où Khashoggi a écrit ses chroniques, ne sera pas satisfait du camouflage désormais proposé. Ils veulent voir MbS (et son ami Jared Kushner) partir. Le lobby sioniste et le président Trump voudront que les deux restent. Moon of Alabama 20.10

Dans quel monde vivons-nous ?

- La censure d'internet vient de faire un grand pas en avant et peu de gens l'ont remarqué par Caitlin Johnstone - Zero Hedge 14.10

Extrait. L'entité qui prend les décisions de censure pour Facebook, comme annoncé publiquement, est l'Atlantic Council, une entité partiellement financée par le gouvernement américain.

En parlant de l'Atlantic Council, il a récemment publié un document très intéressant de 21 pages sur une conférence militaire américaine détaillant, au présent, comment les géants technologiques de la Silicon Valley sont utilisés pour annuler la menace que représente le nouveau paysage médiatique pour le pouvoir américain. (Ou plutôt l'Etat profond auquel est lié un clan du Pentagone. - LVOG)

Au sujet de ce document, le World Socialist Web Site écrit ce qui suit :

Viennent les entreprises de médias sociaux. Le meilleur mécanisme pour supprimer les points de vue oppositionnels et promouvoir les récits pro-gouvernementaux est d'utiliser le secteur privé, en particulier « les géants de la technologie, dont Facebook, Google, YouTube et Twitter », qui peuvent « déterminer ce que les gens voient et ne voient pas ».

Le secteur privé doit donc faire le sale boulot du gouvernement, car la propagande gouvernementale est perçue avec suspicion par la population. « Les entreprises et le secteur privé ne comprennent peut-être pas naturellement le rôle qu'ils jouent dans la lutte contre la désinformation, mais le leur est l'un des plus importants... En Occident du moins, ils ont été placés au centre de l'action en raison de la confiance accrue du grand public en eux en tant qu'institutions. » (Ils ne comprendraient pas " le rôle qu'ils jouent", alors qu'ils se sont hissés au sommet de Wall Street, c'est prendre les idéologues néolibéraux pour des imbéciles ! - LVOG)

La propagande et la censure fonctionnent à peu près de la même manière. Si vous ne connaissez pas le concept de l'effet Streisand, je vous encourage à commencer à vous familiariser avec lui.

Nommé d'après un incident au cours duquel Barbra Streisand a tenté de supprimer des photographies en ligne de sa résidence à Malibu et a ainsi attiré par inadvertance beaucoup d'attention sur elle, l'effet Streisand décrit la façon dont les tentatives de dissimulation et de censure de l'information peuvent être utilisées pour attirer davantage l'attention sur elles quand cette dissimulation attire l'œil du public. Chaque censeur doit empêcher que cela se produise afin de faire son travail efficacement ; s'il semble que le fait de retirer quelque chose de la vue du public attirerait davantage l'attention sur lui, alors il ne peut pas pratiquer la censure dans ce cas. Zero Hedge 14.10

- Le secret de la grande bulle américaine de la fracturation hydraulique par Justin Mikulka - DeSmog 18.04.2018

Extrait. Dans l'ensemble, l'expérience américaine de fracturation a été un désastre financier pour bon nombre de ses investisseurs, qui ont été accablés par des emprunts importants, des faibles rendements et des faillites dans cette industrie, et la voie vers la rentabilité est bordée d'obstacles potentiels importants. Jusqu'à présent, l'industrie a foré les « meilleures puits » dans les principales formations de schiste argileux du pays, s'attaquant d'abord au pétrole le plus facile et le plus précieux à extraire.

Mais en même temps que les compagnies d'énergie empruntent plus d'argent pour forer plus de puits, ces puits préférentiels s'assèchent, créant un piège à mesure que plus de forages entraîne plus de dettes.

« Il faut continuer à forer », a déclaré David Hughes, géoscientifique et spécialiste dans la production de gaz et de pétrole de schiste à l'Institut post-carbone, à DeSmog. Mais il a également fait remarquer qu'avec la plupart des meilleures zones déjà forées, les producteurs sont forcés de se déplacer vers des zones moins productives.

Le résultat ? « La productivité diminue mais les coûts restent les mêmes », explique-t-il.

Bien que Hughes comprenne la raison pour laquelle l'industrie continue de forer de nouveaux puits à perte, il doute de la durabilité de cette pratique.

« Je ne pense pas qu'à long terme, ils pourront s'en sortir », a déclaré Hughes à DeSmog.

Alors que les politiciens et les médias grand public vantent les mérites d'une « révolution » énergétique américaine, il devient clair que – comme la bulle immobilière quelques années auparavant – le boom pétrolier et gazier américain, stimulé par des innovations techniques autour de la fracturation hydraulique, est peut-être l'un des plus grands récits de pertes financières de l'histoire de la nation. Et elle a rattrapé McClendon. (Le roi du schiste en 2016 - ndlr)

Dans l'introduction de The Big Short, le film de Michael Lewis sur le déroulement du krach financier de 2008, il décrit les mécanismes financiers de la bulle immobilière :

« Toutes ces sociétés de crédit subprime se développaient si rapidement et utilisaient une comptabilité si loufoque qu'elles pouvaient masquer le fait qu'elles n'avaient pas de bénéfices réels, mais seulement des bénéfices illusoire, d'ordre comptable. Elles avaient la caractéristique essentielle d'un schéma de Ponzi : pour maintenir la fiction qu'elles étaient des entreprises rentables, elles avaient besoin de plus en plus de capital pour créer de plus en plus de prêts subprime.

Si vous remplacez « sociétés d'exploitation du pétrole et du gaz de schistes » par « sociétés de prêts à risque », vous obtiendrez une description pertinente de l'industrie actuelle du schiste. Ces sociétés perdent plus d'argent qu'elles n'en gagnent et ne peuvent maintenir ce scénario que si les prêteurs continuent de financer leurs efforts, ce qui permettra à l'industrie de la fracturation de forer plus de puits à mesure que la production augmente, plutôt que des profits, ce que, pour l'instant, Wall Street continue de financer en grande partie.

Jusqu'à ce que les analystes et les investisseurs commencent à parler de profits plutôt que de croissance, cette période se terminera probablement, à un moment donné, d'une manière complètement familière et prévisible : la faillite. Un destin que même Aubrey McClendon, le PDG le mieux payé, le roi du schiste, a finalement rencontré.

David Hughes a résumé son point de vue sur les perspectives financières de l'industrie : « En fin de compte, vous heurtez le mur. C'est juste une question de temps. » DeSmog 18.04.2018

[Haut de page ↗](#)

Le 24 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai terminé l'actualisation du portail rapidement, car on attend encore de fortes pluies et je dois couper l'herbe du jardin à cause des serpents qui peuvent roder ici ou là, vaut mieux les voir avant de marcher dessus vous comprenez, cela peut être fatal !
Que voulez-vous, on vit dangereusement malgré nous !

● [Causerie au format pdf \(28 pages\)](#)

Première partie

Notre position sur les élections européennes de 2019.

Nous appelons au boycott de ces élections conformément à la caractérisation de l'Union européenne que nous avons adoptée. Sachant que l'Union européenne a été fondée par et pour l'oligarchie financière, pour servir exclusivement les intérêts des multinationales au détriment de ceux des peuples, nous considérons que participer à ces élections serait cautionner la légitimité de l'UE, ce qui pour nous est totalement inconcevable.

Cela dit, nous avons parfaitement conscience que de nombreux travailleurs et militants ne partagent pas notre analyse, par conséquent nous disons aux travailleurs et aux militants qui ne partagent pas notre caractérisation de l'UE et qui s'approprient à participer à ces élections : pas une voix aux partis de droite, LREM, LR, UDI, MoDem, PS, Générations, EELV, ainsi qu'à l'extrême droite ou RN, qu'ils votent s'ils le souhaitent pour les partis qui correspondent à leur sensibilité politique LFI, le PCF, le

NPA ou LO s'ils présentent des candidats.

Autrement dit on laisse le choix aux travailleurs de boycotter ces élections ou de voter en fonction de leur interprétation de l'UE. En fait l'essentiel est ailleurs.

Ce qui sera certain, c'est que ceux qui auront refusé d'aller voter et ceux qui auront voté LFI, PCF, NPA ou LO, ainsi que les travailleurs influencés par RN qui auront été votés et qui rejettent l'UE seront majoritaire à l'issue de ce scrutin, c'est ce rapport de classes défavorable à Macron et à tous les partis de droite qui constituera le facteur essentiel.

Il faut préciser que ce sont des gens de gauche ou opposé à l'UE, qui n'en attendent rien, dégoûtés des élections en général, qui constitueront l'immense majorité des abstentionnistes, tandis que tous ceux qui sont sensibles au matraquage médiatique et qui penchent à droite auront été votés, cela semble logique.

Notre mot d'ordre qui s'articule autour du boycott et pas une voix pour les partis de droite et d'extrême droite, est conforme à la nécessité de l'unité des exploités et des opprimés pour affronter le régime. Que nous favorisons le mot d'ordre du boycott est légitime, puisqu'il correspond à nos convictions et nous les assumons, sans pour autant chercher à diviser inutilement notre classe, alors que la bataille décisive des retraites doit nous rassembler sans réserve.

Sur cette question aussi il faut savoir faire des compromis sans se compromettre, car on a bien conscience que le système actuel des retraites est profondément injuste, mais celui que nous prépare Macron le sera encore davantage, personne ne peut en douter.

Macron est minoritaire et illégitime : Touche pas à ma retraite, dehors !

Si je prends mon cas personnel, j'ai cotisé l'équivalent de 20 annuités, donc en principe j'aurais dû percevoir presque la moitié d'un salaire net nettement supérieur au smic, puisque mes salaires avaient été beaucoup plus élevés, mais n'ayant pas réuni 42 annuités, en guise de sanction ils m'ont imposé un abattement de 37,5% et je me suis retrouvé avec quelque 420 euros au lieu d'environ 700 euros, une misère, la double peine, quoi !

Quelques réflexions politiques et arguments.

Je n'ai pas eu le temps de relire ce passage ou d'approfondir les différents sujets...

1- Quand un régime n'est pas en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la majorité des exploités ou leurs besoins collectifs, il est illégitime et il doit disparaître. Et c'est une escroquerie ou un leurre que de croire qu'il pourrait satisfaire ceux de minorités ou de certaines communautés, ou d'imaginer qu'il suffirait de légiférer pour que la majorité modifie son mode de pensée ou son comportement envers ces minorités ou communautés, c'est plutôt le contraire qui aurait tendance à se produire parce qu'elle se sent frustrée ou injustement méprisée, ce que le législateur savait très bien à l'origine sans jamais l'avouer puisque cela coïncidait avec le but qu'il s'était fixé, que toutes les couches de la société se divisent et s'affrontent au lieu de s'unir contre le régime.

2- On les entend souvent parler d'un côté de la conscience, du niveau de conscience, du développement de la conscience, mais quand on aborde la question de la vieillesse, de la dépendance comme ils disent, du vieillissement de la population, et de l'autre de l'euthanasie, on s'aperçoit qu'ils s'acharnent à les traiter séparément, ce qui ne nous convient pas. Pourquoi ?

Parce qu'arrivera le moment où nous serons physiquement usés et nos facultés nous feront défaut, si bien qu'on sera réduit à vivre dans un état quasi végétatif où tout intérêt pour l'existence nous aura définitivement quitté dans l'attente de notre mort, nous devrions en prendre conscience ou agir en pleine conscience, c'est-à-dire décider de mettre un terme consciemment à cette expérience sachant qu'elle a atteint ses limites, et qu'au-delà se serait s'exposer à des souffrances inutiles et causer des désagréments ou des peines tout aussi inutiles à notre entourage ou à la société, puisqu'on ne pourrait rien attendre de plus de ce cadavre en sursis, donc on devrait pouvoir recourir à l'euthanasie, ce qui nous permettrait de finir notre vie dans la dignité, par un acte conscient, au lieu de l'avoir subie inconsciemment jusqu'à notre dernier souffle sans n'avoir jamais pu prendre notre destin entre nos mains, ce qui est le lot de la plupart des hommes.

Ce qui vaut sous ce régime monstrueux vaudrait également sous un autre régime ou un régime socialiste, car on ne verrait pas pourquoi on aurait vécu consciemment ou on se serait épanoui tout au long de notre existence, pour avoir la faiblesse au dernier moment de prendre le risque de tout gâcher inutilement, puisque désormais il n'y aurait plus rien à en attendre de bon, ce serait ridicule, et franchement le moment serait bien mal choisi puisqu'on n'aurait pas l'occasion de revenir en arrière par la suite pour achever cette comédie en beauté, il serait trop tard.

L'euthanasie n'est pas un acte courageux ou désespéré, mais conscient, c'est ce que je voulais dire.

3- Quand on observe les contradictions dans lesquelles se débattent certains intellectuels qui se caractérisent de gauche,

on s'aperçoit à travers les discours qu'ils tiennent que leurs confusions correspondent aux illusions qu'ils avaient placées dans ce qui fut appelé la gauche, le PS et le PCF, qu'on a sans cesse entretenues en refusant de les caractériser de droite, après avoir affirmé qu'ils étaient passés de l'autre côté de la barricade.

Tout au long de leurs discours on retrouve cette incohérence, dont on ose ensuite les accuser, alors que ce sont nos dirigeants qui en portent la responsabilité, au point qu'on ne peut leur proposer de rejoindre aucun parti. Il faut bien comprendre que ces intellectuels qui ont rompu avec le PS ou le PCF, savent que dans le passé et jusqu'à un passé récent pour ne pas dire jusqu'à nos jours, tous les courants du mouvement ouvrier sans exception se sont corrompus avec ces partis, dès lors comment ou pourquoi devraient-ils cesser de rester en marge du mouvement ouvrier, on leur a fourni un excellent prétexte dont ils usent et abusent pour le justifier.

De la même manière ou pour les mêmes raisons ils refuseront d'admettre qu'ils s'étaient fourvoyés pendant des décennies parfois en rejoignant le PS ou le PCF ou en faisant partie de leurs sympathisants, ce qui ne les aidera pas à rompre avec leurs idéologies, on comprend dès lors pourquoi ils ne peuvent pas se résoudre à rompre avec le capitalisme. S'il n'existe aucune voix suffisamment puissante pour porter le socialisme, ils n'y viendront pas d'eux-mêmes. Alors du coup, ces intellectuels ont tendance à mettre dans le même panier de crabe la totalité du mouvement ouvrier, tous ses partis et c'est bien dommage.

On peut comprendre qu'à un moment donné ils se lassent et lui tournent le dos, ce qui arrive également à bon nombre de militants, hélas ! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je ne tiens pas non plus à être assimilé à un de ces partis. A suivre.

[Comment la gauche et l'extrême gauche sont devenues des instruments de la réaction contre la classe ouvrière.](#)

- A bas les classes ouvrières par C.J. Hopkins – Le 1er octobre 2018 – Source Off Guardian - Le Saker Francophone

Si la Gauche doit s'unir un jour pour sauver le monde de Donald Trump et de ses légions de Poutine-nazis, nous allons devoir affronter notre principal ennemi... les classes ouvrières internationales. Oui, mes camarades, je crains qu'il ne soit temps de regarder les faits en face, si déprimants soient-ils. Les classes laborieuses ne sont pas nos amies. Regardez comment elles nous trahissent et après tout ce que nous avons fait pour elles toutes ces années ! On ne peut permettre que cela continue, pas si nous voulons sauver la démocratie des griffes de Trump, Poutine, Assad, des Iraniens et des enfants palestiniens avec des cerfs-volants terroristes, et finalement endiguer la marée sanglante du néo-fascisme et de l'anti-globalisme !

Maintenant, d'accord, je sais que vous êtes probablement en train de vous demander : « Comment est-ce possible que les classes laborieuses internationales puissent être l'ennemi de la Gauche ? » et « Cela ne rendrait-il pas tout le concept de la Gauche totalement et fondamentalement absurde ? » et autres questions pertinentes. Et c'est tout à fait juste, vous avez le droit de vous les poser. Remettre en question certains aspects de la narration officielle à laquelle les classes dirigeantes contraignent tout le monde de se conformer comme si elles étaient membres d'une secte mondiale ne fait pas de vous un nazi ou quoi que ce soit d'autre. Il est parfaitement normal de poser ces questions, tant que vous ne les posez pas sans arrêt, encore et encore, et une fois de plus, alors qu'on vous a déjà expliqué les faits. Alors voici ces faits, expliqués une fois de plus.

Les classes populaires internationales sont racistes. Elles sont misogynes. Des transphobes xénophobes. Elles ne pensent pas comme nous le voudrions. Certains croient encore en Dieu. Ce sont des suprématistes blancs. Antisémites. Des péquenauds armés, des rednecks brandissant le drapeau confédéré. La plupart d'entre eux n'ont même jamais entendu parler de termes comme « intersectionnalité », « TERF » [Trans-Exclusionary Radical Feminist, une tendance féministe qui affirme que les femmes transgenres ne sont pas vraiment des femmes, car le déterminisme biologique est une idée fautive, NdT]. Ils ne respectent pas les médias institutionnels. Ils pensent que les sources d'information comme le Washington Post, The New York Times, The Guardian, CNN, MSNBC, BBC, etc. sont fondamentalement des organes de propagande pour les multinationales et les oligarques qui les possèdent et ne sont donc finalement pas différentes de FOX, dont ils croient chaque mot des éditorialistes.

Leurs esprits sont tellement tordus par le racisme et la xénophobie qu'ils ne peuvent comprendre comment le capitalisme mondial, l'élimination progressive de la souveraineté nationale, la privatisation de presque tout, l'esclavage par la dette de presque tout le monde et le remplacement de leurs prétendues « cultures » par un semblant de culture à la sauce Disney, omniprésente ; au visage souriant ; sexuellement neutre ; non oppressive ; favorable aux entreprises, sont autant d'étapes sur le chemin menant à un monde plus pacifique, moins agressif.

Tout cela a été prouvé dans de nombreuses études avec toutes sortes de tableaux et de graphiques, et ainsi de suite. Et pas seulement par les statisticiens d'entreprise et par les médias dominants, et les think tanks libéraux. C'est pourquoi, cette semaine, Mehdi Hasan, dans une jérémiade exaspérée dans les pages de The Intercept, ce bastion du journalisme intrépide et combattif propriété du milliardaire Pierre Omidyar, a-t-il prouvé, une fois de plus, que Donald Trump a été élu parce que LES GENS SONT DES FICHUS RACISTES !

Apparemment, Hasan en a eu juste marre que ces apologistes de Trump qui aiment Poutine suggèrent que l'insatisfaction générale à l'égard du capitalisme mondial, du néolibéralisme et de la politique identitaire puisse avoir eu quoique ce soit à voir avec

l'élection par les Américains d'un clown pompeux sans aucune expérience politique au plus haut poste du pays. Hasan cite un grand nombre d'études d'experts, parmi elles celle réalisée par le Fonds pour la démocratie, qui se trouve être un autre avatar d'Omidyar. Mais ne devenons pas tous paranoïaques ou autre. Il existe littéralement des centaines d'études de ce genre à ce sujet, dont chacune a été citée par les médias grand public, les médias alternatifs, les médias extrêmes-alternatifs et pratiquement tous les fous obsédés par Trump disposant d'un blog ou d'un compte Facebook ou Twitter.

Voyez, je comprends que la vérité soit pénible, mais la science statistique ne laisse aucune place au doute. Même si certains d'entre nous veulent le nier, le fait est que le pays qui a élu Barack Obama (qui est noir) deux fois président, a été transformé, par le lavage de cerveau d'agents de Poutine, en un cloaque de xénophobie et de racisme, et c'est à nous, les gens de gauche, de remettre les choses sur la bonne voie !

Maintenant, pour y parvenir, nous devons unir la Gauche, et faire en sorte que tout le monde marche ensemble, et ainsi de suite. Ce qui signifie que nous devons identifier et éliminer tous les faux gens de gauche parmi nous. Ensuite, et ensuite seulement (c'est-à-dire après avoir traqué, dénoncé moralement et exilé tous les infiltrés néo-strasseristes [le strasserisme est un courant du nazisme, NdT] de l'« alt-right », les gauchistes de Sputnik et les apologistes d'Assad), que nous pourrions nous tourner vers une rencontre face à face avec les classes laborieuses internationales et les dénoncer moralement comme une bande de sales racistes.

D'accord, ça a l'air un peu dur, et peut-être totalement idiot, mais quel autre choix avons-nous vraiment ? Si nous voulons vaincre ces nazis pro-Poutine, il faudra bien casser quelques oeufs. Ce n'est pas le moment d'abandonner notre engagement d'imposer notre idéologie basée sur l'identité à toute personne vivant sur la planète Terre ni de tomber dans ce genre de gauchisme démodé fondé sur ce que veut la classe ouvrière. Qui se soucie de ce que veulent les classes populaires ? Ce qui est important, c'est ce que nous voulons qu'elles veuillent. Ce ne sont pas les années 1990, après tout. Toute cette absurdité sur la mondialisation et les entités supranationales comme l'OMC et la Banque mondiale, sans parler des « emplois américains »... Seuls les fascistes parlent comme ça de nos jours !

Mais sérieusement... Si vous êtes arrivé aussi loin dans mon article, et si vous vous considérez comme étant de gauche, d'une certaine manière, vous êtes probablement extrêmement frustré parce que se passe pour la Gauche ces jours-ci, et par la façon dont les classes laborieuses se tournent vers la Droite, aux États-Unis comme dans le monde entier. Si j'ai bien compris, vous voulez peut-être lire cet article de Diana Johnstone (que nous les gens de gauche ne sommes techniquement pas autorisés à lire, parce qu'il est publié à l'origine dans The Unz Review, où une quantité d'articles « alt-right » sont également publiés... et que vous ne voulez pas vous farcir ce genre de truc !).

Ce dont elle parle, c'est de l'insurrection « populiste » en cours contre le capitalisme mondialisé, et c'est aussi ce dont j'ai parlé la plus grande partie de ces deux dernières années.

C'est le moment historique que nous vivons, un soulèvement démocratique maladroit, bâclé, en partie fasciste, en partie non fasciste, contre la diffusion permanente du capitalisme mondial, l'érosion de ce qui reste de souveraineté nationale et... oui, les cultures et les valeurs des peuples.

La classe ouvrière internationale le comprend. La Droite néo-nationaliste le comprend. La majorité de la Gauche ne le comprend pas et refuse d'admettre ce qui se passe et donc elle reste sur la touche en traitant tout le monde de « racistes » et de « fascistes » tandis que les classes dirigeantes capitalistes mondiales et les néo-nationalistes règlent les choses.

C'est exactement ce que les classes dirigeantes veulent et ce que le récit officiel sur Poutine-nazi a été censé réaliser depuis le début. La « fenêtre d'Overton » (c'est-à-dire l'éventail d'idées tolérées dans le discours public) fonctionne mieux lorsqu'elle est divisée en deux moitiés claires. Pendant la prétendue « Guerre contre la terreur », c'était la démocratie contre les terroristes islamiques. Aujourd'hui, c'est la démocratie contre les Poutine-nazis. Les deux récits sont des contes de fée, bien entendu, la réalité, comme toujours, étant plus compliquée.

Si ce qui reste de la Gauche s'attend à jouer un rôle important dans notre moment historique (autre que celui de pom-pom girl moralisatrice pour les classes dirigeantes capitalistes), elle va avoir besoin de se salir un peu plus les mains, de se mêler un peu plus à toute cette classe ouvrière « populiste », leur parler et, je ne sais pas, peut-être même les écouter.

Ou peut-être que je suis totalement à côté... Je veux dire : écouter vraiment ceux de la classe ouvrière ? Certains vont sûrement dire des choses racistes, antisémites et transphobes, que nous ne pouvons pas ignorer ne serait-ce qu'une seconde, ou même discuter rationnellement et être en désaccord avec eux parce que cela signifierait leur donner une plateforme.

Ouais, écrase, je ne sais pas à quoi je pensais... Oubliez tout ce que je viens de vous faire lire. À bas la classe ouvrière fasciste !

C.J. Hopkins

Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Diane pour le Saker francophone

LVOG - Comme quoi la réflexion mûrit chez certains intellectuels à travers le monde qui sont contraints petit à petit de se tourner vers les masses laborieuses, comme leurs prédécesseurs au XVIIIe et au XIXe siècle, c'est d'autant plus difficile qu'il n'existe de nos jours aucun dirigeant de la trempe de Marx ou Engels pour les aider à se débarrasser des idées préconçues qu'ils ont adoptées sur le socialisme, continuant de confondre bolchevisme ou communisme avec le stalinisme ou le maoïsme ou encore le castrisme par exemple.

De notre côté, nous n'avons jamais reproché à un ouvrier d'avoir des préjugés archaïques, d'être croyant, ignorant, arriéré, nous ne le soupçonnons pas d'être raciste, xénophobe ou je ne sais quoi encore, puisque nous savons que c'est le régime qui en est à l'origine, et qu'il suffit de demeurer strictement sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, du socialisme, et de mener notre combat politique dans la perspective du renversement du régime pour que l'idéologie à laquelle ils sont liés n'ait aucune emprise sur nous.

Et quand on a à l'esprit que ce qu'ils appellent la gauche est passée avec armes et bagages du côté de la réaction depuis un siècle, on considère qu'il est normal que la classe ouvrière la considère comme son ennemi. Dès lors, il est tout aussi normal que cette gauche de droite s'en prenne à la classe ouvrière en lui attribuant toutes les tares possibles et inimaginables pour camoufler sa trahison ou sa capitulation face à la réaction. Ce qui l'est moins en revanche, c'est qu'on ait mis aussi longtemps avant de s'en apercevoir, ce qui explique pourquoi on se retrouve totalement ou presque désarmé et impuissant pour la combattre. On comprend dès lors aussi pourquoi il est si difficile de l'admettre. A suivre.

Dans quelle société vivons-nous.

- Près de 260 000 Français sont devenus millionnaires (en dollars) depuis un an - Franceinfo 23 octobre 2018

Le club des millionnaires français s'est enrichi de 259 000 nouveaux membres entre mi-2017 et mi-2018. Selon le rapport annuel du groupe bancaire Crédit suisse publié jeudi 18 octobre, 2,14 millions de Français sont désormais millionnaires en dollars (environ 872 000 euros). Ce rapport intègre dans ses calculs les avoirs financiers et le patrimoine immobilier, et ne prend pas en compte les éventuelles dettes.

"La principale explication de cette hausse du nombre de millionnaires dans les pays d'Europe est la croissance de la richesse réelle, plutôt que les mouvements des taux de change", notent les auteurs du rapport. "Il y a aussi sans doute un effet de 'rattrapage', explique BFMTV. Le nombre de millionnaires français avait fortement chuté ces dernières années. Le pays comptait en effet, en 2014, 2,4 millions de millionnaires."

Les Suisses restent les plus riches

La progression notée pour la France est la deuxième plus forte dans le monde après celle des Etats-Unis, précise Le Figaro. Outre-Atlantique, 878 000 Américains sont devenus millionnaires à cette période. Les Etats-Unis comptent le plus de millionnaires au monde avec 17,3 millions de personnes. Ils sont suivis de la Chine avec 3,4 millions de millionnaires, du Japon (2,8 millions), du Royaume-Uni (2,4 millions) puis de l'Allemagne ex-aequo (2,14 millions). Toutefois, leur nombre avait chuté ces dernières années : en 2014, ils étaient 2,4 millions.

"La distribution mondiale de la richesse reste largement orientée vers l'Amérique du Nord et l'Europe, qui représentent 60% de la richesse totale des ménages mais ne comptent que 17% de la population adulte mondiale", note l'un des auteurs du rapport. En revanche, le document précise que si l'on considère le patrimoine moyen, les Suisses restent les plus riches au monde avec 11% d'adultes millionnaires. Leur patrimoine moyen s'élève en effet à 530 240 dollars (environ 461 164 euros). Franceinfo 23 octobre 2018

Ganstérisme d'Etat. Hold-up ou détournement de fonds !

- Gérald Darmanin admet que les recettes fiscales du loto du patrimoine n'iront pas au patrimoine - Le HuffPost 23.10

Quand à un pôle les riches deviennent toujours plus riches, à l'autre pôle les pauvres doivent devenir toujours plus pauvres ou plus nombreux.

- Retraites : Agnès Buzyn garantit l'âge de départ à 62 ans, mais pas le taux plein - AFP 22.10

"Le seul engagement qui a été pris, c'est que l'âge de 62 ans restera l'âge minimal de départ." La ministre des Solidarités, Agnès Buzyn, a déclaré dimanche 21 octobre que la question de l'âge de la retraite à taux plein serait tranchée par la négociation avec les partenaires sociaux, avec l'objectif "d'arriver à un consensus".

"Laissons faire la concertation, la première phase de la négociation s'est remarquablement bien passée, c'est inouï (...) AFP 22.10

"*La négociation s'est remarquablement bien passée, c'est inouï*", elle n'en revient pas elle-même, c'est dire à quel point les dirigeants syndicaux ont dû se coucher...

Quand on décidera de construire un nouveau syndicat ouvrier, il sera évidemment trop tard...

Seconde partie.

France. Macronie et régime policier

Qu'est-ce qui définit le mieux de nos jours une dictature ou un régime totalitaire ? L'alliance du pouvoir en place, des institutions, de la justice, de la police, des médias. Quand l'Etat est sous le contrôle de ploutocrates, et ses opposants menacés, harcelés, réprimés.

Qu'on ne se méprenne pas, Mélenchon et LFI ne constituent pas un danger en tant que tels pour le régime, mais c'est ce qu'il représente pour ceux qui ont des illusions en lui qui en représente un. Nous ne défendons pas Mélenchon, mais ce qu'il représente dans la tête de nombreux militants ou travailleurs.

Macron : Achevons-le !

Lu dans la presse aux ordres.

- Emmanuel Macron fatigué, usé, ses proches s'inquiètent pour sa santé...

- Emmanuel Macron "maigrît à vue d'oeil"...

- Pour un de ses collaborateurs, Emmanuel Macron est dans une période de doute. « Il doute de tout » a-t-il confié au journal Le Parisien. lanouvelletribune.info 22.10

France Info, le relais de l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'Etat, de l'Otan, de l'UE...

Qui est Vincent Giret, le directeur de France Info ?

Il a été directeur ou directeur adjoint des rédactions de L'Expansion, du Parisien, de France 24, de Libération et enfin du Monde avant d'être nommé directeur de France Info. C'est donc un des caciques du système de propagande du gouvernement ou du régime.

Vincent Giret voulait-il faire le coup de la tronçonneuse à Mélenchon ?

- "Jean-Luc Mélenchon est le bienvenu pour une explication", affirme Vincent Giret, le directeur de franceinfo - Franceinfo 22 octobre 2018

- Jean-Luc Mélenchon voulait débattre sur BFM avec les journalistes de franceinfo. C'est non - Le HuffPost 22 octobre 2018

...le leader de la France insoumise, a proposé sur son blog "un débat public contradictoire avec nos diffamateurs de Radio France sur une chaîne comme BFM qui n'appartient pas au gouvernement. Un débat public avec notre diffamateur le rapporteur de notre compte de campagne monsieur de Chalvron".

"Quelqu'un a peur du débat, de la vérité, des comparaisons? Ils ont des raisons. Pas nous", écrivait dimanche Mélenchon

"Un match de catch entre Jean-Luc Mélenchon et la cellule investigation de Radio France sur une télévision privée, c'est non, répond lundi 22 octobre Vincent Giret, directeur de franceinfo. Ça n'est pas raisonnable". En revanche, Vincent Giret invite le leader de La France insoumise sur l'antenne de franceinfo. "Que Jean-Luc Mélenchon vienne ici, réponde à nos questions, comme le font ses lieutenants. Il est toujours le bienvenu pour une explication et un moment de journalisme normal, serein." France Info 22.10

- Mélenchon "en guerre ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police" - AFP 22 octobre 2018

Jean-Luc Mélenchon a assuré lundi que la France insoumise n'était en guerre "ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre

la police", mais qu'"une partie" de ces trois corporations étaient "en guerre" contre LFI dans le sillage du gouvernement.

"Nous ne sommes pas en guerre, ni contre les médias, ni contre la justice, ni contre la police. Mais par contre il y a une partie de la justice, de la police et des médias qui est en guerre contre nous parce que le gouvernement a décidé de nous mener cette guerre incroyable que vous avez sous les yeux", a déclaré M. Mélenchon dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux.

"Quant à moi, maintenant, c'est ma vie privée qui paraît-il est d'intérêt général parce que, disent plusieurs journaux, dans les procès verbaux, paraît-il, on déclarerait qu'il y avait quelqu'un chez moi à 07h00 du matin. Mais j'ai le droit, moi de caractériser mes relations", a également déclaré M. Mélenchon.

"Tout cela n'est pas digne. Ce qu'on nous fait subir n'est pas digne, c'est de l'indignité voulue pour salir, pour faire craquer, pour abaisser les gens, les humilier autant qu'on peut parce que enfin, toute la caste hurle de joie", a poursuivi M. Mélenchon.

"Nous n'avons jamais surfacturé. Ceux qui le disent sont des menteurs", a assuré le député des Bouches-du-Rhône.

"Ils (les médias, NDLR) disent: vous avez fait des surfacturations, c'est à partir de là qu'ils montent tout leur roman. Il y a eu des surfacturations, elles ont été faites par la société Mediascop principalement --il y a d'autres accusations-- et j'en aurais bénéficié parce que nous aurions un lien personnel. Mais tout cela doit avoir une trace quelque part non ?", a-t-il développé.

"Ils n'ont même pas fait le minimum du travail, c'est-à-dire comparer les factures sur les mêmes prestations. C'est très facile, il suffit de comparer les factures de M. Macron, de M. Hamon, de M. Fillon et les miennes, et comme ça vous savez tout de suite combien valent les choses. Parce qu'il y a un prix du marché. C'est pas la peine de parler tout le temps du marché et de ne pas s'y référer quand par hasard il sert à quelque chose." AFP 22 octobre 2018

La fabrique du consentement mise à contribution.

- La popularité de Mélenchon entachée par l'épisode des perquisitions - Reuters 22 octobre 2018

A 22% de sondés "satisfaits" de son action, il recule de sept points de pourcentage par rapport à septembre dans le baromètre Opinion Way pour LCI réalisé mercredi et jeudi et publié dimanche, et atteint ainsi un plus bas inédit dans ce sondage réalisée depuis 2010. Reuters 22 octobre 2018

Bref, un sondage commandé par l'oligarque Bouygue...

- Après une semaine calamiteuse, Jean-Luc Mélenchon coule dans le baromètre politique Ipsos/Le Point. - LePoint.fr 24 octobre 2018

Bref, un sondage commandé par l'oligarque François-Henri Pinault...

Soupçon et harcèlement.

- Mélenchon est-il allé trop loin ? - Capital 23.10

- Comptes de campagne de Jean-Luc Mélenchon : Sophia Chikirou de nouveau entendue par les policiers - Franceinfo 23.10

Servilité bien comprise.

- Benoît Hamon ne comprend pas les attaques de Jean-Luc Mélenchon contre la presse - LeFigaro.fr 23.10

Parole d'internaute

(A propos de la cabale montée contre Mélenchon.)

1- "Être innocent n'a jamais protégé personne en politique. Mélenchon devrait arrêter de se justifier tout le temps car ses accusateurs se moquent pas mal de sa probité ou de la régularité de ses comptes. Il est coupable parce qu'il doit l'être, c'est tout. Et ce n'est pas fini, il va se faire déchiQUETER par la "justice" et par la presse.

Le comportement du prétendument vertueux Mediapart dans cette affaire est le signe que rien ne lui sera épargné. Mélenchon a justement pointé le fait que ce genre de pratique a désormais cours dans un certain nombre de pays d'Europe et d'Amérique latine. On a assez peu parlé en France de ce qu'a subi le Britannique (eurosceptique et anti-Blair) Jeremy Corbyn depuis son accession à la tête du Labour. C'était ultra violent, à mon avis bien pire que le sort qui est fait à Mélenchon. Les tentatives pour

le tuer politiquement avec l'accusation d'antisémitisme ont été incessantes et savamment orchestrées. Il a survécu et le poste de Premier Ministre lui reste accessible.

Il faut noter que le caractère de Corbyn est à l'opposé de celui de Mélenchon : il est calme, posé, très courtois, un vrai robinet d'eau tiède. Ce n'est évidemment pas le tempérament de Mélenchon (et encore moins ses comptes de campagne) qui est la cause du maccarthysme qui se déchaîne dans la presse et la justice. C'est son programme politique."

2- (Macron - Ndlr) "Un homme sous influence?"

La moralité de l'histoire serait que lorsque on a plein de dettes et un train de vie somptueux on ne peut être que redevable à l'égard de ses mentors financiers.

Bref à n'en pas douter voici un homme politique sous influence qui n'a guère d'autre souci que de continuer à flotter dans le marigot en récompensant les grenouillages qui l'ont fait roi...

Confiné par la majorité populaire dans ses derniers retranchements le voici en train de tordre les bras à l'opinion et à la justice en allumant des contre feux répressifs dignes des grandes heures du totalitarisme mondial...

Bref un coup d'état de la novlangue et du parler vide médiatique qui commence à s'apparenter à une chasse aux sorcières politique.

Honte à tous les godillots néo libéraux de ce pays qui ont transformé l'assemblée de la nation en chambre d'enregistrement au service d'une idéologie minoritaire et totalitariste qui met en place sans débat la pire dictature celle des ultra nantis..."

3- "A propos de ses revenus de l'époque Rothschild, faut croire que la braderie d'Alstom lui a rapporté un "pognon fou".

Mon opinion est faite depuis longtemps : Macron présente le profil type du Yuppie (acronyme de Young Urban Professional), terme anglophone définissant les jeunes cadres et ingénieurs de haut niveau, évoluant dans les milieux de la haute finance et habitant le cœur de grandes métropoles (définition wikipedia).

J'en connais personnellement quelques-uns (fils et filles de connaissances et amis).

Ils ont voté massivement pour leur alter égo, s'identifiant pleinement à l'artefact générationnel du système promu par l'Union Européenne : libre-échange (main-d'oeuvre, produits et capitaux), LGTB, Mariage pour Tous/pacsage, migrants... chez les autres/voisins, sans frontière ni limites, ardent défenseur de la monnaie unique si pratique pour se déplacer en Europe (sans se soucier de ses effets destructeurs), des individualistes dont le seul repère est argent et plaisirs associés."

4- "Ne pas oublier une certaine présidente suspectée de malversation qui a été délogé par un nouveau président connu pour ses malversations... comme les révolutions colorées, le #metoo ou d'autres choses, quand on élargit le champs de vision, il y a des "coïncidences significatives"..."

La morale de la morale, c'est que ceux qui font le plus la morale sont généralement ceux qui en ont le moins.

[Totalitarisme. La France un pays toujours plus liberticide.](#)

- "Black blocs" : Le Sénat adopte un texte LR contre les violences dans les manifestations - AFP 23.10

- Vous comprenez pourquoi les dirigeants syndicaux ont toléré la présence des Black blocs dans leurs manifestations...

- Le Sénat vote une proposition de loi anti-violences - Reuters 23.10

Le Sénat a voté mardi en première lecture une proposition de loi émanant de l'opposition et visant à prévenir les violences lors des manifestations, notamment en sanctionnant plus sévèrement les auteurs de tels actes. Reuters 23.10

- Campagne sur le consentement sexuel : il faut "que les rapports soient consentis, mais surtout désirés" - Franceinfo 23.10

- Entre 25 et 34 ans, une femme sur cinq dit avoir subi un rapport sexuel forcé ou une tentative - Franceinfo 23.10

- Bruno Julliard porte plainte contre Marcel Campion pour diffamation et injure homophobe - Le HuffPost 23.10

Troisième partie

Dossier sur l'affaire du journaliste Jamal Khashoggi.

Comme dans l'affaire Mélenchon, nous ne prenons pas la défense de Khashoggi qui était un personnage pour le moins inféquentable ou détestable, qui collaborait avec le Washington Post et le New York Times qui figurent par les piliers du groupe Bilderberg et de la presse états-uniennes relayant la propagande de l'Etat profond américain.

Ce qui nous intéresse c'est uniquement d'exposer et d'exploiter la pourriture du vieux monde, de montrer comment il fonctionne et quelles sont ses véritables intentions, de quoi il est capable pour parvenir à ses fins, afin que le plus nombre de travailleurs parviennent à la conclusion qu'il faut impérativement l'abattre et qu'il y a urgence en la matière.

- Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Extrait.

L'opération Khashoggi

Il suffisait d'attendre. Le 2 octobre 2018, MBS fit assassiner au consulat saoudien d'Istanbul un des hommes de main du prince al-Waleed Ben Talal, le journaliste Jamal Khashoggi, en violation de l'article 55 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires [4].

Jamal Khashoggi était le petit-fils du médecin personnel du roi Abdul Aziz. Il était le neveu du marchand d'armes Adnan Khashoggi qui équipa l'armée de l'air saoudienne, puis approvisionna pour le compte du Pentagone l'Iran chiite contre l'Iraq sunnite. Samira Khashoggi, sa tante, est la mère du marchand d'armes Dodi Al-Fayed (éliminé avec sa compagne, la princesse britannique Lady Diana [5]).

Jamal avait été associé au coup de Palais que le vieux prince al-Waleed préparait contre MBS. Des spadassins lui coupèrent les doigts et le démembrèrent avant de présenter sa tête à leur maître, MBS. L'opération avait été soigneusement enregistrée par les services secrets turcs et US.

À Washington, la presse et des parlementaires US demandent au président Trump de prendre des sanctions contre Riyad [6].

Un conseiller de MBS, Turki Al-Dakhil, réplique que si les États-Unis prennent des sanctions contre le royaume, celui-ci est prêt à chambouler l'ordre mondial [7]. Car dans la tradition des bédouins du désert, toute insulte doit être vengée quel qu'en soit le prix.

Selon lui, le royaume prépare une trentaine de mesures dont les plus marquantes sont :

- Descendre la production de pétrole à 7,5 millions de barils/jour, provoquant une hausse des prix aux environs de 200 dollars le baril. Le royaume exigera d'être payé en d'autres monnaies que le dollar, provoquant la fin de son hégémonie ;
- S'écarter de Washington et se rapprocher de Téhéran ;
- Acheter des armes en Russie et en Chine. Le royaume offrira une base militaire à la Russie à Tabuk, au nord-ouest du pays, c'est-à-dire à proximité de la Syrie, d'Israël, du Liban et de l'Iraq ;
- Soutenir du jour au lendemain le Hamas et le Hezbollah.

Consciente des dégâts que le fauve peut provoquer, la Maison-Blanche sonne la curée. Se souvenant tardivement de leur beau discours sur les « Droits de l'homme », les Occidentaux déclarent en chœur qu'ils ne supportent plus ce tyran médiéval [8]. Tous leurs leaders économiques, un à un, se conforment aux instructions de Washington et annulent leur participation au Forum de Riyad. Rappelant que Khashoggi était « résident états-unien », le président Trump et son conseiller Kushner évoquent la confiscation de ses biens au profit des États-Unis pour apaiser leur courroux.

À Tel-Aviv, c'est la panique. MBS était le meilleur partenaire de Benjamin Netanyahu [9]. Il lui avait demandé de constituer un état-major commun au Somaliland pour écraser les Yéménites. Lui-même s'était secrètement rendu en Israël, fin 2017. L'ancien ambassadeur US à Tel-Aviv, Daniel B. Shapiro, prévient ses coreligionnaires israéliens : avec un tel allié, Netanyahu met le pays en danger [10].

Le Pacte du Quincy ne protège que le roi, pas les prétendants à son trône. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Notes.

[4] « Convention de Vienne sur les relations consulaires », Réseau Voltaire, 24 avril 1963.

[5] Lady died, par Francis Gillery, Fayard éd., 2006. « Francis Gillery : "J'ai étudié le mécanisme du mensonge d'État dans l'affaire Diana" », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 août 2007.

[6] "The disappearance of Jamal Khashoggi", by Manal al-Sharif, Washington Post (United States) , 9 October 2018. "Letter by the Senate Foreign Relations Committee on the disappearance of Jamal Khashoggi", 10 October 2018.

[7] "US sanctions on Riyadh would mean Washington is stabbing itself", Turki Al-Dakhil, Al-Arabiya, October 14, 2018.

[8] « Déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères d'Allemagne, de France et du Royaume-Uni sur la disparition de Jamal Khashoggi », « Déclaration de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni sur la mort de Jamal Khashoggi », Réseau Voltaire, 14 et 21 octobre 2018.

[9] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2015.

[10] "Why the Khashoggi Murder Is a Disaster for Israel", Daniel Shapiro, Haaretz, October 17, 2018. Source : « Le Pacte du Quincy ne protège que le roi d'Arabie, pas son héritier », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 octobre 2018, www.voltairenet.org/article203577.html

- Le drame Khashoggi. Plus d'accord possible. Erdogan veut le départ de MbS - Moon of Alabama 22 octobre 2018

La saga Khashoggi continue d'influencer la situation politique au Moyen-Orient.

Vendredi dernier, le régime saoudien admettait que Khashoggi avait été tué dans son consulat à Istanbul. Depuis, il a changé deux fois d'histoire :

Après avoir nié pendant des semaines son implication dans la disparition de Khashoggi, l'Arabie saoudite a déclaré que ce dernier avait été tué dans le consulat d'Istanbul, affirmant que sa mort était le résultat d'une simple "bagarre". Une source saoudienne proche du palais royal a déclaré plus tard à CNN que le journaliste du Washington Post était mort par étouffement. Dimanche, son ministre des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, est allé plus loin en qualifiant, dans une déclaration à Fox News, la mort de Khashoggi de "meurtre" et d'"erreur énorme".

Mohammad bin Salman, le prince héritier saoudien et dirigeant de facto, ne semble pas avoir de bons conseillers médiatiques. Si l'on ne s'en tient pas à une seule histoire, toutes les autres seront immédiatement remises en question.

Les Saoudiens prétendaient à l'origine que Khashoggi avait quitté le consulat. Nous savons maintenant pourquoi ils se sont sentis assez sûrs d'eux-mêmes pour affirmer une telle chose. CNN tient une nouvelle histoire d'origine turque ; un leurre est sorti du consulat pour faire croire que c'était Khashoggi qui en sortait. Ils ont fourni des photos pour le prouver :

Un membre de l'équipe de 15 hommes soupçonnée de la mort de Jamal Khashoggi s'est déguisé et a été filmé par des caméras de surveillance d'Istanbul le jour où le journaliste a été tué, a déclaré un haut responsable turc à CNN.

CNN a obtenu des images exclusives de surveillance policière, dans le cadre de l'enquête du gouvernement turc, qui semblent montrer l'homme quittant le consulat par la porte arrière, portant les vêtements de Khashoggi, une fausse barbe, et des lunettes.

Mais, alors que Khashoggi était à moitié chauve, le leurre dans les vêtements de Khashoggi semble avoir tous ses cheveux.

Petit à petit, le gouvernement turc divulgue de plus en plus de détails sur cette triste histoire. Cela aide à maintenir le sujet en tête de l'ordre du jour politique.

YeniSafak, un journal grand public aligné sur Erdogan, affirme (turc, traduction automatique) que Khashoggi a été mis en contact téléphonique avec MbS pendant son séjour au consulat. On lui aurait dit de retourner en Arabie saoudite. Après avoir

refusé de le faire, il a été tué.

Un rapport ultérieur de YeniSafak (turc, traduction automatique) indique que le chef de l'équipe saoudienne envoyé au consulat, Maher Abdulaziz Mutreb, a donné quatre coups de fil au directeur du bureau de bin Salman, Badr bin Mohammed Al Asaker, à Riyadh. Ce dernier est le directeur de la fondation du prince héritier et son "éminence grise". Mutreb aurait utilisé le téléphone portable du consul. Un autre coup de fil a été donné aux États-Unis, probablement à Khalid bin Salman, le frère de MbS, ambassadeur saoudien à Washington DC. lequel est depuis retourné à Riyad. Al Jazeera Arabic avait déjà fait état de tels appels et de 19 autres appels WhatsApp à MbS lui-même.

Si la nouvelle de ces appels est avérée, le meurtre de Khashoggi était donc sans aucun doute un meurtre prémédité sur ordre direct du prince héritier.

La police turque a également trouvé une voiture abandonnée qui appartient au consulat saoudien. On peut la voir sur les images de vidéosurveillance du consulat le jour où Khashoggi a été tué.

Tout cela prouve que l'espionnage de l'équipe d'assassinat saoudienne [par les turcs, NdT] était total. Tous les réseaux de téléphonie cellulaire conservent les traces de chaque appel. Tout téléphone d'un fonctionnaire étranger en Turquie est surveillé par les services de renseignement du pays. Seul un téléphone jetable avec une carte prépayée anonyme aurait pu offrir une certaine protection.

Il semble que l'équipe saoudienne s'en fichait. Elle a tenté d'occulter l'incident en enlevant le corps, mais n'a pas fait grand-chose pour dissimuler l'opération. Ils s'attendaient probablement à s'en tirer comme ça. C'était certainement le cas de MbS, leur patron :

Le Prince Mohammed a été choqué que la disparition de Khashoggi ait dégénéré en crise diplomatique. Il n'a pas compris pourquoi la disparition de Khashoggi était considérée comme si importante, selon les personnes qui ont récemment eu des contacts avec le prince. ...

Le 10 octobre, huit jours après la disparition de Khashoggi, le prince Mohammed a appelé Jared Kushner, le conseiller et gendre du président Trump, d'après les personnes informées de cette conversation téléphonique.

Pourquoi tant indignation, a demandé le prince Mohammed en anglais. ...

La confusion du prince s'est vite transformée en rage. "Il a été vraiment choqué par une telle réaction ", a déclaré un proche de la cour royale. "Il se sent trahi par l'Occident. Il a dit qu'il regarderait ailleurs [des alliés, NdT] et qu'il n'oublierait jamais comment les gens se sont retournés contre lui avant que des preuves ne soient montrées."

Personne ne semble se soucier du nombre de meurtres quotidiens dus à Mohammad bin Salman au Yémen. Il n'y a pas eu de réaction brutale lorsque MbS a enlevé le Premier ministre libanais Hariri, ni lorsqu'il a incarcéré près de 400 princes et les a torturés pour voler leur argent. Pourquoi quelqu'un se soucierait-il de Khashoggi ?

Parce que c'est ainsi que fonctionne la psychologie humaine :

La mort d'un homme est une tragédie. La mort de millions de personnes est une statistique. - Joseph Staline

Nous, les humains, nous nous soucions beaucoup plus d'une seule personne que nous connaissons que d'une masse de personnes avec lesquelles nous n'avons aucune relation.

Khashoggi était un ami personnel d'Erdogan. Il était chroniqueur au Washington Post, le journal d'information le plus apprécié de la CIA. Mohammad bin Salman est un ennemi des deux. Ni le rédacteur en chef néoconservateur du Post, Fred Hiatt, ni Erdogan n'apprécient le prince héritier saoudien. Ils font donc du grabuge quand on leur en donne l'occasion.

Ils vont donc empiler et laver publiquement le linge sale de l'Arabie saoudite jusqu'à ce que MbS ne soit plus là. Hier, le New York Times dénonçait les brigades twitter que les Saoudiens avaient engagées pour manipuler l'opinion publique. Aujourd'hui, c'est le Washington Post qui fait un rapport détaillé sur le trafic d'influence que les saoudiens exercent grâce aux groupes de réflexion américains. Le Middle East Institute, le CSIS et Brookings ne jouent plus le jeu. Ceux qui faisaient du lobbying pour les Saoudiens annulent leurs contrats. D'autres articles de ce genre seront publiés. Les années de lobbying et les dizaines de millions de dollars utilisés pour la propagande en faveur des Saoudiens sont maintenant partis en fumée.

L'affaire est préjudiciable à Trump. Il a construit sa politique au Moyen-Orient sur ses relations avec l'Arabie saoudite. Mais il ne peut pas éviter le sujet et doit faire laisser MbS face à ses responsabilités. Son propre parti fait pression en ce sens. Hier, le sénateur républicain Bob Corker, président de la commission des affaires étrangères, a rejeté la version saoudienne de l'article et

a demandé (video) à ce qu'ils en subissent les conséquences :

"C'est mon sentiment, je n'en suis pas encore sûr, mais d'après les renseignements que j'ai lus, d'après les autres extraits que j'ai lus, je pense que MbS est impliqué dans cette affaire, qu'il l'a dirigée et que cette personne a été intentionnellement assassinée. ...

Il doit y avoir une punition et un prix à payer pour cela. ...

Est-ce que je pense qu'il l'a fait ? Oui, je pense qu'il l'a fait. (...) Nous avons évidemment des coups de fil interceptés qui font penser à une participation allant à un très haut niveau, alors utilisons cela. »

Dimanche, Erdogan était au téléphone avec Trump. Le compte rendu turc de cet appel fait allusion aux négociations sur la Syrie, à la levée des sanctions contre la Turquie et à d'autres questions. Mais l'affaire Khashoggi est maintenant allée trop loin pour permettre la conclusion d'un accord à ce sujet.

Le porte-parole d'Erdogan, chroniqueur un peu fou, Ibrahim Karagül, donne un aperçu de la pensée d'Erdogan et expose ses objectifs :

Le véritable piège était tendu contre l'Arabie saoudite. Bien qu'un rapport conjoint Arabie Saoudite – États-Unis – Israël ait été établi et qu'il ait été question de protéger l'administration de Riyad de l'Iran, l'objectif était de détruire l'Arabie Saoudite par l'intermédiaire de Salman et Zayed [Prince héritier d'Abu Dhabi]. Le prochain front prévu après la guerre en Syrie est le golfe Persique, l'Arabie Saoudite. Ils n'ont jamais compris cela, ils ne pouvaient pas le comprendre. La Turquie l'a compris, mais le monde politique arabe était aveuglé.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite se trouve dans une situation très difficile. Le monde s'est effondré sur elle. Le prince héritier Salman traverse une épreuve pénible à cause de Zayed, qui a le contrôle sur lui. Si la gravité de la situation après l'assassinat de Khashoggi n'est pas comprise, nous assisterons à un "front contre l'Arabie saoudite", avant peu d'années. ...

L'administration de Riyad doit détronner immédiatement le prince héritier Mohammed bin Salman. Elle n'a pas d'autre choix. Sinon, elle va en payer le prix fort. S'ils ne parviennent pas à briser le piège tendu à l'Arabie saoudite par l'intermédiaire de bin Zayed, ils seront victimes de la formule de Trump "Tu ne dureras pas plus de quelques semaines", et le processus va commencer à s'enclencher dans cette direction. ...

Ce duo doit être retiré de la région et neutralisé. Sinon, ils vont y mettre le feu.

Le Prince héritier d'Abu Dhabi, Mohammed bin Zayed, est le mentor et partenaire de Mohammad bin Salman contre le Yémen. MbZ est plus intelligent que MbS – et sera plus difficile à déloger.

Erdogan a annoncé, dans un discours prononcé devant le groupe parlementaire de son parti, qu'il donnerait plus de détails sur l'affaire mardi prochain. Il ne diffusera probablement pas encore la cassette du consulat que les services de renseignements turcs prétendent avoir. Mais il pourrait bien confirmer les appels téléphoniques révélés et menacer de diffuser leur contenu.

L'objectif d'Erdogan semble clair. La possibilité pour MbS de passer un accord avec lui s'est volatilisée, celui-ci doit partir. Il essaiera de faire valoir son point de vue jusqu'au bout.

Moon of Alabama

Traduit par Wayan, relu par jj pour le Saker Francophone

[Lu dans les médias du ministère de la Vérité.](#)

- Pour Donald Trump, le meurtre de Jamal Khashoggi est "l'une des pires opérations de dissimulation de l'Histoire" - Le HuffPost 24 octobre 2018

"Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation", a-t-il déclaré depuis le Bureau ovale. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui "un fiasco total".

Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un "excellent allié" de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était "l'un des principaux investisseurs aux Etats-Unis".

"Ils avaient un très mauvais projet à l'origine, il a été très mal exécuté et l'opération de dissimulation a été l'une des pires de l'histoire des opérations de dissimulation", a déclaré Donald Trump depuis le Bureau ovale. "Cela n'aurait jamais dû être envisagé", a-t-il ajouté. "Celui qui a eu cette idée, quel qu'il soit, est dans une situation très difficile", a-t-il encore dit. Le meurtre et sa dissimulation sont d'après lui "un fiasco total".

Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, le locataire de la Maison Blanche a pris soin de souligner combien Ryad était un "excellent allié" de Washington depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était "l'un des principaux investisseurs aux Etats-Unis".

Faisant un point sur l'enquête, Recep Tayyip Erdogan a décrit un "meurtre sauvage" qui a été "planifié" pendant plusieurs jours et mis à exécution par une équipe de "15 agents". Sans impliquer nommément le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, dit "MBS" et régulièrement critiqué par Khashoggi, le président turc a souligné l'importance de punir "toutes les personnes impliquées, des exécutants aux commanditaires" de ce meurtre.

Il faut "mettre au jour les responsabilités de chacun dans cette affaire, du plus haut niveau au plus bas", a insisté le chef de l'État turc, qui a proposé de juger à Istanbul les 18 suspects arrêtés par Ryad. Le HuffPost et AFP 24 octobre 2018

Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a dénoncé mardi le meurtre "barbare" du journaliste saoudien Jamal Khashoggi...

Il a rejeté les explications de Ryad (une altercation qui aurait mal tourné) et mis en cause sans le nommer "MBS", tout en semblant dédouaner son père, le roi Salman, dont il a dit ne pas douter de la sincérité. Reuters 24 octobre 2018

- Des parties du corps de Kashoggi retrouvées dans les jardins du consul saoudien à Istanbul - BFMTV 23 octobre 2018

Après une longue période de dénégation, les autorités saoudiennes avaient fini par admettre que Jamal Kashoggi avait été tué le 2 octobre dans les locaux de leur consulat à Istanbul. Mais, plutôt que de reconnaître un assassinat sciemment organisé, l'Arabie saoudite assurait que le journaliste était mort des coups reçus durant une bagarre ayant éclaté lors d'un interrogatoire. Par ailleurs, le royaume jurait ne pas savoir où se trouvait le corps de la victime. Il semble que ce mystère se dissipe désormais et que la version saoudienne soit à présent intenable. En effet, selon Sky News ce mardi, les enquêteurs turcs ont découvert des parties du corps de Jamal Kashoggi dans les jardins du consul général saoudien.

Le média britannique dit se fonder sur deux sources différentes, l'une liée à l'enquête, l'autre très bien placée dans les cercles politiques et en relation avec l'instruction judiciaire. Les deux ont confirmé la découverte, et la seconde a précisé la localisation de celle-ci. Et il est bien question des jardins de la résidence personnelle du consul général saoudien, Mohamed al-Otaibi, et non du consulat stricto sensu, distant de 500 mètres. Les restes du reporter attestent qu'il a été démembré et que son visage a été défiguré. Les policiers scientifiques avaient auparavant prélevé des échantillons de terre des jardins du consul général. BFMTV 23 octobre 2018

- Nouvelles révélations macabres sur la mort de Jamal Khashoggi - Le figaro.fr 22.10

Dans le quotidien Hurriyet, M. Selvi, un éditorialiste proche du pouvoir turc, affirme que Jamal Khashoggi, âgé de 59 ans, a été immédiatement conduit vers le bureau du consul où il a été «étranglé» par les agents saoudiens. «Cela a duré entre 7 et 8 minutes», précise-t-il. Le corps a ensuite été «coupé en 15 morceaux» par un médecin légiste faisant partie du commando saoudien, ajoute le journal, selon lequel le corps démembré a été sorti du consulat, mais se trouverait toujours dans un endroit inconnu à Istanbul.

Selon les médias turcs, la police a retrouvé lundi un véhicule du consulat saoudien, équipé d'une plaque d'immatriculation diplomatique, «abandonné» dans un parking souterrain d'Istanbul. La chaîne américaine CNN a pour sa part diffusé des images de vidéosurveillance montrant, selon un responsable turc, un des agents saoudiens quittant le consulat par une porte arrière et portant les vêtements dont était vêtu Khashoggi à son arrivée, ainsi qu'une barbe factice. Il s'agissait, selon le responsable turc, d'une «tentative de dissimulation» visant à faire croire que Khashoggi avait bel et bien quitté le bâtiment comme l'avait affirmé Ryad après la disparition du chroniqueur du Washington Post.

La chaîne turque AHaber a de son côté diffusé d'autres images de vidéosurveillance montrant selon elle des employés saoudiens du consulat brûler des documents au lendemain de la mort de Khashoggi.

Selon Reuters, l'un des principaux conseillers de MBS, Saoud al-Qahtani, limogé samedi dernier, aurait été présent virtuellement au consulat durant l'interrogatoire, via Skype. Al-Qahtani aurait insulté Khashoggi à plusieurs reprises, et c'est lui qui aurait ordonné à ses sbires de «disposer» du journaliste. «Apportez-moi la tête du chien», leur aurait-il ordonné, croit savoir Reuters, citant une source auprès des services de renseignement turcs. Il n'est toutefois pas certain que Al-Qahtani ait assisté à l'ensemble de la scène. Toujours selon l'agence, l'enregistrement de cette conversation sur Skype serait actuellement entre les mains du

président turc.

Erdogan s'est entretenu au téléphone dans la nuit de dimanche à lundi avec son homologue américain Donald Trump, peu après la parution d'une interview dans laquelle ce dernier a dénoncé «des mensonges» et jugé que les versions données par Riyad «partent dans tous les sens». «Je ne suis pas satisfait de ce que j'ai entendu», a déclaré lundi le président américain depuis les jardins de la Maison Blanche, précisant qu'il avait parlé au prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane. Le figaro.fr 22.10

- Ouverture de la session 2018 de la Future Investment Initiative de Riyad - Réseau Voltaire 23 octobre 2018

La session 2018 du Future Investment Initiative s'est ouverte, le 23 octobre 2018 à Riyad. Cette conférence, créée en 2017, était destinée à devenir annuelle. Cependant la majorité des orateurs et sponsors étrangers se sont retirés de l'organisation à la suite de l'assassinat de Jamal Khashoggi.

Le Future Investment Initiative se targuait d'être le « Davos du désert ». Lors de la session 2017, le prince héritier Mohamed Ben Salmane (dit « MBS ») avait présenté le projet Neom : la création d'un paradis fiscal en mer Rouge pour l'élite de la planète. Il avait également annoncé un futur abandon du wahhabisme [1].

Durant l'année écoulée, le projet Neom a été confié à Klaus Kleinfeld, un des administrateurs du Groupe de Bilderberg. Il a été étendu à la rive occidentale de la mer Rouge avec l'aide de l'Égypte. Israël devait en assurer la sécurité.

Aucun signe d'abandon du wahhabisme n'a été rendu public. Tout au plus les femmes se sont vues octroyer le droit de conduire des voitures, mais toujours en présence de leur tuteur légal.

Le retrait des principaux sponsors et orateurs de la conférence semble correspondre à une mise à l'écart prochaine de MBS par les Occidentaux.

Le Conseil de famille restreint des Saoud se réunit secrètement depuis quelques jours pour réviser une nouvelle fois la règle de succession au trône. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

En complément

- Espagne: Le Parlement rejette l'arrêt des ventes d'armes à Ryad - Reuters 23.10

- Affaire Khashoggi : Paris fait profil bas - leparisien.fr 23 octobre 2018

Comment dire à un « partenaire » soupçonné d'être impliqué dans un meurtre que l'on est mécontent... tout en restant en bons termes ? Après tout, les clients ne sont-ils pas les rois, surtout quand ils vous achètent pour plus de quatre milliards d'euros par an ? leparisien.fr 23 octobre 2018

- "Danger d'une famine imminente et géante" au Yémen, selon l'ONU - AFP 23 octobre 2018

Le Yémen fait face à "un danger clair et présent d'une famine imminente et géante", a averti mardi le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, qui estime à 14 millions le nombre de personnes qui pourraient en être victimes. AFP 23 octobre 2018

Commentaires d'internautes

1- "Cette triste affaire me rappelle étrangement l'affaire Anna Politkovskaïa, assassinée à Moscou, ainsi que celle d'autres "journalistes dissidents russes" dans des circonstances assez obscures.

Toute la "communauté internationale" s'était alors unanimement levée pour dénoncer immédiatement, sans délai et sans apporter le moindre argument "Vlad l'empaleur"® qui était formellement à l'origine de ces assassinats barbares.

Il en va de même pour l'utilisation d'armes chimiques contre des civils innocents par "Bachar le Boucher"®.

Dans le cas de Jamal Kasogghi, il faut attendre le résultat d'une enquête impartiale de l'Arabie Saoudite elle-même avant de faire la moindre déclaration.

Étonnant non ?

Nota : Je ne suis ni pro-Poutine, ni pro-Bachar, ni anti-MBS ni quoi que ce soit.

Je me pose juste quelques questions."

2- "Dites-vous bien que lorsque nos élus et hauts fonctionnaires parlent de "valeurs", ils pensent aux valeurs boursières de leurs commanditaires.

Sans eux, point de salut... ni de carrière !

Les principes, c'est pour les sans-dents."

3- "Ce qui m'étonne le plus c'est qu'on s'étonne! Tout était couru d'avance: le cinéma de Trump qui exprimait sa réprobation en demandant que toute la vérité soit faite, les termes diplomatiques des petits valets français, britanniques et allemands. Chacun exécute son rôle dans la part du théâtre qui lui est confiée. Ce qui compte au Moyen-Orient: le combat d'Israël et le pétrole et ses pétrodollars. Reste à savoir quel est le metteur en scène.

Quant à Macron, son attitude est dans sa nature et ses discours sont des impostures (qui, comme pour tous les derniers présidents, ne sont pas de lui). Je ne l'ai jamais écouté ça m'aurait fait vomir."

4- "...il serait très judicieux de se pencher sur l'ordre de succession de MBS, car en toute logique, il n'est pas le premier sur la liste. Avec ce genre de scandales, il pourrait bien que cette information refasse surface..."

5- "Succession ? Mohammed Bin Nayef, un CIA, candidat chéri des cours atlantistes, lequel fut méchamment court-circuité en son temps par MbS. Sa mise à l'écart fut un crève-coeur occidental..."

6- "Le cas est complexe ..

– Vu le CV de Kassogghi , sa mort ne m'arrache pas des larmes . Ce gars a quand même soutenu les barbares qui égorgent tout le monde. Disons que le fait que les islamistes s'entretuent ne me gêne pas outre mesure.

– je suis naturellement non-interventionniste donc raison de plus pour ne pas me mêler de ce règlement de comptes entre barbares.

– le soutien aux barbares et le fait de leur vendre des armes me gêne beaucoup plus , mais ça fait un bon moment que ça dure , nos chers politiciens ont l'art de l'indignation sélective en fonction de leurs propres intérêts. Mais c'est vrai que l'Arabie Saoudite a des arguments solides en terme de barils de pétrole et de milliards de pétro-dollars.

7- "C'est que les Saouds ont commis un crime inqualifiable : tuer un journaliste, qui écrivait dans le New York Times en plus!

C'est pas comme tuer quelques dizaines de milliers de civils Yéménites, qui ne sont même pas premiers de cordée, ou financer des djihadistes dans le monde entier. Non, c'est pas pareil, parce que là, c'est vraiment abject. Sans compter que le "journaliste" en question était un ancien combattant barbu en Afghanistan (contre les méchant soviétiques), qui appuyait fidèlement les points de vu néocon dans ses papiers du NYT. S'il s'était agit d'un simple blogueur, 1000 coups de fouet et on en parlait plus..."

8- "Pour Skrippal le coupable fut immédiatement trouvé malgré des preuves plus que douteuses et une floppée de diplomates Russes expulsés par l'occident.

Pour Kassogghi alors que la responsabilité du régime saoudien apparait plus que probante, quelles précautions, quelle danse du ventre, on demande une enquête rigoureuse....à l'Arabie, on n'a pas pris toutes ces précautions avec Moscou pour Skrippal et on ne lui a pas demandé de conduire l'enquête, on le lui a même refusé d'y participer quand au diplomates saoudiens en occident personne ne les dérange."

Quatrième partie.

L'Otan, l'UE et l'ONU, des instruments du totalitarisme.

Macédoine

- La Macédoine devient une « démocratie » à l'états-unienne Réseau Voltaire 23 octobre 2018

Le Parlement macédonien a adopté à la majorité qualifiée le principe d'une modification constitutionnelle autorisant le changement de nom de la République et son adhésion à l'Otan et à l'Union européenne.

Le 14 juillet 2018, le gouvernement de Zoran Zaev organisait une fête nationale pour célébrer l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Otan. Mais les Macédoniens boycottèrent les 14 concerts gratuits organisés dans le pays. Aucun ne pu se tenir.

Le 30 septembre, deux tiers des Macédoniens refusaient de soutenir le changement de nom de la République négocié par le Premier ministre Zoran Zaev et son homologue grec, Alexis Tsípras.

Washington et Bruxelles décidaient alors d'utiliser le Parlement pour contredire le peuple.

Une opération de corruption était pilotée par les ambassadeurs US à Skopje, Jess L. Baily (qui a supervisé l'entrée en guerre de la Turquie contre la Libye et la Syrie), et à Athènes, Geoffrey R. Pyatt (qui organisa le coup d'État de 2014 en Ukraine et la scission de l'Église orthodoxe en 2018). Le département d'État envoyait sur place son directeur pour les Balkans, Matthew Palmer.

Les poursuites judiciaires entreprises contre huit députés d'opposition ont été soudainement abandonnées et ceux qui étaient en prison ont été libérés. 250 000 dollars en liquide ont été remis par « l'agent Tesla » à chacun pour qu'il change son vote. Ce qu'ils ont fait. Considérés comme traîtres à la patrie, ils ont alors été exclus de leur formation politique.

L'ambassadeur Baily et l'assistant adjoint du secrétaire d'État étaient présents dans les locaux du Parlement lors du débat et du vote.

À l'issue du vote, le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'une garde rapprochée était accordée à chacun des parlementaires ayant voté pour le changement de nom et l'adhésion à l'Otan et à l'UE.

Pendant que la Macédoine bascule ainsi dans le « camp de la démocratie » (sic), le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Kotzias, a présenté sa démission. Réseau Voltaire 23 octobre 2018

- Moscou dénonce le vote au Parlement macédonien sur le nouveau nom du pays - Reuters 22 octobre 2018

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé lundi le vote "truqué" du Parlement macédonien, vendredi soir, sur le changement de nom du pays à la suite de l'accord conclu en juin avec la Grèce.

Pour Moscou, ce vote n'a aucune valeur car il a été obtenu par "le chantage, la menace et l'achat de voix" à la suite de manoeuvres orchestrées par les Etats-Unis.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) doit être rebaptisée république de Macédoine du Nord en échange de quoi Athènes ne s'opposera plus à son intégration au sein de l'Union européenne et de l'Otan.

La loi a été votée au Parlement macédonien par 80 députés sur 120, exactement la majorité des deux tiers requise pour adopter une modification de la Constitution.

"Nous considérons ce qui s'est passé comme une violation flagrante de tous les principes, d'un point de vue moral comme d'un point de vue juridique", a déclaré le ministère russe dans un communiqué.

"Des manipulations aussi sordides ne peuvent être considérées comme l'expression de la volonté des parlementaires", a-t-il ajouté.

Pour Moscou, les huit voix nécessaires qui ont permis d'atteindre les deux tiers des suffrages ont été obtenues "par le chantage, la menace et l'achat de députés de l'opposition." Reuters 22 octobre 2018

Lettonie

- En Lettonie, la coalition sortante subit une déroute - Rupture 08.10

Défaite des sortants en Lettonie

Les électeurs lettons étaient appelés à renouveler leurs députés le 6 octobre. Dans ce pays balte de 1,9 million d'habitants, 54% d'entre eux se sont déplacés, soit 4 points de moins qu'en 2014.

Le gouvernement sortant s'est prévalu d'avoir fidèlement appliqué les réformes souhaitées par l'Union européenne (fiscalité, système de santé...), ce qui a contribué à accroître un mécontentement social latent, alors même que l'émigration, notamment de la jeunesse, reste forte, en particulier vers les pays anglo-saxons. Plusieurs scandales de corruption – dont celui qui a tout récemment impliqué le gouverneur de la Banque centrale – ont également marqué la campagne, dans une Lettonie parfois décrite comme « la capitale européenne du blanchiment ».

Enfin, les discriminations, linguistiques mais aussi sociales, que subissent les personnes d'origine non lettone (40% de la population, notamment les russophones) demeurent des enjeux politiques majeurs.

Pour le quatrième scrutin consécutif, c'est la formation cataloguée comme « pro-russe », Concorde (Saskana, traduit en anglais par Harmony), qui arrive en tête, avec 19,9% des suffrages (-3,1 points). Le fait nouveau est l'émergence d'un jeune parti, décrit comme populiste, KPV (« A qui appartient le pays ? »), qui rafle d'emblée la deuxième place, avec 14,2% des voix.

Or le KPV, à la différence de tous les partis installés, n'a jamais exclu une alliance parlementaire avec Concorde. Jusqu'à présent, celle-ci, bien qu'en tête du choix des électeurs, a toujours été tenue à l'écart du pouvoir car elle est accusée d'être proche de Moscou.

Concorde, historiquement ancrée dans la communauté russophone, attire également des Lettons « de souche » notamment du fait des mesures sociales qu'elle préconise

En réalité, Concorde se veut un parti d'orientation sociale-démocrate. Certes historiquement ancrée dans la communauté russophone, elle attire également des Lettons « de souche » (dont certaines personnalités étaient candidates sur ses listes) notamment du fait des mesures sociales qu'elle préconise. Lors de cette campagne, Concorde avait notamment proposé de tailler dans le budget de la défense au profit des secteurs de l'éducation et du logement. Un casus belli pour les partis actuellement au pouvoir, qui mettent leur point d'honneur à atteindre, voire à dépasser, le niveau du budget militaire ordonné par l'OTAN.

Cinq partis (dont trois principaux) étaient associés dans la coalition parlementaire sortante, menée par l'Union des Verts et des paysans (droite). Cette formation qui a toujours été partie prenante du pouvoir depuis 2002 s'effondre, passant de 19,5% à 9,9% des suffrages. Son alliée gouvernementale, l'Alliance nationale (AN) ne s'en sort guère mieux avec 11% des voix contre 16,6% il y a quatre ans. L'AN est l'une des formations les plus ultra, notamment en matière de restrictions à l'utilisation de la langue russe. Quant au troisième partenaire de la coalition sortante, Nouvelle unité, il ne rassemble que 6,7%, contre... 21,9% en 2014.

Outre le KPV, deux formations profitent de la déconfiture des partis au pouvoir : le Nouveau parti conservateur, qui passe de 0,7% à 13,6%, ainsi que la Nouvelle alliance libérale / FOR, récemment créée, avec 12% des voix. Il est vrai qu'en Lettonie, où n'existe pas vraiment de culture politique anciennement ancrée, les disparitions et créations de partis se succèdent avec des frontières idéologiques souvent bien floues. L'opposition à la Russie et aux habitants russophones, la fidélité à l'OTAN et à l'UE, et les orientations libérales forment cependant un ciment commun aux partis gouvernementaux.

C'est ce qui avait conduit le président de la République, issu de l'Union des Verts et des paysans, à avertir les électeurs avant le scrutin : « la ligne euro-atlantique constitue le cadre fondamental de notre action et je n'accepterai aucune exception à cette ligne ». Il lui revient désormais de désigner la personnalité qui devra former une future majorité au sein d'un Parlement éclaté en sept groupes parlementaires.

Concorde et le KPV disposent ensemble de 39 sièges (24 et 15 respectivement), ce qui constitue l'alternative la plus logique au pouvoir actuel. Mais ce total est cependant insuffisant pour atteindre la majorité absolue au sein de l'Assemblée qui compte 100 députés.

Le dirigeant de Concorde, qui est également maire de la capitale, Riga, a cependant averti qu'« aucune coalition stable et capable de gouverner n'est possible » sans sa formation. « Sinon, a-t-il poursuivi, vous pourriez avoir une coalition de xénophobes et de partisans des droits des homosexuels, et un tel gouvernement ne tiendrait pas plus de deux ou trois semaines », faisant référence aux Conservateurs et à la Nouvelle alliance libérale.

Tout porte cependant à croire que les élites installées finiront par trouver une formule écartant une « coalition pro-Kremlin / populistes » qui constituerait selon elles une hérésie pour ce pays balte, dont les dirigeants sont depuis près de trente ans convaincus – ou feignent de l'être – que les troupes russes s'apprentent à les envahir. Les mêmes continuent à témoigner d'une indulgence notable envers les nostalgiques de l'Allemagne nazie, nostalgiques qui ont pignon sur rue dans le pays.

Il reste que les électeurs lettons, et pas seulement les russophones, viennent de leur infliger une gifle retentissante, notamment sur la base d'un mécontentement social grandissant. Mais du côté de Bruxelles, une seule chose compte : que la Lettonie ne vienne pas s'ajouter à la litanie des pays menacés par les « populistes »... Rupture 08.10

La technologie et la pauvreté pour y parvenir.

- Comment les globalistes prévoient d'utiliser la technologie et la pauvreté pour asservir les masses par Brandon Smith - Source Alt-Market.com 04.10

La tyrannie est souvent perçue comme un développement soudain et inexplicable dans une société ; le produit d'un despote singulier qui prend le pouvoir pendant une période de temps limitée en raison de la peur ou de la stupidité du public. C'est l'un des grands mensonges de l'ère moderne.

La vérité est que pendant au moins le siècle dernier, presque tous les « tyrans » historiquement méprisés n'ont été que les marionnettes d'une grande cabale managériale, et la construction de chaque État totalitaire s'est faite lentement et tranquillement au cours de décennies par ces mêmes élites financières. (...)

Extrait - Pour déterminer si les ficelles d'un gouvernement particulier sont tirées par la cabale globaliste, tout ce que vous avez à faire est de voir à quelle vitesse ils mettent en œuvre des systèmes oppressifs qui servent les intérêts globalistes.

Par exemple, le gouvernement indien a récemment fait la une des journaux télévisés, car la Cour suprême de l'Inde a récemment statué que le programme biométrique controversé, Aadhaar, est légal. Dans un pays de 1,3 milliard d'habitants, environ 1 milliard ont déjà fait l'objet d'un profilage biométrique dans une base de données nationale. Ces données peuvent inclure les empreintes digitales, les scanners de l'iris et les scanners faciaux.

J'ai entendu dire que l'Inde est un endroit assez étrange pour expérimenter une telle base de données, étant donné que 60% de la population se trouve sous le seuil de pauvreté et que la plupart des gens ont à peine accès aux commodités de base. Mais je voudrais souligner que c'est la raison pour laquelle c'est un endroit PARFAIT pour les globalistes pour commencer à cataloguer la population mondiale à plus grande échelle.

Là encore, le désespoir financier et le manque de compétences en matière de production tendent à produire la soumission. Des centaines de millions de personnes touchées par la pauvreté dans les vastes cloaques urbains de l'Inde abandonnent volontairement leurs données biométriques en échange de programmes d'aide gouvernementaux.

Pour les personnes qui ne sont pas ancrées dans la pauvreté économique, l'Inde a pris d'autres mesures, notamment en exigeant que toute personne qui a accès aux services gouvernementaux, qui ouvre un compte bancaire ou qui s'inscrit à un service de téléphonie mobile abandonne également ses données biométriques au gouvernement. Dans les pays qui ne sont pas encore appauvris au niveau de l'Inde, des mesures plus subversives ont été prises pour surveiller la population. Les données sont simplement prises au lieu d'être échangées.

En Russie, Vladimir Poutine a mis en œuvre les lois Yarovaya qu'il a signées en 2016. Toutes les données numériques, des conversations téléphoniques aux courriels, sont maintenant enregistrées et stockées par les télécoms avec un accès gouvernemental pendant au moins six mois, ce qui comprend les messages Facebook et Twitter. La loi de 2014 sur les blogueurs exige également que tout blogueur ayant plus de 3 000 fans soit fiché par le gouvernement et qu'ils ne puissent pas rester anonyme. Toute entreprise exploitant un réseau Wi-Fi public est tenue par la loi d'identifier les utilisateurs par leur identifiant, qui est également conservé pendant au moins six mois.

La grille de surveillance de type FISA de la Russie est vaste, mais de nombreuses personnes dans le mouvement pour la liberté semblent ignorer cette réalité avec un culte de Poutine mal placé. Comme je l'ai noté dans de nombreux articles, la Russie est fortement influencée par les financiers internationaux.

Goldman Sachs et JP Morgan sont les plus grandes banques d'investissement du pays. La banque centrale travaille en étroite collaboration avec le FMI et la BRI. Dans le passé, le Kremlin a appelé de ses vœux une monnaie mondiale contrôlée par le FMI. Et Poutine admet même dans sa propre biographie First Person qu'il a été ami avec Henry Kissinger, zélateur du Nouvel Ordre Mondial, avant même de devenir président de la Russie. Le ministre russe des Affaires étrangères a récemment critiqué les États-Unis dans un discours prononcé devant l'assemblée générale de l'ONU au sujet de ses « attaques » contre « l'ordre international », y compris le fait de miner l'Organisation mondiale du commerce et les accords mondiaux sur les changements climatiques, ce qui montre à quel point la Russie est réellement globaliste.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas surprenant pour qui que ce soit que la Russie joue le jeu avec les efforts des globalistes visant à identifier et à suivre chaque personne vivante. Il n'est pas surprenant non plus que Donald Trump, entouré de globalistes au sein de son propre cabinet, poursuive et élargisse la surveillance de la FISA sous son administration.

Début 2018, Trump a signé un projet de loi renouvelant la surveillance de masse de la population américaine par l'Agence nationale de sécurité, sans mandat, dans le cadre de la FISA. Les principaux leaders démocrates ont soutenu ce projet avec joie. Malgré toute la rhétorique récente de Trump contre la FISA, c'est Trump qui a rendu possible la continuation de la FISA.

Les grandes entreprises de médias sociaux coopèrent de tout cœur aux efforts de surveillance de masse, car elles partagent régulièrement des données personnelles avec les gouvernements du monde entier. Facebook à lui seul a connu une augmentation de plus de 33 % des demandes de données par un gouvernement en 2017, et la nature de la plupart de ces échanges de données n'est pas ouverte à un examen public.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis plutôt déconcerté par la récente fureur conservatrice face à leur discrimination dans les médias sociaux – c'est comme si les militants pour la liberté se faisaient chacun piéger par la psychologie inversée pour EXIGER une participation sans entrave aux sites des médias qui les espionnent. Pourquoi quelqu'un veut-il encore s'inscrire sur ces sites Web ?

Mais où est-ce que tout cela va nous mener ? Comment la combinaison de la pauvreté et de la surveillance numérique se traduit-elle par la tyrannie ? Je crois que le programme de « crédit social » de la Chine nous donne la réponse. Le système est basé sur l'idée du « maintien de la confiance », mais la confiance en qui ? La confiance dans le gouvernement, bien sûr. La confiance se mesure à l'aide d'un score de crédit social qui est suivi tout au long de la vie d'un citoyen. Les comportements punis vont du tabagisme dans une zone non-fumeurs à la publication de contenu sur Internet que les autorités désapprouvent.

La Chine est représentative du jeu final pour l'idéal globaliste de civilisation. Avec la lutte économique de masse qui mène à la dépendance à l'égard des programmes d'aide sociale et des possibilités d'emploi du gouvernement, peu de citoyens peuvent se permettre d'être inscrits sur une « liste noire ». Le système de crédit social de la Chine crée un environnement dans lequel toutes les actions des citoyens sont suivies et ensuite « notées » pour acceptation ou conséquence. Cela comprend la façon dont les gens expriment leurs attitudes à l'égard du gouvernement lui-même. (...)

C'est pourquoi la surveillance de masse est diabolique, que quelqu'un enfreigne ou non la loi. Elle donne au gouvernement le pouvoir de dicter et de modeler le comportement en inspirant l'autocensure plutôt que de retenir les gens directement sous la menace d'une arme à feu. C'est la tyrannie appliquée d'une manière moins évidente ; une prison dans laquelle les prisonniers entretiennent les serrures, les chaînes et les barreaux. Les individus n'osent rien faire en dehors des normes collectives de peur que cela puisse être interprété comme socialement négatif. La punition pourrait inclure la perte de l'accès à l'économie elle-même, et alors que la plupart des gens vivent de chèque de paie en chèque de paie, cela pourrait entraîner la mort. Source Alt-Market.com 04.10

Le totalitarisme planétaire est déjà la réalité, la preuve.

- Dans l'hystérie réchauffiste, les juges néerlandais se substituent au politique - Rupture 11.10

Le 9 octobre, la cour d'appel de La Haye a rendu un jugement atterrant, stupéfiant et particulièrement dangereux. Elle a ordonné au gouvernement des Pays-Bas de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) plus drastiquement encore qu'initialement prévu.

En France en particulier, ce verdict a été qualifié d'« historique » par le chœur quasi-unanimement enthousiaste des forces politiques et des médias « mainstream », et bien au-delà de ce spectre. « Historique », il l'est effectivement, par ses implications non pas tant climatiques que juridiques et politiques.

Tout d'abord, il est en effet sans précédent : en principe, les tribunaux sont censés appliquer la loi (quitte à produire de la jurisprudence). Dans ce cas, les juges n'ont pas appliqué le droit national, ils l'ont créé. Car il n'y a aucun texte juridique qui prescrit une obligation quantifiée de réduction des GES.

La Cour de La Haye – qui confirmait un jugement de première instance de juin 2015 – a pallié l'absence de texte normatif par l'accumulation de références à une profusion de traités et d'accords internationaux : convention cadre de l'ONU, protocole de Kyoto, plan d'action de Bali, accords de Copenhague, Cancun et Durban. Et, pour faire bon poids, jusqu'à la convention européenne des droits de l'Homme...

Les juges néerlandais ont donc des connaissances scientifiques particulièrement pointues, au point de décider que les émissions de GES devront être réduites d'au moins 25% d'ici 2020 (base 1990). Et ce, afin de « protéger la vie et la vie familiale des citoyens ». L'institution judiciaire s'est réclamée des principes et déclarations générales pour fixer elle-même une norme applicable.

Au nom, par exemple, de cette même protection de la « vie familiale des citoyens », un juge pourrait ainsi relever le niveau du salaire minimum s'il juge que celui ayant cours n'est pas suffisant pour lutter contre la pauvreté – objectif qui figure dans maints traités internationaux... ou bien décider au contraire d'abolir le système de protection sociale si, d'obédience ultralibérale, il estime que ce dernier est un handicap pour le bien être général.

Apparaît donc ici le deuxième scandale de l'événement : des juges qui se substituent aux pouvoirs législatif et exécutif pour prendre des décisions éminemment politiques. La sacro-sainte séparation des pouvoirs est ainsi foulée aux pieds, sans que

les habitués zélotes de l'« Etat de droit » n'y trouvent à redire.

Cela peut s'illustrer concrètement : si, demain, une nouvelle majorité parlementaire sortait des urnes qui décide de ne plus aller dans le sens des oukases environnementaux (hypothèse d'école, hélas), le jugement resterait applicable. La décision politique est ainsi transférée au judiciaire. Or faut-il rappeler que les juges ne sont pas responsables devant les électeurs ?

Il est à noter que près de 900 actions similaires sont en cours dans le monde, dont les deux tiers pour les seuls Etats-Unis. Cela illustre cette tendance bien connue, issue du monde anglo-saxon, à une judiciarisation de la vie collective. 120 procès comparables ont été engagés au sein de l'Union européenne, dont 50 au Royaume-Uni. Mais c'est bien l'esprit même de l'UE qui est à l'œuvre : faire créer du droit par des instances non élues et non politiquement responsables, comme l'illustre l'exemple de la Cour de justice européenne.

Le fond du dossier

Troisième aspect, évidemment pas des moindres : le fond du dossier, en l'occurrence le réchauffement climatique (et plus généralement les « dérèglements » environnementaux), accusé de tous les maux, un « cataclysme » planétaire représentant « le plus grand défi de l'histoire de l'humanité », selon la formule employée par 200 personnalités du monde de la culture il y a quelques semaines. On n'épiloguer pas ici sur la compétence scientifique des artistes, cinéastes et chanteurs (certainement remarquables dans leur propre partie) qui affirment sans hésiter qu'« au rythme actuel, dans quelques décennies, il ne restera presque plus rien », ni, surtout, sur leur légitimité politique pour en appeler à des « mesures potentiellement impopulaires » (sans cependant oser préciser lesquelles).

Il serait évidemment vain d'espérer équilibrer ici en quelques phrases les déferlements multi quotidiens de propagande visant à imposer l'idée que, faute de mesures restrictives drastiques, la planète court à grand pas vers les catastrophes les plus épouvantables les unes que les autres. Le dernier missile en date n'est autre que le énième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) décrivant des conséquences encore plus lourdes que précédemment annoncées, mais pointant opportunément que, finalement, il n'est pas trop tard pour « agir ». Rappelons qu'en 2009, la Conférence de Copenhague (COP15) était unanimement évaluée comme celle de la « dernière chance », avant, finalement, d'échouer.

Nul ne met en doute la compétence des experts du GIEC, mais l'organisme, par nature sous contrôle des Etats, exclut de fait les voix discordantes. (Vous avez tort de ne pas mettre "en doute la compétence des experts du GIEC", parce que ce ne sont pas des spécialistes du climat, l'info détaillée figure dans une précédente causerie. Et puis il n'est pas indispensable d'avoir un bac +10 pour comprendre spontanément que l'ONU n'allait pas nommer des "experts" défavorables à la thèse défendue par l'oligarchie et dont elle incarne les intérêts, un peu de logique ou de sérieux tout de même. - LVOG)

Or dès lors qu'on parle de climat, et plus généralement d'environnement, ce dont on manque, ce n'est pas d'experts, c'est de débats. Précision utile dans le contexte : un débat se mène entre interlocuteurs ne partageant pas le même point de vue... Idéalement, de tels débats devraient inclure tous les éléments du dossier – et pas seulement ceux des procureurs. Car le moins qu'on puisse dire, c'est que, pour le coupable « réchauffement », l'instruction est exclusivement menée à charge. Que celui-ci puisse également avoir des conséquences positives est une question taboue.

En outre, un élément, parmi bien d'autres, mérite d'être ne serait-ce qu'évoqué : tous les modèles et plans de réduction des émissions de GES, même jugés insuffisants par les juges néerlandais, ont un point commun : ils se basent sur une stagnation, au mieux une hausse faible de la croissance dans des pays tels que ceux de l'UE, comme c'est le cas depuis des années – 2% à 2,5% au grand maximum, bien souvent moins.

Si d'aventure la croissance repartait sur des rythmes bien plus élevés, cela balayerait toutes les réductions d'émission planifiées. Certes, à politique économique austéritaire inchangée, c'est une hypothèse improbable. Mais ceux qui veulent encore combattre en faveur du progrès économique et social – hausse du niveau de vie, de la protection sociale et des services publics, réindustrialisation – devraient être conscients que cela passe par une croissance considérablement plus forte qu'actuellement, qui implique évidemment une hausse significative de la consommation d'énergie, y compris fossile. Dans cette perspective progressiste (pour redonner un sens à ce terme, qu'Emmanuel Macron tente d'inverser), une croissance « à la chinoise » est une condition certes pas suffisante, mais ô combien nécessaire pour répondre aux besoins sociaux.

Mais la réalité est que le système nommé capitaliste par Karl Marx est arrivé au bout du rouleau historique. Il a longtemps permis un développement des forces productives, au prix de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour reprendre les termes de l'auteur du Capital. L'exploitation est toujours là, mais la machine s'avère, en tendance, de moins en moins capable de produire des richesses, notamment parce qu'elle est phagocytée par la prolifération de la finance. (Faux, elle produit toujours plus de richesses mais toujours moins de profit ou si vous préférez, comme elle dégage de moins en moins de profit, elle doit toujours produire plus pour qu'en volume le profit augmente, d'où la course à ce qu'ils appellent la croissance, ce n'est qu'un aspect de la question auquel il faudrait ajouter celui de la dette qui le confirmerait. - LVOG)

Il était donc inévitable qu'un tel système en bout de course secrète une idéologie qui justifie la faible croissance voire la

décroissance, et habille la volonté d'imposer aux peuples la résignation avec un habit post-moderne, que certaines forces de « gauche », voire d' « ultra-gauche » portent, si ce n'est avec élégance, du moins avec suffisance.

Pour tout dire, les actuels Torquemadas revêtus de vert – ou ornés d'une épitoge batave – n'ont rien à envier, en matière de tolérance et de culture du débat, à leurs ancêtres de la Sainte Inquisition. Rupture 11.10

Ils osent tout

- Hausse de la fiscalité du diesel : Edouard Philippe justifie une "mesure courageuse" - Franceinfo

Le Premier ministre a défendu devant l'Assemblée nationale la décision du gouvernement sur la fiscalité écologique. Franceinfo

- Procès Roundup : la justice américaine rabaisse l'amende de Monsanto à 78 millions de dollars - Franceinfo

- Gafa : Bruno Le Maire en croisade européenne pour la taxe du bien - Liberation.fr

- Délinquance des mineurs : l'ordonnance de 1945 (encore) au cœur des débats - Publicsenat.fr 22 octobre 2018

- Faisons de la lutte contre les LGBT-phobies et le sexisme la Grande cause nationale 2019 - Le HuffPost

- Des strip-teasers font grimper la température à la maison de retraite - Franceinfo

Onze pensionnaires de la maison de retraite Milton Lodge dans le comté de l'Essex au Royaume-Uni ont eu droit à un dîner un peu spécial... servi par des strip-teasers. Franceinfo

- Interdiction du niqab: la France "condamnée" par un groupe d'experts de l'ONU - AFP

- Le budget de l'Italie rejeté par la Commission Européenne - Le HuffPost

- En meeting, Barack Obama tacle Donald Trump sur les "fake news" - Le HuffPost

- Trump attaque la «caravane» des migrants pour flatter sa base - Liberation.fr

- Les Russes à pied d'oeuvre pour peser sur les élections américaines - AFP

- Au Brésil, l'extrême droite portée par un souffle évangélique - Liberation.fr

- Brésil: Autour de Bolsonaro, des généraux reconvertis en politique - Reuters

ECONOMIE

Chine

- La Chine inaugure un pont maritime de 55 km entre Hong Kong et Macau, le plus long au monde - Franceinfo 23 octobre 2018

Plus d'un million de mètres cubes de béton, 55 kilomètres et une structure conçue pour durer 120 ans... Le plus long pont maritime au monde, qui relie Hong Kong, Macao et Zhuhai, en Chine continentale, a été inauguré mardi 23 octobre par le président chinois, Xi Jinping. Il s'agit du plus long ensemble de ponts maritimes et de tunnel sous-marin au monde. Les médias chinois rapportent que sa construction a englouti 420 000 tonnes d'acier, soit de quoi fabriquer 60 répliques de la tour Eiffel. Franceinfo 23 octobre 2018

"*Sa construction a englouti 420 000 tonnes d'acier*", pourquoi ne pas avoir écrit a nécessité 420 000 tonnes d'acier, pour dénigrer la Chine jusque dans les plus infimes détails, l'aviez-vous constaté ? Que voulez-vous c'est Franceinfo !

Entre nous, une seule tour Eiffel, c'est déjà une de trop, pas de vraiment de quoi en être fier, des abrutis et des pourris à Franceinfo, là cela ne fait aucun doute !

Le 26 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je n'aurai pas le temps d'actualiser cette rubrique aujourd'hui, l'article qui suit m'a pris trop de temps pour le rédiger et je dois aller en ville faire des courses. Il n'y a rien qui presse, n'est-ce pas ? On perd déjà trop de temps avec l'actualité qui semble avoir été conçue uniquement dans ce but !

● Causerie au format pdf (5 pages)

Il existe de nos jours un gigantesque fossé qui ne cesse de se creuser entre l'évolution au cours des dernières décennies du système économique hérité du capitalisme et le système politique qui en a découlé ou qui s'est mis petit à petit en place, avec la manière dont nous les percevons. On continue de penser et de se projeter dans l'avenir comme s'ils en étaient restés au stade auquel ils étaient parvenus au début du XXe siècle, puisqu'on se réfère toujours aux mêmes analyses et aux mêmes conclusions.

C'est comme si la financiarisation de l'économie n'était qu'une formule, ou que les contradictions du capitalisme poussées dans leur ultime retranchement ne posaient pas la question de son dépassement, dans la mesure où le taux de profit tend inexorablement vers zéro, processus se traduisant par une situation ou des rapports entre les classes intenable puisqu'il en est la négation. On comprend dès lors pourquoi il ne peut demeurer en place qu'en imposant une implacable dictature mondiale, qui en constitue à la fois son pendant, sa négation politique ou son aboutissement.

Elle s'illustre sur le plan économique de plus en plus souvent par la dématérialisation de la monnaie qui est de moins en moins sonnante et trébuchante comme l'on disait il n'y a pas encore si longtemps, qui devient purement scripturale tout en demeurant bien réelle notamment pour les exploités, tandis que pour ceux qui détiennent le pouvoir de la fabriquer et de contrôler la quantité de monnaie en circulation, elle est devenue pour ainsi dire virtuelle, dans la mesure où elle est déconnectée de la réalité, de l'économie productive ou réelle, si bien qu'elle n'a plus aucune valeur ou plutôt, celle dont elle dispose ne dépend plus que de celle que lui accordent ceux qui la fabriquent ou qui détiennent le pouvoir. Ce qui explique pourquoi ils revendiquent le pouvoir politique absolue, puisque plus rien ne peut plus justifier l'existence d'un tel système économique, qui n'est plus basé à proprement dit sur la production des richesses et l'exploitation de la force de travail, il est devenu de type strictement totalitaire et ils ne prennent bien souvent même plus la peine de le camoufler.

Donc on est très loin du compte quand on explique que le capitalisme est en crise, en faillite, en fait il a déjà dépassé ce stade sans quoi il se serait déjà effondré. J'entends le capitalisme ayant atteint le niveau de développement le plus élevé qu'incarne l'économie américaine, autrement dit c'est l'orientation qu'elle impulse à l'échelle mondiale, et qui, si on ne la stoppait pas, aboutirait à une société totalement déshumanisée, asociale, tyrannique à laquelle l'ensemble de l'humanité serait appelée à ressembler. Comment ne pas observer qu'on en prend le chemin ?

Maintenant, sachant que c'est le développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont les principaux facteurs à l'origine du développement de la civilisation humaine ou du progrès social, ces deux facteurs ne disparaissent pas pour autant, l'orientation actuelle de la société sous l'impulsion de l'oligarchie anglo-saxonne ne remet nullement en cause l'interprétation que Marx et Engels en avaient donnée, car malgré l'optimisme qu'ils n'ont jamais cessé d'afficher dans la capacité des masses exploitées à parvenir à accomplir la tâche historique de libérer l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du règne de la nécessité, ils n'ont jamais cessé non plus de rappeler qu'un certain nombre de conditions devraient être réunies pour y parvenir, sans quoi l'humanité ou l'espèce humaine pourrait basculer dans la barbarie ou être condamnée à disparaître comme bien d'autres espèces avant elle, avertissement qu'on a eu tendance à oublier ou à négliger et que rappelèrent Lénine et Trotsky.

Malheureusement pour nous, car du coup on a eu tendance à considérer que le capitalisme, même parvenu au stade pourrissant de l'impérialisme, demeurerait en quelque sorte pareil à lui-même, ses fondements et les rapports entre les différentes classes demeurant fondamentalement inchangés, il n'y avait aucune raison de penser qu'on n'en viendrait pas à bout en reproduisant sans cesse la même analyse du capital et de ses représentations idéologiques, qui certes subirait quelques modifications pour le premier, seraient étoffées dans l'avenir pour les secondes, il viendrait bien un jour par s'effondrer et on finirait bien par s'emparer du pouvoir, sans pour autant qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle analyse des structures de l'économie et de son pendant politique, bref, surtout il ne fallait rien changer à notre analyse du système économique, ni à notre conception de la lutte de classe qui devait nous conduire au socialisme.

Force est de constater en octobre 2018, qu'en tenant un tel raisonnement, au mieux nous nous sommes totalement fourvoyés, au pire nous nous sommes enfoncés dans un épouvantable dogmatisme qui ne pouvait que nous être fatal.

Nous n'avons pas compris que tous les rapports qui peuvent exister à un moment donné ou pendant une longue période sont le produit de certaines conditions, et que ces conditions n'existent qu'aussi longtemps que leurs limites n'ont pas été atteintes, et qu'au-delà elles vont donner naissance à de nouveaux rapports et ainsi de suite, bref, ils n'échappent pas aux lois générales du mouvement que l'on appelle aussi la dialectique. Et le plus important n'est pas de comprendre ce processus, mais quand ces limites sont franchies, à quel moment, et qu'est-ce qui en est le catalyseur ou le facteur déterminant.

Pour ce qui nous occupe, on peut le situer au moment où fut annoncée au début des années 80 et à brève échéance la fin de l'URSS et de ses satellites ou de la période ouverte par la constitution de la 1^{ère} Internationale en 1864, et non la révolution russe de 1917 comme certains l'ont affirmé, parce que d'une part elle constitua même à l'état embryonnaire la première organisation politique mondiale rassemblant le prolétariat face au capitalisme, d'autre part parce que le capitalisme ne pourra être vaincu définitivement qu'à l'échelle mondiale.

De nombreux signes avant-coureurs de ce changement de rapports qualitatif entre les classes s'étaient manifestés au cours des années 70-80, très rapidement, on pense évidemment à l'emprise du dollar sur le marché mondial, à la crise pétrolière, à la confiscation de la Banque de France par les marchés, à la construction de l'UE, à Thatcher, Reagan, au Chili, à l'éruption des 4 dragons et des 5 tigres asiatiques, etc., après coup on pourrait appeler cette période la fin de la grande illusion qui hélas dure encore, mais pour plus très longtemps maintenant... Pour finalement aboutir au pouvoir tentaculaire ou monstrueux de la finance sur l'ensemble de l'économie, de la politique, des institutions, de la société et du monde, tandis que la lutte de classe des exploités et des opprimés en est réduite à sa plus simple expression, à tenter de sauver ce qui reste encore de ce qu'elle avait conquis ou de ce qui lui avait été concédé au cours de la première moitié du XX^e siècle, à s'épuiser en vain pour avoir été incapable de renouer avec le socialisme ou avoir renoncé aux enseignements de la révolution russe de 1917 qui avait coïncidé avec le degré de conscience le plus élevé atteint par la lutte de classe du prolétariat mondial.

La décomposition et la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat réalisée conjointement par la social-démocratie et le stalinisme, leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction au cours des décennies qui succédèrent à la Seconde Guerre mondiale, fut l'un des principaux facteurs ou l'une des conditions politiques déterminantes qui permit l'évolution économique qui s'en suivit, et qui se traduit par l'établissement de nouveaux rapports entre les classes radicalement défavorables pour celle des exploités pour une durée indéterminée, disons aussi longtemps qu'ils ne parviendraient pas à se doter d'un nouveau programme qui intégrerait cette analyse pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire afin d'affronter et renverser le régime en place.

On n'a pas encore abordé tous les obstacles qui doivent être surmontés pour y parvenir. Peut-être que la suite de cette analyse y contribuera. Cela fera l'objet d'un autre article.

Les tenants du capitalisme en sont arrivés au point où ils ont attribué une valeur d'échange à la moindre chose qui existait ou au moindre service que les hommes pouvaient avoir besoin, autrement dit la force de travail qu'ils sont censés renfermer, évaluation poussée à l'extrême, si bien que si j'aide mon voisin à couper du bois, il me devra un service équivalent à la force de travail que j'aurais dépensée en coupant son bois, et s'il refuse je serais en droit de le considérer comme un profiteur et de le dénoncer comme tel dans mon village, pourquoi pas exiger qu'il me rembourse ou le traîner devant un tribunal qui le condamnera, je caricature mais à peine.

Si c'est déjà ainsi que sont conçus les rapports en Inde par exemple, en revanche mon voisin n'a aucune obligation à se conformer à mon exigence de me rendre ou de me régler le service que je lui ai rendu sous une forme ou une autre, par contre dans le système économique conçu par le néolibéralisme il y serait contraint, absolument tout étant marchandisé ou réduit à une valeur d'échange, tout est réduit à sa valeur d'échange et aucune autre valeur n'existe plus, c'est ce qui caractérise d'ailleurs la loi du marché ou c'est sa définition par excellence.

Partant de là on est en droit de se demander si la seule réponse politique valable ou cohérente, donc économique qui se pose désormais à l'humanité, ne devrait pas consister tout simplement à envisager sérieusement l'abolition par décret de la valeur d'échange, autrement dit supprimer ce qui l'incarne au plus haut degré, la monnaie, puisque c'est à cet extrême opposé (Elevée au rang d'idéal, quasi déifiée) qu'a conduit le système capitaliste ou plus précisément l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui du même coup permettrait de résoudre toutes les questions qui se posent sur la viabilité d'un système économique alternatif au capitalisme et qui fait l'objet d'une polémique sans fin entre ses opposants et qui les divisent, ce qui évidemment fait l'affaire de nos ennemis.

Pure folie, pure utopie hurleront en chœur les dogmatiques et tous ceux qui sont attachés au capitalisme, au système de l'exploitation de l'homme par l'homme, alors que cela ne remettrait nullement en cause le degré atteint par le développement des forces productives pour satisfaire tous les besoins des hommes, bien au contraire, puisqu'elles se trouveraient ainsi libérées de toute entrave, les différentes classes étant abolies du même coup le « gouvernement des hommes » céderait la place à « l'administration des choses », ce qui permettrait au principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » de cesser d'être également une utopie.

Encore faudrait-il au préalable que la masse des exploités aient conquis le pouvoir politique.

La forme de l'Etat qui en résulterait serait transitoire ou réduite à sa plus simple expression, puisque l'unique tâche qu'aurait à accomplir le nouveau pouvoir issu de la révolution consisterait à mettre en place les structures correspondantes à cette nouvelle société basée sur « l'administration des choses » qui se mettrait en place petit à petit, ce qui implique que toutes les institutions politiques issues de l'ancien régime seraient dissoutes, l'ensemble des institutions financières seraient sous le contrôle du nouvel Etat, qui dans un premier temps sans se soucier de considérations purement mercantiles, économiques, de l'inflation, etc. mettrait immédiatement un terme à la pauvreté et à la précarité, au chômage qui frappent des millions et millions de travailleurs, instaurerait la gratuité des soins et des produits médicaux, de l'école et l'accès à l'université, du logement social, des transports en commun, de l'électricité et du gaz, instaurerait le blocage des prix ou imposerait leur baisse, confisquerait l'ensemble des logements, des immeubles ou des bureaux vides, des usines ou des entreprises, des terres inexploitées de manière à résoudre immédiatement la crise du logement et du chômage, renationaliserait tous les services publics ou les rétablirait tels qu'ils existaient dans les années 60-70 en fonction des besoins de la population ou de la répartition ou de l'évolution démographique de la population, etc. voilà en quoi consisterait dans un premier temps cette nouvelle société basée sur le principe de « l'administration des choses » et non plus "le gouvernement des hommes" dont la justification tomberait en désuétude, tout comme l'existence de la propriété privée des moyens de production.

Cela inclut évidemment la socialisation (Expropriation sans rachat) de toutes les grandes et moyennes entreprises, toutes les entreprises présentant un caractère stratégique pour le bon fonctionnement de la société, qui passeraient sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, qui cesseraient de produire du profit pour se consacrer exclusivement à la satisfaction des besoins de la population, donc sans se soucier des critères économiques qui avaient cours sous le capitalisme.

Une question doit vous tarauder l'esprit, mais comment feriez-vous pour trouver tout l'argent nécessaire pour réaliser ce gigantesque programme social, cette formidable transformation sociale qui profiterait à tous les membres de la société.

C'est très simple, nous ferions comme la Fed, la BCE, etc. nous le fabriquerons en quantité illimitée au fur et à mesure de nos besoins, jusqu'au moment où nous n'en aurons plus besoin où tout retour à l'ancien régime sera devenu impossible, et c'est seulement à ce moment-là que nous décréterions l'abolition de la monnaie, tandis que les classes et l'Etat finiraient de s'éteindre... On doit concevoir que ce processus serait accéléré ou entrerait immédiatement en vigueur, au cas où la réaction internationale tenterait d'étouffer la nouvelle société issue de la révolution, seule solution qu'il nous resterait en dernier recours pour rallier les masses au processus révolutionnaire.

Comment les capitalistes ont-ils procédé pour sauver leur système économique en faillite depuis le début des années 70 ?

Ils ont instauré un système financier de type mafieux permettant de le faire durer indéfiniment tout simplement, de manière à le rendre compatible avec un endettement monstrueux... Ils ont contourné les lois de fonctionnement du capitalisme, ce qui nous oblige à réviser notre analyse du système économique en vigueur, à prendre en compte cette nouvelle dimension du défi qui se présente à nous sur le plan politique, sinon nous demeurerions continuellement en deçà de la réalité économique et politique, et si par malheur cela devait être le cas, jamais nous ne parviendrions à nous en sortir, à nous débarrasser du capitalisme ou de ce système économique tyrannique. Et c'est essentiel de bien comprendre que tous les discours que nous avons tenus jusqu'à présent sont devenus obsolètes, dépassés, et que par conséquent ils sont inadaptés à la situation et ne peuvent être qu'inopérants, impuissants pour nous aider à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, ce qu'ils prouvent d'ailleurs quotidiennement si nécessaire.

Autrement dit, il faut impérativement et sans délai cesser de penser dans le cadre du système capitalisme, de ses institutions, dans le cadre des rapports établis entre les classes, il faut concevoir une autre société reposant sur d'autres bases, sinon notre combat politique serait perdu d'avance, il faut bien en prendre conscience et le plus tôt sera le mieux. Ce que j'ai voulu démontrer ici très succinctement, en très condensé, en me consacrant à l'essentiel, c'est que c'était parfaitement possible de concevoir un changement de régime, ce qui n'est le cas à l'heure actuelle d'aucun parti ouvrier pour avoir tous les yeux rivés vers le passé au lieu de se tourner résolument vers le futur, c'est d'ailleurs à croire qu'on ne devrait pas en avoir, ce à quoi on ne peut pas se résigner.

Cela doit donc nous conduire à une profonde rectification de l'analyse des rapports entre les classes que nous envisageons jusque là tant sur le plan économique que politique, ce qui doit se traduire par l'accélération, la radicalisation de l'ensemble du processus économique et politique une fois les institutions de l'ancien régime abattues, en envisageant une durée beaucoup plus courte de la période correspondante au socialisme avant d'en finir avec l'Etat et les différences sociales instaurées entre les classes, dont on peut concevoir qu'elles ne disparaîtront pas du jour au lendemain, parce qu'elles ne sont pas seulement de nature économique, elles concernent l'ensemble des rapports qui existent dans la société. Si les étapes demeurent en gros les mêmes, c'est leur rythme et leur délai qui doivent être modifiés, non pas pour se faire plaisir ou parce qu'on serait impatient d'en finir avec le capitalisme, mais parce qu'ils nous sont imposés par la réalité.

Voilà ce qui pourrait constituer la trame du programme politique que l'on pourrait soumettre à chaque travailleur ou militant, qu'il soit issu de la classe ouvrière ou des classes moyennes sachant que leur destin est intimement lié, sachant également que le modèle de société que l'oligarchie envisage de nous imposer à l'échelle mondiale sera, s'il se réalisait, un véritable cauchemar

pour tous les peuples quels que soient le statut social de ses membres, hormis l'oligarchie et l'élite qui gravite autour ou sert ses intérêts. A suivre.

Je vais soumettre ce texte à plusieurs personnes pour tester leur réaction. Je doute qu'ils soient bien accueillis, mais qui sait, il ne faut jamais désespérer.

[Haut de page ↗](#)

Le 27 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai corrigé toutes les fautes d'orthographe ou de frappe que comportait le document publié hier. J'ai aussi modifié la syntaxe en de nombreux endroits, j'ai corrigé aussi certains passages. Je demande donc à ceux qui l'auraient téléchargé de le télécharger à nouveau.

Mes yeux sont fatigués et pas seulement. De plus, mon correcteur d'orthographe provient d'une version de Word en anglais qui date du début des années 2000 que j'ai piraté, donc il n'est pas fiable, ce qui explique toutes ces fautes, d'autant plus que je me relis très rapidement. En fait, quand j'ai terminé ce boulot, je n'ai qu'une hâte, éteindre l'ordinateur et faire autre chose, je ne dirais pas que je bâcle le boulot, mais je ne fais pas preuve d'une rigueur absolue, désolé. C'est la raison pour laquelle je dois absolument réduire le temps que je passe quotidiennement devant l'écran et que je mets un terme aux infos en bref.

Le texte que j'ai publié hier, était en fait un brouillon ou une esquisse, puisque je l'ai rédigé d'une traite sans l'aide d'aucun document dans la matinée, il met un terme définitif aux causeries telles qu'elles ont existé depuis août 2008. Il constitue l'aboutissement ou la conclusion de la réflexion ou des travaux que j'ai menés depuis le 11 septembre 2001, date à laquelle j'ai repris le chemin du militantisme après une interruption d'une vingtaine d'années.

Désormais je consacrerai mon temps uniquement à préciser ou à en modifier certains passages en fonction du développement de la situation mondiale, à l'étayer ou à l'argumenter, à le compléter par d'autres textes.

Les infos en bref disparaissent donc. Les autres rubriques demeureront. Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers, seulement dans la mesure où ils contiendront des éléments susceptibles de faciliter la compréhension de notre texte programmatique ou de le rendre accessible au plus grand nombre.

Pendant plus de 10 ans, j'estime avoir suffisamment démontré quotidiennement que j'étais un véritable opposant de gauche au capitalisme, incorruptible pour ne lui avoir jamais rien passé, pour ne plus avoir à le prouver et cesser sans regret cette activité politique. En guise de légitimité, d'honnêteté intellectuelle, de détermination, je pense avoir fait largement mes preuves, ce qui ne veut évidemment pas dire que je ne commets pas des erreurs, loin s'en faut, mais que je suis capable de les rectifier si j'en prends conscience, et que ma modeste contribution politique peut contribuer à nous aider à aller de l'avant. Après tout, n'est-ce pas ce qui nous fait le plus défaut de nos jours, aller de l'avant, n'est-ce pas ce dont nous avons impérativement besoin pour espérer un jour inverser le cours des choses, donner confiance aux masses en elles-mêmes, admettre que changer de société est parfaitement réalisable ? C'est cela que nous devons parvenir à partager avec les travailleurs et les militants qui n'y croient plus.

Le texte qui figure dorénavant dans la causerie d'hier est la version définitive.

● [Causerie au format pdf \(4 pages\)](#)

Complément ou précision apportée au texte publié hier.

Je tiens à préciser ici que le passage de ce texte consacré à la période qui s'ouvrirait immédiatement après le renversement du régime en place, que ce soit en France ou ailleurs, a tenu compte de l'ampleur que prendrait inévitablement la réaction internationale qui s'en suivrait pour condamner cette révolution, ainsi que les moyens auxquels elle recourrait pour tenter de restaurer l'ancien régime. Le tout évidemment dans l'attente que d'autres peuples exploités ou opprimés procèdent à leur révolution.

Jusqu'à présent nos dirigeants n'ont jamais été foutus de traiter cette question sérieusement, encore moins d'y apporter la moindre réponse concrète et cohérente. Ils se sont tout juste bornés à la poser, et encore, à demi-mot, pour ne pas effrayer leurs militants et leurs sympathisants, qui du coup se sont retrouvés totalement désarmés quand un militant d'un autre parti ou un travailleur leur posait, timidement ou en insistant lourdement pour les déstabiliser ou les ridiculiser.

Je vous laisse imaginer la multitude de questions qui surgiraient dans la tête des travailleurs ou des militants, dès que vous évoqueriez la fin du capitalisme et ses institutions, si on ne vous les a pas déjà posées : Que feriez-vous de la Bourse, de l'euro, comment réagiraient Bruxelles, la BCE, Washington, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'ONU, sans oublier les médias et les réseaux numériques, bref, la "communauté internationale", les puissances impérialistes et leurs institutions, leurs larbins, y compris la Russie et la Chine sur lesquelles nous ne pourrions pas compter évidemment ? Diable, maman au secours ils sont fous, ce sont de dangereux fanatiques ! Que deviendrions-nous du jour au lendemain, on n'aurait plus de quoi se nourrir, s'éclairer, se chauffer, se vêtir, se déplacer, communiquer, ce serait l'anarchie, toute l'économie serait paralysée, on n'échapperait pas à une guerre civile, ah ça ce sera inévitable effectivement mais pas à notre initiative, etc. quelle perspective épouvantable, quelle horreur ! J'espère ne jamais vivre un tel cauchemar, vaut mieux encore conserver la société telle qu'elle est quitte à faire encore et encore des sacrifices...

J'en suis arrivé à aborder les questions liées au renversement du régime et à les traiter en observant qu'elles revenaient sans cesse dans des discussions entre des travailleurs qui la posaient sérieusement et exigeaient des réponses dans des blogs, ce qui était légitime.

Je me suis dit qu'ils avaient parfaitement raison, car on ne peut pas, mieux on ne doit pas laisser de questions sans réponses, sauf éventuellement quand elles concernent des rythmes ou des délais qui impliquent des facteurs dont on ignore l'évolution future parce qu'on ne dispose pas à l'heure actuelle de suffisamment d'éléments pour se prononcer ou émettre des hypothèses ou des pronostics suffisamment fiables reposant sur des bases sérieuses, sinon ce serait se livrer à une pure spéculation, ce qui ne fait pas partie de notre mode de pensée.

J'ai estimé qu'il valait mieux y réfléchir dès maintenant, plutôt que d'être pris au dépourvu plus tard, et de commettre des erreurs qui pourraient nous être fatales.

Vaincre le régime ou s'emparer du pouvoir ne suffira pas, il faudra le conserver, ce qui ne s'improvisera pas. Nous nous retrouverons face à une situation inédite qui nécessitera de faire preuve de beaucoup d'imagination, d'efforts et de patience pour trouver des réponses aux questions que nous aurons à résoudre, et dont l'efficacité devra être immédiate sous peine que la situation née de la révolution se retourne rapidement contre le nouveau pouvoir en place, alors autant poser ces questions ou les affronter dès maintenant, y réfléchir sérieusement dès à présent. Les fuir ne nous apporterait rien de bon, de même que la réalité.

De la même manière, nous devons donc fatalement recourir à des moyens inédits pour empêcher la contre-révolution internationale d'avoir une emprise sur notre révolution, sachant qu'absolument tous les gouvernements présents à l'ONU seront nos farouches ennemis. Il faut en avoir parfaitement conscience et en mesurer à l'avance les conséquences pour y parer le moment venu.

Ce que je viens d'exposer n'est qu'un des aspects que j'ai abordés dans ce texte.

Il faut également savoir que parmi les milliers d'articles que j'ai publiés depuis 10 ans, absolument aucun n'a jamais abordé cette question de fond, ni même d'ailleurs la question de la prise du pouvoir, qui a tout juste fait l'objet de formules lapidaires, en fait elle n'a jamais réellement été développée, comme si cela pouvait suffire de l'énoncer pour répondre à toutes les questions qui pouvaient faillir spontanément dans la tête des travailleurs et des militants, dont le mode de vie et de pensée ont été formatés par le régime en place ou la société dans laquelle ils ont toujours vécu et qui a été modelée à son image, auxquels paradoxalement en quelque sorte ils tiennent plus que tout inconsciemment, je parle du régime actuel et tout ce qui l'accompagne qui rythme leur vie au quotidien, leur assure un certain confort qu'ils ne sont pas prêts à remettre en cause au profit d'une aventure à l'issue pour le moins incertaine, puisqu'ils en ignorent tout.

Cette réaction de leur part est tout à fait légitime, ce qui du coup les portera à n'accorder aucune confiance à ceux qui se contentent de mots d'ordre ou de propagande en guise d'arguments pour les convaincre qu'un changement de société est possible, ils en arriveront à la conclusion logique inverse dès lors que nulle part ne seront développés les moyens pour atteindre cet objectif qui sous-entend la nécessité de rompre brutalement et radicalement avec le régime en place, ce qui aura plutôt le don de les effrayer et donc de produire l'effet inverse de celui escompter, ce qui explique qu'en procédant de la sorte on n'arrivera jamais à rien.

Notre émancipation ne viendra jamais de nos oppresseurs, c'est à nous de la conquérir les armes à la main ou d'en payer le prix fort, et quand nous en profiterons aucun d'entre nous ne regrettera l'époque de l'ancien régime.

Et pour cause, les auteurs de tous ces articles, qu'ils viennent de partis politiques, de blogs ou de portails Internet dits alternatifs, indépendants, qu'ils se définissent eux-mêmes comme anticapitalistes ou marxistes ou encore opposants au régime, dissidents, intellectuels ou personnalités autoproclamés de gauche, absolument tous ont manifesté ouvertement leur intention de conserver le capitalisme, de le ménager, de le réformer, allant même jusqu'à le doter de vertus qu'il a usurpées, comme si la transformation sociale de la société pouvait être compatible avec sa préservation, ce qui au mieux est une pure illusion ou un leurre largement démontré par les faits, au pire une escroquerie politique dans la mesure où l'évolution du capitalisme conduit

à l'instauration d'un régime totalitaire dont on peut suivre dorénavant quotidiennement la progression sous nos yeux à l'échelle mondiale.

Bref, chacun aura compris que plus le régime tend vers le totalitarisme, plus ils sont prêt à lui accorder des concessions, manifestant ainsi leur refus de l'affronter. On comprend dès lors pourquoi les représentant du régime se lâchent dans leurs discours ou font preuve d'autant d'audace, puisqu'ils savent qu'en face pour les affronter il n'y a que des opposants inconsistants ou d'opérette, des charlatans.

Et bien moi, j'ai décidé de prendre le contre-pied de tout ces petits bourgeois, qui finalement se complaisent dans la situation actuelle parce qu'ils sont bien lotis, non pas pour me démarquer d'eux, car ce serait leur accorder trop d'importance alors qu'ils n'ont aucune influence sur mes idées.

Non, je m'en tiens strictement à l'évolution ou à l'orientation de la société qui tend de plus en plus vers le totalitarisme, en l'interprétant à l'aide de la méthode du marxisme et des enseignements de la lutte de classe, pour définir les tâches que nous (les masses et son avant-garde) avons à accomplir et que nous aurons à accomplir après la prise du pouvoir. A ces nantis d'en être ou non. Donc je me place dans une perspective résolument optimiste ou révolutionnaire, ce qui signifie au passage que j'ai confiance dans les masses pour atteindre cet objectif, sans quoi j'en serais réduit à emboîter le pas à tous ces sceptiques professionnels, qui feraient bien par commencer à douter d'eux-mêmes ou des fables qu'ils nous racontent à longueur de temps, dans lesquels ils ne croient pas la plupart du temps, puisque répétons-le, elles ont été démenties par les faits une multitude de fois au cours des décennies antérieures, qu'ils aient cru bon de ne pas en tenir compte est leur problème, pas le nôtre. Si maintenant ce texte et les suivants leur permettaient enfin de se débarrasser de leur opportunisme ou de leurs mauvaises habitudes et de progresser, je m'en réjouirais pour notre cause, mais franchement je pense qu'il en faudra plus malheureusement.

Il y a ainsi beaucoup de gens qui campent sur leurs positions quoi qu'il arrive, ou qui penchent de plus en plus à droite au fur et à mesure que la situation se radicalise ou penche vers l'extrême droite ou le totalitarisme, ce qui permet d'affirmer sans prendre de risques, qu'en réalité ils défendent uniquement des intérêts individuels, somme toute inavouables, qu'ils camouflent en prétendant représenter les intérêts collectifs des exploités et des opprimés pour duper les naïfs ou les ignorants qu'ils flattent et qui leur prêtent attention ou leur accordent leur confiance. Qu'il nous soit permis de ne pas en être ni d'un côté ni de l'autre.

Il est donc fortement déconseillé de les écouter ou d'adopter leurs analyses ou les conclusions qu'ils en tirent quand elles concernent la lutte des classes, puisqu'elles nous mènent systématiquement dans une impasse ou ne peuvent que conduire à notre impuissance, contrairement à la stratégie de combat que j'ai définie et que je compléterai par la suite, qui part de la construction du parti à la conquête du pouvoir et qui inclut la gestion de la nouvelle société qui en sera issue afin d'éradiquer le capitalisme, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de la surface de la planète, planète qui du même coup se trouvera soulagée de tous les maux qui la menacent également de nos jours.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai décidé de modifier la page d'accueil ainsi que le contenu du portail, les explications suivront en complément des textes publiés hier et avant-hier, un peu de patience, merci.

Le 27 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai corrigé toutes les fautes d'orthographe ou de frappe que comportait le document publié hier. J'ai aussi modifié la syntaxe en de nombreux endroits, j'ai corrigé aussi certains passages. Je demande donc à ceux qui l'auraient téléchargé de le télécharger à nouveau.

Mes yeux sont fatigués et pas seulement. De plus, mon correcteur d'orthographe provient d'une version de Word en anglais qui date du début des années 2000 que j'ai piraté, donc il n'est pas fiable, ce qui explique toutes ces fautes, d'autant plus que je me relis très rapidement. En fait, quand j'ai terminé ce boulot, je n'ai qu'une hâte, éteindre l'ordinateur et faire autre chose, je ne dirais pas que je bâcle le boulot, mais je ne fais pas preuve d'une rigueur absolue, désolé. C'est la raison pour laquelle je dois absolument réduire le temps que je passe quotidiennement devant l'écran et que je mets un terme aux infos en bref.

Le texte que j'ai publié hier, était en fait un brouillon ou une esquisse, puisque je l'ai rédigé d'une traite sans l'aide d'aucun document dans la matinée, il met un terme définitif aux causeries telles qu'elles ont existé depuis août 2008. Il constitue l'aboutissement ou la conclusion de la réflexion ou des travaux que j'ai menés depuis le 11 septembre 2001, date à laquelle j'ai repris le chemin du militantisme après une interruption d'une vingtaine d'années.

Désormais je consacrerai mon temps uniquement à préciser ou à en modifier certains passages en fonction du développement de la situation mondiale, à l'étayer ou à l'argumenter, à le compléter par d'autres textes.

Les infos en bref disparaissent donc. Les autres rubriques demeureront. Je continuerai de publier des articles d'auteurs divers, seulement dans la mesure où ils contiendront des éléments susceptibles de faciliter la compréhension de notre texte programmatique ou de le rendre accessible au plus grand nombre.

Pendant plus de 10 ans, j'estime avoir suffisamment démontré quotidiennement que j'étais un véritable opposant de gauche au capitalisme, incorruptible pour ne lui avoir jamais rien passé, pour ne plus avoir à le prouver et cesser sans regret cette activité politique. En guise de légitimité, d'honnêteté intellectuelle, de détermination, je pense avoir fait largement mes preuves, ce qui ne veut évidemment pas dire que je ne commets pas des erreurs, loin s'en faut, mais que je suis capable de les rectifier si j'en prends conscience, et que ma modeste contribution politique peut contribuer à nous aider à aller de l'avant. Après tout, n'est-ce pas ce qui nous fait le plus défaut de nos jours, aller de l'avant, n'est-ce pas ce dont nous avons impérieusement besoin pour espérer un jour inverser le cours des choses, donner confiance aux masses en elles-mêmes, admettre que changer de société est parfaitement réalisable ? C'est cela que nous devons parvenir à partager avec les travailleurs et les militants qui n'y croient plus.

Le texte qui figure dorénavant dans la causerie d'hier est la version définitive.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

(Pondichéry 21h40. J'avais oublié de corriger la causerie du jour et de la formater en pdf)

Des explications dans quelques jours.

- Pourquoi ai-je supprimé de la page d'accueil du portail le drapeau rouge des communistes comportant la faucille et le marteau ?
- Pourquoi ai-je ajouté dans le bandeau en haut de l'écran : Prolétaires de tous les pays unissez-vous qui ponctueait la fin du *Manifeste du parti communiste* rédigé par Marx et Engels ?

Rassurez-vous, je n'ai rien renié, bien au contraire ! La réaction se radicalise vers l'extrême droite, donc je me radicalise vers l'extrême gauche, logique ! Attention, à ne pas confondre avec le gauchisme !

Quand on commence par passer le petit doigt dans l'engrenage de la compromission, un jour ou l'autre la main entière y passera, puis le bras, puis tout le reste... A force de faire preuve de servilité ou de courber l'échine devant nos maîtres, on finit à plat ventre, par tout accepter, tout justifier... A force de se baisser pour un oui ou non pour ne pas choquer les esprits faibles ou déformés, on finit par ne plus pouvoir se redresser et marcher droit, par se prostituer. Vous aurez compris que ce n'est pas vraiment mon genre.

Diable, de l'audace, du courage, de la volonté, de la détermination pour terrasser nos ennemis !

Ne nous laissons pas impressionner par les victoires qu'ils peuvent remporter. Dans l'adversité, sachons conserver la tête haute, ne lâchons rien, ne nous démoralisons pas, soyons fiers de notre idéal humaniste, c'est le plus élevé que l'homme ait pu concevoir depuis qu'il existe, partageons-le avec le plus grand nombre ! Ensemble, nous sommes invincibles, divisés, nous ne sommes rien ! A bas la servitude humaine, l'exploitation et l'oppression !

- [Causerie au format pdf \(5 pages\)](#)

L'extrême droitisation du monde En Marche. La faute à qui ? A la fatalité, pardi ! Allez, la vie continue, elle n'est pas belle la vie, hein ?

On a vraiment la gauche et l'extrême gauche les plus connes du monde ! Excusez-moi, cela m'est venu naturellement.

Si vous cherchez des intellectuels qui font globalement preuve de discernement ou qui ne se laissent pas influencer par les discours de la réaction, bien qu'ils aient par ailleurs des lacunes politiques, ne cherchez pas parmi le mouvement ouvrier, vous n'en trouverez pas ou ils sont si rares, ce qui est symptomatique de son niveau de corruption ou de décomposition avancée.

Et surtout ne vous méprenez pas ou ne vous avisez pas d'inverser les rôles en m'accusant d'en être le fossoyeur parce que vous vous sentiriez visés, puisque je n'ai cessé de combattre pour le reconstruire sur des bases saines, c'est-à-dire, épuré de l'opportunisme qui l'a gangrené, pourri de l'intérieur. La preuve.

Où va se nicher l'opportunisme !

Tiens, j'ai appris que le POID appelait à un rassemblement le 11 novembre place de la République à Paris, le jour de la visite de Trump en France.

Question : Avait-il appelé à un rassemblement similaire quand le brave président américain noir et réputé de gauche (sic!), démocrate s'il vous plaît, Obama, lors de ses nombreux déplacements en France ?

Quel dommage que H. Clinton n'ait pas été élu présidente des Etats-Unis ! Au moins les guerres contre Syrie et l'Irak auraient pu s'intensifier, entre autres...

- Macron juge les agressions homophobes "indignes de la France" - Le HuffPost

- En hommage aux victimes de Pittsburgh, la tour Eiffel plongée dans le noir - Le HuffPost

Comment, vous n'allez pas organiser une manifestation ou éteindre les lumières en soutien aux homosexuels et aux juifs victimes d'agressions ? Là franchement vous allez manquer à tous vos devoirs, ce n'est pas bien. Attention, on va le noter dans notre fichier et vous cataloguer à droite ou à l'extrême droite homophobe et antisémite !

On n'en peut plus de ce misérable avilissement et asservissement permanent du mouvement ouvrier...

[Brésil : Les militaires sont de retour au pouvoir, la réaction mondiale jubile !](#)

- Brésil : Jair Bolsonaro a "prévu de nettoyer définitivement" le pays "de la gauche" - Franceinfo

- Election au Brésil : Trump, Le Pen et Salvini félicitent Bolsonaro - LeParisien.fr

Le président américain Donald Trump, la leader française du Rassemblement national (RN) Marine Le Pen et le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini ont félicité Jair Bolsonaro...

Macron n'est pas en reste évidemment

- Merkel: Macron dit son admiration, jure de ne rien céder aux extrêmes - Reuters

La preuve :

- Macron félicite Bolsonaro, insiste sur "le respect" des "principes démocratiques" - AFP

Extraits d'articles trouvés sur le Net qui permettent en quelques minutes de situer globalement l'évolution de la situation politique en Amérique latine et centrale.

Je n'ai pas eu le temps de rédiger un article ou de faire une revue de presse sur ce sujet, j'ai plus important à faire avec le courant politique que j'essaie d'animer. Je publierai peut-être la suite demain.

- ...Le panorama politique de l'Amérique latine, dans les années 1970, est des plus sombres. Tous les pays d'Amérique du Sud, à l'exception de la Colombie et du Venezuela, sont gouvernés par des dictatures militaires.

L'Amérique centrale est ravagée par des guerres civiles nourries par le contexte de la guerre froide. Gouverné par des civils, le Mexique semble faire exception, mais la stabilité repose sur un régime de parti unique qui contrôle les élections et ne laisse

qu'une portion congrue à l'opposition.

- ...Bouleversées par les conséquences sociales désastreuses des politiques économiques des années 1980-1990, nombre de nations d'Amérique latine ont élu à leur tête des gouvernements remettant en cause les modèles économiques néolibéraux et l'influence américaine, ceci de façon plus ou moins modérée (Brésil, Argentine) ou plus radicale (Venezuela, Bolivie).

ET 20 ANS PLUS TARD.

LVOG - Ce qui arrive aux peuples d'Amérique latine et centrale est dramatique et était prévu malheureusement, dès lors qu'ils avaient affaire à des dirigeants, des partis, des régimes refusant de rompre avec le capitalisme et ses institutions.

Ils sont victimes de l'imposture ou de la trahison de la pseudo-gauche ou gauche de la gauche ou encore radicale, qui prône la mise en oeuvre d'une politique réformiste dans le cadre des régimes capitalistes en place, que ses dirigeants appartiennent à la social-démocratie ou en soient issus, comme les Mélenchon et Cie. qui ont pris la relève dans certains pays de la social-démocratie dégénérée et désormais moribonde après que les travailleurs les eurent rejetée.

La politique ou les illusions que colportent ces escrocs professionnels consiste à promettre aux exploités et aux opprimés une multitude de réformes sociales qui devaient changer en profondeur leur mode de vie, mais comme ils sont liés au régime en place qu'ils refuseront toujours d'affronter, jamais ils ne se donneront les moyens politiques pour pouvoir les appliquer. Du coup, les travailleurs constatant qu'ils n'en verront jamais la couleur, finiront par se lasser pour finalement tourner le dos à ces partis fausement étiquetés de gauche lors des élections, se réfugiant dans l'abstention ou en laissant la voix libre aux partis de droite officiels ou d'extrême droite et à l'instauration de régimes encore plus antisociaux et répressifs.

Le même scénario n'a cessé de se répéter depuis les années 20-30, en France en frayant la voix à Pétain, en Espagne à Franco, au Portugal à Salazar, en Italie à Mussolini, en Allemagne à Hitler, au Chili à Pinochet, à Vidéla en Argentine, etc.

Autant dire que parmi tous les dirigeants dits de gauche d'Amérique latine qui se réclament du socialisme, absolument aucun ne méritait de le représenter puisqu'aucun ne l'avait mis en pratique. C'est par ignorance, faiblesse ou opportunisme qu'on juge les dirigeants à leurs discours, à leurs intentions ou à leurs promesses, au lieu de s'en tenir strictement à la politique qu'ils appliquent.

- ...Amérique du Sud : la droitisation du sous-continent le plus à gauche depuis 20 ans...

- ...Le sous-continent sud-américain vit aujourd'hui une période transitoire inédite : la gauche, traditionnellement au pouvoir dans la majorité des pays depuis 1998, essuie ces dernières années de nombreux revers électoraux...

- ...Le phénomène de droitisation du sous-continent s'inscrit dans une logique cyclique liée aux évolutions économiques, qui caractérisent la politique latino-américaine depuis la Seconde Guerre mondiale...

- ...la gauche, traditionnellement au pouvoir dans la majorité des pays depuis 1998, essuie ces dernières années de nombreux revers électoraux...

- ...« grand retour » de la gauche progressiste sur la quasi-totalité du sous-continent depuis 1998...

- ...Le basculement à gauche de la politique sud-américaine est le fruit des années chaotiques de la seconde moitié du XXème siècle : dictatures, crises économiques et institutionnelles, mouvements sociaux, corruption et trafics sont tant de facteurs qui ont engendré le besoin de renouvellement politique des peuples d'Amérique latine...

- ...La gauche modérée croule sous les scandales et la conjoncture économique défavorable...

- ...La gauche est donc déstabilisée par la situation économique défavorable pour les pays exportateurs de matières premières...

- ...L'influence du monde de la finance sur l'Amérique latine n'est donc pas récente. Les dictatures qui ont toutes contracté des dettes insolvables, sont les sources des crises de la dette sur le sous-continent...

- ...Il apparait clairement que la vulnérabilité économique du sous-continent croît à mesure que la gauche reste au pouvoir...

- ...En 2017, la dépendance de l'Amérique latine vis-à-vis du cours des matières premières se montre plus forte encore qu'auparavant.

- ...Depuis 1998, l'Amérique latine avait acquis la renommée internationale d'une région dominée par la gauche progressiste, radicale ou révolutionnaire. Le phénomène de « droitisation » du sous-continent a rapidement effacé cette réputation.

...Les espoirs soulevés en Équateur, en Bolivie ou au Vénézuéla ont déçu un grand nombre de citoyens...

- ...Convertis tardivement au réformisme, les anciens révolutionnaires peinent à mettre en œuvre des réformes lorsqu'ils exercent le pouvoir....

- ...(au Brésil) Faute de réformes structurelles, la politique s'est réduite à la gestion au jour le jour, aux manœuvres tacticiennes et aux combinaisons électorales.

- ...Evo Morales a modéré sa position idéologique en passant d'un socialisme révolutionnaire à une version locale de politique culturelle démocratique libérale.

L'adhésion d'Evo Morales à une économie mixte a neutralisé toute hostilité manifeste de la part des États-Unis et des nouveaux régimes d'extrême-droite de la région.

- ...La crise de 2008-2009, la chute des prix des matières premières, et la baisse de la consommation ont eu des conséquences sur l'économie des pays latino-américains. Finies les croissances de 7, 8, voire 9 %, qui restent cependant au dessus de zéro, ce qui est toutefois une bonne nouvelle. Les caisses sont vides, les recettes ont chuté, et il n'est plus possible de mener à bien une politique sociale. Un cycle s'est achevé et la gauche au pouvoir est devenue incapable de répondre aux nouveaux défis.

- ...La corruption, que la gauche avait tellement décriée quand elle était dans l'opposition, leur salit maintenant les mains, et même davantage. Le renouveau n'a duré qu'un temps, la logique politique et la volonté de gagner les élections à tout prix l'ayant amenée à reproduire les erreurs qu'elle avait jurées ne jamais commettre...

- ...La montée et la consolidation des régimes d'extrême-droite en Argentine et au Brésil reposent sur plusieurs interventions décisives, combinant élections et violences, purges et cooptations, propagande médiatique et corruption profonde.

- ...La dénommée alphabétisation financière, qui fait partie de la politique progressiste contre la pauvreté, a aidé le capital financier à établir de nouveaux marchés de crédit pour les plus pauvres, à des taux d'intérêts très élevés. Et la fameuse inclusion par la consommation aime passer pour une bonne occasion. Au final, nous avons des populations endettées par la consommation, chez qui des besoins qu'elles n'avaient pas ont été créés.

- ...Les basculements politiques vers l'extrême droite ont eu des effets collatéraux importants, les régimes de centre-gauche ayant basculé vers le centre-droit...

- ...Moreno, Petro et Amló ne sont pas éloignés du très pragmatique socialisme à la chilienne, tel que l'a représenté Michelle Bachelet...

- ...L'État impérial américain a temporairement récupéré des régimes à sa solde, des alliés militaires et des ressources et marchés économiques. La Chine et l'Union européenne profitent des conditions économiques optimales offertes par les régimes d'extrême-droite.

- ...En 2018. Des gouvernements de la droite radicale régissent le Brésil, l'Argentine, le Mexique, la Colombie, le Pérou, le Paraguay, le Guatemala, le Honduras et le Chili...

Les présidents dits progressistes ou de gauches qui sont ou ont été au pouvoir en Amérique latine et centrale depuis le début des années 2000, j'en ai peut-être oublié.

Au Vénézuéla, Hugo Chavez et Nicolas Maduro (1999- ?)

En Bolivie, Evo Morales, (2005-?)

Au Brésil, Luiz Inacio Lula Da Silva et Dilma Rousseff (2003- 2016)

En Argentine, Nestor Nestor et Cristina Kirchner (2003-2015)

Au Chili, Michelle Bachelet (2006-2018)

En Uruguay, José Mujica (2010-2015)

Au Paraguay, Fernando Lugo (2008-2012)

En Équateur, Rafael Correa (2006-2017)

Au Honduras, Manuel Zelaya (2006-2009)

Salvador, Salvador Sánchez Ceren (2014- ?)

Au Nicaragua, Daniel Ortega (2007 -2016)

Au Guatemala, Alvaro Colom (2008- 2012)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 octobre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je n'ai pas le temps d'actualiser le portail.

Comme toutes les semaines ma compagne est absente pendant trois jours, elle va donner un coup de main à sa fille et elle s'occupe aussi de sa vieille mère, aussi je dois nettoyer et entretenir le jardin, faire les courses, cuisiner, et comme dans 5 jours c'est Dipawali, l'une des plus importantes fêtes nationales qui dure trois jours, je dois absolument aller à Pondichéry en début d'après-midi pour éviter la cohue monstrueuse et le trafic infernal en ville des jours suivants.

Je fais ce que je peux, vous pouvez me croire. Ce matin par exemple, à 7h30 j'ai enregistré dans le Iphone les idées qui me sont venues en rafales à l'esprit au réveil. Et bien que j'aie diverses occupations, cela ne s'arrêtera pas de la journée jusqu'à 23h ou minuit, c'est à se faire péter la tête !

Et surtout n'oubliez jamais que je ne suis pas un intellectuel de formation, alors quand j'écris, surtout si je m'applique comme je m'y suis engagé envers moi-même, cela prend forcément beaucoup de temps pour trouver les mots justes qui correspondent à ce que je pense, cette fois je ne veux laisser absolument rien au hasard, j'entend par là la manière dont pourrait être interprété ce que j'aurai publié, tout du moins je vais essayer, encore faut-il ne pas être crevé de fatigue !

Je vais quand même prendre le temps de me connecter à Internet pour m'informer, ensuite ce sera la course le reste de la journée, vous parlez d'une vie pour un retraité ! Bon, allez, il y a pire dans le monde, hélas ! Bonne journée.

● Causerie au format pdf (2 pages)

Pourquoi ai-je supprimé de la page d'accueil du portail le drapeau rouge des communistes comportant la faucille et le marteau ?

Parce qu'il a été dévoyé ou détourné par les staliniens et leurs clones d'extrême gauche, de sorte qu'il est devenu le symbole de la faillite du socialisme ou des crimes du stalinisme que par ignorance la plupart des générations nées à partir des années 70 attribuent au communisme dont il était l'étendard, d'autant plus que les générations de militants qui l'avaient adopté dans le sillage de la révolution russe de 1917 sont sur le point de disparaître ou ne sont plus représentées que par des vieillards grabataires.

N'aurais-je pas pu y penser avant ? Pourquoi maintenant ?

Effectivement, on peut se poser ces questions et bien d'autres encore. Si je n'y avais pas pensé précédemment ou depuis déjà longtemps, peut-être que je n'aurais jamais pris cette décision ou je n'aurais pas trouvé le moment le plus opportun pour le faire. Si je l'ai prise aujourd'hui et pas hier, c'est parce que j'ai observé ces derniers temps que l'opportunisme avait envahi littéralement la quasi totalité de l'extrême gauche, qui notez bien avait déjà abandonné ce drapeau comme on se débarrasse de quelque chose devenu trop encombrant ou devenu inutile pour ne pas dire pire encore. Je fournirai plus tard d'autres explications à ce sujet, j'ai tout enregistré dans mon iPads.

Cela dit, si nous nous contenterons du drapeau rouge de la Commune, pour autant il n'est pas dit que nous ne le ressortirons pas quand l'heure de l'affrontement final avec le capital aura sonné, nous ne le brûlons pas, nous le garderons soigneusement en réserve pour en faire un usage approprié ou qui sera digne des fondateurs du socialisme scientifique ou des rédacteurs du Manifeste du parti communiste.

Pourquoi ai-je ajouté dans le bandeau en haut de l'écran : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! qui ponctuaient la fin du Manifeste du parti communiste rédigé par Marx et Engels ?

J'ai commis une erreur en écrivant prolétaires du monde entier, j'ai corrigé où avais-je la tête! Mais bon, on s'était compris.

Alors pourquoi ajouter sur notre drapeau cet appel en direction du prolétariat du monde entier à s'unir ?

On pourrait fournir plusieurs explications pour le justifier. Par exemple, parce c'est à cette échelle que nous devons éradiquer le capitalisme, et au-delà mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, vaincre toute forme d'oppression des peuples ; Parce que nous ne pouvons concevoir ou situer notre lutte politique pour notre émancipation sur un autre terrain que planétaire, on ne peut pas et on ne doit pas imaginer un seul instant qu'un peuple pourrait s'émanciper tandis que tous les autres demeureraient en servitude ; Parce que ce qui nous unit ou nous rassemble l'emporte sur ce qui nous divise ou

nos différences ; Parce que nous sommes tous embarqués dans la même galère ou nous partageons le même sort quel que soit notre condition individuelle, ainsi que le même objectif, conquérir notre liberté.

C'est aussi un appel à la fraternité de tous les peuples contre la guerre et pour la paix à l'échelle de l'humanité, qui ne verra le jour que lorsque nous serons parvenus à abolir les Etats et les frontières qui divisent les peuples, quand la distinction entre les classes aura disparu.

Quand on affirme que notre combat politique correspond à l'idéal humaniste le plus élevé qu'il ait été donné à l'homme de concevoir, on ne cherche pas à combler notre bonne conscience ou on ne cherche pas à se grandir aux yeux des autres qui auraient un idéal inférieur, ce serait méprisant et nous ne sommes en concurrence avec personne sur ce terrain-là, pour savoir que finalement notre idéal inclut tous ceux que l'on a pu imaginer un jour, non, par cette devise on signifie simplement que l'union de tous les peuples est le seul moyen pour parvenir à le réaliser.

Etait-ce vraiment nécessaire de devoir le justifier, dites-moi, entre nous, pensez-vous qu'il faille à tout bout de champ se justifier ? C'est usant et on y passe beaucoup de temps.

[Haut de page ↗](#)